

A black and white photograph showing Charles de Gaulle on the left and John F. Kennedy on the right, both in dark suits, shaking hands. De Gaulle is holding a hat. In the background, a woman in a light-colored dress and dark boots is visible. The setting appears to be an outdoor event with a building facade.

Eric Branca

L'AMI AMÉRICAIN

Washington
contre
de Gaulle
1940-1969

PERRIN

L'ami américain

Eric Branca
Perrin (2017)

Pourquoi de Gaulle refusa-t-il, en 1964, de présider les commémorations du vingtième anniversaire du débarquement allié en Normandie ? Parce qu'il se souvenait que, sans sa volonté farouche de faire échec aux plans de Roosevelt, la France ruinée de 1944 n'aurait pas été traitée autrement que l'Allemagne vaincue, privée d'une fraction de son territoire et placée sous administration militaire américaine. Pis, c'est sur une partie des élites de Vichy que, durant tout le conflit, la Maison-Blanche avait misé pour barrer la route à l'homme du 18-Juin.

Grâce aux archives déclassifiées, mais aussi à des témoignages inexploités, il est désormais possible de raconter pour la première fois cette « guerre de trente ans » qui, de 1940 à 1969, opposa le Connétable de la France libre à la volonté de puissance des Etats-Unis. Alors que, aux instants les plus cruciaux de la guerre froide, le soutien du Général resta toujours acquis à Washington, le Département d'Etat et la CIA ont beaucoup tenté pour l'éliminer de la scène internationale. Du financement du FLN algérien au concours prêté à l'OAS, de l'espionnage nucléaire à la corruption d'une partie de la classe politique française, en passant par l'enrôlement d'Hollywood dans la croisade antigauilliste, Eric Branca raconte avec verve l'histoire secrète et inédite d'un conflit rendu d'une brûlante actualité par l'élection de Donald Trump.

Eric Branca

L'ami américain

Washington contre de Gaulle
1940-1969

DU MÊME AUTEUR

Jacques Chirac, Chronique, 2015.

3 000 ans d'idées politiques, Chronique, 2014.

De Gaulle et les Français libres, Albin Michel, 2010.

Histoire secrète de la droite, 1958-2008, Plon, 2008, et Nouveau Monde, 2011.

Je ne sais rien, mais je dirai (presque) tout, conversations avec Yves Bertrand, Plon, 2007, et Nouveau Monde, 2009.

Charles de Gaulle, Editions du huitième jour, 2006.

De la mauvaise conscience en général et de l'Afrique en particulier, entretiens avec Bernard Debré et Jacques Vergès, Jean-Claude Lattès, 2003.

Les Présidents de la République, Molière, 2001.

De Gaulle, Molière, 1999, et PUF, 2010.

Le Roman de la droite, Jean-Claude Lattès, 1998.

© Perrin, un département d'Edi8, 2017

12, avenue d'Italie

75013 Paris

Tél. : 01 44 16 09 00

Fax : 01 44 16 09 01

www.editions-perrin.fr

Rencontre entre Charles de Gaulle et John F. Kennedy à l'Élysée le 31
mai 1961.

© Underwood Archives/Leemage

EAN : 978-2-262-07427-2

« Cette œuvre est protégée par le droit d'auteur et strictement réservée à l'usage privé du client. Toute reproduction ou diffusion au profit de tiers, à titre gratuit ou onéreux, de tout ou partie de cette œuvre, est strictement interdite et constitue une contrefaçon prévue par les articles L 335-2 et suivants du Code de la Propriété Intellectuelle. L'éditeur se réserve le droit de poursuivre toute atteinte à ses droits de propriété intellectuelle devant les juridictions civiles ou pénales. »

Ce document numérique a été réalisé par [Nord Compo](#).

Sommaire

Titre

Copyright

INTRODUCTION - L'« amitié » du fort au faible

PROLOGUE - « Roulant du haut de l'histoire... »

1 - Notre « cher vieil ami »

Amadouer Darlan, pour préserver la flotte française

Darlan : « Une victoire allemande est meilleure pour la France qu'une victoire de l'Angleterre »

Prendre pied dans l'Empire

L'irremplaçable Mr Murphy... et le bien utile général Weygand

L'inquiétude des Anglais

Aider Vichy plutôt que la France libre

2 - Vichy, avec ou sans Pétain

L'œil de Washington à Vichy...

... et l'œil de Vichy à Washington

Chambrun, père et fils, un pied dans chaque camp

La mémoire longue d'Alexis Léger

Le choc de Gaulle-Monnet

Lemaigre-Dubreuil, huissier des intérêts américains... et inventeur du général Giraud

L'intermède Darlan

Giraud, l'homme qui ne faisait pas de politique

Dialogue de sourds

« Détruire de Gaulle »

3 - D'une occupation l'autre ?

Le rêve vichyste d'un retournement d'alliance

De l'utilité des gens « habitués à collaborer »

Roosevelt : « La France n'a aucun besoin de pouvoir central »

Libérer la France ou la réoccuper ?

Vers un démembrement du territoire

Eisenhower et Bedell Smith contredisent Roosevelt, MacArthur le désavoue

Jean Moulin, le Carnot de la Résistance

Course de vitesse

Churchill choisit le « grand large »

De Gaulle joue et gagne

4 - La bataille de Paris

Nœud de vipères à Madrid

Allen Dulles tente de diviser la Résistance...

... et ne dissuade pas Laval de revenir dans la course

Paris, enjeu militaire secondaire, mais politiquement primordial

L'Hôtel de Ville ou le ministère de la Guerre ?

Roosevelt veut forcer de Gaulle à abandonner l'Alsace

5 - Les arrières-cuisines de Jean Monnet

La France libre, parent pauvre du système prêt-bail

Pleven contre Mendès France

L'Allemagne, de l'enfer programmé à la résurrection sous contrôle

La CECA, cheval de Troie de l'Amérique

La face cachée du plan Marshall

La CED, « affaire Dreyfus » de la IVe République

Monnet prépare le match retour

6 - Des fellaghas à l'OAS, tout est bon contre de Gaulle

Une classe politique française sous perfusion

Le jeu américain au Maghreb

Des amis « sûrs » pour contrôler de Gaulle...

... mais qui ne l'empêchent pas de faire ce qu'il veut !

Liaisons dangereuses avec les putschistes

7 - L'impossible ménage à trois

« Ce vieux Français et ce très vieil Allemand »

Marché commun ou Communauté atlantique ?

La France en première ligne pour garantir le statut de Berlin

Les masques tombent avec le plan Fouchet

Le sacre de Reims

Une cinquième colonne au Bundestag

8 - Le casus belli atomique

Une intervention militaire américaine en France ?

De Gaulle-Kennedy ou le grand rendez-vous manqué

La crise de Cuba fait bouger Kennedy

Johnson dans les pas de Roosevelt

La France aussi espionnée que les Russes ou les Chinois

Wells Stabler, confesseur en chef de la classe politique française

L'étrange cas du général Gallois

Une taupe au Quai d'Orsay

9 - René, Antoine, Jean, François, Georges et les autres...

Scène de genre sous une tapisserie

L'indépendance, voilà l'ennemie !

Pinay, touché mais pas coulé

Les couveuses de l'ambassade

Les invités de l'ambassadeur Bohlen

L'affaire JJSS

La carte Mitterrand

Les inquiets du printemps 1967

Le patronat déclare la guerre au Général

« Au Québec, il est allé trop loin ! »

« Qu'il laisse donc Israël taper sur les Arabes ! »

« Gaullfinger » contre le roi Dollar

10 - Le grand règlement de comptes de l'an 1968

The French spy scandal

« Lamia », un Français « sur mesure »...

De « Lamia » à Topaz, ou Hitchcock au service du « bien »

Quand L'Express sauve l'honneur de la presse française

Golitsyne, faux transfuge ou vrai agent ?

L'heure de Cohn-Bendit

11 - La symphonie inachevée

De Gaulle vote Nixon

La revanche du mal-aimé

Roosevelt enfin démenti

Un Américain à Paris

La dissuasion française enfin légitimée

12 - Pompidou, l'héritier qu'on n'attendait pas

Poher, candidat providentiel

Comment la droite antigauilliste a « vendu » Pompidou aux Américains...

... avant de déchanter

Les nuages de l'année 1973

L'« archange Gabriel » entre en scène

Kissinger prend la main

ÉPILOGUE - Oublier de Gaulle

Giscard ou la France « 1 % du monde »

Reagan félicite Mitterrand...

... qui s'engage dans la première guerre du Golfe

... et capitule sur le GATT

Chirac et la tentation de l'Otan

Le casus belli irakien

Bush adoube Sarkozy

Une histoire de famille

ANNEXES

NOTES

BIBLIOGRAPHIE

SOURCES

ÉTUDES GÉNÉRALES ET BIOGRAPHIES

MÉMOIRES ET SOUVENIRS

ARTICLES

INDEX

INTRODUCTION

L'« amitié » du fort au faible

Paris, mercredi 30 octobre 1963, palais de l'Élysée. En sortant du Conseil des ministres, Georges Pompidou affiche sa mine des mauvais jours. Jean Sainteny, qui détient le portefeuille des Anciens Combattants dans son gouvernement et prépare activement les cérémonies commémoratives du vingtième anniversaire du débarquement allié en Normandie, vient en effet de demander au général de Gaulle comment il concevait la célébration. Et le chef de l'Etat lui a sèchement répondu : « Voyez cela avec le Premier ministre. Quoi qu'il arrive, je ne m'y rendrai pas ! Et lui non plus. »

Sur le perron, Pompidou tire Alain Peyrefitte par la manche : « Tâchez de le faire revenir sur son refus... Moi, je m'y suis cassé les dents ! » Solliciter Peyrefitte est habile : porte-parole du gouvernement, celui-ci a, chaque semaine, de longues heures d'entretiens avec le Général, qui aime tester sur lui formules et arguments. Entre eux, l'exercice est rodé. A Peyrefitte, de Gaulle recommande d'en dire le moins possible aux journalistes ; mais, pour qu'aucune équivoque ne conduise son porte-parole à déformer le message présidentiel, il est autorisé, en retour, à lui poser toutes les questions qu'il souhaite, même les plus dérangeantes. D'où le témoignage historique inestimable que constituent les 2 000 pages de notes qu'a laissées Peyrefitte de ces entretiens, couchés sur le papier aussitôt qu'il sortait de l'Élysée, puis réunis, trente ans plus tard, dans sa trilogie *C'était de Gaulle*¹.

Rompu à écouter le Général développer sa pensée « en roue libre », il se souviendra néanmoins toute sa vie des mots qu'il entendit le chef de l'Etat

prononcer ce jour-là. Des mots certes violents, mais si adéquats à la violence que l'Amérique projetait, en 1944, de faire subir à la France que Peyrefitte regrettait encore, en 1994, de n'avoir pas été autorisé à les livrer tels quels aux Français des années 1960, tant ils les auraient éclairés sur les vrais ressorts de la politique gaullienne.

A lire la presse de l'époque, le refus du Général de se rendre en Normandie pour y commémorer le Débarquement passe, de fait, pour une sorte de caprice, un geste d'humeur devant tout à l'actualité et bien peu à l'histoire. Sortie envisagée du commandement intégré de l'Otan, création d'une dissuasion nucléaire indépendante, critique de la position monopolistique du dollar dans l'économie mondiale, conceptions irréconciliables quant à l'organisation politique de l'Europe, désaccords croissants à propos de la politique interventionniste des Etats-Unis dans le tiers-monde en général et au Vietnam en particulier : la liste des contentieux franco-américains s'allongeant chaque jour, comment ne pas soupçonner de Gaulle de vouloir occulter le passé – le sacrifice des GI sur les plages de Normandie – pour mieux dramatiser les enjeux du présent ?

En lui attribuant ce calcul, les contempteurs de la politique étrangère du Général, qui se recrutent alors de la gauche socialiste à l'extrême droite nostalgique de Vichy, n'en oublient, en somme, que l'essentiel : s'il est un homme qui ne sépare jamais l'action de la « plus longue mémoire », au sens que Martin Heidegger assignait à ce terme, c'est bien Charles de Gaulle.

Or, depuis l'acte fondateur du 18 juin 1940 qui visait à rendre à la France non seulement la libre disposition de son territoire, mais encore et surtout sa souveraineté politique, le Général n'a cessé d'être en butte à la volonté de puissance des Etats-Unis. Et c'est ce qu'il rappelle *ex abrupto* à Peyrefitte :

C'est Pompidou qui vous a demandé de revenir à la charge ? Eh bien, non ! Ma décision est prise ! La France a été traitée comme un paillason ! [...] Le débarquement du 6 juin, ç'a été l'affaire des Anglo-Saxons, d'où la France a été exclue. Ils étaient bien décidés à s'installer en France comme en territoire ennemi ! Comme ils venaient de le faire en Italie et comme ils s'apprêtaient à le faire en Allemagne ! Ils avaient préparé leur AMGOT^{*1} qui devait gouverner souverainement la France à mesure de l'avance de leurs armées. Ils avaient imprimé leur fausse monnaie, qui aurait eu cours forcé. Ils se seraient conduits en pays conquis... Et vous voudriez que j'aie commémorer ce débarquement

qui était le prélude à une seconde occupation du pays ? Non, non, ne comptez pas sur moi ! Je veux bien que les choses se passent gracieusement, mais ma place n'est pas là² !

Et de Gaulle d'ajouter que sa présence en Normandie contribuerait à faire croire que « si nous avons été libérés, nous ne le devons qu'aux Américains », donc à tenir la Résistance pour non avenue, tout en passant par pertes et profits l'action décisive de la 1^{re} armée française, laquelle, débarquée le 15 août 1944 en Provence, avait permis par sa remontée fulgurante de la vallée du Rhône de libérer tout le Midi et le Massif central avant de faire sa jonction avec la 2^e DB, qui, comme promis à Koufra le 2 mars 1941, allait hisser le drapeau français sur la cathédrale de Strasbourg.

Par-dessus tout, de Gaulle veut éviter de flatter ce qu'il appelle le « défaitisme naturel » des Français, et spécialement de leurs « élites », qu'il a pu juger sur pièces en 1940, et contre lequel sa politique prétend lutter, tel un antidote quotidien. Il insiste :

Allons, allons, Peyrefitte ! Il faut avoir plus de mémoire que ça ! Il faut commémorer la France, et non les Anglo-Saxons ! Je n'ai aucune raison de célébrer ça avec éclat. Dites-le à vos journalistes. [En 1964] je commémorerai la libération de Paris, puis celle de Strasbourg, puisque ce sont des prouesses françaises, puisque les Français de l'intérieur et de l'extérieur s'y sont unis, autour de leur drapeau, de leurs hymnes, de leur patrie ! Mais m'associer à la commémoration d'un jour où on demandait aux Français de s'abandonner à d'autres qu'à eux-mêmes, non³ !

Et encore de Gaulle n'évoque-t-il pas, ce jour-là, ce qui à ses yeux constituait la faute inexpiable de Roosevelt, plus impardonnable encore que son projet d'administration militaire du pays : avoir envisagé de dépecer la France comme celle-ci ne l'avait jamais été depuis le traité de Troyes^{*2}, en offrant la rive gauche du Rhône à l'Italie et une partie des départements du Nord et de l'Est à une entité néerland-belgo-luxembourgeoise créée de toutes pièces sous le vocable de Wallonie... Ni plus ni moins ce qu'envisageait Hitler s'il avait gagné la guerre !

Le 10 juin 1964, quatre jours après que Jean Sainteny eut effectivement présidé les cérémonies de Normandie en l'absence du président de la

République et du Premier ministre, le Général était revenu, à l'issue du Conseil des ministres, sur la véritable signification du Débarquement :

Vous croyez que les Américains et les Anglais ont débarqué en Normandie pour nous faire plaisir ? [...] Ils ne se souciaient pas plus de libérer la France que les Russes de libérer la Pologne ! Ce qu'ils voulaient, c'était glisser vers le nord le long de la mer, pour détruire les bases des V1 et des V2, prendre Anvers et, de là, donner l'assaut à l'Allemagne. Paris et la France ne les intéressaient pas. Leur stratégie, c'était d'atteindre la Ruhr, qui était l'arsenal, et de ne pas perdre un jour en chemin. Churchill avait demandé à Eisenhower d'essayer de libérer Paris pour Noël. Il lui avait dit : « Personne ne pourra vous en demander davantage. » Eh bien si, nous étions décidés à demander davantage ! Le peuple de Paris s'est soulevé spontanément et il aurait été probablement écrasé sous les décombres, comme le peuple de Varsovie, s'il n'avait pas été soutenu. Mais il y avait des hommes qui, trois ans plus tôt, à Koufra, s'étaient juré de libérer Paris, puis Strasbourg. Ce sont eux qui ont libéré Paris avec son peuple⁴ !

Une semaine plus tôt, le 4 juin, soit deux jours avant les commémorations du Débarquement, avait eu lieu, à l'Hôtel Crillon, une réception hautement symbolique en présence du Tout-Paris. Elle honorait un jeune journaliste de gauche qui, pour la première fois, exposait tout cela en faisant, au passage, voler en éclats l'image idyllique d'une Amérique désintéressée : l'écrivain Gilles Perrault pour le lancement de son livre, devenu depuis un classique, *Le Secret du Jour J*⁵. Vu les personnalités officielles conviées à l'événement^{*3}, de Gaulle ne pouvait en ignorer l'existence. Bien que les invitations aient été lancées par les Editions Fayard, il ne faisait aucun doute que le chef de l'Etat y était représenté par Michel Debré, l'homme qui, avant de devenir entre 1959 et 1962 le premier de ses Premiers ministres, avait fait échec à l'AMGOT en organisant, en juin 1944, le remplacement des préfets de Vichy par autant de commissaires de la République surgis du maquis avant que l'armée américaine ne puisse imposer ses administrateurs.

Tout, pourtant, opposait Debré à Perrault. Avant d'épouser les vues de De Gaulle sur la décolonisation, le premier fut longtemps partisan de l'Algérie française tandis que le second était un militant de longue date de l'Algérie algérienne. Mais le souci de rétablir une vérité les réunissait ce

jour-là : proclamer que si des Américains avaient pu verser leur sang pour mettre fin à l'occupation de la France par des Allemands, l'Amérique, elle, n'avait jamais eu comme dessein de rendre aux Français le plein exercice de leur souveraineté politique, perdue en juin 1940.

En ce printemps d'apocalypse, il n'y eut pas, en effet, que Charles Maurras pour oser voir une « divine surprise » dans l'arrivée au pouvoir du maréchal Pétain. Franklin D. Roosevelt, de l'autre côté de l'Atlantique, pensait rigoureusement la même chose. Mais, tandis qu'aux yeux de Maurras la fin de la République offrait une occasion morbide de refonder la Nation, c'est en joueur d'échecs planétaires que raisonnait Roosevelt, la mise hors jeu de la France créant un vide géopolitique dans lequel il était impensable pour lui de ne pas s'engouffrer. Quitte, pour y parvenir, à s'entendre avec les hommes de Vichy et à « détruire de Gaulle », selon le conseil donné par Jean Monnet à Harry Hopkins, l'un des plus proches conseillers du président américain.

De ce choix originel, les relations franco-américaines n'auront jamais cessé de souffrir et s'en ressentent aujourd'hui encore, tant le sens assigné au terme « alliance » – et *a fortiori* « amitié » – diffère selon qu'on se place du point de vue des Américains (mais aussi des Français qui jugent inévitable de s'aligner sur leurs positions) ou, au contraire, de celui du général de Gaulle : un allié ne vaut que par la liberté que lui reconnaît son partenaire. Faute de quoi c'est plutôt de vassalité qu'il convient de parler. Or il faut bien reconnaître qu'à l'exception notoire de Richard Nixon (1968-1974) et, dans une moindre mesure, de Dwight Eisenhower (1953-1961), dont les liens avec de Gaulle avaient à voir avec la fraternité d'armes, les successeurs de Roosevelt ont toujours eu de l'amitié franco-américaine une conception à sens unique. Celle-ci prend naissance dans ce postulat de départ de l'administration américaine : la France ayant déposé les armes après six semaines de combats en 1940, son écroulement a démontré qu'elle n'avait plus les moyens de se revendiquer comme une puissance mondiale. « [Roosevelt], écrira le général Eisenhower dans ses Mémoires, se montrait très pessimiste sur le point de savoir si la France retrouverait son prestige d'antan et sa puissance en Europe. En conséquence, il se préoccupait des moyens de s'assurer du contrôle de certains points stratégiques de l'Empire français, que les Français eux-mêmes, pensait-il, ne seraient peut-être plus en mesure de conserver⁶. »

Cette *diminutio capitis* que Roosevelt prétendait installer dans la durée ne se bornait pas, on l'a vu, à l'outre-mer français. Pour son successeur

Harry Truman, la situation de la France libérée ne devait pas différer fondamentalement de celle de l'Allemagne, qui, vaincue cinq ans après elle, avait remis sa sécurité entre les mains des Etats-Unis, tout comme l'Europe détruite s'en remettrait désormais à Washington pour assurer sa prospérité, grâce au plan Marshall.

Dès la formation du gouvernement de Vichy, et bien que celui-ci fût en situation de guerre virtuelle avec la Grande-Bretagne, Roosevelt avait pris une première décision : ménager Pétain afin de prendre pied dans l'empire colonial français, deuxième du monde en termes de ressources, de population et de superficie. Aux hommes du nouvel Etat français, il avait ainsi proposé un « deal » qu'ils n'étaient guère en position de refuser : une aide financière substantielle en échange de facilités commerciales. Bref, un plan Marshall avant la lettre permettant de s'assurer que l'administration de Vichy, trop heureuse de profiter de cette manne, ne livrerait pas ses colonies aux Allemands, mais aussi et surtout de mettre en œuvre le principe de la « porte ouverte » proclamé par les Etats-Unis dès 1899 dans le but d'exporter leurs marchandises sans droits de douane dans les empires coloniaux et d'y investir librement leurs capitaux.

Dès 1942, le gouvernement américain proposait de placer – pour commencer – les colonies françaises sous le régime d'un *International trusteeship*, sésame par lequel les Etats-Unis gagneraient un libre accès aux marchés et aux matières premières locaux en même temps que d'utiles positions stratégiques. L'échec de ce projet n'empêchera pas Washington de faire flèche de tout bois pour déstabiliser ce qui restera après guerre de la puissance française outre-mer. Puis, la décolonisation accomplie à partir de 1962, pour s'opposer à la puissance française tout court. Depuis l'aide apportée, dès 1945, aux nationalistes algériens ou indochinois, jusqu'au soutien direct fourni à l'OAS dans les derniers mois de l'Algérie française, la liste est longue des opérations menées par le Département d'Etat et la CIA pour isoler de Gaulle sur la scène internationale, quand ce n'est pas carrément pour l'éliminer...

C'est l'histoire de cette hostilité multiforme aux registres parfois inattendus – comme cette campagne de presse menée dans les années 1960 sous l'égide de la CIA pour convaincre l'opinion que l'Elysée était un repère d'espions soviétiques ! – que nous nous proposons de raconter ici pour la première fois.

C'est que, au-delà de la haine personnelle que purent éprouver un Franklin D. Roosevelt et, plus tard, un Lyndon Johnson pour l'homme du 18-Juin, celui-ci incarnait d'abord un obstacle – le seul ? – à la politique

que les Etats-Unis avaient imaginée pour l'Europe au sortir de la guerre. Un continent débarrassé de l'irritante dilection française pour le non-alignement, qu'il s'agisse, après 1918, de s'opposer à la politique allemande des présidents Wilson et Harding, ou, au début des années 1960, de promouvoir une authentique réconciliation avec l'Allemagne que de Gaulle refusait d'envisager comme un ménage à trois avec l'allié américain.

Or quel meilleur moyen, pour domestiquer la France, que de miser sur des hommes hors d'Etat, même s'ils l'avaient souhaité, d'incarner son indépendance ? D'où l'alliance nouée, dès l'automne 1940, entre Robert Murphy, représentant spécial de Roosevelt au Maroc, et le général Weygand, principal artisan de l'armistice et délégué du maréchal Pétain pour l'Afrique du Nord, puis, en 1942, avec l'amiral Darlan, qui, en sa qualité de président du Conseil du régime de Vichy, négociait un an plus tôt avec Hitler la mise à sa disposition des aérodromes français de Syrie. Entre Darlan et le général Clarke sera même scellé, selon le mot de l'historien Jean-Baptiste Duroselle, connu pour l'équité scrupuleuse de ses analyses, « un accord singulier » mettant l'« Afrique du Nord à la disposition des Américains » et faisant de la France « un pays vassal soumis à des "capitulations" »⁷. Darlan éliminé par la Résistance le 24 décembre 1942, on sait que c'est le général Giraud, autre fidèle du maréchal Pétain, que les Américains placeront en orbite pour tenter d'éliminer de Gaulle. Mais connaît-on les calculs de Roosevelt ne désespérant pas, jusqu'à l'été 1944, de trouver en Pierre Laval (l'homme qui, en 1942, disait « souhaiter la victoire de l'Allemagne ») un interlocuteur de transition en attendant la mise sur pied d'un régime plus en phase avec les libertés publiques que celui de Vichy ?

Comment s'étonner, dès lors, de la colère de De Gaulle face à tant de cynisme opposé à ces Français libres qui, tandis que les Etats-Unis s'efforçaient de les exclure du jeu, donnaient leur vie sur tous les fronts aux côtés de leurs alliés ? Minoritaire mais loin d'être accessoire, la participation des gaullistes à la guerre en Afrique du Nord n'avait-elle pas permis, à Bir Hakeim (mai 1942), d'immobiliser l'Afrikakorps le temps qu'il fallait pour permettre aux Britanniques de se concentrer à El-Alamein et d'obtenir la victoire décisive que l'on sait ? Et, sans l'audacieuse manœuvre du général Juin sur le Garigliano (mai 1944), les Américains auraient-ils pu s'extraire du borbier italien où ils s'enlisaient depuis huit mois, puis entrer victorieux dans Rome dont les Français venaient de leur ouvrir la route ?

Au reste, comme l'a bien démontré François Kersaudy, auteur de la meilleure étude jamais publiée sur les rapports de Gaulle-Roosevelt⁸ et d'une autre, non moins définitive, sur l'amitié orageuse entre ce même de Gaulle et Churchill⁹, le chef de la France combattante s'était, d'emblée, tourné vers les Etats-Unis, dont la « force mécanique » était déjà désignée, dans l'appel du 18-Juin, comme l'élément déterminant qui permettrait d'inverser le cours du conflit. Dès l'automne 1940, de Gaulle proposait ainsi à Roosevelt de mettre à la disposition des Américains, encore en paix avec l'Allemagne, les bases aériennes et navales de l'Afrique équatoriale fraîchement ralliée à la France libre. Ne voulant pas embarrasser le président américain, aux prises avec un Congrès isolationniste, donc majoritairement opposé à toute entrée en guerre, il attendra même Pearl Harbor (décembre 1941) pour s'adresser directement à lui, se contentant, jusqu'à cette date, de faire passer ses messages par les rares Français de Washington acquis à sa cause.

Mais que pouvaient bien peser ceux-ci face à la triple influence qui s'exerçait alors sur Roosevelt : celle d'Alexis Léger, de René de Chambrun et de Jean Monnet, qui avaient immédiatement identifié de Gaulle comme leur adversaire ?

Ancien secrétaire général du Quai d'Orsay sous la III^e République, Alexis Léger (le poète Saint-John Perse), dont le bilan est inséparable des errements diplomatiques du régime finissant, nourrit pour de Gaulle une haine proportionnelle aux critiques que celui-ci adresse à son impérite. L'affaire serait anecdotique si l'ancien patron du Quai n'avait pas été, depuis une dizaine d'années, l'intime de Cordell Hull, le secrétaire d'Etat de Roosevelt, en même temps que le cornac attitré de Léger dans les allées du pouvoir américain. Le deuxième français à fréquenter assidûment la Maison-Blanche n'est autre que le comte René de Chambrun, le gendre de Pierre Laval. Descendant de La Fayette, cet avocat d'affaires qui possède la double nationalité franco-américaine est le neveu par alliance de Theodore Roosevelt (président de 1901 à 1909), ce qui fait de lui un cousin éloigné de Franklin Delano Roosevelt qui le surnomme « Bunny ». Le maréchal Pétain, qui connaît René depuis son enfance et l'a côtoyé avant la guerre au Comité France-Amérique, le tutoie mais préfère l'appeler « Lapin ». Du coup, Laval surenchérit en appelant son gendre « Petit Lapin ». C'est dire si Roosevelt use volontiers de ce canal presque familial pour faire passer, en toute discrétion, les messages les plus sensibles. Mais l'influence de Léger et de Chambrun, qui se détestent par ailleurs – l'un a vu ses biens

confisqués par Vichy, l'autre est un prince du nouveau régime lorsqu'il se rend en France –, n'est rien comparée à celle du banquier Jean Monnet, qui conseillait déjà Roosevelt avant guerre et sur lequel compte le gouvernement américain pour restructurer à sa main l'organisation de l'Europe occidentale, une fois le III^e Reich vaincu.

Surtout, Monnet joue un double jeu qui fonctionnera suffisamment longtemps pour aveugler le Général sur ses véritables intentions. Lors même qu'en 1943 Monnet rédige sa fameuse note sur la nécessité de « détruire de Gaulle », il s'efforce de se rendre indispensable au chef de la France libre devenu en 1944, et en dépit des chausse-trappes américaines, chef du Gouvernement provisoire de la République française (GPRF). Et puis « Jean d'Arc » a besoin de lui pour une mission urgente : obtenir des Etats-Unis les crédits nécessaires à l'équipement de la nouvelle armée française qui lutte aux côtés des Américains pour libérer son territoire et, bientôt, envahir l'Allemagne. Or Monnet, qui fut en 1941-1942 l'un des maîtres d'œuvre du système prêt-bail (la fourniture, sans contrepartie financière immédiate, de matériel militaire à tous les belligérants alliés, URSS comprise), est un organisateur-né dont de Gaulle entend utiliser les talents pour relancer l'économie. Sans doute estime-t-il aussi offrir une preuve de bonne volonté aux Etats-Unis, qui lui reprochent alors d'avoir associé les communistes à son gouvernement.

Deux écoles s'affrontent *hic et nunc* : celle qu'incarne Pierre Mendès France, le ministre de l'Economie nationale, et celle de Jean Monnet, dont le ministre des Finances, René Pleven, fut l'adjoint en 1940 au sein du Comité de coordination franco-britannique. Mendès est dirigiste, Pleven libéral. Le premier veut tout axer sur l'accroissement de la production, quitte à imposer des mesures drastiques pour orienter l'investissement en taxant, notamment, les profits illicites réalisés pendant l'Occupation ; le second entend relancer la consommation en important massivement des produits américains achetés en empruntant non moins massivement... à la Banque centrale américaine !

Après moult hésitations, de Gaulle, qui a besoin de fonds pour financer l'effort de guerre, donne raison à Pleven, donc à Monnet. Mendès démissionne. Et, le 3 janvier 1946, le Général fait de Monnet son délégué général au Plan. Moins de trois semaines plus tard, il quittera le pouvoir, chassé par le retour des partis de la III^e République qui, tels les émigrés de 1815, n'avaient « rien appris ni rien oublié ». Monnet, lui, restera. Son premier acte sera de convaincre le nouveau chef du gouvernement, Léon

Blum, d'emprunter 650 millions de dollars aux Etats-Unis pour financer la reconstruction. Outre des engagements précis sur les importations à privilégier – une condition *sine qua non* qui servira de colonne vertébrale au plan Marshall à partir de 1948 –, la contrepartie la plus symbolique sera la conclusion des accords Blum-Byrnes du 28 mai 1946 qui imposent un abaissement significatif des droits de douane français et, à l'industrie cinématographique, de limiter sa production pour permettre aux films d'outre-Atlantique d'être distribués en exclusivité trois semaines sur quatre afin de populariser l'*American way of life* !

Pour Monnet, plus besoin, dès lors, d'avancer masqué. Au poste de délégué général au Plan (jusqu'en 1952) en même temps qu'aux manettes de l'Europe économique et politique naissante (CECA, CED, CEE), il va devenir le véritable proconsul des intérêts américains en France. Et, partant, le plus farouche adversaire de l'homme du 18-Juin, sous la IV^e République d'abord, mais aussi et surtout quand, revenu au pouvoir, celui-ci entreprendra de s'affranchir de la tutelle américaine en créant une force de frappe indépendante de l'Otan, puis en proposant d'organiser l'Europe sur d'autres bases que celles imaginées par le Département d'Etat.

Charles de Gaulle allait-il devenir pour autant cet adversaire des Etats-Unis que la propagande atlantiste, sous la férule attentive de la CIA, dépeindra sans relâche jusqu'en 1969 ? Tout démontre le contraire, à commencer par son attitude dans les grandes crises Est-Ouest qui vont émailler les débuts de la V^e République. Lors de l'édification du mur de Berlin, en 1961, n'a-t-il pas été le premier chef d'Etat européen à assurer Kennedy de son soutien s'il choisissait d'affronter les Russes ? Ne s'est-il pas pareillement montré solidaire de Washington quand, l'année suivante, Khrouchtchev s'avisa d'installer à Cuba des rampes de missiles qui menaçaient directement le territoire américain ? Ces gestes, venus d'une figure de proue du monde libre connue et reconnue pour son indépendance d'esprit, eurent davantage d'importance pour la paix du monde que toutes les déclarations d'intention des alliés « structurels » des Etats-Unis. « Les Américains savent bien, ou en tout cas devraient savoir, qu'on ne s'appuie pas sur ce qui est mou, résume alors de Gaulle devant Peyrefitte. On s'appuie sur ce qui est ferme... Dans tous les pays sous-développés, ils ont eu la tentation de s'appuyer sur des planches pourries qui leur sont favorables – et d'autant plus favorables que ce sont eux qui les ont pourries... Pourtant, ils devraient comprendre que le meilleur allié des

Etats-Unis, ce n'est pas celui qui s'aplatit devant eux, c'est celui qui sait leur dire non¹⁰ ! »

En fait, l'Amérique ne comprendra vraiment de Gaulle qu'avec le président Richard Nixon et son secrétaire d'Etat Henry Kissinger, dont l'admiration pour lui sera aussi profonde qu'immédiate. Plus tard, ils expliqueront dans leurs Mémoires combien les Etats-Unis, depuis Roosevelt, s'étaient non seulement trompés, mais aveuglés sur le « cas de Gaulle », prenant son désir d'indépendance pour une menace et ses témoignages de non-alignement pour une agression, alors qu'en refusant d'être traité en vassal, il fut sans doute leur allié le plus sûr au temps du plus grand danger.

Faut-il pour autant parler de « malentendu » ?

Malheureusement non, car, pour ne point se comprendre, il faut être deux. Or, depuis l'origine du conflit franco-américain, ce sont les Etats-Unis qui, toujours, ont mis le feu à la plaine, pour peu que la France osât parler un langage conforme à ce qu'elle tenait pour ses intérêts. Comme si, entre le fort et le faible, l'amitié devait être forcément unilatérale, et les torts toujours du même côté.

^{*1.} Allied Military Government of Occupied Territories : Gouvernement militaire allié pour les territoires occupés.

^{*2.} Scellé en 1420 entre Isabeau de Bavière, épouse de Charles VI, et le roi d'Angleterre Henri V, ce traité ne laissait à son fils, le futur Charles VII, que le gouvernement du sud de la France, le nord revenant entièrement aux Anglais et l'est au duc de Bourgogne.

^{*3.} Outre Michel Debré et de nombreuses grandes figures de la Résistance, Fayard avait convié à cette réception deux anciens adversaires qui s'étaient longuement serré la main sous l'œil des photographes : les généraux Ailleret et Blumentritt. Ancien chef de l'ORA (les réseaux de résistance issus de l'armée), Charles Ailleret fut arrêté par la Gestapo, torturé, puis déporté à Buchenwald. Rescapé *in extremis*, il devint en 1962, sur décision de De Gaulle, chef d'état-major de l'armée française. Günther Blumentritt est, quant à lui, l'ancien chef d'état-major du maréchal von Rundstedt, commandant du front de l'Ouest en 1944 et auteur de la célèbre contre-offensive des Ardennes qui, en décembre 1944, avait brièvement mais sévèrement désorganisé l'assaut final des Alliés contre le Reich. Ailleret étant par ailleurs l'inventeur du concept de dissuasion nucléaire « tous azimuts », les Américains avaient diversement apprécié cette rencontre, jugée de « mauvais goût » deux jours avant les cérémonies célébrant le vingtième anniversaire d'*Overlord*. Pour

de Gaulle au contraire, elle symbolisait la réconciliation franco-allemande, prodrome, espérait-il, de la mise sur pied d'une défense authentiquement européenne, indépendante des Etats-Unis.

PROLOGUE

« Roulant du haut de l'histoire... »

Paris, 17 mai 1940. Voici tout juste une semaine qu'à la « Drôle de guerre » a succédé la guerre éclair. Déjà, le Luxembourg est rayé de la carte, les Pays-Bas ont capitulé et l'avant-garde de la VI^e armée allemande se répand dans Bruxelles. Les panzers de Guderian entrent dans Saint-Quentin et ceux de Rommel sont en vue de Cambrai. Dans trois jours, la Wehrmacht atteindra la Manche, coupant de ses arrières le gros de l'armée française, qui, fidèle aux plans d'état-major établis en 1939 – la manœuvre dite de la Dyle –, s'est laissé prendre au piège en se portant au secours des Belges et des Hollandais.

Pourtant, le gouvernement français est soulagé. Qu'importe si, à l'est, les Ardennes, réputées infranchissables, ont été franchies ! Puisque les Allemands foncent vers la mer, c'est que Paris n'est pas encore menacé... La veille, le président du Conseil, Paul Reynaud, était pourtant à deux doigts d'ordonner l'évacuation des pouvoirs publics. Son prédécesseur, Edouard Daladier, surnommé bien à tort le « taureau du Vaucluse^{*1} » et qu'il a gardé dans son gouvernement comme ministre de la Guerre, ne l'a-t-il pas prévenu qu'il ne disposait d'aucune réserve pour assurer la défense de la capitale ? Du coup, consigne a été donnée de brûler une partie des archives du Quai d'Orsay. Dans la journée du 16 mai, de grands feux ont été allumés sur les pelouses du ministère, frôlées naguère par les robes du soir de Poiret et de Schiaparelli. Ces brasiers mettront la nuit à se consumer, colorant la Seine et les nuages de l'aube de lueurs prémonitoires.

Pour sa première visite à Paris depuis sa nomination comme Premier ministre six jours plus tôt, Winston Churchill n'a pas été insensible au

présage. Il a repris l'avion pour Londres délesté de ses dernières illusions sur la manière dont le gouvernement français s'est préparé au choc.

Depuis les fenêtres de son bureau qui surplombe la place de la Concorde, l'ambassadeur des Etats-Unis, William Bullitt, n'a rien manqué non plus du spectacle. Celui de l'autodafé auquel assistent les Parisiens, non moins saisis que lui, mais aussi et surtout celui qu'offrent ses interlocuteurs officiels, en pleine confusion. A commencer par Paul Reynaud qui lui a demandé de transmettre au président Roosevelt le message suivant : la France, qui manque cruellement d'aviateurs, est prête à offrir l'équivalent de 400 dollars mensuels, frais non compris, à des réservistes de l'armée de l'air américaine qui accepteraient de s'engager sur le front français¹. Quant à Daladier, un danger le hante presque autant que la double percée allemande, au nord et à l'est : les sabotages communistes ! Pour le ministre de la Guerre, aucun doute, la débâcle de l'armée française a été « préfabriquée à Moscou² ». Sans prendre la peine de rien vérifier – comment d'ailleurs le pourraient-ils ? –, les informateurs de Bullitt se font l'écho des rumeurs glanées dans les couloirs des ministères. Si nos chars, réputés excellents, sont bousculés par les panzers, ce n'est pas, comme le redoutait depuis des années un certain colonel de Gaulle, parce qu'ils sont mal employés : c'est parce qu'ils ont été rendus inopérants par les ouvriers des usines d'armement, téléguidés par les Soviets ! Au matin du 17 mai, l'ambassadeur américain a même entendu dire que des artilleurs français auraient été forcés de retourner leurs canons contre des communistes accourus de Paris pour prêter main-forte aux Allemands !

Immergé dans cette panique, Bullitt envoie le 17 mai au président Roosevelt une dépêche relevant de l'histoire-fiction : « Un régiment de chasseurs [*sic*] composé de communistes venus de la banlieue industrielle de Paris en révolte depuis trois jours [*sic*] s'est emparé de la ville stratégique de Compiègne, sur le chemin de Paris. Ils sont 18 000 [*sic*] et l'on m'a informé qu'ils seraient attaqués ce soir par l'aviation et les chars [...]. Faisons en sorte, quant à nous, d'éliminer les communistes et leurs sympathisants des rangs de nos armées, de terre, de mer ou de l'air³ ! »

Bien sûr, rien de tout cela n'est vrai, mais qu'une telle rumeur ait pu être accréditée jusqu'à la Maison-Blanche en dit long sur la psychologie collective des milieux dirigeants, français comme américains. Cette obsession d'une menace fantôme, liée pour partie au traumatisme tout frais du pacte germano-soviétique (23 août 1939) en même temps qu'aux souvenirs plus lointains mais bien ancrés dans les mémoires de la

Commune de Paris de 1871 et de la révolution bolchevique de 1917, filles toutes deux d'une invasion étrangère, ne s'arrangera guère avec l'arrivée au gouvernement, le 18 mai, du maréchal Pétain et du général Weygand.

Paul Reynaud, qui ne sait vraiment plus à quel saint se vouer, a rappelé de Madrid le « vainqueur de Verdun », et de Beyrouth l'ancien bras droit de Foch. D'ambassadeur de France en Espagne, Pétain, 84 ans, devient vice-président du Conseil avec pour mission de remettre au goût du jour son mot d'ordre mythique de 1916 : « On les aura ! » Weygand, 74 ans, qui rêvait voici encore quelques semaines d'ouvrir un second front contre l'Union soviétique pour s'emparer des pétroles du Caucase^{*2}, est nommé généralissime. Il est prié de mettre son inventivité stratégique au service d'un objectif moins périphérique et nettement plus urgent : sauver de l'anéantissement une armée qui, en huit jours de combats, a déjà perdu 20 de ses 86 divisions. Il remplace pour ce faire le général Gamelin, qui, au premier jour de l'offensive allemande, avait ouvert par ces mots la réunion du Grand Etat-Major : « Sans vouloir me mêler de la bataille en cours... »

Mais Pétain et Weygand ont-ils davantage envie de se battre ? Ce qu'ils veulent, c'est faire de la politique. Et ils ne se privent pas de le dire aux Américains. Dès le 4 juin, lors d'un déjeuner en tête à tête avec Bullitt à l'ambassade des Etats-Unis – soit huit jours avant que le mot d'armistice ne soit prononcé pour la première fois en Conseil des ministres –, Pétain lui explique que la guerre est perdue et que les Anglais ne tarderont pas à traiter avec Berlin. Il va même jusqu'à prédire la formation d'un gouvernement britannique d'obédience hitlérienne avec à sa tête Oswald Mosley, le chef du parti fasciste britannique⁴ ! En conséquence, insiste-t-il, il est devenu inutile de faire couler le sang français, et urgent de négocier une paix honorable⁵.

A cette analyse mêlée d'intox que, semble-t-il, Pierre Laval a inspirée au Maréchal, Weygand ajoute une préoccupation qui tourne à l'idée fixe : réprimer les désordres pour éviter une sédition communiste – laquelle n'existe, une fois de plus, que dans son imagination. Dès le 25 mai, il a donné le ton au Comité de guerre : « Quels troubles ne se produiraient pas si les dernières forces organisées, c'est-à-dire l'armée, venaient à être détruites⁶ ? » En visite à Londres le lendemain, Paul Reynaud, visiblement impressionné, transmet le message aux Britanniques : « Révolution possible-probable. Facteur ignoré chez vous. Garder les moyens militaires de la réprimer⁷ », peut-on lire dans le mémorandum qu'il a préparé pour son entrevue avec Churchill.

Devant Charles de Gaulle, nommé le 5 juin sous-secrétaire d'Etat à la Guerre et à la Défense nationale, et qu'il reçoit le 8 à son QG du château de Montry (Seine-et-Marne), le généralissime reprendra son antienne : « Ah ! Si j'étais sûr que les Allemands me laissent les forces nécessaires pour maintenir l'ordre⁸ ! » Témoin irremplaçable de ces journées vécues dans l'ombre de Reynaud, son chef de cabinet Dominique Leca rapporte qu'il entendit distinctement de Gaulle, consterné de cette entrevue avec le commandant en chef de nos armées, murmurer entre ses dents : « Pauvre Weygand, il ne pense qu'à ses conseils d'administration^{*3} ! » Bientôt, ce dernier ira jusqu'à faire croire que les communistes ont pris le pouvoir à Paris⁹ et que Maurice Thorez, revenu dans les fourgons de la Wehrmacht, s'apprête à s'installer à l'Elysée sous l'œil bienveillant des Allemands^{*4} !

Entre-temps, le 26 mai, Pétain a adressé à Reynaud une note destinée à éclairer sa position et celle de Weygand sur la cessation souhaitable des hostilités, texte d'où, déjà, émerge cette « rhétorique expiatoire de la défaite » (Claude Quétel) à l'origine de l'Etat français : « Il est indispensable que l'admiration de notre peuple pour son armée soit sauvegardée. L'armée est le rempart matériel et moral du pays. Dans la paix comme dans la guerre, elle représente ce qu'il y a de meilleur dans la nation. [...] Ainsi, le pays tout naturellement oublie les fautes qu'il a et que nous avons tous commises pendant vingt-deux ans, ce goût de la vie tranquille, cet abandon de l'effort qui nous ont amenés là où nous sommes, bien plus que les défaillances individuelles. [...] C'est pourtant le mea-culpa que nous devons faire si nous voulons être sauvés¹⁰. »

Le même jour, Weygand cite devant plusieurs témoins, dont l'ambassadeur Bullitt et le chargé d'affaires américain à Paris Anthony Biddle, l'exemple des sénateurs romains qui, en 390 av. J.-C., attendirent stoïques l'entrée des Gaulois dans Rome... avant de se faire massacrer ! Durant ces heures décisives, alors que la tension monte au point de rendre lisible ce qui d'ordinaire reste celé, Dominique Leca décrypte dans son éphéméride le calcul de Pétain et de Weygand : « 1° L'armée peut sauver l'honneur sur la Somme, mais rien de plus ; 2° le gouvernement devrait avoir la dignité, ainsi que les députés et les sénateurs, d'attendre l'ennemi dans Paris, ville ouverte. Et le général [Weygand] de citer Tite-Live. Arrière-pensée fort transparente : une autorité militaire garante de l'ordre public enterrera solennellement la “gueuse” déshonorée¹¹. » L'épure, en somme, de ce qu'il adviendra, un mois et demi plus tard, au casino de Vichy.

Le 10 juin, le président du Conseil, peu enclin à donner dans l'antique, a tout de même quitté Paris. Il était temps : les Allemands y seront dans quatre jours. L'ambassadeur Bullitt, en poste dans la capitale depuis 1936, a convaincu Roosevelt de l'autoriser à y rester (après tout, les Etats-Unis ne sont pas en guerre avec l'Allemagne) tandis que le chargé d'affaires, Biddle, en observateur attentif, monte dans le train de la débâcle gouvernementale, accompagnant Reynaud et ses ministres au fil de la pitoyable équipée qui, de château en château, va les conduire jusqu'à Bordeaux, à l'unisson des millions de Français qui se ruent sur les routes du Sud dans l'espoir de se soustraire à l'envahisseur.

Bullitt avait tenu Roosevelt au courant, presque heure par heure, de la montée en puissance des partisans de l'armistice ; Biddle va achever de le convaincre que la tendance réputée « jusqu'au-boutiste » incarnée par le chef du gouvernement a déjà perdu la partie... Le ridicule en prime !

N'a-t-il pas, en fait, échoué depuis l'origine ? Lui qui se rêvait en nouveau Clemenceau, artisan d'une résistance acharnée contre l'Allemagne, n'a cessé, depuis sa prise de fonction le 20 mars 1940, d'œuvrer à rebours de ses résolutions. Alors que son premier acte politique avait consisté à signer avec Londres un engagement à ne pas conclure de paix séparée, il s'est entouré d'hommes acquis à une cessation unilatérale des hostilités. A l'exception de Charles de Gaulle (nommé le 5 juin au poste non exécutif de sous-secrétaire d'Etat) et de Georges Mandel, qui, le 19 mai, a remplacé Henri Roy au ministère de l'Intérieur, les personnalités qu'il appelle pour renforcer son gouvernement expriment des convictions opposées aux siennes. De Philippe Pétain à Camille Chautemps (vice-président du Conseil au même titre que le Maréchal) en passant par Yves Bouthillier (Finances), Jean Prouvost (Information), Jean Ybarnégaray (ministre d'Etat sans portefeuille), Victor Laurent-Eynac (Air) ou Paul Baudouin (sous-secrétaire d'Etat à la présidence du Conseil et futur ministre de l'Information du gouvernement de Vichy), la plupart de ces « recrues » sont non seulement favorables à un cessez-le-feu rapide, mais aussi et surtout hostiles à un départ du gouvernement pour l'Afrique du Nord, où il aurait pu conserver sa liberté d'action. Plus grave, ce plan d'évacuation, que recommande de Gaulle à Reynaud et auquel celui-ci semble n'avoir donné son accord qu'en paroles, est ouvertement contesté par Weygand, qui refuse d'obéir au président du Conseil. Même fin de non-recevoir de l'amiral Darlan, chef de la flotte, sur lequel tout repose techniquement.

Venant de l'amiral, cette insubordination n'est pas moins calculée que celle du généralissime : le 11 juin, alors qu'il se rendait au Conseil interallié

de Briare dans la même voiture que Pétain, ce dernier lui a promis qu'il en ferait son « Premier Consul » si lui-même prenait le pouvoir. Darlan s'en vantera un an plus tard quand, devenu président du Conseil de Vichy (avec pour hymne personnel la *Marche consulaire à Marengo* !), il racontera son ascension au journal collaborationniste *Gringoire*. Juste avant la réunion de Briare où les deux hommes feront front pour s'opposer – sous prétexte de moyens insuffisants – à tout transfert des pouvoirs publics en Afrique du Nord, Pétain a ainsi lancé à Darlan : « Il faudra nous tenir épaule contre épaule. Puis-je compter sur vous ? » Avant d'ajouter, parlant du régime à instituer après l'armistice : « Il faudrait une sorte de Consulat. Et si l'on me demande mon avis pour le choix du Premier Consul, c'est vous que je désignerai¹² ! »

On comprend comment ce qui n'était alors qu'une anecdote invérifiable enrôlée au service de la légende dorée de Darlan, ainsi désigné comme le dauphin de longue date du Maréchal, deviendra, lors des procès de la Libération, une preuve parmi les plus tangibles du complot ourdi, au printemps 1940, pour faire tomber la III^e République.

Il faut dire que l'image que celle-ci offre alors d'elle-même n'est pas des plus édifiantes et que l'Américain Biddle est aux premières loges pour en témoigner. Tout au long de la fuite éperdue qui mène le gouvernement de la France de Paris à Bordeaux, le diplomate n'assiste pas seulement au spectacle dérisoire de ces ministres qui, privés de tout moyen d'action, poursuivent leurs querelles de préséance et marchandent les périmètres de leurs administrations ; il suit, au jour le jour, le vaudeville pathétique dont Paul Reynaud et sa compagne la comtesse de Portes se partagent le rôle-titre, sous les yeux médusés des ministres, de l'état-major... et même de Winston Churchill !

Depuis que le gouvernement a quitté Paris, il ne se passe pas un jour sans que l'égérie de son chef n'intervienne publiquement, en marge des réunions ministérielles, et même des Conseils interalliés, comme à Tours le 13 juin, pour y donner son avis ou dire son fait à tel diplomate ou militaire. Maîtresse de Paul Reynaud depuis 1930, Hélène de Portes, née Rebuffel, vit maritalement avec lui depuis 1932. Pas plus que son amant, de vingt-quatre ans son aîné, elle n'a divorcé de son conjoint, rêvant d'obtenir du Vatican la dissolution de son mariage avec le comte Henri de Portes... dont elle a pourtant eu deux enfants ! Une chimère qui, alors, semble autant l'absorber que l'issue de la bataille de France puisqu'elle s'en ouvre volontiers au premier interlocuteur venu. Prolongeant l'inimitié légendaire

qu'entretiennent Reynaud et Daladier, la comtesse poursuit aussi de sa vindicte une autre femme, embarquée comme elle dans le train de la débâcle : la marquise de Crussol d'Uzès, née Béziers, maîtresse officielle du « taureau du Vaucluse ».

Jusqu'à ce que le gouvernement quitte Paris, la concurrence farouche des deux amazones était regardée comme une curiosité politico-mondaine, unique dérivatif à une situation qui n'offrait guère d'occasion de se distraire. Mais, cette fois, ceux qui plaident pour continuer le combat en Afrique du Nord trouvent la farce moins drôle. Car, non contente, à Tours, de contredire publiquement Churchill en agitant frénétiquement sous son nez un couteau de table¹³, la comtesse tente désormais de convertir le président du Conseil à un programme en trois points qui renforce l'influence du duo Pétain-Weygand : selon elle, Reynaud doit signer l'armistice, démissionner et se faire nommer ambassadeur à Washington où la meilleure société américaine n'attend qu'eux. Pendant ce temps, un troupeau qu'on prenait naguère pour la deuxième armée du monde se répand sur les routes en se mêlant aux civils pour tenter d'échapper aux bombes des Stukas...

Le 15 juin, dans un restaurant de Bordeaux, a lieu une scène d'anthologie. Elle achève de convaincre Britanniques et Américains que la nef des fous qu'est devenu le gouvernement de la France vit ses derniers instants. Paul de Villelume, conseiller militaire de Paul Reynaud, raconte dans son Journal le dernier acte de ce naufrage : « Dîné avec le Président, Devaux [directeur adjoint du cabinet de Reynaud] et Mme de Portes. Celle-ci ne cache pas ses démarches (en faveur de l'armistice) à Paul Reynaud qui, d'ailleurs, se contente de sourire. Mais la discussion devient de plus en plus passionnée. Mme de Portes va jusqu'à dire au Président : "D'ailleurs, mon pauvre Paul, vous n'êtes même pas français et vous ne pouvez pas penser en Français." [Cruelle allusion aux légendes sur l'ascendance mexicaine de l'intéressé.] Celui-ci, indigné, réplique vivement ; comme Mme de Portes l'accuse à moitié sérieusement de lâcheté, il lance sur elle, après un échange de défis, deux verres d'eau¹⁴. » Puis elle s'introduit dans le bureau de Freeman Matthews, le premier secrétaire de l'ambassade des Etats-Unis, pour le supplier de convaincre son amant d'accepter l'armistice. Le lendemain, l'impétrant, qui s'y refuse toujours mais se trouve minoritaire dans son propre gouvernement, démissionne et laisse la place au maréchal Pétain^{*5}, qui, le 17, annonce le « cœur serré » aux Français sa décision d'entrer en contact avec les Allemands. On connaît la suite^{*6}.

Bouleversé, Matthews télégraphie à Roosevelt : « Je crois qu'il ne faut pas sous-estimer le rôle que [Mme de Portes] a joué en encourageant les éléments défaitistes pendant les derniers jours de Reynaud à la présidence du Conseil... Elle était dans un état de panique tel qu'elle ne voulait rien négliger pour l'amener à jeter l'éponge. Mr Biddle et moi-même avons vu Reynaud au moins quatre fois par jour et jamais une seule fois sans qu'Hélène de Portes ne vienne tout juste d'entrer dans son bureau ou d'en sortir. Je crois que s'il a peu à peu perdu son sang-froid, c'est en grande partie à cause de l'influence qu'elle a exercée sur lui¹⁵. »

Pendant ce temps, à Paris, Bullitt se rend utile comme il peut. Et il peut beaucoup, tant les Allemands ne tiennent pas à entrer en conflit avec les Etats-Unis, officiellement neutres. Signe de la déshérence absolue de l'autorité publique, Reynaud, avant de prendre la route de l'exode, a nommé l'ambassadeur des Etats-Unis... « maire de Paris » ! C'est à lui, et non au préfet de police, Roger Langeron, ni au gouverneur militaire de la capitale, le général Héring, pas plus qu'au président du conseil municipal Louis Peuch (dont la fonction se rapproche le plus de celle de maire, même s'il n'en porte pas le titre), qu'il a donc demandé de négocier avec les Allemands les modalités de leur installation dans Paris. Flatté autant qu'abasourdi, Bullitt a donné le meilleur de lui-même, vérifiant auprès du général von Kùchler s'il a bien pris note que la capitale de la France avait été déclarée « ville ouverte ». Sage précaution : juste avant que l'ambassadeur américain ne parvienne à entrer en contact avec lui à l'aube du 14 juin grâce à un appel passé à Berlin *via* la représentation des Etats-Unis à Zurich, Kùchler, qu'on avait oublié de prévenir, se préparait à faire bombarder Paris !

Peu connue à l'époque – et même depuis –, cette transmission inédite des pouvoirs civils et militaires à un ambassadeur étranger ne sera jamais oubliée par Roosevelt, qui en tirera des conclusions bien à lui sur le caractère relatif de l'exercice de la souveraineté française par ses représentants : à l'heure du plus grand danger, ce n'est pas à son administration, mais à l'ambassadeur des Etats-Unis que le dernier président du Conseil de la III^e République désireux de faire la guerre s'en est remis pour veiller au salut de la capitale !

Témoin lui aussi de ces journées tragiques qui décidèrent de son envol définitif pour Londres, de Gaulle résumera : « A partir du jour où le gouvernement avait quitté Paris, l'exercice même du pouvoir n'était plus qu'une sorte d'agonie, déroulée le long des routes dans la dislocation des

services et des consciences... Pour ressaisir les rênes, il eût fallu s'arracher au tourbillon, passer en Afrique, tout reprendre à partir de là. M. Paul Reynaud le voyait. Mais cela impliquait des mesures extrêmes : changer le haut commandement, renvoyer le Maréchal et la moitié des ministres, briser avec certaines influences, se résigner à l'occupation totale de la métropole, bref, dans une situation sans précédent, sortir à tous risques du cadre et du processus ordinaires. M. Paul Reynaud ne crut pas devoir prendre sur lui des décisions aussi exorbitantes de la normale et du calcul. [...] En définitive, cet anéantissement de l'Etat était au fond du drame national. A la lueur de la foudre, le régime apparaissait, dans son affreuse infirmité, sans nulle mesure, et sans nul rapport avec la défense, l'honneur, l'indépendance de la France¹⁶. »

Quand, en septembre 1944, de Gaulle devenu président du gouvernement provisoire d'une République qu'il avait dû, disait-il, « ramasser dans la boue¹⁷ » recevra la visite de l'ancien président Albert Lebrun, resté désespérément inerte à l'heure du plus grand danger, il ne prendra pas même la peine de lui en faire le reproche, tant il savait l'homme inadéquat à l'action. Mais il écrira dans ses *Mémoires de guerre* : « Au fond, comme chef de l'Etat, deux choses lui avaient manqué : qu'il fût un chef ; qu'il y eût un Etat¹⁸. »

De ce collapsus intégral, l'historien américain William Langer, qui, pendant la guerre, fit partie de la branche Recherche et analyse de l'OSS (devenu en 1947 la CIA), tirera la même conclusion : « L'histoire moderne n'a enregistré que peu d'événements aussi catastrophiques que la défaite de la République française en juin 1940. Depuis la campagne éclair de Napoléon contre la Prusse en 1806, aucune grande puissance militaire n'avait été frappée aussi brutalement et aussi inexorablement par le destin¹⁹. »

Aux yeux de De Gaulle comme à ceux des Américains, la France a bel et bien « roulé du haut de l'histoire, jusqu'au fond de l'abîme²⁰ ». La différence est que le premier va mettre toute son énergie à lui faire remonter la pente, tandis que les seconds n'en verront pas, c'est le moins qu'on puisse dire, la nécessité...

*1. Principal artisan, côté français, des accords de Munich (30 septembre 1938), auxquels Paul Reynaud s'est opposé, Edouard Daladier (1884-1970) a été président du Conseil en 1933, 1934 et surtout du 10 avril 1938 au 20 mars 1940, date à laquelle Reynaud lui succède. Jusqu'à sa mise à l'écart définitive, le 5 juin 1940, il tentera d'infléchir la ligne réputée anglophile du chef du gouvernement en proposant notamment, pour éviter l'entrée en guerre de l'Italie aux côtés de l'Allemagne, d'accéder à certaines de ses revendications territoriales. Entre autres, un condominium sur la Tunisie et la démilitarisation de la Corse !

*2. Rappelé au service actif par Daladier en 1939, le général Maxime Weygand a été nommé commandant en chef des forces armées françaises en Méditerranée orientale et a aussitôt proposé, pour soulager la Finlande attaquée par l'URSS en novembre 1939, de punir cette dernière en prenant le contrôle de ses installations pétrolières du Caucase. Jugé fantasmagique par les Britanniques et Churchill en particulier, ce projet – en vue duquel la France n'alignait que deux divisions disponibles ! – a été abandonné quand, le 10 mai 1940, l'Allemagne a déclenché les hostilités à l'Ouest.

*3. Entré en 1936 au conseil d'administration de la Compagnie du canal de Suez, le général Weygand était logé dans un luxueux appartement de l'avenue de Friedland appartenant à l'établissement, ce qui avait choqué beaucoup d'officiers en un temps où ce mélange des genres était encore assez rare.

*4. Le 12 juin 1940, au Conseil des ministres de Cangé (Indre-et-Loire), Weygand insistera à nouveau pour qu'une cessation des hostilités intervienne « tant qu'il reste assez de troupes pour empêcher la France de sombrer dans l'anarchie », ajoutant qu'à son avis l'Angleterre aurait, dans moins de trois semaines, le « cou tordu comme un poulet ».

*5. A peine libéré de ses obligations officielles, Reynaud obtiendra de Pétain la nomination d'ambassadeur à Washington que sollicitait pour lui Hélène de Portes. Mais le destin en décidera autrement. Car, curieusement, Lebrun, encore président de la République, refusera de contresigner le décret, semble-t-il sous la pression du nouveau ministre des Affaires étrangères, Paul Baudouin, très hostile à Reynaud. Lequel prend alors la route pour sa résidence du Plan, près de Barcelonnette (Alpes-de-Haute-Provence) en compagnie de la comtesse. Mais le 20 juin, entre Frontignan et Sète, ils sont victimes d'un accident. Reynaud n'est que légèrement blessé, mais sa compagne est tuée sur le coup.

*6. En annonçant aux Français qu'il fallait « cesser le combat », le discours prononcé le 17 juin par le Maréchal eut pour première conséquence de faciliter la capture par les Allemands de 2 millions de prisonniers. Maladresse insigne, ces mots, accompagnant l'annonce de l'ouverture prochaine de pourparlers d'armistice, furent en effet perçus par la quasi-totalité de l'armée française comme un blanc-seing pour déposer les armes. Et par la Wehrmacht comme une occasion unique de pousser son avantage en profitant de l'intervalle entre la demande d'armistice et sa signature, le

22 juin, pour s'emparer, en six jours, de 1,5 million de prisonniers en sus de ceux déjà tombés entre ses mains depuis le 10 mai, sans compter d'énormes quantités de matériel.

1

Notre « cher vieil ami »

En apprenant, le 21 juin 1940, les conditions d'armistice imposées par l'Allemagne à la France, Franklin Roosevelt a poussé un soupir de soulagement : la France peut bien être coupée en deux^{*1}, privée d'armée sur son sol métropolitain (à l'exception des 100 000 hommes destinés à maintenir l'ordre, réclamés par Weygand), saignée à blanc par la capture de près de 2 millions de prisonniers et ruinée par des frais d'occupation qui s'apparentent à un pillage, l'essentiel est préservé à ses yeux : la flotte française ne sera pas livrée à l'ennemi.

Amadouer Darlan, pour préserver la flotte française

De cela, même de Gaulle n'était pas inquiet. Il l'avait dit dès le 16 juin à Churchill, qui, comme Roosevelt, se demandait légitimement ce qu'il adviendrait si cette force considérable passait sous contrôle allemand : « La flotte ne sera jamais livrée, d'ailleurs, c'est le fief de Darlan ; un féodal ne livre pas son fief. Pétain lui-même n'y consentirait pas¹. » Churchill, désormais seul face à l'Allemagne triomphante, ne prendra pas le risque de le croire et enverra une partie de cette flotte par le fond, le 3 juillet 1940, à Mers el-Kébir^{*2} avant que le reste ne se saborde en rade de Toulon (27 novembre 1942), quand les Allemands envahirent la zone libre. Roosevelt, pour qui le danger était moins immédiat, choisira de faire confiance au gouvernement de Vichy.

Il a compris en effet que même neutralisé, conformément aux dispositions de l'armistice, cet instrument potentiel^{*3} est, avec l'Empire français, l'ultime atout dont dispose le nouveau régime dans le contexte d'asservissement qui est le sien. Et même, espère Pétain, une carte maîtresse dans les négociations de paix que Hitler lui laisse entrevoir. En se gardant bien, contrairement à Churchill, d'exiger quoi que ce soit du nouveau chef de l'Etat français, en dehors du strict maintien de cette neutralisation, Roosevelt va d'emblée flatter son orgueil et plus encore celui de Darlan, dont le poids politique aurait été égal à zéro s'il n'avait disposé du prestige que lui confère le commandement de la Royale^{*4}.

Ainsi, tandis qu'à l'été 1940 l'Afrique-Equatoriale française (AEF) se rallie presque sans coup férir au général de Gaulle, reconnu chef des Français libres par Churchill le 28 juin, Washington s'abstient de prendre parti dans la « querelle impériale » opposant Pétain aux gaullistes. Mieux, quand ces derniers échouent fin septembre, à Dakar, dans leur tentative de soustraire l'Afrique-Occidentale française (AOF) au contrôle de Vichy, Roosevelt n'a pas un mot pour regretter que la marine de Darlan, chaleureusement félicitée par les autorités allemandes, ait ouvert le feu sur les Britanniques et les Français libres^{*5}. Tout juste le président des Etats-Unis propose-t-il à Pétain – qu'il appelle spontanément, dans une lettre restée célèbre, son « cher vieil ami^{*6} » – de racheter à la France le *Jean-Bart* et le *Richelieu*, deux de nos cuirassés les plus modernes, pour éviter qu'ils ouvrent à nouveau le feu sur les Anglais. La négociation est confiée au premier secrétaire de l'ambassade américaine, Freeman Matthews, qui a pris ses quartiers à Vichy et qui reçoit, le 16 novembre 1940, cette réponse embarrassée du Maréchal : « Même si je le voulais, je ne pourrais pas vendre ces navires. Les clauses de l'armistice me l'interdisent, et même si ce n'était pas le cas, les Allemands ne me le permettraient pas. J'aurais été ravi de vous les vendre si j'étais libre, à la condition qu'ils nous soient rendus après la guerre. Mais dans les conditions actuelles, je le répète, je n'ai ni le droit ni la possibilité de le faire². »

Darlan : « Une victoire allemande est meilleure pour la France qu'une victoire de l'Angleterre »

Avec ce même Matthews, un mois plus tard, l'amiral Darlan va se montrer nettement plus direct. Si Vichy refuse de mettre sa flotte à la disposition des Alliés, ce n'est pas seulement en raison des clauses de l'armistice, lui explique-t-il le 14 décembre, c'est parce qu'il est dans l'intérêt de la France que l'Allemagne gagne la guerre et que l'Angleterre la perde ! « Une victoire de l'Allemagne est meilleure (*really better*) pour la France qu'une victoire de l'Angleterre. Car dans ce dernier cas, les Anglais réclameraient davantage à la France – probablement Madagascar et Dakar – que ne le ferait l'Allemagne qui se contenterait de l'Alsace-Lorraine, perdue de toute façon³... »

Roosevelt s'en souviendra-t-il quand, après le débarquement américain en Afrique du Nord fin 1942, il fera de Darlan son homme lige pour tenter de mettre de Gaulle hors circuit ? Une chose est sûre : on ne peut attendre que de la soumission d'un homme qui a tant à se faire pardonner. Au représentant de Roosevelt, l'amiral n'a rien confié d'autre, en somme, que ce que dira Pierre Laval deux ans plus tard au micro de Radio Paris : « Je souhaite la victoire de l'Allemagne⁴. » A ceci près que Laval sera, pour cela, condamné à mort et exécuté à la Libération !

En cet hiver 1940, en tout cas, l'aveu décomplexé de Darlan en dit long sur l'importance assignée à l'Empire par les hommes de Vichy : un moyen de gagner une place de choix dans le « nouvel ordre européen ». Parce qu'il empêche l'Afrique d'entrer dans la guerre, l'Etat français rend aux Allemands un service signalé dont ceux-ci ne manqueront pas de se souvenir quand la paix sera signée^{*7}. Aux vainqueurs la responsabilité de restructurer politiquement et économiquement l'Europe ; à nous, Français, la garde de l'Afrique. Ce partage des rôles convient parfaitement à Hitler, qui s'est toujours méfié de l'expansion outre-mer^{*8} et avait indiqué dès le 17 juin à ses généraux qu'il n'était pas question pour lui de s'emparer par la force de l'Empire français^{*9}.

Quant à Pétain, il ne cache pas ses intentions d'abandonner toute ambition industrielle sur le continent pour se concentrer sur l'agriculture. Il le fait d'ailleurs savoir aux Américains lors d'une rencontre, le 22 août 1940

à Vichy, avec la presse d'outre-Atlantique : « La France de demain sera à la fois très nouvelle et très ancienne. Elle redeviendra ce qu'elle n'aurait jamais dû cesser d'être : une nation essentiellement agricole. »

Résumons. Une flotte rayée de la carte puisque consignée dans ses ports d'attache ; des possessions gigantesques soustraites aux Français libres qui entendent continuer la guerre ; des ambitions modestes, pour ne pas dire ancillaires, au nord de la Méditerranée : tous les avantages que l'Allemagne de 1940 tire de l'existence de Vichy peuvent, demain, bénéficier aux Etats-Unis, qu'ils se décident ou non à entrer en guerre. La flotte ? L'essentiel, pour Roosevelt, est qu'elle ne tombe pas entre les mains des Allemands qui, eux-mêmes, estiment vital qu'elle ne passe pas sous contrôle britannique. L'Empire ? Hitler en laisse volontiers l'administration aux fidèles de Pétain, à condition qu'ils le défendent efficacement contre les Anglais ou les gaullistes ; Roosevelt aussi, pour peu qu'ils lui permettent d'y poser le pied avant d'en prendre le contrôle. Que la France, enfin, renonce à toute politique de puissance, qui s'en plaindrait, à Berlin comme à Washington ?

C'est dire si, dès 1940, le personnage de Charles de Gaulle, surgi du néant pour revendiquer la restauration de l'intégrité française, donc la mise hors jeu des responsables de l'« abominable armistice », apparaît comme un gêneur aux yeux des responsables de Washington. Et les dirigeants de Vichy comme des interlocuteurs dont le « réalisme » s'accorde parfaitement avec leurs buts à long terme.

Prendre pied dans l'Empire

Le principal tient à la conquête de nouveaux marchés. Constante structurelle de la politique étrangère américaine, cette volonté s'est exprimée une première fois par la violence au milieu du XIX^e siècle quand, de concert avec les Britanniques, les Etats-Unis ont soumis la Chine et, dans une moindre mesure, le Japon à la politique dite des « traités inégaux » pour les contraindre à ouvrir leurs frontières aux produits anglo-saxons – à commencer par l'opium, enjeu des guerres du même nom^{*10}. Puis elle a pris, à partir de 1899, un visage moins abrupt mais tout aussi déterminé avec la doctrine dite de la « porte ouverte » promue par le président McKinley (1897-1901) dans une optique de libre-échange généralisé. Particulièrement visés : les empires coloniaux britannique et français – près de 10 % des terres émergées et un tiers de la population du globe –, avec

lesquels les Etats-Unis souhaiteraient pouvoir commercer sans droits de douane.

Jusqu'en 1940, cette revendication américaine était restée lettre morte. L'effondrement de la France va la rendre brusquement d'actualité. Et ce, d'une manière inespérée pour Washington puisque, dès l'été de cette même année, c'est Vichy qui supplie le gouvernement américain de venir en aide à ses colonies ! Après la canonnade de Mers el-Kébir, en effet, Darlan s'est mis en tête de punir les Anglais en faisant arraisonner quelque 370 000 tonnes de carburants et 30 000 tonnes de viandes frigorifiées transportées par leurs navires marchands. En réponse, Churchill, persuadé que les Allemands et les Italiens ne tarderont pas à prendre le contrôle du trafic maritime français entre l'Empire et la métropole, a décrété le blocus de la Méditerranée. Résultat : un début de pénurie de matières premières pour la zone non occupée et, pour les colonies, un manque crucial de produits transformés.

Pour Roosevelt, c'est l'occasion ou jamais de mettre le pied dans la porte. Dès l'automne 1940, son représentant personnel au Maroc, Robert Murphy, parvient à assouplir la position des Anglais en faisant s'asseoir à une même table l'envoyé de Churchill, David Eccles, et l'administrateur français Léon Marchal, chef du service économique et commercial de la résidence française à Rabat. Au terme de cet accord, Londres ne s'oppose plus au trafic commercial en Méditerranée, à la condition que les Américains s'assurent qu'il ne contient rien de nuisible à l'effort de guerre britannique. Erigés en arbitres, les Etats-Unis ne tarderont pas à devenir les principaux bénéficiaires de cet arrangement qui donnera naissance aux accords dits Murphy-Weygand du 26 février 1941.

L'irremplaçable Mr Murphy... et le bien utile général Weygand

A 46 ans, Robert Murphy est l'étoile montante de la diplomatie américaine. De Gaulle, qui l'a bien connu, le décrira après la guerre comme un homme « répandu depuis longtemps dans la bonne société et porté à croire que la France c'était les gens avec qui il dînait en ville ». Consul à Paris depuis 1930, il fut, avec Anthony Biddle, le principal collaborateur de l'ambassadeur Bullitt. Une fois celui-ci rentré aux Etats-Unis en juillet 1940, il l'a remplacé comme chargé d'affaires auprès du

gouvernement de Vichy, Bullitt restant ambassadeur en titre. Mais Murphy n'est pas seulement un diplomate mondain. C'est aussi un maître de l'intrigue, jouant sur tous les tableaux pour faire avancer les pions du gouvernement américain. A Paris, le 14 juin 1940, jour de l'arrivée des Allemands, il a sablé le champagne dans les salons de l'Hôtel Crillon avec le général von Studnitz, chef de la 87^e division d'infanterie de la Wehrmacht, nouveau maître des lieux, et avec son aide de camp, le colonel Weber, que Murphy a connu à Munich lorsqu'il était vice-consul entre 1921 et 1925. « Bien conscients que le devoir [des Américains] consistait à recueillir des renseignements pour le compte de leur gouvernement », les officiers allemands lui promirent à cette occasion, de l'informer « pleinement et sans détour »⁵. L'après-midi même, Murphy assistait, comme invité personnel de Studnitz, au premier défilé de la Wehrmacht sur les Champs-Élysées. Y était-il obligé ? Bullitt, en sa qualité d'ambassadeur, avait décliné l'offre. Horace Fuller, l'attaché militaire américain, et Roscoe Hillenkoetter, l'attaché naval, aussi.

A Vichy puis en Afrique du Nord, où Roosevelt l'envoie à demeure en décembre 1940, Murphy poursuivra sans relâche ses contacts avec les Allemands, tout en voyant dans le général Weygand l'homme de la situation et qui sait, demain, le successeur de Pétain. Trois mois plus tôt, en effet, ce même Weygand a quitté son portefeuille de ministre de la Défense nationale de Vichy pour prendre du champ par rapport à Laval (auquel il reproche son esprit « maquignon ») et occuper les fonctions de délégué général du gouvernement en Afrique française. Un poste de proconsul qui lui permet de ne rendre compte de ses actes qu'à Pétain.

Partisan d'un respect scrupuleux des conditions de l'armistice (dont il fut, comme on l'a vu, l'« inventeur » dans les dernières semaines du gouvernement Reynaud), Weygand a approuvé sans réserve les résolutions de l'entrevue de Montoire entre Pétain et Hitler (24 octobre 1940), lesquelles, en même temps qu'elles jettent les bases de la Collaboration, assignent à Vichy un rôle majeur dans la « protection » de l'Empire face à la « dissidence » gaulliste et à la « menace » britannique. C'est d'ailleurs sous cet angle que Weygand rend compte à Pétain des accords commerciaux négociés avec les Américains : une aide « contre l'action criminelle des propagandistes britanniques et gaullistes⁶ ».

Il faut dire que, sans attendre la signature de l'armistice le 22 juin 1940, Weygand n'a pas ménagé ses efforts pour maintenir l'Empire en dehors du conflit. Non content de s'être opposé au transfert du gouvernement en

Afrique du Nord pour échapper aux Allemands, il a dissuadé un à un les gouverneurs généraux de répondre favorablement aux premiers appels du général de Gaulle, qui, entre les 19 et 28 juin, s'était déclaré prêt à se placer sous les ordres du premier chef plus gradé que lui disposé à poursuivre le combat dans l'Empire^{*11}. Et beaucoup y semblaient prêts.

Le soir même de la demande d'armistice, le général Noguès, commandant en chef des troupes d'Algérie, du Maroc et de Tunisie, qui quelques mois plus tard pourchassera les gaullistes, télégraphiait ainsi à Weygand : « L'Afrique du Nord tout entière est consternée. Les troupes de terre, de l'air et la marine demandent à continuer la lutte [...]. Je suis prêt à prendre directement la responsabilité de cette attitude avec tous les risques qu'elle comporte [...]. Avec l'aide de l'escadre et des forces aériennes qui se sont annoncées, nous pouvons tenir. »

Le 19 juin, lendemain de l'appel historique du général de Gaulle, la réponse tombe : interdiction absolue d'obéir à la tentative de sédition d'un officier factieux auquel il est demandé de rentrer à Bordeaux pour se « constituer prisonnier » ! Sa « trahison » ? Avoir déclaré quelques heures plus tôt à la BBC que « dans l'Afrique de Clauzel, de Bugeaud, de Lyautey, de Noguès, tout ce qui a de l'honneur a le strict devoir de refuser l'exécution des conditions ennemies ». Ce qu'ignore alors de Gaulle, et ce que sait pertinemment Weygand, c'est que, contrairement à la population de la métropole, celle de l'Empire est massivement acquise à la continuation de la lutte. Un rapport du renseignement militaire l'atteste au même moment : « On peut constater, dans toute l'Afrique du Nord, une volonté de résistance qui, depuis le 17 juin, ne cesse de croître en force et en ampleur. Les incontestables témoignages de cette volonté sont connus du gouvernement et il n'est pas douteux que si l'opinion publique pouvait s'exprimer librement, on assisterait à des manifestations d'une envergure et d'un enthousiasme insoupçonnés⁷. »

Les forces dont dispose l'armée d'Afrique sont, en outre, loin d'être négligeables : 400 000 hommes, 500 chars et 700 avions opérationnels, mais aussi 500 000 fusils neufs, 900 canons de 75, 800 000 mitrailleuses, 1 million d'obus et 130 millions de cartouches. Weygand pourra bien, après la guerre, plaider que cette force intacte, récupérée à partir de 1943 par de Gaulle, contribuera sous le nom de 1^{re} armée française à la libération du territoire, le moins qu'on puisse dire est qu'en 1940 c'est bien l'objectif contraire qu'il sert de toutes ses forces en la « gelant » pour le plus grand avantage des forces de l'Axe !

Sur le plan de l'ordre public, Weygand applique d'ailleurs avec zèle la politique de Vichy... Un zèle qui, par exemple, le pousse à exclure les enfants juifs de l'enseignement primaire et secondaire, mesure que les lois raciales en vigueur en métropole n'appliquaient qu'à l'université.

L'inquiétude des Anglais

C'est sur cet homme-là, qui, privilège rare, a déjà fait deux fois la une de *Time Magazine*^{*12}, que les Etats-Unis comptent donc pour s'implanter en Afrique du Nord. Ils ne seront pas déçus : en échange du ravitaillement des territoires français, les Américains gagnent, par les accords du 26 février 1941, le droit de s'y implanter pour contrôler, entre autres, le chargement des navires en partance vers la métropole. Douze vice-consuls nommés par Murphy et assistés de centaines de commissaires prennent ainsi leurs quartiers dans les ports français d'Afrique du Nord, de Casablanca à Tunis. Cela n'apaise que modérément la méfiance des Anglais, qui, le 1^{er} avril 1941, interceptent un cargo français censé transporter des céréales... et dont les cales sont, en fait, remplies de caoutchouc. A destination de l'Allemagne ? Naturellement, Vichy proteste et dément. Mais, le 11 mai, l'entrevue Darlan-Hitler à Berchtesgaden inaugure une phase nouvelle dans la Collaboration et confirme les soupçons britanniques : en vertu des protocoles de Paris des 27 et 28 mai 1941, la Luftwaffe obtient la libre disposition des aérodromes français de Syrie pour sa guerre contre l'Angleterre, l'utilisation du port de Bizerte (Tunisie) et de la ligne de chemin de fer Tunis-Gabès pour l'approvisionnement de l'Afrikakorps ! Au Conseil des ministres du 14 mai, Darlan avait annoncé la couleur : « Mon choix est fait, je ne m'en laisserai pas détourner par l'offre sous condition d'un bateau de blé ou d'un bateau de pétrole⁸. »

Cette fois, les Britanniques, qui se battent seuls sur quatre fronts (dans le ciel, sur les mers, en Afrique du Nord et en Irak), sont ulcérés et Roosevelt ne peut rester inerte. A la demande de Churchill, les Etats-Unis se saisissent de plusieurs navires français de gros tonnages stationnés dans les ports américains, dont le célèbre paquebot *Normandie*. Poussé par les Allemands, Darlan menace alors d'expulser Murphy de Tunisie, mais le gouvernement américain lui fait savoir que, dans ce cas, Washington cesserait toute aide au gouvernement de Vichy et aux territoires africains sous son contrôle. Surtout, Weygand lui-même trouve que Darlan a passé

les bornes et le dit au maréchal Pétain... qui le fait savoir à Darlan, lequel en informe Berlin.

Le 18 novembre, le couperet s'abat : Hermann Goering demande officiellement à Pétain le rappel de Weygand à Vichy, et l'obtient. Pour autant, l'aide américaine se poursuit : en dépit de crises récurrentes liées aux soupçons de livraisons de matériel américain aux Allemands (notamment de pneus de camions, vendus aux troupes de Rommel !), Washington continuera de soutenir matériellement le régime, y compris après l'entrée en guerre de l'Allemagne et du Japon contre les Etats-Unis le 11 décembre 1941, et ce, jusqu'au débarquement allié en Afrique du Nord, le 8 novembre 1942.

Aider Vichy plutôt que la France libre

Selon Gérard Bossuat, qui dans son étude sur les aides économiques américaines à la France entre 1938-1960 a dressé le bilan détaillé de celles reçues par Vichy, l'Afrique restée fidèle au Maréchal avait bénéficié, un an après la conclusion des accords Murphy-Weygand (soit en février 1942), de « 50 000 tonnes de produits américains divers (lait concentré, sucre, thé, tabac, cotonnades, sacs, ficelles pour lieuse, pièces de machines agricoles, sulfate de cuivre, produits pharmaceutiques) et 45 000 tonnes de produits pétroliers⁹ ». Un bilan certes inférieur aux quantités espérées, mais pour Roosevelt l'essentiel était ailleurs : en aidant l'Afrique du Nord, résume Bossuat, les Etats-Unis ne plaçaient pas seulement leurs hommes à des postes clés dans la perspective de leur débarquement de novembre 1942. Ils « gagnaient une autre bataille pour l'avenir. Ils manifestaient leur attention aux populations locales colonisées. Ce que le colonisateur n'avait pas fait, eux le faisaient. Ils étaient capables de fournir les cotonnades dont les populations étaient friandes, ce qui faisait sortir des caches le blé ou les produits agricoles. Les Etats-Unis étaient puissants, riches et généreux¹⁰ ».

Et que faisaient-ils, au même moment, pour les Français qui, en dépit de l'armistice, n'avaient pas cessé de se battre ? Toujours rien ou presque. Il faut attendre, en effet, le 21 novembre 1941 pour que Washington envisage, pour la première fois, d'accorder une aide prêt-bail aux Forces françaises libres du général de Gaulle que son secrétaire d'Etat, Cordell Hull, ne désigne que sous le vocable « *so-called Free French* ». Et encore, cette aide n'est alors évoquée que pour dissuader Vichy de céder aux pressions allemandes en faveur d'une collaboration militaire. L'intégration de la

France combattante dans le système prêt-bail n'entrera dans les faits, sous l'influence de Churchill, qu'en octobre 1942, soit un mois avant le débarquement allié en Afrique du Nord... Dont Roosevelt s'est bien gardé d'informer de Gaulle.

*1. En réalité, l'administration de la France vaincue ne se résume pas à l'opposition zone libre/zone occupée. Une troisième zone est constituée de l'Alsace et d'une partie de la Lorraine, détachées, dès le 15 juillet 1940, du territoire français. Quatrième zone, trop souvent oubliée : celle englobant les départements du Nord et du Pas-de-Calais et la moitié nord de l'Aisne, soustraits à l'administration de Vichy pour être rattachés au commandement militaire allemand de Bruxelles. Si l'Allemagne avait gagné la guerre, cette réorganisation aurait débouché sur la création d'une principauté flamande autonome à cheval sur la France et la Belgique. Cinquième zone, dite « interdite » et fréquemment confondue avec la zone côtière, pareillement dénommée : 15 départements prenant la France du Nord en écharpe depuis la Somme jusqu'au Jura, soit plus de 60 000 kilomètres carrés (11 % du territoire) appartenant aux actuelles régions de Picardie, Champagne-Ardenne et Franche-Comté, passent également sous contrôle de l'administration allemande. A ces cinq subdivisions s'ajoutent deux autres : la zone littorale qui s'étend sur 10 km de profondeur depuis Dunkerque jusqu'à Hendaye, et à laquelle ne peuvent accéder que les populations munies d'un laissez-passer (pêcheurs, personnels civils des ports, etc.), et la zone d'occupation italienne, réclamée par Mussolini en vertu de l'armistice. Se réduisant alors à Menton et à quelques enclaves savoyardes, elle sera considérablement étendue lors de l'occupation de la zone libre par les Allemands, en novembre 1942. Jusqu'à la capitulation de l'Italie, en septembre 1943, pas moins de 7 départements du Sud-Est seront concernés.

*2. Le 3 juillet 1940, la flotte anglaise arrive devant la rade algérienne de Mers el-Kébir et propose aux navires français trois solutions : rejoindre la flotte britannique et continuer la guerre ; gagner les ports français des Antilles ou ceux des Etats-Unis (neutres à l'époque) pour y être désarmée ; ou bien se saborder. Faute de réponse à son ultimatum, l'amiral Cunningham ouvre le feu. Le bilan est terrible : 1 500 morts français, deux cuirassés, un croiseur et un contre-torpilleur coulés. Seul le cuirassé *Strasbourg* parvient à s'échapper et à gagner Toulon, où il se sabordera en novembre 1942, avec le reste de la flotte française. Le 8 juillet, de Gaulle déclare à la BBC : « M'adressant aux Anglais, je les invite à nous épargner et à s'épargner à eux-mêmes toute représentation de cette odieuse tragédie comme un succès naval. » Mais pour ajouter aussitôt : « J'aime mieux savoir même le *Dunkerque* échoué devant Mers el-Kébir que de le voir, un jour, monté par les Allemands, bombarder les ports anglais, ou bien Alger, Casablanca, Dakar. »

[*3](#). Avec ses 9 cuirassés, 2 porte-avions, 18 croiseurs, 75 torpilleurs et contre-torpilleurs et ses 77 sous-marins, sans compter des centaines d'avisos, de canonnières, de patrouilleurs et autres ravitailleurs, la flotte française, modernisée par Darlan entre les deux guerres, était considérée comme la quatrième du monde après celles de la Grande-Bretagne, des Etats-Unis et du Japon.

[*4](#). Surnom donné depuis le XVIII^e siècle à la Marine française et qui a survécu à la Révolution.

[*5](#). A Dakar, du 23 au 25 septembre 1940, les Forces françaises libres, soutenues par les Britanniques, échouent dans leur tentative de débarquement qui visait à rallier toute l'Afrique-Occidentale française. Accueillis à coups de canon par les troupes de Vichy, les navires anglais répliquent avant de rebrousser chemin. Quant aux Français libres débarqués, ils sont tués ou faits prisonniers. Bilan : 150 morts de part et d'autre. Refusant de verser davantage de sang français, de Gaulle annule l'opération. Psychologiquement, le coup est terrible. Ainsi donc, résume-t-il à la BBC, « les hommes de Vichy, qui ne veulent pas faire la guerre aux envahisseurs de la patrie, ont préféré combattre ceux des Français qui veulent délivrer la France ! ». De Gaulle a-t-il été rendu trop optimiste par le ralliement à sa cause, en juillet-août 1940, de l'Afrique-Equatoriale française et de ses 12 millions d'habitants ? A bord du *Westernland* qui le ramène en Angleterre, l'amiral Thierry d'Argenlieu, lui-même blessé dans l'opération, l'entend murmurer : « Si vous saviez, commandant, comme je me sens seul ! »

[*6](#). Cette lettre est celle dans laquelle Roosevelt annonce, le 15 octobre 1942, à Pétain le prochain débarquement américain en Afrique du Nord... dont il n'a pas prévenu de Gaulle ! Soumise pour approbation à Churchill, celui-ci demandera à Roosevelt de remplacer « mon cher vieil ami » par « Monsieur le Maréchal Pétain »... Mais la teneur générale de ce message (*cf.* [annexes](#)) n'en restera pas moins d'une extrême chaleur, preuve supplémentaire du désir qui était celui de Roosevelt de traiter de l'avenir de la France avec le négociateur de Montoire plutôt qu'avec l'homme du 18-Juin ! Pour convaincre Pétain de changer de camp, il n'hésite pas, alors, à utiliser un argument étonnant eu égard à la situation des forces de l'Axe, partout désormais sur la défensive : selon ses « informations », l'Allemagne et l'Italie se prépareraient, en effet, à envahir l'Empire français d'Afrique !

[*7](#). Le 22 octobre 1940, soit deux jours avant l'entrevue de Montoire qui ouvrira officiellement l'ère de la « collaboration », l'ambassadeur de France au Brésil, Jules Henry, de passage à Lisbonne, a un échange de vues très complet avec l'écrivain et journaliste allemand Friedrich Sieburg, homme lige du ministre de la Propagande, Josef Goebbels, qui l'informe des conséquences que devrait avoir, pour la France, l'épisode de Dakar. Henry envoie le soir même ce télégramme à Vichy : « L'affaire de Dakar, qui a beaucoup impressionné l'Allemagne, aussi bien sur l'importance de l'Afrique que sur les possibilités de résistance de l'Empire colonial français, a modifié les intentions du Führer, et c'est de là que serait partie l'idée d'une offre d'alliance à la

France » (*Papiers diplomatiques français*, 1940, t. II, Bruxelles, Editions scientifiques internationales, 2009).

*8. Critiquant la stratégie coloniale de Guillaume II, Hitler écrit dans *Mein Kampf* : « Le vrai chemin à suivre aurait été le renforcement de la puissance continentale pour le gain de nouveaux territoires en Europe » (Paris, Nouvelles Editions latines, 1934). Et aussi : « Nous stopperons l'éternelle poussée vers le Sud et nous porterons nos regards vers l'Est » (*ibid.*).

*9. Hitler avait si peu l'intention d'attaquer l'Afrique du Nord qu'il recommandait dès le 17 juin aux négociateurs de l'armistice de « ne formuler aucune exigence concernant l'Empire français, car cela n'aboutirait qu'à faire passer les colonies du côté anglais et, en cas de refus, nous ne pourrions actuellement pas réaliser ses exigences par la force » (Colonel Goutard, « Hitler et l'armistice », *Revue de Paris*, octobre 1950).

*10. A l'issue des deux guerres de l'opium (1840 et 1856) perdues par la Chine qui prétendait interdire l'usage de cette drogue, plusieurs « traités d'amitié » lui sont imposés, stipulant que 15 ports chinois seront dédiés à son commerce, mais aussi que les étrangers pourront désormais circuler librement dans le pays ; enfin et surtout, Américains et Britanniques obtiennent que la Chine leur verse des indemnités de guerre qui achèveront de la ruiner et les autorise à venir chercher sur son territoire la main-d'œuvre dont ils ont besoin pour remplacer les esclaves récemment affranchis.

*11. Jusqu'au 28 juin 1940, date à laquelle le gouvernement britannique se résout, faute d'autre candidat, à reconnaître de Gaulle comme seul « chef des Français libres », sa logique reste celle d'un soldat. Au général Weygand et à tous les proconsuls de l'Empire (les généraux Noguès, commandant en chef pour l'ensemble de l'Afrique du Nord française, Mittelhauser pour le Levant, Catroux pour l'Indochine, mais aussi les principaux résidents généraux tels Peyrouton en Tunisie, Cayla en AOF ou Boisson en AEF), de Gaulle télégraphie qu'il a l'intention de continuer la lutte et qu'il se mettra sous les ordres du premier officier plus gradé que lui désireux de le relayer. De tous les officiers supérieurs de l'Empire, seuls les généraux Catroux et Legentilhomme se mettent à sa disposition. C'est alors qu'il commencera à parler au nom de la France, prenant sous son « autorité » tous les Français décidés à « rester libres ».

*12. La première fois le 30 octobre 1933, à l'occasion d'un portrait-entretien dans lequel il déclare qu'« aucun soldat ne déclencherait une nouvelle guerre » (« *No soldier would start a new war* »), et le 3 juin 1940, peu après son rappel comme généralissime.

2

Vichy, avec ou sans Pétain

« Ce n'est pas à Hitler que Roosevelt fait la guerre, c'est à moi ! » Cette boutade, souvent entendue à Londres ou à Alger dans la bouche de De Gaulle, en était-elle vraiment une ? C'est un fait : les informateurs que le président américain s'est choisis sont tout sauf gaullistes, y compris ceux qui n'adhèrent pas au régime de Vichy. Sa logique se défend : contrairement à Pétain, l'homme du 18-Juin n'est en rien une carte dans son jeu. Il pense au contraire, comme l'a écrit *Newsweek* dans le premier portrait du chef de la France libre publié dans la presse américaine¹, que celui-ci n'est rien d'autre qu'une créature de Churchill. « Quel que soit son respect pour le Premier ministre de Sa Majesté, résume François Kersaudy, il se méfie énormément des engouements de cet excentrique antédiluvien, dont la politique de préservation de l'Empire britannique s'oppose en tout point à l'idéal décolonisateur de Roosevelt lui-même. A l'évidence, estime le président, il y a une alliance d'intérêts entre Churchill et de Gaulle pour la préservation de leurs Empires respectifs². »

L'œil de Washington à Vichy...

Côté américain, le plus farouche contempteur du Général n'est autre que l'amiral Robert Leahy, l'ambassadeur des Etats-Unis à Vichy, qui voit chaque semaine Pétain et presque tous les jours l'homme fort du moment, Laval ou Darlan. Leahy, qui a succédé en titre à Bullitt en janvier 1941, est un incondicional de l'amiral, qu'il a côtoyé avant guerre, mais aussi un thuriféraire du Maréchal, dont il parle comme d'un dieu vivant. Avant de prendre son poste à Vichy, le 8 janvier, il a écrit dans son Journal : « Je pars

avec l'ordre et l'espoir de collaborer à l'œuvre du maréchal Pétain [*sic*]. Je suis chargé de lui apporter les vœux fervents du président de la République américaine³... » Et accessoirement une Cadillac flambant neuve estampillée de la Francisque, cadeau officiel des Etats-Unis que le Maréchal préférera bientôt à sa Renault Reinastella.

A Vichy, Leahy est l'objet de toutes les attentions. Il est logé dans une superbe villa de l'avenue Thermale, appartenant à Frank Gould, l'un des héritiers du milliardaire Jay Gould, magnat des chemins de fer américains. Darlan subvient au moindre de ses besoins, s'arrangeant, par exemple, pour lui fournir du whisky et des cigarettes américaines plus rapidement encore que si l'ambassadeur avait utilisé la valise diplomatique ! Quand on lit les télégrammes envoyés par Leahy à Roosevelt ou à son secrétaire d'Etat, Cordell Hull, on ne peut qu'être frappé par leur premier degré et, pour tout dire, leur confondante naïveté. Répercutant ce que lui disent Pétain et les dignitaires du régime, il rappelle constamment que de Gaulle n'est qu'un général de brigade, et encore « à titre temporaire ». D'où sa représentativité « quasi nulle ». Quant aux gaullistes qu'il a pu « rencontrer » – on se demande bien où et comment, là où il est ! –, ils ne lui paraissent posséder « ni la stabilité, ni l'intelligence, ni l'importance sociale qui seraient nécessaires pour assurer leur succès ». Toujours perspicace, il ajoute que la plupart de ceux qui se revendiquent du gaullisme le font par allusion à l'ancien nom de la France (« *the Gaule* ») et non en référence au général rebelle. D'ailleurs, conclut-il, « 95 % des Français » sont, une fois pour toutes, derrière le Maréchal. Un « expert des questions françaises qui ne connaît que Vichy et ne parle pas français » (François Kersaudy) : voilà donc l'homme que Roosevelt a choisi pour avoir des idées claires sur la France !

... et l'œil de Vichy à Washington

Quatre-vingt-quinze pour cent des Français derrière Pétain ? Si c'est évidemment faux s'agissant des Français de France, c'est presque vrai pour ceux des Etats-Unis, spécialement dans les milieux officiels, les seuls avec lesquels l'administration Roosevelt entretient un contact régulier. Nommé par Vichy en remplacement de René de Saint-Quentin, jugé insuffisamment fiable bien qu'il ait refusé de rallier la France libre^{*1}, l'ambassadeur Gaston Henry-Haye est un farouche propagandiste de la Révolution nationale. Sénateur-maire de Versailles jusqu'à la dissolution du Parlement à laquelle

il s'est prêté en votant les pleins pouvoirs au Maréchal, Henry-Haye a été choisi par ce dernier pour sa bonne connaissance des milieux américains. Il est devenu l'ami du général Pershing, chef du corps expéditionnaire états-unien en 1917, auquel il a dédié un monument à Versailles entre les deux guerres, et a noué les meilleures relations avec John D. Rockefeller, qui fut l'un des mécènes de la première grande restauration du château de Versailles en 1924.

Laval, quant à lui, n'a pas oublié qu'Henry-Haye contribua, grâce à ses bons rapports avec la presse américaine, à la réussite de son voyage aux Etats-Unis en 1931, à l'issue duquel *Time* lui avait décerné la distinction enviée d'« Homme de l'année ». Mais l'ambassadeur de Vichy à Washington n'est pas seulement américainophile. Il est aussi membre du Comité France-Allemagne, fondé en 1935 par Otto Abetz pour convertir les élites françaises au national-socialisme ou, à tout le moins, à une neutralité bienveillante envers le régime. Avant de quitter la France pour prendre son poste aux Etats-Unis, Henry-Haye a participé, le 24 juillet à Paris, au fameux déjeuner où Pierre Laval, fraîchement nommé président du Conseil, était venu prendre les consignes d'Abetz, devenu l'ambassadeur du Reich à Paris⁴. Ce qui n'empêcha pas Roosevelt de l'accueillir par ces mots quelques semaines plus tard : « Je désire, Monsieur l'ambassadeur, vous donner l'assurance d'un accueil cordial à Washington. Vous pouvez compter sur ma coopération dans vos efforts pour résoudre les problèmes qui se poseront et pour développer l'entente et les relations amicales qui existent si heureusement entre nos deux nations⁵. »

En fait d'efforts, Henry-Haye va surtout consacrer les siens à sillonner les Etats-Unis pour faire l'apologie de Vichy, flétrir les gaullistes et rappeler combien l'Amérique comme la France ont souffert... de l'impérialisme britannique ! Disposant de moyens considérables (1 million de dollars mensuels versés par le Trésor américain et gagés sur les stocks d'or de la Banque de France déposés aux Etats-Unis par le gouvernement de Paul Reynaud), il emploie ces subsides à organiser la surveillance de la colonie française (200 000 résidents permanents, augmentés de 20 000 réfugiés) et à dénoncer les dissidents, aussitôt déchus de leur nationalité française. Eve Curie, fille de Pierre et de Marie Curie, est l'une de ses premières victimes. Engagée dès le 23 juin 1940 derrière le général de Gaulle, elle avait eu le mauvais goût d'organiser une série de conférences concurrentes de celles d'Henry-Haye, pour vanter l'action de la France libre. Mais il y eut pis. Dans ses bagages, ce dernier avait amené trois personnages qui ne laissaient

pas d'intriguer les diplomates en poste car ils étaient étrangers à la Carrière : le colonel Bertrand Vigne, le capitaine Charles Brousse^{*2}, et un certain Louis Musa, Franco-Américain qui attira l'attention d'Edgar Hoover, le chef du FBI, par son train de vie fastueux, alors qu'il n'était officiellement que le secrétaire particulier de l'ambassadeur.

Quand, juste après le débarquement allié en Afrique du Nord, Roosevelt se décida à rompre ses relations avec Vichy et à laisser le FBI perquisitionner l'ambassade de France, Hoover y trouva des preuves accablantes : non seulement Musa était un agent allemand qui se servait de la valise diplomatique française pour transmettre des messages à Otto Abetz, mais il s'avéra que certains collaborateurs d'Henry-Haye envoyaient ponctuellement aux Allemands des renseignements sur les mouvements des navires britanniques faisant route vers les Etats-Unis pour y être réparés⁶ ! Placé en résidence surveillée à l'hôtel Hershey, en Pennsylvanie, Henry-Haye put cependant regagner la France, *via* Lisbonne, en 1944. Aussitôt reçu par le Maréchal à Vichy, il reprit son poste de maire de Versailles, avant de s'exiler prudemment en Afrique du Sud à la Libération.

L'ambassadeur de Vichy à Washington avait cependant un concurrent dans la surenchère antigaulle : l'ancien ministre Camille Chautemps. Membre de treize gouvernements sous la III^e République (dont celui du Front populaire), quatre fois président du Conseil, ce franc-maçon notoire a opéré un virage sur l'aile en se rangeant du côté des partisans de l'armistice dans les derniers jours du gouvernement Reynaud^{*3}. Le Maréchal l'a récompensé en faisant de lui un ministre jusqu'au 10 juillet 1940 puis en l'envoyant aux Etats-Unis comme son représentant spécial. D'octobre 1940 à août 1941, Chautemps sera appointé 2 000 dollars par mois par le ministère des Affaires étrangères français pour vanter les mérites du régime aux officiels américains que sa longue carrière ministérielle lui avait fait connaître avant guerre. Furieux d'être ainsi concurrencé, Henry-Haye aura finalement sa peau en faisant valoir à Darlan qu'il ne comprenait pas qu'on pût interdire la franc-maçonnerie en France et laisser un maçon porter, à l'étranger, la parole du Maréchal. La mission Chautemps n'en contribuera pas moins à accréditer, dans les allées du pouvoir de Washington, la fiction d'une continuité entre la III^e République et l'Etat français.

Chambrun, père et fils, un pied dans chaque camp

Mais le Français qui, côté vichyste, influence le plus Roosevelt en le convainquant que les « élites » françaises passeront aisément de la tutelle allemande à la protection américaine en cas de victoire alliée n'est autre que René de Chambrun, gendre de Pierre Laval et fils d'un ami personnel du maréchal Pétain, le général Jacques-Aldebert de Chambrun. De ce point de vue, la trajectoire du père, rarement soulignée, est presque aussi intéressante que celle du fils.

Né à Washington en 1872, Jacques-Aldebert Pineton de Chambrun, lui-même détenteur de la double nationalité franco-américaine en sa qualité de descendant direct de La Fayette, a épousé une Américaine, Clara Longworth, dont le frère n'est autre que le gendre de Theodore Roosevelt, président de 1901 à 1909, lointain cousin du Franklin Roosevelt élu en 1932. Tels ne sont d'ailleurs pas les seuls liens de Jacques-Aldebert avec la Maison-Blanche puisque son père, le marquis Charles-Adolphe de Chambrun (1831-1891), conseiller à l'ambassade de France à Washington en même temps qu'avocat d'affaires aux Etats-Unis sous Napoléon III, était un intime du président Abraham Lincoln. Il s'en est d'ailleurs fallu de peu qu'il ne soit à ses côtés le jour de son assassinat : en bon catholique, il avait décliné l'invitation que Lincoln lui avait faite de l'accompagner au théâtre, car le 14 avril 1865 était un Vendredi saint... Surtout, Jacques-Aldebert deviendra lui-même l'ami du président William Taft (1909-1913) dont il fera le parrain de son fils, René, né en 1906.

Lauréat de l'Ecole de guerre, commandant en 1913, le futur général, devenu attaché militaire à Washington, s'engage en 1914 et devient, à Verdun, l'ami de Pétain. En 1931, il lui servira de guide aux Etats-Unis quand, en sa qualité de vice-président du Conseil supérieur de la guerre, le Maréchal traversera l'Atlantique pour célébrer le cent cinquantième anniversaire de la bataille de Yorktown. Mais, en 1934, voici Jacques-Aldebert de Chambrun à la retraite de l'armée et à l'aube d'une tout autre carrière : celle de financier, puisqu'il est nommé président de la filiale parisienne de la National City Bank de New York, cependant que son fils, René, devenu avocat international et, en 1935, mari de Josée Laval, navigue entre la France et les Etats-Unis. Mais René est aussi adhérent du Comité France-Allemagne d'Otto Abetz, ce qui ne l'empêche pas d'animer, avec son père, l'Office français d'information pour les Etats-Unis, dont ils ont

fait président d'honneur... le maréchal Pétain ! De sorte que, après la défaite de la France, Jacques-Aldebert et René ont un pied de chaque côté de l'Océan : ils s'efforcent, aux côtés de Gaston Henry-Haye, de rapprocher de Vichy les « décideurs » américains... tout en goûtant activement, à Paris, aux délices et aux poisons de la collaboration économique franco-allemande !

C'est ainsi que le président de la National City Bank, dont les bureaux, évacués au Puy en 1940, ont été promptement rapatriés à Paris, participe régulièrement, en compagnie de son fils René, aux banquets de la Table ronde, une association réunissant, à l'initiative de François Dupré, président des Grands Hôtels associés mais aussi administrateur français de Ford, patrons français et allemands désireux d'œuvrer à la prospérité de la future « nouvelle Europe ». Tout cela sous l'œil attentif de Carl Schaefer, observateur de la Reichsbank auprès de la Banque de France. Il est vrai qu'au même moment les filiales des plus grandes entreprises américaines installées en Europe occupée, mais aussi en Allemagne (Standard Oil, Ford, Opel, IBB, ITT), continuent à verser des dividendes à leurs actionnaires, *via* les pays neutres...

Fait éloquent, révélé par Annie Lacroix-Riz dans sa somme sur *Les Elites françaises entre 1940 et 1945* : sur le carton d'invitation au banquet du 13 mai 1942, alors que, rappelons-le, l'Allemagne et les Etats-Unis sont en guerre depuis six mois, René de Chambrun, dont le beau-père Pierre Laval vient de revenir au pouvoir à la demande de Hitler, est toujours présenté comme « avocat des maisons de courtage américaines en France » et « avocat à la cour d'appel de New York et de Paris » ! Difficile de trouver, résume l'historienne, meilleure illustration de la « compatibilité entre les options allemandes et américaines que l'Occupation semblait momentanément exclure⁷ ». Ni meilleure preuve que, à la condition de combattre de Gaulle, la magnanimité des Américains ne connaissait aucune limite... En 1945, René de Chambrun reprendra, comme si rien ne s'était passé, ses activités d'avocat international, et restera, jusqu'à sa mort en 2002, président d'honneur de la Société des Fils de la Révolution américaine...

La mémoire longue d'Alexis Léger

Mais les partisans du Maréchal n'étaient pas les seuls à attiser la haine de Roosevelt contre la France libre et ce qu'elle représentait. Officiellement

opposé à la politique de collaboration avec l'Allemagne, l'ancien secrétaire général du Quai d'Orsay, Alexis Léger, alimentait à la première occasion l'animosité contre de Gaulle du secrétaire d'Etat Cordell Hull, attaché à maintenir les meilleures relations possibles avec Pétain au point d'avoir proposé à Roosevelt de reconquérir Saint-Pierre-et-Miquelon par la force après que, en décembre 1941, trois corvettes de la France libre eurent soustrait l'archipel au contrôle de Vichy.

Que reprochait Léger à de Gaulle ? D'abord et essentiellement d'avoir fait partie du gouvernement Reynaud qui avait décidé de son remplacement au secrétariat général du Quai d'Orsay. Mais aussi de n'avoir jamais caché son opposition à la politique qui était la sienne quand il dirigeait la diplomatie française entre 1933 et 1940, à savoir sa passivité et sa confiance dans les mécanismes de « sécurité collective » que lui avait enseignés son maître, Aristide Briand, l'homme qui voulait mettre la guerre « hors la loi^{*4} ». Après lui, Léger refusait de concevoir la politique étrangère comme une matière vouée aux rapports de force, d'où son opposition à l'entente franco-russe et, d'une manière générale, à tout ce qui pouvait rappeler la tradition française des alliances de revers dirigées contre l'ennemi du moment. D'où aussi son hostilité à la France libre, née justement de cette conscience aiguë des rapports de force qui avait présidé à l'appel du 18-Juin : « Cette guerre n'est pas limitée au territoire malheureux de notre pays... Toutes les fautes, tous les retards, toutes les souffrances, n'empêchent pas qu'il y a, dans l'univers, tous les moyens nécessaires pour écraser un jour nos ennemis. »

Comment, dès lors, Léger pouvait-il comprendre autrement que comme de la mégalomanie – terme qui revient constamment dans sa bouche s'agissant du chef de la France libre – le parti pris d'inflexibilité dont de Gaulle lui-même offre la clé au début de ses *Mémoires de guerre*, en comparant sa situation à celle d'un homme « seul et démuné de tout [...] au bord d'un océan qu'il prétendrait franchir à la nage » ?

Ce dénuement même traçait ma ligne de conduite. C'est en épousant, sans ménager rien, la cause du salut national que je pourrais trouver l'autorité. C'est en agissant comme champion inflexible de la nation et de l'Etat qu'il me serait possible de grouper, parmi les Français, les consentements, voire les enthousiasmes, et d'obtenir des étrangers respect et considération. Les gens qui, tout au long du drame, s'offusquèrent de cette intransigeance ne voulurent pas voir que, pour

moi, tendu à refouler d'innombrables pressions contraires, le moindre fléchissement eût entraîné l'effondrement. Bref, tout limité et solitaire que je fusse, et justement parce que je l'étais, il me fallait gagner les sommets et n'en descendre jamais plus⁸.

Dictateur en herbe, fascisant ou cryptocommuniste selon les jours : les qualificatifs que Léger, le bien nommé, applique à de Gaulle dès qu'il a l'occasion de voir des officiels américains vont assurément contribuer à dégrader des relations qui n'avaient guère besoin de l'être tant elles furent d'emblée exécrables. Mais il n'est pas certain pour autant que le président américain ait accordé à ce dernier plus de crédit qu'il ne convenait, tant les flagorneries emphatiques dont le poète-diplomate se rendait coupable en le comparant à la « lumière du monde libre » affaiblissaient ses démonstrations.

S'il est un homme, en revanche, dont l'influence fut déterminante – davantage peut-être que celle de Léger, de Chambrun, et de tous les pétainistes de Washington et de New York réunis – pour convaincre Roosevelt d'empêcher la restauration d'une France aux mains libres, c'est bien Jean Monnet.

Le choc de Gaulle-Monnet

Entre ce dernier et de Gaulle, tout avait commencé par un malentendu historique, au matin du 16 juin 1940. Pour quelques heures encore sous-secrétaire d'Etat, le Général vient à peine d'arriver dans la capitale britannique pour obtenir de Churchill que la Royal Navy prête concours à son projet (refusé obstinément par Weygand et Darlan) de transférer, en même temps que les pouvoirs publics, le maximum de troupes en Afrique du Nord. Alors qu'il s'apprête à quitter l'hôtel Hyde Park pour aller déjeuner chez le Premier ministre, on sonne à la porte de sa chambre. C'est l'ambassadeur de France Charles Corbin, accompagné de Jean Monnet, « coordinateur » du comité franco-britannique pour les achats de matériel militaire. Et ce qu'ils proposent à de Gaulle, à charge pour lui d'en convaincre Churchill et Reynaud, est à proprement parler extraordinaire : un projet de « fusion » pure et simple des Etats britannique et français ! Dans l'esprit de Monnet, qui, depuis les années 1920, milite – et militera jusqu'à son dernier souffle – pour l'extinction des structures étatiques, qu'il juge anachroniques, ce coup de poker est inséparable d'un plan d'ensemble

et d'une idéologie. De Gaulle, qui se bat au contraire pour sauvegarder l'indépendance de son pays, ne retient de l'idée que son caractère spectaculaire et, rien que pour cela, accepte d'en parler à Churchill. Que le Premier britannique parvienne à convertir Reynaud et celui-ci ne pourra que s'en trouver renforcé, au Conseil des ministres, face aux partisans de l'armistice. Peut-être même en tirera-t-il argument pour gagner l'Afrique du Nord et placer le gouvernement hors d'atteinte de l'ennemi...

Churchill, qui ne souhaite pas plus sacrifier la souveraineté britannique que de Gaulle n'envisage d'aliéner celle de la France, acquiesce immédiatement : il pense comme lui que la proposition Corbin-Monnet peut jouer le rôle d'un électrochoc. Le soir même, de Gaulle reviendra donc à Bordeaux porteur de cette proposition d'union franco-britannique. Las ! Quand ce dernier, auquel Churchill a prêté son avion personnel, atterrit à 21 h 30 à Bordeaux, il n'est plus qu'un ancien ministre... puisque Paul Reynaud n'est plus président du Conseil ! Il a, quelques instants plus tôt, remis sa démission au président Lebrun, lequel s'est aussitôt tourné vers le maréchal Pétain pour former le nouveau gouvernement. Trois semaines après, Monnet partira s'installer aux Etats-Unis et ne reverra de Gaulle que bien plus tard... En tant que conseiller officieux du président américain.

Il est vrai que, à peine nés, de Gaulle et Monnet s'opposaient déjà. Quand le premier voit le jour en 1890 à Lille, capitale d'une marche frontière meurtrie par les invasions et traumatisée par la perte de l'Alsace et de la Lorraine voisines, l'autre est né deux ans plus tôt à Cognac, cœur de cette Aquitaine où, depuis la guerre de Cent Ans, on aime à voir dans l'étranger un client, et même un associé. Fils d'un exportateur d'alcool vivant la moitié de l'année outre-Manche, Monnet cultive, dès son plus jeune âge, une vision marchande du monde et de la société. « Tout a un prix, donc tout se négocie. » Quand, à 16 ans, il se rend à Londres pour la première fois, son père lui dit : « N'emporte pas de livres. Personne ne peut réfléchir pour toi. » La découverte de la City est le choc de sa vie : c'était « un milieu fermé socialement mais ouvert professionnellement sur le monde, résume-t-il dans ses Mémoires. Les préoccupations qui y régnaient, c'était l'état des affaires à Shanghai, à Tokyo, à New York⁹... ».

Nourri de Péguy et de sa « certaine idée de la France », de la doctrine sociale de l'Eglise, mais aussi de Barrès et de Nietzsche, de Gaulle choisit au même moment le métier des armes. Souvenons-nous du début des *Mémoires de guerre* : « Quand j'entrai dans l'armée, c'était une des plus

grandes choses du monde... Elle sentait venir avec une sourde espérance le jour où tout dépendrait d'elle. » Non moins impatient de faire ses preuves, Monnet part en 1906 pour le Canada. Il y troque des caisses de cognac familial contre des ballots de pelleterie, bientôt revendus au fourreur Revillon. Remarqué par les dirigeants de la célèbre Compagnie de la baie d'Hudson, il entre en 1908 à la banque Lazard de New York, où il débute avec éclat. Quand survient la guerre en 1914, le jeune banquier (réformé) est déjà solidement introduit dans l'establishment de la côte Est des Etats-Unis. A 26 ans, il traite d'égal à égal avec les plus grands noms de la finance anglo-saxonne. L'un des premiers d'entre eux, Paul Warburg, le prend sous sa protection. Il est alors, avec John Pierpont Morgan (fondateur de la banque du même nom) et Jacob Schiff (de la Kuhn, Loeb & Co.), l'une des figures de proue de la Pilgrims Society, matrice idéologique du mondialisme d'où naîtront, au fil du xx^e siècle, trois émanations spécialisées à l'origine desquelles on trouve toujours Monnet : le CFR (Council of Foreign Relations) en 1920, le Bilderberg Group (anglo-saxon et européen) en 1954 et la Commission Trilatérale créée en 1973 pour associer le Japon aux « décideurs » économiques d'Europe et d'Amérique du Nord.

But de la Pilgrims, repris peu ou prou par tous ses épigones : annihiler les risques de guerre en favorisant l'intégration des économies nationales et en obtenant des Etats qu'ils transfèrent leur souveraineté à des organismes exécutifs supranationaux, soustraits aux soubresauts inhérents à la démocratie.

De cette « rationalité supranationale », Monnet avait jeté les bases dès l'entre-deux-guerres en devenant, dès 1923, le secrétaire général adjoint de la jeune Société des Nations (SDN), tremplin qui lui permettra d'être dans les années 1930 le conseiller personnel (on dirait aujourd'hui le consultant) de Roosevelt, de Tchang Kaï-chek en Chine, du colonel Beck en Pologne, ou du roi Carol en Roumanie. Il a écrit dans ses Mémoires, véritable traité de manipulation des gouvernements : « S'il faut beaucoup de temps pour arriver au pouvoir, il en faut peu pour expliquer à ceux qui y sont le moyen de sortir des difficultés présentes : c'est un langage qu'ils écoutent volontiers à l'instant critique. A cet instant où les idées manquent, ils acceptent les vôtres avec reconnaissance, à condition que vous leur en laissiez la paternité... Si c'est au prix de l'effacement que je puis faire aboutir les choses, alors je choisis l'ombre¹⁰... »

C'est dans l'ombre que Monnet prête la main au premier projet de Roosevelt spécifiquement dédié à la France : celui d'un *International trusteeship* – autrement dit d'une tutelle internationale appliquée aux colonies françaises, avant d'être étendue aux autres empires coloniaux, dans la perspective de la création de l'ONU (évoquée dès le 1^{er} janvier 1942 dans la Déclaration des Nations unies). Ce projet, il allait de soi que les Britanniques, conscients de ce qu'il pouvait comporter d'inconvénients pour l'avenir du Commonwealth, ne pouvaient le tolérer. Et c'est par eux qu'en 1942 de Gaulle en fut informé *via* le ministre anglais des Affaires étrangères Anthony Eden. Pour de Gaulle, réfractaire depuis longtemps à l'idée coloniale^{*5}, cette ingérence qui ne visait qu'à substituer une domination à une autre n'appelait qu'une réponse : promettre, à terme, l'indépendance à tous les peuples de l'Empire. Elle prit la forme du discours de Brazzaville du 30 janvier 1944, qui, en prenant l'Amérique de vitesse sur son propre terrain, rendrait à la France, au moins provisoirement, la maîtrise du temps et de ses décisions dans ses colonies.

Lemaigre-Dubreuil, huissier des intérêts américains... et inventeur du général Giraud

Si prompts à proclamer leur défense sourcilleuse de la « carte impériale » face aux gaullistes et aux Britanniques, les hommes de Vichy aux manettes en Afrique du Nord ont-ils eu vent de ce projet ? Weygand, sûrement pas, mais on peut penser le contraire s'agissant de ceux avec lesquels Robert Murphy « préparait l'avenir » comme il le dit dans ses Mémoires. Ainsi de l'industriel Jacques Lemaigre-Dubreuil qui, passé d'une fructueuse collaboration avec les Allemands au statut d'ami personnel de Murphy, joua à partir de 1942 le rôle de poisson pilote des Américains dans leur implantation économique en Afrique du Nord^{*6} et dans la recherche d'une solution politique permettant d'éviter l'arrivée au pouvoir du « gêneur » du 18-Juin.

Président des Huiles Lesieur, administrateur, entre autres, de la banque Worms et de Royal Dutch, membre influent du Comité des forges par l'intermédiaire duquel, avant guerre, il finançait les ligues d'extrême droite, et notamment la Cagoule^{*7}, Lemaigre-Dubreuil a joué un rôle important en

marge de la Commission d'armistice de Wiesbaden et, selon William Langer, « servi d'intermédiaire aux Allemands pour leurs achats en Afrique du Nord et de l'Ouest¹¹ ». Mais voici qu'après Stalingrad (février 1943) il doute de la victoire du Reich et que, tout en continuant de vendre son huile aux Allemands (et, l'on s'en doute, pas seulement de l'huile de table), il se propose d'aider les Américains à trouver l'homme providentiel pour faire en sorte que la libération de la France ne coïncide pas avec une révolution communiste dont de Gaulle serait le fourrier...

Cet homme, c'est le général Henri Giraud. Soixante-trois ans, très proche des idées de la Cagoule à défaut d'en avoir lui-même fait partie, il entretient cependant les meilleurs rapports avec son fondateur, Eugène Deloncle, qui, comme Lemaigre-Dubreuil, a des amis dans tous les camps. Evadé en avril 1942 de la forteresse allemande de Königstein après avoir été fait prisonnier en mai 1940, Giraud est revenu à Vichy prêter serment au Maréchal, discuter avec Laval, et même rencontrer clandestinement Abetz dans la forêt de Moulins... Lequel lui promet une suite à l'hôtel Adlon de Berlin jusqu'à la fin de la guerre s'il consent à rentrer en Allemagne^{*8} ! Mais Giraud ne croit plus vraiment à la victoire du Reich et l'a dit quelques jours plus tôt à Pétain qui l'a approuvé comme il approuve tout le monde. Aussi se laisse-t-il convaincre par Murphy et Lemaigre-Dubreuil de rejoindre la cause alliée et de passer clandestinement en Afrique du Nord où un rôle éminent l'attend. Les services spéciaux anglais et américains l'ont jaugé. Vaniteux mais sans orgueil, tout d'ambitions mais pauvre en vues d'avenir, ce « sabreur » à moustaches est un militaire français selon leurs vœux. Contrairement à l'intraitable de Gaulle, il ne posera jamais de problème.

Le 16 octobre 1942, à Londres, un conseil de guerre anglo-américain présidé par Churchill et le général Eisenhower, représentant de Roosevelt et commandant en chef du prochain débarquement en Algérie et au Maroc, désigne donc Giraud comme futur gouverneur général de l'Afrique du Nord, en attendant de le reconnaître comme unique représentant de la légalité dans la France libérée. Seule condition posée par Giraud, acceptée avec ferveur par Roosevelt et moins d'enthousiasme par Churchill : que les Français libres soient exclus de l'opération *Torch*.

Mais le 8 novembre 1942, quand l'armada alliée se présente au large des côtes de l'Afrique du Nord française, ce n'est pas Giraud qui se trouve à Alger, mais Darlan, arrivé précipitamment de Vichy pour visiter son fils hospitalisé depuis quelques jours à l'hôpital Maillot. Devenu commandant

en chef de l'armée de Vichy après son remplacement par Pierre Laval à la présidence du Conseil au printemps précédent, c'est donc Darlan qui, *ipso facto*, doit faire face au débarquement allié. A Murphy, qui vient lui demander de recevoir les Américains en amis, l'amiral oppose d'abord une fin de non-recevoir. Puis laisse entendre que Pétain pourrait l'autoriser à le faire. Ce qu'évidemment le Maréchal ne fait pas. Alors, pour se couvrir, Darlan donne l'ordre aux canons côtiers français de pilonner la flotte d'invasion et demande, contre elle, le soutien de la Luftwaffe !

L'intermède Darlan

Face à une telle duplicité, la réaction américaine est proprement consternante, bien qu'adéquante à la ligne politique adoptée depuis l'origine par Washington s'agissant de Vichy : quand, le 10 novembre, au terme d'une résistance acharnée (479 morts et 720 blessés côté Alliés ; 1 346 tués et 1 997 blessés pour les Français), le chef de la marine vichyste constate son impuissance à rejeter les Américains à la mer et ordonne un cessez-le-feu, Eisenhower, loin de le faire arrêter, reconnaît sans discuter le titre qu'il s'est lui-même conféré : « Haut-commissaire pour la France en Afrique, au nom du Maréchal empêché » ! Et qu'importe si Pétain, empêché ou pas^{*9}, a désavoué le cessez-le-feu : Darlan s'empresse de lui renouveler sa fidélité. Et, pour bien la marquer, il maintient en prison les résistants qui ont aidé au débarquement allié et s'abstient d'abroger les lois raciales de Vichy. Ce que les Américains se gardent, d'ailleurs, de lui demander, tant ils sont heureux d'avoir sous la main un « collaborateur » aussi spontanément soumis. Soumission, pour autant, ne rime pas avec efficacité : l'amiral, soi-disant si populaire parmi ses marins, ne parvient même pas à se faire obéir de la flotte française, qui, au lieu de gagner l'Afrique du Nord comme il le lui demande en réaction contre l'invasion de la zone libre par les Allemands (11 novembre), se saborde en rade de Toulon, conformément aux ordres que ce même Darlan lui avait donnés... en 1940 !

Et Giraud, dans tout cela ? Arrivé de Gibraltar le 9 novembre sur un bateau américain, l'ex-prétendant que Lemaigre-Dubreuil est allé accueillir à Blida doit momentanément surseoir à son « destin ». Et se rallie la mort dans l'âme à l'élu des Etats-Unis qui en fait, le 13 novembre, son commandant en chef de l'armée d'Afrique.

Avec Darlan, qui était allé si loin dans la voie de la collaboration avec l'Allemagne^{*10}, les Américains signeront, le 22 novembre, un accord

« singulier » (Jean-Baptiste Duroselle) qui fait passer littéralement la France d'une tutelle à une autre, comme l'analyse le même historien dans son irremplaçable histoire de la politique étrangère de la France¹². Certes, le but affiché était de « chasser l'ennemi commun du sol de l'Afrique », mais, dans le détail, « les Américains s'arrogeaient des droits exorbitants ».

« Tout déplacement des forces françaises, écrit-il, serait “notifié” au gouvernement américain (art. 2). Le personnel gouvernemental assurerait l'ordre et l'administration “en consultation avec le général commandant l'armée des Etats-Unis” (art. 3). Les Américains exerceraient éventuellement “le contrôle et le commandement” des ports, aérodromes, fortifications et arsenaux (art. 4 et 9). De même pour le libre usage des télécommunications (art. 6), pour la marine marchande (art. 8). L'armée américaine pourrait opérer des réquisitions directement (art. 10). Les Américains seraient exemptés d'impôts (art. 14), jouiraient de l'extraterritorialité juridictionnelle (art. 15). Ils pourraient exercer eux-mêmes l'administration dans les zones militaires fixées par eux (art. 16 et 17). L'économie serait gérée par une “commission mixte” (art. 19). Et de même la censure (art. 20)¹³. » Aussitôt, le gouverneur général Boisson, qui, à Dakar, avait tiré sur les Britanniques et les gaullistes, se rallie à Darlan et aux Américains, entraînant derrière lui l'ensemble des dignitaires de l'Afrique-Occidentale française restés fidèles à Pétain.

De Gaulle, qui jusqu'alors s'était abstenu de prendre Roosevelt de front, envoie son commissaire à l'Intérieur, André Philip, rencontrer le président américain à Washington, le 20 novembre, pour lui faire valoir le caractère surréaliste et pour tout dire scandaleux de la situation. Dans sa monumentale histoire de la France libre, Jean-Louis Crémieux-Brilhac publie des extraits de leur échange, consigné par Sumner Welles, l'adjoint de Cordell Hull, et conservé dans les archives américaines :

Roosevelt. — J'ai bien fait de prendre Darlan, j'ai ainsi sauvé des vies américaines.

Philip. — Je ne suis pas d'accord. L'effet de la nomination de Darlan a été déplorable sur la Résistance française.

Roosevelt. — Ça m'est égal, l'important pour moi est d'arriver à Berlin, le reste m'est indifférent. Darlan me donne Alger, vive Darlan ! Si Laval me donne Paris, vive Laval ! Je ne suis pas comme Wilson, je suis un réaliste.

Philip. — J'ai trop entendu parler de « réalisme » en France : c'est un mot qui a couvert toute la politique défaitiste de Pétain. Je n'aime pas entendre ce mot clé.

Roosevelt. — Quand nous entrerons en France, nous userons du droit de l'occupant... Les Américains resteront en France jusqu'à ce que des élections libres y soient organisées.

Philip. — Si les Américains viennent pour occuper le pays, leur occupation ne sera pas davantage tolérée que l'occupation allemande.

Roosevelt. — Je parlerai au peuple français à la radio et il fera ce que je voudrai¹⁴.

De Gaulle inaugure alors un autre registre. A Charles Peake, le principal collaborateur d'Eden au Foreign Office, il fait valoir, en prévoyant que celui-ci, affolé, s'en ouvrira à Churchill, qu'il préfère dissoudre la France libre plutôt que d'avoir à prêter la main à une opération américaine visant à maintenir au pouvoir les hommes de Vichy ! Or de Gaulle sait très bien qu'en dépit de ses heurts, souvent violents, avec le Premier britannique, celui-ci est conscient de l'apport croissant des gaullistes contre l'Axe et face aux vichystes, qui ont toujours misé sur l'écrasement de la Grande-Bretagne. Comme prévu, Peake rapporte à son gouvernement l'état d'esprit particulièrement ombrageux du Connétable : « Si les Etats-Unis, qui sont l'allié le plus puissant, entendent poursuivre leur politique actuelle qui pourrait les conduire à utiliser Laval en France, Degrelle en Belgique, Quisling en Norvège et tels autres ailleurs, le gouvernement britannique risque de ne pas être en mesure de s'y opposer et d'avoir à s'y plier. Cela, [de Gaulle] ne pourrait l'accepter et préférerait se retirer pour que la France accepte plus facilement l'inévitable¹⁵... »

Giraud, l'homme qui ne faisait pas de politique

Mais voici que, le 24 décembre 1942, Darlan tombe sous les balles de Fernand Bonnier de La Chapelle, un jeune militant monarchiste engagé dans la Résistance. Sommairement jugé, Bonnier est fusillé deux jours plus tard par un tribunal de rencontre. De Gaulle, qui approuve son acte (alors que Roosevelt s'en indigne), est immédiatement soupçonné de l'avoir inspiré...

Vingt ans plus tard, Alain Peyrefitte posera directement la question au Général, qui lui répondra non moins directement :

— Darlan n'a pas été assassiné ! Il a été exécuté par la Résistance. Quatre hommes ont joué à la courte paille à qui serait chargé de l'exécution.

— Vous étiez au courant ?

— Non, pas de ce projet. Mais je savais bien que Darlan serait exécuté un jour ou l'autre. Pour moi, la chose était comme faite. Si ce n'avait pas été ces quatre-là, ça en aurait été d'autres. Cette exécution avait un caractère spontané et élémentaire¹⁶ !

Bien qu'elle lève une hypothèque terrible – l'utilisation par les Américains des structures de Vichy pour prendre pied en métropole et substituer leur autorité à celle de l'occupant allemand –, l'élimination de Darlan ne résout rien. Car Roosevelt sort aussitôt de sa poche sa seconde carte maîtresse : l'inévitable Giraud ! Et, le 26 décembre, celui-ci est nommé commandant en chef civil et militaire pour l'Afrique française puis placé à la tête d'un Comité impérial où siègent une majorité de dignitaires pétainistes locaux. Idéalement, Giraud aurait souhaité être désigné comme « chargé (*trustee*) des intérêts français jusqu'à la fin de la guerre ». Mais Roosevelt a imposé une nuance plus conforme à la réalité : « chargé (*trustee*) aux Etats-Unis » des intérêts français ! Giraud tente-t-il de réaménager les accords Clarke-Darlan en ramenant la parité monétaire franco-américaine de 50 à 43 francs pour un dollar ? A la conférence de Casablanca (14-24 janvier 1943), Roosevelt ne prend même pas la peine de lui répondre. Mais c'est en plein accord avec les Américains que Giraud nomme gouverneur général de l'Algérie Marcel Peyrouton, qui, de septembre 1940 à février 1941, avait été le ministre de l'Intérieur du gouvernement de Vichy et avait organisé, à ce titre, l'épuration du corps préfectoral suspect d'hostilité à la politique de collaboration.

A de Gaulle, cette idée même est insupportable. Ainsi, tant d'efforts et de sang versé pour rendre à la France sa liberté et son rang devraient être oubliés pour complaire à la volonté de puissance d'un allié tellement puissant qu'il en perdrait sa qualité d'allié ? Les Forces françaises libres qui se sont battues de Koufra (mars 1941) à Bir Hakeim (juin 1942) en passant par les ciels anglais et russe et toutes les mers du globe ne se seraient

sacrifiées que pour abandonner la France à ceux qui, hier encore, collaboraient avec l'occupant ?

Comme parfois dans les situations les plus désespérées, le salut vient du zèle même déployé par ceux qui croient avoir partie gagnée. En campagne pour sa réélection, l'hôte de la Maison-Blanche doit en effet tenir compte d'un adversaire inattendu : l'opinion américaine. Et celle-ci, démocrate comme républicaine, est indignée des humiliations que son président fait subir à de Gaulle dont le combat solitaire a les faveurs d'une presse toujours en quête de héros et avide de romantisme.

A Casablanca, où il s'entretient avec Churchill le 14 janvier 1943, Roosevelt accepte à contrecœur le principe d'une rencontre entre Giraud et de Gaulle, ce dont les Britanniques informent aussitôt le Général. Accourir à une convocation anglo-américaine en territoire français ? Le symbole serait détestable et le précédent lourd de conséquences pour l'avenir, estime de Gaulle. Tentant le tout pour le tout, il télégraphie à Churchill qu'il décline son invitation et révèle publiquement qu'il n'a pas attendu son intercession pour proposer, dès le 2 janvier, à Giraud une entrevue en tête à tête ! Il devient alors évident que si ce dernier ne s'est pas manifesté, c'est que son protecteur américain l'a pressé de n'en rien faire ! Et de Gaulle d'ajouter que s'il doit se rendre en Afrique du Nord, ce ne peut être que pour participer à la conférence de Casablanca où Britanniques et Américains doivent débattre de la suite de la guerre.

Une fois de plus, l'inflexibilité du Général s'avère payante : plutôt que d'affronter l'opinion publique française d'Afrique du Nord – massivement acquise à de Gaulle –, Churchill et Roosevelt l'invitent officiellement à la conférence d'Anfa au même titre que Giraud. Ce n'est, certes, que pour participer aux discussions « concernant l'Afrique du Nord », mais, de ce jour, l'essentiel est acquis : le Général a mis un pied dans la porte. Elle ne se refermera plus. Et qu'importe si de nouvelles avanies l'attendent ! En phase avec l'« obscure harmonie des choses », il sait, il sent, que son face-à-face avec Giraud ne peut déboucher que sur l'effacement définitif de son pâle concurrent.

Le général américain Wilbur, venu l'accueillir à l'aéroport de Fedala le 22 janvier 1943, peut bien tremper son mouchoir dans la boue et en barbouiller les vitres de sa voiture pour dissimuler à la population l'arrivée en terre française de l'homme du 18-Juin, sa présence, instantanément connue, est accueillie par une explosion de joie. En se rendant à son premier rendez-vous avec Giraud, de Gaulle constate que les Américains ont encerclé de barbelés et de postes de garde le lieu de leur rencontre. Leur

premier contact est glacial : « Eh quoi ?, lance de Gaulle. Je vous ai par quatre fois proposé de nous voir, et c'est dans cette enceinte de fils de fer, au milieu des étrangers, qu'il me faut vous rencontrer ? Ne sentez-vous pas ce que cela a d'odieux du point de vue national¹⁷ ? » La réponse de Giraud est sans surprise : il n'est pas là pour faire de la politique – il se vante même de ne jamais ouvrir un journal et encore moins la radio. Son seul but est de remettre l'armée d'Afrique dans la guerre... en la faisant combattre sous uniforme américain !

Dialogue de sourds

Avec Roosevelt, que de Gaulle rencontre pour la première fois de sa vie dans la soirée du même jour, l'atmosphère est plus insolite encore. Des ombres rôdent dans les galeries qui surplombent la pièce et les rideaux remuent dans les coins. Harry Hopkins, le conseiller spécial du président, avouera par la suite que douze hommes des services secrets, mitraille au poing, assistaient, dissimulés, à l'entretien ! De ce jour, pourtant, la logique est enclenchée qui, au fil de l'année 1943, verra de Gaulle triompher de tous les obstacles.

Au plan proposé en janvier par Roosevelt – un triumvirat avec le général Georges au sein duquel Giraud aurait la prééminence (*via* le contrôle de l'administration, de l'armée et de la police, mais, aussi et surtout, grâce à la présence du protecteur américain) –, de Gaulle oppose le sien – un Comité de libération nationale installé à Alger, disposant de tous les attributs d'un gouvernement et assisté d'un Comité consultatif où prendraient place les représentants de la Résistance intérieure – et s'en retourne à Londres. Jusqu'au printemps 1943, les négociations de Gaulle-Giraud se résument à un dialogue de sourds, le protégé de Roosevelt s'en tenant à l'idée d'un Conseil des territoires d'outre-mer sans capacité politique et soumis, *de jure*, au commandement allié. En somme, « un consulat à discrétion de l'étranger », ironise de Gaulle...

Roosevelt, qui a dépêché Jean Monnet à Alger pour servir de tuteur à Giraud, est cependant chaque jour plus inquiet : l'incapacité de son poulain ajoutée à l'efficacité de la propagande gaulliste font que les désertions se multiplient dans le camp giraudiste, lequel ne dispose pratiquement plus d'aucun soutien dans l'opinion. Alors, le 4 mai, de Gaulle sent le moment venu de prendre celle-ci à témoin : « Tout est prêt pour que l'unité de l'Empire soit, demain, un fait accompli, s'écrie-t-il lors d'un meeting à

Londres. Il reste à la consacrer [...] en installant au grand jour à Alger, le pouvoir ferme, homogène, populaire [...] que seule la France captive, mais attentive, est prête à approuver !... Parce que cette nation fut trahie et parce qu'elle est crucifiée, serait-ce une raison pour disposer de ses territoires et de ses soldats par arrangements opportunistes ou combinaisons étrangères de commodité, alors qu'elle est soulevée par la vague des ardeurs sacrées et des fureurs vengeresses ? »

« *Détruire de Gaulle* »

A Washington, c'est la stupeur. Dans une note ultra-secrète envoyée au secrétaire d'Etat Harry Hopkins le 6 mai, et dont de Gaulle n'a sans doute jamais eu connaissance de son vivant, Jean Monnet écrit à propos du futur libérateur de la France : « Il faut se résoudre à conclure que l'entente est impossible avec lui ; qu'il est un ennemi du peuple français et de ses libertés [*sic*] ; qu'il est un ennemi de la construction européenne [et] qu'en conséquence, il doit être détruit dans l'intérêt des Français¹⁸... »

Dans l'intérêt des Français ou celui des Américains, auxquels Monnet adresse ces fortes pensées ?

Dans sa note, celui-ci fait montre d'une franchise qui en dit long sur la hiérarchie de ses dilections. S'il faut détruire de Gaulle, dit-il, c'est parce qu'il faut éviter à tout prix que la « question française [*sic*] » devienne « une cause de désunion entre l'Angleterre et l'Amérique ». *England and America first*, en quelque sorte !

C'est en France même, cependant, qu'a lieu le 15 mai 1943 l'événement décisif au terme duquel la balance de l'histoire va pencher définitivement du côté de De Gaulle : la prise de position unanime du Conseil national de la Résistance (CNR) le reconnaissant pour son seul chef et appelant tous les Français à s'unir autour de lui¹⁹. Les Alliés, qui bientôt débarqueront sur le sol métropolitain, peuvent-ils prendre le risque de ne pas bénéficier du plein concours de l'Armée des ombres, tant en matière d'action pure (sabotages, en particulier) que dans l'ordre du renseignement ?

Contrairement à l'image forgée, *a posteriori*, par Hollywood tendant à présenter la contribution de l'armée américaine à la libération comme décisive, et comme mineure celle de la Résistance, tout indique au contraire que son rôle fut stratégique dans la phase préparatoire des débarquements de Normandie et de Provence. Plus proche de Giraud que de De Gaulle,

donc peu suspect de complaisance envers les « irréguliers » du maquis qu'il soupçonnait d'être tous plus ou moins sous influence communiste, le général Béthouart a rédigé, en mai 1944, un rapport sans équivoque d'où il ressort que si « le front russe absorbe en moyenne 60 % des effectifs terrestres de la Wehrmacht [...] la crainte des guérillas européennes en immobilise 30 % en Europe de l'Ouest » et majoritairement en France, où le nombre de divisions présentes est passé de 27 en novembre 1943 à 48 en avril 1944²⁰.

Quand, fort du soutien de tous les mouvements de résistance, de Gaulle revient le 30 mai 1943 à Alger pour y fonder, le 3 juin, le Comité français de libération nationale (CFLN), coprésidé par lui-même et Giraud, chacun comprend que le premier a gagné. A commencer par le général en chef américain, Dwight Eisenhower, dont l'estime pour le chef de la France libre est réelle, et qui juge sévèrement l'attitude de Roosevelt à son endroit. Quant au Général, il se voit « comme un navigateur entouré par un grain épais, mais sûr, s'il maintient le cap, que l'horizon va s'éclaircir²¹ ».

Giraud s'obstine-t-il à dénier au CFLN toute vocation politique ? Qu'à cela ne tienne ! Pendant que l'évadé de Koenigstein part prendre ses consignes aux Etats-Unis, de Gaulle en profite pour élargir la composition du CFLN (qui passe de 7 à 14 membres, gaullistes en majorité) et préside seul ses séances. Entre-temps, il a procédé à la fusion des Forces françaises libres avec les armées d'Afrique du Nord et d'AOF, ce qui achève de marginaliser Giraud. Chez les Français antigauillistes de Washington, c'est l'affolement. Perdant toute mesure, le fils du pasteur Boegner, qui soutient Giraud, supplie le secrétaire d'Etat adjoint Adolf Berle d'arrêter son rival avant qu'il ne soit trop tard : « Je suis persuadé, lui dit-il, qu'en dépit de ses dénégations, de Gaulle veut promouvoir un mouvement nazi français [*sic*] dont il serait le Führer. Si nous le laissons faire, il va utiliser son armée et les canons américains que nous lui vendons pour établir sa dictature²². »

Moins sensible que Roosevelt aux diffamateurs professionnels qui semblent avoir élu Washington comme bercail, Churchill s'incline devant l'évidence : fin août, le CFLN est reconnu par le gouvernement britannique comme seul organisme qualifié pour la conduite française de la guerre, même si les Etats-Unis persistent à ne voir en lui qu'un organe administratif confiné à l'outre-mer.

Le 9 novembre 1943, enfin, le CFLN, élargi aux représentants de la Résistance, institue la séparation des pouvoirs civil et militaire et la subordination du second, toujours attribué à Giraud, au général de Gaulle,

devenu seul président du Comité. Avec la création, deux mois plus tôt, de l'Assemblée consultative, le CFLN s'est transformé en véritable embryon de gouvernement. Les accords Clarke-Giraud sont forclos. Il reste à de Gaulle à faire échec à l'ultime manœuvre de Roosevelt : l'installation en France métropolitaine, à mesure que sera libéré son territoire, d'une administration militaire d'occupation, sur le modèle de celle qui, alors, se met en place en Italie, avant de s'appliquer bientôt à l'Allemagne vaincue.

*1. Depuis sa nomination à Washington en 1938, le comte René Doynel de Saint-Quentin (1883-1961), cousin germain de l'aviateur Paul Guynemer, n'avait pas ménagé ses efforts, dès la déclaration de guerre, pour obtenir l'aide matérielle des Etats-Unis. Il s'était trouvé, à ce titre, au cœur des jeux de pouvoir entre la Maison-Blanche, plutôt interventionniste, et le Congrès, isolationniste. Jugé insuffisamment fiable par Vichy, il sera nommé ambassadeur au Brésil de 1940 à 1942, puis démissionnera de son poste après l'invasion de la zone libre, en novembre 1942. Brièvement rallié au général Giraud, il choisira finalement de Gaulle, suivant en cela le processus de beaucoup de hauts fonctionnaires français, tel le futur ministre des Affaires étrangères puis Premier ministre du Général, Maurice Couve de Murville.

*2. En 1942, Charles Brousse fut « retourné » par une espionne britannique, Elizabeth Thorpe, *alias* Cynthia, qui grâce à lui put se procurer le chiffre de la marine de Vichy et permettre aux Alliés d'être informés des mouvements de la flotte française au large de l'Afrique du Nord peu avant leur débarquement du 8 novembre 1942. L'affaire se solda par un mariage et Elizabeth Thorpe prit, en 1945, le nom d'Amy Brousse.

*3. Camille Chautemps fut l'auteur, au Conseil des ministres de Bordeaux du 15 juin 1940, d'une proposition qui recommandait de sonder les Allemands pour savoir si leurs conditions d'armistice étaient acceptables ou non. Elle donna le signal de la constitution d'une majorité pour la cessation des hostilités, laquelle entraîna la démission de Paul Reynaud (16 juin) et la nomination à la présidence du Conseil du maréchal Pétain.

*4. Quatre fois président du Conseil sous la III^e République, ministre à huit reprises, dont huit fois des Affaires étrangères entre 1917 et 1929, Aristide Briand (1862-1932) symbolise à la fois la « pactomanie » et l'impuissance qui caractérisèrent la politique étrangère française de l'entre-deux-guerres. Deux ans avant d'initier, avec le succès que l'on sait, un traité signé par 63 Etats visant à mettre la « guerre hors la loi » (dit pacte Briand-Kellogg, du nom du secrétaire d'Etat américain de l'époque), Briand s'était écrié le 10 septembre 1926, à la tribune de la SDN : « Arrière les fusils ! Arrière les mitrailleuses ! Arrière les canons ! Place à la conciliation, place à l'arbitrage ! », ce qui lui avait valu d'être surnommé l'« apôtre de la Paix ».

*5. En désaccord avec Jules Ferry, de Gaulle a toujours pensé, comme Clemenceau, que si le rayonnement de la France devait être universel, rien ne justifiait qu'elle imposât sa domination à des peuples présumés « inférieurs ». Dans les conférences qu'il prononce à Saint-Cyr dans les années 1920, il associe en outre (comme Montesquieu) l'idée impériale à une dispersion des forces qui finit toujours par affaiblir le centre. Il évoque ainsi Caracalla, dont l'édit de 212 a élargi la citoyenneté romaine à tous les peuples de l'Empire et qu'Edward Gibbon, dans son *Histoire de la décadence et de la chute de l'Empire romain* (1776), a érigé en symbole du péril de mort que fait peser la colonisation sur le colonisateur. Mieux, on lit sous sa plume, en 1929, ces mots passés, à tort, inaperçus à propos des troupes coloniales : « Il est juste et habile, non pas seulement de respecter, mais encore d'encourager leur foi en l'avenir de leur race et l'attachement qu'ils portent à leurs terres natales, car ils en tirent leur valeur » (dans un article intitulé « La philosophie du recrutement », paru dans *La Revue d'infanterie*, au printemps de 1929). Depuis Beyrouth, où il est muté pour deux ans, il écrit à son ami Lucien Nachin, en juin 1930 : « Le Levant est un carrefour où tout passe ; religions, armées, Empires, marchandises, sans que rien n'y bouge. Voilà dix ans que nous y sommes. Mon impression est que nous n'y pénétrons guère et que les gens nous sont aussi étrangers (et réciproquement) qu'ils ne le furent jamais... Il y a un homme, et je crois, un seul qui comprenait bien la Syrie et savait y faire ; c'était le colonel Catroux. C'est pourquoi il en est parti... »

*6. Annie Lacroix-Riz a exhumé des archives de la police déposées aux Archives nationales cette note des Renseignements généraux en date du 9 avril 1943 : « Des contacts étroits ont lieu en ce moment, entre M. Baudouin, ancien ministre, P-DG de la Banque d'Indochine, et M. Lemaigre-Dubreuil [...]. Un gros travail est accompli par M. Baudouin, actuellement à Marseille, pour favoriser l'achat de sociétés africaines par des financiers américains. M. Baudouin est également en rapport avec M. Meyer, de la Banque Lazard, ainsi qu'avec M. Fullerton, ex-consul général des Etats-Unis à Marseille, actuellement à Alger. »

*7. Sous un terme unique, la Cagoule désigne les groupes clandestins créés, au milieu des années 1930, avec l'argent du patronat pour lutter contre la politique du Front populaire en général et l'influence du parti communiste en particulier. L'organisation la plus célèbre est le CSAR (Comité secret d'action révolutionnaire) qui se définissait lui-même comme une « franc-maçonnerie retournée » et avait pour principaux dirigeants le polytechnicien Eugène Deloncle, l'activiste Jean Fillol et le docteur Henri Martin. Les principaux faits d'armes de la Cagoule furent, avant guerre, l'attentat perpétré en 1937 contre le siège du patronat dans l'espoir d'en faire accuser les communistes, puis l'assassinat à la demande de Mussolini, et moyennant subsides, des frères Rosselli, deux antifascistes italiens réfugiés en France. En 1940, Deloncle devient un proche de Darlan et fonde le Mouvement social-révolutionnaire (MSR) avant d'adhérer, en 1941, au Rassemblement national populaire (RNP) de Marcel Déat, tout en devenant un correspondant privilégié de l'amiral Canaris, chef du contre-espionnage militaire allemand qui traque notamment les résistants. Cette proximité vaudra à Deloncle d'être assassiné par la Gestapo quand, en janvier 1944, Canaris sera

démis de ses fonctions avant d'être arrêté, sept mois plus tard, puis exécuté pour sa participation au complot contre Hitler du 20 juillet 1944.

*8. L'extrême facilité avec laquelle Giraud a pu s'évader, puis évoluer en France en toute liberté avant de passer en Afrique du Nord intrigue aujourd'hui encore certains historiens, alertés notamment par sa rencontre avec Abetz, lequel pouvait difficilement ne pas en référer aux autorités du Reich. Annie Lacroix-Riz a ainsi exhumé, dans son étude sur *Les Elites françaises entre 1940 et 1944* (Armand Colin, 2016), le PV d'interrogatoire, en novembre 1946, par la DST d'Helmut Knochen, le chef du SD (les services secrets de la SS) en France entre 1940 et 1944. Celui-ci énumère les indices qui lui permettent de penser que cette évasion était une supercherie à double détente : « affaiblir de Gaulle » et « assurer l'avenir américain des chefs de certains services allemands ». On pense immédiatement à Reinhard Gehlen, l'ancien chef du renseignement militaire allemand sur le front de l'Est, qui, en 1945, proposa ses services aux Américains en leur offrant tout ce qu'il avait récolté sur l'Union soviétique... Avant de fonder, en liaison étroite avec la CIA, le service de contre-espionnage de la République fédérale d'Allemagne.

*9. Deux jours après le débarquement américain en Afrique du Nord, soit le 11 novembre 1942, les Allemands, en violation de l'armistice, ont envahi la zone libre pour prendre le contrôle de la côte méditerranéenne dans la perspective d'une prochaine projection des Alliés en Provence (qui surviendra, de fait, en août 1944). Ce coup de théâtre aurait pu, comme l'espéraient les Américains et comme Roosevelt ne cessait de le réclamer, conduire le maréchal Pétain à gagner Alger. Mais celui-ci, en phase avec la logique des sénateurs romains défendue par Weygand (*cf.* chapitre 1), a décidé de rester fidèle à sa promesse du 13 juin 1940, au Conseil des ministres de Cangé : « En ce qui me concerne, hors du gouvernement s'il le faut, je me refuserai à quitter le sol métropolitain. Je resterai parmi le peuple français pour partager ses peines et ses misères. » C'est donc en toute connaissance de cause que le Maréchal s'est laissé « empêcher » par les Allemands. Une captivité volontaire qui, si elle ne manque pas d'un certain panache, sert parfaitement les objectifs de l'occupant – sans soulager pour autant les « peines » et les « misères » des occupés...

*10. Dans son étude définitive, *L'Afrique du Nord, recours ou secours* (Albin Michel, 1998), Christine Levisse-Touzé a établi que, sur ordre de Darlan, quelque 1 725 véhicules, 20 canons de 155, 22 000 obus et 44 000 tonnes d'essence ont été livrés à Rommel pour son offensive du printemps 1942 contre laquelle s'illustreront... les Français libres !

3

D'une occupation l'autre ?

Vichy, 8 septembre 1943. Voici plusieurs jours que le moral du Maréchal et de ses ministres, Pierre Laval en tête, est au plus bas. Depuis Alger, en effet, le Comité français de libération nationale présidé par de Gaulle et au sein duquel Giraud fait désormais office de figurant vient d'annoncer que, aussitôt le territoire national libéré, les responsables de l'armistice et de la Collaboration auront à répondre de leurs actes devant les tribunaux compétents. Le 13 août, déjà, ce même de Gaulle n'a pas hésité, en dépit des protestations américaines, à faire arrêter au Maroc l'ancien ministre de l'Intérieur de Pétain, Pierre Pucheu^{*1}, fraîchement rallié à Giraud. Voilà qui, pense-t-on à Vichy, augure mal de la suite si les Etats-Unis ne parviennent pas à évincer le chef de la France libre...

Le rêve vichyste d'un retournement d'alliance

Mais une nouvelle tombée du ciel vient aussitôt rasséréner les pensionnaires de l'Hôtel du Parc : une dépêche de Rome annonce que le maréchal Badoglio, ancien commandant en chef de l'armée fasciste, nommé Premier ministre par le roi après la chute de Mussolini (25 juillet 1943), vient de déposer les armes face aux Américains... Et que ceux-ci l'ont reconnu, dans la foulée, chef légitime du gouvernement italien ! Tout l'été, les émissaires de Badoglio et de Victor-Emmanuel III avaient négocié secrètement à Lisbonne avec ceux de Roosevelt et, le 3 septembre, à Cassibile (Sicile), l'armée italienne censée aider la Wehrmacht à repousser

les Américains, débarqués sept semaines plus tôt en Sicile, a signé avec eux un armistice. Celui-ci a été tenu secret jusqu'au 8 pour permettre à la famille royale et au gouvernement de s'enfuir avant que Hitler ne réagisse^{*2}.

Ainsi donc, se disent Pétain et Laval, pourquoi ce qui a fonctionné en Italie ne fonctionnerait-il pas en France au profit des tenants de la Révolution nationale ? Certes, les hiérarques de l'Etat français n'ont pas attendu le coup de théâtre italien pour rêver à un renversement d'alliance qui leur permettrait, sous la protection des Etats-Unis, d'échapper au jugement que leur promet de Gaulle. Ils n'ont même pensé qu'à cela depuis 1942^{*3}, au point que le Maréchal a demandé sans détour au consul général d'Allemagne à Vichy, Roland Krug von Nidda, « si l'Allemagne voulait toujours faire la guerre sur deux fronts contre l'Angleterre ou la Russie ou si elle ne préférerait pas combattre un jour avec l'Angleterre contre la Russie¹ ». A l'automne 1943, en tout cas, la manœuvre tourne à l'obsession. Non sans un mélange de roublardise et de naïveté s'agissant de Pétain, qui, signale l'ambassadeur d'Allemagne Otto Abetz dans un rapport à Ribbentrop, se voit en « intermédiaire, entre Berlin et Washington, d'une paix de compromis² ».

Peu après l'armistice italo-américain, le Maréchal s'est ouvert de cette ambition à Bernard Faÿ, qui orchestre à Vichy la lutte antimaçonnique et dont Pétain sait qu'il se rend régulièrement à Paris pour livrer des informations à Abetz et à son bras droit, Rudolf Schleier. Son plan est simple : renvoyer les ultra-collaborationnistes de son gouvernement – à commencer par son chef, Pierre Laval – pour lui donner un visage plus acceptable aux yeux de l'administration américaine et entamer, pas à pas, une sortie en douceur du régime d'exception institué le 10 juillet 1940. Par exemple en redonnant vie au Parlement, congédié depuis cette date... Mais, précise Schleier dans son rapport à Berlin, « Pétain a un trop grand respect pour le Führer pour entreprendre (quoi que ce soit) sans que celui-ci ait exprimé sa position à l'égard du président Laval et d'un changement dans la composition actuelle du gouvernement ». Prudent, le Maréchal s'inspire du processus italien mais sans aller aussi loin : contrairement à Badoglio, qui, deux mois après avoir signé l'armistice avec les Etats-Unis, avait déclaré la guerre à l'Allemagne, Pétain demande en quelque sorte l'autorisation à Hitler de changer de camp !

La réponse du Führer, transmise par Ribbentrop le 29 novembre 1943, est sans appel : c'est un triple non au remplacement de Laval, au

remaniement du gouvernement et surtout à la résurrection de l'Assemblée nationale et du Sénat, qui en septembre 1939, rappelle-t-il, ont entériné la déclaration de guerre de la France à l'Allemagne. Surtout, Hitler interdit désormais à Pétain de prendre la moindre décision politique (modification gouvernementale, changement dans le personnel policier ou diplomatique) ni de signer le plus petit texte législatif ou réglementaire sans l'avoir préalablement soumis au gouvernement du Reich...

Ce qu'ignore cependant le Maréchal, c'est que Laval n'est pas en reste pour sonder à la fois les Américains et les Allemands en vue de créer un front occidental uni contre l'URSS qui permettrait le recyclage du personnel de Vichy et l'élimination des gaullistes dans le cadre d'une *Pax Americana*. Il ne propose rien de moins que l'évacuation des troupes allemandes du territoire français en échange d'un non-débarquement allié.

A partir de la fin de l'année 1943, des discussions ont lieu dans ce sens à Paris entre des émissaires du « bougnat^{*4} » – notamment l'associé de la banque Worms Jacques Guérard – et le chef des services de renseignements de la SS en France, Helmut Knochen, flanqué de son adjoint Nosek. En Suisse, l'ancien directeur de cabinet de Laval, Jean Jardin, envoyé comme consul de France à Berne, travaille dans le même sens en liaison avec le représentant de l'OSS dans la Confédération, Allen Dulles, futur directeur de la CIA, qui, à ce titre, « blanchira » pour les utiliser contre l'Union soviétique nombre d'agents allemands^{*5}. Et, à Madrid, c'est l'inévitable Lemaigre-Dubreuil, exfiltré par les Etats-Unis du Maroc où de Gaulle l'avait fait placer en résidence surveillée, qui participe au versant économique des pourparlers : la cession future aux Américains des participations acquises en 1940 par les Allemands dans les grandes entreprises françaises.

De l'utilité des gens « habitués à collaborer »

Ce sont les négociations qui iront le plus loin, en prenant comme modèle juridique les conditions de transfert aux Allemands des capitaux juifs en 1940-1941. Pour que les bénéficiaires de l'opération n'apparaissent pas au grand jour, Lemaigre-Dubreuil propose aux Américains de passer par l'intermédiaire des banques espagnoles qui achèteront les titres au nom d'un client anonyme. Comme en témoigne une note révélée par Annie

Lacroix-Riz, les Renseignements généraux parisiens ont eu vent d'au moins une de ces discussions : elle concernait l'avenir de Schneider-Creusot et le processus par lequel les Américains souhaitaient récupérer les actions passées en 1940 sous contrôle allemand, soit 70 % des droits de vote à l'assemblée générale du groupe. Cette offre, écrit le rédacteur de la note, démontrait aux Américains « qu'ils auraient tout avantage à traiter directement avec l'industrie lourde et la grosse industrie françaises, et à se substituer aux Allemands auprès d'elles, trouvant auprès de ces gens, déjà habitués à collaborer, une compréhension bien plus grande qu'auprès du général de Gaulle³ ».

Quand, en octobre 1954, Knochen et Nosek viendront à Paris témoigner au procès de leur chef, le général Oberg, ex-chef suprême de la SS en France, ils révéleront en outre que, mis hors circuit à Alger par de Gaulle, le général Giraud avait tenté de se greffer à ces négociations, grâce à trois amis cagouleurs : Gabriel Jeantet, ex-membre du cabinet du maréchal Pétain, l'ancien joueur de tennis reconverti dans les affaires Jean Couiteas de Faucamberge, et un « correspondant » attitré du SD, Michel Harispe. A la barre, Nosek en résumera la teneur globale : « Proposer aux Allemands d'éviter un débarquement (américain) sur le sol français pour épargner à la France de servir de champ de bataille, et éviter des pertes considérables des deux côtés » pourvu qu'ils acceptent, de leur côté, « une évacuation volontaire de la France et la libération des prisonniers français. Comme compensation, la France resterait neutre pour le restant de la guerre ».

Pourquoi tout cela n'a-t-il pas abouti ? Tout simplement parce que Hitler ne fut jamais mis au courant du détail de ces négociations – et pour cause puisque la plupart des Allemands qui y participaient, tel l'agent de l'Abwehr Oscar Reile, étaient sinon liés, du moins en communion d'esprit avec les milieux décidés à supprimer le Führer, préalable à leurs yeux à tout retournement d'alliance acceptable par Washington. Ce qui n'empêchait pas les mêmes de continuer à traquer les résistants, à prêter la main aux déportations, et à piller allègrement la France occupée... Quant à Roosevelt, qui ne connaissait lui aussi que les grandes lignes de ces contacts secrets, aurait-il, *in fine*, accepté d'assumer devant l'opinion – mais aussi devant Staline ! – un dispositif visant à épargner à l'Allemagne une capitulation sans condition en même temps qu'à remettre en selle les hommes de Vichy ? C'est peu probable. En revanche, le seul fait que le président américain ait laissé ses représentants nouer de telles relations avec les proches du Maréchal mais aussi avec la fine fleur de la Collaboration parisienne et des services de renseignements SS témoigne de sa volonté de

faire flèche de tout bois pour marginaliser voire « détruire » de Gaulle, comme Jean Monnet le lui avait conseillé.

Au reste, si la décision ferme de débarquer en Normandie (définitivement arrêtée en décembre 1943, à l'issue de la conférence de Téhéran) allait reléguer aux oubliettes les espoirs vichystes d'un renversement des fronts, elle ferait surgir un nouveau sujet d'affrontement : quelle forme donner au pouvoir d'Etat dans la France libérée ?

Roosevelt : « La France n'a aucun besoin de pouvoir central »

Là-dessus, les milieux français antigauillistes de Washington ont leur idée, qui vaut bien celle des pétainistes en faveur d'une solution de type Badoglio : eux plaident pour un pouvoir décentralisé qui verrait les conseils généraux expédier les affaires courantes et l'armée américaine exercer l'essentiel des prérogatives régaliennes.

Déjà défendu par Giraud dans le cadre de l'Afrique du Nord libérée, et refusé par de Gaulle qui voyait bien ce qu'il pouvait contenir d'irréversible appliqué aux territoires métropolitains, ce système est proposé à Roosevelt par Alexis Léger dans une lettre en date du 8 novembre 1943 où il lui confère le titre de « dépositaire de la confiance française » et de « garant de ses libertés publiques ». Une déclaration d'amour analogue à celle que lui avait déjà adressée Camille Chautemps après que Vichy eut décidé de ne plus l'appointer pour son action de propagande à Washington⁴ : « Vu l'ascendant si grand de la démocratie américaine sur la France, il appartient [au président Roosevelt] de guider la France contre de Gaulle... Aux Etats-Unis de veiller : la solution du problème français est entre leurs mains⁵. » Pour inséparable qu'il soit de la situation générale d'alors – et de celle, personnelle, de Chautemps, à la recherche d'un nouvel employeur –, il est à noter que ce credo sera repris peu ou prou par les porte-parole de la bourgeoisie antigauilliste française, au fil des crises franco-américaines, jusqu'en 1969 inclus.

Mais l'originalité de Léger est de ne pas se contenter de slogans. Dans un mémorandum du 31 janvier 1944, il livre à Roosevelt le *modus operandi* pour arriver à ses fins : l'« application de la loi constitutionnelle française imposant la convocation des conseils généraux ». Autrement dit de la loi Tréveneuc du 15 février 1872, stipulant que « si l'Assemblée nationale ou

celles qui lui succéderont viennent à être illégalement dissoutes ou empêchées de se réunir, les conseils généraux s'assemblent immédiatement, de plein droit, et sans qu'il soit besoin de convocation spéciale, au chef-lieu de chaque département » (art. 1) et que « jusqu'au jour où l'Assemblée [...] aura fait connaître qu'elle est régulièrement constituée, le conseil général pourvoira d'urgence au maintien de la tranquillité publique et de l'ordre légal » (art. 2).

Inséparable de la capture de Napoléon III en 1870 puis de la Commune de 1871, cette loi n'a de sens et *a fortiori* d'utilité que dans l'hypothèse où les principaux organes du pouvoir exécutif et législatif sont hors d'état d'assumer leurs fonctions, et où il appartient aux assemblées locales restées hors d'atteinte de l'ennemi d'assumer provisoirement la continuité de l'action publique. Mais que peut bien signifier cette gouvernance *a minima* dans la perspective contraire, à savoir la libération du territoire national et le retour à une vie institutionnelle normale, sanctionnée par des élections libres, comme de Gaulle s'y est engagé dès 1940 ?

Pour empêcher celui-ci de rétablir un Etat fort, doté des attributs ordinaires de la souveraineté, Léger offre donc à Roosevelt un argument clé en main : l'application de la loi Tréveneuc serait, selon lui, la seule voie constitutionnelle possible puisque de Gaulle est sorti de la légalité en évinçant Giraud de la direction du CFLN et qu'« il s'engage désormais dans la conception révolutionnaire d'une prise de pouvoir par la Résistance française, donc dans la voie d'une prise du pouvoir illégale⁶ ».

Pour Léger et les amis français de Roosevelt, qui semblent ignorer ce que signifie la notion de « légitimité », il suffirait donc de faire usage d'une loi en vigueur sous la III^e République pour renouer avec la légalité... C'est oublier qu'en s'autodissolvant à Vichy pour offrir le pouvoir à un régime placé sous le contrôle de l'ennemi, ladite III^e est devenue aussi illégale et illégitime que l'Etat français du maréchal Pétain qui lui a succédé. Illégale puisque ses institutions n'existent plus ; illégitime puisqu'elle s'est effacée devant un pouvoir tournant le dos aux principes de souveraineté nationale et populaire qui fondent sa légitimité.

Mais, de cet argument de bon sens, le président démocrate n'a cure. Lui qui n'avait rien trouvé à redire au régime authentiquement dictatorial de son « cher vieil ami » Pétain avant de placer sa confiance dans l'amiral Darlan répond à Léger qu'il s'inquiète comme lui des penchants de De Gaulle pour le « pouvoir personnel ». Et devant l'ambassadeur américain à Alger, Edwin Wilson, il récite cette étrange leçon d'histoire de France : « Les Français

n'ont aucun besoin d'un pouvoir central. Dans la période qui suivra la libération et jusqu'à ce qu'ayant retrouvé leur équilibre, ils puissent s'occuper des questions constitutionnelles, la France pourrait être gouvernée par les autorités locales des départements et des communes, comme elle l'a effectivement été pendant des années [*sic*] sous la III^e République⁷. »

A quelles sources Roosevelt est-il allé puiser ces « informations » et de quel droit en tire-t-il des conclusions définitives sur ce qui sied ou non aux Français ? Seule chose certaine : cette analyse où se devine l'influence de Léger et sans doute aussi de Monnet, réfractaire au concept d'Etat centralisé et, au fond, à celui d'Etat tout court, est parfaitement en accord avec les projets que le président américain a arrêtés pour la France dans la perspective du Débarquement.

Libérer la France ou la réoccuper ?

Ce projet porte un nom : l'AMGOT, pour « Allied Military Government of Occupied Territories ». Vous avez bien lu : « territoires occupés ». Ce qui signifie que, dans l'esprit de Roosevelt, il n'y a pas lieu de traiter la France autrement que comme l'Allemagne ou l'Italie quand celles-ci, vaincues, verront arriver l'armée américaine sur leur sol.

Dès juillet 1942, celle-ci s'est dotée de deux centres de formation à l'administration civile, l'un à New York, au sein de l'université Columbia, l'autre à Charlottesville, en Virginie. Et, à partir de juillet 1943, les Siciliens ont été les premiers à expérimenter le système quand l'AMGOT s'est installé à Palerme, avant d'étendre ses pouvoirs à la péninsule italienne à mesure de l'avancée vers le nord des troupes américaines. Ce « gouvernement militaire allié » doté de six « départements » (lois, police, finances, santé, ravitaillement, « gérance de la propriété privée ») ne s'est pas contenté d'administrer le quotidien : il a démis les maires en exercice et les a remplacés par de nouveaux, chargés de relayer ses instructions. La mafia ayant notoirement aidé l'armée américaine à débarquer en Sicile⁸, on imagine le profil des nouveaux édiles municipaux^{*6}...

D'emblée, les Britanniques, qui ont créé à Wimbledon leur propre centre de formation aux affaires civiles destiné aux officiers, ont obtenu des Américains que l'AMGOT ne s'applique pas aux « pays libérés dotés de gouvernement reconnus ». Ainsi de ceux de la Belgique, des Pays-Bas ou de la Norvège, exilés en Angleterre. Mais Londres et Washington divergent

sur le cas de la France. Pour les Anglais, qui nonobstant les tensions et les crises ont reconnu de Gaulle dès le 7 août 1940 comme l'unique représentant légitime du peuple français en attendant que celui-ci soit en situation de s'exprimer, la question ne se pose pas : c'est à la France libre, devenue France combattante (1942) puis CFLN (1943) et enfin Gouvernement provisoire de la République française (3 juin 1944) qu'il appartiendra, à la Libération (et sous réserve, bien sûr, des élections promises), d'incarner le pouvoir civil français.

Aux yeux des Américains, en revanche, la France n'entre pas dans la catégorie des « pays libérés dotés de gouvernements reconnus ». Comment le pourrait-elle puisque ces mêmes Américains ont persisté à reconnaître le gouvernement de Vichy jusqu'à l'ultime limite (l'invasion de la zone libre par les Allemands, le 11 novembre 1942) et qu'ils ont ensuite joué successivement la carte Darlan puis la carte Giraud... options qui les ont dispensés, du coup, de reconnaître de Gaulle ! Ce qui pouvait passer pour de l'aveuglement revêt alors toute sa signification : voici donc les Etats-Unis sans interlocuteur français officiel à la veille du Débarquement. Donc parfaitement libres de classer la France dans la catégorie de leur choix : un pays à la fois ami et... ennemi !

En septembre 1943, de Gaulle a ainsi connaissance d'un mémorandum américain estampillé AMGOT et transmis aux autorités britanniques qu'il reproduira intégralement en annexe de ses *Mémoires de guerre*. Le contenu vaut en effet qu'on s'y arrête puisque, après avoir assuré que le territoire français devait être « traité en ami », il est aussitôt précisé que « le commandant en chef des forces alliées aura tous les droits d'occupation militaire résultant de la guerre » et qu'il « agira sur la base qu'il n'existe pas de gouvernement souverain en France ». Pour être l'« ami » des Etats-Unis, faut-il donc ne pas être souverain ? Magnanime, le Département d'Etat, qui parraine ce mémorandum, recommande tout de même que l'administration civile placée sous l'autorité suprême du commandant en chef soit « autant que possible française de caractère et de personnel ». Mais « elle sera dirigée par des officiers supérieurs de son état-major » de sorte que « le commandant en chef et ses délégués autorisés nommeront ou confirmeront dans des fonctions temporaires les fonctionnaires français et le personnel judiciaire. Leur choix dépendra uniquement de l'efficacité et de la loyauté à la cause des Alliés ». Quant au CFLN, il sera « invité à attacher à l'état-major du commandant en chef des officiers français qualifiés d'administration civile qui constitueront une mission militaire de liaison. Autant que possible, ces officiers seront consultés au sujet des nominations

de citoyens français à des postes administratifs ou judiciaires. Ces officiers d'administration civile pourront aussi être employés comme intermédiaires entre les autorités militaires alliées d'une part, les autorités locales et les populations civiles françaises d'autre part⁹ ». Rien d'autre, en somme, qu'une condition de subordonné, guère différente de celle réservée par l'Allemagne de 1940 aux fonctionnaires agréés du gouvernement de Vichy ! D'où la réaction scandalisée de Pierre Viénot^{*7}, ambassadeur de la France libre auprès du gouvernement britannique, quand il a connaissance de ce texte : « Les Français ne comprennent pas pourquoi, après avoir vécu sous la férule allemande, il leur serait demandé de vivre, après avoir été libérés, sous un régime étranger, fût-ce un régime allié¹⁰ ! »

Vers un démembrement du territoire

Pis, de Gaulle apprend à peu près au même moment, par des indiscretions britanniques et luxembourgeoises, que Roosevelt envisage, en sus de tout cela, un redécoupage territorial de l'Europe dont la France serait la première victime puisqu'elle perdrait non seulement l'Alsace et la Lorraine, rattachées à une nouvelle entité rhénane composée du royaume néerlandais (dont la famille de Roosevelt est originaire^{*8}), du Luxembourg (qu'il agrandirait aux dépens de l'Allemagne) et de la Belgique (qu'il méprise), mais aussi, pourquoi pas, la rive gauche du Rhône, offerte à l'Italie pour la récompenser d'avoir changé de camp.

Roosevelt sait-il que, dans l'hypothèse où l'Allemagne gagnerait la guerre, le Führer a pensé soumettre la France à un démembrement analogue ? C'est sans la moindre gêne, en tout cas, qu'il a détaillé son projet, dès le 5 juin 1942, au ministre luxembourgeois Joseph Bech en visite à la Maison-Blanche, puis le 26 octobre suivant à la grande-duchesse Charlotte, et bien sûr aux Britanniques, en la personne d'Oliver Lyttelton, ami personnel de Churchill et membre du cabinet de guerre, avant d'en confirmer la teneur à Eden le 13 mars 1943¹¹. Abandonnés après le Débarquement, ces projets resurgiront à la fin des années 1940 quand Jean Monnet et Robert Schuman s'attelleront à constituer, sous les espèces de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA), une Lotharingie industrielle n'ayant rien à envier au rêve européen de Roosevelt¹². Début 1944, le président tchèque en exil, Edvard Beneš, de retour de Washington, confie à René Massigli, commissaire aux Affaires étrangères du CFLN :

« J'étais parti en croyant Roosevelt antigaulliste. Il était antifrçais. La preuve en est qu'ayant appris le projet allemand de former un Etat de Wallonie comprenant le nord de votre pays, votre Alsace et votre Lorraine, il en a approuvé le principe¹³ ! »

Confronté à de telles menaces, de Gaulle joue simultanément sur deux tableaux : la négociation, pour la façade, avec Roosevelt, même s'il sait que celui-ci ne veut pas négocier ; et la mise sur pied d'une stratégie secrète pour lui forcer la main en prenant l'AMGOT de vitesse et placer l'armée américaine devant le fait accompli.

Eisenhower et Bedell Smith contredisent Roosevelt, MacArthur le désavoue

La négociation est essentiellement une arme de communication destinée à prendre l'opinion à témoin de sa bonne volonté. Celle-ci n'en est pas moins réelle puisque, le 7 septembre 1943, le commissaire du CFLN aux Affaires étrangères, René Massigli, remet à Murphy une note d'où il ressort que ce même CFLN accepte de ne pas être reconnu par Washington comme gouvernement provisoire, à la condition qu'on veuille bien le considérer comme la seule autorité qualifiée pour prendre en main l'administration des territoires libérés. Aux Américains l'autorité suprême sur les zones de combats ; aux représentants du général de Gaulle celle sur les zones libérées.

Manifestement embarrassé, Roosevelt fait le sourd. Dire oui signerait sa défaite. Dire non le mettrait en porte-à-faux non seulement avec la presse américaine dont le soutien à de Gaulle ne se dément pas, mais aussi et surtout avec les deux hommes clés du Débarquement : son principal conseiller stratégique, le général George Marshall, qui tente d'équilibrer l'influence délétère de l'amiral Leahy, encore et toujours pétainiste, et le commandant en chef des armées alliées, le généralissime Dwight (« Ike ») Eisenhower en personne. Comme son chef d'état-major, le général Walter Bedell Smith, « Ike » ne comprend pas l'animosité obsessionnelle dont Roosevelt fait preuve à l'endroit de De Gaulle. Un autre officier supérieur américain, et non des moindres, puisqu'il est l'homologue d'Eisenhower sur le front du Pacifique, partage leur analyse : le tonitruant général Douglas

MacArthur. Ne s'embarrassant pas de circonlocutions diplomatiques, il l'a dit le 1^{er} avril 1943 au commandant des Forces navales françaises libres, l'amiral Thierry d'Argenlieu, lors d'une rencontre à Nouméa : « Comme Américain et comme soldat, je suis honteux de la façon dont mon pays traite le général de Gaulle. La honte dont s'est couvert mon gouvernement dans la triste affaire de l'Afrique du Nord sera longue à effacer. Je suis bien loin de tout cela, mais je ne peux m'empêcher de vous exprimer tout mon dégoût de l'attitude de Roosevelt, et même de Churchill envers le général de Gaulle. Dites-lui toute mon affection et mon admiration... Insistez de ma part sur le fait qu'il doit maintenir à tout prix son idéal, celui de la France républicaine, et qu'il ne doit pas céder devant Giraud, lequel n'a pas les mains nettes, ayant signé un compromis avec Vichy puis ayant été acheté par l'Amérique¹⁴. »

Et encore, MacArthur ne connaît pas tout ! Notamment le principal corollaire de l'AMGOT : l'impression d'une monnaie d'occupation, le « billet drapeau », ainsi nommée puisqu'elle est ornée au verso d'un drapeau français et au recto d'un fac-similé de dollar libellé en franc, destinée à être mise en circulation aussitôt après le Débarquement. Autre originalité : cet instrument de paiement, que de Gaulle qualifie à juste titre de « monnaie de singe », ne fait mention d'aucune autorité émettrice et ne se trouve donc garanti par personne, hors le bon vouloir des autorités militaires américaines ! En 1940, les Allemands n'étaient pas allés si loin puisqu'à côté du franc d'avant-guerre, certes soumis à un taux de change spoliateur (11 francs pour 1 mark), ils s'étaient contentés de faire circuler des Reichsmarks émis et garantis par les *Reichskreditkassen*, filiales de la Reichsbank, qu'il n'était, bien sûr, pas question de refuser^{*9}. Même les Britanniques, peu enclins à sacrifier leur entente avec les Etats-Unis à leur relation avec de Gaulle, s'indignent des projets américains et les font connaître au CFLN par des voies détournées. A Eden, encore et toujours, qui avait déjà dévoilé les intentions de Roosevelt relatives à la mise sous tutelle de l'Empire français, s'ajoute cette fois Desmond Morton, l'assistant personnel de Churchill, qui, le 7 mars 1944, informe personnellement Hervé Alphand, le commissaire aux Finances du CFLN, de ce qui se trame.

En date du 4 mars 1944, Eden a noté dans son Journal que les Britanniques seraient « fous de suivre Roosevelt, aveuglé par son aversion absurde et mesquine pour de Gaulle¹⁵ ». Et le 3 mai, comme un député aux Communes lui demandait de confirmer si le CFLN, en passe de devenir le Gouvernement provisoire de la République française, serait bien l'unique

interlocuteur du gouvernement de Sa Majesté, il a répondu par un retentissant : « *Yes, Sir !* » Quant à Harold Macmillan, autre soutien indéfectible de l'homme du 18-Juin au sein du gouvernement britannique, il a aussitôt prévenu Churchill : « Toute cette affaire [d'AMGOT] s'effondrera en trois semaines et ne peut que s'effondrer dans tout pays d'Europe qui se respecte. Je vous avertis très sérieusement que, si vous tentez une telle absurdité en France, vous vous trouverez aux prises avec une grave révolte¹⁶. »

Mais, pour de Gaulle, de tels témoignages d'estime – ou simplement de réalisme – ne peuvent suffire à assurer la restauration de la souveraineté française. Dans son esprit, celle-ci ne saurait être concédée, mais imposée par l'épreuve des faits. Ce à quoi il s'emploie depuis plus de deux ans.

Jean Moulin, le Carnot de la Résistance

Première étape : l'unification de la Résistance. Écoutons de Gaulle exposer sa philosophie lors d'un déjeuner organisé, le 1^{er} avril 1942, par les Britanniques du National Defense Public Interest Committee : « C'est une révolution, la plus grande de son Histoire, que la France, trahie par ses élites dirigeantes et par ses privilégiés, a commencé d'accomplir. Et je dois dire, à ce sujet, que les gens qui, dans le monde, se figureraient pouvoir retrouver, après le dernier coup de canon, une France politiquement, socialement, moralement pareille à celle qu'ils ont jadis connue, commettraient une insigne erreur. Dans le secret de ses douleurs, se crée, en ce moment même, une France entièrement nouvelle, dont les guides seront des hommes nouveaux. Les gens qui s'étonnent de ne pas trouver parmi nous des politiciens usés, des académiciens somnolents, des hommes d'affaires manégés par les combinaisons, des généraux épuisés de grades, font penser à ces attardés des petites cours d'Europe qui, pendant la grande Révolution française, s'offusquaient de ne pas voir siéger Turgot, Necker et Loménie de Brienne au Comité de salut public. Que voulez-vous, une France en révolution préfère toujours gagner la guerre avec le général Hoche plutôt que de la perdre avec le maréchal de Soubise ! »

De Gaulle cite Hoche, qui mit fin à l'atroce guerre de Vendée en mobilisant toutes les énergies pour la défense de la patrie en danger ; il aurait pu citer Carnot, dont un émule vient de surgir en France, en la personne de Jean Moulin. Étonnant Moulin qui ne mania jamais un explosif mais paya de sa vie le privilège terrible d'avoir connu tous les secrets d'une

Résistance qui, sans sa ténacité, serait restée « un désordre de courage¹⁷ ». Arrêté à Caluire, près de Lyon, le 21 juin 1943, martyrisé par la Gestapo et mort quelques jours plus tard dans le train qui l'emmenait en Allemagne, Moulin a offert à de Gaulle le levier décisif qui lui permettrait bientôt de s'imposer comme l'interlocuteur exclusif des Alliés : le soutien sans faille de tous les mouvements de résistance.

C'est peu dire en effet qu'avant l'intervention de Jean Moulin, « homme de foi et de calcul, ne doutant de rien mais se défiant de tout¹⁸ », les nuages s'étaient accumulés entre Londres et les réseaux qui, à partir de l'automne 1940, avaient émergé en zones libre et occupée. Si les premiers contacts avaient été fructueux en direction des militaires démobilisés – grâce, notamment, à l'action d'hommes comme André Dewavrin (Passy), Gilbert Renault (Rémy) ou Maurice Duclos (Saint-Jacques) –, les choses s'étaient vite corsées s'agissant des rapports entre la France libre et les chefs de réseaux qui, n'ayant pas attendu de rencontrer les émissaires de Londres pour entamer le combat clandestin, n'accepteront qu'au « forceps » de reconnaître la prééminence de De Gaulle : c'est le cas du socialiste Christian Pineau, fondateur de Libération-Nord, du radical Jean-Pierre Lévy (Franc-Tireur), mais aussi et surtout d'Henri Frenay (Combat) qui, d'emblée, refuse de voir dans le Général autre chose qu'un symbole. Et que dire des communistes du Front national, plus prompts à prendre leurs consignes à Moscou qu'à Londres et que Moulin va s'attacher à intégrer dans une structure unitaire capable d'encadrer puis de contrôler leurs ambitions ?

Révoqué par Vichy de ses fonctions de préfet, Moulin, « pénétré du sentiment que l'Etat s'incorporait à la France libre¹⁹ », a pris contact dès l'automne 1941 avec les mouvements de résistance de la zone sud puis gagné Londres pour se mettre à la disposition du Général qui en fait aussitôt son délégué personnel. Quand il en revient, le 1^{er} janvier 1942, c'est d'abord pour créer, à l'intérieur des réseaux de zone sud, des services spécialisés qu'il n'aura plus, le moment venu, qu'à fédérer sous son autorité : communications aériennes et maritimes avec l'Angleterre, parachutages, liaisons radio, etc. Ce faisant, il obtient une première victoire : séparer *de facto* l'action militaire de l'action politique afin de permettre à la première de prendre le pas sur la seconde, prodigue en divisions potentielles. Grâce à cette restructuration, les trois principales organisations de zone sud (Combat, Franc-Tireur et Libération) peuvent

ainsi se fondre en une seule : ce sera l'Armée secrète, commandée par le général Delestraint.

Mais Moulin ne s'arrête pas là. Il crée, dans le domaine civil, deux organismes nouveaux réunissant des activités jusqu'alors dispersées : le Bureau d'information et de presse (BIP) sous la responsabilité de Georges Bidault et, surtout, le Comité général d'études (CGE), véritable Conseil d'Etat clandestin d'où sortiront, sous l'impulsion d'hommes comme Alexandre Parodi (Quartus) et Michel Debré (Jaquier), la plupart des grandes réformes de la Libération : de la Sécurité sociale aux nationalisations en passant par le vote des femmes, c'est le visage de la France qui, dans l'ombre, se renouvelle en profondeur, tandis que s'organisent les rouages politiques qui permettront, le moment venu, à de Gaulle d'incarner la continuité de l'Etat.

A l'automne 1942, celui-ci peut recevoir, à Londres, Henri Frenay et Emmanuel d'Astier de la Vigerie (fondateur de Libération), lesquels acceptent de participer à un Comité de coordination transformé, en janvier 1943, en Directoire des Mouvements unis de Résistance (MUR) présidé par Moulin. Sous ses ordres, Frenay supervise l'action militaire, Lévy le renseignement, d'Astier le NAP (noyautage des administrations publiques).

En avril, c'est au tour des cinq principaux réseaux de la zone nord – parmi lesquels l'Organisation civile et militaire (OCM) et le Front national – de fusionner leurs organisations militaires avant de participer à un Comité de coordination analogue aux MUR, sous la direction de Pierre Brossolette^{*10}.

Entre-temps, Moulin, décoré par de Gaulle de l'ordre de la Libération, est devenu le véritable numéro deux de la France combattante. Le 27 mai 1943, il préside à Paris, rue du Four, la première réunion du Conseil national de la Résistance (CNR) où, à côté des représentants des réseaux, figurent ceux des partis politiques clandestins, depuis la Fédération républicaine (droite) jusqu'au parti communiste, sans oublier deux délégués des syndicats (un de la CGT, un autre représentant la CFTC).

Comme l'écrit René Hostache, « de mai 1943 à août 1944, un pouvoir clandestin [...] va, tout à la fois, forger l'outil insurrectionnel qui contribuera au succès du Débarquement et avancera la libération de plusieurs mois "mais aussi", par son travail de noyautage, saper chaque jour davantage l'autorité du régime de Vichy, de moins en moins respecté et

obéi²⁰... ». Pourquoi cette soudaine irruption des partis politiques, dont se méfiait tant de Gaulle, à l'intérieur du CNR ? Pour au moins deux raisons : l'une, interne, tient à la nécessité d'intégrer le parti communiste dans un système collégial où il n'aura jamais la majorité ; l'autre, externe, est de démontrer aux Alliés, et spécialement aux Américains, que l'ensemble des forces vives de la France au combat ont reconnu dans l'homme du 18-Juin l'unique dépositaire de la légitimité nationale. Sans cet apport décisif, nul doute que de Gaulle ne serait pas sorti vainqueur du bras de fer d'Alger.

Course de vitesse

Deuxième étape : faire de la France combattante un élément de poids dans la guerre menée par les Alliés contre l'Allemagne, et pas seulement cette « légion de volontaires » au service de l'Angleterre dont les Américains – et Churchill lui-même – se seraient bien contentés. Sur les fronts extérieurs, l'effort engagé en 1941 depuis les déserts d'Afrique par la 1^{re} division française libre a pris un tour nouveau avec l'engagement en Italie du corps expéditionnaire français commandé par le général Juin dont les victoires (celle, en particulier, de Monte Cassino) ont ouvert aux Alliés la route de Rome. A la veille du Débarquement, la France combattante, « partie de rien », peut aligner une armée de campagne de 230 000 hommes, des forces de souveraineté de 150 000 soldats (essentiellement dans l'Empire), une flotte de 1,5 million de tonnes (300 000 tonnes pour la flotte de guerre, 1,2 million pour la flotte marchande), sans compter quelque 500 avions de combat dont les pilotes (Clostermann, Maridor, Marin la Meslée et bien d'autres) sont entrés vivants dans la légende.

Les chefs de cette armée s'appellent Koenig, Legentihomme, Juin, de Lattre, Monsabert, Leclerc, de Larminat, Brosset, et leurs faits d'armes seront bientôt étudiés dans les écoles de guerre du monde entier. Qui aurait pu imaginer, quatre ans plus tôt, pareille résurrection ? Avant le choc décisif, de Gaulle a pris soin, en outre, de nommer le général Koenig commandant en chef des Forces françaises de l'Intérieur (FFI) avec pour mission d'incorporer progressivement aux troupes régulières un maximum de combattants clandestins de la Résistance.

Troisième étape, désormais vitale : barrer la route à l'AMGOT avant que l'armée américaine n'ait le temps de mettre en place son administration. De Gaulle a deux atouts dans sa manche : les commissaires de la République qui, recrutés par Debré, surgiront du maquis et investiront

les préfectures avant même que les Alliés aient pu y installer leurs hommes ; et la faveur de l'écrasante majorité d'une population qui, pétainiste en 1940, attentiste en 1942, se reconnaît en 1944 dans l'homme qui, depuis le fond de la nuit, n'a jamais varié sur la voie à suivre et le but à atteindre.

Tout militaire qu'il soit, Eisenhower a saisi cette donnée psychologique fondamentale. Le 16 mai, alors qu'il met la dernière main aux préparatifs du Débarquement, il télégraphie à Roosevelt : « Selon les informations provenant de nos agents et de prisonniers évadés, il n'existe aujourd'hui en France que deux groupes dominants dont l'un est la clique de Vichy (*"the Gang of Vichy"*) et dont l'autre est caractérisé par une admiration presque idolâtre pour de Gaulle²¹. » Il revient à la charge le 3 juin : « Tous nos renseignements nous conduisent à croire que la seule autorité que les groupes de résistance désirent connaître est celle de De Gaulle et de son comité... Il contrôle les seules forces militaires qui puissent prendre part à l'opération. En conséquence, du point de vue strictement militaire [...] nous sommes tenus de traiter avec lui si nous voulons nous assurer l'aide maximale des Français, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays²². »

Churchill choisit le « grand large »

Mais Roosevelt ne veut toujours rien entendre et demande à Churchill de bloquer de Gaulle en Angleterre jusqu'à ce que l'AMGOT puisse être installé. Ce que le Premier britannique lui annonce, le 4 juin, lors d'un déjeuner dans son train d'état-major stationné non loin de Portsmouth dans l'attente du jour J. « Il devait avoir lieu ce matin, mais le mauvais temps nous en a dissuadés. » Douché par la froideur de son interlocuteur qu'il a, sur les consignes de Roosevelt, méthodiquement tenu à l'écart des préparatifs de l'opération, le « Lion » lui propose son mode d'emploi pour la suite : qu'il se rende aux Etats-Unis pour discuter directement avec le président américain de l'administration des territoires libérés...

Alors de Gaulle : « Pourquoi semblez-vous croire que j'aie à poser devant Roosevelt ma candidature pour le pouvoir en France ? Le gouvernement français existe. Je n'ai rien à demander, dans ce domaine, aux Etats-Unis d'Amérique non plus qu'à la Grande-Bretagne²³ ! » Puis, sortant de ses gonds : « Allez, faites la guerre avec votre fausse monnaie²⁴ ! »

Et c'est la tirade célèbre de Churchill, dont la franchise presque désespérée en dit plus long que toutes les analyses géopolitiques sur l'état de la Grande-Bretagne, saignée à blanc par cinq années de guerre, dont trois à se défendre le dos au mur : « Et vous, comment voulez-vous que nous, Britanniques, prenions une position séparée de celle des Etats-Unis ? Nous allons libérer l'Europe, mais c'est parce que les Américains sont avec nous pour le faire. Car sachez-le ! Chaque fois qu'il nous faudra choisir entre l'Europe et le grand large, nous choisirons toujours le grand large ! Chaque fois qu'il me faudra choisir entre Roosevelt et vous, je choisirai Roosevelt²⁵ ! »

Curieusement, de Gaulle n'en voudra jamais à Churchill de cette sortie, qu'il savait dictée par la blessure secrète de n'avoir pu maintenir l'Angleterre au premier rang, en dépit (ou surtout à cause) du combat titanesque qui avait été le sien pour la sauver de la destruction. Et puis les deux hommes n'étaient-ils pas familiers des disputes homériques ? Quand, entre deux réconciliations, leurs rapports devenaient exécrables, Churchill n'ignorait pas qu'en privé de Gaulle le traitait de « gangster », tout comme de Gaulle savait que, devant Roosevelt, Churchill renchérissait sur l'orgueil « fou » de cette « Jeanne d'Arc à tête d'ananas » s'acharnant à sauver la France d'un sort inéluctable. Et, en face à face, que de passes d'armes d'anthologie ! Comme ce jour de mars 1943 où, dans un ultime effort pour promouvoir Giraud à la demande des Américains, Churchill avait refusé à de Gaulle les moyens matériels de se rendre à Alger. « Je suis donc prisonnier en Angleterre ! s'était emporté le Français. Bientôt, vous m'enverrez à l'île de Man ! » A quoi l'Anglais avait répondu, dans son usage si personnel de la langue de Molière : « Non, mon général, pour vous, très distingué, toujours la tour de Londres²⁶ ! » Trois mois plus tôt, c'est de Gaulle qui avait eu le dernier mot. Comme il refusait de s'effacer devant Giraud, Churchill lui avait lancé : « Si vous m'obstaclez [sic], je vous détruirai ! » Avant de tourner les talons, de Gaulle avait répondu : « Libre à vous de vous déshonorer²⁷ ! »

Aux yeux de l'homme du 18-Juin, cependant, le vieux « Lion » restera toujours celui qui, en 1940, avait tendu la main au « naufragé de la désolation » qu'il était alors. Celui aussi qui, après l'avoir rencontré pour la première fois quand il n'était encore qu'un obscur sous-ministre du gouvernement Reynaud, avait vu en lui le « Connétable » et même l'« homme du destin^{*11} ». En 1970, le Général mourra sans connaître une anecdote qui l'eût sans doute enchanté et que rapportera l'historien Warren

Kimball dans son *Churchill et Roosevelt* paru en 1984 : alors qu'il écoutait, dans l'après-midi du 6 juin 1944, la retransmission du discours prononcé par de Gaulle à la BBC (« Derrière le nuage si lourd de notre sang et de nos larmes, voici que reparaît le soleil de notre grandeur... »), Churchill fut surpris par Lord Ismay en train de pleurer. Et comme Ismay, son vieux camarade de l'armée des Indes, restait impavide, Churchill le rabroua : « Gros lard, tu n'as donc aucun sentiment²⁸ ! »

De Gaulle joue et gagne

Ce dont de Gaulle se souvint longtemps, en revanche, c'est que, jusqu'au bout, il ne fut pas acquis qu'il s'adresserait aux Français le jour du Débarquement. Le Général, naturellement, aurait voulu être le premier à prendre la parole, tandis que Roosevelt exigeait que cela fût Eisenhower. Le 5 juin, de Gaulle refuse donc de s'exprimer. Première victoire : les Américains insistent. C'est donc qu'ils ont compris combien sa parole est précieuse pour entraîner la Résistance. Mais le Général attend le 6 juin, à 4 heures du matin – soit au moment où les premiers paras largués à Sainte-Mère-Eglise commencent à se regrouper –, pour donner son accord. Eisenhower parlera bien en premier, à 10 heures, et lui pas avant la fin de l'après-midi. Aurait-il capitulé ? En sortant, vers midi et demi, des studios de la BBC où il vient d'enregistrer son allocution, il lance à André Gillois, animateur de l'émission quotidienne « Honneur et Patrie » : « Je viens d'envoyer faire foutre Eisenhower²⁹. »

De fait, quand son discours sera diffusé vers 18 heures, ce dernier découvrira avec stupeur que les armées américaines ne sont pas citées et que de Gaulle donne l'ordre aux Français de n'obéir qu'à des Français ! « La première condition du bon ordre de la bataille, dit-il, est que les premières consignes données par le gouvernement français et par les chefs français qu'il a qualifiés pour le faire à l'échelon national soient exactement suivies. » Averti du contenu du message aussitôt après son enregistrement, Eden a omis d'en parler à Churchill qui, logiquement, n'en a pas touché mot à Roosevelt... qui ainsi n'a pas été tenté d'en annuler la diffusion ! Cette fois, la roue tourne.

Roosevelt peut bien attendre le 14 juin pour permettre à de Gaulle de fouler le sol normand, tout s'est joué six jours plus tôt à Bayeux, « test du

transfert de souveraineté » (Jean-Louis Crémieux-Brilhac). Première ville de France libérée – par les Anglais, le hasard fait bien les choses –, la sous-préfecture du Calvados n’a pas encore vu l’ombre d’un soldat américain quand Maurice Schumann, la voix de la France libre à la BBC, s’adresse à la population sur la Grand-Place, dans l’après-midi du 8 juin. Il est rejoint par le secrétaire du comité de libération local, sorti de la clandestinité : Raymond Triboulet, autre fidèle du Général. Aussitôt, celui-ci exige la démission du sous-préfet de Vichy et de ses collaborateurs (dans tous les sens du terme). Les jours suivants, des centaines de jeunes s’engagent pour le soutenir et en appeler à Gaulle. Qui, le 14, débarque à Courseulles, accueilli par son ancien officier d’ordonnance François Coulet, parachuté clandestinement un mois plus tôt et nommé, le 13, par un décret du CFLN, commissaire régional de la République pour la Normandie.

Son premier acte est d’aller saluer le maréchal Montgomery à son QG. Celui-ci le reçoit sous le portrait de Rommel, qu’il a vaincu à El-Alamein et pour qui, ironise de Gaulle, « il n’éprouve que plus de considération ». Cette visite de courtoisie se veut aussi une leçon de choses. Il en profite pour présenter à son hôte François Coulet qu’il laisse derrière lui, dit-il, pour « s’occuper de la population ». Montgomery sourit. Il a compris, comme Eisenhower, et bientôt Roosevelt, que l’AMGOT était mort avant d’avoir vu le jour. A Bayeux, Coulet a en effet donné l’ordre aux banques de ne pas mettre en circulation les « billets drapeau » qu’elles recevront. Mis devant le fait accompli, le haut commandement allié n’a pas protesté. La « fausse monnaie » dénoncée par de Gaulle, qui en interdira l’usage dès le 27 juin, n’aura vécu que quelques jours. La ténacité du Général, ajoutée aux réticences d’Eisenhower et de Bedell Smith, a eu raison de la hargne de Roosevelt, qu’ils ont fini par convaincre que la priorité du moment était de réussir le Débarquement... Pas d’humilier les Français qui, depuis 1940, n’avaient pas déposé les armes.

Il faut dire que l’accueil réservé par la population au chef de la France libre, devenu, le 3 juin, président du gouvernement provisoire, dépasse ce que les plus optimistes avaient pu espérer. De Bayeux à Isigny, ville martyre ensevelie quelques jours plus tôt sous les bombes américaines, un plébiscite du cœur accueille partout de Gaulle. C’est aussi que, « pour la première fois depuis quatre affreuses années, cette foule française entend un chef français dire devant elle que l’ennemi est l’ennemi, que le devoir est de le combattre, que la France, elle aussi, remportera la victoire. En vérité, n’est-ce pas cela la vraie “Révolution nationale”³⁰ ? ».

De retour à Londres, de Gaulle constate que le climat a bien changé. Le voyage à Washington que Churchill lui conseillait d'entreprendre pour aller chercher l'onction de Roosevelt est maintenant officiellement proposé par le gouvernement américain sous la forme d'une quasi-visite d'Etat. Et, dès le 19 juin, les négociations pour l'administration des territoires occupés s'engagent entre Alliés sur les bases proposées par de Gaulle le 7 septembre 1943. Le président aura mis dix mois à lui répondre... Aucun doute, la roue tourne encore. Mais Roosevelt n'a pas dit son dernier mot.

*1. Créateur des Sections spéciales, tribunaux d'exception destinés à juger les résistants de manière expéditive et responsable, à ce titre, de centaines d'exécutions, Pierre Pucheu était allé jusqu'à proposer que l'armée française d'Afrique combatte aux côtés de Rommel. Mais le retournement stratégique de 1942-1943 lui a fait aussi retourner sa veste. Ayant rencontré le général Giraud à Lyon peu après l'évasion de ce dernier, Pucheu lui a fait savoir qu'il se tenait à sa disposition. Ralliement accepté à condition que l'intéressé gagne Alger sous un faux nom et se fasse oublier en s'engageant dans l'armée. Mais Pucheu, débarqué à Casablanca le 6 mai 1943, fait fi de cette consigne de discrétion. Ce qui décide Giraud à le faire placer en résidence surveillée. De Gaulle ayant pris le pouvoir au CFLN, il fait alors juger Pucheu pour haute trahison. Le procès aura lieu sans que Giraud, qui lui avait délivré un sauf-conduit pour l'Afrique du Nord, prenne la peine de venir s'expliquer ni, *a fortiori*, de défendre son protégé, qui sera condamné à mort et exécuté le 20 mars 1944.

*2. Dès l'annonce de la capitulation italienne, Hitler donne l'ordre à la Wehrmacht de déclencher l'opération *Achse* (« Axe ») : occupation des trois quarts de la Péninsule non encore investis par les Américains, désarmement de l'armée italienne, traitée en ennemie (sauf quelques unités restées fidèles à Mussolini), et instauration d'un état de siège extrêmement sévère, à la mesure, selon le Führer, de la « trahison » perpétrée par son ex-allié.

*3. Dès le 25 octobre 1941, Maurice Dejean, commissaire aux Affaires étrangères de la France libre, souligne dans une note de synthèse la « nervosité croissante de Vichy en présence des difficultés rencontrées par l'Allemagne en Russie. Les gouvernants commencent à être très inquiets pour leur politique, leur situation personnelle et même leurs personnes, et cherchent à se ménager des contre-assurances ». Peut-on mieux signifier que les mêmes qui, en 1936, préféraient « Hitler à Blum » commencent à préférer Washington à de Gaulle pour préserver leurs intérêts ?

*4. Surnom donné à Laval depuis les années 1920 en raison de ses origines auvergnates et de son extraction modeste (son père était aubergiste et marchand de charbon).

[*5](#). Parmi lesquels le futur chef du contre-espionnage allemand, Reinhard Gehlen (cf. chapitre 2).

[*6](#). De même que le mafieux américain Lucky Luciano avait négocié avec le FBI une solide remise de peine en échange de l'aide apportée au débarquement américain par sa « famille » sicilienne, de même de nombreux chefs de clans locaux se rachetèrent une conduite en Italie en se proclamant à la pointe du « combat antifasciste ». A commencer par don Calogero Vizzini, dépeint à l'époque comme *Capo di tutti Capi* (« chef de tous les chefs ») et qui, après avoir eu maille à partir avec la justice mussolinienne pour des affaires de droit commun, fut nommé par l'AMGOT maire de son village de Villalba, le jour même de l'arrivée de l'armée américaine. Dans son essai *Un pouvoir invisible. Les mafias et les sociétés démocratiques* (Gallimard, 2012), Jacques de Saint-Victor cite une note déclassifiée de l'OSS datée du 13 août 1943 et qui a le mérite de la franchise : « En ce qui concerne nos activités en Sicile, nous ne devons pas oublier que la mafia joue un rôle important... En ce moment, nous pouvons compter sur elle. Nous avons rencontré ses leaders. Nos accords prévoient que ces derniers agiront selon nos ordres et nos suggestions. »

[*7](#). Ancien ministre de Léon Blum, engagé dès 1940 dans la Résistance aux côtés de Daniel Mayer et d'André Philip, Pierre Viénot a rejoint Londres en 1942 après s'être évadé de la prison où l'avait placé Vichy. Malade, il ne s'en battit pas moins avec la dernière énergie pour faire échec au projet d'AMGOT avant d'être terrassé par une crise cardiaque, le 20 juillet 1944.

[*8](#). Franklin Delano Roosevelt descendait, par son père, de Nicholas Roosevelt (1658-1742), qui, venu des Pays-Bas, passe pour l'un des fondateurs de New York, nom donné par les Anglais à l'île de Manhattan que les Néerlandais avaient d'abord baptisée La Nouvelle-Amsterdam, principal comptoir de la Compagnie des Indes occidentales. Par sa mère, il était issu d'une lignée d'origine wallonne, les de La Noye, dont le nom s'altéra en Delano après leur implantation en Amérique, au début du XVII^e siècle.

[*9](#). Une affiche apposée dans toutes les banques dès les premiers jours de l'Occupation présentait les billets émis par les *Reichskreditkassen* et indiquait : « Messieurs les Commerçants doivent obligatoirement accepter en paiement de leurs marchandises, au cours officiellement fixé ci-contre, les billets et pièces reproduits dans le présent tableau. Les Commerçants refusant de les recevoir s'exposent à de graves ennuis. »

[*10](#). Entré au Panthéon en 2014, soit cinquante ans après Jean Moulin, Pierre Brossolette, venu comme lui de la gauche, avait cherché à convaincre de Gaulle de ne pas ressusciter, après guerre, les partis politiques responsables de son effondrement. Sans doute plus proche des conceptions constitutionnelles du Général que Moulin, profondément attaché à la démocratie représentative, Brossolette, partisan d'un exécutif fort qui préfigurait la V^e République, ne fut pourtant pas celui que l'homme

du 18-Juin désigna pour fédérer la Résistance. Confronté au soupçon d'autoritarisme véhiculé à son encontre par les Américains comme par les communistes, de Gaulle n'aurait eu aucune chance, en effet, d'unifier le CNR en plaçant à sa tête un homme prônant la mise sur pied, à la Libération, d'un grand parti de la Résistance, projet que ses adversaires n'auraient pas manqué d'assimiler à la promesse d'un « parti unique ». Mort héroïquement, le 22 mars 1944, en se défenestrant pour n'être pas tenté de parler sous la torture, Pierre Brossolette reste l'une des plus belles figures de cette période. Normalien et agrégé d'histoire, cet intellectuel de haute tenue avait, selon certaines sources, rédigé dans le détail un projet politique qu'il n'eut pas le temps de présenter à de Gaulle, forcé qu'il fut de le détruire avant d'être arrêté.

*11. C'est Churchill lui-même qui, dans ses *Mémoires de guerre*, imposa l'expression, à l'issue du récit de la conférence interalliée de Tours qui, le 13 juin 1940, acheva de le convaincre que l'esprit de résistance du gouvernement français était définitivement aux abonnés absents. Il écrit : « Alors que je traversais le couloir plein de monde qui menait à la cour, je vis le général de Gaulle qui se tenait près de la porte d'entrée, immobile et flegmatique. Le saluant, je lui dis à mi-voix, en français : "L'homme du destin." Il resta impassible. » Chose étrange, de Gaulle affirma plus tard n'avoir rien entendu et avoir découvert ce mot « historique » en lisant les Mémoires du « Lion ».

4

La bataille de Paris

Le spectre de l'AMGOT écarté, de Gaulle enfin débarqué sur le sol français et ses commissaires de la République prenant partout le pouvoir en lieu et place des préfets de Vichy, Roosevelt va-t-il se résigner à laisser vraiment la « France rentrer chez elle » ?

Le chef du gouvernement provisoire, non encore reconnu comme tel mais reçu comme un chef d'Etat en Amérique, du 6 au 12 juillet 1944, n'est pas dupe de l'accueil qui lui est fait. Si celui de la rue l'émeut – et les actualités filmées sont là pour témoigner de la liesse qui, à Washington et à New York puis, au Canada, de Québec à Ottawa, entoure ses apparitions publiques –, la franchise de Roosevelt n'a rien de rassurant. Le président lui donne certes du « cher ami », lui dédicace sa photo et va jusqu'à lui montrer sa piscine, mais il ne lui cache pas que sa conception de l'après-guerre fait peu de cas de l'Europe en général et de la France en particulier. L'organisation du monde qu'il compte promouvoir est celle d'un directoire à quatre : Etats-Unis, Grande-Bretagne, Chine et URSS, et sa vision celle d'un conseil d'administration dans lequel il détiendrait une majorité structurelle. La Grande-Bretagne ne peut en effet se passer de l'aide américaine et les Chinois (Mao comme son concurrent Tchang Kaï-chek) comptent sur lui pour se débarrasser des Japonais. Surtout, Roosevelt annonce à de Gaulle que, grâce à l'engagement de l'Amérique en faveur du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, celle-ci disposera bientôt « autour du monde » de nombreux « nouveaux amis ». Comprendre : des obligés qui n'auront rien à lui refuser, surtout pas l'implantation de ses bases militaires !

De retour à Alger, le Général apprend cependant que, tout absorbé qu'il soit à remodeler le monde, le président des Etats-Unis persiste à se mêler

dans le détail des affaires françaises : un informateur lui transmet la photocopie d'une lettre adressée quelques jours plus tôt par Roosevelt au sénateur républicain Joseph Clark Baldwin dans laquelle il s'inquiète du sort du P-DG de la Compagnie générale transatlantique, Henri Cangardel, en poste durant toute l'Occupation, dont il craint qu'il ne soit « liquidé » par de Gaulle pour faits de collaboration^{*1}.

Nœud de vipères à Madrid

Et si ce n'était que cela... Alors que les Alliés ont débarqué en Normandie cinq semaines plus tôt, de Gaulle prend connaissance d'informations attestant que le gouvernement américain n'a pas complètement renoncé à lui trouver un remplaçant, du moins à faire en sorte de le marginaliser dès que Paris sera libéré...

Tandis qu'à New York Roosevelt lui dédiait sa photo, avait lieu, dans un grand hôtel de Madrid, un dîner réunissant, autour de l'ambassadeur de Vichy en Espagne François Piétri et de l'inévitable Lemaigre-Dubreuil, des financiers américains liés à l'OSS, et des cagouleurs en quête de reconversion, parmi lesquels Jacques Corrèze, futur cadre dirigeant de L'Oréal. Objet de cette réunion : mettre au point une procédure permettant au Sénat de 1940 – l'Assemblée prééminente selon la Constitution de la III^e République – de se réunir pour constituer un gouvernement de transition, avec ou sans de Gaulle. Et de préférence *sans*, puisque le but avoué du jeu est de recycler un maximum de personnalités de Vichy !

Spéculation de désespérés tirant des plans sur la comète pour échapper à leur sort ? Pas seulement puisque l'idée est venue du Département d'Etat américain qui, fin mai 1944, a adressé *via* Madrid à l'ancien président du Sénat, Jules Jeanneney, et à son homologue de l'Assemblée nationale, Edouard Herriot, un questionnaire secret destiné à connaître leur disponibilité... Et à savoir, entre autres, s'ils étaient prêts à s'opposer, avec l'aide des Américains, à l'établissement d'une « dictature ». L'occupation allemande appartenant au passé dans l'hypothèse où le Parlement reprendrait ses droits, on se demande bien à quelle « dictature » fait alors allusion le Département d'Etat. On n'en voit décidément qu'une : celle du général de Gaulle ! A moins qu'il ne s'agisse des communistes, dont nous allons voir qu'aux yeux des Américains ils ne tarderont pas à retrouver une certaine utilité tactique.

Annie Lacroix-Riz résume on ne peut mieux la situation : « Cruel symbole du passage d'une tutelle à l'autre : le tandem qui avait, en confiant à Laval et à Pétain, le 10 juillet 1940, une délégation de l'Assemblée nationale, privé de secours, après divers manquements, la République qu'il incarnait [...] devrait aider les Alliés contre les mêmes ennemis d'alors : les communistes et de Gaulle¹. »

L'ennui pour le Département d'Etat est que Jeanneney n'entend nullement prêter la main à pareille opération, et qu'Herriot, si tant est qu'il le souhaiterait, n'est pas vraiment en état de le faire. Peu après avoir laissé Pétain prendre le pouvoir le 10 juillet 1940, le premier s'est élevé, non sans risques, contre le régime de Vichy et a pris contact avec de Gaulle en l'assurant, dès octobre 1942, que « la souveraineté nationale ne pouvant être exercée ni légalement, ni matériellement, par le Parlement en fonction, c'est à la Nation elle-même qu'il appartient de l'assumer ». Quant à Herriot, qui a renvoyé en 1942 sa Légion d'honneur au Maréchal, il a feint la folie pour ne pas être emprisonné et se trouve, sous bonne garde allemande, à l'asile psychiatrique de Maréville (Meurthe-et-Moselle)... Ce qui ne l'empêche pas, le 18 juillet 1944, de faire savoir aux Américains, toujours *via* Madrid, et à l'unisson de Jeanneney, qu'il ne faut pas compter sur lui.

Cette double fin de non-recevoir explique-t-elle qu'à la mi-août le gouvernement américain se décide enfin à lâcher Lemaigre-Dubreuil ? Constatant que l'OSS a reçu pour consigne de ne plus frayer avec lui, celui-ci se résigne alors à rentrer à Paris... avec l'autorisation des Allemands.

Allen Dulles tente de diviser la Résistance...

Mais, en Suisse, Allen Dulles n'a pas dit son dernier mot. Fort des moyens quasi illimités de l'OSS, il a pris le parti, depuis le début de 1942, de financer certains mouvements de résistance qu'il sait sinon rétifs, à tout le moins réservés quant à l'autorité de De Gaulle. Et, s'il n'a pu empêcher Jean Moulin de mener à bien son œuvre d'unification, il s'est ménagé quelques contacts privilégiés parmi les chefs de réseaux auprès desquels il s'est montré le plus généreux. Ceux-ci se recrutent dans toutes les mouvances, du franc-maçon Albert Bayet au monarchiste Pierre de Bénouville en passant par les démocrates-chrétiens Pierre-Henri Teitgen et Alfred Coste-Floret, ou encore le socialiste Robert Lacoste. Avant que son gouvernement ne se rabatte sur Giraud dans l'espoir de supplanter de Gaulle, Allen Dulles avait jeté son dévolu sur le général Benoît-Léon de

Fornel de La Laurencie, le seul pétainiste historique ayant réellement participé à la Résistance², et lui avait fourni des subsides pour aider Henri Frenay, le fondateur de Combat^{*2} avec lequel il était en contact depuis 1941. Dans leur enquête de 2009 sur les menées clandestines de l'OSS pour prendre le contrôle de certains réseaux de résistance jusqu'alors fidèles à de Gaulle³, Robert Belot et Gilbert Karpman révèlent ainsi que début 1942 La Laurencie lui remit « deux fois 250 000 francs ». Soit la moitié des besoins mensuels de Frenay pour son mouvement^{*3}.

Mais, en avril 1942, La Laurencie, soupçonné de double jeu, est interné par Vichy et se trouve *de facto* hors circuit.

S'agissait-il d'ailleurs d'un double ou d'un triple jeu ? Incontestablement, La Laurencie, membre du Conseil national de Vichy, a pris des risques en prenant contact non seulement avec Frenay, mais aussi avec Jean Moulin, auquel il a demandé de pouvoir se rendre à Londres pour y rencontrer de Gaulle, début 1942. Mais il est également certain qu'à cette date Moulin le soupçonne de vouloir instrumentaliser la Résistance contre de Gaulle au profit des Américains. Au point que ce même Moulin demande aux réseaux qu'il contrôle de faire savoir au gouvernement des Etats-Unis que La Laurencie n'est pas leur chef et que ceux-ci ne sauraient en reconnaître d'autre que le fondateur de la France libre. A Londres, le BCRA – les services secrets de la France libre – dispose apparemment des mêmes informations puisque des consignes très strictes sont envoyées peu après à ce même Moulin (le 24 mars 1942) lui demandant de faire en sorte de « neutraliser l'action du groupe de La Laurencie que nous considérons comme nuisible à la cause de la France⁴ ».

Fait plus troublant encore, La Laurencie est tellement certain d'avoir été démasqué comme agent américain par les services gaullistes qu'il refuse, en septembre 1943, de s'évader du camp d'Evau où Vichy l'a fait placer et va jusqu'à dénoncer à la direction de l'établissement les deux gardiens à l'origine du projet⁵ !

Un an plus tard, en tout cas, Dulles a moins que jamais renoncé à recruter des résistants « agréés » par Washington. Donc susceptibles, le moment venu, de lui servir de relais contre de Gaulle. Parmi eux, le général Jules Davet, représentant en Suisse des Mouvements unis de Résistance (MUR), dont rien ne prouve formellement qu'il ait trahi la France libre mais qui n'en a pas moins, lui aussi, accepté de distribuer des fonds américains

implicitement destinés à affranchir certains réseaux du contrôle financier de Londres puis d'Alger...

Et voici qu'au milieu de l'été 1944 fait irruption à Berne un étrange personnage qui prétend réconcilier tout le monde – comprendre : les résistants proaméricains et les milieux de la Collaboration désireux de négocier avec Washington. Il s'appelle André Enfière (nom de code « Lamballe » pour l'OSS), se dit l'envoyé personnel de Pierre Laval... et propose aux Américains la mise en place d'un « gouvernement de transition » confié à Edouard Herriot. Ancien membre des Brigades internationales sous le Front populaire, ami de Daladier en 1938, et désormais de Pierre Laval, cet aventurier aux convictions toujours compatibles avec le régime en place agit aussi pour son propre compte. Si Laval a accepté de l'envoyer à Berne, c'est qu'il est aux abois et ne néglige rien qui puisse l'aider à reprendre la main. Quant à Herriot, dont Enfière est effectivement l'ami mais qui vient de refuser les avances du Département d'Etat, on peut douter de son rôle actif dans cette ultime démarche. Ce qui étonne, en revanche, c'est le crédit qu'immédiatement Dulles accorde à ce messenger qu'il présente à Georges Bidault, successeur de Jean Moulin à la tête du Conseil national de la Résistance !

Bidault s'est-il, comme l'écrit Maurice Rajsfus, montré favorable à une combinaison Herriot destinée à éliminer de Gaulle⁶ ? Le seul fait qu'il n'ait pas éconduit pareil intrigant en dit long, pour le moins, sur l'influence dont l'OSS disposait parmi des hommes réputés fidèles au chef de la France libre. Autre élément troublant : Bidault sera, en 1946, l'un des premiers gaullistes de guerre à trahir de Gaulle en même temps que le porte-parole le plus zélé des Etats-Unis quand la IV^e République prendra son essor. On le retrouvera aussi et surtout, en 1961-1962, à la tête de ceux qui, au nom de l'« Algérie française », tenteront d'assassiner le premier président de la V^e République...

... et ne dissuade pas Laval de revenir dans la course

Pour Allen Dulles, en attendant, tout est bon à prendre dès lors qu'il s'agit de trouver une solution alternative à de Gaulle. Ayant obtenu le 6 août 1944 de Roosevelt le feu vert pour tenter l'opération proposée par Enfière^{*4}, il le transmet à l'intéressé, qui, le 9, est de retour à Paris auprès

de Pierre Laval. Concentré sur son dernier coup de poker, celui-ci donne toute la mesure de son talent de manœuvrier et joue sur tous les tableaux.

Arrivé le matin même de sa résidence de Châteldon (Puy-de-Dôme) où il a pris soin de mettre à jour son testament, Laval s'est installé à Matignon, résidence officielle du président du Conseil qu'il n'occupe qu'épisodiquement. Puis il a reçu l'ambassadeur d'Allemagne, Otto Abetz, auquel il présente sa solution pour « torpiller de Gaulle » : arrivée de Pétain à Paris qui s'installerait à l'Élysée ; réunion de l'Assemblée nationale et du Sénat auxquels le Maréchal remettrait ses pouvoirs ; élection par les deux Assemblées d'un nouveau président de la République qui pourrait être... le maréchal Pétain ou à défaut Henri Queuille^{*5} ; nomination d'un gouvernement dont le chef serait Edouard Herriot. Tout le monde ainsi y trouverait son compte : les Allemands, qui, en sortant indemnes du piège que l'insurrection parisienne menace de refermer sur eux, pourraient regrouper plus efficacement leurs forces pour combattre les Américains ; les Américains eux-mêmes, qui se débarrasseraient définitivement de De Gaulle et des communistes et auraient pour interlocuteurs des Français « sérieux », c'est-à-dire rompus au compromis ; et bien sûr Pierre Laval, qui, quatre ans après avoir organisé l'effacement de la République au profit de l'Etat français, rétablirait l'une en évitant à l'autre l'opprobre promis par la France libre !

Aux Américains, les choses ont été présentées par Enfière dans un ordre un peu différent faisant apparaître qu'ils seraient les premiers bénéficiaires du « deal » : étant débarrassés de l'intendance politique et du maintien de l'ordre dans la capitale puisqu'un pouvoir à leur main s'en chargerait, ils pourraient eux aussi consacrer toutes leurs forces... à lutter contre les Allemands ! Toujours est-il que le schéma séduit Abetz, qui, le 11 août, autorise Laval à réunir les maires de la région parisienne pour leur exposer ses plans et recueillir d'eux un message de soutien. Après quoi celui-ci part en voiture pour Metz afin de prendre livraison d'Herriot.

Mais voici que, toujours le 11 août, le maréchal Pétain lui-même se met de la partie. S'est-il coordonné avec Laval ? Rien ne le confirme. Seule chose certaine : il n'a pas perdu le contact avec les Américains par l'intermédiaire de l'attaché naval de Vichy à Berne, proche à la fois d'Allen Dulles et de l'amiral Leahy. Que propose-t-il ? Rien de moins qu'une alliance avec de Gaulle, à condition que celui-ci reconnaisse la légitimité de Vichy, comme l'indique au Général une lettre de Pétain transmise par l'amiral Auphan. Vu l'imminence du dénouement, les termes en paraissent aujourd'hui presque surréalistes puisqu'il y est question de « trouver au

problème politique français, au moment de la libération du territoire, une solution de nature à empêcher la guerre civile... pourvu que le principe de légitimité que j'incarne soit sauvegardé ».

Dans ses *Mémoires de guerre*, de Gaulle aura ce commentaire : « La condition que met Pétain à un accord avec moi est justement le motif qui rend cet accord impossible. La légitimité, qu'il prétend incarner, le Gouvernement de la République la lui dénie absolument, non point tant parce qu'il a recueilli naguère l'abdication d'un Parlement affolé qu'en raison du fait qu'il a accepté l'asservissement de la France, pratiqué la collaboration officielle avec l'envahisseur, ordonné de combattre les soldats français et alliés de la libération, tandis que, pas un seul jour, il ne laissa tirer sur les Allemands. » Bref, « il ne peut y avoir de gouvernement français légitime qui ait cessé d'être indépendant⁷ ».

Quant aux menaces de guerre civile que le Maréchal lui propose de conjurer, de Gaulle a beau jeu d'ironiser : « S'il entend par là le heurt violent de deux fractions du peuple français, l'hypothèse est tout à fait exclue. Car, chez ceux qui furent ses partisans, personne, nulle part, ne se dresse contre mon pouvoir. Il n'y a pas, sur le sol libéré, un département, une ville, une commune, un fonctionnaire, un soldat, pas même un particulier, qui fassent mine de combattre de Gaulle par fidélité à Pétain. Quant aux représailles, que certaines fractions de la Résistance pourraient commettre à l'encontre des gens qui les ont persécutées en liaison avec l'ennemi, il incombe à l'autorité publique de s'y opposer, tout en assurant l'action de la justice. En cette matière, nul arrangement n'est imaginable⁸. »

De toute façon, quand de Gaulle reçoit, le 27 août, ce message rédigé seize jours plus tôt, tout est consommé : le 20, le Maréchal a été transféré de force par les Allemands de Vichy à Sigmaringen et, le 25, la 2^e DB du général Leclerc est entrée dans Paris. Mais c'est peu dire que, dans les milieux vichystes disposés à se ranger sous la bannière américaine, cette ouverture de dernière minute a fait rêver ! C'est ainsi qu'en date du 12 août, soit deux semaines avant que de Gaulle ne prenne connaissance de la proposition de Pétain, le sénateur du Puy-de-Dôme Jacques Bardoux, grand-père maternel de Valéry Giscard d'Estaing et membre du Conseil national de Vichy, note dans son Journal : « La seule solution décente [*sic*], efficace et patriotique [*sic*] est un accord entre Pétain et de Gaulle... J'insiste pour que le Maréchal nomme de Gaulle Premier ministre pour les régions libérées⁹. »

Même souhait désespéré chez le président du Conseil de Paris, Pierre Taittinger, qui, le 17 août encore – soit deux jours après le déclenchement de la grève de la police qui précipite l’insurrection de la capitale ! –, rêve tout haut devant le général von Choltitz, commandant allemand de la place de Paris, que la Wehrmacht s’en aille sans histoires et que Pétain, Laval et de Gaulle puissent, de concert, accueillir les Alliés... A quoi Choltitz a répondu : « J’ai mes renseignements... Les Alliés sont prêts à conserver les autorités françaises en fonction¹⁰. » De qui pouvait-il bien tenir cela sinon d’Abetz qui le tenait de Laval, qui lui-même répercutait les informations qu’André Enfière avait, à Berne, obtenues d’Allen Dulles ?

A cette date, Laval, pourtant, a définitivement perdu la partie. Arrivé le 12 août à Maréville, il a certes convaincu Herriot de le suivre et l’a ramené à Paris dès le 13 août. Mais celui-ci reste ferme dans son refus : il ne s’est pas opposé à Pétain depuis 1942 pour participer à un replâtrage de Vichy, fût-ce avec l’accord des Américains. D’ailleurs, conclut-il, « personne ne m’obligera à lui serrer la main ». Et il le répète à Abetz qui lui annonce que, dans ces conditions, il n’a d’autre solution que de le faire raccompagner dans son asile psychiatrique de Nancy. Dans ses Mémoires, Herriot écrira : « J’apprendrai plus tard que, depuis quelque temps, les Etats-Unis conseillaient à Pierre Laval de quitter le pouvoir et de me le passer. Il a beaucoup hésité ; maintenant, à la dernière extrémité, il se résigne à cette solution¹¹. »

Le 17 août, Hitler en personne met fin aux manœuvres de Laval qu’il reproche à Abetz d’avoir laissé se développer^{*6}. Ordre est donné à ce dernier de le transférer à Sigmaringen en compagnie du Maréchal, où les deux hommes auront tout le loisir de dissiper leurs malentendus. Tout juste le banni obtient-il d’organiser, à Matignon, un déjeuner d’adieu au cours duquel sa fille, Josée, et son gendre, René de Chambrun, échangent, sous le regard d’Abetz, des banalités avec Herriot, assimilé bien malgré lui aux derniers soubresauts de la Collaboration. Bon père, Laval dissuade Josée de le suivre en Allemagne pour ne pas qu’elle aggrave son cas. Judicieux conseil auquel René de Chambrun adjoint sa solution : pour se faire oublier quelque temps, lui et sa femme quitteront dès le lendemain leur appartement de la place du Palais-Bourbon pour le domicile, plus sûr, d’un ami américain qu’il a fait naturaliser français, Seymour Weller, propriétaire de Château Haut-Brion¹²...

Paris, enjeu militaire secondaire, mais politiquement primordial

Pendant que les derniers scénarios américains visant à l'éliminer s'évanouissent dans un parfum de mondanités funèbres, de Gaulle n'est pas pour autant rassuré. S'il n'a jamais cru, au fond, à la possibilité pour les Américains de sauver Laval, l'homme alors le plus détesté de France^{*7}, il s'inquiète nettement plus des conséquences qu'aurait, à Paris, une prise du pouvoir par le parti communiste. Lui dont toute la logique a consisté, grâce à Jean Moulin, à les intégrer dans le CNR pour mieux les contrôler est en effet confronté à une situation inédite : ce sont les « rouges » qui, à Paris, capitale de la France, tiennent quasiment toutes les rênes de l'insurrection !

Sous le commandement du colonel FTP Henri Rol-Tanguy, les militants communistes hérissent Paris de barricades et prennent, en de nombreux points, l'avantage sur l'occupant, qui ne pense qu'à couvrir sa retraite... Le Parti, qui, quatre ans plus tôt, se déshonorait en sollicitant des Allemands la réparation de *L'Humanité* interdite après le pacte germano-soviétique et la désertion de Thorez réfugié à Moscou, aurait-il retrouvé le chemin de l'honneur ? Depuis l'invasion de l'URSS, en juin 1941, sa contribution à la Résistance n'a cessé de croître, au point de devenir déterminante, ce qui, dans l'esprit de De Gaulle, lui ouvre sans discussion possible et n'en déplaît aux Américains les portes d'un gouvernement d'union nationale. Mais, s'agissant de Paris, l'activisme du Parti ne lui dit rien qui vaille, de même que le surprend l'indifférence affichée des Américains, anticommunistes déclarés et volontiers obsessionnels, à cette situation qui aurait tout lieu de les alarmer... cette fois à bon escient !

Relisons les *Mémoires de guerre* : « [Les communistes], je le savais, voulaient tirer parti de l'exaltation, peut-être de l'état d'anarchie, que la lutte provoquerait dans la capitale pour y saisir les leviers de commande avant que je ne les prenne... S'ils parvenaient à s'instituer les dirigeants du soulèvement et à disposer de la force à Paris, ils auraient beau jeu d'y établir un gouvernement de fait où ils seraient prépondérants... A mon arrivée, je trouverais en fonction un gouvernement "populaire" qui ceindrait mon front de lauriers, m'inviterait à prendre en son sein la place qu'il me désignerait, et tirerait tous les fils. Le reste, pour les meneurs du jeu, ne serait plus qu'alternance d'audace et de prudence, pénétrant les rouages de l'Etat sous le couvert de l'épuration, inhibition de l'opinion par le moyen

d'une information et d'une milice bien employées, élimination progressive de leurs associés du début, jusqu'au jour où serait établie la dictature dite du prolétariat¹³. »

Rien d'autre, en somme, que ce qu'allaient connaître, dans les mois à venir, les Etats d'Europe centrale « libérés » par l'Armée rouge ! Mais de Gaulle est, depuis 1940, passé maître dans l'art de prendre alliés et adversaires de vitesse : depuis le début de l'été, il a fixé à ses représentants la mission de rétablir la « légalité républicaine ». Objectif avoué : frapper de nullité les lois d'exception prises par Vichy – une formalité, puisque le régime est moribond. Mais aussi prévenir toute nouvelle atteinte au principe du pluralisme politique. La nouvelle mission des commissaires de la République consistera donc à désarmer les maquis communistes, condition préalable au rétablissement de la paix civile.

C'est l'époque où l'on parle de Toulouse comme de la « première République rouge de France », où le communiste Guingouin (le « préfet du maquis ») règne en maître sur le Limousin à la tête de 11 000 FTP, levant taxes et impôts à discrétion, et où, à Angers, Michel Debré, commissaire régional de la République pour les départements de l'Ouest, doit prendre le parti de faire interner des centaines de « collaborateurs » supposés pour leur éviter d'avoir à subir la justice expéditive des staliniens français^{*8}. Dans ses Mémoires, de Gaulle aura des mots très durs pour l'« air de tension, et même d'oppression » entretenu par la « dictature anonyme » des communistes, accusant par exemple les maquis de Haute-Garonne d'être constitués « comme un soviet ».

Pour lui, il est d'autant plus urgent d'éviter pareille expérience à la capitale de la France que les Américains argueront aussitôt du précédent pour douter de sa représentativité avant de lui dénier toute légitimité. Le 20 août, ses soupçons se confirment : il découvre, en arrivant au quartier général d'Eisenhower, que non seulement Roosevelt lui a demandé d'éviter Paris qui menace de tomber comme un fruit mûr entre les mains des communistes, mais qu'il dénie à la 2^e DB de Leclerc le droit de prendre le contrôle de capitale. Ce qui ajoute au risque d'une prise de pouvoir par le PCF celui, moins pressant mais toujours possible, d'un écrasement de l'insurrection par les Allemands, comme il advient, au même moment, à Varsovie ! « Du point de vue stratégique, dit de Gaulle au généralissime, je saisis mal pourquoi passant la Seine à Melun, à Mantes, à Rouen, bref, partout, il n'y ait qu'à Paris que vous ne la passiez pas ! »

En fait, il saisit fort bien et ordonne à Leclerc de se soustraire aux consignes américaines. Celui-ci ne se fait pas prier et, le soir même, demande au capitaine de Boissieu (futur gendre de De Gaulle), qui sert au PC de la 2^e DB, d'envoyer une avant-garde pour évaluer les défenses allemandes à l'ouest de Paris. Le lendemain, celle-ci, avec à sa tête le lieutenant-colonel de Guillebon, parvient à Versailles à l'insu des Américains. Quand il l'apprend, le général Gerow, commandant du 5^e corps d'armée US, menace Leclerc de la cour martiale ! Mais Eisenhower, réaliste une fois de plus, a déjà demandé à son adjoint, le général Bradley, de fermer les yeux. Le matin même, le général Juin est lui aussi intervenu auprès de Ike : « De Gaulle était mon camarade de promotion de Saint-Cyr. Je sais sa détermination à libérer militairement Paris. Ordonnez à la 2^e DB de marcher sur la capitale. Car de toute façon, elle ira¹⁴ ! »

Pour empêcher l'insurrection communiste d'investir les édifices publics, de Gaulle a donné l'ordre, dès le 19 août, à son délégué général pour les territoires non encore libérés, Alexandre Parodi, de s'installer à la préfecture de police, noyauté depuis plusieurs mois par les réseaux du MLN (Mouvement de libération nationale, majoritairement de droite). Parodi peut bien mettre provisoirement ses troupes sous l'autorité de Rol-Tanguy (en attendant l'arrivée de Leclerc, nommé secrètement par de Gaulle gouverneur militaire de Paris) : Charles Luizet, le préfet désigné par Alger, prend aussitôt ses fonctions, devenant la première autorité constituée à occuper l'un des centres du pouvoir parisien « au nom du gouvernement provisoire de la République ». Ce sera, le lendemain, le tour de l'Hôtel de Ville et, le 22 août, celui de l'hôtel Matignon, où s'installe Parodi, réunissant en conseil, sous sa présidence, les secrétaires généraux provisoires nommés par de Gaulle. « Comme il parlait en mon nom, écrivait-il dans ses Mémoires, ce qu'il disait pesait lourd. Parce que sa conscience était droite, son désintéressement total, sa dignité absolue, il avait pris au-dessus des passions, un ascendant moral certain. Rompu, en outre, au service de l'Etat, il revêtait au milieu du tumulte, le prestige de l'expérience... »

L'Hôtel de Ville ou le ministère de la Guerre ?

Dès lors, tout va de soi. A commencer par les symboles. Le 25 août, à 4 heures de l'après-midi, de Gaulle arrive porte d'Orléans. A l'endroit même où, la veille, les chars de Leclerc ont investi Paris. Quelques instants plus tard, il aborde le carrefour d'Alésia. La foule, massée le long de l'avenue d'Orléans – la future avenue du Général-Leclerc –, s'attend à ce qu'il continue tout droit vers l'Hôtel de Ville. Il prend pourtant l'avenue du Maine. Vers Montparnasse, où l'attend Leclerc qui vient de recueillir la capitulation du général von Choltitz.

Le détail n'est pas innocent. Car se rendre d'abord à l'Hôtel de Ville aurait signifié tout autre chose : la reconnaissance d'un embryon de pouvoir insurrectionnel, quand lui-même entendait représenter la continuité de l'Etat en même temps que sa légitimité. Gare Montparnasse, cependant, une surprise l'attend : le nom de Rol-Tanguy figure, à la demande expresse des communistes, sous celui de Leclerc au bas de l'acte de capitulation signé par Choltitz. De Gaulle ne peut l'accepter et tance Leclerc : « La réclamation qui vous a conduit à admettre ce libellé procède d'une tendance inacceptable. » Puis il lui met sous les yeux la proclamation publiée, le matin même, par le Conseil national de la Résistance, qui, sous l'influence du PCF, dit incarner la « nation française » sans faire la moindre allusion au gouvernement provisoire. Leclerc comprend aussitôt la manipulation dont il a été l'objet. Puis de Gaulle donne « de tout cœur » l'accolade à son « noble compagnon ».

Destination : le ministère de la Guerre. Rien n'y a changé depuis que de Gaulle l'a quitté le 10 juin 1940, en compagnie de Paul Reynaud. « Pas un meuble, pas une tapisserie, pas un rideau, n'ont été déplacés. Sur la table, le téléphone est resté à la même place et l'on voit, inscrits sur les boutons d'appel, exactement les mêmes noms. Tout à l'heure, on me dira qu'il en est ainsi des autres immeubles, où s'encadrerait la République. Rien n'y manque, excepté l'Etat. Il m'appartient de l'y remettre. Aussi, m'y suis-je d'abord installé¹⁵... »

Parodi et Luizet l'ayant officiellement accueilli, il peut enfin se rendre à la préfecture de police, puis à l'Hôtel de Ville, hauts lieux de l'insurrection, pour y prononcer les mots historiques (« Paris outragé, Paris brisé, Paris martyrisé, mais Paris libéré »), en même temps que cet appel trop souvent

oublié à la réconciliation des Français : « La nation sait bien qu'il lui faut pour vaincre, pour se reconstruire, et pour être grande, avoir avec elle, tous ses enfants... La nation sait bien que tous ses fils et toutes ses filles, hormis quelques malheureux traîtres qui se sont livrés à l'ennemi ou lui ont livré les autres [...] marchent et marcheront fraternellement, la main dans la main. »

Malgré l'euphorie indescriptible qui règne à l'Hôtel de Ville, de Gaulle refuse pourtant de céder aux objurgations des communistes qui le pressent d'y proclamer la république. « Elle n'a jamais cessé d'être, dit-il... Moi-même suis le président du gouvernement de la République. Pourquoi irais-je la proclamer ? » La nuance est, là encore, essentielle. Car, en ne cédant pas aux insurgés – auxquels il ne manque pas de rendre hommage –, de Gaulle ôte aux communistes une satisfaction et un prétexte. La satisfaction de voir rompue la continuité de l'Etat et, à la faveur de cette *tabula rasa*, le prétexte pour s'y installer sans partage.

Le 26, à 3 heures de l'après-midi, c'est la descente triomphale des Champs-Élysées, encadré de son proconsul Parodi et de Georges Bidault. Puis vient le *Te Deum* de la victoire à Notre-Dame de Paris. Juste avant que de Gaulle et sa suite ne pénètrent dans la cathédrale, des tireurs isolés ouvrent le feu sur la foule depuis les toits qui entourent le parvis. Des irrédentistes allemands ? Des miliciens ? Les deux ? De Gaulle n'y croit pas. « Comment imaginer que des ennemis auraient pris des cheminées pour cibles au lieu de me viser moi-même quand je passais à découvert ?... Pour ma part, j'ai le sentiment qu'il s'est agi d'une affaire montée par une politique qui voudrait, grâce à l'émoi des foules, justifier le maintien d'un pouvoir révolutionnaire et d'une force d'exception¹⁶... »

Pour le parti communiste et ses relais, omniprésents dans les comités de quartier, l'objectif est clair : garder en armes un maximum de militants afin de leur confier la charge exclusive de l'épuration. Sentant le danger, de Gaulle prend le chemin contraire. Au matin du 28 août, il réunit les vingt principaux chefs des partisans parisiens. Les ayant félicités de leur action, il leur annonce la dissolution des FFI-FTP et leur intégration dans l'armée régulière. Pour les dirigeants communistes, qui depuis le début août abreuvaient Moscou de notes alarmistes sur la prétendue volonté de De Gaulle de « saboter l'insurrection nationale » et de bâillonner les « forces populaires » (André Marty), c'est un camouflet. Staline décide pourtant d'ignorer leurs plaintes. Sans doute aurait-il soutenu le Parti si celui-ci était parvenu à supplanter de Gaulle. Mais la priorité n'est plus à la

révolution mondiale : elle consiste à négocier avec l'Amérique le futur partage de l'Europe. Et avec l'homme du 18-Juin la participation de ministres communistes au gouvernement de la France, en contrepartie du désarmement des maquis.

Pour le Général, l'essentiel est acquis : la France ne sera pas plus un protectorat américain qu'une démocratie populaire. Le 23 octobre, Roosevelt se rend enfin à l'évidence et se range derrière les Britanniques et les Soviétiques pour reconnaître le GPRF comme unique représentant du peuple français. « Le gouvernement, dit seulement de Gaulle, est satisfait qu'on veuille bien enfin l'appeler par son nom. »

Il faut dire que, à cette date, nul ne peut plus dénier à l'armée française un rôle majeur dans la libération du territoire : depuis le débarquement de Provence du 15 août 1944 – où, fait unique dans les combats de la Libération, les Français sont supérieurs en nombre aux Américains –, rien n'arrête les troupes de De Lattre, qui, après la remontée fulgurante de la vallée du Rhône couronnée le 3 septembre par la prise de Lyon, a libéré le 9 Dijon, et le 17 Nancy, point de départ de la campagne d'Alsace qui mènera bientôt la 1^{re} armée française sur les bords du Rhin...

Une étape qui, pour Roosevelt, aurait dû être la dernière, mais que de Gaulle va s'employer à transformer en point de départ vers une aventure autrement plus grandiose : le retour de la France dans le cercle fermé des grandes puissances.

Roosevelt veut forcer de Gaulle à abandonner l'Alsace

Ce dernier acte du duel Roosevelt-de Gaulle se noue le 3 janvier 1945, à Versailles, dans les salons de l'Hôtel Trianon Palace devenu, un mois plus tôt, le siège du commandement suprême des forces alliées en Europe – le SHAEF (pour Supreme Headquarters Allied Expeditionary Force). Face à face, une fois de plus, de Gaulle et Eisenhower. Entre eux, on l'a vu, les rapports ont toujours été francs à défaut d'être cordiaux, et leurs malentendus, réglés sans délai ni arrière-pensée. Cette fois, pourtant, les deux hommes sont au bord de la rupture. Au point que de Gaulle a demandé à Churchill de venir depuis Londres pour faire peser la balance en sa faveur. Ce que le Premier britannique a accepté sans hésiter, certain, cette fois, que le Français a raison.

Le différend n'est pas mince : pris de court par la contre-offensive éclair de la Wehrmacht dans les Ardennes qui, au matin du Nouvel An, s'est soldée par la destruction au sol de quelque 500 avions américains (opération *Bodenplatte*), Roosevelt et Eisenhower ont décidé d'affecter en Belgique toutes leurs forces disponibles. Ordre est donc donné à la 3^e armée du général Patton qui se préparait à foncer sur Francfort de faire pivoter ses troupes de 90 degrés vers le nord – une manœuvre inédite que l'incroyable Patton exécutera en trois jours, alors que Ike en prévoyait le double ! Quant aux Français, on exige d'eux qu'ils abandonnent l'Alsace, libérée fin novembre par de Lattre et Leclerc. En fin de matinée, ceux-ci ont reçu l'ordre du général Devers, qui commande le 6^e groupe d'armées (12 divisions américaines ; 11 divisions françaises), de se replier sur les Vosges afin d'y être opérationnels dès le 5 janvier.

Cette retraite, de Gaulle ne peut l'accepter pour trois raisons. La première est symbolique : évacuer sans combattre cette terre arrachée par deux fois à la France en soixante-dix ans serait un reniement du serment de Koufra prêté en mars 1941 dans le désert de Libye par ce qui n'était encore que la colonne Leclerc – ne déposer les armes que lorsque « le drapeau français flottera à nouveau sur la cathédrale de Strasbourg ». La deuxième est humaine : après l'accueil triomphal réservé deux mois plus tôt aux Français par les Alsaciens, le retour, même bref, des Allemands dans ce territoire qu'ils considèrent comme leur ne pourrait que se solder par d'épouvantables représailles sur les civils. La troisième, sans doute la plus décisive, est aussi stratégique que politique. Si nos troupes se retirent d'Alsace, elles ne disposeront plus de la base de départ indispensable à la dernière phase de la guerre : la conquête de la zone d'occupation que Russes, Américains et Britanniques ont « oublié » de réserver aux Français lors de la conférence de Moscou en novembre 1943...

Rapporté par de Gaulle et corroboré par Churchill, l'affrontement entre le Français et l'Américain tourne d'emblée au dialogue de sourds. De Gaulle dit : « Si nous étions au Kriegspiel, je pourrais vous donner raison... Mais pour la France, ce serait un désastre national. » Eisenhower répond : « Pour que je change mes ordres militaires, vous invoquez des raisons politiques. » A quoi de Gaulle réplique : « Les armées sont faites pour servir la politique des Etats. » Voyant que le ton monte, Churchill intervient : « Toute ma vie, j'ai pu voir quelle place l'Alsace tient dans le cœur des Français. Je crois donc, comme le général de Gaulle, que ce fait doit entrer en jeu. »

Eisenhower est-il ébranlé de voir son allié anglais pencher du côté de De Gaulle ? Celui-ci croit le sentir. Mais l'Américain, se ressaisissant, va jusqu'à menacer son interlocuteur de cesser de ravitailler les Français en armes et en munitions s'ils s'obstinent à défendre l'Alsace en contradiction des ordres reçus. Loin de se démonter, le Général adopte le même registre et fait valoir que si, faute de moyens défensifs, les Français devaient se faire écraser par les Allemands, il serait tout à fait envisageable que la France retire aux Américains la « libre disposition des chemins de fer et des transmissions indispensables aux opérations ».

L'un et l'autre seraient-ils allés aussi loin ? On peut en douter. Mais il est certain que, sans cette montée aux extrêmes assumée par de Gaulle, « Ike » ne serait pas revenu sur sa décision. Dans ses *Mémoires de guerre*, le Général raconte que le commandant en chef le fit « avec la franchise qui était l'un des meilleurs côtés de son sympathique caractère, téléphonant au général Devers que le mouvement de retraite devait être, à l'instant, suspendu ». Après quoi les deux hommes burent le thé en compagnie d'un Churchill rasséréiné.

Eisenhower conviendra par la suite qu'il eut raison d'écouter son contradicteur. Grâce à l'audace et à l'efficacité de Patton, arrivé face à l'ennemi à l'heure dite, les Alliés ont repris l'initiative dans les Ardennes dès le 3 janvier, jour même de l'orageuse entrevue de Versailles. Dès le 16, les Allemands entameront leur repli. Le 20, tout ce qu'ils avaient conquis sera repris. Malgré l'écrasante supériorité de ses armes nouvelles (Panzer VI Tigre, chasseur Me 262 et bombardier Arado 234 à réaction) et la combativité de ses troupes, passées sous commandement SS, le Reich est désormais aux abois. Contingentée en essence à cause de la perte des champs pétroliers roumains, conquis au même moment par les Soviétiques, la Wehrmacht commence sa descente aux enfers, consommée quatre mois plus tard dans les ruines de Berlin.

Le 20 janvier marque aussi le jour où les Allemands relâchent enfin leur pression sur Strasbourg, qui a tenu bon grâce à l'héroïsme de la 3^e division d'infanterie algérienne. De Lattre, dès lors, a les mains libres pour déclencher la bataille de Colmar qui mènera sa 1^{re} armée sur les bords du Rhin. Soit très exactement ce que de Gaulle avait en tête : grâce à son obstination, la zone d'opérations française s'étend sur plus de 200 km le long de la frontière allemande, soit le quart du front tenu par les Alliés ! Il résumera dans ses *Mémoires de guerre* : « L'arrêt du destin était rendu et

pourvu des sceaux nécessaires. C'est en Alsace que la France y avait apposé le sien. »

Il était temps. Car si à la conférence de Yalta (du 5 au 11 février), à laquelle de Gaulle n'est même pas convié, les Alliés ont enfin admis le droit des Français à disposer d'une zone d'occupation en Allemagne, ils ont soigneusement oublié d'en déterminer les contours. Voilà qui achève de convaincre le Connétable de prendre le maximum de gages en territoire ennemi... Pour mieux négocier ensuite ! Le 9 février, la poche de Colmar, où résistaient encore les Allemands, est liquidée par la 1^{re} armée française et le 21^e corps US. La veille, les forces américaines et britanniques ont franchi pour la première fois les frontières du Reich à partir de la Hollande et de la Belgique. Elles achèveront le 7 mars la conquête de la Rhénanie, par la capture du pont de Remagen, entre Coblenze et Bonn.

A partir des renseignements qu'Eisenhower lui transmet au compte-gouttes, de Gaulle fait le pari que les Américains vont désormais porter leur effort principal sur la conquête de la Ruhr, poumon économique du Reich que les bombardements intensifs des Alliés, depuis plus de deux ans, ne sont pas parvenus à étouffer. Voici qui laisse à la France une occasion unique : foncer droit vers l'est à travers la Forêt-Noire et prendre possession de Stuttgart, capitale du Wurtemberg, puis de Karlsruhe, voie de passage, au nord, vers le Palatinat et la Rhénanie.

Disposant de toute la rive droite du Rhin, les Américains peuvent désormais se préparer à l'assaut final. Celui-ci est lancé le 23 mars au terme d'un gigantesque pilonnage aérien. Le 27, de Gaulle adresse à de Lattre l'ordre du jour suivant : « Il faut que vous passiez le Rhin, même si les Américains ne s'y prêtent pas et dussiez-vous le passer sur des barques. Il y a là une question du plus haut intérêt national. Karlsruhe et Stuttgart vous attendent, même s'ils ne vous désirent pas. » De Lattre lui répond sur-le-champ qu'il va être satisfait. De Gaulle le sera. Dès le 4 avril, et malgré un appui aérien allié réduit au minimum, 130 000 Français et 20 000 véhicules ont déjà passé le Rhin. En face, la XIX^e armée allemande se défend avec acharnement, mais recule inexorablement. C'est Karlsruhe qui tombe en premier, le 7 avril, suivie par Stuttgart le 20 avril, jour du dernier anniversaire de Hitler.

Furieux, le général Devers donne à de Lattre l'ordre d'évacuer la ville. Karlsruhe, passe encore, mais Stuttgart, jamais ! Impassible, le « roi Jean » lui fait savoir que la question les dépasse l'un et l'autre, « puisqu'elle est du domaine des gouvernements ». Va-t-on vers une nouvelle crise au sommet ?

Contre toute attente, c'est Eisenhower qui, sans en référer à la Maison-Blanche (où Truman a succédé à Roosevelt, mort le 12 avril), calme instantanément le jeu. Non sans élégance, il écrit à de Gaulle qu'il n'a « rien d'autre à faire que d'accepter la situation, [ne voulant] rien entreprendre qui puisse altérer l'esprit exemplaire de coopération entre les forces françaises et américaines dans la bataille ».

Sans l'audace de De Gaulle, sans l'héroïsme de Leclerc et de De Lattre, sans le *fair-play* d'Eisenhower, la France aurait-elle reçu, le 7 mai à Reims et le 8 à Berlin, la capitulation allemande ? Cette présence, sur laquelle nul n'aurait parié quelques mois plus tôt, aura une première conséquence majeure : le 24 octobre 1945, notre pays intégrera comme membre permanent le nouveau Conseil de sécurité de l'ONU, qualité réservée... aux cinq vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale !

[*1](#). Henri Cangardel sera effectivement remplacé en 1944 par son prédécesseur d'avant-guerre, Jean Marie, mais celui-ci obtiendra cependant du gouvernement provisoire que Cangardel devienne président d'honneur de la compagnie. Ce qui démontre qu'excepté le fait d'être resté en poste sous l'Occupation, il n'avait rien de rédhibitoire à se reprocher.

[*2](#). Voir à ce propos l'étude très détaillée de Johanna Barasz, « Un vichyste en résistance, le général de la Laurencie », *Vingtième Siècle*, n° 94, 2007.

[*3](#). Ce n'était qu'un début puisque, selon Belot et Karpman, la délégation de l'OSS installée dans la capitale fédérale helvétique alla jusqu'à déboursier 25 millions de francs par mois, dans le courant de l'année 1942, pour financer la Résistance non gaulliste. Allen Dulles s'appuyait, pour distribuer ces fonds, sur trois hommes qui avaient été, avant guerre, ses associés dans la filiale parisienne du cabinet américain Sullivan et Cromwell dont il avait lui-même fait partie : Max Shoop, Philippe Monod et Michel Brault.

[*4](#). C'est ce qu'affirme, dans sa biographie de Pierre Laval, l'historien américain Hubert Cole, familier des sources de l'OSS, devenu CIA.

[*5](#). Député radical-socialiste de la Corrèze, plusieurs fois ministre avant guerre, révoqué par Vichy de ses fonctions de maire de Neuvic, Henri Queuille a gagné Londres puis Alger où de Gaulle l'a nommé vice-président du CFLN. Parce qu'il fut l'ami de Pierre Laval quand celui-ci militait à gauche, Queuille se trouve cité bien malgré lui dans une opération à laquelle il n'a évidemment aucune part mais qui illustre l'art consommé de Laval pour les combinaisons.

*6. En 1964, de Gaulle racontera l'épisode à Alain Peyrefitte dans son style inimitable : « Roosevelt était un type qui voulait dominer l'univers et, bien entendu, décider du sort de la France. Alors, de Gaulle, ça l'embêtait ; il ne le trouvait pas assez souple. Il pensait que le jour où les Américains auraient débarqué en France, si le Maréchal était encore là, il n'aurait rien à leur refuser ; ce qui était bien vrai. [...] Il a même tenté de fabriquer un gouvernement à Paris au moment où j'allais y entrer, avec Laval, Herriot. Tout ça a été manigancé avec Otto Abetz et avec Allen Dulles, qui était à Genève pour le compte de la CIA. [...] Moi, en arrivant à Paris, j'aurais foutu ce gouvernement au trou... Vous pensez, à l'époque, Herriot, Laval et Abetz ça ne pesait pas lourd. Mais Roosevelt se figurait qu'Herriot assurerait la continuité avec la III^e et Laval avec Vichy, et que tout ça allait apparaître comme la République. Seulement, Hitler, ça l'a exaspéré quand il a su ça. Il a dit : “De quoi, de quoi ? Laval, Herriot, et tous ceux-là ?” Alors, il a fait savoir à Laval de s'en aller à Sigmaringen, il l'a fait dire aussi au Maréchal, il a désavoué Abetz, il a fait remettre Herriot dans sa prison. Il a tout nettoyé. »

*7. De Pierre Laval, de Gaulle a laissé ce portrait saisissant, à la fois impitoyable et moins manichéen qu'il n'y paraît : « Jusqu'au bout, il avait soutenu une querelle dont nulle habileté ne pouvait empêcher qu'elle fût coupable. Porté de nature, accoutumé par le régime, à aborder les affaires par le bas, Laval tenait que, quoi qu'il arrive, il importe d'être au pouvoir, qu'un certain degré d'astuce maîtrise toujours la conjoncture, qu'il n'est point d'événement qui ne se puisse tourner, d'hommes qui ne soient maniables. Il avait, dans le cataclysme, ressenti le malheur du pays mais aussi saisi l'occasion de prendre les rênes et d'appliquer sur une vaste échelle la capacité qu'il avait de composer avec n'importe quoi. Mais le Reich victorieux était un partenaire qui n'entendait pas transiger. Pour que, malgré tout, le champ s'ouvrît à Pierre Laval, il lui fallait donc épouser le désastre de la France. Il accepta la condition. Il jugea qu'il était possible de tirer parti du pire, d'utiliser jusqu'à la servitude, de s'associer même à l'envahisseur, de se faire un atout de la plus affreuse répression. Pour mener sa politique, il renonça à l'honneur du pays, à l'indépendance de l'Etat, à la fierté nationale. Or, voici que ces éléments reparaissaient vivants et exigeants à mesure que fléchissait l'ennemi. Laval avait joué. Il avait perdu. Il eut le courage d'admettre qu'il répondait des conséquences. Sans doute, dans son gouvernement, déployant pour soutenir l'insoutenable toutes les ressources de la ruse, tous les ressorts de l'obstination, chercha-t-il à servir son pays. Que cela lui soit laissé ! »

*8. Ce dont certains « internés », mis hors de cause ou condamnés, mais vivants car déférés devant de vrais tribunaux, le remercieront chaleureusement quelques années plus tard.

5

Les arrières-cuisines de Jean Monnet

Dès les premiers mois de son épopée solitaire à Londres, de Gaulle avait compris que toutes ses proclamations d'indépendance ne vaudraient rien si le financement de la France libre n'était pas organisé de manière à assurer sa pleine liberté d'action. Lui auquel on a trop souvent fait dire « l'intendance suivra », sans comprendre ce que signifiait cette formule, à savoir que l'économie devait être au service de la politique et non l'inverse, se révéla d'emblée comme un gestionnaire rigoureux.

Par les accords du 7 août 1940 passés avec Churchill, le Général avait ainsi attaché un grand prix à ce que l'aide accordée par la Grande-Bretagne à son mouvement pût servir d'exemple et de cadre juridique aux arrangements ultérieurs qui, tout au long du conflit, pourraient être pris avec d'autres alliés – il pensait évidemment d'abord aux Etats-Unis. Aux termes de ce texte fondamental, rédigé sous l'égide de René Cassin^{*1} et dont de Gaulle a supervisé chaque mot, les crédits qui vont permettre à son mouvement de se doter d'une administration et de finances propres sont définis comme des avances remboursables et non comme des subventions. Ce dernier détail est essentiel car, si elles n'avaient pas été conçues comme telles, ces aides auraient privé la France libre de toute marge de manœuvre à l'égard de son allié. De fait, la plupart des sommes versées au Comité national français par le Trésor britannique seront remboursées dès avant la fin de la guerre, sous forme, notamment, de fournitures militaires (les navires, par exemple, que les jeunes Forces françaises libres ne pouvaient armer en raison de la faiblesse de leurs effectifs) et surtout de matières

premières livrées à l'Angleterre à partir des territoires soustraits au contrôle de Vichy.

La France libre, parent pauvre du système prêt-bail

Dès 1941, de Gaulle entend donc faire profiter la France libre du système prêt-bail (*Lend-Lease*), qui autorise, selon les mêmes principes, le gouvernement des Etats-Unis à livrer à ses alliés des fournitures militaires remboursables. Il n'obtiendra gain de cause qu'en 1942¹, et encore dans des proportions dérisoires : 12 millions de dollars d'aides diverses, au titre de la portion de l'Empire ralliée à la France libre. Mais, à partir du débarquement allié en Afrique du Nord, la donne menace de changer : l'acceptation par Darlan d'une tutelle américaine intégrale dans le cadre des accords qu'il passe avec le général Clarke² convainc les Américains qu'ils auraient tort de ne pas profiter de ce précédent pour imposer à de Gaulle un système analogue. Ce que celui-ci refuse absolument puisque, en vertu du principe « qui paye commande », il aurait tôt fait d'être, comme Darlan puis Giraud, à la merci de Washington. Au contraire, accéder au prêt-bail est une étape de plus dans la reconnaissance du CFLN puis du GPRF comme embryon d'un Etat souverain, responsable des dettes qu'il a contractées auprès d'un autre Etat souverain.

D'où le recours à l'indispensable Jean Monnet pour convaincre l'administration américaine de faire bénéficier la France libre d'une aide semblable, dans son principe, à celles accordées, par exemple, à la Grande-Bretagne (31 milliards de dollars) ou à l'URSS (11 milliards). De Gaulle, qui connaît l'influence de Monnet sur Roosevelt et les milieux financiers en général tout en ignorant qu'il joue le jeu de Giraud, écoute sur ce point les conseils de René Pleven, qui a l'avantage de s'être rallié à lui dès juin 1940 en même temps que d'être l'associé en affaires de Monnet depuis 1926^{*2}. Une double allégeance qui, on le verra, ne sera pas sans conséquences, au point qu'il est licite de se demander si, dès l'époque de la France libre, Pleven n'a pas déjà choisi son camp...

Une fois de plus, les priorités de De Gaulle et de Monnet divergent fondamentalement. Pour le Général, l'urgence des urgences consiste à augmenter rapidement et significativement la capacité de l'armée française ; pour Monnet, l'accès au prêt-bail doit d'abord servir à orienter la

reconstruction du pays dans un sens compatible, une fois la paix revenue, avec les intérêts économiques américains dont la défense est devenue chez lui une seconde nature. Pleven, qui jusqu'en 1939 était directeur pour l'Europe du géant américain Automatic Telephone Company, est sur la même longueur d'onde. Et c'est en présentant les Français comme de futurs bons clients des Etats-Unis que Monnet parvient à convaincre Roosevelt de leur prêter l'argent dont ils ont besoin. Mission accomplie en août 1944 après dix mois de rudes négociations, tant Roosevelt a du mal à se résoudre à reconnaître de Gaulle : 3,5 milliards de fournitures et de prêts divers sont alors consentis à la France, qui commence immédiatement à les rembourser en nature par la livraison gratuite de matières premières à l'armée américaine. Mais les termes de cet échange, qui conviennent parfaitement à de Gaulle, sont insuffisants pour Jean Monnet qui, le 28 février 1945, obtient enfin ce qu'il voulait : un volet civil plus important que le volet militaire.

Déjà, la logique du futur plan Marshall de 1947 pointe son nez, indépendamment de la dimension stratégique qui fera sa force dans le cadre de la guerre froide : c'est en prêtant massivement aux Européens que les Etats-Unis les accultureront à l'*American way of life*, condition nécessaire à leur rôle de futurs consommateurs de produits... américains !

Mais, pour y parvenir, le système prêt-bail est insuffisant. Aussi le président Truman, qui, en avril 1945, a succédé à Roosevelt, décide-t-il unilatéralement d'y mettre un terme le 2 septembre suivant. S'agissant de l'Angleterre, qui bénéficiait depuis cinq ans de l'aide américaine, le coup est rude mais supportable ; pour la France, qui n'en profitait vraiment que depuis sept mois, c'est une catastrophe doublée d'un chantage implicite. Une catastrophe pour son redressement puisque, privée de la possibilité de rembourser ses créanciers en nature ou à des taux extrêmement faibles, elle devra désormais s'endetter à long terme et à leurs conditions ; un chantage surtout, car la condition mise par les Américains à la poursuite de leur aide n'est rien d'autre que l'ouverture des frontières à leurs produits non seulement sur le territoire métropolitain, mais aussi dans l'ensemble des possessions françaises. Voici donc revenue, avec cette fois de sérieuses chances d'être acceptée, la vieille revendication américaine de la « porte ouverte », inchangée depuis les guerres de l'opium³ et qui n'est rien d'autre que la matrice du *soft power*.

Pleven contre Mendès France

Au sein du gouvernement français, deux tendances s'affrontent : celle qu'incarne Pierre Mendès France, ministre de l'Economie nationale, et celle de René Pleven, ministre des Finances et paravent de Jean Monnet. Docteur en économie, député radical de l'Eure de 1932 à 1940, « PMF » a soutenu le Front populaire tout en militant pour le réarmement. Disciple de Keynes, il a échoué de peu à faire adopter un projet de réforme fiscale fondée sur le contrôle des actifs et le soutien à l'investissement dans le domaine militaire. Depuis, la droite, qui l'a « sottement qualifié de marxiste » (Alfred Sauvy), en a fait sa bête noire. C'est pourtant un patriote intransigeant qui, devenu aviateur dans les escadrilles de la France libre, prendra des risques inouïs en se portant volontaire pour des raids de bombardement à très basse altitude destinés à éviter aux civils français les fameux « dégâts collatéraux » dont les Américains, opérant à plus de 10 000 mètres, étaient devenus coutumiers dans la plus parfaite indifférence... Et parfois sans la moindre utilité stratégique^{*3} !

A l'automne 1943, de Gaulle, qui apprécie son courage autant que sa compétence, fait de lui son commissaire à l'Economie dans le CFLN, avant de lui donner rang de ministre dans le gouvernement provisoire. C'est à ce titre que Mendès représente la France à la conférence de Bretton Woods où, aux côtés de Keynes, il tente – en vain – de s'opposer à l'hégémonie du dollar, seule monnaie à pouvoir désormais être indexée sur l'or, toutes les autres devant l'être... sur la devise américaine ! Ce système, dont le caractère pernicieux n'apparaîtra au grand jour qu'avec les années 1960 et l'habitude prise par les Etats-Unis de financer leurs déficits par une création monétaire sans contrôle exportant leur inflation vers tous les détenteurs de dollars, Mendès France en discerne immédiatement le danger. Aussi propose-t-il à de Gaulle, non de recourir à l'autarcie, mais de réduire autant que possible la dépendance des Français vis-à-vis du dollar.

Un seul moyen : limiter la circulation monétaire en concentrant l'investissement sur la reconstruction et les infrastructures d'avenir. PMF propose donc d'organiser un vaste échange de billets forçant les détenteurs de profits illicites (liés notamment au marché noir) à se découvrir... ou à tout perdre ! Cette opération de réduction de la masse monétaire devait aller de pair avec une nationalisation massive du crédit et une planification rigoureuse destinée à orienter l'affectation des sommes ainsi récupérées. Conseillé par Monnet, Pleven est naturellement vent debout contre ce projet

et plaide auprès de De Gaulle pour qu'il le récuse, au motif qu'il va appauvrir les classes défavorisées. L'argument est évidemment spécieux puisqu'il dissimule l'essentiel – l'hostilité des Américains à tout ce qui pourrait limiter l'afflux de dollars dans les circuits de la reconstruction –, mais il va porter. Et ce, d'autant que les communistes qui, en bonne logique, auraient dû soutenir le projet Mendès, résolument dirigiste, sont eux aussi hostiles à une politique de ponction monétaire au nom du maintien du pouvoir d'achat des travailleurs ! On sait aujourd'hui qu'après avoir pris leurs consignes à Moscou, Maurice Thorez et les ministres communistes se méfiaient surtout d'une réforme qui aurait pu les rendre complices d'une « rénovation du système capitaliste » (*dixit* André Marty), estimant qu'il était plus facile de mobiliser leurs troupes contre un libéralisme américain pur et dur que contre un système mixte susceptible de brider durablement les monopoles...

D'ordinaire plus convaincant, de Gaulle passe assez rapidement, dans ses Mémoires, sur les raisons qui lui font préférer la solution Pleven – celle de l'endettement américain – à la rigueur prônée par Mendès : « En économie, non plus qu'en politique ou en stratégie, il n'existe, à mon sens, de vérité absolue. Mais il y a les circonstances. C'est l'idée que je m'en fais qui emporte ma décision. Le pays est malade et blessé. Je tiens donc pour préférable de ne pas, en ce moment, bouleverser sa subsistance et son activité, d'autant que les mois à venir vont, par la force des choses, améliorer sa condition. S'il n'était pas d'autre moyen de le tirer d'affaire que de jouer le tout pour le tout, je n'y manquerais certes pas. Mais pourquoi le jeter dans de périlleuses convulsions, dès lors que, de toute manière, il va recouvrer la santé⁴ ? »

Et c'est un fait qu'en ce printemps 1945 la France est en passe de sortir, grâce à l'intransigeance du Général, de la relégation internationale que Washington tentait de lui imposer. Alors même qu'il s'empare, sur le territoire allemand, des gages qui lui permettront de s'imposer à la table des vainqueurs, de Gaulle peut-il prendre le risque de tout remettre en cause par une crise politique qui le forcerait à quitter prématurément le pouvoir ? Evidemment non, et c'est bien ce qui le conduit à désavouer Mendès, non sans laisser paraître, quand il rédige ses *Mémoires de guerre* (parus en 1954), que sa politique n'était pas sans le séduire. « Comme il est naturel, conclut-il, Pierre Mendès France quitte le gouvernement, sur sa demande, au mois d'avril. Il le fait avec dignité. Aussi gardé-je mon estime à ce collaborateur d'une exceptionnelle valeur. Au demeurant, si je n'adopte pas

la politique qu'il préconise, je n'exclus nullement de la faire mienne un jour, les circonstances ayant changé. Mais, pour que Mendès France soit, éventuellement, en mesure de l'appliquer, il faut qu'il sache rester fidèle à sa doctrine. C'est dans ce sens que, pour un ministre, le départ peut être un service rendu à l'Etat⁵. »

Mendès, lui, ne pardonnera jamais à son chef de ne pas l'avoir soutenu. Parce qu'il se sentait, dans cette circonstance précise touchant au cœur de l'indépendance nationale, plus gaulliste que de Gaulle lui-même ? C'est peu dire, en tout cas, que le choix de Pleven ne portera pas chance au Général, l'ancien collaborateur de Jean Monnet s'empressant, aussitôt après sa démission de la présidence du gouvernement provisoire (20 janvier 1946), de rallier la IV^e République jusqu'à en devenir une parfaite incarnation... Quant à PMF, on sait ce qu'il advint : enfermé dans une opposition à de Gaulle aussi systématique que stérile, il refusera en 1958 de voter en faveur de son retour au pouvoir, et par là de devenir ce que certains de ses conseillers (comme René de Lacharrière) mais aussi d'authentiques gaullistes (tel François Mauriac) auraient rêvé qu'il fût : « Le Colbert d'un grand règne⁶. »

Pleven ayant eu gain de cause, rien ne s'oppose plus, en tout cas, à la libéralisation des échanges imposée par les Américains en contrepartie de leur aide : nommé en décembre 1945 commissaire au Plan, Monnet s'engage auprès d'eux à écarter toute « tentation autarcique » et obtient en retour un premier prêt de 550 millions de dollars. Prudent, de Gaulle exige du négociateur français, Christian Valensi, qu'il signifie bien que, dans l'esprit de son gouvernement, ce prêt se conçoit comme un financement des commandes passées dans le cadre de l'ancien système prêt-bail et non comme une contribution à la future modernisation française dont les priorités, de son point de vue, ne regardent que les Français. Mais quand, en avril 1946, s'ouvrent enfin les négociations bilatérales relatives aux prochaines tranches de l'aide américaine, le Général a quitté le pouvoir depuis quatre mois. Et c'est à Léon Blum, mandaté par l'oublié Félix Gouin^{*4}, successeur de De Gaulle à la tête du Gouvernement provisoire, qu'échoit la (trop) lourde charge de défendre les intérêts français.

L'Allemagne, de l'enfer programmé à la résurrection sous contrôle

A cette date, Jean Monnet travaille déjà à convertir le Département d'Etat à son grand dessein : la mise en place d'une Europe fédérale indissociable de la future « Communauté transatlantique ». Dès le 5 août 1943, il avait écrit à Roosevelt : « Il n'y aura pas de paix en Europe si les Etats se reconstituent sur la base de souverainetés nationales. Ils devront former une fédération qui en fasse une unité économique commune⁷. » Une fédération sans fédérateur ? Sachant bien la chose impossible, Monnet n'avait guère besoin de préciser au président américain le rôle que, dans cette construction grandiose, il assignait aux Etats-Unis : ni plus ni moins d'en assurer la direction politique après l'avoir vendue, clés en main, à l'Europe exsangue de l'après-guerre. Le fait est que les plans de restructuration du continent européen auxquels réfléchissait alors Roosevelt s'articulaient parfaitement avec ceux de Monnet. Transformer en cœur de la future Europe le couloir rhénan où se concentre l'essentiel des ressources et du savoir-faire européens, quel meilleur moyen de rendre l'Amérique incontournable, au sens littéral du terme ?

Mais, Roosevelt disparu, Monnet doit compter avec les réticences du président Truman qui subit l'influence du secrétaire au Trésor américain, Henry Morgenthau^{*5}. Depuis 1944, celui-ci défend *mordicus* la disparition pure et simple de l'entité allemande, qu'il entend diviser en plusieurs Etats et désindustrialiser jusqu'à la disparition de sa dernière usine. Son programme est, en pire, le pendant de celui que Hitler prévoyait d'appliquer à la France s'il avait gagné la guerre : la transformation de l'Allemagne en espace rural (*pastoralisation*)... En 1945, ce plan connaîtra un début d'application avec la signature par Truman de la directive d'occupation JCS^{*6} 1047 interdisant aux troupes américaines de favoriser en quoi que ce soit le redressement de l'Allemagne. Une injonction que certains militaires américains subalternes traduisent par le droit d'affamer les populations, ce qui provoque la protestation solennelle du ministre des Affaires étrangères britannique Anthony Eden, mais aussi du général Patton, révolté qu'on puisse demander à ses soldats de se conduire en prédateurs.

De Gaulle lui-même, qui revendiquait pourtant le rattachement de la Sarre à la France, et aurait été fondé, rien que pour cela, à soutenir le plan Morgenthau, en condamna le principe de manière non équivoque le

4 octobre 1945 à Trèves : « La France n'est pas ici pour prendre, mais pour reconstruire... » Et à Mayence : « Ici, tant que nous sommes, nous sortons de la même race. Et nous voici, aujourd'hui, entre Européens et entre Occidentaux. Que de raisons pour que, demain, nous nous tenions les uns près des autres⁸ ! » En visionnaire, il avait compris d'emblée que l'essentiel était désormais de gagner la paix.

Il décrit ainsi dans ses *Mémoires de guerre* les sentiments qui l'étreignent lors de sa première visite en Allemagne, onze jours après la capitulation du 8 mai 1945 : « Au milieu des ruines, des deuils et des humiliations qui submergeaient l'Allemagne à son tour, je sentais s'atténuer dans mon esprit la méfiance et la rigueur. Même, je croyais apercevoir des possibilités d'entente que le passé n'avait jamais offertes. Au demeurant, il me semblait que le même sentiment se faisait jour chez nos soldats. Le souffle de la vengeance, qui les avait d'abord traversés, était tombé à mesure qu'ils progressaient sur ce sol ravagé. Aujourd'hui, je les voyais miséricordieux devant le malheur des vaincus... »

Recevant le chancelier Adenauer à Reims dix-sept ans plus tard, de Gaulle reparlera de la tâche « européenne et mondiale » qu'ont à accomplir en commun « Germains et Gaulois ». D'égal à égal, cette fois.

Ce n'est pourtant ni Eden ni de Gaulle, et encore moins Patton, qui vont faire échouer le plan Morgenthau, mais trois hommes liés à Jean Monnet : le secrétaire à la Guerre, Henry Stimson, le général Marshall, chef d'état-major de l'armée américaine et futur secrétaire d'Etat en même temps que promoteur du plan d'aide à l'Europe qui portera son nom, et surtout le maître espion Allen Dulles.

Pour les deux premiers, le plan Morgenthau ne peut amener l'Allemagne qu'à la famine et provoquer un ressentiment plus radical encore que celui provoqué, en 1919, par le traité de Versailles. Ils estiment même que son annonce prématurée, en septembre 1944, fut l'une des causes de la résistance acharnée des troupes du Reich à l'invasion américaine. « C'est comme si la Wehrmacht avait compté subitement dix divisions de plus », s'était même plaint Marshall à Roosevelt. Dulles, lui, campe aux antipodes de Morgenthau : loin de vouloir « punir » l'Allemagne, il entend bien l'utiliser dans le grand conflit qui se profile avec l'Union soviétique. D'où le recyclage de nombreux agents de l'Abwehr ou de la Gestapo au service de l'OSS puis de la CIA, tandis que les Américains entreprennent, en Allemagne même, de « dénazifier » le pays. Quand, le 12 mars 1947, Truman prononce le mot *containment* (« endiguement ») à la tribune du

Congrès, Dulles sait qu'il a gagné : quatre mois plus tard, la directive d'occupation JCS 1067 qui recommandait de paupériser l'Allemagne est remplacée par la JCS 1779, qui indique qu'« une Europe ordonnée et prospère nécessite les contributions économiques d'une Allemagne stable et productive ».

La guerre froide commence. Et avec elle l'enrôlement de l'Allemagne dans le projet de Jean Monnet et de l'OSS rebaptisé CIA en cette même année 1947 : celui d'une Europe fédérale intégrée étroitement au marché américain et censée servir de glacis à l'influence soviétique.

La CECA, cheval de Troie de l'Amérique

L'homme du 18-Juin chassé par les partis, Monnet a désormais toute licence pour imposer ses vues dans le Gouvernement provisoire puis dans le régime qui, le 27 octobre 1946, lui succède sous le nom de IV^e République. Lui propose-t-on de devenir ministre ? Aussi conscient que de Gaulle de l'impuissance et de l'instabilité du nouveau système, qui cumule toutes les tares institutionnelles de la III^e sans la mystique républicaine qui avait marqué ses débuts, l'ancien conseiller personnel de Roosevelt décline toutes les propositions qui lui sont faites et préfère rester à son poste de commissaire au Plan. « J'avais mieux à faire, avouera-t-il dans ses Mémoires, que d'exercer moi-même le pouvoir. Mon rôle n'était-il pas d'influencer ceux qui le détiennent et de veiller à ce qu'ils s'en servissent au moment utile⁹ ? »

C'est un fait que ses amis occupent tous les rouages du régime ; ils s'appellent René Pleven (ministre ou président du Conseil sans interruption de 1944 à 1954), Georges Bidault (dernier président du Gouvernement provisoire avant d'être président puis deux fois vice-président du Conseil), Pierre Pflimlin (quinze fois ministre puis avant-dernier président du Conseil de la IV^e République), ou encore Félix Gaillard, chef du gouvernement qui, en 1957, signera le traité de Rome. Ensemble, et en étroite collaboration avec le Département d'Etat, ils creuseront les fondations de l'édifice supranational qui, quarante ans plus tard, aboutira au traité de Maastricht : la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA), dont Monnet acceptera, en 1951, d'être le premier secrétaire général...

Officiellement, cette institution a pour but, selon son père officiel, le démocrate-chrétien Robert Schuman, de rendre « non seulement impensable mais matériellement impossible une nouvelle guerre entre la France et

l'Allemagne ». Le 9 mai 1950, Schuman, alors ministre des Affaires étrangères, a présenté son projet dans une déclaration célèbre (que commémore désormais chaque année la « Journée de l'Europe ») : « Le gouvernement français propose de placer l'ensemble de la production franco-allemande de charbon et d'acier sous une haute autorité commune [...]. La mise en commun des productions de charbon et d'acier assurera immédiatement l'établissement de bases communes de développement économique, première étape de la Fédération européenne. »

Première étape, certes, mais décisive, puisqu'aux institutions de la future CECA il ne manque rien des attributs d'un Etat souverain : une « haute autorité » supranationale qui en constitue en quelque sorte le gouvernement, un Parlement composé des délégués des Etats, un Sénat, sous la forme d'un Comité consultatif, et surtout une Cour de justice dont la jurisprudence est censée primer sur les lois nationales votées !

Le 24 mai, juste avant que ne s'ouvrent à Paris les négociations entre la France, l'Allemagne, l'Italie et les trois pays du Benelux devant aboutir à la signature du traité CECA, Monnet en personne fournira aux délégués des six pays l'explication de texte de la Déclaration Schuman en soulignant ce qui fonde l'essentiel à ses yeux : « Nous sommes convaincus que nous pouvons envisager une collaboration étroite et fructueuse avec les Etats-Unis, qui depuis la proposition faite par M. Schuman le 9 mai 1950, nous ont donné des preuves répétées de leur sympathie active¹⁰. »

Quelles preuves de sympathie ? Bien sûr, le soutien affiché des Etats-Unis au projet, mais aussi et surtout des subventions généreusement versées aux associations créées *ad hoc* pour le promouvoir auprès des opinions publiques. Principal bailleur de fonds : l'American Committee for United Europe (ACUE), dont le président n'est autre que l'ancien directeur de l'OSS, William Donovan, et l'un des vice-présidents... Allen Dulles en personne, qui, en février 1953, deviendra directeur de la CIA ! L'historien Rémi Kauffer, qui a étudié en détail le fonctionnement et les buts de ce comité, évalue à quelque 50 millions de dollars la manne déversée par l'ACUE, entre 1949 et 1959, sur les organismes français et européens s'engageant pour la défense de l'intégration du Vieux Continent, en particulier le Mouvement européen, dont la CIA financera jusqu'à 53,5 % des ressources¹¹.

Hostile d'instinct à ce « méli-mélo » dans lequel une poignée de « géomètres » rêvent de dissoudre la France, de Gaulle est alors bien seul. Il n'a pour levier que son éphémère Rassemblement du peuple français (RPF)

lancé en 1947, mais que la Troisième force – autrement dit l’alliance gouvernementale des socialistes de la SFIO et des démocrates chrétiens du Mouvement républicain populaire (MRP), unis derrière Robert Schuman – tient soigneusement éloigné du pouvoir.

Etrange Robert Schuman dont nul ne saura jamais s’il fut, dans cette affaire, autre chose qu’un otage – à tout le moins consentant –, mais sans lequel Monnet et les banquiers américains n’auraient sans doute jamais pu adjoindre à leurs projets la dimension mystique qui leur faisait tant défaut... Né en 1886 à Clausen (Luxembourg) de parents lorrains, Schuman n’a appris le français qu’à 10 ans révolus. Allemand à sa majorité, il étudie le droit à Bonn, Munich, Berlin et finalement Strasbourg, puis rejoint Metz où il s’installe comme jeune avocat après avoir longtemps hésité à entrer dans les ordres. Militant assidu des mouvements catholiques créés par l’occupant allemand pour accélérer la germanisation du « Reichsland » annexé de Lorraine, il fait son service militaire dans les troupes auxiliaires de l’armée de Guillaume II. Devenu français à partir de 1918, il se lance à 32 ans dans la politique pour sauver le particularisme mosellan. Il sera élu puis réélu député de Thionville de 1919 à 1940 et fera partie du gouvernement Reynaud comme sous-secrétaire d’Etat à la présidence du Conseil. Repris dans le premier gouvernement Pétain (16 juin-10 juillet) avec, cette fois, la responsabilité des réfugiés de guerre, il votera, à Vichy, les pleins pouvoirs au Maréchal. Entre 1940 et 1942, sa situation est peu claire. Est-ce lui qui refuse d’entrer dans le gouvernement Laval, ou est-ce Laval qui le récuse ? Seule chose certaine, il rejoint Metz au moment même où beaucoup de Mosellans qui refusent de redevenir allemands se réfugient en France ou se trouvent expulsés. Mais, après des contacts avec le gauleiter Josef Bürckel pour y plaider la cause des personnes déplacées, il est arrêté puis, en avril 1941, placé en résidence surveillée à Neustadt (Palatinat). Il y restera jusqu’à son évasion en 1942, après avoir refusé de collaborer. Jusqu’à la fin de la guerre, il se cache dans plusieurs abbayes bénédictines, dans le Tarn, en Ardèche puis dans la Vienne, où il mène, dit-on, une vie contemplative... Ce qui le dispense de rallier la Résistance à l’instar, par exemple, d’un Edmond Michelet, aussi fervent catholique que lui mais que son engagement dans le maquis enverra deux ans à Dachau.

Est-ce seulement sa qualité d’éphémère ministre de Pétain (et encore, sous le dernier gouvernement de la III^e République) qui, en 1944, lui vaudra d’être frappé d’indignité nationale et d’inéligibilité ? Auprès de De Gaulle, en tout cas, les interventions du clergé mosellan et même du Vatican ne manqueront pas pour faire revenir le GPRF sur cette décision qui sera

effacée par un non-lieu prononcé le 15 septembre 1945. En juin 1946, Schuman, blanchi, est donc réélu député de la Moselle et devient aussitôt ministre des Finances dans le gouvernement de Georges Bidault puis, en novembre 1947, président du Conseil... Renversé en juillet 1948, il n'en restera pas moins ministre des Affaires étrangères sous neuf cabinets successifs, jusqu'en janvier 1953. Un record absolu en ces temps d'instabilité ministérielle chronique et que seul peut expliquer le soutien indéfectible de Jean Monnet et de ses amis américains...

Naïf ou inconscient, Schuman n'a jamais caché que Monnet et ses fidèles, c'est le moins qu'on puisse dire, lui mâchaient le travail. Dans ses écrits posthumes, *Pour l'Europe*, il avoue ainsi que « c'est Jean Monnet qui, avec ses collaborateurs, dans un petit hôtel de la rue Martignac, a ébauché en quelques mois, à l'insu du public, et même du gouvernement [*sic*] l'idée de la Communauté du charbon et de l'acier¹² ». Pascal Fontaine, qui fut l'un des principaux collaborateurs de Monnet et qu'on ne peut, lui, soupçonner de naïveté, confirme l'information sans s'offusquer du scandale qu'elle constitue dans le cadre d'une démocratie : « Neuf personnes au total étaient dans la confiance. Monnet était bien résolu à mener toute l'opération en dehors des voies diplomatiques officielles. Seul, au Quai d'Orsay, le secrétaire général, A. Parodi, avait été informé par Schuman et lié aussitôt par la voie du silence. Non que Monnet veuille délibérément tenir à l'écart les hauts fonctionnaires chargés de gérer la politique extérieure de la France ; mais il avait assez d'expérience pour savoir que le métier des diplomates et des grands commis de l'Etat est avant tout de défendre la souveraineté nationale¹³... »

« Défendre la souveraineté nationale », dont Fontaine semble oublier qu'elle est indissociable des droits de l'homme et du citoyen définis par la Déclaration du même nom, voici bien l'erreur suprême à ne pas commettre, de l'aveu même des amis de Monnet ! Autre collaborateur du « grand homme » en même temps que directeur pour l'Europe de la banque américaine Lehman Brothers, Pierre Uri ajoute, non sans fierté, à propos du secret qui entourait la préparation du traité CECA et l'élaboration de son institution centrale, la haute autorité, conçue pour « aspirer vers le haut » les souverainetés nationales : « Nous étions une sorte de commando envahissant le Quai d'Orsay... Les hommes du plan [prenaient] la tête des groupes de travail, libres de toute instruction des ministères¹⁴. » Des ministères, sans doute, mais pas du gouvernement des Etats-Unis ! C'est ainsi que le 25 juin 1950, alors que les chancelleries découvrent enfin le

contenu du traité, le secrétaire d'Etat, Dean Acheson, donne l'ordre à ses diplomates de s'opposer à une proposition néerlandaise visant à faire disparaître le caractère supranational de la haute autorité, « lequel est, pour les Etats-Unis, d'une importance capitale¹⁵ ».

Imagine-t-on un ministre des Affaires étrangères français ordonnant à ses diplomates d'intervenir de plain-pied dans la négociation d'un traité d'union panaméricaine dans lequel, par définition, la France n'est pas partie prenante ? A l'époque, seuls les Soviétiques se permettent de telles ingérences dans l'Europe de l'Est passée sous leur contrôle... Il est vrai que, pour les Américains, l'enjeu n'est pas mince : avoir comme interlocuteurs non plus six gouvernements sensibles aux aléas de la démocratie, mais une entité unique composée de technocrates soustraits au contrôle des citoyens et partageant le même idéal que les décideurs anglo-saxons n'est pas un avantage négligeable dans la poursuite de leur but ultime : l'ouverture généralisée des marchés...

La face cachée du plan Marshall

C'est aussi qu'en cette année 1950 les Européens, plan Marshall oblige, n'ont pas grand-chose à refuser à leurs bienfaiteurs d'outre-Atlantique. Dussent-ils, pour les satisfaire, s'autodessaisir de leur souveraineté économique et même de leur identité culturelle.

Ce dernier aspect a constitué, au même titre que le renvoi des ministres communistes du gouvernement Félix Gouin (5 mai 1947), le prologue du plan Marshall, avec les contreparties exorbitantes exigées de la France pour obtenir l'effacement d'une partie de ses dettes d'avant-guerre, un prêt de 650 millions de dollars et l'aide d'urgence de 300 millions qu'elle réclamait dans le cadre des accords Blum-Byrnes de mai 1946.

Signés par Léon Blum^{*7}, mais négociés par Jean Monnet, ces accords ont notamment imposé à la France de projeter sur ses écrans une majorité de films américains. A savoir 4 productions françaises pour 9 américaines importées sans droits de douane ! On comprend que ces « *screen quotas* » aient rendu furieuses les professions du cinéma, jetant un grand nombre d'artistes dans les bras de ce même parti communiste que les Etats-Unis prétendaient combattre.

Mais ce n'est pas tout. Parallèlement au plan Marshall, officiellement signé le 20 septembre 1947 et dont la manne commence à se déverser à partir de janvier 1948, est mis en place un système de contrôle sans

précédent de l'économie française *via* un organisme spécialement créé : l'European Cooperation Administration, ou ECA. L'ECA est, en quelque sorte, la fille adultérine des accords Clarke-Darlan et de feu l'AMGOT : une tutelle à laquelle rien ne doit échapper mais qui ne choque personne pour la bonne raison que le grand public en ignore l'existence !

Dans son étude sur les aides américaines à la France, Gérard Bossuat résume le rôle de la nouvelle instance : « Aucun détail des programmes d'importations, de la production industrielle et minière, de la fiscalité et des frais d'occupation en Allemagne et en Autriche ne lui échappait. Ils demandèrent bizarrement des rapports réguliers sur la Sécurité sociale française, le nombre de chasseurs en France, le montant des pensions militaires et des veuves de guerre, un descriptif de l'Assistance publique, le bilan de la Trésorerie, des bons du Trésor, le taux d'inflation, les prévisions de la balance des paiements. Cette liste authentique d'exigences montrait que l'ECA posait des questions sur des points qui n'étaient pas en rapport avec la gestion de l'aide¹⁶. »

Surtout, l'ECA veille à ce que la France importe sans droits de douane des contingents fixes de produits américains, ne les réexporte pas, et se fournisse dans des pays recommandés par les Etats-Unis. Lesquels n'abaissent pas pour autant leurs droits de douane et continuent à taxer les produits français quand ils concurrencent la production *made in USA* !

Parallèlement, l'ECA prend en main la formation des élites économiques françaises, organisant force stages aux Etats-Unis pour convertir le patronat aux méthodes américaines de production et de management, tandis que l'accueil d'experts américains dans les entreprises françaises est fortement encouragé, toute résistance étant taxée « de trahison et d'attentat contre le monde libre » (Gérard Bossuat). L'affaire prend un tour tellement agressif que, le 12 novembre 1948, le directeur des Carburants, Pierre Guillaumat (que de Gaulle, revenu au pouvoir, nommera président d'EDF, parallèlement à ses responsabilités au Commissariat à l'énergie atomique), envoie une note secrète à la présidence du Conseil pour s'alarmer des « dangers incontestables que pourrait présenter pour notre économie une connaissance trop parfaite par les services et les industriels américains de nos procédés, de nos programmes et de nos débouchés commerciaux¹⁷ ».

Enfin, l'organisme joue un rôle décisif dans l'orchestration de la propagande élaborée à Washington. Au cinéma, une minute doit être réservée chaque semaine dans les actualités pour vanter les mérites de l'aide

américaine, à laquelle doivent être consacrés au minimum trois longs-métrages mensuels. Chaque bâtiment public (école, hôpital, centrale électrique, etc.) construit grâce au plan Marshall doit faire l'objet d'une plaque commémorative. Même le Tour de France est mis à contribution. Des plaquettes vantant l'amitié des Etats-Unis pour la France sont distribuées gratuitement à des centaines de milliers de spectateurs massés le long des routes.

Et que les ministres français ne s'avisent pas de protester ! Quand, en août 1948, Paul Reynaud, alors ministre des Finances, rechigne à augmenter les impôts, Jean Monnet intervient pour lui expliquer que si la situation financière française ne s'améliore pas, l'aide américaine s'arrêtera¹⁸...

Faut-il s'étonner que, dans un tel contexte de chantage et de soumission, et forts du succès décisif qu'ils venaient d'obtenir avec la ratification de la CECA (1^{er} avril 1952), les Etats-Unis et Jean Monnet aient décidé de pousser leur avantage en passant à l'étape suivante : la création d'une armée européenne placée sous commandement américain ?

La CED, « affaire Dreyfus » de la IV^e République

Dans l'affaire de la CECA, la méthode Monnet, fondée sur le secret, avait joué à plein. Les Etats, et la France en particulier, avaient été mis devant le fait accompli, les subventions du plan Marshall les dissuadant de refuser à l'allié américain cette intégration économique qu'il réclamait si fort pour prix de son soutien... Surtout, les opinions publiques ignoraient encore ce que les initiés mettront des années à révéler : la question du charbon et de l'acier n'était qu'un prétexte pour mettre en place un modèle d'institutions destinées à supplanter, à terme, les mécanismes de décision nationaux. Il faudra attendre 1966 pour que, interrogé dans le cadre d'une thèse – celle de l'universitaire danois Erling Bjøl consacrée à la politique européenne de la IV^e République –, un proche de Jean Monnet consente imprudemment à lever un coin du voile. Interrogé par Bjøl, Etienne Hirsch, qui fit partie des neuf concepteurs de la CECA avant de succéder de 1952 à 1959 à Monnet comme commissaire au Plan, explique sans gêne excessive : « La question de la modernisation de la sidérurgie française n'a pas joué... Nous voulions trouver quelque chose qui pouvait amorcer la construction

de l'Europe... Notre préoccupation était d'arriver à la disparition des souverainetés nationales absolues¹⁹. »

Remarquablement efficace quand l'obscurité prévaut, cette méthode dite « de l'engrenage^{*8} », que Monnet exposera en détail dans ses Mémoires en se vantant d'avoir toujours « choisi l'ombre », l'est nettement moins au grand jour, quand les opinions prennent conscience de l'enjeu et entrent par effraction dans le débat. Or, c'est ce qui va se produire dans l'affaire de la Communauté européenne de défense (CED), grâce à l'action du général de Gaulle et de son bras séculier d'alors, le sénateur Michel Debré, dont l'éloquence passionnée va contribuer à renverser la table.

Dévoilé en mai 1952, le plan d'armée européenne avait été arrêté en septembre 1950 par le secrétaire d'Etat américain Dean Acheson : « Je veux des Allemands en uniforme pour l'automne 1951. » Aussitôt, Monnet et Schuman s'étaient mis au travail, supervisant la rédaction d'un texte de 29 pages, divisé en 132 articles et complété par 8 protocoles, une convention, un traité, et les lettres d'accord des chefs de gouvernement de l'Europe des Six. « Autant de béquilles pour un texte bâti sur mesure pour permettre le réarmement de l'Allemagne, rayer la France de la carte des nations souveraines, et offrir aux Etats-Unis le commandement de cet amalgame militaro-industriel privé du droit de construire la bombe atomique », s'enflamme Debré à la tribune du Sénat. André Malraux s'écrie au Vél' d'Hiv' : « Et nous aurions fait la Résistance pour que le général Guderian devienne par décision américaine commandant militaire de la place de Paris ? »

Plus de drapeaux, plus d'hymnes, plus d'uniformes ! La perspective va frapper de stupeur ceux-là mêmes qui acceptaient le principe d'une coopération militaire accrue entre l'Europe et les Etats-Unis contre l'expansionnisme soviétique. A un diplomate américain qu'il découvre une nuit, en plein débat parlementaire, installé au banc des fonctionnaires du Sénat, Debré fait remarquer *ex abrupto* qu'il « n'aime pas beaucoup voir des étrangers hanter le Parlement français ».

Contre les gaullistes, qui partent aussitôt en guerre contre la CED, Monnet appelle Schuman à l'aide, qui mobilise, par l'intermédiaire du MRP^{*9}, tout ce que l'Eglise catholique compte alors de relais d'opinion. A commencer par le pape Pie XII lui-même, qui rêve d'un nouveau Serment de Strasbourg entre les chefs de la démocratie chrétienne occidentale : le Français Schuman, l'Allemand Konrad Adenauer et l'Italien Alcide De Gasperi. Même l'*Osservatore Romano*, organe officiel du Saint-Siège,

prend parti en suppliant les Français de ne pas suivre les gaullistes, « adversaires de l'Europe, donc de la paix » ! Face à cette conjuration vaticano-bancaire, l'opinion française, volontiers gallicane, se révolte.

Tout à leurs pointages parlementaires, les partisans de la fusion européenne n'ont négligé que l'essentiel : l'élément moral qui souvent fait basculer le destin. Par leurs certitudes prématurément affichées, Monnet et ses amis ont déclenché l'affaire Dreyfus de la IV^e République.

Autour du général de Gaulle et de Michel Debré, une coalition diverse mais déterminée se forme pour déjouer les plans de Monnet. Même le général Weygand, toujours antigauilliste mais revenu de ses illusions des années 1941-1942 quant au caractère désintéressé de l'aide américaine, signe la pétition que lui présente Debré. Son nom figure à côté de ceux des résistants communistes qu'il combattait naguère, de socialistes indépendants et de nombreux radicaux emmenés par Edouard Herriot, redevenu président de l'Assemblée nationale. « Cette réconciliation nationale, éphémère mais magnifique, restera l'une des fiertés de ma vie²⁰ », confiera plus tard Michel Debré.

Saisissant l'occasion du dixième anniversaire de la libération de Paris, de Gaulle rompt le silence qu'il s'était imposé depuis la défaite du RPF aux législatives de 1951 et publie dans *Le Monde* du 24 août 1954 ce communiqué : « Un sursaut venu des profondeurs de notre Histoire va sauvegarder notre indépendance. » Et, le dimanche 30 août, tout bascule : ébranlée par un discours pathétique d'Edouard Herriot, la moitié du groupe socialiste vote contre le projet, imitée par la moitié du groupe radical et les deux tiers du Centre national des indépendants et paysans (CNI), rejoignant les gaullistes et les communistes dans leur opposition. Théoriquement majoritaire, la Troisième force SFIO-MRP a volé en éclats, entraînant, par 319 voix contre 264, l'avortement de la CED.

Que, pour faire échec aux plans américains, les gaullistes aient mêlé leurs voix à celles des communistes n'est cependant pas du goût de tout le monde. Ainsi de l'académicien Paul Claudel, rallié en 1944 à « une certaine idée de la France » avec autant de fracas qu'il avait soutenu Pétain en 1940^{*10} et qui, en arbitre des élégances politiques, s'était indigné que les députés du RPF puissent mêler leurs voix à celles du PCF. Furieux de recevoir des leçons d'une girouette, le Général lui avait écrit, le 30 décembre 1951, une longue lettre dont certains passages méritent d'être reproduits car ils expriment mieux que tous ses discours d'alors le fond de sa pensée :

Cher Maître,

Votre lettre m'a surpris et peiné. Parce que les séparatistes, pour camoufler leurs exécrables projets, invoquent l'intérêt du pays et l'indépendance nationale, faut-il que de Gaulle et ses compagnons renoncent à l'indépendance et à l'intérêt du pays ?

Parce que les séparatistes affectent de célébrer Jeanne d'Arc, allons-nous la renier ?

Parce qu'un jour les séparatistes prétendront s'annexer la mémoire de Claudel, nos descendants devront-ils vous maudire ? [...]

Quant au plan Schuman et à « l'armée européenne », je les condamne au nom de l'Europe dont ils ne sont que de fragmentaires caricatures. Le régime les propose parce que, de par sa nature même, il ne peut réaliser l'Europe et qu'il s'inquiète de nous voir, ainsi que quelques autres, montrer, depuis des années, comment il faut la bâtir.

Si donc, au Parlement, nos compagnons n'ont pas voté le « pool » [charbon-acier] il n'est vraiment pas supportable que vous pensiez qu'ils étaient « sous le commandement du traître Jacques Duclos ».

Non ! Je ne cesserai pas de combattre – comme je le fais depuis douze ans – tous les faux-semblants, qui donnent aux naïfs et aux faibles des prétextes pour leur paresse et détournent notre pays de faire la rude politique du salut public et européen.

Aucune alliance, en effet – fût-ce celle des Etats-Unis –, ne saurait valoir pour la France et l'Europe que si elles sont réellement la France et l'Europe. Je vois, au contraire, de graves inconvénients à ce que les Américains trouvent chez nous tous les apeurés, mendiants et domestiques que leur présente le régime, au lieu de la force et de la solidité²¹.

Monnet prépare le match retour

Malgré « les apeurés, les mendiants et les domestiques » mobilisés en faveur du projet américain, le régime a donc échoué. Ebranlé par cet échec, Monnet décide de structurer son réseau proprement français : alors qu'il travaille à élaborer le traité de Rome qui, en 1957, portera sur les fonts baptismaux le Marché commun, il lance le « Comité d'action pour les Etats-Unis d'Europe », que Jean-Jacques Servan-Schreiber, l'un de ses premiers adhérents, comparera à un « pouvoir fédéral intellectuel » et dont Valéry

Giscard d'Estaing sera, à la fin de la IV^e République, l'un des Français les plus actifs. Celui dans lequel l'« Inspirateur » placera bientôt tous ses espoirs pour subvertir de l'intérieur les majorités gaullistes auxquelles il sera associé après le retour au pouvoir du Général, en juin 1958.

Il faut dire que l'intéressé présente un profil idéal pour le joueur d'échecs qu'est Monnet, soucieux de placer ses pions au plus haut degré des responsabilités. Or c'est peu dire que, depuis son plus jeune âge, celui-ci y a été préparé.

« Né le 2 février 1926 à Coblenze (Allemagne) »... Une simple ligne dans le *Who's Who* et, déjà, tout un programme ! Autour du berceau de Valéry, planté au beau milieu des fastes du haut-commissariat français en Rhénanie, dont son père, Edmond, dirige les finances, se penchent des têtes auliques. Le grand-père maternel, Jacques Bardoux, futur membre du Conseil national de Vichy, est le fils d'Agénor Bardoux, l'un des fondateurs de la III^e République ; il est aussi l'ancien chef de cabinet de Foch, historien, membre de l'Institut, sénateur puis député du Puy-de-Dôme. C'est lui qui transmettra à Valéry son fief auvergnat. Côté paternel, on est dans la finance comme d'autres sont dans les ordres. Par vocation à commander aux chiffres et à jongler avec les agrégats. Et puis aussi avec l'Histoire, quand cela arrange. C'est ainsi qu'entre deux conseils d'administration on rêve à Louis XV. Moins par regret de la monarchie que pour briller au firmament de cette République mondaine qui aime tant la « branche ».

Alors, on se trouve une lignée, et tant mieux si les généalogistes s'y cassent les dents : ce sera celle du « Bien-Aimé »... Par les femmes, bien sûr, en l'occurrence une certaine Louise de Saint-Germain, fille naturelle du roi et de Catherine Bénard, épouse Saint-Germain.

A la table familiale de l'avenue Henri-Martin, c'est Sciences Po tous les jours ; l'été, c'est la vie de château, à l'ombre des tours de La Varvasse, un prieuré du xv^e siècle que les Giscard, désormais d'Estaing, ont acheté dans le Puy-de-Dôme en 1928. Mais c'est en se promenant avec le grand-père Bardoux, sénateur disert, qu'il pénètre les arcanes de la politique vicinale, au contact des notables, maires ou conseillers généraux. Pour tous, il est entendu que le jeune « Valy » fera Polytechnique et sera ministre. Le seul étonnement qu'il procure à son père, c'est lorsqu'il lui annonce qu'il sera à 40 ans président de la République et à 50 président des Etats-Unis d'Europe. Il n'en a pas 16, c'est la guerre, et la Wehrmacht fonce sur Moscou.

Président des Etats-Unis d'Europe ! L'anecdote marque tellement l'entourage que, en novembre 1980 encore, son frère Olivier commettra dans la *Revue des Deux Mondes* un étrange article pour soutenir que, la fonction n'existant pas encore, il faudrait la créer : « L'autorité politique de l'Europe occidentale doit être personnalisée. Une Europe sans voix est une Europe sans âme. Une politique européenne sans chef est une politique d'impuissance. »

C'est un fait que, du 2 février 1926 au 8 janvier 1966, date à laquelle de Gaulle lui annonce qu'il ne veut plus de lui comme ministre des Finances, le *cursus honorum* de Giscard n'a pas connu le moindre raté. S'engage-t-il à 19 ans dans la 1^{re} armée française ? Il participe à la campagne d'Allemagne puis en revient décoré, juste à temps pour présenter l'X. Il sort « dans la botte » en 1948, puis réussit l'ENA qu'il quitte inspecteur des finances avant d'intégrer le cabinet d'Edgar Faure, qui, devenu président du Conseil en 1954, en fait son directeur adjoint de cabinet. A 30 ans, en 1956, le voici député du Puy-de-Dôme, au siège que lui abandonne son grand-père. Adhère-t-il au Centre national des indépendants et paysans ? Son président, Antoine Pinay, devient en 1959 ministre des Finances de De Gaulle et appelle à ses côtés Giscard comme secrétaire d'Etat. Pinay quitte-t-il le gouvernement l'année suivante pour protester contre la politique extérieure du Général ? Giscard assure le chef de l'Etat de son soutien puis, en 1962, quitte le CNI pour fonder les Républicains indépendants et rester dans la majorité. De secrétaire d'Etat, Giscard devient alors, à 36 ans, ministre des Finances de Georges Pompidou. A l'élection présidentielle de décembre 1965, sa tentation est grande de soutenir Jean Lecanuet, qui partage ses convictions fédéralistes et proaméricaines, mais la raison l'emporte une fois de plus sur les engagements. Plutôt rester au gouvernement pour parachever ses réseaux que d'être renvoyé à la foule avant d'être en mesure de peser vraiment.

Cette habileté tactique fait de lui un correspondant d'autant plus essentiel pour Monnet qu'après le départ des ministres MRP et CNI, en 1962, son protégé restera le dernier vrai partisan de l'Europe supranationale dans l'équipe Pompidou. Son renvoi du ministère des Finances en 1966 – au profit de Michel Debré, « bête noire » du Comité d'action pour les Etats-Unis d'Europe depuis l'affaire de la CED – ôtera tout scrupule à Giscard qui pourra désormais afficher ses convictions, jusqu'à entraîner, par son « oui mais » de 1969, le départ du Général.

Installé dans un vaste appartement du 83, avenue Foch, l'« Inspirateur », entouré d'un état-major restreint que son secrétaire, Pascal

Fontaine, comparait à un « cercle magique », aura travaillé tout au long des années 1960 à gagner son « match retour » contre de Gaulle. « Le Comité, résume Fontaine, voit siéger en son sein, dûment mandatés par leurs organisations, plus de 130 responsables de partis et de syndicats de l'Europe des Six et, à partir de 1968, de Grande-Bretagne. On y retrouve tout le Gotha politique de l'Europe des années 1960 et 1970, mêlant plusieurs dizaines d'hommes de gouvernement : Brandt, Kiesinger, Barzel, Schmidt, Wehrner, Scheel pour l'Allemagne ; Pflimlin, Lecourt, Pleven, Giscard d'Estaing, Pinay, Defferre, Mollet, Maurice Faure pour la France ; Fanfani, Moro, Forlani, Piccolo, Rumor, Malgoni, Nenni, Saragat, La Malfa pour l'Italie ; Douglas-Home, Heath, Jenkins pour la Grande-Bretagne ; Tindemans, Leburton, Werner pour le Benelux²²... » Et la liste n'est pas exhaustive puisque l'auteur oublie, outre JJSS déjà cité, au moins quatre correspondants réguliers pour la France : François Mitterrand, Jacques Delors, Jean Lecanuet et Alain Poher.

Hostiles en bloc à la politique européenne et internationale de la France (veto mis à l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun, refus de la force multilatérale proposée par Kennedy ; politique de la chaise vide au Conseil européen afin d'imposer que les décisions importantes continuent de se prendre à l'unanimité, et non à la majorité comme le propose déjà la Commission de Bruxelles dont l'objectif est de rendre irréversible le tournant fédéral de la Communauté ; mise sur pied d'une dissuasion nucléaire indépendante ; sortie de la France du commandement intégré de l'Otan, etc.), les hommes de Jean Monnet poussent même les responsables étrangers à soumettre à leurs Parlements respectifs des motions hostiles aux choix du général de Gaulle.

Mais, malgré ses efforts, toutes les tentatives du Comité pour en finir avec de Gaulle se solderont par des échecs. Echec pour le « cartel des non » emmené par le MRP pour s'opposer à la réforme constitutionnelle de 1962. Echec en 1964 avec la « candidature de M. X », orchestrée par *L'Express* de Servan-Schreiber pour imposer Gaston Defferre comme candidat de la gauche « européenne », autrement dit favorable à la réconciliation avec les Etats-Unis^{*11}. Echecs encore que les candidatures Lecanuet de 1965 et Poher de 1969.

Cette même année, pourtant, le départ de l'« empêcheur » est une première victoire, suivie par une autre, en 1972, avec l'adhésion de la Grande-Bretagne au Marché commun et, en 1974, l'élection de Valéry Giscard d'Estaing à l'Elysée. Cette fois, la parenthèse gaullienne est bel et

bien refermée, à la grande satisfaction des Américains. Agé de 86 ans, l'« Inspirateur » met en sommeil son organisation, devenue sans objet. Il s'éteindra cinq ans plus tard, convaincu qu'une période faste s'ouvrirait pour ses idées. Les années Giscard, puis les années Mitterrand lui donneront raison, qui réaliseront étape après étape son testament : la création en 1974 du Conseil européen des chefs d'Etat et de gouvernement ; celle du SME en 1979, et, la même année, l'élection au suffrage universel de l'Assemblée européenne devenue, de fait, un Parlement ; la ratification, surtout, du traité de Maastricht qui, en mettant sur ses rails la monnaie unique, offre enfin les moyens au Marché commun, rebaptisé Union européenne, d'exercer les prérogatives d'un super-Etat.

*1. Professeur de droit, représentant de la France à la SDN et au Bureau international du travail, René Cassin a rejoint la France libre dès l'origine et aidé de Gaulle à en rédiger les statuts, le 29 juin 1940. Dans ses Mémoires, *Des hommes partis de rien* (Plon, 1975), il a recours à cette image pour décrire l'atmosphère irréaliste qui était celle des tout débuts du mouvement gaulliste : « Si Hitler regardait par le trou de la serrure, et entendait ce professeur de droit qui doctrinait “Nous sommes l'armée française”, et ce grand général à titre provisoire qui renchérissait : “Nous sommes la France”, il s'écrierait certainement : “Voilà deux fous dignes du cabanon !”... »

*2. En 1926, Jean Monnet, promu vice-président de la banque américaine Blair and Co., a fait de René Pleven son assistant. Sa mission : le placement d'emprunts sur le marché américain. Cette introduction dans la très haute finance mondiale vaudra en 1929 à Pleven de devenir le directeur pour l'Europe de l'Automatic Telephone Company, mais aussi de nouer d'utiles relations avec les milieux dirigeants d'outre-Atlantique. Notamment l'avocat d'affaires John Foster Dulles, alors principal négociateur de la Blair and Co. et frère d'Allen Dulles, futur directeur de la CIA. Quand, en 1946, Pleven choisira de quitter de Gaulle pour rallier la IV^e République et promouvoir le projet européen de Jean Monnet, il le fera en étroite liaison avec John Foster Dulles, devenu le secrétaire d'Etat du président Eisenhower...

*3. S'interrogeant, comme beaucoup de chefs de la Résistance intérieure, sur l'utilité de certaines destructions infligées, sans raison stratégique majeure, par les bombardements américains au potentiel industriel français (près de 70 000 morts, soit autant que le Blitz allemand sur la Grande-Bretagne), de Gaulle n'a pas hésité, à plusieurs reprises, à accuser Washington de « détruire nos usines à plaisir », notamment le 14 novembre 1943 devant Henri Lecompte-Boinet, membre du CNR au titre du réseau Combat. (Cf. Jean-Louis Crémieux-Brilhac, *La France libre*, Gallimard, 1996.)

*4. Socialiste et franc-maçon, Félix Gouin (1884-1977) fut l'un des 80 parlementaires de la Chambre du Front populaire à ne pas voter les pleins pouvoirs au maréchal Pétain. Après avoir eu le courage de défendre son ami Léon Blum lors du procès de Riom (février-avril 1942), il gagna clandestinement la Grande-Bretagne et fut admis par de Gaulle au sein du CFLN, avant de présider l'Assemblée consultative d'Alger puis, en octobre 1944, à Paris, l'Assemblée consultative provisoire. Réputé consensuel, il ne dut qu'à la démission surprise du général de Gaulle, le 20 janvier 1946, de lui succéder comme président du GPRF, ce qui fit de lui, jusqu'à son remplacement six mois plus tard par Léon Blum, un quasi-chef d'Etat.

*5. Ami proche de Roosevelt, Henry Morgenthau (1891-1967) avait été l'un des concepteurs du New Deal, notamment en matière agricole.

*6. Pour *Joint Chiefs of Staff directive*.

*7. Dans sa magistrale *Histoire de la IV^e République* (Fayard, 1993), Georgette Elgey décrit le « spectacle assez triste » qu'offre, aux Etats-Unis, Léon Blum, 74 ans, vieilli prématurément par son séjour à Dachau, découvrant un continent où il n'a jamais mis les pieds et qui l'accueille par un éditorial assassin du *Wall Street Journal* : « Les descendants de Marx croient au Père Noël ». Marxiste, Léon Blum ? Un mot de Jean Monnet, qui sert de cornac au représentant extraordinaire du gouvernement provisoire dont il prendra bientôt la tête, aurait sans doute suffi à convaincre du contraire ses correspondants habituels. Mais il préfère marcher avec lui dans les rues de New York. « Après les épreuves que j'ai traversées, dit Blum, je ne devrais pas être en vie, et je suis accablé, terrifié, à l'idée que j'aurais pu mourir sans voir cela. » Cette fois, les Américains applaudissent. Leurs négociateurs posent-ils des exigences toujours croissantes en contrepartie de leur aide ? Alors que le Quai d'Orsay se cabre, Blum modère ses représentants, sur le conseil de Monnet. Si les Américains sont durs en affaires, dit-il, c'est que s'exprime chez eux « une affection blessée ». Il se fait même leur avocat : « Les Américains ne sont pas seulement sentimentaux, ils sont expansifs. On choque un Américain quand on exprime sa gratitude de façon trop discrète, et les Français n'ont pas été expansifs. »

*8. Cette théorie de l'effet d'engrenage, ou *spill over effect*, empruntée à l'école néofonctionnaliste américaine, est très brillamment exposée, textes à l'appui, par Christophe Réveillard dans sa thèse intitulée *Les Premières Tentatives de construction d'une Europe fédérale* (François-Xavier de Guibert, 2001). Elle a été résumée en quelques mots par Jacques Delors, alors président de la Commission de Bruxelles, le 30 novembre 1989 à l'occasion d'un colloque du Center for European Studies de Boston : « Le secret de la construction européenne est celui d'une dialectique entre la force des engagements fondamentaux, et le développement spontané de ses multiples effets d'engrenage... » Contre de Gaulle, qui ne concevait l'économie que comme une discipline ancillaire du politique, Monnet a bel et bien imposé l'ordre inverse : la soumission de la politique – qui implique le choix, donc la contingence – à la

technique économique, laquelle ne souffre aucune alternative, puisqu'elle se conçoit elle-même comme détentrice d'une rationalité suprême !

*9. Créé en 1944 par Georges Bidault, le Mouvement républicain populaire (MRP) est alors la seule formation politique à se recommander du christianisme. Se présentant, à l'origine, comme le « parti de la fidélité » (comprendre : à de Gaulle et à la Résistance), il rompit progressivement avec l'homme du 18-Juin après que celui-ci eut quitté le pouvoir, en janvier 1946. Le divorce s'amplifia quand celui-ci créa, en 1947, son Rassemblement du peuple français (RPF) et fit de la réforme des institutions de la IV^e République son principal cheval de bataille. Puis le MRP devint son pire ennemi quand, aux législatives de 1951, celui-ci s'entendit avec la SFIO pour barrer aux gaullistes, majoritaires en voix, la route du pouvoir en inventant le système dit des « apparentements ». En permettant aux partis qui se déclaraient « apparentés » de concourir séparément lors d'un scrutin tout en additionnant leurs résultats pour l'attribution des sièges, l'opération eut raison du RPF.

*10. Dans *Le Figaro* du 10 mai 1941, Paul Claudel avait publié une *Ode* au maréchal Pétain qui se terminait par ces mots : « France, écoute ce vieil homme sur toi qui se penche et qui te parle comme un père/ Fille de Saint Louis, écoute-le ! et dis, en as-tu assez maintenant de la politique ?/ Ecoute cette voix raisonnable sur toi qui propose et qui explique. » Ce qui n'avait pas empêché ce même Claudel, trois ans plus tard, et toujours dans *Le Figaro*, de rédiger une *Ode* à de Gaulle qui, elle, débutait ainsi : « Tout de même, dit la France, je suis sortie !/ Tout de même, vous autres ! dit la France, vous voyez qu'on ne m'a pas eue et que j'en suis sortie !/ Tout de même, ce que vous me dites depuis quatre ans, mon général, je ne suis pas sourde !/ Vous voyez que je ne suis pas sourde et que j'ai compris ! » (*Le Figaro*, 23 décembre 1944.)

*11. Reçu par le président Johnson le 24 mars 1964, Gaston Defferre n'y était pas allé par quatre chemins pour dire tout le bien qu'il pensait de la politique américaine au Vietnam, combattue par de Gaulle au nom du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Et tout le mal qu'il pensait de celle du Général : « Sa politique n'est pas celle d'un véritable allié, avait dit Defferre au président américain. Si je suis élu président en France, je considérerai comme mon premier devoir [*sic*] de venir parler immédiatement avec vous. » (Cité par Vincent Nouzille, *Les Dossiers de la CIA sur la France, 1958-1981*, Pluriel, 2010.)

6

Des fellaghas à l'OAS, tout est bon contre de Gaulle

Pour la IV^e République, c'est le dernier des printemps. En ce 13 mai 1958, la France, qui vit depuis trois semaines sans gouvernement, est au bord de la guerre civile. Déclenchée quatre ans plus tôt, l'insurrection algérienne a mis le régime à genoux et précipité l'armée dans la rébellion. Après avoir usé vingt-deux gouvernements en douze ans, la machine à crises ministérielles issue du « régime exclusif des partis » est enfin parvenue au bout de sa logique : l'Etat n'est plus qu'un corps sans tête, son autorité internationale est bafouée, ses finances menacent ruine au point que Jean Monnet vient d'être envoyé en catastrophe aux Etats-Unis pour négocier un nouveau prêt de 500 millions de dollars. Bref, le pouvoir est à prendre.

Les « crabes » du « système » que François Mauriac redoutait de voir se dresser toutes pinces dehors pour empêcher le retour au pouvoir de l'homme du 18-Juin^{*1} comprennent-ils que s'ils ne veulent pas être jetés à la Seine par les parachutistes, l'heure est venue pour eux de se trouver un rempart ?

Le 5 mai, en tout cas, le président de la République, René Coty, a commis un acte impensable voici encore trois mois : il a pris discrètement contact avec l'entourage du général de Gaulle pour savoir à quelles conditions il accepterait de sortir de sa réserve. De Gaulle rappelé par ceux-là mêmes qui, depuis 1946, s'ingéniaient à le piétiner ? C'est qu'avec le bombardement de Sakiet, en février, l'impéritie du régime s'est subitement

révélée au grand jour. Non seulement l'armée de l'air n'a pris aucune consigne gouvernementale avant d'aller frapper, en territoire tunisien, une base arrière de la rébellion algérienne, mais, l'incident une fois consommé, le président du Conseil, Félix Gaillard^{*2}, au lieu de « couvrir » les militaires en alléguant leur état de légitime défense, ne trouve rien de mieux que d'accepter, *via* l'ONU, la médiation des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne^{*3}.

Comme sous l'effet d'un précipité chimique, les crises accumulées et jamais résolues depuis douze ans se nourrissent l'une l'autre : l'Etat ne contrôle plus l'armée qui ne contrôle plus le terrain, et, parce qu'il ne se contrôle plus lui-même, le gouvernement s'en remet aux décisions de l'étranger pour trouver une issue, ce qui achève de dresser contre lui une armée d'autant plus tentée par l'aventure qu'elle se sent abandonnée. Chez les jeunes officiers (ceux, surtout, qui ont servi en Indochine), plus encore que chez les généraux, un front du refus s'est forgé en quelques semaines : les politiciens ne se défausseront pas plus longtemps sur l'armée de leurs propres turpitudes ! Le 25 avril, le général Raoul Salan, commandant en chef en Algérie, annonce à René Pleven, pressenti pour former le gouvernement après Félix Gaillard, que l'armée n'acceptera jamais de négocier avec l'insurrection. Et le 13 mai, tandis que les pieds-noirs envahissent, à Alger, le siège du gouvernement général, le général Massu annonce la formation d'un « Comité de salut public » visant à former un gouvernement du même nom « présidé par le général de Gaulle ». Le 17, celui-ci se déclare disponible. Moins de trois semaines plus tard, il sera investi président du Conseil et mettra sur les rails les institutions de la V^e République.

A Washington, la situation est suivie heure par heure grâce aux câbles envoyés par l'ambassadeur américain à Paris, Amory Houghton. Lequel ne sait pas vraiment sur quel pied danser. D'un côté, la perspective d'un retour du Général constitue la quasi-assurance que le désordre cessera et que les communistes n'en profiteront pas pour prendre le pouvoir, hantise numéro un des Etats-Unis depuis les élections législatives de 1947 qui ont vu le PCF devenir le premier parti de France en voix. D'un autre côté, rien ne dit que si de Gaulle revient, il ne rétablira pas fermement la souveraineté de la France en Algérie. Ce qui n'irait pas dans le sens des intérêts américains au Maghreb, dont les réserves de pétrole sont devenues un enjeu géostratégique majeur... Or, qu'il s'agisse de la guerre secrète contre les communistes ou des actions entreprises pour déstabiliser la France en

Algérie, les Etats-Unis ont investi beaucoup d'argent au nord comme au sud de la Méditerranée. Deux investissements qui pourraient passer pour contradictoires, puisque l'un contribue à maintenir la IV^e République à flot et l'autre à lui enfoncer la tête sous l'eau, mais qui, tous deux, accentuent au bout du compte sa condition de protectorat.

Une classe politique française sous perfusion

Indépendamment des crédits affectés à la propagande du plan Marshall et de l'aide apportée aux mouvements fédéralistes européens liés à la démocratie chrétienne, les dollars ont coulé à flots, tout au long des années 1950, dans les caisses des organisations syndicales et des partis politiques français. Officiellement pour endiguer l'influence communiste. Plus largement pour disposer de relais d'influence à toute épreuve. Cette stratégie repose sur un quatuor inséparable : les frères Allen et John Foster Dulles à Washington – le premier à la tête de la CIA, le second aux commandes du Département d'Etat ; et leurs deux envoyés spéciaux à Paris, Irving Brown et David Dubinsky.

Installé depuis la Libération à l'Hôtel Baltimore, 88^{bis}, avenue Kléber, Brown est un syndicaliste américain passé en 1943 au service de l'OSS puis de son épigone, la CIA. Comme représentant à Paris de la Confédération mondiale des syndicats libres, émanation directe de la Confédération américaine des syndicats, dite AFL-CIO^{*4}, c'est à lui qu'appartient la tâche d'isoler le parti communiste et la CGT en finançant massivement leurs concurrents « réformistes », mais aussi les trotskistes, dont Brown, en tant que « juif libre-penseur¹ », est très proche. On lui doit notamment la création de toutes pièces de Force ouvrière (FO), issue, fin 1947, d'une scission de la CGT. Dans ses Mémoires parus en 2002 l'ancien secrétaire général de FO André Bergeron a confirmé que l'opération n'aurait pu être menée à bien sans l'aide financière clandestine des Etats-Unis²... Pour affaiblir le PCF, Brown suscite parallèlement la création de l'Organisation communiste internationaliste (OCI) qui, sous l'égide du trotskiste Pierre Lambert, jouera un rôle, vingt ans plus tard, dans les événements de mai 1968 non plus seulement contre les communistes... mais aussi et surtout contre de Gaulle.

David Dubinsky, représentant à Paris du Jewish Labor Committee, finance, lui, les socialistes. A la tête du puissant syndicat américain de la confection, l'ILGWU^{*5}, il est, avec George Meany, patron de l'AFL-CIO, Matthew Woll, responsable du syndicat des photographeurs, et George Harrison, de celui des chemins de fer, l'un des quatre fondateurs de la FTUC (Free Trade Union Committee), que Frédéric Charpier, dans son livre sur la CIA en France, présente comme le Foreign Office de l'AFL^{*6}. Une officine dont le secrétaire général n'est autre que Jacob Liebstein, *alias* Jay Lovestone, l'ancien fondateur du Parti communiste américain devenu, depuis la rupture entre Staline et Trotski, l'un des propagandistes les plus zélés de la cause américaine dans le monde. Outre les subventions de la CIA, la FTUC bénéficie de l'aide directe des plus grosses entreprises du pays – Ford et General Electric, en particulier – *via* leurs diverses fondations. De Léon Blum à Daniel Mayer en passant par Robert Verdier, la plupart des dirigeants de la SFIO ont sollicité son aide, voire directement celle de l'ILGWU, que ce soit pour renflouer le parti ou les caisses de son quotidien, *Le Populaire*.

Mais il n'y a pas que la perfusion financière. En marge des accords économiques Blum-Byrnes³ ont été négociés des protocoles secrets (nom de code « Totem ») obligeant les services de renseignements français à pratiquer un échange systématique d'informations avec leurs homologues américains. C'est ainsi que Paris est devenu la principale base de la CIA en Europe.

« A partir de 1947, écrit Charpier, le petit monde des SR américains se met à proliférer... [Ils] affichent, tout au long de la guerre froide, et encore de nos jours, un penchant pour les beaux quartiers de la capitale situés sur la rive droite et aux alentours de l'Assemblée nationale. Bureaux officiels et autres couvertures discrètes ou clandestines essaient avenue de l'Opéra, boulevard Haussmann, rue de la Paix, sur les Champs-Élysées ou dans les rues adjacentes, comme les rues Saint-Honoré, de Penthièvre, de La Boétie, dans le quartier du Trocadéro, ou celui cossu et discret du boulevard Malesherbes⁴. »

Surtout, les Américains disposent à Paris d'une véritable enclave extraterritoriale, distincte du quartier général de l'Otan de Saint-Germain-en-Laye et des 187 bases de l'organisation en France : l'île Saint-Germain, à Boulogne-Billancourt, située à 200 mètres de la porte de Saint-Cloud et reliée à la place de l'Etoile par une navette. « N'entre sur ce territoire américain que celui qui y est invité. La sécurité s'y exerce de façon encore

plus tatillonne lorsque les Etats-Unis décident d'installer sur l'île un système expérimental de radar. Une fois franchi le poste de garde, la visite des lieux dévoile un monde à part et une imposante logistique : des garages et des ateliers de réparation de voitures civiles et militaires, des PX (*Post exchange*), sorte de magasins où se trouvent les produits les plus usuels auxquels les Américains sont habitués – cigarettes, chocolats, radios portatives... Ici, on ne paye pas en francs, mais en scripts dollars, dollars d'occupation émis en Allemagne. [...] Sur cette île, les Américains pourraient vivre en autarcie... On y trouve même une prison militaire car l'armée américaine fait la loi sur cet espace qui lui est concédé⁵. »

En échange de cette colonisation, la IV^e République peut compter sur les Etats-Unis pour assurer sa défense. Selon un rapport du Département d'Etat publié en octobre 1957, l'assistance américaine à la France – hors plan Marshall – s'est montée à 3,8 milliards de dollars entre 1950 et 1956. Et en 1957, pour faire face aux dépenses croissantes liées à la guerre d'Algérie, c'est 1,4 milliard de dollars que Paris a encore réclamé à Washington au nom de l'« amitié franco-américaine⁶ » !

Le jeu américain au Maghreb

Avec de tels amis, cependant, la France aurait pu aisément se passer d'ennemis... De même qu'en Indochine les Etats-Unis avaient vendu à la IV^e République des armes servant à combattre un Viêt-minh qui n'aurait jamais vu le jour sans leur aide^{*7}, de même l'OSS puis la CIA ont joué un rôle décisif dans l'émergence du FLN algérien que l'armée française s'efforçait de réduire... grâce à l'équipement américain !

Tout commence avec les événements de Sétif du 8 mai 1945 qui frappent les trois coups de l'insurrection algérienne. Tandis qu'à Paris on danse dans les rues pour fêter la capitulation allemande, une centaine de Français d'Algérie sont assassinés dans la région de Constantine, des femmes violées, des fermes incendiées. De Gaulle qui, au même instant, est confronté en Syrie à de violentes émeutes suscitées par les Britanniques pour tenter de mettre fin au mandat français^{*8}, donne l'ordre de briser dans l'œuf ce début d'insurrection. Quoiqu'il pense du système colonial, il n'est pas question pour lui de laisser humilier la France à un moment aussi stratégique ni de permettre aux territoires qu'elle administre de lui « filer entre les doigts ». La suite est connue : une répression sanglante (plusieurs

milliers de morts sans doute, mais assurément pas les 45 000 « officialisés » par les autorités algériennes après l'indépendance de 1962) et, pour les Etats-Unis, une occasion rêvée de condamner Paris en se posant en champions du droit des peuples.

Du « droit des peuples » ou du droit de leurs sociétés pétrolières à prospecter le sous-sol algérien ? Dès l'entre-deux-guerres, en effet, plusieurs géologues français, dont Conrad Kilian^{*9}, ont établi que le Sahara serait un jour l'« Oural de la France ». Une prophétie qui, sans attendre la découverte des champs pétrolifères d'Hassi Messaoud (1956), n'a pas échappé aux Anglo-Saxons. Alors qu'en 1943 il explorait l'Aïr, à l'extrême sud du Sahara (Niger actuel), Kilian s'est aperçu que les Anglais foraient déjà dans cette région, dans la plus parfaite clandestinité. Peu après, à Alger, des représentants de la Shell et de l'Aramco lui ont offert des liasses de dollars pour qu'il leur livre le résultat de ses recherches. Outré, Kilian a refusé et aussitôt avisé sa hiérarchie.

Mais, peu après, son guide a été retrouvé mort, manifestement torturé. Dans quel but, sinon celui de lui soutirer des informations ? Puis c'est Kilian lui-même qu'on a tenté deux fois d'assassiner (un empoisonnement avec du thé au *bor-bor*^{*10}, et une tentative d'écrasement par une automobile surgissant tous feux éteints sur le trottoir)... avant qu'un triste jour de 1950 on le retrouve pendu dans un hôtel de Grenoble. Pendu mais aussi défiguré par des coups et les poignets tailladés. Un « détail » qui n'empêchera pas la police de conclure à un suicide.

Pour les princes de la IV^e République, qui n'avaient eu de cesse de faire passer Kilian pour un illuminé, ce suicide ne pouvait être que l'épilogue logique d'une vie gâchée par la poursuite d'une chimère. Après tout, les Américains n'avaient-ils pas proclamé en 1949, par la voix de Hallis Helberg, géologue en chef de la compagnie américaine Gulf Oil Corporation, qu'« en Afrique, on ne décèle pratiquement pas d'indications de pétrole... en particulier au Sahara⁷ » ?

Deux hommes, pourtant, avaient été convaincus par cet « illuminé » singulièrement éclairé : de Gaulle et le général Leclerc. Mais le premier, auquel Kilian avait fait parvenir des notes circonstanciées sur les filatures dont chacune de ses expéditions sahariennes faisait l'objet depuis le milieu des années 1930, quitta le pouvoir quelques semaines avant le rendez-vous qu'il lui avait accordé. Quant au second, devenu inspecteur des forces armées françaises en Afrique du Nord, il devait mourir dans un accident

d'avion le 27 novembre 1947... en survolant les terrains potentiellement pétrolifères indiqués par Kilian !

Dans son livre *Les Espions de l'or noir*, Gilles Munier pose deux questions dérangeantes sur les années qui suivirent : « Pourquoi Robert Schuman, inamovible ministre de la IV^e République, refusait-il de le recevoir et faisait-il jeter ses rapports aux oubliettes ? Pourquoi le gouvernement français refusa-t-il de répondre au Canada qui proposait de financer la prospection pétrolière et son exploitation à hauteur de 49 %, et d'abandonner en sus sa dette de guerre estimée à 50 milliards ? » Il poursuit : « En 1948, se sentant traqué, Kilian déposa ses rapports à l'Académie des sciences, sous pli cacheté, pour le cas où il lui arriverait aussi malheur. [...] En 1957, lorsque [ce pli] fut ouvert, on découvrit que le pétrole décelé un an plus tôt à Edjelé et à Hassi-Messaoud – la Colline du bonheur – l'avait été en des lieux répertoriés par Conrad Kilian, tout comme le sera celui trouvé au Fezzan en 1958⁸. »

D'après Gilles Munier, il ne fait aucun doute qu'en débarquant en Afrique du Nord en novembre 1942, les Américains avaient déjà une idée très précise des zones à prospector, à défaut de connaître l'emplacement précis des nappes pétrolières. D'où leur engagement précoce, maquillé d'anticolonialisme, en faveur de la rébellion algérienne. C'est ainsi, rapporte Frédéric Charpier, que, pour les services de renseignements français, le rôle de l'OSS dans les émeutes de Sétif a d'emblée paru évident. Une note qu'il a consultée « signale, à la fin de l'année 1944, le passage dans la région d'un officier américain de l'OSS et lui attribue un rôle actif dans la brusque effervescence des tribus kabyles babores réfugiées dans les massifs montagneux du nord de Guelma qu'il serait venu chauffer⁹ ».

Cet officier porte un nom célèbre : Roosevelt. Son prénom : Kermit, dit « Kim ». Lointain cousin du président en exercice Franklin D. Roosevelt, il est le petit-neveu de l'ancien président Theodore Roosevelt. Cofondateur de la CIA avec Allen Dulles, « Kim » sera, neuf ans plus tard, le maître d'œuvre de l'opération *Ajax* destinée à renverser le Premier ministre iranien Mossadegh qui avait eu la mauvaise idée de nationaliser l'industrie pétrolière de son pays ! Un exploit qui vaudra à Kermit Roosevelt d'intégrer la Gulf Oil Company et d'en devenir, en 1960, le vice-président...

De fait, dix ans après les émeutes de Sétif, la rébellion algérienne, désormais incarnée par le FLN^{*11}, est clairement soutenue par la CIA. Une fois de plus à la manœuvre, Irving Brown finance la mise sur pied de

l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), bras syndical du FLN. En 1951, il s'était rodé en Tunisie en créant, sur le même modèle, l'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT), prolongement du parti Néo-Destour d'Habib Bourguiba, et avait même invité son secrétaire général, Ferhat Ached, à la convention de l'AFL-CIO à San Francisco. Aux Etats-Unis, Brown peut compter sur le soutien de Louise Page Morris (compagne, à la ville, de Jay Lovestone) en charge des affaires nord-africaines au sein de la CIA et qui dispense ses conseils aux observateurs du FLN auprès de l'ONU, qu'elle loge dans son appartement de New York et dont elle relit les discours, obligeamment traduits par des arabisants du Département d'Etat...

Cet engagement est tellement voyant qu'en août 1955 le gouverneur général de l'Algérie, Jacques Soustelle, convoque le consul américain à Alger, Louis Clarke, pour s'en plaindre. Même le doux Vincent Auriol, qui a pris sa retraite de l'Elysée en 1954, sort de son silence pour demander solennellement aux Américains de ne pas « se ranger au côté des ennemis de la France¹⁰ » ! Il faut dire que, non contents d'aider les nationalistes algériens contre les Français, les Américains s'étaient permis, comme les Anglais pendant la guerre, de forer clandestinement dans le Sahara... à la recherche d'un pétrole qui, prétendaient-ils, n'existait pas ! Bientôt, la Standard Oil of New Jersey est sommée d'arrêter ses prospections et, en 1956, Irving Brown est expulsé d'Algérie^{*12}. Il y reviendra en 1962, à la tête d'une délégation de l'AFL-CIO, pour proposer ses conseils à la jeune République algérienne... Qui démontrera son indépendance en les refusant !

Des amis « sûrs » pour contrôler de Gaulle...

Au printemps 1958, pourtant, Washington tranche le nœud gordien : Eisenhower^{*13} et le Département d'Etat décident de ne pas faire obstacle au retour de De Gaulle. En auraient-ils d'ailleurs les moyens ? Pour l'avoir pratiqué pendant la guerre, le président américain sait que toute tentative d'intimidation n'aboutirait qu'à rendre plus intransigeant encore l'ancien chef de la France libre. Et puis l'Amérique n'a-t-elle pas tiré tout ce qu'elle pouvait de cette IV^e République décidément irréparable ? Jugeant inéluctable le retour du Général, « Ike » se résout, comme on dit, « à faire avec », espérant même que, en échange de sa bienveillance, de Gaulle saura

se montrer plus « compréhensif » qu'auparavant. Le 27 mai 1958, le diplomate Charles Burke Elbrick, en charge des affaires européennes (*Assistant secretary of State for the European Affairs*), propose même un mode d'emploi destiné à faciliter les rapports « nécessairement difficiles » avec le revenant : profil bas (« *a discreet posture* ») sur l'Afrique du Nord et sur l'intégration européenne afin de ne pas brusquer les Français. Et priorité absolue aux deux dossiers vitaux pour Washington : « l'Otan et nos relations avec l'Union soviétique », quitte, pour le flatter, à lui laisser prendre l'initiative dans ces deux directions (« *We would do well to appear to leave some of the initiative to him on these matters* »)... Admettant qu'il n'est pas impossible de voir de Gaulle résoudre « quelques problèmes français fondamentaux », comme l'« instabilité gouvernementale », Elbrick se risque à un pari : « Il n'est pas éternel, et il se peut qu'il disparaisse de la scène après une période de pouvoir limitée¹¹. »

Le lendemain, 28 mai, Eisenhower approuve le plan et, devant le Conseil national de sécurité américain réuni au grand complet en présence d'Allen Dulles, dit sa crainte de voir surgir de « graves désordres¹² » si la SFIO et les communistes persistent à s'opposer au retour au pouvoir de celui que le président Coty désignera bientôt comme le « premier des Français ». Dulles n'a nul besoin d'un dessin pour comprendre le message : la CIA doit aider la gauche non communiste à faire le bon choix ! Il demande donc aussitôt à l'un de ses émissaires, Dean Brown, spécialisé dans les relations avec les parlementaires socialistes, de « traiter » les plus récalcitrants d'entre eux^{*14}. L'éloquence de Brown a-t-elle suffi ou celui-ci a-t-il dû recourir, comme naguère, à des arguments plus matériels en direction des malentendants ? Le 1^{er} juin, en tout cas, le groupe socialiste se divise, une moitié se ralliant à de Gaulle derrière Guy Mollet, l'autre dénonçant avec François Mitterrand un « coup d'Etat ». Résultat : le Général est investi et Mollet devient son ministre tandis que Mitterrand inaugure sa carrière d'opposant numéro un au fondateur de la V^e République, dont la Constitution est ratifiée, le 28 septembre 1958, par 82,6 % des Français.

Apparemment, les Américains ont tout lieu d'être satisfaits : emmenés par Guy Mollet, les quatre ministres socialistes du gouvernement de Gaulle sont des atlantistes convaincus, et la droite non gaulliste est représentée par leur homme de confiance entre tous : Antoine Pinay. Un symbole à lui tout seul, que le Général a recruté pour la confiance dont il bénéficie dans la bourgeoisie à laquelle il veut imposer, *via* un grand emprunt, son plan de

redressement, et dont il connaît les liens privilégiés avec Washington... Sans toutefois concevoir pleinement ce qu'ils ont d'inavouable. Après avoir été membre du Conseil national de Vichy et avant de devenir ministre et président du Conseil sous la IV^e République^{*15}, Pinay a en effet accepté d'être l'un des principaux responsables français des réseaux Stay Behind, ces armées secrètes de l'Otan mises en place à partir de 1949 par les Américains pour résister aux Soviétiques en cas d'invasion de l'Armée rouge¹³.

Financés par la CIA, ces réseaux ont fonctionné jusqu'à ce qu'au début des années 1990, en Italie et au Luxembourg, une série de procès ayant pour origine des affaires terroristes ne révèle leur existence. Et fasse apparaître du même coup que, loin de lutter seulement contre l'influence soviétique ou anticiper une invasion communiste, ils servaient aussi et surtout à manipuler les gouvernements dans le sens prescrit par Washington. Ainsi jouèrent-ils un rôle essentiel dans la « stratégie de tension » élaborée par la CIA pour garder la main sur les gouvernements occidentaux bien après la fin de la guerre froide, n'hésitant pas à provoquer des attentats imputés à l'extrême gauche, comme celui de la gare de Bologne, le 2 août 1980 (85 morts, 200 blessés), ou ceux qui, entre 1984 et 1986, frappèrent le Luxembourg^{*16}. Staline, alors, était mort depuis longtemps et l'impérialisme soviétique à peine mieux portant.

En 1958, la situation est bien différente : la tension entre les Etats-Unis et l'Union soviétique est toujours à son comble et les hommes des réseaux Stay Behind et de leur bras armé, le Gladio^{*17}, sont omniprésents dans le renseignement français. A commencer par le directeur du SDECE (le contre-espionnage français), le général Henri Grossin...

C'est dire si, entre les ministres qu'ils contrôlent et les services de renseignements français qu'ils tiennent pour une annexe de la CIA, les Américains pensent avoir les moyens de maîtriser de Gaulle jusqu'à ce que, celui-ci ayant mis fin au désordre ambiant, ils puissent miser sur un successeur plus accommodant. Par exemple, Antoine Pinay...

... mais qui ne l'empêchent pas de faire ce qu'il veut !

Fatale erreur d'appréciation ! A peine en fonction, le Général administre en effet une douche froide à l'allié américain en rompant avec une tradition

bien établie par tous ses prédécesseurs à la présidence du Conseil : il refuse de recevoir à Matignon Allen Dulles, le directeur de la CIA. Alors qu'il jette les bases d'une République nouvelle non seulement par ses institutions, mais par l'esprit d'indépendance qui selon lui doit y présider, pourquoi sacrifierait-il à ce qu'il tient pour un rituel de soumission ? Si Dulles veut être reçu, il le sera, mais par l'homme auquel il a décidé de confier la responsabilité des services secrets français, son garde des Sceaux Michel Debré, architecte de la nouvelle Constitution et destiné à devenir, le 8 janvier 1959, le premier Premier ministre de la V^e République. De Gaulle, quant à lui, ne consent à s'entretenir qu'avec le chef de la diplomatie américaine, le secrétaire d'Etat John Foster Dulles, frère d'Allen, qui obtient audience à Matignon le 5 juillet 1958, entouré de ses principaux collaborateurs.

Les amabilités d'usage réduites au minimum, de Gaulle ne joue pas les prolongations : « Alors, Monsieur le secrétaire d'Etat, qu'est-ce que vous avez à dire ? » Plus habitué à demander des comptes qu'à en rendre, Dulles, manifestement déstabilisé, se lance dans un exposé interminable en forme de leçon de choses – 5 pages de monologue ininterrompu sur les 10 du compte rendu officiel de l'entretien, versé dans les archives du Département d'Etat... Dans le style pince-sans-rire qui le caractérise, le ministre des Affaires étrangères français, Maurice Couve de Murville, en résumera la teneur d'une phrase : « Toute sa politique consistait à organiser, soutenir, voire armer les bons et à résister aux méchants¹⁴. » A condition, ajoutait Dulles, que la France rompe avec la période récente durant laquelle elle n'avait pas tenu son rang (« *had not been held in respect to a desirable degree* »)¹⁵. Une pique qui, en retour, lui vaut cette explication de gravure signée de Gaulle : « La France a subi, en cent cinquante ans, six invasions et a connu treize régimes. En plus, elle n'a pas de pétrole et elle n'a pas de charbon. Peut-être que si tout cela arrivait aux Etats-Unis, cela provoquerait chez vous d'ennuyeuses conséquences¹⁶. »

Après quoi le Général lui répond en trois points : la France veut bien coopérer avec les Etats-Unis à la défense de l'Europe à condition qu'elle retrouve la maîtrise de ses armes ; celles-ci incluent la force de frappe nucléaire dont la France disposera bientôt ; enfin, cela sous-entend que la conception même de l'Otan soit revue de fond en comble, de telle manière que la France participe « dans les instances les plus élevées » aux décisions de l'Alliance.

Dulles, qui s'était vanté auprès d'Eisenhower d'obtenir une « explication franche » avec de Gaulle, est servi. Le 17 septembre 1958, le Général résume noir sur blanc sa position dans un mémorandum adressé aux gouvernements américain et britannique, lequel laisse peu de doutes sur sa détermination à quitter l'organisation intégrée s'il n'obtient pas satisfaction : « La France ne saurait considérer que l'Otan, sous sa forme actuelle, satisfasse aux conditions de la sécurité du monde libre et, notamment, de la sienne propre. Il lui paraît nécessaire qu'à l'échelon politique et stratégique mondial, soit instituée une organisation comprenant : les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France. Cette organisation aurait, d'une part, à prendre les décisions communes dans les questions politiques touchant à la sécurité mondiale, d'autre part à établir et, le cas échéant, à mettre en application les plans d'action stratégique, notamment en ce qui concerne l'emploi des forces nucléaires. »

Dans ses *Mémoires d'espoir*, de Gaulle abandonne les précautions diplomatiques pour résumer l'enjeu de sa proposition d'un directoire à trois : « A partir du moment où les Soviets ont acquis ce qu'il faut pour exterminer l'Amérique, tout comme celle-ci a les moyens de les anéantir, peut-on penser qu'éventuellement les deux rivaux en viendraient à se frapper l'un l'autre sinon en dernier ressort ? Mais qu'est-ce qui les retiendrait de lancer leurs bombes entre eux deux, autrement dit sur l'Europe centrale et occidentale ? Pour les Européens de l'Ouest, l'Otan a donc cessé de garantir leur existence¹⁷. »

Faute d'avoir reçu une réponse positive à son mémorandum, le Général décide, le 7 mars 1959, de soustraire nos forces navales de Méditerranée au commandement de l'Otan ; et, dix jours plus tard, priorité est donnée à la dissuasion nucléaire dans notre politique de défense. Le 13 février 1960, la première bombe atomique française explose à Reggane (Sahara). Elle n'est qu'expérimentale, mais, deux ans plus tard, elle sera opérationnelle. Elle équipera, en 1966, les 62 Mirage IV de nos forces aériennes stratégiques. Entre-temps, le 27 juin 1963, ce sont les flottes françaises de la Manche et de l'Atlantique qu'il a affranchies de la tutelle américaine.

Cette fois, l'affrontement est inévitable. Et, comme de Gaulle le sait, il commence à soustraire l'appareil d'Etat à l'influence américaine. Côté gouvernement, il n'a pas à prendre l'initiative : le 9 janvier 1960, de retour d'un voyage aux Etats-Unis, Antoine Pinay démissionne du ministère des Finances pour protester contre la prise de distance avec l'Otan entamée par la France... et accessoirement contre l'augmentation « inutile » des crédits militaires. Côté services secrets, de Gaulle a confié la purge à Michel

Debré. En 1959, celui-ci a limogé Roger Wybot, qui, à la tête de la DST (Direction de la surveillance du territoire) depuis 1944, entretenait avec Washington des rapports tellement étroits qu'on ne savait plus « pour le compte de qui il surveillait qui¹⁸ ». Et, en 1961, il s'est passé des services du général Grossin, encarté clandestinement à la SFIO, et qui aurait commis l'imprudence en 1958 de confier à Frank Wisner, directeur de la planification de la CIA, que le retour de De Gaulle ne manquerait pas de provoquer celui des communistes au gouvernement¹⁹. En 1962, ce sera au tour d'Alfred Ulmer, chef de poste de la CIA à Paris, d'être purement et simplement expulsé.

Est-ce un hasard ? Dès la fin de 1958, le concours apporté par les Américains au FLN algérien a repris de plus belle. En février 1959, Michel Debré réunit un comité interministériel spécial pour évoquer la question de l'« aide extérieure à la rébellion algérienne ». Celui-ci donne lieu à un mémorandum détaillé faisant état d'une montée en puissance des contributions en tous genres dont bénéficie le FLN de la part des Etats-Unis, qu'il s'agisse de virements de fonds (le plus souvent *via* les banques suisses, l'UBS en particulier), mais aussi d'armes *made in USA* vendues à la Tunisie et offertes par celle-ci au FLN. Sans parler des visas accordés par Washington aux chefs indépendantistes pour aller plaider leur cause à l'ONU. Ce document fait aussi état de contacts entre ces derniers et les « compagnies [pétrolières] américaines qui ont des investissements au Sahara²⁰ ».

Liaisons dangereuses avec les putschistes

Mais il y a plus grave : le soutien apparemment contradictoire, mais en réalité parfaitement complémentaire dans l'optique d'une déstabilisation tous azimuts du pouvoir gaulliste, qu'apportent désormais les Américains aux militaires opposés à la politique algérienne du Général.

Depuis que, le 16 septembre 1959, celui-ci a proposé ses trois solutions : « sécession » pure et simple ; intégration « de Dunkerque à Tamanrasset » ; « gouvernement des Algériens par les Algériens en union étroite avec la France », une frange de l'armée, soutenue par les colons d'Algérie, a déclaré la guerre à de Gaulle dont chacun comprend que, des trois voies énoncées, c'est la dernière qui a ses faveurs. Ou, à défaut, la

première... Mais en aucun cas la deuxième, qui était pourtant celle portée par Salan, Soustelle et la plupart de ses soutiens sur place en 1958.

A l'idée que le chef de l'Etat ne soit pas prêt à engager la France dans une guerre perdue d'avance pour garder 9 millions d'Algériens sous son contrôle, la droite, qui comptait sur lui pour réaliser l'« intégration », perd ses nerfs. Le 24 janvier 1960, les pieds-noirs se révoltent : Alger se couvre de barricades, des fusillades éclatent avec les gendarmes mobiles, on relève 20 morts et près de 200 blessés de part et d'autre. Ce jour-là, un fossé d'incompréhension se creuse entre les Français d'Algérie et ceux de métropole lassés de voir leurs fils combattre et mourir depuis bientôt six ans pour une cause d'un autre âge.

Le 14 juin 1960, de Gaulle coupe définitivement les ponts avec les partisans de l'intégration en appelant à un dialogue direct avec le FLN devenu Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA). Et, le 5 septembre, le grand mot est lancé à l'occasion de sa conférence de presse de rentrée : « L'Algérie algérienne est en marche. Il est fort probable que l'évolution accomplisse progressivement dans les faits ce qu'un jour le suffrage universel décidera d'établir en droit ! » A la perspective d'un référendum d'autodétermination, les pieds-noirs ultras reprennent les armes : pas un jour ne se passe sans que des heurts sanglants ne les opposent aux musulmans.

Las ! Le 8 janvier 1961, le peuple français offre à de Gaulle le « oui franc et massif » qu'il attendait pour proposer l'indépendance à l'Algérie : 75 % des votants, soit plus de 17 millions d'électeurs, approuvent le principe de l'autodétermination. Dans la nuit du 17 au 18 mars 1961, Paris est ravagé par une vague d'attentats au plastic : l'OAS (pour Organisation de l'armée secrète) est née. A sa tête, le général Raoul Salan et le principal meneur de la « Semaine des barricades », Jean-Jacques Susini, 26 ans, président de l'Association générale des étudiants d'Algérie. A leur côté, le général Maurice Challe, qui, deux mois plus tôt, commandait encore les forces de l'Otan pour le Centre-Europe et n'a demandé sa mise en disponibilité que pour mieux se consacrer à la chute de De Gaulle. Ses proches, à commencer par le colonel Lacheroy, l'inventeur de l'action psychologique en Algérie, sont tous membres des Stay Behind, autrement dit en liaison permanente et structurelle avec la CIA.

Depuis la nomination de Lacheroy à l'Ecole de guerre en 1959, son bureau est devenu le rendez-vous des officiers les plus antigauillistes en même temps qu'une annexe de l'ambassade américaine à Paris. Parmi les plus virulents de ces hommes qui s'enrôlent d'emblée dans l'OAS, le

lieutenant-colonel Jean-Marie Bastien-Thiry, un spécialiste des missiles qui, le 22 août 1962, organisera l'attentat du Petit-Clamart contre de Gaulle. Pour ce catholique qu'on qualifierait aujourd'hui d'intégriste, l'homme du 18-Juin est une sorte d'« antéchrist » qui, en tenant tête aux Américains, fait le jeu du communisme international, matérialiste et athée. Il expliquera lors de son procès, le 2 février 1963 : « La trahison du général de Gaulle en Algérie n'est pas seulement une trahison à l'égard des populations françaises de ce pays ; c'est aussi une trahison à l'égard du monde libre tout entier, et je sais pour l'avoir constaté au cours de nombreuses missions officielles, ces dernières années, à l'étranger, que nos amis américains et anglais, et en particulier nos camarades de l'Armée américaine se rendent bien compte comme nous que l'actuel Chef de l'Etat trahit l'Occident et le monde libre. » Et d'ajouter, en écho au principal grief adressé par les Anglo-Saxons à de Gaulle – l'adoption par la France d'une force de dissuasion nucléaire indépendante : « J'insiste sur le fait que l'une des raisons de mon opposition à la politique gaulliste réside précisément dans le caractère aberrant de cette attitude d'autonomie nationale basée sur un outil militaire illusoire²¹. »

Dans le climat passionné du moment, nul n'a relevé le paradoxe pourtant criant de cet étrange « nationaliste » qui, jugeant « aberrant » le concept d'« autonomie nationale », préfère s'en remettre à des armes étrangères pour assurer la défense de sa patrie. Et qui donc, à l'exception des conjurés, mais aussi des Américains, se souvient de ce qu'écrivait ce même Bastien-Thiry dans l'hebdomadaire *Rivarol* trois ans plus tôt, le 13 juillet 1960 ? Intitulé « Sabotage des ailes françaises », un article de lui, non signé – pour cause d'un devoir de réserve qui, *a posteriori*, peut prêter à sourire quand on sait que le militaire en question tentera bientôt d'assassiner le chef suprême des armées –, stigmatisait le choix de De Gaulle de construire des Mirage IV capables de transporter la bombe atomique française. D'une violence inouïe contre le chef de l'Etat, cet article qui reprenait scrupuleusement tous les arguments servis par les Américains pour discréditer notre dissuasion naissante avait valu un procès à l'hebdomadaire, ce qui n'avait pas empêché son auteur de réitérer, en octobre suivant, dans la revue *Ecrits de Paris*, appartenant comme *Rivarol* à l'avocat René Malliavin.

Ancien conseiller juridique de l'agence de presse Inter-France qui, entre 1940 et 1944, fournissait en dépêches et éditoriaux les journaux de la Collaboration^{*18}, Malliavin était devenu, en plus de ses activités de presse

antigaullistes, un membre influent du Centre des hautes études américaines, l'un des relais d'opinion les plus efficaces de Washington au sein de la droite et de l'extrême droite françaises. C'est lui qui, à l'automne 1960, présentera Bastien-Thiry à l'avocat Jean-Louis Tixier-Vignancour (son futur défenseur) puis au général André Zeller qui le mettra en contact avec Challe, lequel l'intégrera au groupe des comploteurs de l'École de guerre animé par le colonel Lacheroy.

Dans son livre *Plaidoyer pour un frère fusillé*, publié en 1966 aux Editions de la Table ronde, Gabriel Bastien-Thiry a raconté que la résolution de Jean-Marie d'en finir avec de Gaulle fut prise au lendemain de ses deux articles contre le Mirage IV. Au moment donc où ses contacts étaient les plus réguliers avec les Américains. Après son arrestation, ces derniers, selon Jean-Raymond Tournoux, feront même parvenir à sa femme un message ainsi libellé : « Lorsque le colonel sera libéré dans quelques années, la vie en France demeurera difficile pour lui. Nous sommes prêts à l'accueillir et à mettre à sa disposition des moyens exceptionnels de recherche²². »

L'historien britannique Alister Horne confirme sans ambiguïté les liens étroits qui existaient entre les généraux factieux qui avaient instrumentalisé Bastien-Thiry et les responsables américains de l'Otan : « Challe qui était populaire s'était solidement lié d'amitié avec des généraux américains qui ne faisaient pas mystère de leur aversion pour ce que de Gaulle faisait de l'Otan. Après une pléthore de scotch, ils allaient jusqu'à exprimer leur enthousiasme pour quiconque pourrait débarrasser la France de son turbulent président ou au moins l'amener à changer de ton²³. »

Dans son étude magistrale sur l'attentat du Petit-Clamart, Jean-Noël Jeanneney évoque longuement l'univers mental dans lequel évoluaient ces gens : un mélange d'intox savamment entretenue – telle cette phrase attribuée à de Gaulle et que répétaient en boucle ses opposants de droite : « L'avenir est au communisme [*sic*], je suis là, en France, pour que cette transition se passe au mieux²⁴ ! » – et d'excitation religieuse qui, dans l'esprit de certains, aboutit à faire de De Gaulle un être démoniaque : « Par son action, dit Bastien-Thiry à son épouse, les forces du mal sont déchaînées²⁵ ! »

C'est dans ce bouillon de culture politico-pathologique qu'intervient le putsch des généraux, prélude à l'attentat du Petit-Clamart : en avril 1961, Salan et Challe, rejoints par Jouhaud et Zeller, sont entrés en sécession. Les troupes qui leur sont fidèles ont occupé les bâtiments publics d'Alger et

Challe a proclamé fièrement que « le commandement réserve ses droits pour étendre son action à la métropole et reconstituer un ordre constitutionnel et républicain gravement compromis » !

La suite est connue : de Gaulle apparaissant le lendemain soir à la télévision pour fustiger ce « quarteron de généraux en retraite » et ces officiers qui « ne voient et comprennent la nation et le monde que déformés au travers de leur frénésie » ; son refus de voir « l'Etat bafoué, la nation défiée, notre puissance ébranlée » par des hommes (« Hélas ! Hélas ! Hélas ! ») dont c'était « le devoir, l'honneur, la raison d'être, de servir et d'obéir » ; l'interdiction faite enfin « à tout Français, et d'abord à tout soldat, d'exécuter aucun de leurs ordres ». Et au même moment, de l'autre côté de la Méditerranée, en opérations ou dans leurs casernes, les appelés qui crient « Vive de Gaulle ! », les officiers qui les imitent... Et Challe, et Zeller, qui juraient si fort « de souffrir et de mourir », qui se rendent aux gendarmes, tandis que Salan et Jouhaud s'évanouissent dans les Aurès avec une poignée de soldats perdus...

Jusqu'où la CIA serait-elle allée pour soutenir les putschistes d'avril 1961 ? Le débat reste ouvert, mais une hypothèse se fait jour : jusqu'au bout, s'ils avaient gagné !

En date du 2 juillet 1962, une note de synthèse des services secrets suisses sur l'« intervention des services américains en Algérie », aujourd'hui déclassifiée, révèle en effet ce que de Gaulle lui-même présentait sans en détenir la preuve formelle : « Il est évident que si l'opération avait tourné au succès, les Yankees étaient alors à pied d'œuvre et prêts à se précipiter au secours des vainqueurs. » Et le rédacteur de cette note, le colonel Pierre Musy, de révéler quelques « faits troublants » : la présence à Alger, la veille du putsch, « de l'attaché militaire des Etats-Unis à Paris [il s'agit du général Govern-Smith] et de son adjoint, quelques heures avant l'arrivée du général Challe ; nous avons pu établir que les officiers américains avaient fait une demande spéciale pour effectuer ce voyage à cette date ». Et d'ajouter que « le poste émetteur du consulat général américain à Alger a été employé [par les putschistes] pour la liaison Alger-Paris au moment du putsch²⁶ ».

Naguère si confiants dans la naissance d'une Algérie algérienne qui offrirait à leurs compagnies pétrolières un libre accès à ses gisements, les Etats-Unis craignent désormais que l'Union soviétique profite de l'indépendance pour prendre la place de la France. Au printemps 1961, remarquent les services secrets suisses, « l'évacuation de Bizerte se dessinait sans que, comme Washington l'aurait désiré, cette base française

devienne une base NATO [Otan] et il faut également mentionner les difficultés de Franco et de Salazar dans leurs positions africaines, c'est-à-dire, pour le premier, à Ifni, Ceuta et Melilla, et pour le deuxième, en Angola et au Mozambique, sans oublier bien entendu leurs grosses difficultés intérieures. Or, en Espagne et au Portugal, se trouvent des bases américaines importantes²⁷ ».

Ici, pourtant, une observation : il est loin d'être établi que, sur le dossier algérien, le président Kennedy, en poste depuis janvier 1961, ait été sur la même longueur d'onde que la CIA et les faucons de l'état-major. Tout indique même un désaccord de fond, inséparable du conflit qui opposait alors la Maison-Blanche au général Lemnizter (chef d'état-major interarmées US) et le général Norstad, commandant en chef des forces américaines basées en Europe, s'agissant de sa politique cubaine^{*19}. Alors qu'au soir du 25 avril le président américain félicitait chaleureusement de Gaulle du dénouement de la crise, le général Norstad, proche du général Challe dont il avait été le supérieur direct, adressait dans l'après-midi du même jour à Kennedy une note dans laquelle il minimisait étrangement l'impact qu'aurait eu une victoire des putschistes. « Challe ne veut pas établir une dictature militaire, mais plutôt créer un régime composé de techniciens et de quelques hommes politiques [...]. Les leaders demanderaient au nouveau régime de soutenir l'Otan et de poursuivre une politique anticommuniste²⁸. » Pouvait-on espérer mieux, en effet ?

Trois mois plus tôt, c'est Allen Dulles en personne qui avait prévenu Kennedy : « De Gaulle ne durera certainement pas s'il tente de laisser partir l'Algérie. Tout sera fini pour lui probablement avant la fin de l'année – il sera soit déposé, soit assassiné²⁹. » Apparemment, Dulles prenait ses informations aux meilleures sources possibles : son ami Challe en personne, ou les officiers félons qui gravitaient autour du colonel Lacheroy...

Le 28 avril 1961, trois jours après la fin du putsch, *Le Monde* affirme dans son éditorial : « Il paraît établi que des agents américains ont, plus ou moins, encouragé Maurice Challe. » Ce que l'hebdomadaire *Afrique Action* (le futur *Jeune Afrique*) confirme le 30 avril sous la plume de son correspondant aux Etats-Unis, lequel fait état d'une réunion à Madrid entre des officiers putschistes, des agents américains et des représentants du général Gehlen, chef des services secrets allemands et grand ordonnateur des réseaux Stay Behind pour le compte de la CIA ! C'est peu dire qu'alors le renseignement allemand, en fidèle allié des Américains, pratique un double jeu analogue à celui de l'Agence : ce même BND (Service fédéral

de renseignements allemand) qui organisera bientôt l'exfiltration à Munich du colonel Antoine Argoud, l'un des chefs de l'OAS, a déployé des efforts parallèles pour aider le FLN. Dans sa magistrale *Histoire mondiale des services secrets*, Rémi Kauffer raconte ainsi comment Gehlen demanda à l'ancien SS Richard Christmann, qui, sous l'Occupation, manipulait déjà les mouvements nationalistes maghrébins, d'aider le FLN à trouver les cibles de ses attentats en région parisienne, ou encore comment, en 1957, il mit au point une filière de désertion pour les Allemands engagés dans la Légion étrangère, de même que pour les officiers français d'origine algérienne désireux de rejoindre la rébellion³⁰.

De son côté, Maurice Couve de Murville apprend par des informateurs du Quai d'Orsay que des agents américains ont fait pression sur des sociétés céréalières françaises, mais aussi américaines et suisses, présentes en Algérie, notamment la Grainetière de Zurich, pour qu'elles apportent une aide directe aux comploteurs.

Curieusement, c'est Kennedy en personne qui anticipe les explications que la France s'apprête à lui demander. Et qui, humiliation suprême pour la CIA, réclame une enquête au Département d'Etat sur le rôle présumé des services américains pendant le putsch d'Alger ! Officiellement, celle-ci ne débouchera sur rien. Mais le secrétaire d'Etat américain, Dean Rusk, prend la peine d'assurer notre ambassadeur à Washington, Hervé Alphand, que si des contacts entre des putschistes et la CIA « s'étaient effectivement produits [*sic*], ils seraient contraires aux intérêts et à la politique des Etats-Unis³¹ ».

Alphand résume à l'intention de Couve et de De Gaulle : « M. Kennedy qui examine de très près actuellement les activités des différents services américains souhaiterait vivement, si nous le jugions possible, connaître les indications que, de notre côté, nous aurions pu recueillir sur ce sujet. Il est résolu à prendre toutes les mesures qui s'imposeraient dans l'intérêt des bonnes relations franco-américaines, et cela, quels que soient le rang et les personnes incriminées³². »

Ce document, cité par Vincent Jauvert dans son étude, très documentée, *L'Amérique contre de Gaulle, 1961-1969*, est absolument décisif : non seulement il dédouane personnellement Kennedy qui va jusqu'à demander l'aide de la France pour y voir clair, mais il atteste de l'étendue du conflit qui oppose alors le président américain à ses services secrets^{*20}. « Selon Kennedy, écrit encore Alphand à Couve de Murville, la CIA est une

machine si vaste et si mal contrôlée que les manœuvres les plus invraisemblables peuvent cependant être vraies³³. »

Comment ne pas rapprocher cette confession capitale du président américain de l'incroyable intuition de De Gaulle, lâchant le 27 novembre 1963 à Alain Peyrefitte à propos de l'assassinat de Kennedy : « La police a fait le coup, ou bien elle l'a fait faire, ou bien elle l'a laissé faire³⁴ » ?

En apprenant la tragédie de Dallas, le Général avait décidé sur-le-champ de se rendre à ses obsèques – ce qui avait entraîné le déplacement de la plupart des chefs d'Etat et de gouvernement de la planète, à l'exception des Chinois – puis envoyé à la presse cet étrange communiqué : « Il est mort en soldat, sous le feu. » Comme de Gaulle aurait pu mourir, lui-même, sous les balles de l'OAS... Coïncidence ? Au fil de sa longue enquête sur l'assassinat de JFK, le procureur Garrison mettra à jour le rôle trouble d'une société américaine du nom de Permindex, qu'il soupçonnera d'être une « lessiveuse » de fonds de la CIA. Une société que les services français connaissaient bien de leur côté et qui, d'après leurs informations, servait aussi de banque à l'OAS³⁵ !

Non contents de saboter l'action internationale de Kennedy, les ultras de la CIA, mais aussi de l'armée^{*21}, poursuivront jusqu'à l'extrême limite leur assistance aux rescapés du putsch des généraux dont l'intention est désormais de tuer de Gaulle. En janvier 1962, l'activiste de l'OAS Philippe Castille est ainsi arrêté à Paris en possession de 20 kg de plastic estampillés *US Army*... « Coïncidence ! » s'empresse d'assurer l'ambassadeur des Etats-Unis à Paris, James Gavin, convoqué début février par le ministre de l'Intérieur français, Roger Frey. L'armée française ne regorge-t-elle pas encore de matériels américains ? Mais quand Frey lui fait remarquer que la chaîne de télévision CBS, dont les liens avec la CIA sont connus, de même que *Time* et *Life Magazine* font les honneurs de leurs unes au général Salan alors en fuite, Gavin est moins à l'aise pour plaider le hasard...

Neuf mois après l'attentat de Pont-sur-Seine (8 septembre 1961)^{*22}, quelques semaines avant celui du Petit-Clamart, et tandis que l'indépendance de l'Algérie est programmée pour le 5 juillet 1962, l'OAS joue son va-tout avec l'aide de la CIA... Mais cette fois sous l'œil de témoins aussi inattendus qu'indésirés : les services secrets suisses. En juin 1962, en effet, Jean-Jacques Susini, qui a pris la tête de l'Armée secrète après l'arrestation de Salan en avril, est entré en contact avec des éléments modérés du FLN pour tenter de négocier la sécurité des pieds-noirs qui choisiraient de rester en Algérie après l'indépendance. Leur « sécurité »

alors qu'il ne se passe pas un jour sans que cette même OAS ne se rende coupable de ratonnades et de meurtres au faciès ! Des crimes censés répondre, certes, à ceux perpétrés au même moment contre les Français d'Algérie, mais qui ne sont guère de nature, *hic et nunc*, à favoriser l'apaisement... S'il n'est donc pas étonnant que de tels contacts aient tourné court, la participation de la CIA à ces discussions l'est davantage, un an après que Kennedy eut officiellement désavoué son implication dans l'affaire algérienne !

C'est que, pour les services américains, l'enjeu est tout autre que d'arracher des garanties en faveur des colons, dont la vie leur importait si peu quand ils armaient le FLN ; il est d'en obtenir pour leurs compagnies pétrolières, en favorisant, avant la proclamation de l'indépendance, la prise du pouvoir de la frange du GPRA la moins hostile à leurs intérêts.

Dans la synthèse des services secrets suisses citée plus haut, le colonel Musy écrit à propos de la démarche de Susini : « Ce sont les représentants des Etats-Unis à Alger, avant tout le consul américain de cette ville, qui sont intervenus, bien entendu téléguidés par Washington, appuyés dans leur action par les agents de la CIA et nantis de fonds secrets importants. » Quant à Susini, « fortement appuyé financièrement [...] nous savons qu'il réside depuis plusieurs semaines au consulat américain³⁶ ». Ce consulat d'Alger qui, moins de vingt ans plus tôt, servait déjà de point de ralliement à ceux qui rêvaient d'en finir avec de Gaulle avant que celui de Madrid³⁷ n'abrite tous les complots visant à lui barrer la route du pouvoir...

L'OAS démantelée, la CIA n'en continuera pas moins à s'intéresser à la trajectoire de certains de ses membres potentiellement « recrutables ». Notamment de jeunes officiers chassés de l'armée pour leur participation au putsch ou en raison de leurs sympathies attestées pour l'organisation terroriste. L'un d'eux, qui deviendra un cadre important d'Air Liquide grâce à l'entregent de Valéry Giscard d'Estaing^{*23}, nous a raconté comment, entre sa radiation de l'armée et son embauche, il fut approché par des agents américains lui proposant de devenir l'un des leurs en Amérique latine. Sa mission : renseigner les Etats-Unis, *via* leurs représentations locales, sur l'offensive diplomatique de la France gaulliste dans cette région du monde... Ce que cet ancien « soldat perdu » a refusé, faisant passer son patriotisme avant son antigauillisme, combien d'autres l'ont accepté ? Beaucoup, dans la classe politique... Et jusqu'au sommet de l'Etat.

*1. En octobre 1957, un sondage Ifop avait interrogé les Français sur l'homme le plus apte à former le prochain gouvernement et le nom de De Gaulle n'était venu spontanément à l'esprit que de 11 % des personnes interrogées. Même François Mauriac ne croyait plus au retour du Général et notait dans son « Bloc-notes » de *L'Express*, en date du 28 octobre : « Au seul nom de De Gaulle, nous verrions, au fond du panier, se désenlacer toutes ces pattes ennemies. Nous verrions faire front toutes les pinces, et ce joli monde se dresser comme un seul crabe ! »

*2. Ministre pour la première fois à 28 ans (en 1947, dans le gouvernement de Robert Schuman), Félix Gaillard était considéré comme le « fort en thème » du parti radical, qui fera de lui le plus jeune président du Conseil de la IV^e République (38 ans) en novembre 1957. Il le restera jusqu'à son remplacement – pour quinze jours – par Pierre Pflimlin en mai 1958, juste avant le retour de De Gaulle aux affaires. Malgré tout ce qui le séparait de Gaillard, notamment dans l'ordre de la politique étrangère et des conceptions institutionnelles, le Général lui saura toujours gré d'avoir veillé, chaque fois qu'il était en situation de responsabilité, au développement du Commissariat à l'énergie atomique, créé par lui en 1945. Une continuité dans l'effort qui permettra à la France d'expérimenter, comme prévu, sa première bombe A en février 1960.

*3. C'est l'inamovible Robert Murphy, connu pour sa francophobie, qui fut chargé de la médiation, acceptée par le gouvernement français.

*4. American Federation of Labour – Congress of Industrial Organisations.

*5. International Ladies' Garment Workers' Union.

*6. La première tâche du FTUC sera d'infiltrer puis d'obtenir la scission de la Fédération syndicale mondiale que les délégués de 56 pays ont créée à Paris en septembre 1945 et au sein de laquelle l'influence communiste était déterminante.

*7. Créé en 1941 pour lutter contre l'occupation japonaise en Indochine, le Viêt-minh a reçu, à partir de mars 1945, des armes américaines qui, après la capitulation du Japon, lui ont servi contre les Français. Surtout, la CIA, en la personne d'Edward Lansdale (qui a inspiré Graham Greene pour son roman *Un Américain bien tranquille*), s'est employée, après Diên Biên Phu, à purger l'Indochine non communiste de la présence française en favorisant l'arrivée au pouvoir, en 1955, d'un ancien collaborateur du Kempeitai (la Gestapo japonaise), Ngô Dinh Diem, qui occupera le pouvoir à Saigon jusqu'en 1963. Date à laquelle le président Johnson demandera à cette même CIA... de le renverser !

*8. Les Britanniques reconnaîtront en creux leur responsabilité dans le déclenchement de ces émeutes en sommant la France de déposer les armes face aux indépendantistes syriens. Forcé de céder face à la menace des Anglais, dix fois supérieurs en nombre, d'ouvrir le feu sur les Français, de Gaulle écrira dans ses

Mémoires de guerre : « Ainsi, le gouvernement britannique étalait devant l'univers non seulement le conflit qu'il créait lui-même contre nous, mais encore l'insulte qu'il faisait à la France dans un moment où celle-ci n'était pas en mesure de la relever. » Ce n'est pas lui, cependant, qui ramènera le drapeau tricolore sur Damas, mais son successeur Félix Gouin, qui, à la demande de l'ONU, rapatriera les dernières troupes françaises de Syrie le 30 avril 1946, et du Liban le 31 août.

*9. Né à Grenoble en 1898, Conrad Kilian est le fils d'un ingénieur alsacien, de lointaine ascendance écossaise, installé en Isère après l'annexion prussienne de 1871. Par sa mère, née Boissy d'Anglas, il descend du Conventionnel du même nom et aussi du paléontologue Georges Cuvier.

*10. Poison en usage au Sahara qui, à petite dose, annihile la volonté et, à forte dose, entraîne la mort.

*11. Créé le 1^{er} novembre 1958, jour de l'insurrection générale de l'Algérie, le Front de libération nationale (FLN) donnera naissance en 1958 au Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA).

*12. Courageuse mais nullement téméraire, la IV^e République avait expulsé Brown d'Algérie, mais n'avait pas osé lui interdire le sol métropolitain. Ce que de Gaulle fera aussitôt après son retour au pouvoir. A Paris, en effet, Brown et ses agents s'étaient illustrés en recrutant des étudiants africains francophones au service de la CIA. Sa méthode, particulièrement sordide, consistait à racheter d'anciennes maisons closes pour les transformer en hôtels dont elle confiait la gérance, raconte Frédéric Charpier, « à des hommes de paille d'origine nord-africaine. Ces prête-noms sont censés offrir le gîte et le couvert pour un prix modique à des étudiants africains, mais aussi, selon leurs envies, des femmes et de la drogue, en échange de simples reçus que la CIA conserve soigneusement en attendant le moment propice pour s'en servir ». Celui qui verrait tel étudiant imprudent devenir ministre ou président de son pays... (Frédéric Charpier, *La CIA en France*, Seuil, 2008.)

*13. Devenu président des Etats-Unis en 1952 sous la bannière du Parti républicain, l'ancien commandant en chef des forces alliées en Europe a été réélu en 1956, avec pour colistier un certain Richard Nixon.

*14. Témoignant le 17 mai 1989 devant l'Association américaine des études diplomatiques (Association for Diplomatic Studies and Training), Dean Brown a confirmé les consignes communiquées, depuis Washington, aux députés socialistes de la part du sous-secrétaire d'Etat adjoint Robert Murphy (le même qui, en 1940, avait assisté au défilé des troupes allemandes victorieuses sous l'Arc de Triomphe avant de signer avec Weygand puis Darlan les accords que l'on sait en Afrique du Nord) : « Je leur ai dit : "Bob Murphy veut s'assurer que le groupe socialiste se divise au moins en deux lors du vote pour de Gaulle. Les plus catégoriquement opposés à lui peuvent voter contre. Mais tous les autres doivent réellement voter pour lui." Et ils l'ont fait. »

[*15](#). Membre du Conseil national de Vichy de 1941 à 1942, après avoir voté les pleins pouvoirs au maréchal Pétain, Pinay en démissionne sans pour autant rejoindre la Résistance. Sous la IV^e République, il sera successivement ministre des Transports (1950-1952), président du Conseil (1952), ministre des Finances (1952-1953) puis des Affaires étrangères (1955-1956), avant de revenir aux Finances dans le premier gouvernement de Gaulle. Dans les semaines précédant le retour au pouvoir du Général, il a été le principal informateur du gouvernement américain sur la situation politique française, le rassurant notamment sur les intentions de De Gaulle, qui, selon lui, n'avait aucune intention de quitter l'Otan.

[*16](#). Pendant près de trois ans, un mystérieux poseur de bombes – le « Bommeleeër » –, en fait un groupe d'individus formés aux méthodes paramilitaires, fit exploser des lignes à haute tension, des bâtiments publics, les locaux d'un journal et le bureau du juge d'instruction chargé de l'enquête. Celle-ci ne donnera rien jusqu'à l'arrestation, en 2007, de deux anciens membres de la brigade mobile de la gendarmerie, une unité d'élite. Dès lors, les révélations se succéderont jusqu'à impliquer les services secrets luxembourgeois et le Premier ministre Jean-Claude Juncker qui sera contraint de démissionner, en 2013, à la suite de cette affaire. Laquelle ne l'empêchera pas de devenir, l'année suivante, président de la Commission européenne !

[*17](#). Nom donné, en Italie, aux agents Stay Behind infiltrés dans l'administration, la police, l'armée et les services secrets.

[*18](#). La servilité d'Inter-France envers les autorités d'occupation était telle que Charles Maurras lui-même en fut choqué et décida de chasser de l'Action française le principal animateur de l'agence, Dominique Sordet. Dans ses Mémoires, *Le Temps des illusions*, Henry du Moulin de Labarthète, qui fut jusqu'à sa démission en 1942 le directeur de cabinet du maréchal Pétain, le décrit de son côté comme le « plus plat valet qu'il m'ait été donné de rencontrer ».

[*19](#). Le 17 avril 1961, soit cinq jours avant le putsch d'Alger, 1 400 exilés cubains armés, encadrés et entraînés par la CIA débarquent dans la baie des Cochons dans le but de renverser Castro, au pouvoir depuis 1959. Planifiée sous le mandat d'Eisenhower, l'opération tourne au fiasco et Kennedy, reprochant à la CIA de ne pas l'avoir suffisamment tenu au courant de ses préparatifs, limogera son chef, Allen Dulles, le 29 novembre 1961. Celui-ci vouera dès lors une haine farouche à Kennedy. Ce qui n'empêchera pas, deux ans plus tard, le président Johnson de nommer Dulles au sein de la Commission Warren censée faire la lumière sur l'assassinat de JFK, laquelle, après un an d'enquête..., confirmera la version officielle de la CIA. Y compris ses affirmations les plus invraisemblables, comme la trajectoire de cette « balle magique » entrée dans le dos du président, ressortie à l'avant du cou après avoir changé de direction... avant de pénétrer dans le corps du gouverneur Connally par l'épaule droite, de lui briser une côte et le radius puis de venir se loger dans sa cuisse gauche !

[*20](#). Malgré l'éviction de Dulles et son remplacement par John McCone, Kennedy s'opposera une nouvelle fois à la CIA, en mars 1962, après que celle-ci lui aura proposé, sous le nom d'opération *Northwoods*, d'organiser des attentats imputés aux castristes afin de justifier une intervention américaine à Cuba. Ce que Kennedy refusera, portant à son comble l'hostilité de la Centrale à son endroit.

[*21](#). Par exemple le général Edwin Walker, que Kennedy relèvera de ses fonctions en Allemagne parce qu'il disait publiquement tout le mal qu'il pensait de sa politique, jugée trop « molle » envers l'Union soviétique.

[*22](#). Le 8 septembre 1961, une charge explose au passage du convoi présidentiel qui conduit de Gaulle et son épouse de Paris à Colombey-les-Deux-Eglises. Tout le monde en sort indemne en raison de l'humidité ambiante qui a considérablement amoindri la puissance de l'explosif.

[*23](#). A son procès, Jean-Marie Bastien-Thiry a nommé cité Valéry Giscard d'Estaing, alors secrétaire d'Etat aux Finances du gouvernement Debré, comme membre de l'OAS. Ce qui est certain, c'est que son directeur de cabinet d'alors (et futur ministre de l'Intérieur entre 1974 et 1977), Michel Poniatowski, fut longtemps soupçonné d'être un informateur privilégié de l'organisation. En cause : sa proximité avec l'inspecteur des finances André Regard (nom de code « Raphaël » dans l'OAS), dont la mission était de fédérer les opposants à de Gaulle dans l'appareil d'Etat. Et de faire « fuiter » un maximum d'informations stratégiques et tactiques vers l'organisation, mais aussi vers l'ambassade des Etats-Unis dont il rencontrait les représentants dans le bureau du colonel Lacheroy, à l'Ecole de guerre. Dans l'ordre opérationnel, le principal destinataire des informations de Regard, *alias* « Raphaël », n'était autre que le capitaine Pierre Sergent, chef de l'OAS-Metro. Ce même Sergent qui, deux fois condamné à mort (et amnistié en 1968), deviendra en 1974 le chef du service d'ordre de la campagne présidentielle de... Valéry Giscard d'Estaing.

7

L'impossible ménage à trois

Bonn, 15 octobre 1963. Lâché par son propre parti, l'Union chrétienne-démocrate (CDU), Konrad Adenauer, 87 ans, démissionne du poste de chancelier qu'il occupait depuis quatorze ans. Comme Churchill, congédié en 1945 après avoir sauvé son pays, comme de Gaulle, mis sur la touche en 1946 après avoir imposé le sien à la table des vainqueurs, l'homme qui en 1949 avait rendu l'Allemagne à la vie internationale avant de la conduire sur la voie du « miracle économique » était, sans ménagement, poussé vers la sortie. Pour le remplacer, la CDU choisissait un ennemi personnel du chancelier, adoubé depuis longtemps par Washington : Ludwig Erhard, partisan d'une alliance exclusive avec les Etats-Unis.

Quel crime avait donc commis Adenauer, pourtant au zénith de sa popularité ? Au moins deux : s'être rapproché, dès 1958, de la France gaulliste au point de signer avec elle le traité d'amitié du 22 janvier 1963, et s'être opposé, à l'unisson du Général, à l'adhésion de la Grande-Bretagne au Marché commun, réclamée par Jean Monnet et parrainée par le Département d'Etat. Une double trahison aux yeux des Américains, qui, tout au long des années 1950, l'avaient tenu pour leur plus fidèle allié, le plus pérenne surtout, comparé à ces présidents du Conseil français ou italiens à peine nommés, aussitôt renversés !

« *Ce vieux Français et ce très vieil Allemand* »

Avant de rencontrer de Gaulle et de ressentir pour lui un « coup de foudre » auquel sa réserve légendaire ne le prédisposait pas, Adenauer pensait de lui la même chose que ses protecteurs d'outre-Atlantique : que l'ancien chef de la France libre reste éloigné du pouvoir était sans doute le mieux qu'on pût espérer pour l'équilibre (américain) de l'Europe ! Apprenant, le 19 mai 1958, que l'ancien chef de la France libre se tenait « prêt à assumer les pouvoirs de la République », le chancelier allemand n'avait-il pas demandé à son ambassadeur à Paris de transmettre au président du Conseil Pierre Pflimlin un message sans équivoque aux termes duquel, « dans l'intérêt de l'Otan et de l'intégration européenne, il [fallait] empêcher une prise de pouvoir du général de Gaulle¹ » ? Pour Adenauer, en effet, le Général reste le nationaliste intransigeant qui, au sortir de la guerre, aurait souhaité rétablir l'ancienne Confédération germanique^{*1} tout en associant à l'ensemble français les pays rhénans, allergiques depuis 1871 à l'influence prussienne. Il se souvient aussi comment la IV^e République rompit avec cette politique en empêchant la constitution d'un Etat sarrois autonome puis en choisissant, sous l'influence des Américains et sous la direction de Monnet, de pousser l'Europe dans la voie de la supranationalité.

De tout cela, comment Adenauer n'en serait-il pas reconnaissant à Washington et aux fédéralistes européens dont la stratégie a permis à l'Allemagne de se reconstruire ? Contre toute attente, de Gaulle comprend sa position à défaut de la partager et veut le faire savoir au chancelier sans passer par aucun intermédiaire. « Pour Adenauer, non plus que pour moi, écrit-il dans ses *Mémoires d'espoir*, il ne saurait être question de faire disparaître nos peuples, leurs Etats, leurs lois, dans quelque construction apatride, quoiqu'il admette avoir tiré, au profit de l'Allemagne, de solides avantages de la mystique de l'intégration et que, pour cette raison, il garde à ses protagonistes français, tels Jean Monnet et Robert Schuman, de la reconnaissance pour leurs cadeaux. Mais étant chancelier d'une Allemagne vaincue, divisée et menacée, il penche naturellement vers une organisation occidentale du continent qui assurerait à son pays, avec l'égalité des droits, une influence éminente qui lui apporterait, face à l'Est, un soutien considérable et qui, par son existence même, encouragerait les Etats-Unis à

rester présents en Europe et à maintenir ainsi leur garantie à l'Allemagne fédérale². »

Or, on l'a vu, de Gaulle ne croit pas à l'automatisme de la garantie américaine en cas de conflit aigu avec l'URSS, d'où son choix d'une dissuasion indépendante qui évite à l'Europe de servir, un jour, de champ clos dédié à l'affrontement des deux supergrands. Et voici qu'au moment où il revient au pouvoir, un événement donne raison à son intuition... et tort à ceux qui plaçaient une confiance aveugle dans l'imperméabilité du « parapluie américain ».

Depuis le début de l'année 1958, en effet, les Soviétiques ne cachent plus qu'ils souhaitent non seulement mettre fin au statut quadripartite de Berlin en démilitarisant l'ancienne capitale du Reich, mais aussi ériger la RDA en nation indépendante à part entière. Ce qui enterrerait définitivement le rêve d'une Allemagne réunifiée dont le principe est proclamé dès les premières lignes de la Loi fondamentale de la RFA adoptée, grâce à Adenauer, en 1949^{*2}. Pour ce dernier, la prétention des Soviétiques d'offrir à la RDA l'entièreté de Berlin – car c'est bien de cela qu'il s'agit, dès lors qu'Américains, Britanniques et Français auraient cessé de garantir l'intégrité territoriale de sa moitié Ouest – est d'autant plus inquiétante que ni Washington ni Londres ne semblent prendre la menace au sérieux. Pis : quand, en novembre 1958, Khrouchtchev formalise ses prétentions et lance aux Alliés un ultimatum leur donnant six mois pour évacuer leurs troupes de l'ancienne capitale du Reich, Américains et Britanniques n'en rejettent que la forme et les délais, proposant même d'inclure le statut de Berlin dans une négociation d'ensemble sur la question allemande. Une perspective que, seul parmi les « quatre grands », de Gaulle refuse expressément en se rangeant aussitôt du côté de l'Allemagne libre.

Comment, dans un tel contexte, les préventions d'Adenauer envers ce général réputé nationaliste, qui en 1954 avait dit non à la Communauté européenne de défense, ne se seraient-elles pas rapidement estompées ? De son côté, de Gaulle n'a guère à se forcer pour offrir au chancelier l'hospitalité de sa maison de Colombey-les-Deux-Eglises à l'occasion de leur première rencontre en tête à tête, les 14 et 15 septembre 1958. Les moins enthousiastes à recevoir un Allemand chez elles furent, dit-on, Yvonne de Gaulle et la cuisinière de la maison, quatorze ans seulement après que la Wehrmacht, qui avait occupé La Boisserie, l'eut incendiée avant de battre en retraite ! « Pour l'explication historique que vont avoir

entre eux, au nom de leurs deux peuples, ce vieux Français et ce très vieil Allemand, le cadre d'une maison familiale a plus de signification que n'en aurait le décor d'un palais, résume le Général. Ma femme et moi faisons donc au chancelier les modestes honneurs de La Boisserie³. » Une modestie qui fera dire à Adenauer, les larmes aux yeux, en reprenant la route de Bonn : « Vous m'avez traité comme si j'étais de la maison ! »

Pour l'ancien chef de la France libre, Adenauer est un partenaire idéal. Catholique et rhénan, tenté par l'autonomisme dans sa jeunesse (sans aller aussi loin que son ami Johannes Hoffmann, qui, lui, prônait carrément la séparation de la Rhénanie du reste de l'Allemagne), il a été maire de Cologne jusqu'à l'arrivée au pouvoir de Hitler, qui dès 1933 l'a destitué, puis, jusqu'en 1944, assigné à résidence. Soupçonné de complicité avec les conjurés de l'attentat du 20 juillet 1944, Adenauer est alors jeté en prison où il demeure jusqu'en mars 1945, où les Alliés le trouvent et, *in extremis*, lui sauvent la vie. C'est tout naturellement que ceux-ci lui demandent alors de reprendre en main les destinées de sa ville, détruite à 95 % et où ne vivent plus que 30 000 habitants terrés dans les ruines, sur les 800 000 qu'elle comptait avant la guerre. Fort du prestige qu'il a conservé, Adenauer accepte. Mais, dès le 21 juin 1945, les Britanniques, qui occupent Cologne, le congédient. Contrairement à beaucoup de fonctionnaires du régime nazi prêts à servir les Alliés à proportion de leurs compromissions passées, Adenauer refuse en effet toute relation de subordination avec eux. Comme de Gaulle, qu'il ne connaît pas encore, il voit dans les Anglo-Saxons des alliés et de futurs partenaires, notamment pour contenir le communisme, mais en aucun cas des suzerains.

Le peuple allemand conçoit-il alors confusément la chance que constitue pour sa réinsertion dans le camp des démocraties cet homme indemne de toute collusion avec le régime national-socialiste en même temps qu'indépendant vis-à-vis de l'occupant ? A 69 ans, Adenauer connaît en tout cas une ascension fulgurante : cofondateur de l'Union chrétienne-démocrate (CDU) en 1945, il est élu, l'année suivante, président du parti pour la zone d'occupation britannique puis, en 1948, président de l'Assemblée parlementaire chargée de donner à l'Allemagne une nouvelle Constitution. L'année 1949 voit son triomphe : juste après l'adoption de la nouvelle Loi fondamentale, il gagne les élections législatives, devient chancelier, impose Bonn (contre Francfort, située en zone américaine) comme capitale de la nouvelle République fédérale et se fait élire à la présidence de la CDU.

Marché commun ou Communauté atlantique ?

Mais il ne gouverne pas seul : à ses côtés pèse de tout son poids (au propre comme au figuré) l'imposant Ludwig Erhard, ministre fédéral de l'Economie depuis 1949 et vice-chancelier depuis 1957. Dire qu'il est l'homme des Américains ne décrit que faiblement son allégeance aux Etats-Unis. Il est surtout leur obligé depuis qu'en 1945 ceux-ci ont passé l'éponge sur ses relations avec le général SS Otto Ohlendorf, nommé en 1943 secrétaire d'Etat délégué au ministère de l'Economie du Reich et exécuté pour crimes de guerre en 1951^{*3}. Lui-même professeur d'économie, Erhard a été un collaborateur d'Ohlendorf et n'a dû son salut qu'à sa proximité – revendiquée seulement en 1945 – avec Carl Friedrich Goerdeler, l'un des principaux conjurés de l'attentat contre Hitler... Sincère ou non, cet antinazisme *a posteriori* lui a valu de devenir, aussitôt après la chute du Reich, l'un des conseillers économiques du gouvernement militaire américain d'occupation de la Bavière, poste dont il tirera profit pour s'engager en politique. Tout le contraire en somme d'Adenauer, qui n'attendit pas que Hitler fût mort pour se dresser contre lui et resta, face aux Alliés, ce qu'il n'avait jamais cessé d'être : un homme libre.

Si différents de tempérament, Adenauer et Erhard s'opposent en outre sur un dossier brûlant : l'avenir du Marché commun. Le chancelier en défend une lecture compatible avec celle du général de Gaulle, à défaut d'être identique ; le vice-chancelier en a une conception empruntée aux penseurs mondialistes de la Société du Mont-Pèlerin^{*4} dont il fait partie. Pour le premier c'est un but, pour le second une étape...

Signé en 1957 par le gouvernement Gaillard alors que la France traverse l'une des pires conjonctures financières de l'après-guerre, le traité de Rome instituant la Communauté économique européenne (CEE) a prévu un abaissement généralisé des droits de douane entre les Six^{*5} à compter du 1^{er} janvier 1959. Pour la France, à résumé de Gaulle, l'enjeu est clair : « C'est le miracle ou la faillite ! » Ce sera le miracle. Parce que en économie la psychologie commande tout, le Général a décidé de frapper là où personne ne l'attend. Plutôt que de dénoncer le Marché commun – ce que ses initiateurs, se dérobaient devant l'obstacle, envisageaient ouvertement dans les premiers jours de 1958 –, il déclare que la France assumera le défi. Le pari est risqué mais la catastrophe qui menace n'est-elle pas l'occasion

ou jamais de moderniser en profondeur le tissu industriel français ? « La compétition internationale, déclare-t-il, c'est le levier qui peut soulever le monde de nos entreprises ! »

Le Marché commun étant alors conçu comme un espace de liberté économique réservé aux seuls signataires du traité de Rome – ce qu'il n'est plus depuis que, dans les années 1970, les Etats-Unis ont obtenu le démantèlement du tarif extérieur commun (TEC) qui protégeait l'Europe de l'invasion des produits bon marché venus des pays à bas salaire et sans protection sociale –, de Gaulle ne voit pas pourquoi la France renoncerait à se battre à armes égales avec des partenaires de développement équivalent. L'Allemagne en particulier. Encore faut-il briser les habitudes pour rendre au pays sa liberté d'action. C'est l'objet du plan Pinay-Rueff^{*6}, qui, en moins d'un an, va remettre la France debout et stupéfier Adenauer qui avouera dans ses Mémoires n'avoir pas cru d'emblée que de Gaulle obtiendrait des résultats si rapides...

Certes, l'Allemand et le Français divergent sur le rôle des institutions européennes – en particulier de la Commission, à laquelle le premier reconnaît un large pouvoir d'initiative, quand le second ne voit en elle que la courroie de transmission administrative des décisions du Conseil européen –, mais, sur l'essentiel, les deux hommes sont d'accord : en contrepartie de cette libéralisation des échanges industriels, l'Europe doit protéger son agriculture et empêcher les Etats-Unis et l'Angleterre de transformer la jeune Communauté économique en zone de libre-échange qui aurait tôt fait de ruiner, entre autres, la capacité des Six à assurer leur autosuffisance alimentaire.

Telle n'est pas la conception d'Erhard, qui milite à l'unisson des Américains pour que la Communauté européenne s'élargisse à l'Angleterre, donc aux Etats du Commonwealth, et pour que les Six établissent une zone de libre-échange avec les onze de l'OECE^{*7} – l'Organisation européenne de coopération économique, créée en 1948 pour gérer les fonds du plan Marshall et à laquelle succédera, en 1961, l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économique, dont feront partie également les Etats-Unis et le Canada). Bloquer cette évolution est la première décision commune prise à Colombey par de Gaulle et Adenauer, qui mettent un terme aux pourparlers engagés entre la CEE et l'OECE sous l'égide du négociateur britannique Reginald Maudling.

Pour Londres, c'est la certitude qu'avant même d'avoir été posée, la question de la candidature du Royaume-Uni à la CEE fera l'objet d'une fin

de non-recevoir de la part des Français et des Allemands. Et, pour Washington, une première alerte : serait-ce le signe que la République fédérale envisage de s'émanciper de sa tutelle ?

La France en première ligne pour garantir le statut de Berlin

Les Anglo-Saxons n'ont pourtant encore rien vu. A Bad Kreuznach (RFA), où de Gaulle se rend le 26 novembre 1958, accompagné de Michel Debré et de Maurice Couve de Murville, il confirme à Adenauer que si les Etats-Unis et la Grande-Bretagne ne garantissent pas le statut de Berlin, la France prendra ses responsabilités. Voilà qui suffit au chancelier pour accueillir avec enthousiasme la proposition que lui fait le Français de mettre sur pied une coopération particulière entre Paris et Bonn. Le mot de traité n'est pas encore prononcé – il le sera pour la première fois par de Gaulle lors de leur quatrième rencontre, à Paris, le 2 décembre 1959 –, mais la voie est tracée qui instituera entre la France et l'Allemagne des « rapports spéciaux », distincts de ceux inhérents au Marché commun. Il faut dire qu'entre-temps Adenauer a perdu encore quelques illusions sur le caractère intangible de la protection américaine. Le 4 mars 1959, à Marly, de Gaulle et lui ont confronté leurs informations sur les scénarios envisagés par Washington en cas de mainmise soviétique sur Berlin. A Adenauer, Foster Dulles a assuré que les Etats-Unis feraient usage de l'arme atomique... A de Gaulle, qu'ils saisiraient l'ONU. Duplicité calculée ou franchise dans le désarroi ?

Fin mars 1960, Khrouchtchev est à Paris. De Gaulle lui parle de la question de Berlin dans des termes dépourvus d'équivoque qu'Adenauer aurait sans doute aimé entendre de la bouche d'un président américain. A condition, dit le chef de l'Etat français, que l'Allemagne reste dans ses frontières actuelles (la ligne Oder-Neisse de 1945) et ne se dote pas de l'arme atomique, « rien ne sera acquis du point de vue de la paix tant que ce grand peuple subira une situation nationale insupportable⁴ ». Autrement dit sa division en deux Etats. Et, quand Khrouchtchev réitère sa menace de conclure un traité de paix séparé avec Pankow (siège berlinois du gouvernement de la RDA) qui aurait pour effet de donner à la République de l'Est le contrôle de ses frontières et, par là, le moyen d'empêcher les Occidentaux d'accéder à Berlin-Ouest, de Gaulle lui répond : « Personne ne

peut vous empêcher de signer ce que vous appelez un traité avec Pankow qui ne sera rien d'autre qu'un papier rédigé entre communistes et que vous vous adresserez à vous-même. Mais quand vous l'aurez fait, le problème allemand restera posé tout entier... Si cela mène à la guerre, ce sera votre faute⁵ ! »

Mais voici que, côté américain, un impair vient brouiller la donne. Alors que la fermeté française semble devoir porter ses fruits, Khrouchtchev ayant accepté de revenir deux mois plus tard à Paris pour y discuter avec Eisenhower, Macmillan et de Gaulle de la question allemande et du désarmement – et ce, en présence de représentants de la RFA et de la RDA –, un avion espion américain est abattu au-dessus du territoire soviétique. Roué, Khrouchtchev s'est abstenu de révéler que le pilote, indemne, avait été capturé et avait tout avoué de sa mission (photographier les sites de missiles balistiques intercontinentaux de Sverdlovsk et de Plesetsk). Mais c'est pour mieux laisser les Américains s'enfermer dans leur mensonge. Ceux-ci ayant prétendu, avec force détails, que l'appareil (un U2 pouvant dépasser un plafond de 20 000 mètres) n'était qu'un avion de recherche météo égaré, à cause d'une panne, dans l'espace aérien soviétique, il ne lui restait plus qu'à humilier Eisenhower en montrant devant les caméras du monde entier les clichés saisis dans les débris de l'appareil.

Survenu quinze jours avant l'ouverture de la conférence de Paris, l'incident frappe d'effroi Adenauer : et si, pris la main dans le sac, les Américains lâchaient du lest sur Berlin pour apaiser le courroux du Kremlin ? Ce n'est pas Eisenhower qui perd la face mais Macmillan, en proposant un arrangement reprenant l'essentiel du plan Khrouchtchev : transformer Berlin en « ville libre ». De Gaulle monte alors au créneau pour s'y opposer (« abandonner Berlin dans l'état de tension où l'on se trouve plongé, ce serait afficher le recul et déchaîner tous les démons de la crise ») et s'offre même le luxe de défendre les Américains. « Soit ! dit-il, un avion américain a survolé la Russie... Mais aujourd'hui même, en vingt-quatre heures, un satellite soviétique passe dix-huit fois au-dessus de la France. Comment savoir s'il ne la photographie pas⁶ ? »

Soulagé, Eisenhower écrit à de Gaulle en quittant Paris, le 18 mai : « J'emporte de Paris la chaleur et la force de notre amitié, plus appréciée que jamais... et je porte à votre personne un respect et une admiration que je n'éprouve que pour peu d'hommes⁷. » Quant à Adenauer, il déclare à la presse : « Combien je me félicite que le général de Gaulle ait présidé les

entretiens de Paris ! Grâce à la fermeté et à la force de sa personnalité, l'Occident a évité un recul grave dont l'Allemagne, la première, aurait eu à payer les frais ! »

Ce coup de main tant apprécié de De Gaulle va-t-il rassurer les Américains et leur démontrer que le rapprochement franco-allemand n'est nullement contradictoire avec l'appartenance de la RFA à l'Otan et qu'il peut même renforcer celle-ci face à la volonté de puissance soviétique ? Pour sincère qu'il soit, Eisenhower n'est « que » le président des Etats-Unis. Il le sait si bien qu'en quittant le pouvoir, le 17 janvier 1961, l'ancien généralissime, le libérateur de l'Europe, mettra ses concitoyens en garde contre le danger mortel que le « complexe militaro-industriel » – on parle aujourd'hui de l'« Etat profond » – peut faire courir à une démocratie, aussi exemplaire qu'elle se veuille, dès lors qu'elle abandonne à certains intérêts privés le soin de se substituer à ceux de la communauté nationale^{*8}. Bientôt, John Fitzgerald Kennedy comprendra toute l'étendue de la question...

A peine entré en fonction, celui-ci reprend le dossier allemand là où Eisenhower l'avait laissé. Mais l'heure n'est plus, pour Khrouchtchev, aux rodomontades. L'hémorragie démographique que subit l'Allemagne de l'Est, dont les citoyens, de plus en plus nombreux, profitent du statut de Berlin pour passer à l'Ouest, le convainc de mettre l'Occident devant le fait accompli : dans la nuit du samedi 12 au dimanche 13 août 1961, l'armée de la RDA et les troupes soviétiques érigent le mur qui, vingt-huit ans durant, va symboliser la guerre froide. Et, une fois de plus, de Gaulle va se montrer plus résolu que les Anglo-Saxons pour défendre les intérêts de la RFA ! Le Général, qui passe alors le week-end à Colombey, est averti aux premières heures de la matinée que les Russes commencent à installer des réseaux de barbelés pour isoler Berlin-Est de Berlin-Ouest. Il donne aussitôt l'ordre au général commandant la zone française de se tenir prêt à faire intervenir ses chars afin d'empêcher que les choses aillent plus loin. Mais Kennedy est injoignable et Macmillan à la chasse ! Résultat, toute concertation est impossible. De Gaulle racontera dix-huit mois plus tard à Alain Peyrefitte : « La journée est passée, la construction allait bon train. Ils se sont dégonflés ! Si l'on m'avait écouté, dès le matin, il n'y aurait pas eu de mur de Berlin⁸ ! »

Cette fois, Adenauer n'hésite plus. Malgré l'opposition d'Erhard (et aussi du ministre des Affaires étrangères, Heinrich von Brentano), le chancelier accepte la proposition de De Gaulle : que l'Allemagne et la

France définissent ensemble un nouveau mode de coopération et proposent à leurs partenaires de les rejoindre s'ils le souhaitent. Désengagement d'Algérie, création de la force de frappe, sortie de l'Otan, rapprochement spectaculaire avec Bonn : tout se tient dans l'esprit du Général. Si l'Europe doit se faire, ce sera à partir des nations qui la composent, non dans l'ambiguïté d'une construction transatlantique où les décisions vitales se prendraient sans elles. Et c'est de cette vision nationale-continentale qu'il s'entretient avec Adenauer à chacune de leurs rencontres (pas moins de quinze en cinq ans, dont une centaine d'heures en tête à tête, sans parler d'une quarantaine de lettres échangées), tout en jetant les bases d'une organisation européenne alternative aux canons de la supranationalité fixés sous la IV^e République.

Les masques tombent avec le plan Fouchet

L'étape décisive sera le plan Fouchet de 1962, qui, dans le cadre d'une « union indissoluble » entre les Etats, prône la création d'un Conseil des chefs d'Etat et de gouvernement qui se réunirait tous les quatre mois pour en fixer les grandes orientations, politique étrangère et défense comprises. Mais cette union, à la différence de ce que proposent Jean Monnet et ses fidèles du Comité pour les Etats-Unis d'Europe, est d'inspiration confédérale. Les partenaires peuvent déléguer leur souveraineté, mais en aucun cas l'aliéner, puisque les domaines mis en commun sont définis à l'unanimité. Bref, aucune partie ne peut imposer sa loi aux autres. Ce plan, de Gaulle, son Premier ministre, Michel Debré, et son ministre des Affaires étrangères, Maurice Couve de Murville, l'ont conçu comme une « addition de forces », non comme une machine à broyer les libertés nationales. C'est ce qu'on appelle alors la méthode « intergouvernementale », par opposition à la méthode « communautaire », fondée sur des décisions prises à la majorité. Pour autant, la proposition franco-allemande réduit les risques de blocage que les fédéralistes se plaisent généralement à souligner dans le cadre des processus décisionnels visant à obtenir l'unanimité : dans le cas d'un non-consensus au Conseil des ministres européen, les Etats ayant obtenu la majorité peuvent décider de ne rendre leur décision obligatoire que pour eux-mêmes. Ainsi est ménagée, dans la perspective d'un élargissement de l'Europe, la possibilité d'une Communauté à deux vitesses qui permette aux uns d'avancer sans léser les autres...

Or, aux yeux des Américains, le plan Fouchet comporte un vice rédhibitoire : le mot Otan n'y figure pas, ce qui fait planer la menace d'une défense européenne autonome dont la France, jeune puissance nucléaire, serait nécessairement le pivot. Le 17 avril 1962, le Conseil des ministres des six Etats membres de la Communauté économique européenne (CEE), confronté à l'opposition des Pays-Bas et de la Belgique, rejette donc, sans surprise, l'architecture franco-allemande. Pour le ministre des Affaires étrangères néerlandais, Joseph Luns (dont les Américains feront en 1971 un secrétaire général de l'Otan), pas question de réformer les institutions continentales sans l'adhésion des Britanniques ; et son homologue belge, Charles-Henri Spaak, proclame qu'il aimerait mieux mourir que signer un texte aux termes duquel la Commission de Bruxelles aurait des comptes à rendre aux gouvernements, donc aux peuples qui sont leurs mandants... Indépendante elle est, indépendante elle doit rester ! Envers les Etats-Unis, en revanche, ce même Spaak est moins jaloux de son autonomie : en prenant sa retraite, en 1966, il entrera en effet au conseil d'administration d'une filiale belge du géant américain ITT, la Bell Telephone Manufacturing.

Du coup, de Gaulle s'interroge, le 15 mai 1962, sur le sens qu'aurait une organisation européenne dont « le fédérateur ne serait pas européen » et fustige les partisans d'un « volapük intégré ». Dans ses *Mémoires d'espoir*, le fondateur de la V^e République résumera : « Désormais, les choses resteront en suspens avant qu'on sache si l'offre faite par la France d'instituer la coopération de l'ancien monde déchiré aura été, pour l'Histoire, quelque armada sombrée à l'éternel mensonge, ou bien, pour l'avenir, un bel espoir élevé sur les flots. »

En attendant, le gouvernement de Georges Pompidou, à peine formé^{*9}, perd ses ministres MRP qui se sont reconnus dans l'allusion au volapük... Au pied du mur, de Gaulle pose à Adenauer la question de confiance : « Etes-vous prêt, si cela est nécessaire, à accepter une collaboration à deux ? » La réponse est : « Oui. »

Le sacre de Reims

Le Général, dès lors, est prêt à tout pour forcer le destin, fût-ce à en appeler à la plus ancienne mémoire européenne : celle de Charlemagne. Du 2 au 8 juillet 1962, il accorde au chancelier allemand l'accueil le plus

spectaculaire jamais réservé à un chef d'Etat étranger depuis la visite en France du tsar Nicolas II, en 1896.

Dix-sept ans seulement après la capitulation allemande, cette invitation témoigne d'une audace inédite, insensée, même aux yeux d'une partie de l'opinion publique. D'abord parce qu'il s'agit de la quatrième visite effectuée depuis 1958 par Konrad Adenauer dans cette France qui, avant de Gaulle, n'avait encore jamais reçu volontairement un chancelier allemand – Bismarck, en 1871, et Hitler, en 1940, ne se rangeant pas spontanément dans la catégorie des hôtes bienveillants. Ensuite, parce que le programme même a de quoi surprendre par sa symbolique et sa magnificence : arrivé le 2 juillet à Paris, Adenauer sera accompagné par de Gaulle à Versailles, Rouen et Bordeaux avant que, le 8, deux événements marquent sa visite à Reims.

Le premier : une grand-messe dans la cathédrale où furent sacrés nos rois, baptisé Clovis et dont le plus illustre des archevêques, Hincmar, avait été le légiste des trois petits-fils de Charlemagne, Charles le Chauve, Lothaire et Louis le Germanique, après le partage de Verdun (843). Bref, un apôtre, avant la lettre, de la réconciliation du continent. Prenant à contre-pied la symbolique nationaliste qu'aurait pu incarner la cathédrale, détruite par les obus allemands en septembre 1914, le chef de l'Etat français aura ces mots que seul un de Gaulle pouvait prononcer : « On peut bien dire qu'à votre passage à Paris et dans nos provinces, la voix du peuple fut la voix de Dieu. »

Et ce n'était qu'un début puisque, aussitôt après, a lieu une authentique provocation, à la fois pour les Américains et les Soviétiques : le défilé commun d'une division française et d'une division allemande sous leurs drapeaux respectifs, sur le champ de manœuvre de Mourmelon, démonstration de force unique jamais renouvelée à laquelle participent pas moins de 5 000 hommes, mais aussi 300 chars de chaque armée. Placé à la tribune, juste derrière de Gaulle et Adenauer, l'ambassadeur Pierre Maillard raconte qu'il vit le Général se tourner vers le chancelier et lui dire, joignant le geste à la parole : « Unis comme les deux doigts de la main. » Le moins qu'on puisse dire est que l'épisode ne fut pas du goût de tout le monde.

Les plus décontenancés furent d'abord les Américains, qui, sans en avertir Adenauer, avaient convaincu son ministre de la Défense, Franz Josef Strauss, de proposer aux Français que le défilé ait lieu sous l'étendard exclusif de l'Otan. On imagine la réaction de De Gaulle. Celle d'Adenauer est restée secrète, mais on sait que la déloyauté de son ministre acheva de le convaincre qu'il n'avait plus beaucoup de temps à rester à la chancellerie.

En France même, ce furent les communistes qui crièrent le plus fort contre la visite du « boche » et le faste qu'avait tenu à lui assurer de Gaulle. Outré que celui-ci n'ait pas jugé utile de faire visiter à son hôte la salle d'école rémoise où, le 8 mai 1945, fut signée la capitulation du III^e Reich, le PCF avait distribué des tracts dans toutes les villes visitées par Adenauer, protestant contre la « renaissance du militarisme allemand ». Quant aux centristes du MRP, ils avaient mis en garde leurs adhérents contre le « détournement d'héritage » dont se rendait coupable de Gaulle à l'encontre des deux seuls « pères de l'Europe » à leurs yeux, Robert Schuman et Jean Monnet.

Deux mois plus tard, ce sera au tour du Général d'être invité en Allemagne pour une tournée triomphale au cours de laquelle il ne prononcera pas moins de quatorze discours en allemand, dont sa célèbre adresse à la jeunesse allemande, le 9 septembre 1962 à Ludwigsburg : « L'avenir de nos deux pays, la base sur laquelle peut et doit se construire l'union de l'Europe, le plus solide atout de la liberté du monde, c'est l'estime, la confiance, l'amitié mutuelles du peuple français et du peuple allemand. »

Provocation envers les Américains ? Défi lancé aux Soviétiques ? Le caractère contradictoire des accusations suscitées par la politique allemande du Général en dit long sur l'incompréhension qui entoure alors cette réconciliation que nul n'attendait et que les Etats-Unis vont mettre toute leur énergie à contrecarrer. C'est que, dans l'esprit de De Gaulle, le rapprochement franco-allemand était inséparable d'une vision de l'Europe et d'une géopolitique d'équilibre au service de la paix dont il avait résumé l'enjeu, dès le 22 novembre 1944, devant l'Assemblée consultative : « En vérité, le sort de l'Allemagne est le problème central de l'univers... Il est en même temps pour la France une question de vie ou de mort... »

Une cinquième colonne au Bundestag

Le 22 janvier 1963, le traité de l'Elysée est signé et c'est l'accolade fameuse entre le président français et le chancelier allemand, geste d'autant plus spectaculaire qu'à l'époque la mode n'était pas aux embrassades publiques... pas plus qu'aux embrassades tout court. Outre des rencontres régulières entre les deux gouvernements, le texte se concentre sur trois objectifs, pas un de plus. Mais ils sont essentiels : la politique étrangère, la défense et l'éducation^{*10}. Et sans que l'Otan soit davantage mentionnée que

dans le plan Fouchet. Deux dispositions sonnent comme une provocation aux oreilles de Washington : la création d'instituts franco-allemands de recherche stratégique et l'élaboration de programmes communs d'armements. Peut-on mieux signifier l'émancipation de la tutelle atlantique ?

Les Américains sont d'autant plus inquiets qu'une semaine plus tôt, le 14 janvier 1963, a eu lieu un événement d'une portée presque équivalente, et qui confère tout son sens au traité franco-allemand : de Gaulle, soutenu par Adenauer, a repoussé la demande d'adhésion du Royaume-Uni au Marché commun, officielle depuis juillet 1961. D'abord parce que la conception britannique est plus que jamais celle d'une simple zone de libre-échange ouverte aux quatre vents (Commonwealth et liens transatlantiques obligent), non celle d'un marché libre homogène, fonctionnant à l'abri d'un cordon douanier. Surtout, en acceptant, contrairement à la France, d'adhérer à la force multilatérale proposée l'année précédente par John Kennedy, Londres est devenu, aux yeux de De Gaulle, le cheval de Troie nucléaire des Etats-Unis en Europe. Le président américain n'a-t-il pas offert des fusées Polaris aux Britanniques contre le droit laissé aux Américains de décider de leur utilisation ?

Pour les Etats-Unis, la situation est claire : la France, qui est en train de se doter d'une force de frappe indépendante, n'a d'autre dessein que de proposer à l'Allemagne son « parapluie » nucléaire en échange de celui assuré par les Américains. De même qu'en 1953 Jean Monnet avait été mandaté pour convaincre les parlementaires français de voter le projet de Communauté européenne de défense, celui-ci est aussitôt dépêché à Bonn pour convaincre le Bundestag de ne pas accepter une telle perspective. L'« Inspirateur » n'a pas beaucoup à se fatiguer : Adenauer va sur ses 88 ans et Erhard piaffe de lui succéder. Ayant échoué à empêcher la ratification du traité du 22 janvier, malgré une visite impromptue au chancelier pour tenter de l'en dissuader avant qu'il ne s'envole pour Paris, Monnet trouve un subterfuge : quand, le 16 mai 1963, le texte arrive, intact, au Bundestag, celui-ci le vote sans difficulté, mais augmenté d'un préambule spécifiant que ce traité ne modifie en rien « les droits et les obligations découlant pour la République fédérale des traités multilatéraux auxquels elle est partie ». Et, pour qu'aucun doute ne subsiste, l'addendum précise que, avant même le « rétablissement de l'unité allemande », le but poursuivi par la RFA consiste en « une étroite association entre l'Europe et les Etats-Unis d'Amérique ». Kennedy est rassuré. Pour de Gaulle, mais aussi et surtout pour Adenauer, c'est un camouflet doublé d'un aveu :

l'Europe européenne n'est décidément pas du goût des « européistes ». Ceux que de Gaulle décrira bientôt comme des « cabris sautant sur leur chaise en criant : "L'Europe ! L'Europe ! L'Europe !" », faute d'être capables d'imaginer pour le continent un autre destin que celui de protectorat.

Un an après le départ d'Adenauer, un incident aussi peu connu que significatif viendra rappeler aux Allemands ce que signifie, en pratique, la soumission au commandement intégré de l'Otan. Alors que, le 27 mai 1964, de Gaulle inaugure le canal de Moselle en compagnie du président allemand Heinrich Lübke et de la grande-duchesse Charlotte de Luxembourg, les services secrets de la RFA sont informés d'un possible attentat par hélicoptère contre les trois chefs d'Etat. « Lübke, raconte François Kersaudy, tente de faire intervenir la Luftwaffe, mais n'y parvient pas : il doit au préalable obtenir l'autorisation de l'Otan, à laquelle sont subordonnées les forces aériennes allemandes... De Gaulle, qui s'est dégagé de ces sujétions, fait alors intervenir des avions français – qui vont donc protéger les illustres passagers en territoire allemand ! Une démonstration qui vaut bien mieux qu'un long discours⁹... »

Retiré dans sa maison de Rhöndorf, dans la banlieue de Bonn, Konrad Adenauer mourra six mois trop tôt pour connaître l'épilogue humiliant de sa politique d'amitié avec la France qu'il considérait, après son œuvre intérieure de reconstruction, comme l'autre grand combat de sa vie : l'adoption, le 17 octobre 1967, par le Bundestag d'une résolution condamnant la politique européenne du général de Gaulle, rédigée de la main même de Jean Monnet. Présent dans les tribunes du Bundestag, celui-ci sera applaudi debout par tous les députés présents. Le chancelier Kurt-Georg Kiesinger, qui a succédé à Ludwig Erhard un an plus tôt, quittera même son siège pour réapparaître un instant plus tard dans les tribunes, félicitant ostensiblement Monnet... Il est vrai que Kiesinger avait beaucoup à se faire pardonner : pendant qu'Adenauer était assigné à résidence par la Gestapo, ce haut fonctionnaire de la Wilhelmstrasse était directeur adjoint de la propagande radiophonique extérieure du III^e Reich, ce qui lui avait valu le surnom de « Goebbels de l'étranger ».

On connaît la suite : la réaffirmation obligée par tous les successeurs de De Gaulle de l'importance de l'axe franco-allemand, mais dans une perspective largement déterminée, à partir de Georges Pompidou (1969-1974), par la problématique Est-Ouest (l'*Ostpolitik* de Willy Brandt) puis, sous Valéry Giscard d'Estaing (1974-1981), par la question du désarmement

(affaire des euromissiles). Et jamais plus sous l'angle d'une alliance pouvant servir de matrice à une nouvelle organisation du continent. Avec la chute du mur de Berlin, en 1989, l'Allemagne va s'imposer d'elle-même au centre du jeu en négociant directement avec l'URSS aux abois les conditions de sa réunification (*nihil obstat* de Moscou contre prêts généreusement accordés par Berlin). Ce à quoi François Mitterrand répondra par le traité de Maastricht (1992), dans l'espoir que, ligotés par une organisation fédérale, les Allemands soient dissuadés de renouer avec une politique de puissance.

On sait aujourd'hui ce que valent ces liens, à commencer par la monnaie unique, acceptée par Helmut Kohl à la condition qu'elle soit, au moins, aussi forte que le mark. Etat fédéral par essence, l'Allemagne n'aura dès lors aucun mal à mettre sa main dans le gant des traités pour y imposer sa marque, en particulier son orthodoxie budgétaire. Fatal déphasage de deux ambitions : alors que la France ne cesse, depuis 1992, de réformer sa Constitution pour la mettre en conformité avec les abandons de souveraineté qu'elle consent, l'Allemagne est parvenue à l'exact contraire. Depuis que, le 30 juin 2009, la Cour constitutionnelle de Karlsruhe a réaffirmé la supériorité de sa Constitution sur les traités européens, le gouvernement de Berlin ne se reconnaît qu'un maître : le Bundestag, dépositaire de la légitimité nationale et démocratique allemande. Un droit que ne lui aurait assurément pas dénié de Gaulle. Mais à condition que la France ne se soit pas, entre-temps, privée des moyens d'être libre.

*1. De Gaulle résume ainsi sa pensée dans le tome III de ses *Mémoires de guerre* : « Chaque fois qu'un Etat dominateur et ambitieux s'était saisi des pays allemands en contraignant leur diversité, l'impérialisme avait jailli. On ne l'avait que trop vu sous Guillaume II et sous Hitler. Au contraire, que chacun des Etats appartenant au corps germanique pût exister par lui-même, se gouverner à sa manière, traiter de ses propres intérêts, il y aurait beaucoup de chances pour que l'ensemble fédéral ne fût pas porté à subjuguier ses voisins. Il y en aurait plus encore si la Ruhr, arsenal de matières stratégiques, recevait un statut spécial sous contrôle international. [...] Tout commandait enfin que la Sarre, gardant son caractère allemand, s'érigât elle-même en Etat et s'unît à la France dans le domaine économique, ce qui, grâce au charbon, réglerait la question de nos réparations. Ainsi, le monde germanique, retrouvant sa diversité et tourné vers l'Occident, perdrait les moyens de la guerre mais non ceux de son développement. »

*2. Dans l'esprit des constituants de 1949, la Loi fondamentale de la République fédérale d'Allemagne, créée le 23 mai de cette même année et dont le territoire correspond à la « trizone » d'occupation américaine, britannique et française, a vocation à s'appliquer à l'ensemble de la nation allemande dès qu'un traité de paix définitif aura été signé avec les vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale. Un principe que récusent les Soviétiques, qui, en octobre 1949, parrainent la création de la République démocratique allemande dont les frontières sont celles de leur propre zone d'occupation et qui se dote d'une Constitution communiste. Pour autant, les deux Etats restent des entités provisoires, la conférence de Potsdam (août 1945) ayant reconnu le droit du peuple allemand à vivre dans un même ensemble dès qu'un traité de paix définitif aura été conclu avec les vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale. Or, jusqu'en 1990, aucun gouvernement soviétique n'acceptera d'en signer un, puisque celui-ci aurait eu pour effet de mettre fin à la tutelle de fait de l'URSS sur la RDA et sur Berlin-Est.

*3. Avant de prendre ses fonctions au ministère de l'Economie, Ohlendorf avait dirigé l'*Einsatzgruppe D* qui, en Ukraine et dans le Caucase, s'était rendu coupable de dizaines de milliers d'exécutions sommaires, principalement de Juifs.

*4. Lancée en 1947 par Friedrich Hayek, cette société de pensée d'inspiration ultralibérale a été créée pour lutter contre les politiques keynésiennes en général, et le dirigisme économique en particulier.

*5. Il s'agit alors de la France, de la République fédérale d'Allemagne, de l'Italie et des trois pays du Benelux.

*6. Dévaluation monétaire pour rétablir la compétitivité des entreprises et création, en janvier 1959, du nouveau franc ; lutte contre l'inflation par la fin de l'indexation des salaires sur les prix (hormis le salaire minimum) ; diminution des subventions accordées aux entreprises publiques mais augmentation des crédits consacrés à l'investissement productif. Ajouté au succès exceptionnel de l'emprunt Pinay (324 milliards d'argent frais réunis entre le 17 juin et le 12 juillet 1958), cet ensemble de mesures jette les bases du redressement le plus spectaculaire que la France ait jamais connu. Celui-là même qui, à la fin de 1967, permettra à Michel Debré, devenu ministre des Finances, d'annoncer au général de Gaulle que, « pour la première fois depuis 1914, la France n'a plus de dette extérieure ».

*7. L'Autriche, le Danemark, la Grèce, l'Irlande, l'Islande, la Norvège, le Portugal, le Royaume-Uni, la Suède, la Suisse et la Turquie.

*8. Voici le passage le plus célèbre du discours d'adieu d'Eisenhower, à bien des égards prophétique, si l'on en juge, par exemple, à l'aune du mandat de George Bush Jr (2000-2008) : « La présence simultanée d'un énorme secteur militaire et d'une vaste industrie de l'armement est un fait nouveau dans notre histoire. Cette combinaison de facteurs a des répercussions perceptibles dans chacune de nos villes, dans les Chambres législatives de chacun des Etats qui constituent notre pays, dans chaque

bureau de l'administration fédérale. Certes, cette évolution répond à un besoin impérieux. Mais nous nous devons de comprendre ce qu'elle implique, **car ses conséquences sont graves. Notre travail, nos ressources, nos moyens d'existence sont en jeu, et jusqu'à la structure même de notre société. Nous devons veiller à empêcher le complexe militaro-industriel d'acquérir une influence injustifiée dans les structures gouvernementales**, qu'il l'ait consciemment cherchée ou non. Nous nous trouvons devant un risque réel, qui se maintiendra à l'avenir : qu'une **concentration désastreuse de pouvoir** en des mains dangereuses aille en s'affermissant. Nous devons veiller à ne jamais laisser le poids de cette association de **pouvoirs mettre en danger nos libertés ou nos procédures démocratiques. Nous ne devons jamais rien considérer comme acquis. Seul un peuple informé et vigilant** réussira à obtenir que l'immense machine industrielle et militaire qu'est notre secteur de la défense nationale s'ajuste sans grincement à nos méthodes et à nos objectifs pacifiques, pour que la sécurité et la liberté puissent prospérer ensemble. »

*9. Nommé le 14 avril 1962 à Matignon en remplacement de Michel Debré, Georges Pompidou doit, dès le 15 mai suivant, remanier son gouvernement.

*10. En matière d'éducation, le traité de l'Élysée prévoyait notamment de promouvoir l'allemand comme première langue vivante étudiée en France, à l'égal du français en Allemagne. Si des efforts furent faits de part et d'autre dans les années 1960, cet objectif fut ensuite progressivement abandonné au point de n'être même plus mentionné lors des sommets franco-allemands.

8

Le casus belli atomique

Avec le dénouement de l'affaire algérienne et le succès du référendum d'octobre 1962 sur l'élection du chef de l'Etat français au suffrage universel, la CIA se rend à l'évidence : la V^e République est bien installée et le général de Gaulle est là pour au moins trois ans, voire pour dix s'il se présente en 1965 et qu'il est réélu... Sauf bien sûr s'il devait être assassiné !

L'insistance des services américains à évoquer cette conjecture est telle que, dans l'année qui suit les accords d'Evian (mars 1962-mars 1963), on ne compte pas moins d'une dizaine de notes sur le sujet. Et encore s'agit-il de documents aujourd'hui déclassifiés, ce qui ne préjuge pas du nombre d'extrapolations analogues que la Centrale a choisi de garder secrètes... Une constante, toutefois : la disparition du Général est systématiquement présentée comme une hypothèse de bon aloi permettant aux Etats-Unis d'asseoir définitivement leur monopole nucléaire au sein de l'Otan.

Un rapport daté du 7 septembre 1962 explique ainsi que la situation en France aurait toutes chances de se « normaliser » sous l'égide d'un successeur comme Antoine Pinay (dont le nom revient sans discontinuer dans la plupart des mémorandums de la CIA), non seulement dans le domaine de la politique intérieure qui verrait la balance des pouvoirs se rééquilibrer en faveur des Assemblées, mais encore et surtout dans l'ordre international. « Le rapport de force qui prévaut au Parlement est tel, explique le rapport, qu'il devrait peser en faveur d'une amélioration ("*a more flexible approach*") des rapports entre la France et ses alliés. » Sauf bien sûr si quelque « nationaliste du genre Debré » devait être élu, ce que la CIA juge heureusement « improbable ».

Surtout, insiste le rapport, une France sans de Gaulle ne serait pas longue à mettre de l'eau dans son vin s'agissant de la dissuasion nucléaire. « L'énorme investissement financier déjà réalisé en faveur de la force de frappe [...] devrait être rapidement revu à la baisse, voire abandonné avant l'achèvement du programme... »

Autre heureuse perspective : « Le départ de De Gaulle devrait permettre une relance de l'intégration politique européenne, même si nous ne croyons pas que les négociations en vue de l'adhésion de la Grande-Bretagne au Marché commun s'en trouvent pour autant facilitées¹. »

Une intervention militaire américaine en France ?

Un an plus tard, la Centrale américaine change son fusil d'épaule quant aux conséquences d'un assassinat de De Gaulle. Sa principale préoccupation porte désormais sur le risque d'une prise de pouvoir par les communistes... Pourquoi en 1963 davantage qu'en 1962 ? Sans doute parce que, entre-temps, les législatives de novembre 1962 ont vu le PCF quadrupler son nombre de députés (41 contre 10 en 1958) même si son score (21 %) n'a crû que de 3 points tandis que les gaullistes passaient en quatre ans de 18 % à 32 % des suffrages exprimés. Hermétiques aux effets amplificateurs du scrutin majoritaire, les analystes de la CIA veulent voir dans ces résultats le prodrome d'un raz de marée « rouge » sur la France. Ils n'y vont donc pas par quatre chemins et recommandent au président Kennedy rien de moins qu'une intervention armée !

Dans une note en date du 11 mars 1963, ils restent fidèles à leurs prolégomènes : si de Gaulle disparaît, Pinay ou à défaut Pflimlin devraient le remplacer. Mais, insiste la CIA, il faut se tenir prêt à les épauler, y compris militairement. Première curiosité : d'où l'Agence américaine tire-t-elle la conviction qu'un président atlantiste nourri au lait parlementaire de la IV^e peut être élu président de la « monarchie républicaine » qu'est devenue la V^e ? Ignore-t-elle qu'en vertu de la réforme constitutionnelle de 1962 la désignation du chef de l'Etat n'est plus confiée à un « grand collège » de notables mais au peuple français tout entier ? Ce qui est certain, en revanche, c'est que les favoris du Département d'Etat font l'objet, alors, de toutes les attentions, comme s'ils devaient à tout prix être maintenus sous pression, en quelque sorte dans les starting-blocks...

Le 16 janvier 1962, Pierre Uri, directeur pour l'Europe de la banque américaine Lehman Brothers et proche collaborateur de Jean Monnet², les a réunis à dîner à son domicile parisien de la place de l'Alma pour parler de l'« après-gaullisme » et envisager la création d'un « Front de la liberté ». Ont répondu présents : l'inévitable Antoine Pinay pour la droite non gaulliste, Maurice Faure pour les radicaux, Guy Mollet pour les socialistes, André Colin pour le MRP. Mais aussi le président des Jeunes Agriculteurs, Michel Debatisse, le secrétaire général de la CFTC, Georges Levard, et Robert Bothereau, celui de Force ouvrière, lequel n'a rien à refuser aux Américains qui, en 1947, ont porté, comme on l'a vu, son syndicat sur les fonds baptismaux. Et, quelques jours plus tard, Pierre Uri déjeunait avec le numéro deux de l'ambassade américaine, Cecil Lyon, pour lui rendre compte des sujets abordés. Dans la note préparatoire transmise aux participants du dîner, Uri avait rappelé leur credo commun : « Critique des attitudes actuelles par lesquelles nous nous opposons à nos alliés ou à nos partenaires [...] ; crainte d'un effort d'équipement atomique et militaire de caractère autarcique. S'orienter vers un programme européen ; appui à l'adhésion de la Grande-Bretagne, considérée comme un renforcement de l'Occident³... » Avec un tel programme, le Département d'Etat a tout lieu, en effet, d'être rassuré.

Dans leur note de janvier 1963, les analystes de la CIA s'inquiètent, cependant, de l'autorité dont disposeraient leurs protégés pour résister à une subversion dans le cas où l'un d'entre eux succéderait à de Gaulle. Presque autant qu'une paralysie du pays par le PCF, ils craignent une sédition des gaullistes, qui, afin de sauver le régime, pourraient être tentés par un coup d'Etat dans la lignée du 13 mai. Aux dernières nouvelles, pourtant, n'était-ce pas l'OAS qui, moins de deux ans plus tôt, avait tenté de renverser la République ? Voici donc ce que conseille l'Agence : sécuriser les dépôts d'armes et les lignes de communication américaines en France, « afin d'éviter que des équipements américains tombent entre des mains non autorisées ». Ici, rien d'anormal. Mais que penser de l'autre préconisation du rapport ? « Les unités militaires américaines devraient être prêtes à prendre les positions qui leur permettraient de bloquer les mouvements de forces armées françaises qui souhaiteraient soutenir les forces anticonstitutionnelles en France⁴. » Utiliser ses « unités militaires » contre d'autres « forces armées », n'est-ce pas ce qui s'appelle faire la guerre ? Et les utiliser dans un pays étranger pour renverser un gouvernement quel qu'il

soit, n'est-ce pas se rendre coupable d'une invasion doublée, justement, d'un coup d'Etat ?

Vincent Nouzille, qui, le premier, a exhumé cette note, résume : « En cas de crise, au nom de la prévention d'une guerre civile et des intérêts américains, les Etats-Unis envisagent sérieusement d'intervenir militairement en France afin d'éviter un putsch néofasciste et de soutenir l'arrivée d'un président atlantiste à l'Elysée⁵. » L'ennui, c'est que les néofascistes, dans la logique américaine, ne sont pas les « ratonneurs » et autres plastiqueurs de l'OAS, mais encore et toujours ceux qui soutiennent de Gaulle... Rien n'a changé décidément depuis le temps pas si lointain où Roosevelt tenait pour un dictateur l'homme qui s'engageait à rétablir les libertés publiques tout en négociant jusqu'au bout avec ceux qui, en France, les avaient suspendues !

« Le clan gaulliste, écrivent les rédacteurs de la note, a pénétré tous les ministères et leurs services avec ses gorilles [en français dans le texte]. Le seul moyen pour eux de rester au pouvoir serait de le garder de force... Quant à l'UNR [Union pour la nouvelle République, le mouvement qui soutient le Général], si certains de ses membres sont légalistes, une large proportion est peu scrupuleuse sur les moyens employés pour s'emparer du pouvoir et le garder, et quelques-uns peuvent être décrits comme néofascistes, sans trop se tromper⁶. »

Il faut dire qu'en ce premier trimestre de 1963 les services américains ont été chauffés à blanc contre la France par leurs homologues britanniques. Par tous les moyens, le Premier ministre, Harold Macmillan, a tenté de convaincre Kennedy de tenter un coup contre de Gaulle pour faire revenir celui-ci sur son veto à l'adhésion du Royaume-Uni au Marché commun^{*1} et, n'y étant pas parvenu, semble avoir choisi un biais plus radical : monter ce que le petit monde du renseignement appelle un « chantier » contre la France. En clair : une manipulation à grande échelle. Ce n'est ni la première ni la dernière, mais celle-ci, 100 % britannique, est un modèle du genre puisqu'il s'agit de faire croire aux Américains et à leurs alliés européens que de Gaulle négocie un grand renversement d'alliance avec les Soviétiques !

L'accusation pourrait faire sourire concernant l'homme qui, en août 1961, fut le seul des alliés occidentaux à vouloir s'opposer par la force à l'érection du mur de Berlin, mais elle est prise suffisamment au sérieux pour que, le 25 janvier 1963, Kennedy réunisse au grand complet son Conseil national de sécurité pour faire le point sur les « informations »

britanniques. Cette réunion donnera lieu à la directive secrète NSC 219 : mettre en œuvre tous les moyens possibles – écoutes, recrutement intensif de nouveaux agents en France, etc. – pour savoir si des négociations secrètes sont effectivement engagées entre Paris et Moscou⁷. Le 19 février, la CIA rend son verdict : l'accusation britannique ne repose sur aucun fondement. Mais la directive NSC 219 n'est pas annulée pour autant. Si son objectif perd toute consistance, les moyens requis pour l'atteindre restent déployés... Au cas où !

De Gaulle-Kennedy ou le grand rendez-vous manqué

Entre l'homme du 18-Juin et le jeune président américain, les choses, assurément, auraient pu mieux tourner. Entre eux : aucun contentieux originel, comme l'avait été la bienveillance persistante de Roosevelt envers Pétain ; aucune incompatibilité culturelle, comme cela fut le cas entre de Gaulle et Truman, fils d'un marchand de bétail presbytérien aussi ignorant des réalités européennes que pétri des principes abstraits du messianisme yankee... Mieux : en dépit de leurs vingt-sept ans d'écart, le jeune président américain (catholique) et le fondateur de la nouvelle République française témoignaient d'une volonté identique de rénovation. Lutte contre la ségrégation raciale et les inégalités sociales pour l'un, renouveau institutionnel et désengagement colonial pour l'autre ; ambitions économiques parallèles dans leur ampleur à défaut d'être convergentes quant aux moyens (la revendication du libre-échange, encore et toujours, s'agissant des Américains ; un mélange inédit de planification et de laisser-faire, à rebours des partis pris idéologiques, dans le cas de la France gaulliste) ; résolution prise, chacun dans un contexte différent, de briser les féodalités susceptibles de s'opposer à leur grand dessein, fût-ce en s'attirant des ennemis inexpiables. Bref, entre la « Nouvelle Frontière » de l'Américain et la « résurrection » appelée de ses vœux par le Français, il existait, à coup sûr, plus d'un point commun.

A peine nommé, Kennedy a surpris tout le monde en réservant à de Gaulle sa première visite à l'étranger, fin mai-début juin 1961. Et fait enrager la CIA quand il a proclamé à la télévision : « J'ai trouvé dans le général de Gaulle un conseiller avisé pour l'avenir et un guide éclairé pour l'histoire qu'il a contribué à faire⁸. » Simple habileté tactique visant à

amadouer l'ombrageux allié français ? Sans doute, mais pas seulement, comme en témoigne le contenu des conversations de Paris qui démontrent l'intérêt poussé de Kennedy pour l'expérience qu'a pu accumuler son hôte en fait de relations internationales^{*2}. Quant au Général, il décrira le président américain comme un personnage de haute valeur « sur le point de prendre son essor pour monter haut, comme un oiseau de grande envergure bat des ailes à l'appel des cimes⁹ »...

Pour autant, l'admiration réciproque n'exclut pas la confrontation qui intervient, comme c'était prévisible, sur le dossier nucléaire. Pas plus que son prédécesseur Eisenhower, Kennedy ne veut du directoire à trois que réclame de Gaulle à la tête de l'Otan. Et, tout comme « Ike », il tente de le convaincre – sans davantage de succès – que la France n'a nul besoin de se doter de l'arme nucléaire puisque les Etats-Unis sont là pour défendre l'Europe.

Chez Kennedy, pourtant, cet acharnement à dénier aux alliés de l'Amérique tout droit d'assurer par eux-mêmes leur sécurité est moins le fruit d'une simple volonté de puissance – bien réelle, cependant – que d'une aversion sincère pour l'atome militaire dont il vit la réalité comme un drame et la dissémination comme une promesse d'apocalypse. Un détonateur potentiel pouvant entraîner les supergrands dans un conflit qu'ils n'auraient pas souhaité, un peu comme l'attentat de Sarajevo avait, par le jeu des alliances, débouché sur le déclenchement de la Première Guerre mondiale... A ceci près que, cette fois, ce serait la dernière !

En outre, le Pentagone, *via* le secrétaire à la Défense, Robert McNamara, a habilement utilisé cette phobie du président en le persuadant de l'existence – que rien n'est venu confirmer, bien au contraire – d'un *missile gap* (« fossé nucléaire ») entre les Etats-Unis et l'Union soviétique... au profit des Russes. D'où l'incroyable paradoxe de l'ère Kennedy qui voit un président antinucléaire accroître l'arsenal américain pour rattraper le retard présumé de son pays tout en initiant un authentique processus de désarmement qui aboutira au traité d'interdiction des essais nucléaires du 5 août 1963 signé par les Etats-Unis, l'URSS et la Grande-Bretagne... Surtout, Kennedy s'est laissé convaincre par ce même McNamara et le général Maxwell Taylor^{*3} qu'il serait suicidaire pour les Etats-Unis d'utiliser l'arme atomique autrement que pour assurer leur « survie nationale »...

D'où le postulat de De Gaulle, contraire de celui de Kennedy : ce n'est pas l'accession d'autres Etats à la dissuasion nucléaire qui menace la paix,

mais bien la « double hégémonie convenue » de l'Amérique et de l'URSS qui peut les conduire à s'affronter sur des théâtres secondaires, dont l'Europe fait partie au premier chef !

Avec le président américain, dont il apprécie les qualités intellectuelles, le Général, contrairement à son habitude, délaisse la pédagogie pour la maïeutique. Il le questionne jusqu'à ce que l'autre soit contraint d'aller au bout de sa logique.

« Supposons, dit-il, que Khrouchtchev décide un blocus de Berlin. Allez-vous répliquer par l'arme nucléaire ?

— Nous avons d'autres moyens de riposte, dans ce cas, répond Kennedy.

— Supposons maintenant que ces autres moyens ne suffisent pas pour empêcher les Soviétiques de prendre Berlin et, plus tard, Hambourg et, quelques années plus tard, Francfort. Que déciderez-vous, alors ? »

Cette fois, Kennedy hésite : « Les plans devront être améliorés pour faire face à ce cas-là¹⁰... »

De Gaulle, qui ne connaît que les grandes lignes de la doctrine McNamara de la « riposte graduée » mais en a saisi la logique ultime (plutôt transformer l'Europe en champ de ruines que risquer l'existence de New York ou de Philadelphie), a vu juste et obligé Kennedy à lui révéler que l'engagement nucléaire américain n'avait rien d'automatique. Et que rien ne remplaçait, en dernier ressort, une défense de l'Europe par les Européens... Autrement dit par les Français, puisque l'Allemagne a renoncé à l'arme nucléaire et la Grande-Bretagne à son indépendance militaire, donc politique, en vertu du carcan de la « double clé^{*4} ».

Déstabilisé, Kennedy a bien tenté de s'en sortir en retournant contre la France cet argument de non-automaticité de la riposte : « Vous voulez votre force de frappe, mais comment vos alliés européens seront-ils sûrs que vous utiliserez vos bombes atomiques pour les protéger, l'Allemagne en particulier ? » Mais il s'est vu dispenser, en retour, cette petite leçon de géographie : « Vous savez, le Rhin est beaucoup plus étroit que l'Atlantique... La France se sent plus intimement liée à la défense de l'Allemagne que l'Amérique à la nôtre¹¹ ! »

La crise de Cuba fait bouger Kennedy

De Gaulle aurait-il pu convaincre Kennedy de ne plus s'opposer à la dissuasion française si celui-ci avait dirigé les Etats-Unis plus longtemps ?

Au détour d'un de leurs longs entretiens de Paris du printemps 1961, il a eu une phrase qui, *a posteriori*, a vivement impressionné le président américain. Pour tenter, une fois encore, de le convaincre qu'une crise nucléaire majeure pouvait éclater n'importe où, il lui a fait valoir que « les armes nucléaires ont un champ d'action planétaire » et qu'« elles peuvent être utilisées en Extrême-Orient ou même à Cuba »¹².

A Cuba ? Dans l'esprit du Général, la référence à la Grande Île, où les Etats-Unis viennent d'essayer un échec cinglant, deux mois plus tôt, à la baie des Cochons^{*5}, sert surtout à démontrer combien l'Otan, dont le champ se limite à l'Europe, est inadapté à une crise périphérique dont la cible pourrait être les Etats-Unis, et combien il serait judicieux d'accepter sa proposition de 1959 d'un directoire occidental à trois au sein duquel la France pourrait, en toute réciprocité, épauler l'Amérique !

Sur l'instant, Kennedy ne semble pas avoir pris cette ultime tentative gaullienne d'imposer sa conception d'une alliance rénovée comme autre chose qu'une pétition de principe... Voire comme le radotage d'un vieil homme accroché à ses rêves de grandeur. Mais un an plus tard, presque jour pour jour, le président américain s'est mordu les doigts de n'avoir pas pris davantage au sérieux la référence du Général à Cuba qui soudain prend une allure prophétique.

Le 10 juin 1962, en effet, le Soviet suprême a décidé d'installer à l'est de La Havane des missiles nucléaires à moyenne portée. Jamais dans leur histoire les Etats-Unis n'ont été menacés aussi directement ni d'aussi près. Le 14 octobre, les avions espions de l'US Air Force en auront la confirmation : les sites de lancement sont en passe d'être opérationnels. Et une partie des fusées, des R-12 Divina (SS4 selon le code Otan), sont déjà présentes sur le sol cubain. Une seule d'entre elles est cent fois plus puissante que la bombe américaine larguée dix-sept ans plus tôt sur Hiroshima. Evaluées à une quinzaine – sans compter celles que la flotte soviétique est en train d'acheminer –, elles peuvent, grâce à leur portée utile de 2 000 km, anéantir tout le Sud des Etats-Unis, depuis Miami jusqu'à Dallas, et contaminer jusqu'à Washington. Cette fois, plus question pour la Maison-Blanche d'écouter les faucons du Pentagone qui, tel le général Taylor, prônent un bombardement atomique immédiat de Cuba (ce qui ne manquerait pas de provoquer des retombées radioactives sur la Floride et pourrait pousser Moscou à des frappes de représailles n'importe où sur le sol américain, bref à déclencher la Troisième Guerre mondiale). Ce qu'il faut à Kennedy, c'est ouvrir un second front en Europe, à partir d'un allié

solide. Un allié connu pour son indépendance sourcilleuse (ce qui exclut la Grande-Bretagne) mais, aussi et surtout, détenteur de l'arme atomique. Ce qui élimine tous les autres... sauf la France. Le 20 octobre, le président prend sa décision : il demande à Dean Acheson, à la retraite du Département d'Etat depuis 1953 mais que de Gaulle connaît bien pour s'être opposé à lui à l'époque de la CED¹³, de s'envoler immédiatement pour Paris.

Sa mission : obtenir le soutien de De Gaulle face aux Soviétiques en échange d'une aide américaine dans l'accession de la France à la technologie thermonucléaire, que celle-ci ne maîtrise pas encore. En quelques mois, Kennedy a donc changé radicalement de position : confronté au plus grand danger, il a compris que la dissuasion française pouvait servir au maintien de la paix... En cet automne 1962, le président américain semble donc vouloir jouer sur deux tableaux : une force nucléaire multilatérale sous contrôle américain, dont les détails seront arrêtés à Nassau (Bahamas) à la fin de l'année ; et un accord bilatéral avec la France à base de transfert de technologies^{*6}.

Dans le tourbillon enfiévré des événements, cependant, Kennedy n'a pas personnellement reçu Acheson. Il a demandé à son secrétaire d'Etat, Dean Rusk, de lui transmettre ses instructions. Et celui-ci, très hostile à de Gaulle, a tout bonnement « oublié » leur corollaire : l'offre présidentielle de livrer à la France certains secrets nucléaires !

L'accueil réservé par le Général à la mission Acheson n'en est que plus irréprochable sur le plan de l'amitié franco-américaine que la CIA l'accuse pourtant sans relâche de vouloir saboter : le 22 octobre 1962, dans son bureau de l'Elysée, de Gaulle reçoit le diplomate américain, qu'accompagnent Cecil Lyon, numéro deux de l'ambassade américaine à Paris, et trois représentants de la CIA, dont Sherman Kent^{*7}, qui a analysé les photos de l'avion espion. De Gaulle les examine longuement avec une grosse loupe et, se redressant, lâche soudain : « Vous pouvez dire à votre président que la France le soutiendra dans tous les cas ! » Les Américains n'en reviennent pas. Au point qu'en 1988 Lyon assurera que, s'il s'était agi d'un personnage moins impressionnant que de Gaulle, il l'aurait sans doute embrassé (« *I almost kissed him* »)¹⁴...

Assuré de ses arrières, Kennedy peut choisir le bras de fer. Le soir même, il révèle la gravité de la situation au peuple américain et annonce que, si les Soviétiques ne retirent pas leurs missiles de Cuba, il est prêt à la guerre. Le lendemain, il décrète le blocus de l'île et, le 24 octobre,

Khrouchtchev donne l'ordre aux cargos transportant de nouveaux missiles de faire demi-tour sans chercher à le forcer. Le 28 octobre, enfin, il annonce que les fusées déjà en place seront démantelées. Kennedy a gagné, même si Khrouchtchev n'a pas perdu la face puisqu'il a obtenu que les Américains démontent, de leur côté, les bases de missiles PMG-Jupiter à moyenne portée qu'ils déployaient depuis 1961 en Turquie. L'alerte a été chaude, et le soutien de De Gaulle aux Etats-Unis, sans faille, comme il l'avait été trois mois plus tôt à Berlin¹⁵.

Pour autant, la proposition d'aider la France à développer sa bombe thermonucléaire restera lettre morte. Par la faute d'Acheson, certes, dont la félonie est loin d'être exclue. Mais comment expliquer que le président ne l'ait pas relancée ? Le 24 octobre 1962, soit au cœur de la crise des missiles, Paul Nitze, l'un de ses principaux conseillers de la Maison-Blanche, a bien rédigé une directive dans ce sens adressée au Pentagone. Puis plus rien. Et quand, un an plus tard, Kennedy sera assassiné à Dallas, elle sera toujours enfouie dans les cartons. En attendant qu'en 1969 une dernière occasion de réconciliation se présente, son successeur, Lyndon Johnson, va faire vivre l'enfer à son « allié » français...

Johnson dans les pas de Roosevelt

De Gaulle pouvait-il d'ailleurs s'attendre à autre chose ? A l'exception de Robert Kennedy, frère du président assassiné, que Johnson n'a pas osé remplacer au Département de la Justice, les collaborateurs les plus brillants de l'ancien président ont été remerciés. Et ceux avec lesquels il s'entendait le moins, confirmés. En particulier Dean Rusk, l'homme qui avait « oublié » de transmettre à de Gaulle la proposition si hardie de Kennedy et que Johnson gardera comme secrétaire d'Etat jusqu'à la fin de sa présidence, en 1968. Mais aussi le général Lemnitzer, ancien chef d'état-major de l'armée américaine dont ce même Kennedy s'était séparé en 1962 et que Johnson a aussitôt nommé commandant en chef des forces de l'Otan.

Tout indique aussi qu'entre l'ancien président et son vice-président, devenu son successeur dans l'avion qui ramenait sa dépouille de Dallas à Washington au soir du 22 novembre 1963, les désaccords se multipliaient, sur l'ampleur de l'engagement américain au Vietnam en particulier. De sorte que, selon plusieurs sources, la reconduction d'un ticket Kennedy-Johnson pour l'élection de 1964 n'était plus vraiment à l'ordre du jour dans les derniers mois de sa présidence... C'est dire si, pour de Gaulle, qui a

perdu un interlocuteur respecté à défaut d'être facile, l'heure n'est plus à la patience. Il le dit d'ailleurs sans détour à son porte-parole, Alain Peyrefitte : « Il faut donner une leçon à ce type-là¹⁶ ! »

Le Général, qui n'a guère été convaincu par la personnalité de Johnson, rencontré pour la première fois le 25 novembre 1963 en marge des obsèques de Kennedy^{*8}, a en effet rapporté de Washington l'impression, ô combien justifiée, d'être revenu quelque vingt ans en arrière. A l'époque où toute velléité de voir le monde autrement que sous le prisme américain était considérée comme une agression et faisait traiter la France libre plus mal que le régime de Vichy.

Et puis de Gaulle a d'autant moins envie de refaire de la pédagogie avec les Américains qu'il estime avoir déjà beaucoup donné avec Kennedy, que l'attitude de la France dans l'affaire de Berlin et dans celle de Cuba vaut tous les sésames, qu'il va sur ses 74 ans, que l'élection présidentielle, à laquelle il n'a toujours pas fermement résolu de se représenter, est dans moins de deux ans, et qu'il entend faire de 1964 l'année du grand retour de la France dans le monde. Celle où, « après avoir donné l'indépendance à nos colonies, nous allons prendre la nôtre¹⁷ ».

L'an VI de la France gaullienne sera, de fait, comme un feu d'artifice sur la scène internationale : reconnaissance de la Chine populaire, qui, à la fin de l'année, fera exploser sa première bombe atomique ; visite triomphale au Mexique du fondateur de la V^e République, accueilli par des foules gigantesques aux cris de « *Libertador !* » ; début de la détente avec Moscou après que Khrouchchev, juste avant d'être remplacé par Brejnev, a renoncé à signer avec l'Allemagne de l'Est le fameux traité de paix qui aurait rendu caducs les droits des alliés occidentaux sur Berlin (preuve *a posteriori* que la fermeté de la France sur ce dossier avait payé) ; enfin et surtout, critiques de plus en plus appuyées contre l'escalade américaine au Vietnam...

Pour le président américain, décidément, tout cela confirme que l'Elysée n'abrite pas un ami des Etats-Unis. Johnson comprend-il seulement qu'en reconnaissant la Chine, de Gaulle isole l'URSS et la contraint à négocier – soit très exactement le pari gagné de Nixon, huit ans plus tard ? Saisit-il qu'en tendant la main à l'Amérique latine il offre à ses peuples une échappatoire à l'alternative mortifère entre les dictatures soutenues par la CIA et la prise en main par des guérillas d'obédience cubaine ? Qu'en plaidant pour l'arrêt des hostilités au Vietnam, il laisse une chance aux Etats de la région non encore communistes (le Cambodge en particulier) de ne

pas basculer dans le camp Viêt-cong ? Face à de Gaulle, Johnson choisit la voie simpliste de son devancier Roosevelt : quiconque ne soutient pas aveuglément les desseins de l'Amérique est à traiter en ennemi...

La France aussi espionnée que les Russes ou les Chinois

Dès la fin de 1963, la CIA, qui a produit plusieurs rapports secrets annuels sur l'avancement du programme nucléaire français, s'est intéressée de près à la construction du site d'expérimentation de Mururoa, dans le Pacifique. Le célèbre U2 a multiplié les missions photographiques depuis le porte-avions USS *Ranger* et la population de l'atoll a été interrogée par tous ce que les Etats-Unis comptaient d'agents sur place (sur le type d'aménagements entrepris, le nombre d'ouvriers employés, leurs qualifications et, si possible, leur identité). Et, quand il est devenu clair que ces travaux gigantesques n'avaient pas été engagés pour rien, la Centrale a concentré son attention sur le cœur du système : le complexe de Pierrelatte (Drôme), qui, depuis 1961, produit l'uranium enrichi destiné à fabriquer la bombe H. Trois ans après avoir envoyé un avion espion survoler les bases de missiles russes installées à Cuba – qui, elles, menaçaient réellement le sol américain –, les Etats-Unis en envoient donc un autre photographier l'usine. Mais le mardi 27 juillet 1965, à 16 h 54, celui-ci est intercepté par la chasse française alors qu'il effectuait son deuxième passage au-dessus du complexe nucléaire.

Cette fois, l'appareil n'est pas un U2, mais un McDonnell F-101 Voodoo, moins performant, appartenant à la 4^e escadre aérienne de l'Otan basée à Ramstein. A son bord, pas moins de 175 clichés de l'usine. Le 18 décembre 1964, l'un de ces avions, stationné à Taïwan, avait été abattu par les Chinois alors qu'il opérait une mission de reconnaissance analogue au-dessus d'un site sensible de la République populaire...

Pour de Gaulle, qui réclame et obtient des excuses du gouvernement américain (qui continuera, mais désormais par satellite, à photographier Pierrelatte et l'ensemble de nos installations nucléaires), c'est plus qu'un geste hostile. Presque une déclaration de guerre. Mais le Général n'est pas au bout de ses surprises. Car cette même année 1965 voit l'Amérique ouvrir un second front contre la France pour l'empêcher d'obtenir sa bombe H : celui de l'informatique. En novembre, Johnson, fidèle à sa directive n° 294

d'avril 1964 proscrivant tout commerce avec la France dans le domaine des industries de pointe (sauf bien sûr s'il s'agit de racheter des entreprises françaises), a ainsi catégoriquement refusé de vendre au Commissariat à l'énergie atomique (CEA) quatre ordinateurs à haute capacité de calcul, deux IBM et deux Control Data 3600. Et cela malgré l'avis favorable de l'administration du Trésor américain qui, en cette période d'inflation des dépenses militaires, a des besoins urgents d'argent frais. Certes, cette obstruction n'empêchera pas la France de mettre au point, grâce à un effort de recherche sans précédent, sa propre bombe H, opérationnelle dès 1968^{*9}, mais elle en dit long sur le sort réservé aux alliés de l'Amérique lorsqu'ils entendent marcher de leur propre pas.

Contrairement à Kennedy qui s'efforçait de juger par lui-même, Johnson prend pour argent comptant ce que lui disent ses informateurs, lesquels, connaissant son aversion pour de Gaulle, en rajoutent vraisemblablement dans le sens supposé lui convenir. Ainsi de l'ambassadeur à Paris, Charles Bohlen, qui, le 11 mars 1964, lui adresse une synthèse d'où il ressort que, sans son irascible chef, l'attitude de la France serait aisément amendable. Ainsi distingue-t-il « quatre niveaux d'opinion ». *Primo*, de Gaulle lui-même, avec lequel aucune « discussion positive » n'est possible et que rien, ni « concession » ni « corruption [sic] », ne peut faire changer. *Secundo*, le gouvernement français dont, affirme-t-il, « 90 % est en désaccord avec la façon dont de Gaulle conduit la politique étrangère » et qui, « dans l'ensemble, nourrit des sentiments fondamentalement amicaux (“*basically friendly*”) pour les Etats-Unis ». *Tertio*, l'UNR et les « jeunes gaullistes », qui sont « irresponsables, peu intelligents, d'esprit autoritaire, et vont plus loin que de Gaulle dans leurs attitudes antiaméricaines. Peyrefitte fait partie de ce groupe et sa conduite de la propagande française est conforme à cette tendance ». Enfin et surtout, le peuple français lui-même qui certes peut sembler légèrement antiaméricain (« *seem to have little antiamericanism* ») mais « c'est une situation qui peut changer si notre propagande actuelle se poursuit¹⁸ ».

Outre la grossièreté générale du propos – quoi qu'on puisse penser d'Alain Peyrefitte, on serait bien en peine de trouver un observateur digne de foi ayant jamais mis en cause son intelligence ! –, la référence à la propagande actuelle (« *current propaganda* ») menée par le gouvernement américain mérite qu'on s'y arrête. A quelles opérations Bohlen fait-il donc allusion ? L'un de ses câbles à Johnson, daté du 25 août 1965, nous donne la réponse, qui ne manque pas d'intérêt. Moins de trois semaines

auparavant, le 6 août très exactement, le président américain, embarrassé par l'affaire d'espionnage de Pierrelatte, a donné pour consigne à la CIA et à l'ensemble des représentants américains à l'étranger, officiels ou non, d'être plus discrets. Et, filet de naïveté dans un océan de duplicité, il a demandé à tous de lui communiquer la liste de leurs « actions ouvertes ou clandestines » qui pourraient être tenues pour « illégales » par ces Français décidément trop chatouilleux.

La plupart des réponses, parvenues sur le bureau de Johnson fin août, sont aujourd'hui encore classifiées, mais le peu qui nous est accessible émane de Bohlen lui-même, lequel énumère une série d'actions qui ne présentent pas, selon lui, de « risque inacceptable¹⁹ », ce qui est vrai. Outre les subventions, habituelles depuis les années 1950, versées aux syndicats non communistes, aux mouvements favorables au fédéralisme européen et à d'autres associations proaméricaines à vocation culturelle, il y est question, pêle-mêle, de sondages achetés à l'institut Ifop, de « chercheurs » américains missionnés pour nouer des contacts avec des jeunes pousses prometteuses de l'industrie, de la finance et du commerce, ou encore du soutien apporté à un journal (en l'espèce *L'Economie*) pour qu'il publie les résultats d'un groupe d'étude franco-américain sur le commerce bilatéral.

Wells Stabler, confesseur en chef de la classe politique française

Mais il n'y a pas que la stratégie d'influence. Tandis qu'il recommande une discrétion accrue aux agents américains, Johnson leur donne parallèlement pour consigne de lui fournir toujours plus de renseignements et de mobiliser pour cela les alliés traditionnels de l'Amérique que sont la SFIO, les centristes, et surtout la frange de droite qui, en 1962, a quitté la majorité gaulliste derrière Antoine Pinay. Une priorité : savoir où en est la bombe H et tout faire pour discréditer la stratégie française de dissuasion.

Un homme joue un rôle essentiel dans ce domaine : le diplomate Wells Stabler, conseiller à l'ambassade des Etats-Unis à Paris entre 1960 et 1965. Son témoignage, pour le moins décomplexé, recueilli le 28 février 1991 par l'Association américaine d'études diplomatiques dans le cadre du *Foreign Affairs Oral History Project*^{*10}, est décisif car il suggère clairement que les informations fournies par les hommes politiques qu'il rencontrait – il cite

nommément Guy Mollet, Antoine Pinay, Maurice Faure, Jean Lecanuet, François Mitterrand – n'étaient pas toujours désintéressées. « Beaucoup de ces gens, comme Guy Mollet et d'autres anciens leaders de la IV^e République, avaient ce que vous pourriez appeler une relation fiduciaire (*"fiduciary relationship"*) avec les Etats-Unis puisqu'ils avaient reçu un soutien financier effectif du gouvernement américain (*"they indeed received some financial support from the US government"*). Quand j'allais rendre visite à Guy Mollet, nous avions de bonnes conversations. Et puis le téléphone sonnait et il me disait en souriant : "C'est un de vos collègues qui vient me voir." Et il y avait un jeu de chaises musicales entre moi-même et un agent de la CIA en poste à Paris. Il ne savait pas que j'étais là et je ne savais pas qu'il devait venir. Je trouvais cela franchement embarrassant²⁰... »

A l'approche de l'élection présidentielle de 1965, Stabler mais aussi d'autres agents de l'ambassade sollicitent ainsi les confidences de tout ce que la classe politique française compte d'antigaullistes (à part bien sûr les communistes, qui prennent leurs consignes sous d'autres cieux). Et leur préoccupation est toujours la même : que savent leurs interlocuteurs de la force de frappe – les membres de la commission de la Défense de l'Assemblée nationale sont particulièrement choyés – et que feraient-ils si eux-mêmes ou le candidat qu'ils soutiennent étaient élus à la succession de De Gaulle ? Pas de surprise : tous contestent le principe de la dissuasion et promettent de placer notre potentiel nucléaire sous contrôle américain !

Après la réélection du Général (décembre 1965) et la sortie de la France du système intégré de l'Otan (1966-1967)²¹, la pression des Américains sur la classe politique française monte encore d'un cran : comme il y a peu de chances que de Gaulle se représente en 1972 puisqu'il aura alors 82 ans, il faut d'ores et déjà préparer la suite. Le plus zélé à devancer les désirs américains n'est autre que François Mitterrand, qui, fort de ses 45 % au second tour de la présidentielle, fait maintenant figure de chef de l'opposition pour les législatives de mars 1967. En juin 1966, soit trois mois après que de Gaulle eut signifié à Johnson la volonté de la France de « recouvrer sur son territoire l'entier exercice de sa souveraineté²² », celui qu'André Malraux surnommait le « candidat de quatre gauches dont l'extrême droite » annonce fièrement à l'ambassadeur Charles Bohlen : « Mon seul objectif est de renverser le gaullisme, après quoi je mènerai une politique proaméricaine²³. » Un moment pressenti pour représenter la gauche à la présidentielle de 1965, Gaston Defferre avait, il est vrai, donné

l'exemple. Reçu par Johnson le 24 mars 1964, sur la recommandation du secrétaire d'Etat Dean Rusk, le maire de Marseille n'avait pas hésité à bousculer les usages en critiquant la politique de son pays devant un chef d'Etat étranger : « De Gaulle ne parle avec personne, il préfère le monologue. Il est impératif que les Etats-Unis et la France se parlent », avait-il affirmé avant de prendre parti pour l'intervention américaine au Vietnam et de rejeter la proposition du Général de « neutraliser » le pays²⁴.

L'étrange cas du général Gallois

Il y a aussi ceux qui n'ont pas besoin d'être « confessés » par Stabler pour s'épancher auprès du gouvernement américain. Parmi eux, le général Pierre-Marie Gallois, qui passe, à juste titre, pour l'un des pères de la doctrine française de la dissuasion, avec les généraux Poirier, Beauffre et Ailleret, et qui, en dépit de ce brevet de gaullisme – bien qu'il ait toujours contesté la prééminence du président de la République dans les institutions de 1958 –, distille de bien étranges informations dans la presse américaine.

Cité par le *New York Times* du 9 avril 1963 et, la même semaine, dans l'hebdomadaire *Newsweek*, il laisse en effet entendre que la France connaît de graves retards dans la mise sur pied de sa force de frappe... Après avoir titré en première page : « Paris doute maintenant de sa capacité nucléaire », le *New York Times* explique ainsi que « le général de brigade en retraite, Pierre M. Gallois, qui fut longtemps un avocat déclaré de l'indépendance nucléaire, a récemment fait part de ses doutes à l'ambassade américaine à Paris. Le général Gallois, qui fut un proche conseiller du président de Gaulle en matière nucléaire, a révélé à l'ambassade que les délais d'achèvement de projets nucléaires majeurs prendraient un retard compris entre dix-huit mois et trois ans²⁵ ». Suit un long catalogue des avanies que subira la France si elle (comprendre de Gaulle) persiste à s'entêter : incapacité à maintenir le rythme de l'expansion économique actuelle, qui sera immanquablement engloutie dans le gouffre financier, matériel et humain du programme nucléaire^{*11} ; difficultés techniques à construire des missiles fiables pour projeter la bombe française jusqu'aux années 1970 ; « bugs » dans la conception du Mirage IV Dassault censé la transporter en attendant ; retards pris dans la mise sur pied de la Force océanique stratégique qui, d'après les mêmes sources, ne serait pas opérationnelle avant 1972 ; obstacles rencontrés dans la mise au point de la bombe (H) à

hydrogène ; enfin et surtout, conviction affichée qu'il suffirait d'une soixantaine de missiles soviétiques pour anéantir les aéroports stratégiques français où sont concentrés nos bombardiers...

On se doute qu'une telle pléthore d'informations, « sourcées » selon les règles du bon journalisme américain – et alors rigoureusement exactes, même si l'avenir les démentira –, a été lue avec un certain intérêt par les responsables nucléaires français, et jusqu'à l'Elysée... Après le Conseil des ministres du 10 avril, Peyrefitte s'en est ouvert à de Gaulle : « Vous êtes au courant, mon général, des articles de *Newsweek* et du *New York Times* ? »

Réponse de l'intéressé : « Gallois a démenti et il a bien fait. Tout ça est absurde. C'est Bohlen le chef d'orchestre, c'est un ennemi acharné de la France²⁶. »

De Gaulle n'a pas tort quant à l'inimitié que voue l'ambassadeur à la France, à tout le moins à la politique française qu'il incarne depuis 1958. La représentation américaine à Paris n'est-elle pas explicitement citée dans l'article du journaliste Drew Middleton, correspondant du *New York Times* à Paris au professionnalisme reconnu ? Mais le Général se trompe en faisant confiance au démenti de Gallois... qui n'est qu'un « rementi » ! Non seulement Bohlen n'a rien inventé, mais nous savons aujourd'hui, grâce aux documents américains déclassifiés, que le général Gallois, employé chez Dassault depuis sa retraite de l'armée de l'air en 1957, était un correspondant régulier des Américains. Le 2 avril 1963, soit sept jours avant que ne paraisse l'article du *New York Times*, il a justement rencontré Charles Bohlen à l'ambassade des Etats-Unis, lequel a aussitôt envoyé à Kennedy un mémorandum détaillé de sa conversation²⁷. Avant cela, il avait déjà participé deux fois à des échanges de vues avec les diplomates américains, dans les locaux de cette même ambassade, en avril et en octobre 1962²⁸. Enfin et surtout, ses confidences font l'objet d'un long rapport de la CIA daté du 12 avril 1963, et dont le moins qu'on puisse dire est qu'il donne une impression calamiteuse de la jeune dissuasion française. Il y est question d'une force déjà « obsolète²⁹ » et qui devrait le rester jusqu'en 1973-1975, alors qu'au même moment, dans la *Revue de Défense nationale*, le ministre des Armées, Pierre Messmer, assure que les programmes seront réalisés en temps et en heure. Et ils le seront !

Quel intérêt Gallois, présenté par la centrale américaine de renseignements comme bénéficiant de contacts de haut niveau avec le gouvernement français (« *high-level connections with the French government* »), a-t-il donc à discréditer ainsi la force de dissuasion qu'il a

contribué à théoriser ? Dans le meilleur des cas, il peut s'agir d'une opération d'intoxication. Mais dans quel but, et surtout à la demande de qui ?

Dans le rapport de la CIA précité, ce même Gallois donne une interprétation toute personnelle, et pour tout dire plutôt péjorative, de l'attitude inflexible du général de Gaulle face aux Américains : selon lui, le chef de l'Etat français ne chercherait, au fond, qu'à obtenir d'eux l'abolition de la loi MacMahon (*MacMahon Act*) de 1946 qui interdit au gouvernement des Etats-Unis de livrer ses secrets nucléaires à l'étranger. Or, depuis 1958, Eisenhower puis Kennedy ont nettement signifié au président français qu'ils ne lui vendraient leurs brevets qu'en échange de la soumission de la dissuasion française à la double clé. Que Kennedy ait été tenté de changer d'avis est une autre affaire dont nous avons vu que de Gaulle n'avait jamais eu connaissance. C'est donc en raison de ce chantage qu'il avait rejeté la force multilatérale proposée par les Etats-Unis, avant d'engager la France, à ses propres frais, dans l'acquisition de la bombe H. Revenir sur ce dossier alors que les conditions américaines étaient connues ne pouvait donc qu'affaiblir la position du Général en faisant passer sa politique pour une simple « posture » !

Et puis, comment imaginer que de Gaulle, qui, au reste, connaissait à peine Gallois, ait pu le mandater pour expliquer aux Etats-Unis que son refus de leur diktat nucléaire n'était qu'une gesticulation ? Au lendemain des déclarations de ce dernier dans la presse américaine, le Général a confié à Peyrefitte : « [Il] a de très bonnes idées, mais je ne le vois jamais. Je ne l'ai pas rencontré une seule fois depuis que je suis revenu aux affaires ! On a raconté qu'il était mon conseiller intime. C'est du même acabit que tout le reste³⁰ ! »

De fait, Gallois n'a été reçu qu'une fois par de Gaulle le 2 avril 1956, et encore à la demande expresse du général Norstad, commandant en chef adjoint des forces aériennes de l'Otan, dont Gallois était l'un des principaux conseillers... Norstad, auquel Gallois a fait connaître ses travaux sur la dissuasion atomique^{*12}, pousse alors la IV^e République à poursuivre sur la voie initiée par de Gaulle en 1945 avec la création du CEA. Mais nullement, on s'en doute, dans une perspective d'indépendance nucléaire. Au contraire, dans celle d'une intégration rigoureuse dans l'Otan dont Norstad deviendra, en novembre 1956, le commandant en chef. Si celui-ci avait fait de Gallois son homme de confiance, c'est aussi parce que celui-ci n'avait jamais frayed avec les gaullistes. Avant de rejoindre l'Otan en 1953,

il a servi de 1940 à 1943 dans l'armée d'Afrique restée fidèle à Vichy, puis, de 1943 à 1945, dans les rangs de la Royal Air Force, avant d'entamer une carrière politique parallèle dans les cabinets de la IV^e République, notamment dans celui de René Pleven, le ministre de la Défense qui porta le projet de CED. Associé de très près au développement de l'arsenal atomique américain, Gallois a tiré de cette proximité le privilège d'être l'un des seuls Français invités, en 1955, à assister à des essais thermonucléaires dans le Nevada. Est-ce pour tout cela que de Gaulle, en dépit de l'hommage qu'il rendait à son intelligence stratégique, ne le fréquenta guère ? Il ne le revit en fait qu'une fois : le 9 novembre 1963, pour entendre son diagnostic sur la bombe chinoise en préparation.

A la fin de l'entrevue, le Général lui demanda à quoi il passait son temps, en dehors de ses travaux théoriques et de ses activités chez Dassault. A faire des conférences en province « pour expliquer votre politique », répondit Gallois. Sibyllin, de Gaulle laissa tomber : « Vous perdez votre temps. Vous feriez mieux de vous occuper de votre famille³¹ ! » Racontée par Gallois lui-même, l'anecdote est censée illustrer l'erreur faite par de Gaulle qui n'aurait pas jugé à sa juste valeur le zèle déployé en sa faveur par le sémillant général d'aviation... Ce que nous savons aujourd'hui démontre que le fondateur de la V^e République avait peut-être raison de se méfier d'un tel avocat.

Une taupe au Quai d'Orsay

Mais il y a bien pis que les narcissiques toujours prêts à offrir leurs lumières aux puissants pour les aider à déchiffrer le monde. Il y a ceux qui, au cœur de l'appareil d'Etat, transmettent sciemment à un autre Etat non plus seulement des analyses et des convictions, mais des renseignements précis lui permettant d'anticiper les décisions de leur propre pays pour éventuellement faire en sorte de les contrer.

Dans les années 1960, l'Union soviétique a pu ainsi bénéficier des informations communiquées par l'espion Georges Pâques, démasqué en 1963 avant d'être emprisonné sept ans. Côté américain, il y eut Jean de La Grandville, passé entre les mailles du filet jusqu'à ce que les Etats-Unis décident, après sa mort en 1993, de déclassifier certains documents le concernant. Deux diplomates certains, chacun de son côté, de travailler contre le « mal » – les Etats-Unis pour le premier ; le général de Gaulle

s'agissant du second – et donc au service du bien, incarné par une puissance étrangère...

Dans un cas comme dans l'autre, aucune vénalité, pas de « relations fiduciaires » avec un quelconque commanditaire, pour reprendre l'expression de Wells Stabler : seulement de l'idéologie mâtinée de naïveté. De même que Pâques, fonctionnaire au ministère de la Défense, transmettait des informations sensibles sur l'Otan au KGB parce qu'il croyait sincèrement que l'URSS incarnait la paix et que les Etats-Unis préparaient une guerre pour détruire la « patrie des travailleurs », de même La Grandville aidait-il les Américains parce qu'il estimait non moins sincèrement que, sans eux, le monde basculerait dans le communisme et que toute puissance ne s'alignant pas rigoureusement sur leur politique était objectivement complice des « rouges ». Soit très exactement ce que chaque supergrand s'efforçait de mettre dans la tête de ses agents respectifs pour étouffer toute velléité d'indépendance de la part de leurs alliés ou satellites !

Entre les deux hommes, cependant, existe une différence de degré dans la trahison. Quand Georges Pâques n'est « que » directeur d'études à l'Institut des hautes études de défense nationale puis membre du service de presse de l'Otan – des postes d'observation certes privilégiés mais qui ne donnent pas accès aux informations les plus sensibles –, Jean de La Chevadière de La Grandville occupe les fonctions hautement stratégiques de chef du service des pactes et des affaires atomiques et spatiales du Quai d'Orsay. C'est dire, comme le souligne Vincent Jauvert, à qui l'on doit la découverte du dossier, s'il a « accès aux documents diplomatiques les plus secrets³² ».

Surtout, il baigne, si l'on ose dire, depuis toujours dans le sérail américain. Sa famille, comme celle des Chambrun, fait partie de la société très fermée des Cincinnati, qui regroupe les « fils de la Révolution américaine », autrement dit, pour la France, les descendants des compagnons de La Fayette. A peine entré au Quai d'Orsay, il a été intimement mêlé aux négociations sur la CECA et la CED et a vécu l'échec de la seconde comme une tragédie dont le responsable n'était autre que de Gaulle. Affecté ensuite à l'Otan, puis à Washington et Moscou, il n'est revenu au Quai que pour découvrir combien, soudain, tout avait changé : non seulement la France refusait d'abdiquer son libre arbitre international au profit d'organisations dirigées par les Etats-Unis, mais elle entendait entretenir des rapports normaux avec tout le monde, y compris les deux premières puissances communistes de la planète, l'Union soviétique et la Chine populaire, au demeurant rivales.

Et c'est ainsi que, de sa propre initiative, La Grandville est spontanément passé, à partir de 1964, du statut de consultant régulier du gouvernement américain (après tout, rien n'interdit de donner son sentiment, comme le faisait, on vient de le voir, le général Gallois) à celui de « taupe », au sens assigné à ce terme par John Le Carré : un homme profitant de sa position dans l'appareil d'Etat pour servir d'autres intérêts que ceux dont il devrait être le serviteur exclusif.

Qu'on en juge. En juin 1964, celui que l'ambassadeur Bohlen décrit comme une source « sensible » à « protéger absolument » dit à ses collègues américains sa conviction que de Gaulle « prépare une initiative contre l'Otan³³ ». Il a en effet été « choqué » de découvrir que le Général aurait écrit de sa main des scénarios de crise aux termes desquels, en cas d'« attaque rouge », les forces de l'Otan et celles de la France seraient des « entités séparées et indépendantes ». Comme si refuser de combattre sous commandement américain était le prodrome d'un changement de camp ! En novembre, la taupe s'enhardit et va jusqu'à transmettre au gouvernement américain une copie de l'ordre du jour ultra-secret d'un Conseil de défense réuni à l'Elysée autour du Général. La Grandville est horrifié : non seulement la sortie de l'Otan se précise, mais de Gaulle entend « casser » le projet de force nucléaire multilatérale. Commentaires de Bohlen dans son télégramme à Johnson du 2 novembre 1964 : « Message extrêmement sensible », « documents montrés convaincants ».

Puis La Grandville, de plus en plus affolé, rapporte le 15 février 1965 ce que le ministre des Armées, Pierre Messmer, et le général Charles Ailleret, chef d'état-major des armées et architecte en chef de la force de frappe, lui ont dit lors d'un déjeuner de travail : la France se dispensera désormais de participer aux manœuvres de l'Otan dont l'objectif ne coïnciderait pas avec ses nouveaux concepts stratégiques. En sa qualité de chef du service des pactes, il a, le même jour, été chargé par Maurice Couve de Murville de dresser un état des lieux des infrastructures de l'Otan sur le territoire français : nombre, surface, valeur, statut juridique... Cette fois, plus de doute, le grand départ est pour demain.

En avril suivant, il communique aux Américains les consignes secrètes données par de Gaulle à la délégation française qui participera au prochain Conseil des ministres de l'Otan avec pour mission de proposer la rédaction d'un nouveau pacte aux termes duquel la France resterait membre de l'Alliance mais sortirait de son organisation intégrée. Encouragé, sans doute, par l'accueil enthousiaste réservé à ses informations, La Grandville se met bientôt à aborder d'autres secteurs que celui dont il est chargé. Il

informe par exemple les Américains des détails de la politique française en Amérique du Sud. Puis il passe au jugement de valeur : ironique s'agissant du flegme légendaire de son ministre, Maurice Couve de Murville ; ou alarmiste quand il stigmatise la « violence » du Général envers les Etats-Unis... Puis l'informateur se fait conseiller : « Nous [*sic*] ne devons jamais sous-estimer l'influence dominante du contrôle gouvernemental français sur les médias d'information. Le flux constant d'informations biaisées fait que le public est constamment infecté [*sic*] par la propagande antiaméricaine*¹³. »

Un mois plus tard, en mai 1965, La Grandville va encore plus loin : il transmet une lettre écrite le 27 avril précédent par de Gaulle à Pompidou pour lui reprocher de ne pas avoir mis son veto à un projet de l'Otan visant à agrandir son QG de Rocquencourt (Yvelines). Et, en septembre, il annonce à Bohlen que de Gaulle exige qu'on lui remette d'ici la fin de l'année l'état des lieux réclamé en février sur l'« occupation américaine » en France. On imagine la tempête intérieure qui a dû secouer la taupe quand elle a lu ces mots...

Fin février, tout est consommé : La Grandville avertit que le message du général de Gaulle annonçant à Johnson que les troupes américaines vont devoir plier bagage est rédigé. Submergé d'indignation, il recommande à la Maison-Blanche de réagir « très fortement à la réception de ce courrier ».

Grâce aux renseignements fournis par leur agent du Quai d'Orsay, Johnson et ses conseillers ont eu le temps, justement, de réfléchir à la forme que devait revêtir leur réaction. Et ils ont conclu, à rebours de la taupe, qu'il fallait au contraire ne point paraître affecté de la décision du Général. Contre lui, le président américain conserve deux armes secrètes : ses agents d'influence en France qui vont relayer sa position, au Parlement comme dans les médias. Et l'artillerie toujours prête de la diffamation.

*1. Le 19 janvier 1963, Macmillan a notamment imploré Kennedy d'intervenir auprès d'Adenauer (qui s'apprêtait à gagner Paris afin d'y signer le traité franco-allemand) pour qu'il se sépare de De Gaulle sur l'adhésion de la Grande-Bretagne au Marché commun. Macmillan écrit notamment : « Il y a bien sûr le danger qu'Adenauer montre votre câble à de Gaulle qui pourrait alors retourner l'argument et dire que votre dépêche est un autre exemple de l'ingérence américaine en Europe. Ce danger pourrait cependant être évité si le message était si flatteur dans la forme qu'Adenauer serait gêné de le montrer à de Gaulle... » (FRUS, 1961-1963, vol. XIII). Incontestablement plus fin que Macmillan, Kennedy s'abstiendra d'envoyer le

moindre message direct à Adenauer. Mais il donnera instruction à son secrétaire d'Etat, Dean Rusk, d'intervenir auprès de toutes les ambassades européennes, sauf bien sûr celle de la France, pour leur faire valoir que le refus d'intégrer la Grande-Bretagne dans la CEE constituait en fait un moyen détourné de « casser l'Otan » et d'« éliminer la présence américaine en Europe ».

*2. Kennedy, qui après Paris doit s'envoler pour Vienne afin d'y rencontrer Khrouchtchev à la conférence sur le désarmement nucléaire, presse de Gaulle de questions sur la psychologie des dirigeants soviétiques, mais aussi sur celle de ses propres prédécesseurs, Roosevelt, Truman et Eisenhower, sans oublier Churchill avec lequel le père du président, Joseph Kennedy, ambassadeur à Londres entre 1938 et 1940 et partisan d'une politique d'apaisement avec l'Allemagne, avait entretenu des rapports houleux.

*3. Rappelé au service par Kennedy, qui le nomme en 1961 chef d'état-major des armées, le général Maxwell Davenport Taylor, ancien commandant, entre autres, de la 101^e division aéroportée, s'était illustré en critiquant la doctrine « *new look* » (primat donné à la stratégie nucléaire) qui prévalait pendant le mandat d'Eisenhower.

*4. Si la défense nucléaire britannique est en principe indépendante depuis son origine, en 1952, son utilisation dépend, dans les faits, de la décision des Etats-Unis. D'abord parce qu'elle est construite à partir d'une technologie 100 % américaine ; ensuite et surtout parce que ses trois composantes (terrestre, aérienne, sous-marine, cette dernière étant la seule à subsister aujourd'hui) ont, d'emblée, été intégrées dans l'Otan.

*5. Cf. chapitre 6. Lors de leurs entretiens de Paris, de Gaulle n'est pas seulement prophétique sur Cuba. Il met en garde Kennedy contre une escalade militaire des Etats-Unis au Vietnam et contre leur politique d'ingérence en Amérique latine, qu'il juge à la fois illégitime et contre-productive, puisque justifiant le procès intenté par le bloc communiste contre l'impérialisme américain.

*6. Jusqu'alors, Kennedy avait obstinément refusé toute coopération nucléaire avec la France qui n'aurait pas comme contrepartie l'instauration d'un contrôle absolu du gouvernement américain sur le programme nucléaire français, et *a fortiori* sur la force de frappe. De Gaulle, en revanche, était prêt à négocier avec les Américains un achat pur et simple de leurs brevets, et avait envoyé à Washington, au printemps de 1962, une mission exploratoire dans ce sens dirigée par le général Gaston Lavaud, délégué général à l'armement (et ex-chef d'état-major général des armées). En vain.

*7. Directeur du Board of National Estimate (le bureau des prévisions de la CIA), Kent est le rédacteur des notes précitées sur les conséquences qu'aurait, pour les relations franco-américaines, un assassinat du général de Gaulle.

*8. De retour de Washington, de Gaulle a comparé Johnson, sans aménité, à un « cow-boy radical ». Une expression que lui avait soufflée Michel Debré après avoir lui-même déjeuné avec celui qui n'était encore que le vice-président de Kennedy : « cow-boy » pour sa vision simpliste des affaires domestiques ; « radical » pour sa conviction affichée de tout pouvoir régler par des « combinaisons de couloir ».

*9. On sait depuis la thèse de Jean-Damien Pô (*Les Moyens de la puissance, 1945-2000*, Ellipse, 2001) que le CEA, qui avait été tout près de maîtriser la technologie de la bombe à hydrogène dès 1964, avait ensuite piétiné et ne s'était remis sur la bonne voie qu'en 1967, grâce aux indications d'un chercheur britannique « traité » par les services français.

*10. Ce témoignage ainsi que des centaines d'autres sur la politique étrangère américaine contemporaine sont publiés en intégralité sur le site de l'association, www.adst.org.

*11. Pour mémoire, la croissance française augmentera, de 1958 à 1969, selon un taux annuel moyen de 5,48 %. Nettement plus que celui des Etats-Unis (4,26 %) !

*12. Sa doctrine sera exposée dans un ouvrage devenu un classique, *Stratégie de l'ère nucléaire*, Calmann-Lévy, 1960.

*13. La référence de La Grandville au « contrôle » des médias français par le pouvoir est d'autant plus plaisante que, en dehors de la télévision (une seule chaîne jusqu'en 1967, structurellement liée à l'Etat, donc au gouvernement), peu de journalistes de la presse écrite soutiennent alors la politique du général de Gaulle, et aucun journal, à l'exception de la très confidentielle *Nation*, organe de l'UNR puis de l'UDR... Ce que ce dernier ne cesse de déplorer et qui justifie, à ses yeux, que la télévision reste la « voix de la France », ce qui veut dire la sienne !

9

René, Antoine, Jean, François, Georges et les autres...

Rambouillet, dimanche 29 janvier 1967. Il gèle à pierre fendre, mais le moral des personnalités invitées par de Gaulle à l'une des dernières chasses présidentielles de la saison est au beau fixe. Surtout celui du commandant en chef américain de l'Otan, Lyman Lemnitzer, que le fondateur de la V^e République n'avait guère habitué jusqu'alors à de telles amabilités. Ne le quittant pas d'une semelle, le Général lui trouve même des cibles et, désignant un canard qui vole à sa verticale, lui offre l'occasion d'un superbe coup du roi. Mais, alors que Lemnitzer se tourne vers lui pour le remercier, il en oublie la règle numéro un de tout bon chasseur : ne pas diriger son arme vers son voisin, surtout quand le deuxième coup n'a pas été tiré ! Calmement, de Gaulle détourne le fusil de la main et éclate de rire : « Bravo, général ! Mais dites donc, vous seriez bien emmerdé si vous m'aviez tué¹ ! »

Scène de genre sous une tapisserie

Un peu honteux, l'Américain ne sait plus que faire pour être agréable à de Gaulle, lui apportant ici un sandwich, là un verre de vin chaud... Puis la chasse s'interrompt et, avant de passer à table, le Général prend Lemnitzer par le bras et, le conduisant à l'écart des autres invités, lui fait découvrir dans une salle du château une série de tapisseries représentant les fables de La Fontaine. Devant l'une d'elles, qui représente *Le Loup et l'Agneau*,

de Gaulle s'arrête et commente : « Et maintenant, la France ne sera plus jamais un agneau ! » Lemnitzer ayant ri, son guide prestigieux rit à son tour et, se tournant vers l'amiral Sabbagh, seul témoin de la scène, lui dit : « S'il rit, c'est qu'il a enfin compris tout ça² ! »

Il faut dire que, dix mois après l'annonce faite à Johnson que la France allait se retirer du commandement intégré de l'Otan, tout s'est passé très exactement comme de Gaulle l'avait prévu. Après avoir hésité entre l'épreuve de force proposée par l'ancien secrétaire d'Etat Dean Acheson, devenu conseiller spécial de Johnson^{*1}, et le profil bas défendu, entre autres, par Francis Bator et Robert Komer, le président américain, comme on l'a dit, a tranché pour ces derniers en acceptant le fait accompli. Et, si la négociation a été serrée entre la Maison-Blanche et l'Elysée, un *modus vivendi* a été trouvé, qui sera bientôt formalisé sous la forme des accords Lemnitzer-Ailleret d'août 1967. En échange de l'évacuation totale des troupes américaines stationnées en France, les Etats-Unis conservent l'autorisation (renouvelée chaque année) de survoler le territoire. Ils gardent aussi la maîtrise du pipeline Donges-Metz qui alimente en carburant les divisions de l'Otan concentrées en Allemagne. En cas d'invasion soviétique, la coordination franco-américaine est évidemment maintenue, mais cette fois dans le cadre d'une concertation volontaire et non plus d'une subordination structurelle. En revanche, de Gaulle n'a pas obtenu de faire passer sous commandement français les armes nucléaires américaines qui équipent nos troupes d'Allemagne. Et Johnson n'a pas réussi à faire céder de Gaulle sur la faculté qu'il revendiquait de récupérer ses bases en France en cas de guerre avec l'Union soviétique.

Dire que tout le monde est satisfait serait exagéré, surtout côté américain, mais c'est un fait que Johnson, en ne cédant pas aux conseils d'Acheson (qui démissionne aussitôt de la Maison-Blanche en souhaitant que de Gaulle disparaisse de la scène française le plus vite possible), a évité le pire : passer pour un matamore dont les menaces n'auraient servi à rien d'autre qu'à renforcer le prestige de son adversaire. Résigné, il écrira dans ses Mémoires : « Si j'avais attaqué de Gaulle, cela aurait seulement enflammé le nationalisme français... Quand quelqu'un vous demande de quitter sa maison, vous ne discutez pas : vous prenez votre chapeau et vous partez³. »

L'indépendance, voilà l'ennemie !

Si la sagesse prévaut dans les chancelleries, il n'en va pas de même sur le front de la politique intérieure française qui s'enflamme comme jamais, attisé par l'ambassadeur Bohlen dont les relais mettent en accusation la « folle politique de De Gaulle » (Guy Mollet). Depuis qu'en 1962 les centristes ont quitté le gouvernement Pompidou pour protester contre sa politique européenne, tous les partis, à l'exception bien sûr de l'UNR, se sont successivement prononcés contre la force de frappe nationale. Le 2 juin 1963, le 54^e congrès de la SFIO a voté une motion proclamant solennellement qu'« il n'est pas de solution véritable au problème de la défense occidentale sans réelle intégration politique et militaire de l'ensemble des forces de l'Alliance ». Deux semaines plus tard, le 14 juin, le CNI d'Antoine Pinay s'est prononcé en faveur d'une « force nucléaire européenne liée indissolublement aux Etats-Unis » ; le 9 mai 1964, ce sera au tour du MRP de Jean Lecanuet de rappeler son « désaccord fondamental avec une force de frappe nationale » puisque « l'organisation d'une défense moderne, efficace et équilibrée ne peut être conçue que dans un cadre européen », avant que le Rassemblement démocratique, qui regroupe au Parlement les amis de François Mitterrand et de Maurice Faure, ne condamne, le 27 septembre suivant, cette « force de frappe strictement nationale, non seulement inefficace mais dangereuse, puisque rien n'est prévu pour protéger la France contre d'éventuelles représailles ». Quant au PCF, il s'était joint à ce concert de condamnations, mais sur un mode compatible avec son engagement prosoviétique : indépendante ou non, la force nucléaire « freine l'essor économique, provoque l'inflation, et paupérise les classes populaires⁴ ».

Avec la sortie de l'Otan que les communistes, cette fois, sont bien forcés d'approuver tout en maintenant leur refus du nucléaire militaire, la tension monte encore d'un cran, qu'attise la proximité des législatives de mars 1967, le Parlement servant de caisse de résonance à des prophéties d'apocalypse.

En avril 1966, François Mitterrand a déposé une motion de censure contre le gouvernement Pompidou, au motif que l'affranchissement du commandement atlantique mettrait en péril la paix du monde en « invitant tous les peuples à s'enfermer derrière leurs frontières, sous la protection d'une bombe désormais disséminée partout où chacun en réclamera⁵ ». Les débats qui s'ensuivent sont l'occasion pour les orateurs soutenant la motion,

et notamment l'ancien ministre René Pleven, d'un dévouement atlantiste comme la France n'en avait pas connu depuis les débats passionnés autour de la CED. Ainsi, s'enflamme Pleven, demander aux Américains de quitter le sol français serait faire preuve d'une ingratitude insultante envers les « boys » tombés en 1944 pour le libérer. Quelle injure, aussi, envers ceux qui, aujourd'hui encore, restent nos protecteurs et « qui croyaient, en toute sincérité et bonne foi, que la présence de leurs forces militaires aux alentours de quelques villes de notre territoire, en temps de paix, offrait une garantie supplémentaire tant de leur sécurité que de la nôtre, et qu'elle était destinée à éviter de nouveaux cimetières alliés dans les villages de Normandie, de la Somme et de l'Alsace⁶ ! ».

Cette allusion aux cimetières américains ne doit rien à l'improvisation. Elle a été testée, aux Etats-Unis mêmes, par des officines de communication à la demande des « faucons » qui entourent Johnson dans le but de soulever l'indignation de l'opinion. Le secrétaire d'Etat, Dean Rusk, l'a même osée devant de Gaulle, quelques jours plus tôt, en lui demandant si l'ordre de rapatrier les troupes américaines stationnées en France s'appliquait aussi aux soldats tombés pour sa libération... A quoi le Général avait répondu par un haussement d'épaules.

Puis, reprenant mot pour mot les termes d'un entretien accordé par ce même Rusk à *L'Express* de Jean-Jacques Servan-Schreiber, Pleven a accusé la France de n'avoir proposé, depuis 1958, « aucune réforme de l'Otan ». Cette fois, il a perdu une occasion de se taire. Car si, en dehors de Georges Pompidou et de Maurice Couve de Murville, nul n'est alors en situation de connaître l'origine de l'image subliminale des pauvres morts exhumés de leurs tombes, chacun se souvient, dans l'hémicycle, de la proposition de « directoire » à trois envoyée dès le 17 septembre 1958 par de Gaulle au chancelier Adenauer et au Premier ministre anglais Macmillan !

« M. Rusk a-t-il menti ? » s'indigne Pleven, qui n'ignore pourtant rien des propositions de réforme de l'Otan sans cesse réitérées par de Gaulle...

Alors, Pompidou : « Vous préférez que cela soit la France qui ait menti ? »

Déstabilisé, Pleven choisit aussitôt un autre angle d'attaque : de Gaulle serait complice du bloc communiste puisqu'il a choisi de quitter l'Otan au moment où les Américains « rencontrent le maximum de difficultés au Sud-Vietnam ».

Réponse du député UNR de Paris, Michel de Grailly : « Ils les ont bien cherchées ! Ce n'est pas notre faute ! »

Et ainsi de suite jusqu'à l'argument (censément) suprême assené par Pleven : à la minute où les Américains quitteront le sol de la France, celle-ci deviendra une proie offerte puisque le PC atomique de Taverny, privé de la couverture radar de l'Otan, sera « aveugle et sourd ». Ce disant, Pleven dévoile son jeu en reprenant à son compte la menace que Dean Acheson et Charles Bohlen auraient voulu voir agiter par Johnson : celle de la terre brûlée... La partialité de Pleven, d'ordinaire rompu à peser ses mots, a-t-elle fait avancer la cause des inconditionnels de l'intégration ? On peut en douter. Mais dans les jours qui suivent ce débat d'anthologie, à l'exception de la minuscule *Nation*, organe de l'UNR, et de *L'Humanité*, pour le moins mal à l'aise de devoir approuver de Gaulle, l'écrasante majorité de la presse n'en continue pas moins de regretter sa décision. « Le gâchis », titre *L'Aurore*, tandis que *L'Express* stigmatise un « contresens », *Le Monde* un « coup porté à l'Europe » et que *Le Figaro* voit dans le retour à une défense indépendante un « retour aux vieilles formules du passé »... Non sans rendre hommage à la « vision d'avenir » contenue dans la lettre adressée un mois plus tôt par Johnson à de Gaulle : « Votre point de vue selon lequel la présence de forces militaires alliées sur le sol français porte atteinte à la souveraineté française me laisse perplexe... J'ai toujours considéré leur présence comme une manière sage et prévoyante de l'exercer. »

Tout est dit par *Le Figaro* : la souveraineté française n'est acceptable que sous la protection des autres ! Ce que Pleven avait résumé d'une phrase, le 14 avril, à la tribune de l'Assemblée : « Pour nous, la grandeur d'un pays n'est pas d'avoir les mains libres ! » D'où la réplique en forme de question du gaulliste Alexandre Sanguinetti : « Qu'est-ce que l'atlantisme ? » Avant de répondre : « Le vichysme du temps de paix. »

A l'Élysée, de Gaulle n'a pu s'empêcher de sursauter en écoutant Pleven prononcer cet éloge de la soumission. Même s'il ne se faisait plus guère d'illusions sur le personnage, quelle épreuve pour lui d'entendre de tels mots dans la bouche d'un homme qui, jadis, l'avait soutenu dans son combat contre l'occupant allemand ! Se coucher pour exister ? Il confie alors à Alain Peyrefitte que telle est finalement la marque de fabrique de cette France « moyenne » qui, depuis la Collaboration, s'est toujours dressée contre lui...

« Le snobisme anglo-saxon de la bourgeoisie française est quelque chose de terrifiant..., lui lâche-t-il un soir de révolte face au conformisme ambiant. Mais il y a plus grave. C'est l'esprit d'abandon ! Cette espèce de trahison de l'esprit dont on ne se rend même pas compte... Comme si le but d'une politique française était de faire plaisir aux autres pays et de faire en

sorte qu'il n'y ait plus de France ! Surtout, ne pas faire de peine aux étrangers !... Il y a chez nous toute une bande de lascars qui ont la vocation de la servilité. Ils sont faits pour faire des courbettes aux autres. Et ils se croient capables, de ce seul fait, de diriger le pays⁷ !... »

Au Conseil des ministres du 9 mars 1966, il avait résumé : « Nous sommes un pays dans lequel, depuis vingt-cinq ans, il n'est pas né un Français qui se souvienne d'une France sans troupes étrangères. Ça ne peut pas durer éternellement. » Et à celui du 9 juin suivant : « Ce qu'il faut, c'est enlever les soldats américains ; sinon, il n'y a pas de raison qu'ils ne restent pas éternellement chez nous, comme en pays occupé. »

Pinay, touché mais pas coulé

Pour que ces soldats reviennent, Washington peut assurément compter sur beaucoup d'auxiliaires, désintéressés ou non... Mais sur quels candidats capables d'incarner une véritable alternance ? Dans les premières années de la V^e République, leur candidat fétiche, on l'a vu, s'appelait Antoine Pinay. Mais pourquoi celui-ci a-t-il renoncé à se présenter à l'élection présidentielle de 1965 ? Sans doute parce qu'il fut victime de son excès de zèle proaméricain. L'histoire vaut d'être racontée.

Deux mois presque jour pour jour avant le premier tour, Pinay s'est en effet retiré de la course sans donner d'explication crédible. Tout, pourtant, paraissait lui sourire. Depuis l'échec de Gaston Defferre à la tête d'un front uni de la gauche et du centre contre de Gaulle, l'annonce de sa candidature semblait inscrite dans le ciel. Farouchement opposé à la politique du Général depuis son éviction du gouvernement le 13 janvier 1960, l'ancien ministre des Finances, demeuré très populaire, fait plus que jamais figure de recours pour les antigauillistes de tout poil. Les partisans de l'Algérie française se souviennent qu'aux législatives de 1962 le Centre national des indépendants et paysans qu'il présidait fut le seul parti à s'opposer officiellement aux accords d'Evian ; la gauche pacifiste lui sait gré de s'opposer sans relâche à la dissuasion nucléaire ; et les centristes, avec lesquels il a gouverné sous la IV^e République, admirent son engagement fédéraliste européen.

Officielle depuis le 9 septembre 1965, la candidature de François Mitterrand, qui a convaincu les communistes de ne pas participer à l'élection présidentielle, n'a pas même réussi à lever l'hypothèque. Le 2 octobre encore, Guy Mollet, qui ne se résout pas à laisser l'ancienne SFIO

s'embarquer dans une alliance avec le PCF (ce parti qui, dit-il, « n'est pas à gauche, mais à l'Est »), s'est écrié : « Je souhaite qu'Antoine Pinay soit candidat ! » Pour Mitterrand, le coup aurait pu être fatal. Et pour de Gaulle, difficile à surmonter...

1964, d'ailleurs, avait été l'année Pinay. Non seulement le ratage de l'opération « Monsieur X », lancée par *L'Express* en faveur de Gaston Defferre, avait rapproché de lui Guy Mollet, mais à l'extrême droite Pinay pouvait compter sur la neutralité bienveillante de Jean-Louis Tixier-Vignancour, qui, en janvier 1964, lui avait envoyé comme émissaire l'ancien avocat du maréchal Pétain, Jacques Isorni, pour l'avertir que s'il partait à l'élection présidentielle, il ne lui ferait pas barrage.

Seulement voilà. Antoine Pinay, brusquement, a renoncé. Et, fait exceptionnel, l'annonce de son retrait inattendu intervient, en cette fin de matinée du 9 octobre 1965, alors qu'il n'a pas encore fait connaître sa décision ! A l'heure où, ce jour-là, Europe 1 annonce la nouvelle, le principal intéressé est encore enfermé dans le bureau de l'homme avec lequel il est censé négocier les conditions de son retrait... Son nom : Roger Frey, tout-puissant ministre de l'Intérieur du Général, l'un de ceux qui, avec Jacques Foccart, bénéficient de sa confiance sans partage. Une confiance qui dispense de Gaulle de leur demander quoi que ce soit pour être obéi !

Que se sont donc dit Pinay et Frey, enfermés une heure durant dans le bureau de ce dernier, place Beauvau ? En l'absence de confidences des intéressés, on en est réduit aux conjectures. Mais les indices convergent tous dans le même sens : l'existence d'un fait grave – dirimant, même – empêchant Pinay de se porter candidat s'il venait à être révélé.

Moins de deux semaines après qu'il a jeté l'éponge, *La Tribune de Saint-Etienne* du 24 octobre 1965 rapporte, entre guillemets, cette réflexion désabusée de l'homme au chapeau rond, reprise dès le lendemain par *Le Monde* : « J'ai été l'objet de pressions de trois sortes. Pressions nobles qui étaient un appel du devoir avec pour but le bien général. D'autres qui répondaient à un souci de défense des libertés démocratiques, donc du niveau de vie ; pressions moins nobles, peut-être, mais bien justifiées. Enfin, il y a eu celles qui se rattachaient à la menace, au chantage, ou à la calomnie. »

Etonnante citation : quand on n'a rien à se reprocher, pourquoi la crainte du chantage serait-elle plus forte que l'« appel du devoir » ou que la « défense des libertés démocratiques » ? Que Roger Frey n'ait pas été un enfant de chœur, nul n'en doute ; que les gaullistes aient été tentés d'utiliser des dossiers compromettants contre un homme qui, depuis quatre ans, était

devenu leur adversaire, qui oserait attester du contraire ? Mais, pour exercer une pression efficace, encore faut-il qu'il y ait matière à chantage : forgée de toutes pièces en 1968, l'affaire Markovic et son cortège de montages grossiers n'ont jamais dissuadé Pompidou de se lancer, l'année suivante, à la conquête de l'Élysée et, *a fortiori*, de le conquérir. Au contraire, ses proches ont tous constaté que son désir de faire justice de la calomnie avait contribué à décupler son énergie. Jusqu'à son dernier souffle, l'homme blessé gardera en poche une liste manuscrite recensant les noms de tous ceux qui lui avaient manqué, des instigateurs du complot à ceux qui les avaient couverts...

Rien de tel chez Antoine Pinay : il se plaint d'un chantage et, aussitôt, fait ce que les maîtres chanteurs présumés attendent de lui !

Dès 1962, ses proches avaient fait état de faux dossiers montés contre lui pour le dissuader d'appeler à voter « non » au référendum constitutionnel. « Le cabinet du général de Gaulle et celui de M. Pompidou s'emploient [...] à mettre en œuvre tous les moyens individuels pour décourager et discréditer certains opposants, écrit *L'Express* du 4 octobre 1962 (qui soutiendra, trois ans plus tard, la candidature Pinay). C'est ainsi qu'une campagne de calomnie a été lancée de bouche à oreille dans les milieux politiques à Paris contre M. Pinay, dont on redoute qu'il fasse campagne pour le "non" au référendum... On lui a fait savoir qu'une affaire du style des ballets roses pourrait être révélée contre lui... »

« On » lui a fait savoir... Si ce « on »-là reste mystérieux, le « on » qui a averti *L'Express* l'est nettement moins. Qui peut-il bien être, sinon Pinay lui-même, enragé à révéler publiquement qu'on le fait chanter ?

Etranges « ballets roses », en vérité : nulle plainte, encore moins de dossier discrètement communiqué à la presse par les Renseignements généraux. Seulement des rumeurs... et encore, connues uniquement par l'intermédiaire des proches d'Antoine Pinay, ce qui est pour le moins singulier. Quand le président de l'Assemblée nationale, André Le Troquer, avait été condamné en 1959 à un an de prison avec sursis, cela n'était pas sur des on-dit : même si de fortes présomptions permettent aujourd'hui de soupçonner la DST d'avoir fait éclater l'affaire, les faits sont attestés. Le Troquer organisait des parties fines au pavillon du Butard, un ancien relais de chasse de Vaucresson, auxquelles participaient des mineures abreuvées de force whisky et marijuana...

S'agissant de Pinay, la vérité semble beaucoup plus simple, et pénalement indolore : à plus de 70 ans, il aurait témoigné d'une indifférence notoire... aux différences d'âge. Sans que jamais aucune plainte n'ait été

déposée pour l'accuser de choisir des partenaires de moins de 21 ans. Au pis cite-t-on une fiche de police, que nul n'a jamais vue (contrairement aux photomontages de l'affaire Markovic, complaisamment diffusés dans Paris), évoquant une vague échauffourée entre ce même Pinay et les parents d'une jeune fille qui auraient tenté, un jour, de lui faire payer, cash, le prix du déshonneur...

Quel homme politique n'a pas un jour été confronté à des rumeurs sur sa vie privée ? De Pompidou à Mitterrand, en passant par Giscard, aucun personnage de premier plan, en tout cas, n'a renoncé à son destin pour éviter la calomnie. Et encore moins décidé de faire état de cette calomnie pour s'excuser de n'avoir pas franchi le Rubicon. *A contrario*, on en connaît beaucoup qui, même accusés avec raison, ont choisi de faire front et de poursuivre leur route en misant sur la mémoire courte de leurs concitoyens – jusqu'à ce qu'éclate l'évidence, comme dans le cas de Dominique Strauss-Kahn.

D'où, un demi-siècle plus tard, la question qu'on ne peut éviter de se poser : et si les pressions – incontestables – dont fut l'objet Antoine Pinay concernaient des faits autrement plus graves que de prétendus « ballets roses » dont n'existe pas la moindre trace ? Tous ceux qui se sont intéressés à la question répondent de manière identique : il ne fait pas de doute que si Pinay a lui-même choisi de se plaindre de la calomnie à propos de sa vie privée, ce fut pour mieux faire oublier des dossiers nettement plus gênants concernant sa vie publique. Et en particulier ses liens structurels avec Washington...

On se souvient de la cause foncière de sa rupture avec de Gaulle en janvier 1960, un mois avant que n'explode, dans le Sahara, la première bombe atomique française : il refusait de soutenir, à la fois, la création d'une dissuasion nucléaire indépendante et le choix d'une Europe affranchie de la tutelle atlantique. Le père du « nouveau franc » ayant critiqué publiquement, en décembre 1959, la voie choisie par de Gaulle, celui-ci l'avait apostrophé en ces termes, en plein Conseil des ministres : « Alors, Monsieur le Ministre des Finances s'intéresse à la politique étrangère ? » A quoi l'autre avait répondu, avec un aplomb qui ne lui ressemblait guère : « Sans doute, parce que je suis bien placé pour savoir que la France ne peut se défendre seule. »

Selon tous les témoins, de Gaulle fut littéralement estomaqué du ton employé par Pinay. Il le savait non gaulliste, encore moins résistant, mais respectait sa compétence économique, lui témoignant pour cela du respect, à défaut d'amitié. Que l'homme dont il avait fait son ministre avec pour

mission de rendre à la France sa souveraineté financière puisse lui reprocher de vouloir lui rendre sa souveraineté tout court dans l'ordre international, voilà ce qu'il n'imaginait pas. Il renverrait donc Pinay (remplacé par Wilfrid Baumgartner) mais sans abandonner l'idée d'y voir plus clair dans son jeu. Une enquête sera confiée à la DST et fera l'objet d'un rapport remis au Premier ministre, Michel Debré, qui en rendra compte au Général. Ce que celui-ci apprendra sera tout bonnement stupéfiant : non content d'être un atlantiste convaincu – ce qui était son droit –, Pinay aurait été recruté dès 1947 par les réseaux Gehlen – du nom du chef des services secrets d'Allemagne de l'Ouest qui, en étroite liaison avec ses homologues américains, luttait contre l'influence soviétique, ce qui était somme toute de bonne guerre (froide), mais travaillait aussi, ce qui était moins glorieux, à discréditer ceux qui, tel de Gaulle, s'opposaient à une défense européenne intégrée dans l'Otan. De fortes présomptions existaient, en outre, pour désigner Pinay comme un informateur régulier du gouvernement américain sur l'avancement de notre programme nucléaire. Pas suffisamment, certes, pour le transformer en « agent étranger ». Mais bien assez pour le rendre, aux yeux de De Gaulle, indigne de lui succéder... Ce qui n'empêchera pas le gouvernement américain de garder un œil sur lui jusqu'à ce que l'accession de Georges Pompidou à l'Elysée, en juin 1969, démode définitivement l'ancien président du Conseil, âgé alors de 78 ans.

Les couveuses de l'ambassade

Antoine Pinay passé à l'arrière-plan des écrans radar américains, c'est peu dire que la Maison-Blanche a l'embarras du choix pour lui trouver un successeur selon son cœur : François Mitterrand, Georges Pompidou, ou même Alain Poher quand, en 1969, celui-ci fait jeu égal dans les sondages avec l'ancien Premier ministre du général de Gaulle...

Mais, en cette seconde moitié des années 1960, la priorité du Département d'Etat n'est plus seulement de favoriser l'accession au pouvoir d'un président français plus accommodant. Elle est d'influer directement sur la formation de nos élites politiques en les acculturant au modèle américain afin de leur faire partager, le plus naturellement du monde, sa hiérarchie de valeurs et, par voie de conséquence, ses priorités stratégiques mondiales. Ce travail à long terme qui, un demi-siècle plus tard, a encore pris de l'ampleur *via* notamment des fondations comme les Young Leaders^{*2}, un homme l'a initié depuis l'ambassade américaine :

William A. Weingarten. Contrairement à Charles Bohlen, né en 1904 et dont la carrière au Département d'Etat a commencé dix ans avant la Seconde Guerre mondiale^{*3}, Weingarten est de la même génération que ceux qu'il a pour mission de repérer et, le cas échéant, de recruter, puisqu'il n'a pas 30 ans quand, en 1965, il prend son poste à Paris.

Comme Wells Stabler, auquel il a succédé⁸, Weingarten s'est confessé de bonne grâce aux historiens-enquêteurs du FAOHP^{*4} auxquels il n'a rien caché de sa mission : « Entrer en contact avec des jeunes dirigeants amenés à jouer un rôle dans les quinze ou vingt ans à venir, et organiser pour eux un programme international de rencontres^{*5}. » Quitte, parfois, à tomber sur un « os », tel Jean-Pierre Chevènement, qui, à la tête du Centre d'études, de recherches et d'éducation socialiste (Cérès) qu'il vient de fonder, incarne la composante marxiste de la mouvance socialiste. « Nous l'avons envoyé aux Etats-Unis, raconte Weingarten, et cela ne l'a pas empêché de devenir l'un des hommes politiques français les plus antiaméricains qu'on puisse trouver⁹ ! » Avec Alain Gomez, cofondateur du Cérès et non moins à gauche, à l'époque, que Chevènement, Weingarten aura plus de chance : le futur président de Thomson-CSF dans les années 1980 deviendra, comme Michel Rocard (alors au PSU), l'un des « gauchistes » favoris de l'ambassade des Etats-Unis. A l'unisson de Rocard, Gomez ne tarit pas d'éloges sur l'esprit d'efficacité des Américains et promet, si ses amis parviennent au pouvoir, de s'en inspirer pour réformer l'économie française...

Surtout, Weingarten aide l'ambassadeur Bohlen à rédiger, à l'intention du Département d'Etat, une liste de 300 noms (*Potential Leaders Biographic Reporting*) recensant tous ceux, à droite comme à gauche, sur lesquels les Etats-Unis pourront compter quand l'ère de Gaulle sera forclosée. Parmi ces jeunes espoirs, on trouve, pêle-mêle, Michel Poniatowski (proche de Valéry Giscard d'Estaing), Dominique Baudis (20 ans tout juste !) dans le camp centriste, ou encore Charles Hernu parmi les socialistes. Mais les jeunes gaullistes ne sont pas négligés, notamment un certain Jacques Chirac, qui a séduit les diplomates de l'ambassade par sa connaissance parfaite de l'anglais et son goût... pour la cuisine américaine !

Mais Weingarten ne se limite pas aux hommes politiques : les responsables de l'ambassade, Charles Bohlen en tête, l'incitent à fréquenter les fils et les filles de la bonne bourgeoisie française, voire de l'aristocratie désargentée, pour leur vanter les mérites de la société américaine et de l'action internationale des Etats-Unis. Se souvenant de son séjour à Paris

comme d'une sorte de paradis, Weingarten ne cache pas que, pour mener à bien son travail d'influence auprès de la jeunesse, il devait se faire inviter dans les réceptions les plus huppées de la capitale (« *We used to have a pretty active youth Program* ») pour y nouer un maximum de contacts. Le Bal des débutantes, voilà son terrain de chasse !

Parfois, raconte Weingarten, il n'avait pas même besoin de s'y incruste, certains organisateurs d'événements mondains se rendant directement avenue Gabriel, siège de l'ambassade des Etats-Unis, pour que celle-ci leur transmette la liste de ses jeunes diplomates afin de les inviter à leurs soirées ! Objectif : permettre à des jeunes filles de bonne famille de rencontrer des partis intéressants (« *People who had money* »)... Qui, dans l'esprit des entremetteurs, ne pouvaient donc être qu'américains ! De Gaulle exagérait-il en parlant du terrifiant « snobisme anglo-saxon de la bourgeoisie française » ?

Weingarten doit aussi faire face à des visiteurs plus étranges proposant leurs services à l'ambassade des Etats-Unis contre le général de Gaulle. Il se souvient qu'il s'agissait essentiellement d'apprentis libellistes cherchant à trouver des fonds pour publier leurs pamphlets, mais il fut un jour confronté à une offre dont l'histoire ne dit pas si elle fut acceptée : une maison en Bretagne pour camoufler des agents de la CIA !

Les invités de l'ambassadeur Bohlen

Pendant que le sémillant Weingarten allie l'utile à l'agréable, sans oublier le pittoresque, Charles Bohlen s'applique à « traiter » les personnalités de premier plan. De l'intarissable Charles Hernu, jamais las de donner son avis pourvu qu'on le lui demande^{*6}, à l'avocat Roland Dumas, en passant par Robert Pontillon et Louis Mermaz, les proches de François Mitterrand ne sont pas négligés, même si l'ambassadeur préfère déjeuner sans témoin avec leur « grand homme », comme on ne tardera pas à le voir. Mais c'est évidemment la droite non gaulliste, Valéry Giscard d'Estaing en tête, qui est la mieux soignée par l'ambassadeur des Etats-Unis, lequel ouvre aussi sa table à quelques députés gaullistes, flattés d'avoir été « ciblés », tels André Fanton ou Joël Le Theule. Pragmatique, Bohlen pousse même son zèle à recevoir quelques communistes ! Certes, aucun proche de Waldeck Rochet, alors secrétaire général du Parti, n'accepte son invitation, mais les rares qui y répondent (à l'insu de leur direction ?) témoignent, en creux, du flair de l'ambassadeur : ainsi de Pierre

Juquin qui, vingt ans plus tard, deviendra le chef de file des « rénovateurs » du PCF...

Nul doute pourtant que si Charles Bohlen avait eu à choisir un candidat selon son cœur, c'eût été Jean Lecanuet. Weingarten le dit sans détour : « Comme nous poussions très fort en faveur de l'unité européenne (*"We pushed very hard for European unity"*), et que Lecanuet était le plus favorable aux Etats-Unis, nous avons des relations très étroites (*"very closed relations"*) avec lui¹⁰. »

Certes, le candidat du Centre démocrate n'a recueilli que 15 % à l'élection présidentielle de décembre 1965 mais, sans sa présence au premier tour, de Gaulle n'aurait jamais été mis en ballottage. C'est dire si cette percée inattendue d'un homme de 45 ans que nul ne connaissait un an plus tôt est encourageante pour les Etats-Unis, qui, par l'intermédiaire du Mouvement européen¹¹, ont largement financé sa campagne. Se présentant comme le « Kennedy français », Lecanuet, « homme neuf pour une France neuve », s'est concentré sur trois points : solidarité indéfectible et sans condition avec l'Amérique ; construction des Etats-Unis d'Europe, selon la méthode proposée par le Comité du même nom, fondé par Jean Monnet ; refus, enfin et surtout, de toute dissuasion nucléaire nationale. Le 25 novembre 1963, il a prononcé au Sénat un réquisitoire contre la loi de programmation militaire qui a définitivement convaincu les conseillers politiques de l'ambassade de le soutenir sans défaillance. *Primo*, déclare-t-il, la force de frappe ne sera jamais efficace car « la prétention de doter la France d'une panoplie atomique complète et concurrentielle d'armes nucléaires est inadaptée aux moyens économiques et financiers du pays ! ». *Secundo*, si de Gaulle s'entête à la réaliser, les Français devront se résigner à la paupérisation. *Tertio*, la dissuasion procède d'une « conception dépassée » de la souveraineté. Et, pour finir, il pose cette question dont il suggère la réponse : « La politique étrangère de la France doit-elle avoir pour objectif primordial l'indépendance du pays¹² ? »

Un an plus tard, il réitère son procès, à l'occasion cette fois du vote des crédits militaires : « [La loi de programmation] entrave la marche vers une organisation communautaire de l'Europe et se présente comme un choix contre les Etats-Unis d'Amérique, considéré à juste titre par tous nos alliés comme impossible¹³. »

Comment l'ambassadeur pourrait-il mesurer son aide à un tel homme ?

L'affaire JJSS

Certes, Jean Lecanuet aurait bien, dans cet ordre d'idées, un concurrent potentiel, mais Charles Bohlen, qui ne manque pas de psychologie à défaut de souplesse, ne se résout pas à le prendre au sérieux : c'est Jean-Jacques Servan-Schreiber. De quatre ans le cadet de Lecanuet, « JJSS », comme il se nomme lui-même, par référence sans doute à « JFK » ou à « FDR », aurait cependant tout pour plaire aux recruteurs de l'avenue Gabriel. D'abord, il a choisi de s'engager, pendant la Seconde Guerre mondiale, non dans les rangs des Forces françaises libres, mais directement dans l'aviation américaine, même s'il n'a jamais participé à aucun combat ; ensuite, ce polytechnicien atypique qui n'a pas souhaité entrer dans l'administration a fondé en 1953 un journal qui, au milieu des années 1960, est devenu le premier magazine d'information français avec ses 500 000 exemplaires, *L'Express*. Tout en laissant une grande indépendance à ses collaborateurs, l'hebdomadaire défend, dans ses éditoriaux, le modèle américain au nom de la libre entreprise.

Dans son livre phare *Le Défi américain*, best-seller de l'année 1967, il défend une thèse qui convient parfaitement au gouvernement de Washington et qu'on taxerait aujourd'hui de « décliniste » : si l'Europe en général et la France en particulier sont en retard par rapport à l'Amérique – assertion qui ne repose que sur une comparaison primaire des revenus par tête, évacuant les indicateurs essentiels que sont la protection sociale ou l'éducation –, ce n'est sûrement pas à cause du monopole du dollar dans le commerce international. Ce n'est pas davantage en raison de la conception si particulière que le Congrès des Etats-Unis se fait du libre-échange, imposé aux autres mais susceptible d'être contrebalancé par des mesures unilatérales de protection du marché américain prises sans préavis – comme les fameux *National Security Act* de 1947 et *Defense Production Act* de 1950, qui donnent autorité au président de restreindre l'accès de certains marchés aux seuls fournisseurs américains, dans le but de maintenir la sécurité d'approvisionnement de certains composants critiques... Non, décidément non, si l'Europe est en retard, c'est qu'elle manque d'imagination, de savoir-faire et encore et toujours d'esprit d'entreprise. Reste toutefois à éclaircir un mystère : quand, par le plus grand des hasards, le Vieux Continent fait preuve des qualités précitées et que la France et la Grande-Bretagne s'associent pour construire le Concorde, pourquoi JJSS prend-il la tête de la croisade contre ce projet « mégalomane » que les

Américains s'emploient d'une même voix à discréditer pour protéger le monopole de Boeing sur les lignes transatlantiques ? On se le demande, en effet.

Le malheur du fondateur de *L'Express*, qui aurait tout pour réussir, au goût des Américains et aux yeux des Français qui ont pour l'Amérique ceux de Chimène, c'est qu'il est tout sauf discret. Pour soutenir financièrement son journal, il a fait appel au soutien d'Antoine Riboud, le P-DG de Danone, dont le frère, Jean, également intime de JJSS, n'est autre que le président du géant Schlumberger, une ancienne société française progressivement passée, à partir de 1940, sous contrôle américain et devenue l'un des leaders mondiaux en équipements pétroliers. Or voici que, depuis la fin de 1963, des rumeurs commencent à courir Paris selon lesquelles Servan-Schreiber (que François Mauriac n'appelle plus que « Kennedillon ») se sert de Schlumberger pour faire transiter des fonds servant à soutenir la campagne de *L'Express* en faveur de « Monsieur X » (Gaston Defferre). Vincent Nouzille donne ainsi à lire cette note de la CIA datée du 30 janvier 1964 : « Depuis fin octobre 1963, une rumeur circule dans les milieux de la presse affirmant que le gouvernement américain a donné son appui à *L'Express* et à son directeur, Jean-Jacques Servan-Schreiber, pour épauler l'opposition à de Gaulle en France. Selon cette rumeur, la filiale américaine de Schlumberger servirait de relais financier à cette opération. Ces derniers mois, nous avons reçu une série de rapports citant des officiels français, tels le sénateur Jacques Baumel, Louis Vallon, les chefs des services de presse de la Sûreté nationale et des Renseignements généraux de la préfecture de Police, assurant que de l'argent américain finance Defferre¹⁴. »

Neuf mois plus tôt, en mars 1963, une autre note mettait en garde la Maison-Blanche contre l'activisme de ce même JJSS, lequel, écrit toujours Nouzille, « aurait envoyé l'un de ses assistants aux Etats-Unis pour lever des fonds et vainement sollicité l'ambassade américaine pour financer l'insertion d'une interview de Kennedy dans un supplément de *L'Express* ». Et la note de conclure : « Tout soutien sérieux que pourraient lui octroyer des citoyens américains, quelle que soit leur fonction, serait hautement défavorable à nos intérêts. Sa défense de la cause atlantique n'est ni durable ni spécialement désirable¹⁵. »

La carte Mitterrand

En dehors de Jean Lecanuet, disqualifié par son zèle décidément trop voyant, les Etats-Unis sont donc bien forcés de se rabattre sur le seul opposant à de Gaulle devenu, au sens premier du terme, incontournable, ne serait-ce qu'en raison de ses 10,6 millions de voix du 19 décembre 1965 : l'inoxydable François Mitterrand. Le plus étonnant est que les officiels de l'ambassade pensent de lui quasiment la même chose que de JJSS : les gages qu'il donne à la cause atlantique sont tellement démesurés qu'ils n'en sont pas crédibles. Mais l'arithmétique électorale a ses raisons que la raison de Charles Bohlen doit se résoudre à ignorer. Quand l'un peut être, sans dommage, tenu pour quantité négligeable, l'autre a pour lui de peser lourd... Et de contenir les communistes !

S'agissant de Mitterrand, Wells Stabler a tout compris dès avant 1965. « Il n'a jamais été mon favori... J'avais le sentiment qu'il était avant tout opportuniste, un jour d'un côté, un autre jour de l'autre¹⁶... » Son successeur, William Weingarten, est encore plus tranché : « L'ambassade le considérait comme une sorte de condottiere, prêt à dégainer son épée au profit de quiconque lui promettait un avancement¹⁷ ! »

C'est cet homme, pourtant, dont la Maison-Blanche, jusqu'à l'arrivée de Richard Nixon, va souhaiter l'élection pour en finir avec l'ère gaulliste. Mitterrand se doute-t-il de ce que les Américains pensent réellement de lui ? On peut imaginer qu'il n'en a cure, ne reculant devant aucune posture pour s'attirer leurs grâces. Comme gage de sérieux, il se fait souvent accompagner de son frère aîné, Robert, lors de ses rencontres avec des officiels d'outre-Atlantique. Polytechnicien, celui-ci a fait une belle carrière dans l'industrie et n'a jamais fait mystère de son anticommunisme. Membre du Cercle de l'Union interalliée, il est, jusqu'en 1968, le P-DG de la Sofremines, une filiale des Charbonnages de France qui a eu maille à partir avec la CGT lors des grandes grèves de 1963. Ses fonctions l'amènent en outre à voyager souvent aux Etats-Unis, contrairement à son frère François qui n'y a posé le pied qu'une seule fois, en 1956, lorsqu'il était garde des Sceaux. Une lacune que les Américains s'efforcent aussitôt de combler en l'invitant à prononcer une série de conférences dans les universités californiennes et à New York, en novembre 1967. Robert Mitterrand, lui, n'a pas attendu de devenir, en 1968, P-DG de la société Hydrocarbon Engineering pour nouer de nombreux contacts avec les officiels américains,

et ce, jusqu'au Département d'Etat. C'est dire si, bénéficiant d'un préjugé favorable auprès de l'ambassade, son soutien est précieux...

Parfois, Robert va même jusqu'à contredire François – évidemment pour son bien ! –, comme ce jour de 1966 où, ce dernier ayant promis que s'il revenait au pouvoir la France réintégrerait l'Otan, il avait tenu à rectifier les choses en indiquant qu'à son avis « aucun gouvernement postgaulliste ne pourrait revenir sur ce fait accompli¹⁸ ». Ironie de l'histoire, ce n'est pas François Mitterrand qui, de fait, détruira cet ultime héritage du général de Gaulle, mais un certain Nicolas Sarkozy, issu d'un mouvement réputé fidèle aux grandes orientations de l'homme du 18-Juin.

Les inquiets du printemps 1967

Les résultats des élections de mars 1967 sont conformes, en tout cas, à ce que François Mitterrand mais aussi Jean Lecanuet avaient prédit : sans le scrutin majoritaire, qui sauve l'UDR (Union pour la défense de la République) à deux sièges près, les gaullistes auraient perdu le pouvoir. Ce qui aurait entraîné la démission immédiate du Général, peu enclin à inaugurer ce qu'on nommera, vingt ans plus tard, une « cohabitation »...

Survient alors ce que les Américains n'attendaient plus : les notables du gaullisme, c'est-à-dire essentiellement les parlementaires, dont la fermeté à défendre une ligne est toujours plus ou moins indexée sur la capacité de celle-ci à les faire gagner, commencent à prendre leurs distances avec celui qui les a faits rois et dont ils apprécient de moins en moins la politique dès lors qu'eux-mêmes sont parvenus – dans tous les sens du terme – à la position qu'ils souhaitent. Ce n'est pas seulement qu'ils se tournent vers Georges Pompidou, vu par eux comme une alternative au gaullisme historique, le fameux « changement dans la continuité » qui marquera sa campagne présidentielle de 1969. Certains vont directement se plaindre à l'ambassade des Etats-Unis !

Un exemple parmi d'autres : celui de l'ancien maire UNR de Royan, Max Brusset, qui, de 1946 à 1958, fut député gaulliste de Charente-Maritime mais aussi très actif au sein de l'Association France-Amérique. Reconverti dans les affaires, non sans quelques aléas – il sera notamment cité dans le scandale Aranda, du nom de cet ancien conseiller du ministre de la Construction Albin Chalandon qui, en 1972, dénonça ce qu'on appelait alors le « gaullisme immobilier¹⁹ » –, Brusset explique ainsi à

l'ambassadeur des Etats-Unis qu'aux yeux de beaucoup d'élus le départ de De Gaulle est devenu « nécessaire²⁰ ».

Pour ces « gaullistes », que François Mitterrand se plaît, dans les couloirs de l'Assemblée, à taxer d'« alimentaires », quatre aspects, au demeurant essentiels, de la politique menée par le Général sont devenus insupportables, comme autant de stations d'un long chemin de croix dont l'année 1967 figure le sommet. Dans l'ordre : son acharnement à vouloir imposer la participation ; le défi qu'il lance aux Etats-Unis sur le sol américain avec son souhait de voir les Canadiens français accéder à une forme d'indépendance ; le vœu qu'il forme d'un retour à l'étalon-or, seul moyen à ses yeux de faire voler en éclats le monopole du dollar, vecteur d'inflation et d'endettement international ; enfin, l'engagement résolu de la France en faveur d'une politique d'équilibre, donc de paix, au Moyen-Orient. Toutes choses qui, en même temps qu'elles éloignent la bourgeoisie de De Gaulle, vont la rapprocher des Etats-Unis, suzerain décidément plus rassurant que cet incorrigible héraut d'une indépendance à haut risque.

Le patronat déclare la guerre au Général

Le premier contentieux n'est pas nouveau mais il a pris un tour aigu quand, en 1965, de Gaulle a tapé du poing sur la table pour qu'enfin voient le jour les premiers textes sur la participation, ce concept qui l'obsède depuis les années de guerre et que les urgences nationales comme internationales l'ont toujours empêché de mettre en œuvre, sinon symboliquement, en 1959, avec les premières ordonnances sur l'intéressement des travailleurs aux profits de l'entreprise.

Pour de Gaulle, la participation, dite aussi « association capital-travail », n'est pas seulement un moyen de désamorcer la lutte des classes, faute de quoi le patronat l'aurait ardemment soutenue. Or le Conseil national du patronat français (CNPF), père de l'actuel Medef, l'a combattue au moins aussi violemment que les syndicats, marxistes ou réformistes ! C'est que, dans l'esprit du Général, et pour ceux qui l'ont aidé à théoriser le système – le gaulliste de gauche et polytechnicien Louis Vallon, l'économiste Marcel Loichot, le juriste René Capitant –, la participation n'est, ni plus ni moins, que le moyen de mettre fin au salariat pour changer radicalement la condition ouvrière. Son levier : un cadre législatif obligeant les détenteurs du capital à partager la valeur travail avec tous les acteurs de l'entreprise, dans l'esprit des premiers promoteurs du socialisme français

(Saint-Simon, Proudhon, Fourier), mais aussi et surtout des pères de la doctrine sociale de l'Eglise qui ont formé le jeune de Gaulle, d'Ozanam à La Tour du Pin...

En 1965 donc, Louis Vallon, député de Seine-et-Oise et rapporteur de la commission des Finances, fait voter un amendement surprise à l'article 33 de la loi du 12 juillet 1965 modifiant l'imposition des entreprises et des revenus de capitaux mobiliers. Il indique que « le gouvernement proposera avant le 1^{er} mai 1966 un projet de loi définissant les modalités selon lesquelles seront reconnus et garantis les droits des salariés sur l'accroissement des valeurs d'actifs des entreprises dues à l'autofinancement ».

A Matignon, Pompidou enrage. Hostile depuis toujours à la participation (« ce ramassis d'idées fumeuses dont une bande de gauchistes a farci la tête du Général », répète-t-il en privé), il n'a pas osé demander à Valéry Giscard d'Estaing, alors ministre des Finances et non moins hostile que lui aux idées sociales du Général, de repousser l'amendement ; c'eût été un *casus belli* avec l'Elysée. Mais il sait en même temps combien ce texte peut peser lourd, en un temps où le marché financier contribue pour 15 % à peine à l'investissement et où, du coup, l'autofinancement joue un rôle majeur. Alors il s'emploie – avec succès – à en atténuer la portée et, pratiquement, à le vider de son contenu. C'est le travail de la Commission Mathey, qui, en juillet 1966, rendra un rapport reprenant, la véhémence en moins et le vernis technocratique en plus, les critiques du patronat assimilant l'amendement Vallon à un texte instituant l'« épargne forcée » et portant atteinte à la propriété privée. Dans un article d'une rare violence, le président de Saint-Gobain, Arnaud de Vogüé, avait en effet sonné la charge dans le bimestriel *L'Entreprise* du 2 juin 1966 contre les projets « liberticides » du Général.

Le résultat est qu'au creux de l'été 1967 – un 17 août ! – de Gaulle choisit la voie des ordonnances pour imposer un texte largement inférieur à ses attentes mais qui, Pompidou y a personnellement veillé, devrait arrondir les angles avec le patronat. Il n'en sera évidemment rien, celui-ci lui reprochant de surcroît son attitude face au dollar (voir *infra*) et faisant campagne, dès l'année suivante, pour la dévaluation du franc !

Dans son brûlot de 1969, *L'Anti-de Gaulle*, consacré au rôle joué par Pompidou dans l'enterrement de première classe de son amendement historique, Louis Vallon a résumé tout l'enjeu de l'épisode : « Craignant de voir de Gaulle rechercher l'appui populaire pour mettre en œuvre la

participation, les milieux d'affaires ont agi sur le Premier ministre et sur la plupart des membres du gouvernement ainsi que sur la majorité parlementaire pour faire échouer toute tentative sérieuse de participation des salariés aux résultats, au capital et aux responsabilités des entreprises... » Il conclut : « Les classes possédantes et dirigeantes ne sont plus suffisamment soucieuses de l'intérêt général de la nation et de l'indépendance de celle-ci. Leurs réflexes patriotiques sont émoussés par leur égoïsme de classe. On l'a bien vu au temps de Vichy²¹. »

Las du travail de sape opéré par son propre camp, de Gaulle choisira, deux ans plus tard, de prendre directement le pays à témoin sur cette grande affaire. Mais, entre-temps, que d'autres conflits avec la majorité censée le soutenir ! Et tous en rapport, ceux-là, avec sa politique d'indépendance nationale identifiée à juste titre par Louis Vallon comme le catalyseur suprême de l'antigaullisme, sous l'œil bienveillant de l'« ami américain » vers qui se tournent, comme toujours, ceux qui ont un compte à régler avec de Gaulle, des nostalgiques de Vichy à ceux de l'Algérie française...

« Au Québec, il est allé trop loin ! »

Si une écrasante majorité de Français avaient approuvé l'indépendance donnée à nos colonies, le fait que la France prenne la sienne a été en revanche diversement apprécié. Dans les régions les plus concernées par la fermeture des bases américaines, l'opinion a eu tendance à se retourner contre de Gaulle : 16 000 emplois payés environ 30 % de plus que s'ils l'avaient été par des entreprises françaises sont en effet supprimés, sans compter les effets négatifs sur le commerce et l'industrie provoqués par le départ précipité de 64 000 soldats et civils américains, soit un manque à gagner évalué à près d'un demi-milliard de francs... Toutes choses dont les candidats opposés à la V^e République ont tiré argument lors des législatives de 1967, au détriment de leurs concurrents gaullistes, tenus pour comptables des dégâts de l'opération *Freeloc*^{*7}.

De même que le général Lemnitzer avait compris, à ses dépens, que la France ne voulait plus être l'agneau de la fable, de même ceux qui jusqu'alors avaient tiré un profit électoral de l'aura du Général saisissent l'actualité du « loup » et du « chien » : la liberté a un prix, que payent désormais tous ceux qui vivaient grâce à la présence américaine !

Et voici que, non content de purger la France de la présence d'alliés qui concouraient à la prospérité des populations, l'homme du 18-Juin se mêle

d'aller leur faire la leçon partout où il estime qu'ils ne sont pas chez eux !

Après sa tournée triomphale en Amérique latine au printemps 1964, il prononce, en septembre 1966, son discours de Phnom Penh où il ne fait que répéter en public ce qu'il s'efforçait, en vain, de faire comprendre depuis 1958 à tous les présidents américains : l'engagement des Etats-Unis au Vietnam ne peut avoir d'issue honorable que politique. Alors, dans la capitale du Cambodge, non loin de ce Vietnam sur lequel les Américains larguent quotidiennement des tonnes de bombes sans autre résultat que de rendre jour après jour plus nationalistes les communistes vietnamiens, le prince Norodom Sihanouk a accueilli de Gaulle en saluant ce « moderne saint Georges » qui ose défendre, « même contre le gré de ses alliés, la justice, le bon droit et la paix ». Et le Général lui a répondu par ces mots d'évidence qui, par leur évidence même, vont déchaîner l'Amérique : « Il n'y a aucune chance pour que les peuples de l'Asie se soumettent à la loi de l'étranger venu de l'autre rive du Pacifique, quelles que puissent être ses intentions et si puissantes que soient ses armes !... A moins que l'univers roule vers la catastrophe, seul un accord politique pourrait donc rétablir la paix. » Richard Nixon ne dira pas autre chose sept ans plus tard, ce qui n'empêche pas son prédécesseur, Lyndon Johnson, de fustiger en cette année 1966 les « outrances » d'un « homme du passé ». Passéiste parce que défendant la liberté des peuples ? Le jugement vaut assurément aveu quant aux valeurs d'« avenir » promues par la grande démocratie américaine !

Quand, en juillet 1967, de Gaulle vient apporter le salut de la France à ses cousins éloignés de la « Belle Province », l'hostilité des Anglo-Saxons ne connaît plus de limites. Invité par le Premier ministre du Québec, Daniel Johnson, et Jean Drapeau, le maire de Montréal, le chef de l'Etat français n'est pas vraiment attendu par les autorités fédérales canadiennes. De source officielle, on lui a même soutenu que, pour diverses raisons – toutes « techniques », bien sûr –, son avion ne pourrait pas se poser... Alors de Gaulle est venu par la mer. Il a embarqué sur le croiseur *Colbert*, le plus beau et le plus moderne des navires de guerre français, a fait halte à Saint-Pierre-et-Miquelon puis, par l'embouchure du Saint-Laurent, a remonté le fleuve jusqu'à Québec. A 73 ans, il n'a pas craint d'affronter quatre jours de mer déchaînée dans un confort relatif (le *Colbert* n'est pas le paquebot *France* !) pour venir saluer « un morceau » du peuple français. Que peuvent faire les gouvernements canadien et américain ? Tout de même pas mouiller des mines pour l'empêcher de passer !

Comme à Alger vingt-quatre ans plus tôt, on tente de l'humilier. A son arrivée dans les eaux canadiennes, les autorités fédérales lui dépêchent, par

exemple, un officier de liaison qui ne parle pas un mot de français ! Si l'amiral Flohic, l'aide de camp du Général, serre les poings, de Gaulle préfère sourire d'une telle puérité.

A terre, l'enthousiasme est indescriptible. De Québec à Donnacona, sur le « chemin du Roy » qui mène à Montréal, ils sont des centaines de milliers, un million peut-être, à acclamer de Gaulle. Et partout ces pancartes « Québec libre ! », agitées par les militants du Rassemblement pour l'indépendance nationale. Depuis la Libération, l'homme du 18-Juin n'a jamais été aussi ému. Et il ne tient pas à le dissimuler. Pour sa visite à l'hôtel de ville de Montréal, le service du protocole n'a prévu qu'une apparition au balcon. Sans discours. Mais de Gaulle, qui a chaussé ses lunettes, a vu des câbles électriques traîner sur le sol. « Pas de micro ? lance-t-il au maire, Jean Drapeau, qui fait vaguement “non” de la tête. Et ça, alors ? » Le Général n'a pas besoin d'en dire plus. Paul Comiti, son garde du corps, n'a qu'à se baisser, suivre un fil et, au bout, s'emparer de l'objet du futur délit !

Alors, de Gaulle, d'une voix de tonnerre : « J'ai constaté quel immense effort de progrès, de développement, et par conséquent d'affranchissement, vous accomplissez ici. S'il y a, au monde, une ville exemplaire par ses réussites modernes, c'est Montréal, c'est la vôtre. Je dis c'est la vôtre, et je me permets d'ajouter, c'est la nôtre... » Sur la place, l'ovation confine au délire. Il peut lancer sa bombe : « Vive Montréal ! Vive le Québec ! Vive le Québec libre ! Vive le Canada français, et vive la France ! »

En bas, la foule ne réagit pas instantanément. C'est tellement énorme, tellement inattendu qu'on la dirait saisie de vertige. Et puis c'est l'explosion de joie. La conscience soudaine d'avoir collectivement changé de nature, d'être passée, grâce à la magie de ces quatre mots – « Vive le Québec libre ! » – du statut d'objet à celui de sujet.

Dans le monde anglo-saxon, de Washington à Londres mais également en Australie, en Nouvelle-Zélande, en Afrique du Sud, c'est aussi l'explosion. Mais une explosion de colère et parfois de haine à l'égard de cet homme et de cette France qui s'en prennent partout à l'ordre établi des Empires. Le 26 juillet, le *Times* de Londres en appelle ainsi à une mise sous tutelle de l'ancien chef de la France libre qui, pourtant, ne bombarde aucune population civile (comme Johnson au même moment), ne s'identifie à aucun apartheid (contrairement aux dirigeants d'Afrique du Sud) et moins encore à un génocide (tel celui perpétré naguère en Australie ou en Nouvelle-Zélande contre les Aborigènes) : « Selon son mandat, le général de Gaulle doit encore rester cinq ans à la tête de la France bien qu'il soit

tout à fait possible que son successeur prenne la relève avant 1972. Il conviendrait que les Français, aussi bien que les étrangers, se missent en devoir de définir une ligne de conduite générale en vue des bizarreries à prévoir au cours du long et triste déclin du Général. » Certes, la presse canadienne anglophone avait donné le ton en traitant de Gaulle de « dictateur » (*Windsor Star*), d'« éléphant en furie » (*Montreal Star*) et même de « bête puante avec laquelle il est inutile d'engager un concours de crachats » (*Southam Press*), tandis que l'édition de Toronto du *Time* évoquait un problème de « sénilité ». Mais les médias français n'ont pas été en reste. Pour *Le Monde*, de Gaulle est devenu « dangereux ». Pour *Combat*, « la France [...] ne peut plus être solidaire de lui [...] sous peine de drames, d'aventures et de périls ». Et *L'Aurore* de lancer ce cri du cœur : les gens raisonnables doivent désormais « se tourner vers Valéry Giscard d'Estaing » !

Quoi de moins irrationnel, pourtant, que cette sortie du Général sur le Québec ? Certes, il n'en avait pas programmé le moment, saisissant celui où l'atmosphère serait la plus favorable. Mais comment imaginer que son message universel sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes allait, par miracle, épargner les Américains, qui, en Indochine comme en Afrique du Nord, ne s'étaient pas privés d'aider les peuples sous domination française à s'en émanciper, le plus souvent d'ailleurs pour prendre eux-mêmes le relais ? Jean Lecanuet peut bien parler d'« intervention inadmissible dans les affaires du Canada » et René Plevin stigmatiser l'« irresponsabilité » de la politique étrangère gaullienne, ils oublient que celle-ci est, en l'espèce, aux antipodes de l'ingérence : d'abord parce que le Québec dispose depuis longtemps d'une personnalité internationale, matérialisée à Paris par une représentation distincte de celle du Canada ; ensuite et surtout parce que le Général ne s'est rendu dans la « Belle Province » qu'en vertu de l'invitation qu'on lui avait faite, tout comme Sihanouk un an plus tôt l'avait convié au Cambodge !

Pour de Gaulle, d'ailleurs, la revendication d'un Québec « libre », comme il s'en explique peu après, n'est nullement un appel à la sécession du Canada français : c'est seulement l'énoncé du principe selon lequel le Québec doit être libre de choisir le type de relations qu'il veut entretenir avec la partie anglophone du Canada. Il précise : « Il va de soi que la France n'a aucune visée de direction, ni, *a fortiori*, de souveraineté, sur tout ou partie du Canada d'aujourd'hui. Mais, étant donné qu'elle a fondé le Canada, qu'elle l'a seule, pendant deux siècles et demi, administré, peuplé, mis en valeur, qu'elle y constate l'existence et l'ardente personnalité d'une

communauté française comprenant 6,5 millions d'habitants, dont 4,5 millions dans le Québec, elle ne saurait, à coup sûr, ni se désintéresser du sort présent et futur d'une population venue de son propre peuple et admirablement fidèle à sa patrie d'origine, ni considérer le Canada comme un pays qui lui serait étranger au même titre que tout autre²². »

Mais la classe politique française n'a cure des mises en perspective historiques, y compris dans les rangs censément gaullistes. Retour de Québec, cette fois par la voie des airs, de Gaulle a vu ses ministres les plus fidèles l'accueillir le nez en berne à Orly, à l'idée de la tempête qu'allait provoquer la folle journée de Montréal. On lui a rapporté la crainte de plusieurs députés que le « Vieux », cette fois, ne soit allé trop loin, ou la terreur de tel ancien compagnon de la France libre, devenu un prince des affaires, de voir ses contrats compromis avec les Etats-Unis... Déjà, il avait lu la stupeur sur le visage de ses convives quand, en plein dîner avec Adenauer, en septembre 1963, il avait répondu au chancelier qui lui conseillait d'aller se faire applaudir à l'ONU : « Oui, on m'applaudirait parce qu'on dirait que de Gaulle se rend. On applaudit toujours les gens qui se rendent. Ceux qui ne se rendent jamais sont mal vus... »

Résultat : les critiques anglo-saxonnes sont si fidèlement répercutées dans la presse française que, durant le mois d'août 1967, la popularité du Général recule de 10 points dans le baromètre mensuel de l'Ifop. Etranges faiseurs d'opinion qui trouvent normal que les Etats-Unis soient partout chez eux – en France pour s'acheter des soutiens, en Amérique du Sud pour renverser des gouvernements ou au Vietnam pour bombarder des villages – mais jugent indigne que de Gaulle soutienne la volonté d'indépendance des francophones du Québec...

Il en faut plus pour le décourager, même s'il est loin d'imaginer ce qui l'attend avec sa conférence de presse de novembre 1967 qui le voit attaquer de front deux aspects essentiels de la politique américaine : le soutien inconditionnel à Israël et l'hégémonie du dollar dans l'économie mondiale.

« Qu'il laisse donc Israël taper sur les Arabes ! »

Une fois de plus, pourtant, de Gaulle n'a pris personne au dépourvu. Lui qui, revenu au pouvoir, a maintenu la coopération militaire franco-israélienne (y compris en matière nucléaire) instituée par la IV^e République

a toujours pris soin de mettre en garde l'Etat juif, « en ami », contre tout expansionnisme territorial à l'encontre des populations arabes qui préexistaient à sa fondation. Même chose s'agissant du système monétaire international : le Général n'a jamais dissimulé que le désendettement massif de la France, entrepris à partir de 1958, n'était pas seulement destiné à assainir l'économie en restaurant l'investissement productif, mais qu'il visait aussi et surtout à reconstituer un stock d'or à vocation hautement politique puisque destiné à peser face aux Etats-Unis pour obtenir une réforme du système monétaire international. Dans un cas comme dans l'autre, pourtant, l'Amérique feint de découvrir ce qui n'était un mystère pour personne.

De Gaulle, qui en mai 1967 present un règlement de comptes imminent entre l'Égypte et Israël, fait-il savoir que le premier qui tirera l'épée ne pourra se prévaloir de son soutien ? Prend-il soin, en même temps, d'assurer Tel-Aviv que si d'aventure c'est Nasser qui attaquerait, il ne laisserait jamais « détruire Israël » ? Propose-t-il enfin, devant l'imminence du conflit, d'organiser une médiation sous la responsabilité des quatre membres permanents du Conseil de sécurité (les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, l'Union soviétique et la France) ? Washington comme Tel-Aviv ne prennent même pas la peine de répondre et, le 5 juin, Israël, fort des Mirage vendus par la France et de l'appui logistique sans réserve des Etats-Unis, déclenche la guerre des Six-Jours. Moins d'une semaine de combats permet à l'appareil militaire israélien de prendre le contrôle de Jérusalem et de multiplier par trois son emprise territoriale dans la région.

Faut-il donc s'étonner qu'à l'occasion de sa conférence de presse du 27 novembre suivant le Général regrette qu'on ne l'ait pas écouté et prédise un engrenage de violences que, malheureusement, l'avenir confirmera ? Rappelant l'amitié de la France pour Israël, mais aussi son inquiétude de voir l'Etat juif saisir la première occasion pour s'agrandir, il déplore que celui-ci « organise sur les territoires qu'il a pris, une occupation qui ne peut aller sans oppression, répression, expulsions » de sorte que « s'y manifeste contre lui une résistance, qu'à son tour il qualifie de terrorisme »...

Puis vient sa phrase si controversée sur les Juifs, « peuple d'élite, sûr de lui-même et dominateur », qui provoque une vague de critiques pas toujours désintéressées venues d'outre-Atlantique et, en France même, des partisans les plus intangibles de l'alliance américaine. La réaction la plus typique, en même temps que la plus blessante, est celle de Raymond Aron qui, le 6 décembre 1967 dans *Le Figaro*, pose cette série de questions : « Pourquoi le général de Gaulle a-t-il solennellement réhabilité l'antisémitisme ? Afin

de se donner le plaisir du scandale ? Pour punir les Israéliens de leur désobéissance et les juifs de leur antigauillisme occasionnel ? Pour interdire solennellement toute velléité de double allégeance ? Pour vendre quelques Mirages de plus aux pays arabes ? Visait-il les Etats-Unis en frappant les juifs ? Voulait-il soumettre à une nouvelle épreuve l'inconditionnalité de certains de ses fidèles qui ont souffert sous Charles de Gaulle ? Agit-il en descendant de Louis XIV qui ne tolérait pas les protestants ? En héritier des Jacobins qui aimaient tant la liberté qu'ils interdisaient aux citoyens d'éprouver tout autre sentiment ? »

De Gaulle « frappant les juifs » ? L'accusation, venue d'un homme que rien n'aurait dû prédisposer à mépriser la vérité^{*8}, et en visant un autre dont le premier acte, en tant que dépositaire de l'autorité française, avait été d'abolir la législation antisémite de Vichy – ce que les Américains, en soutenant Darlan à Alger, n'avaient pas considéré, c'est le moins qu'on puisse dire, comme une priorité –, démontrait que, pour faire payer au Général sa politique d'indépendance nationale, aucun moyen ne serait désormais négligé. Les premiers à s'engouffrer dans la brèche seraient évidemment les anciens partisans de l'Algérie française, trop heureux de trouver dans l'offensive éclair israélienne matière à se réjouir d'une défaite infligée aux Arabes et, partant, à considérer celle-ci comme une revanche indirecte de leur propre expropriation. Ainsi par exemple de Jean-Louis Tixier-Vignancour proclamant que les positions du « liquidateur de l'Empire [français] » sur le Moyen-Orient « n'engagent pas la France »²³ ou de Jean-Marie Le Pen ne comprenant pas de quoi s'était « mêlé de Gaulle en voulant empêcher Israël de donner une correction bien méritée à des ennemis de l'Occident²⁴ ».

De quoi se mêle de Gaulle, en effet, en tentant d'empêcher que le conflit israélo-arabe ne débouche sur une guerre de cent ans, et, *hic et nunc*, sur une confrontation entre les Etats-Unis et l'Union soviétique ? Tandis que la presse française se déchaîne à l'unisson des Israéliens, des Anglo-Saxons, mais aussi des Allemands, une seule voix non arabe s'élève pour déplorer les attaques dont de Gaulle est l'objet : celle de David Ben Gourion, l'un des pères fondateurs de l'Etat d'Israël et son premier président, qui, dans une lettre poignante au quotidien *Haaretz*, sort de sa retraite pour appeler, le 20 décembre, ses compatriotes, mais aussi les Juifs américains, à ne pas assimiler à de l'antisémitisme le droit légitime à la critique dont de Gaulle, qu'on l'approuve ou non, a usé envers un Etat souverain... *Vox clamantis in deserto* : cette prise de position courageuse

vaudra à Ben Gourion lui-même d'être attaqué par l'extrême droite israélienne.

« *Gaullefinger* » contre le roi Dollar

Moins génératrice d'émotion que la prise de distance du fondateur de la V^e République envers la politique israélienne, sa condamnation, à l'occasion de cette même conférence de presse du 27 novembre 1967, d'un système monétaire international bâti sur mesure pour permettre aux Américains de financer *ad libitum* leur déficit est un autre prétexte de fédérer contre lui tout ce que les Etats-Unis comptent de relais dans l'opinion française.

C'est aussi que, en la matière, de Gaulle ne s'est pas contenté de parler. Il a agi. Conseillé par l'économiste Jacques Rueff, que lui a présenté Maurice Couve de Murville, il a en effet compris combien le « privilège exorbitant » conquis par les Etats-Unis de pouvoir payer leurs dettes avec « leur propre monnaie qu'il ne tient qu'à eux d'émettre »²⁵ devenait une machine à exporter l'inflation, mais aussi à financer leurs interventions militaires extérieures en même temps que la prise de contrôle de l'économie mondiale, et spécialement européenne, par leurs multinationales. Pour freiner cette colonisation, le Général a donc entrepris de créer une autre force de frappe, économique celle-là, pour tenter d'imposer, le moment venu, une réforme du système monétaire fondée sur le retour pur et simple à l'étalon-or – cet or, disait-il, « qui n'a pas de nationalité, qui est tenu, éternellement et universellement, comme la valeur inaltérable et fiduciaire par excellence²⁶ ».

Dès 1958, il a ainsi commencé à échanger contre de l'or une grande partie des dollars détenus par la Banque de France. De 1958 à 1963, nos réserves de métal précieux ont grimpé en flèche, passant de 581 millions à près de 3,2 milliards de dollars. En 1965, une image conçue pour marquer les esprits a rendu furieux le gouvernement américain : celle de la marine française convoyant vers les Etats-Unis quelque 150 millions de dollars-papier pour ramener en échange des lingots sonnants et trébuchants ! Le résultat ne se fait pas attendre : fin 1967, le stock d'or américain a fondu de moitié, passant de 22 milliards de dollars en 1957 à 11 milliards dix ans plus tard ! Ce qui prouve de manière incontestable que si plusieurs grands Etats avaient, au même moment, imité la France, Washington n'aurait pas disposé d'assez d'or pour honorer la demande et maintenir la parité

officielle que les Etats-Unis eux-mêmes avaient fixée à la conférence de Bretton Woods de 1944, à savoir 35 dollars pour une once d'or.

Devant cette démonstration flagrante du mensonge sur lequel était fondé le choix du dollar comme monnaie de réserve internationale, un début de panique gagne la Réserve fédérale américaine. Contre de Gaulle, les tabloïds sonnent la charge et lui trouvent un surnom : « Gaulefinger », allusion au *Goldfinger* de James Bond, le bandit qui, pour devenir maître du monde, veut dévaliser Fort Knox, où sont détenues les réserves d'or de la Banque centrale des Etats-Unis !

Le 20 novembre 1967, de Gaulle a tenté de passer en force : il a envoyé Maurice Couve de Murville à Bonn pour essayer de convaincre les Allemands d'accompagner la France dans son combat pour le retour à l'étalon-or. Willy Brandt, alors ministre des Affaires étrangères socialiste de la « grande coalition » au pouvoir outre-Rhin^{*9}, est tout près de se laisser tenter par un achat massif d'or financé par les dollars que détient la Bundesbank... Mais le chancelier chrétien-démocrate, Kurt Kiesinger, aussi hostile à de Gaulle qu'il le fut naguère à la politique d'Adenauer²⁷, s'oppose formellement à l'opération et en informe *illico* les Américains. Qui sait ce qui serait advenu si Brandt, qui deviendra chancelier deux ans plus tard, avait été aux affaires ? On ne refait pas l'histoire avec des « si », mais il est probable que, dans l'hypothèse d'un front commun monétaire franco-allemand, la Réserve fédérale américaine n'aurait pas tenu le choc, ce qui aurait conduit à une baisse massive des dépenses militaires engagées par les Etats-Unis.

Affaire de l'or, guerre du Vietnam, conflit israélo-arabe : dans l'esprit de De Gaulle, tout se tient, plus que jamais. Si les Allemands préfèrent sauver l'hégémonie du dollar plutôt que de contribuer à l'édification d'un système monétaire qui tourne le dos à l'inflation et refuse la fuite en avant dans l'endettement, libre à eux ! De Gaulle est au moins entendu par le monde arabe, qui, dans la foulée de sa conférence de presse du 27 novembre 1967, s'affranchit de ses liens historiques avec la livre sterling en retirant ses avoirs des banques anglaises et en demandant leur remboursement... en or !

En moins d'une semaine, les retraits se montent à 400 millions de livres, utilisés pour acheter des lingots (500 tonnes), du franc, du mark et du franc suisse. La Banque d'Angleterre, dont les réserves en or fondent de moitié, est donc contrainte d'en céder pour plus d'un milliard de dollars. Dans l'entourage de Johnson, le malaise est à son comble : aujourd'hui la

livre, demain le dollar ? Surtout, les analystes de la CIA imaginent, à juste titre, la suite de la manœuvre : la prise en tenaille du Trésor américain sous le double effet d'une demande massive d'échanges dollars-or et d'un renchérissement de ce dernier pour peu que de Gaulle convainque l'Afrique du Sud, avec laquelle ses rapports sont excellents, de ralentir ses ventes d'or... donc de provoquer une hausse des cours. Gonflement de la demande d'un côté, renchérissement artificiel de l'autre : la perspective donne des sueurs froides à la Maison-Blanche.

D'où le plan d'urgence mis au point par la Réserve fédérale et le Trésor américains, fin 1967, sous la forme d'une fuite éperdue en avant : pour empêcher les Banques centrales étrangères de suivre l'exemple français en demandant le remboursement en or de leurs avoirs libellés en dollars, les Etats-Unis décident de tarir la manne en limitant drastiquement les sorties de devises du territoire américain. Et ils autorisent en même temps leurs établissements de crédit à emprunter massivement sur le marché de l'eurodollar, créé à Londres en 1958, afin de s'approvisionner sans limites en billets verts !

L'économiste suédois Leif Backlund a joliment résumé le mécanisme : « Le raisonnement des grandes banques américaines peut se réduire à ceci : “Vous ne voulez plus que les Etats-Unis fassent de nouvelles dettes pour financer leurs investissements en Europe ? Soit. Mais alors permettez-nous de venir ici, à Londres, vous emprunter les dettes américaines déjà contractées, c'est-à-dire vos réserves de dollars, chers alliés !” Emprunter ses propres dettes, objectera-t-on, mais est-ce possible ? Pour le commun des mortels, certes non. Ce sont des opérations qui conduisent rapidement ceux qui les pratiquent derrière les verrous. Mais à l'échelle internationale, les références juridiques nationales n'ont plus cours. Le seul problème pour les sociétés et banques multinationales américaines était de trouver des prêteurs complaisants²⁸... »

Ce qui fut fait, *in extremis*, la Grande-Bretagne et l'Allemagne fédérale jouant une fois de plus le rôle de cheval de Troie des intérêts américains en Europe et refusant tout net les propositions de réforme du système monétaire international avancées par Paris. Ce ne serait que reculer pour mieux sauter : la confiance dans le billet vert continuant à s'éroder, Richard Nixon se verra contraint, en 1971, de suspendre définitivement la convertibilité du dollar en or. Ce qui fera dire non sans cynisme à John Connally, le secrétaire américain au Trésor, devant une délégation d'Européens qui osaient protester contre cette décision aussi brutale

qu'inattendue : « Le dollar, c'est notre devise. Mais à partir de maintenant, c'est votre problème... »

Pour l'avoir annoncé avec quatre ans d'avance, et fait tout ce qui était en son pouvoir pour conjurer le sort, de Gaulle n'en aura pas moins été mis au banc des accusés par l'Amérique et ses porte-voix français. « Si les Etats-Unis rachètent des entreprises européennes, cela n'a rien à voir avec leur excédent de devises, avait osé affirmer Jean Lecanuet, invité, le 29 novembre 1967, au dîner mensuel du Siècle. C'est en raison de leur supériorité technique acquise dans le respect de la libre concurrence et de l'économie de marché²⁹... »

Quelques jours plus tard, ce n'est pas en songeant aux bienfaits de la libre concurrence que le président Johnson désignera son candidat à la présidence de la Banque mondiale, en la personne de son secrétaire à la Défense Robert McNamara, l'homme à tout faire qui vient de s'illustrer en déversant des tonnes de défoliant (le célèbre « agent orange », à base de dioxine) sur les partisans nord-vietnamiens. Mais pour lui confier la mission exclusive de tout mettre en œuvre pour conserver en l'état le monopole du dollar. A la CIA, il donne, au même moment, une autre consigne : puisque les subsides et autres coups de pouce généreusement dispensés depuis neuf ans aux adversaires de De Gaulle n'ont pas été suffisants pour obtenir son départ, il est temps, désormais, de changer de méthode.

^{*1.} Acheson mais aussi l'ambassadeur Bohlen proposaient à Johnson de déclarer que la France ne serait plus défendue par l'Amérique, ce qui aurait pour effet d'affoler l'opinion française et de priver de Gaulle de majorité aux législatives de mars 1967. A quoi Bator avait répondu, non sans raison, qu'une telle menace serait « au mieux à peine crédible, au pire totalement stupide... Ce serait comme menacer d'abandonner le Kentucky face à une attaque du Canada : dans ce cas, il faudrait aussi abandonner l'Ohio ». Mémoire de Francis Bator cité par Vincent Jauvert, *L'Amérique contre de Gaulle*, Seuil, 2000.

^{*2.} Créée en 1976 sous l'administration de Gerald Ford, cette structure, qui dépend de la French American Foundation – elle-même financée par des organismes privés, comme la toute-puissante Fondation Ford, grande pourvoyeuse de fonds secrets pour la CIA –, choisit chaque année 400 jeunes dirigeants issus du monde de la haute fonction publique, de l'entreprise, des médias, de l'armée et de la recherche dans le but de créer des liens durables entre eux et leurs homologues américains.

*3. Issu d'une lignée patricienne germano-américaine, l'ambassadeur Charles Bohlen avait le même arrière-grand-père qu'Alfred Krupp von Bohlen und Halbach, président des aciéries Krupp condamné pour crimes de guerre en 1945.

*4. *Foreign Affairs Oral History Project* initié en 1986 par l'Association américaine d'études diplomatiques, parrainée par le Département d'Etat.

*5. « International » est un grand mot puisqu'il s'agissait essentiellement de les inviter aux Etats-Unis et de leur faire rencontrer des membres influents du Congrès.

*6. Cette propension à se faire inviter à déjeuner par des diplomates étrangers disposant de budgets conséquents valut également à Charles Hernu l'accusation d'être un agent soviétique, notamment par *L'Express* en 1996. Des allégations réduites à néant par son fils, Patrice Hernu, qui en a facilement démontré l'inanité. Les analyses sur la politique française que Charles Hernu livrait à qui savait le traiter n'allaient jamais au-delà d'observations de bon sens, et ne touchaient nullement à des matières sensibles qu'il était, de toute façon, hors d'état de connaître. Un autre phénomène, purement soviétique, a contribué à desservir la réputation d'Hernu : Paris étant la destination préférée des diplomates russes en raison de la vie agréable qu'ils pouvaient y mener, ceux-ci avaient intérêt, pour y séjourner le plus longtemps possible, à surévaluer l'importance de leurs contacts.

*7. Pour « *fast relocation* », nom donné par les Américains à l'obligation que leur a faite de Gaulle de devoir évacuer la France au plus tard le 1^{er} janvier 1967, en remportant avec eux près de 700 000 tonnes de matériels divers.

*8. Universitaire de haute volée, Raymond Aron avait, dès 1943, marqué son opposition à de Gaulle, alors même qu'il animait à Londres la revue *France libre* qui, en dépit de son nom, s'inquiétait du « bonapartisme » présumé de son chef. Ce qui ne l'avait pas empêché, par anticommunisme, de rejoindre le RPF lancé par le Général en 1947. Dès 1950, il devient parallèlement le chef de file français du Congrès pour la liberté de la Culture, financé par la CIA, et, à partir de 1951, l'un des principaux contributeurs de la revue *Preuves* de François Bondy, qui périclitera après qu'en avril 1966 le *New York Times* aura révélé qu'elle ne vivait que grâce aux subsides des services de renseignements américains.

*9. Troisième chancelier allemand de l'après-guerre, Kiesinger a succédé en 1966 à Ludwig Erhard, privé de majorité après que la CSU bavaroise de Franz Josef Strauss, alliée traditionnelle de la CDU, a quitté son gouvernement. Pour constituer le sien, son successeur doit donc s'appuyer sur le SPD, d'où l'entrée de Willy Brandt dans la « grande coalition ».

10

Le grand règlement de comptes de l'an 1968

Il s'appelle James Jesus Angleton et dans moins de six ans la CIA le mettra à la porte pour avoir gravement désorganisé l'Agence en raison de ses accès de paranoïa qui lui faisaient voir partout des « infiltrés » à la solde de l'Union soviétique¹... Au point que certains historiens se demandent aujourd'hui si lui-même ne fut pas manipulé par le KGB aux fins de paralyser le renseignement américain en le soumettant à des purges incessantes !

Mais, en ce printemps 1968, Angleton, 51 ans, directeur du contre-espionnage de la CIA depuis 1954, est l'homme fort de l'organisation. Depuis son entrée à l'OSS en 1944, il n'a été étranger à aucun de ses succès et, bien souvent, leur principal artisan. L'opération *Paperclip* qui, en 1945, a permis au gouvernement américain de recycler à son profit l'élite de la science hitlérienne et d'ouvrir la voie à la conquête de l'espace ? C'est lui. La création, en Italie, des premiers réseaux Gladio² grâce auxquels la démocratie chrétienne, financée par la CIA, a pu l'emporter de justesse face aux communistes aux législatives de 1948 ? Encore lui. La mission confiée en 1954 au colonel Lansdale, visant à purger le Vietnam du Sud de toute influence française en s'appuyant sur d'anciens collaborateurs de l'armée d'occupation japonaise ? Toujours lui. L'obtention et la diffusion, *via* des transfuges soviétiques, du rapport Khrouchtchev de 1956, destiné à rester secret, dénonçant les crimes de Staline ? *Bis repetita*. Voilà pour l'avouable. Mais il y a aussi l'inavouable, auquel Angleton ne cessa jamais d'être intimement mêlé, comme l'expérience dite « MK-Ultra », qui consista,

pendant deux décennies, à fournir du LSD à certaines catégories de la population (les campus universitaires, les regroupements hippies) ou, pis, à en faire absorber clandestinement à des cobayes pour élaborer de nouvelles techniques de manipulation mentale^{*1}.

Manipuler est d'ailleurs chez lui une seconde nature. Et même, avec la culture des orchidées, son seul loisir connu. Le journaliste Michel Anfrol, qui fut de 1963 à 1968 puis en 1973-1974 le plus célèbre correspondant de l'ORTF puis de TF1 aux Etats-Unis, se souvient d'avoir assisté, médusé, à une saynète qui en dit long sur ce personnage.

A Washington, Anfrol fréquentait en effet sans le savoir le restaurant préféré d'Angleton. Le Rive Gauche, au coin de Wisconsin Avenue et de M Street, était alors l'un des établissements les plus huppés de la capitale, tenu par un Français d'origine corse, Blaise Gherardi. Quand le journaliste n'y était pas invité, il lui arrivait d'y déjeuner en famille avec son épouse et sa fille, âgée de 6 ans en 1968. Et, quasiment chaque fois, il recevait le salut discret d'un homme maigre et long, attablé toujours au même endroit, seul le plus souvent, et qui ne touchait quasiment jamais à son repas, occupé qu'il était à scruter l'assistance, le regard aimanté par le moindre mouvement... Toujours assis le dos au mur, placé de telle sorte qu'il puisse embrasser d'un seul coup d'œil l'entièreté du restaurant, Angleton faisait en quelque sorte partie du décor, sans que nul, à l'exception de Gherardi, ne sache précisément qui il était, sa photo n'étant, on l'imagine, jamais parue dans la presse eu égard à ses fonctions.

Et voici qu'un jour de la mi-janvier 1968 l'homme couleur de muraille, croisant la fille de Michel Anfrol, sort de sa poche un paquet enrubanné qu'il glisse dans sa main. Intrigué, Anfrol s'enquiert de la chose et s'aperçoit qu'il s'agit d'un petit sac rempli de pierres semi-précieuses ! Il se lève pour demander des explications à cet inconnu au visage devenu cependant familier, mais l'homme a déjà disparu. « Qui est-ce ? », demande-t-il à Blaise Gherardi. Lequel lui répond en baissant la voix : « Jim Angleton. » Aussitôt rentré dans les bureaux de l'ORTF, Anfrol décroche son téléphone et obtient, sans la moindre difficulté, le secrétariat d'Angleton, puis Angleton lui-même. Lequel lui explique que sa fille, qu'il a, en quelque sorte, vue grandir au fil de ses déjeuners au Rive Gauche, lui manquera quand elle sera rentrée à Paris. D'où ce petit cadeau d'adieu. Pourquoi d'adieu ? « Parce je sais, lui explique Angleton, que vous rentrez en France à la fin du mois et que nous ne nous reverrons plus. » Et d'ajouter : « Je sais aussi que vous allez être nommé prochainement

correspondant de la télévision française en Italie. Passez voir ma sœur, elle vit à Rome et vous recevra volontiers. »

Ainsi, Anfrol s'était-il, bien malgré lui, retrouvé destinataire d'un cadeau du numéro deux de la CIA qui, en quelques phrases, lui signifiait qu'il savait tout de sa vie personnelle et professionnelle. Au cas où... En l'espèce, Angleton ne se rappela jamais au bon souvenir d'Anfrol. Mais le message n'en était pas moins clair : s'il advenait que ce journaliste français, connu pour ses sentiments gaullistes, s'avise de trop déplaire à la Maison-Blanche, il se trouverait toujours un (faux) témoin pour lui rappeler que, du temps où il déjeunait chez Blaise Gherardi, il connaissait suffisamment Angleton pour que ce dernier fasse des cadeaux à sa fille !

Il faut dire que, depuis l'éviction d'Allen Dulles par Kennedy en 1961, Angleton est resté la bride sur le cou. Ni John McCone, qui a pris la suite de Dulles jusqu'en 1965, ni William Raborn (1965-1966), ni leur successeur Richard Helms n'ont osé ou souhaité se mêler de trop près à ses activités. Surnommé le « fantôme gris », ce redoutable second est devenu le quasi-numéro un d'une organisation où, par définition, la fin justifie les moyens... Surtout quand ladite fin est atteinte sans discussion possible. Or, en 1968, Angleton a réussi tout ce qu'il a entrepris et su faire en sorte que ses échecs restent secrets.

Ainsi, quand il annonce à Johnson qu'il détient de quoi discréditer définitivement de Gaulle, le président américain, qui entame sa dernière année à la Maison-Blanche, lui laisse, comme on l'imagine, toute licence pour agir.

The French spy scandal

Pour que son missile entraîne un maximum de dégâts, Angleton a choisi de le doter de deux têtes explosives : l'une, *made in USA*, dont le vecteur n'est autre que *Life Magazine*, colosse de la presse anglo-saxonne, fort, chaque vendredi, de 8,5 millions d'exemplaires, soit une moyenne de 20 millions de lecteurs ; l'autre, on ne peut plus française, sous les espèces de l'hebdomadaire *Minute*. Certes, celui-ci ne peut prétendre au même tirage que *Life*, mais il est alors au mieux de sa forme avec plus de 250 000 acheteurs au numéro. Et un lectorat qu'on qualifierait aujourd'hui de doublement « prescripteur » puisque réunissant deux clientèles que le temps s'est chargé, depuis, de séparer : des amateurs de presse « people » et un noyau dur rassemblant la fine fleur de la bourgeoisie antigauilliste issue

de la Collaboration ou de l'Algérie française. Bref, des acheteurs qui, chacun dans leur genre, se trouvent en position de répercuter fidèlement ce qu'ils lisent, en faisant d'autant moins usage d'esprit critique qu'ils savent d'avance ce que va leur servir le journal : du spectaculaire mâtiné de militantisme.

Ils ne seront pas déçus. A en croire l'hebdomadaire, en effet, la France n'est qu'un jouet dans les mains de l'Union soviétique, l'Elysée étant devenu, sous de Gaulle, un nid d'espions aux ordres du mystérieux Jacques Foccart, son conseiller pour les affaires africaines, et de Louis Joxe, le négociateur des accords d'Evian sur l'indépendance de l'Algérie, bête noire de *Minute* s'il en est.

Dans l'esprit d'Angleton, qui a livré le dossier clés en main à *Life*, notoirement lié à la CIA, il appartenait évidemment au magazine américain d'ouvrir le bal avec toute la puissance de sa diffusion et, surtout, sa une du 26 avril 1968. Cinq décennies plus tard, celle-ci reste un chef-d'œuvre de marketing graphique : elle représente, de trois quarts arrière, un homme chapeauté, le regard protégé par des lunettes noires, et désigné comme « Philippe Thyraud de Vosjoli, chef du renseignement français aux Etats-Unis de 1951 à 1963 ». Au-dessus de la photo, ce titre : « *The French spy scandal* ». Et, juste au-dessous, ces deux lignes explicites : « L'ancien chef du renseignement français aux Etats-Unis révèle l'histoire fantastique de l'espionnage soviétique qui a pénétré l'entourage de De Gaulle^{*2}. » Après quoi, en France même, *Minute* devait prendre le relais dans son édition de la semaine suivante, en date du jeudi 2 mai. Puis ce serait au tour de la presse britannique d'entrer dans la danse, avec le *Sunday Times*... Un calendrier élaboré avec minutie pour tomber au pire moment de la crise étudiante ouverte un mois plus tôt par la fermeture de Nanterre, et dont le conseiller de l'ambassade américaine à Paris William A. Weingarten³ anticipe heure par heure les développements, grâce à ses agents infiltrés dans les rangs de ceux qu'on appelle alors les « contestataires » par les soins de son adjoint, Jack Berry^{*3}...

Mais on peut s'appeler Angleton et ne pas connaître la psychologie de l'extrême droite française, dont l'histoire démontre qu'elle a rarement su garder un secret, fût-ce une semaine ou deux. Alors que la date de parution de l'enquête intitulée « L'Œil de Moscou à l'Elysée » avait été négociée avec la direction de *Minute*, dont l'actionnaire principal n'était autre que le député giscardien Alain Griotteray, ex-gaulliste devenu un inconditionnel de l'Algérie française puis de l'intervention américaine au Vietnam,

l'hebdomadaire n'a pas résisté à la tentation de faire cavalier seul et a publié sa une neuf jours avant celle de *Life* ! Une précipitation qui, certes, stimule ses ventes, mais n'en vaut pas moins avec ses liens plus qu'étroits avec les Etats-Unis.

Après avoir dûment annoncé le scoop que *Life* prétendait garder pour lui, *Minute* écrit : « On a toujours crédité certains hommes de l'entourage présidentiel de sympathies d'extrême-gauche [*sic*], Joxe et Tricot, par exemple. Mais disons-le franchement : sous tous les commentaires feutrés qu'on peut lire ici et là, un nom, toujours le même, transparait : celui de Jacques Foccart, secrétaire général à la présidence de la République pour la Communauté et les Affaires africaines et malgaches. »

Suit ce portrait, bien dans la verve de *Minute*, de la « taupe » présumée : « Le crâne lisse, l'œil glauque et comme mort, la lèvre inférieure humide et basse comme prête à happer, mi-squale, mi-crabe, jovial pourtant, Foccart est de ces hommes dont grouille le gaullisme [...]. Reste à savoir ce que le lieutenant-colonel Thyraud de Vosjoli dira dans les Mémoires que s'appête à publier *Life*. »

Et *Minute* de résumer l'enquête à venir de l'hebdomadaire américain : « Thyraud disposait aux Etats-Unis d'un réseau d'informateurs personnels de premier ordre implanté à Cuba. Lors de l'affaire des fusées russes, en décembre 1962, il aurait commis la faute de considérer les Américains comme des alliés privilégiés de la France et de faire profiter la CIA des renseignements de première main qu'il avait pu obtenir sur les installations de rampes de lancement soviétiques dans l'île de Castro... Et c'est alors qu'il aurait eu connaissance de l'implantation d'agents soviétiques dans les très hautes sphères officielles françaises. »

Comment ? Ses supérieurs lui ayant demandé de leur transmettre le nom de ses contacts anticastristes à Cuba, Vosjoli en a conclu que s'ils voulaient les connaître, c'était évidemment pour les transmettre... à Moscou ! Conclusion : « Naguère encore sous un régime qui connut lui aussi ses "fuites scandaleuses" [la IV^e République], il n'en eût pas fallu autant pour provoquer une cascade d'interpellations des députés. Mais il est vrai que le général de Gaulle n'a pas consulté le Parlement pour renverser nos alliances. »

Renverser nos alliances, rien que cela ? Selon le journal préféré des nostalgiques de l'Algérie française, qui reprend presque mot pour mot le leitmotiv de Bastien-Thiry à son procès⁴, la France du général de Gaulle a donc, *ipso facto*, rejoint le Pacte de Varsovie ! Même si la CIA apprécie peu

que *Minute* ait brûlé la politesse à *Life*, l'essentiel est dit. Prise en tenaille entre les étudiants qui veulent en finir avec la « société de consommation » et un vieux général censé préférer Moscou à Washington, la bourgeoisie française peut trembler. Elle ne va pas s'en priver, tout en s'efforçant de trouver une solution pour sortir de la seringue, dès lors qu'une occasion électorale lui en sera donnée...

« *Lamia* », un Français « sur mesure »...

Qui est donc Philippe Thyraud de Vosjoli, l'homme dont la CIA s'est servi pour viser de Gaulle au travers de Jacques Foccart dont les réseaux s'efforcent, au même moment, de résister à la pénétration américaine (mais aussi soviétique, ce qu'on oublie trop souvent) dans ce qu'on nomme aujourd'hui la « Françafrique », autrement dit nos anciennes colonies ?

Pour le comprendre, il est indispensable de lire ses Mémoires, publiés en 1968 aux Etats-Unis et, dans leur version française, en 1970 au Canada, sous le titre *Lamia*, nom de code que lui a donné la CIA lorsqu'il était agent du SDECE, le contre-espionnage français.

Né en 1921, résistant dès 1940, Vosjoli rejoint Alger au début de 1943 et, fort de l'expérience du renseignement acquise dans son réseau, s'engage dans les services secrets de la France libre, le BCRA. Mais, très vite, de Gaulle lui déplâit. Il le trouve autoritaire, d'un « orgueil démesuré », comme « drapé dans une mission qu'il croit d'inspiration divine »⁵ – ni plus ni moins les termes qu'emploie alors Roosevelt pour qualifier l'homme du 18-Juin... Par-dessus tout, il lui reproche ne pas être arrangeant avec les Alliés, et spécialement avec les Américains. « J'éprouvais, écrit-il, un certain dégoût pour sa vraie personnalité, son ambition, son habileté à créer des dissensions entre alliés... »

Venue d'un citoyen lambda, extérieur au sérail politique, cette analyse n'aurait rien d'incongru : en ce printemps 1943, de Gaulle, engagé dans une guérilla de chaque jour contre le général Giraud et contre Roosevelt qui le soutient *mordicus*, a tout d'un empêcheur de se soumettre en rond. Du plus petit incident de préséance, il tire argument pour démontrer qu'on cherche à l'éliminer ; du moindre indice attestant des rapports maintenus entre le gouvernement américain et les hommes de Vichy, la certitude que la Maison-Blanche prépare avec eux un compromis qui aboutira à rayer la France de la carte des nations souveraines... En un mot comme en cent, son

attitude peut sembler plus proche de la paranoïa que de la prudence ordinaire.

L'ennui, c'est que Philippe Thyraud de Vosjoli est tout le contraire d'un témoin peu informé. Il fait même partie des rares Français de l'époque à détenir, à l'instant T, tous les éléments démontrant que de Gaulle, loin de sacrifier à quelque manie de la persécution, est parfaitement en phase avec la réalité. A Alger, le BCRA a en effet chargé le futur « Lamia » de vérifier des informations parvenues de Londres selon lesquelles les Etats-Unis seraient en train de mettre sur pied une administration militaire de la France qui, après la Libération, tiendrait lieu de gouvernement provisoire. En bon agent de renseignements, Vosjoli s'est donc mis en chasse et a rapidement obtenu confirmation de l'existence de l'AMGOT⁶. « Après quelques verres dans un bar d'Alger, écrit-il dans ses Mémoires, un officier d'état-major du général Eisenhower se mit à bavarder et à expliquer à la ronde le rôle qu'il allait jouer en France après la Libération, comme chef d'une section de l'AMGOT. » Il ne dissimule pas davantage que, grâce au BCRA, de Gaulle a appris que « Roosevelt prenait sur lui de décider des nominations et des promotions au sein de l'administration française, comme s'il distribuait des postes de faveur dans son propre pays après une élection ».

De tout cela, pourtant, Vosjoli ne tire aucune conclusion... Sauf pour regretter que de telles révélations aient pu « entretenir la brouille entre l'Amérique et la France libre » – mésentente dont il ne semble pas tenir les Etats-Unis pour responsables, mais bien plutôt les « partisans fanatiques » qui poussent de Gaulle à l'intransigeance !

Ce témoignage, rédigé une quinzaine d'années après l'imbroglio d'Alger de 1942-1943, en dit long sur l'état d'esprit de ceux qui, dans les années 1960, s'opposaient, comme Vosjoli, à la politique d'indépendance voulue par ce même de Gaulle. Même en possession de preuves, ils ne lui en donnent pas moins tort de s'être montré inflexible et, pour tout dire, « nationaliste », puisque, dans son esprit, est réputé l'être quiconque refuse pour son pays un statut de protectorat... Et encore s'agit-il ici de lignes écrites par un authentique résistant qui, entre 1940 et 1942, a risqué sa vie en France occupée. Imagine-t-on ce que pouvait être, à l'époque, le ressentiment des rescapés de la Collaboration qui, en 1944, avaient rêvé de voir les Etats-Unis succéder à l'Allemagne dans le rôle de bouclier contre le communisme ?

Mais Philippe Thyraud de Vosjoli va encore plus loin dans ses confessions. Il regrette, à tout prendre, que l'AMGOT n'ait pas été institué, car ainsi l'Amérique nous aurait appris la démocratie. La démocratie sous le

contrôle de l'« administration militaire d'un territoire occupé » ? Il écrit : « Jetant un regard en arrière, je me demande ce qui se serait passé si je n'avais pas fourni ces renseignements (sur l'AMGOT). De Gaulle aurait-il pris les mêmes dispositions à la Libération ? Et sinon, la France, sous influence américaine, aurait-elle pu devenir une vraie démocratie⁷ ? »

Résumons sa pensée, typique de beaucoup de libéraux : sans la tutelle américaine, la France ne sera jamais qu'un pays violent, livré à l'arbitraire et à la guerre civile. La preuve en est que de Gaulle, revenu au pouvoir en 1958, s'est entouré de « barbouzes » – autrement dit de services secrets parallèles – pour mener à bien sa politique, en particulier la lutte contre l'OAS, confiée, entre autres, à Jacques Foccart. Sous-titrées « L'antibarbouze », les Mémoires de « Lamia » ne sont pas seulement un brûlot dénonçant l'emprise présumée des services secrets soviétiques sur la V^e République naissante : ils se veulent une défense et illustration de la conception américaine du renseignement... exemplaire, comme il se doit ! Solennel comme tous les pseudo-Candide qui ne sont souvent que de faux naïfs, il n'hésite pas à écrire : « Assassinats, enlèvements et autres opérations subversives en France ou dans les pays amis^{*4} n'ont rien à voir avec le Renseignement. Un officier de renseignements utilise son intelligence et non des mitraillettes, des couteaux et autres instruments de mort. Il n'est pas nécessaire de recourir à la violence pour découvrir ce que d'autres pays essaient de cacher⁸. »

Est-ce en professant un tel catéchisme que Vosjoli a attiré l'attention d'Angleton ? A l'aube des années 1960, en tout cas, ce dernier est devenu son mentor. Mieux : son marionnettiste. Dès 1951, en effet, l'espion français, nommé cinq ans plus tôt directeur de cabinet du patron du SDECE, Henri Ribière, a été envoyé, à sa demande, à Washington comme représentant de sa direction. Un poste qui fait de lui, *de jure*, l'officier de liaison le plus élevé entre la CIA et le contre-espionnage français. Aussitôt, le « fantôme gris » l'a pris sous sa coupe, lui ouvrant ses dossiers, et comptant sur lui pour l'aider à débusquer les « ennemis de la liberté ». Les espions soviétiques, bien sûr et avant tout, mais aussi tous ceux qui s'avisent de contester le leadership des Etats-Unis sur le camp occidental. Ainsi cornaqué, Vosjoli va employer toute son énergie, en plein accord avec Pierre Boursicot et surtout le général Paul Grossin, les deux successeurs de Ribière à la tête du SDECE, à transformer celui-ci en annexe de la CIA⁹. Une mission qui, dès 1958, le place en porte-à-faux à l'égard de la politique

choisie par de Gaulle... Et que l'affaire algérienne va transformer en calvaire, tant Vosjoli est attaché au maintien du *statu quo* colonial.

Or, en 1961, Grossin est limogé par de Gaulle sur une double imputation : ses liens trop étroits avec les Etats-Unis et Allen Dulles en particulier, mais aussi le peu de zèle qu'il met à traquer l'OAS, dont il connaît la plupart des chefs, ce qui expliquerait la timidité du service Action à leur endroit et, du coup, le recours aux fameux « barbouzes » recrutés par Jacques Foccart et coordonnés par les députés gaullistes Pierre Lemarchand et Alexandre Sanguinetti... En quelques mois, le contre-espionnage français redevient du même coup ce qu'il n'aurait jamais dû cesser d'être : un instrument de défense des intérêts nationaux voué à une recherche d'informations « tous azimuts » (qualificatif bientôt accolé à la force de dissuasion) et non plus un bras armé de la CIA voué à ne s'intéresser qu'au seul bloc de l'Est.

Espionner l'Amérique, patrie de la Liberté ? C'est plus que n'en peut supporter Thyraud de Vosjoli. Début 1962, sa rupture avec la France est consommée. A la demande d'Angleton, l'officier du SDECE accepte de se rendre à Cuba – où il a ses habitudes depuis longtemps mais où sa qualité de francophone le rend moins suspect qu'un Anglo-Saxon – afin d'y recruter des agents anticastristes. C'est d'ailleurs grâce à ces réseaux que les Américains seront alertés, peu après, de l'arrivée dans l'île des missiles soviétiques qui donneront lieu à la crise que l'on sait. Félicité pour son efficacité par Angleton et John McCone, le nouveau directeur de la CIA, Vosjoli aurait dû se réjouir à son tour de l'attitude adoptée par de Gaulle, prompt, en cette occasion, à appuyer Kennedy. Mais c'est tout le contraire qui se produit. Il explique en effet que tous ses ennuis sont venus du succès de sa mission cubaine, celle-ci ayant, écrit-il, « amené de Gaulle à appuyer contre son gré les Etats-Unis »...

Dès lors qu'on souscrit à ce retournement dialectique, tout s'agence pour le mieux : si ses supérieurs lui demandent des précisions sur les réseaux cubains, c'est évidemment pour les transmettre aux Russes, qui, aussitôt, les révéleront à Fidel Castro, lequel s'empressera d'exterminer les dissidents ainsi identifiés ! Dans ses Mémoires, Vosjoli *alias* « Lamia » prétend aussi que l'un de ses supérieurs, le colonel Mercier (*alias* « Mareuil »), lui aurait demandé, au nom du général de Gaulle, de collecter pour le SDECE des renseignements... sur les Etats-Unis ! Et pas n'importe lesquels puisque, toujours selon lui, il se serait agi de rien de moins que de fournir à la France l'emplacement exact des silos nucléaires américains.

Réponse de l'agent français Thyraud de Vosjoli à son patron : « La France n'a nul besoin de cette sorte de renseignements. Cela ne peut être utile qu'aux Russes¹⁰ ! »

Incontestablement, James Jesus Angleton a marqué un point : il est parvenu à faire en sorte que le principal agent français en poste aux Etats-Unis devienne l'un de ses collaborateurs les plus zélés, refuse d'exécuter un ordre venu directement de l'Elysée et soupçonne, pour couronner le tout, sa hiérarchie d'être infiltrée par le KGB. Comment s'y est-il pris ? En mettant en contact Vosjoli avec un dissident soviétique du nom d'Anatoli Golitsyne, *alias* « Martel ». Passé à l'Ouest depuis 1961 et « débriefé » depuis plusieurs mois par la CIA, Golitsyne-Martel prétend que le cœur de l'espionnage soviétique en Europe se situe à Paris, qu'un mystérieux réseau « Saphir » a pris le pouvoir dans l'entourage direct du Général, que son chef a pour nom de code « Colombine », et que ce « Colombine » n'est autre que Jacques Foccart, l'homme de la Françafrique et des polices parallèles gaullistes... Bref, tout ce qu'exècre déjà Vosjoli.

Quelles preuves de l'existence de « Saphir » Golitsyne a-t-il donc fournies à Angleton ? Rien d'autre que sa « bonne foi ». Ou, en tout cas, rien que la CIA, cinquante ans après les faits, se soit décidé à faire connaître en déclassifiant tout ou partie du dossier. Cette discrétion est d'autant plus troublante que la centrale américaine ouvre régulièrement ses archives en vertu de la loi de 1966 sur la liberté de l'information (*Freedom of Information Act*, dit FOIA), dont le présent ouvrage bénéficie largement. Cette loi oblige en effet les services de renseignements américains à faire état de leurs documents quand un chercheur ou même un particulier les demandent, sauf, bien sûr, si la sécurité nationale est en jeu. Dans certains dossiers, cette exception peut devenir la règle, mais on ne peut cependant qu'être étonné de la qualité et de l'importance des documents consultables sans restriction. C'est ainsi, par exemple, que le contenu d'une partie non négligeable des conversations téléphoniques des présidents américains est disponible, dès qu'elles remontent à plus de vingt-cinq ans. Ceux qui s'intéressent à l'enquête sur l'assassinat de John Kennedy découvrent notamment l'existence d'un étrange dialogue entre le président Lyndon Johnson et le chef de FBI, Edgar Hoover, dans lequel ce dernier met en garde son interlocuteur contre le danger qu'il y aurait à faire de Lee Harvey Oswald un coupable unique. Cet échange téléphonique remonte au 23 novembre 1963, lendemain de l'attentat. Le 24, Oswald était à son tour assassiné...

L'auteur de ces lignes a pu lui-même se procurer sur le site internet de la CIA certains rapports ultra-secrets de l'époque sur l'état d'avancement du programme nucléaire français, dont celui, déjà mentionné, établi à partir des informations fournies au gouvernement américain par le général Gallois. On voit mal, dans ce contexte de « transparence » qui honore le gouvernement américain mais peut aussi, le cas échéant, servir ses intérêts, ce qui le retiendrait de déclassifier les preuves éventuelles transmises par Golitsyne sur la soi-disant « taupe » de l'Elysée. Si ces preuves avaient existé, n'est-il pas évident que, passé les vingt-cinq ans fatidiques, la Maison-Blanche se serait empressée de les jeter en pâture à l'opinion à l'occasion de la première crise franco-américaine venue ? Par exemple en 2003, quand George W. Bush n'avait de cesse de présenter Jacques Chirac, et à travers lui les Français, comme d'éternels traîtres à la cause alliée, au motif qu'ils refusaient de soutenir l'intervention américaine en Irak...

La vérité est qu'en prenant pour argent comptant ce que lui a dit – ou aurait dit – Golitsyne, Angleton a d'abord cherché à déstabiliser le fondateur de la V^e République. Et qu'il a attendu, pour raviver la plaie, que celui-ci soit confronté à la crise la plus profonde jamais traversée par la France depuis l'affaire algérienne : la révolte étudiante du printemps 1968 qui se soldera, l'année suivante, par la démission du Général.

De « Lamia » à Topaz, ou Hitchcock au service du « bien »

Pour parvenir à leurs fins, Angleton et la CIA ne se sont pas contentés de mobiliser leur agent Vosjoli, qui, dès 1963, a demandé l'asile politique aux Etats-Unis au prétexte que les « barbouzes » du Général mettaient désormais sa vie en danger. Ils ont, comme aux pires moments du maccarthysme, mobilisé Hollywood par le biais d'un de ses plus illustres représentants : Alfred Hitchcock.

En 1968, la carrière du grand réalisateur britannique passé, dans les années 1940, sous pavillon américain est sur le déclin. Depuis son *Marnie*, tourné en 1963, il n'a signé qu'un film (d'espionnage déjà), *Le Rideau déchiré*, en 1966. Malgré la présence à l'écran de Paul Newman et de Julie Andrews, les deux acteurs américains les mieux payés du moment, ce film a frôlé l'échec commercial. Et voici qu'à l'instant où il désespérait de trouver des financements pour un nouveau film, le ciel s'éclaircit. Un auteur à

succès vient lui proposer de mettre son dernier roman en images. Et la compagnie Universal, qui jusqu'alors ne mettait guère d'empressement à poursuivre sa collaboration avec Hitchcock, se dit prête à accueillir, quel qu'en soit le coût, un nouvel opus du maître.

L'auteur à succès n'est autre que Leon Uris, dont le roman le plus célèbre, *Exodus* (1958), a inspiré le film du même nom, réalisé en 1960 par Otto Preminger. Mais, en 1967, il en a publié un autre dont Universal a demandé à Hitchcock qu'il devienne le sujet de son prochain film : *Topaz*. Or *Topaz* n'est rien d'autre que l'épure romancée des Mémoires de Vosjoli. Une ébauche écrite presque sous sa dictée, et dans laquelle seuls les noms propres ont été changés. Pourquoi *Topaz* ? Parce que c'est le nom d'une pierre précieuse... comme « Saphir », le pseudo-réseau soviétique de l'Elysée.

Mais un roman à clé mettant en scène des Français pouvait-il intéresser le public américain ? Evidemment non. En France même, un seul journal en a fait mention : *Minute* – déjà ! –, que les services compétents de l'ambassade des Etats-Unis ont apparemment pris soin d'alerter... D'où, face à ce manque d'appétence, la décision de la CIA de monter en régime : d'abord par la publication, en 1968, de *Lamia*, signé par Vosjoli en personne et soutenu par la campagne de presse qu'on a dite ; ensuite en transposant le roman d'Uris en film d'espionnage réalisé par un géant du cinéma mondial !

Ce cadeau n'allait pas, cependant, sans une solide contrepartie. Pour la première fois de sa carrière, Hitchcock n'avait pas son mot à dire quant au scénario, supervisé par le trio Angleton-Vosjoli-Uris, soit deux agents secrets encadrant un romancier. Tout juste Sir Alfred eut-il l'autorisation d'y associer, pour la forme, Samuel Taylor, qui avait déjà signé les dialogues de *Vertigo*... Sorti aux Etats-Unis fin 1969, soit quelques mois après le départ du général de Gaulle, *Topaz* s'intitulera *L'Etai* sur les écrans français afin que nul ne puisse le confondre avec une énième adaptation de la pièce de Pagnol.

Dans ce film d'espionnage unique en son genre puisque inspiré et écrit par des espions, dont l'un n'est autre que le numéro deux de la CIA, le président de la République française ne s'appelle pas de Gaulle, mais Lacroix ; le transfuge soviétique n'est pas Golitsyne mais Kuzenov ; la taupe ne se nomme pas Foccart mais, à tout seigneur tout honneur, se voit incarnée par deux personnages : Henri Jarret (joué par Philippe Noiret), dont le profil rappelle celui de l'authentique agent soviétique Georges

Pâques, et Jacques Grandville (Michel Piccoli)... Pourquoi Grandville ? Qu'Angleton ait inspiré ce nom ou qu'il l'ait laissé passer sans relever la coïncidence, voilà qui dénote un esprit pour le moins tordu : nous avons vu, deux chapitres plus tôt, qu'un agent de ce nom existait bien, alors, dans la haute administration française. Mais que c'est au gouvernement des Etats-Unis qu'il transmettait ses informations ! Quant au héros, Philippe Thyraud de Vosjoli, il a pour nom dans le film André Devereaux et pour acteur Frederick Stafford, sosie australien de Sean Connery, qu'Universal avait tenté, en vain, d'embarquer dans l'aventure.

Le résultat n'a rien d'un chef-d'œuvre. « Tout le monde peut se tromper, même Alfred Hitchcock », ironise *Le Monde* quand le film sort, en mars 1970, dans les salles françaises. Mais, du point de vue de la propagande, quelle efficacité ! Quand l'un des patrons de la CIA joué par Frederick Forsythe lance à Devereaux-Vosjoli pour le convaincre de collaborer : « Il y a des moments où il faut choisir entre son gouvernement et sa conscience », peut-on mieux signifier que la « conscience » du monde a élu domicile à Washington tandis que le gouvernement français aurait plutôt son siège dans quelque région infernale de la banlieue de Moscou ? Même suggestion hautement subliminale à l'extrême fin du film, qui se clôt sur les images des Champs-Élysées au printemps. Détail : ce n'est pas une musique anodine qui accompagne la scène – par exemple un air d'accordéon comme dans tant de films américains ayant Paris pour décor –, mais un générique signé Maurice Jarre et évoquant irrésistiblement une marche militaire soviétique. Le même que celui joué pendant les premières minutes du film montrant des missiles nucléaires défilant sur la place Rouge !

Une scène, pourtant, manque dans *L'Étau*, qui n'aurait pas manqué d'éclairer le public sur le personnage de Vosjoli : le cambriolage de l'ambassade de France par James Angleton, sous la conduite de l'ex-espion français. Quelques semaines avant de rendre son tablier et de passer corps et biens du côté de la CIA, « Lamia » avait en effet organisé nuitamment plusieurs visites guidées permettant au « fantôme gris » et à son équipe de photographier les documents qu'ils souhaitaient, et notamment les codes de communication de la représentation française à Washington. De cela, Vosjoli ne s'est pas vanté, ni auprès de Leon Uris, ni *a fortiori* dans ses Mémoires. Mais c'est Angleton qui, grisé par ce rêve d'espion réalisé, s'en serait ouvert à son épouse et à ses proches. Relaté en 1991 par son

biographe Tom Mangold¹¹, dont la somme fait autorité, l'épisode n'a fait l'objet, depuis, d'aucun démenti^{*5}.

Quand L'Express sauve l'honneur de la presse française

Qui, en France, a cru au roman d'Uris, puis aux Mémoires de Vosjoli, ou même accordé quelque crédit au film à thèse d'Hitchcock, en dehors de *Minute* ? Heureusement pour la maturité de la presse française, pas grand monde, y compris parmi les journaux les plus opposés à de Gaulle.

Mais, au titre de l'intégrité journalistique, un titre mérite d'être cité pour son honnêteté, justement parce qu'il est, à l'époque, l'hebdomadaire le plus engagé dans l'antigaullisme et, partant, dans l'atlantisme militant : *L'Express*. Et, à *L'Express*, une femme en particulier, sa rédactrice en chef, Françoise Giroud. Par son hostilité globale à la V^e République et à son fondateur, mais en raison, aussi, des liens particuliers qui l'unissaient à son directeur, Jean-Jacques Servan-Schreiber, la journaliste avait toutes les raisons politiques et personnelles de tendre l'oreille à la petite musique de « Lamia ». Celui-ci n'explique-t-il pas, en effet, que parmi les raisons qui l'ont fait rompre avec son pays figure l'ordre insistant qui lui fut donné par son supérieur direct, le colonel Delseny, de surveiller les faits et gestes de JJSS quand il se rendait, plus fréquemment qu'à son tour, aux Etats-Unis ? De fait, un tel ordre ne paraît pas invraisemblable quand on connaît les soupçons qui pesaient alors sur le patron de *L'Express*, soupçons qui, on l'a vu, avaient gêné la CIA.

Vosjoli peut bien, dans son livre, protester de son amour pour la liberté de la presse et affirmer qu'il décida d'ignorer ces ordres – on le croit, cette fois, sans difficulté –, il en faut plus pour impressionner Françoise Giroud. Le 5 mai 1968, elle signe dans le numéro 881 de l'hebdomadaire qu'elle dirige une démolition en règle des pseudo-révélation de Vosjoli. Ce texte, à l'humour inimitable, le voici dans sa presque totalité. Un demi-siècle plus tard, à l'heure du tweet et de la rumeur érigés en droits fondamentaux, il devrait être étudié dans les écoles de journalisme.

Il n'y en avait qu'un ; voilà qu'ils sont deux. Deux agents du KGB, service d'espionnage soviétique, dans le haut personnel politique français. [...] Pourquoi ces agents opèrent-ils tranquillement ? Cela est

terrible à dire : parce que le général de Gaulle est négligent. Ce n'est pas qu'il ignore leur activité, non. C'est qu'il ne prend pas ces choses-là au sérieux. Il y a toujours eu, en effet, chez lui un côté badin pour tout ce qui concerne les affaires de l'Etat. Comment ne l'avions-nous pas remarqué ? [...]

Tout a commencé avec les révélations d'un M. Philippe Thyraud de Vosjoli, ancien agent secret français qui, d'évidence, ne l'est plus, puisque sa photographie orne largement les confidences qu'il a vendues au magazine américain *Life* et qu'a reproduites le *Sunday Times* avant de procéder à ses propres investigations. M. de Vosjoli a appartenu pendant plus de douze ans au SDECE, service de contre-espionnage chargé du renseignement à l'étranger. Il était basé à Washington. Il a démissionné en 1963 plutôt que d'accepter son rappel en France.

Depuis cette date, il a d'abord donné à un romancier, Leon Uris, l'occasion d'insinuer, dans une œuvre de fiction, que le cœur de l'espionnage soviétique en France battait à l'Elysée. Cette fois, il signe ce qu'il raconte. En bref, ceci : en 1962, John Kennedy aurait acheminé par des voies sûres jusqu'entre les mains du général de Gaulle une lettre confidentielle le prévenant qu'un haut fonctionnaire du KGB, désigné sous le nom de code de Martel, était passé à l'Ouest et en livrait de belles sur l'infiltration d'agents soviétiques en France [...].

Que ne savait-il pas, Martel ! Grâce à lui auraient été démasqués Vassal^{*6}, en Angleterre, Wennerström^{*7}, en Suède, Heinz Felfe^{*8}, en Allemagne, Dunlap^{*9}, aux Etats-Unis. En France, on arrêta, en août 1963, Georges Pâques, chef adjoint du service de presse à l'Otan... Etait-ce le Français ? Non. Seulement un parmi d'autres, assure Vosjoli. Le Français resta introuvable, intouchable, ou invulnérable.

A qui se demanderait pourquoi, le *Sunday Times* explique : parce que de Gaulle décida de l'ignorer ! Certes, il se montra prudent vis-à-vis de l'homme politique le plus suspect, qui participa cependant, malgré les avertissements de la CIA, au règlement de l'affaire algérienne. Prudent, on respire ! Prudent, mais négligent.

Si bien que les années passent et que le – ou les – Français continuerait de partager son temps entre ses fonctions ministérielles ou élyséennes et les petits papiers qu'il dépose dans le creux d'un arbre pour que le KGB vienne les y chercher. Peut-être n'existe-t-il que dans l'imagination de la CIA, qui en a fait d'autres en la matière ? Supposition stupide. Il doit bien évidemment y avoir un Français de

haut rang agent du KGB. Et un autre, agent de la CIA, comme il y a vraisemblablement un Américain bien placé agent du SDECE, et un autre, agent du KGB. Un ou plusieurs. Ou alors, c'est que l'on ne peut plus compter sur personne. Ajoutons les agents doubles de l'Intelligence Service, les espions israéliens, qui sont partout, et les Chinois. Les Chinois, contraints, par la nature des choses, de procéder par espions interposés, le type chinois interdisant de se faire passer pour natif de Brive-la-Gaillarde ou de Boston sans éveiller quelques soupçons.

D'ailleurs, tous les amateurs de récits d'espionnage savent à quoi s'en tenir : là où il y a secrets, il y a agents secrets. Et pour peu qu'il fréquente le cinématographe, un enfant de 12 ans saurait dire comment ils procèdent. Sans doute les espions professionnels n'ont-ils pas le temps de prendre les mêmes innocentes distractions. De sorte qu'ils sont tout surpris quand ils découvrent que Q 22 en était un autre, alors qu'ils suspectaient 007. En parleraient-ils à leur femme qu'elle le leur dirait tout de suite : « Celui-là, tu devrais te méfier !... » Mais non. Ils ne travaillent, ne vivent et ne meurent que dans le mystère.

Rompant avec cette tradition, M. de Vosjoli mange aujourd'hui le morceau qu'il connaît. Pourquoi aujourd'hui ? Il faudrait demander à un agent secret. Le premier venu doit avoir quelques idées là-dessus. En passant, Vosjoli indique qu'après avoir été félicité pour les renseignements qu'il sut obtenir à Cuba sur l'installation des missiles soviétiques, il fut sommé de livrer le nom de son informateur. Celui-ci fut arrêté par les Cubains, sacrifié, laisse-t-il entendre, à la politique étrangère du général de Gaulle.

M. de Vosjoli ne confirme pas, en revanche, ce que d'autres disent : que ses sympathies pour l'OAS lui auraient barré tout avenir au SDECE. Il a trouvé, semble-t-il, un avenir dans le négoce. Car pour vendre à des journaux de bonne réputation un récit d'espionnage dont les dernières pages sont absentes, il faut être fort. Ou utile.

C'est le sentiment désagréable que laisse, entre autres, cette affaire. Hélas ! on ne pratique pas l'hostilité systématique envers des pays étrangers sans être, fût-ce de cette déplaisante façon, payé de retour.

En une page, cette immense journaliste a tout vu, tout compris, tout dit. Mais, si elle a saisi l'essentiel, encore lui manque-t-il certains détails, ce qui ne fait qu'ajouter à sa clairvoyance. Or ces détails n'ont rien d'anecdotique puisqu'ils concernent non seulement la personnalité du transfuge

soviétique, Golitsyne, mais encore et surtout celle d'Angleton, qui en a fait son bétail pour ébranler la cohésion des services secrets français.

Golitsyne, faux transfuge ou vrai agent ?

Ce que la journaliste ignorait à l'époque et ce que nous connaissons maintenant, grâce au biographe d'Angleton, Tom Mangold, qui a pu consulter l'expertise psychiatrique de Golitsyne diligentée par la CIA, ce sont les doutes qui pesaient dès 1962 sur la santé mentale du dissident. Après avoir « commencé par révéler de vraies informations, raconte Rémi Kauffer dans son *Histoire mondiale des services secrets*, Golitsyne, pressé par le désir de briller aux yeux de ses débriefeurs, s'est aventuré à des déductions personnelles, voire, tout simplement, des affirmations gratuites. Classique chez un transfuge qui craint de perdre sa valeur s'il n'apporte pas sans arrêt des révélations croustillantes à ses nouveaux employeurs [un peu comme Vosjoli surenchérissant auprès de ses correspondants de la CIA sur les aspects décidément détestables du régime gaulliste], ce défaut aurait dû être pris en compte par James Angleton. Or il n'en a rien été, le patron du contre-espionnage de la CIA accompagnant Golitsyne dans ses fantasmes au point de paralyser l'action de l'Agence pendant presque une décennie¹² ».

Et quels fantasmes puisque, non content de mettre en cause le plus haut degré du gouvernement français, Golitsyne avait confié à Angleton qu'il était, en réalité, le fils du tsar Nicolas II, miraculeusement épargné lors de l'assassinat de la famille impériale, en juillet 1918, à Iekaterinbourg ! Voilà qui aurait dû alerter le numéro deux de la CIA comme l'avait été, à l'époque, le docteur John Gittinger, chargé de l'expertise psychiatrique de tous les « défecteurs » accueillis à Langley^{*10}. Interrogé vingt ans plus tard par Tom Mangold, il lui expliquera : « Dans mon esprit, il n'y avait aucun doute : l'homme était paranoïaque. Cliniquement, c'était un malade mental. » Non sans préciser qu'il tenait le même langage à tous les responsables de l'Agence qui lui demandaient son avis : « Attention, les gars, vous devriez faire très attention avec ce type, il va exagérer, amplifier la vérité, comme tous les paranoïaques mégalomanes. » Conclusion du même : « Pourtant, on a accepté tout ce qu'il a dit. Et cela demeure pour moi totalement incompréhensible¹³... »

Ou au contraire trop évident ? Avec Golitsyne, Angleton tenait l'homme idoine pour convaincre Kennedy que si la France s'obstinait à prendre ses

distances avec l'Otan, c'était qu'elle était infiltrée au plus niveau par le KGB. D'où la lettre que ce même Kennedy a effectivement écrite à de Gaulle pour le mettre en garde contre son entourage... Et à laquelle de Gaulle répondit certes sèchement, mais non sans envoyer à Washington une équipe du SDECE pour interroger Golitsyne, sous la direction du général de Rougemont, chef du 2^e bureau à l'état-major de la Défense nationale. Après trois entretiens avec le transfuge, Rougemont était revenu en France troublé et avait décidé, en bon professionnel, d'organiser une seconde série d'interrogatoires, menés cette fois en présence d'agents de la CIA. Où, poussé dans ses retranchements, Golitsyne avait révélé ses limites. Pis, ses lacunes. Dans la première série d'entretiens, il s'était contenté de donner des pistes. Dans la seconde, il n'avait pas été en mesure de livrer un seul nom. Motif invoqué pour sa défense : au KGB, il n'était qu'un « analyste ». Haut placé, certes, mais sans contact avec les sources qui, dit-il, le renseignaient. En dehors de Georges Pâques, ses « renseignements » n'aboutiront à l'arrestation d'aucun agent français.

Six ans avant d'avoir été révélée par Vosjoli au printemps 1968, l'affaire du réseau « Saphir » s'était donc achevée en queue de poisson. Sauf pour Golitsyne qui avait gagné le droit de s'installer aux Etats-Unis sous la protection de la CIA. Et pour Angleton qui avait allumé une bombe à retardement propre à créer une zizanie durable dans les services français, lesquels mettront des années à guérir du doute introduit dans leurs rangs par le « fantôme gris ».

De Washington, en revanche, les agents français chargés de se faire une religion sur Golitsyne étaient revenus avec des doutes sérieux sur la fiabilité d'Angleton. Certes, nul dans leurs rangs n'avait douté de sa francophobie. Mais sa réputation de maître espion, largement alimentée par ses exploits passés, impressionnait outre-Atlantique, SDECE compris. Cinquante ans après, qu'en reste-t-il ? Celle d'un anticommuniste tellement pathologique qu'il aurait fort bien pu être lui-même manipulé... par les Soviétiques ! Pendant des années, en effet, cet homme qui ne faisait confiance à personne – pas même à cet autre anticommuniste de légende qu'était le sénateur Joseph McCarthy, l'épurgateur du cinéma américain ! – avait fait une exception qui, manifestement, n'était guère judicieuse : jusqu'à ce que l'évidence s'impose et que l'intéressé prenne la fuite vers l'Union soviétique, son correspondant britannique le plus proche n'était autre que... Kim Philby, l'espion communiste du siècle^{*11} !

Est-ce pour faire oublier cette fâcheuse erreur de jugement qu'Angleton persévéra comme jamais dans sa chasse aux agents doubles et autres « taupes » qu'il croyait débusquer partout ? En 1974, les scandales liés à l'opération *Chaos* – une infiltration à grande échelle des mouvements hostiles à la guerre du Vietnam, et le fichage de quelque 300 000 citoyens américains – mettront fin à sa carrière, dont la seconde partie aura davantage consisté à désorganiser la CIA qu'à la renforcer...

Et Foccart ? Si, en dépit de son allure de chanoine, le personnage était loin d'être un saint, rien, hormis les accusations d'un ex-Soviétique pour le moins déséquilibré et l'« intime conviction » d'un agent de la CIA rencontré par son biographe Pierre Péan^{*12} n'a jamais apporté le moindre début de preuves...

Quant au portrait qu'en dresse Vosjoli, il est tellement archétypal qu'on dirait celui d'un « méchant » de dessin animé, obsédé par le crime et les coups tordus jusqu'à en devenir transparent. De son unique rencontre avec Foccart, en 1958, Philippe Thyraud de Vosjoli a tiré un récit qu'on a peine à croire, tant il correspond à l'image que la CIA cherchait alors à donner de la France : une semi-dictature où l'assassinat politique est la règle et qui, pour exécuter ses basses œuvres, s'appuie sur des malfrats. Ainsi, Foccart-Lucifer aurait paru surpris que la CIA ne possède pas de service Action et aurait lancé tout de go à Vosjoli : « Mais comment les Américains se débarrassent-ils des gens ? » A quoi l'autre aurait répondu : « L'assassinat politique n'est pas une pratique courante aux Etats-Unis. »

Insensible à cette leçon de morale qui en dit long sur le rapport entretenu par Vosjoli avec la vérité, Foccart serait néanmoins revenu à la charge : « Je voudrais savoir aussi s'il y a un moyen d'entrer en contact avec la mafia. Les services de quelques tueurs peuvent être utiles, parfois. » Et « Lamia » de conclure : « Je n'ai jamais revu Jacques Foccart ni ne lui ai écrit. J'avais compris que, pour ceux qui étaient au pouvoir, le renseignement avait été relégué au second plan. L'ère de l'assassinat politique avait, maintenant, commencé. »

En admettant même que ce sinistre tableau ait correspondu à la réalité, imagine-t-on le maniaque du secret qu'était incontestablement Foccart évoquant sans retenue d'aussi sombres projets devant un homme qu'il rencontrait pour la première fois ? La vérité est qu'en tentant de discréditer l'homme chargé, entre autres, de la lutte anti-OAS, Vosjoli servait du même coup les intérêts des réprouvés de l'Algérie française dont il était proche. Au point d'héberger chez lui, à plusieurs reprises, dans sa maison du Colorado, l'un de leurs plus illustres représentants : Jacques Soustelle, en

fuite depuis 1962 et auquel la CIA avait procuré un faux passeport au nom de... Jean Sénèque !

L'heure de Cohn-Bendit

En ce mois de mai 1968, pourtant, ce n'est pas la campagne antifrançaise lancée par la presse anglo-saxonne, *via* le transfuge Thyraud de Vosjoli, qui inquiète le plus le gouvernement de Georges Pompidou, mais, on s'en doute, l'agitation étudiante qui gagne le pays et, ceci expliquant cela, la fuite de capitaux qui s'amorce. Depuis plusieurs semaines, les heurts qui se multiplient entre étudiants et forces de l'ordre ont en effet convaincu les syndicats, et notamment la CGT, que s'ils ne voulaient pas se laisser déborder par leur base, le minimum était d'appeler à la grève générale. Le 13 mai, celle-ci est largement suivie. Le lendemain, le Premier ministre, seul aux commandes depuis que de Gaulle s'est envolé, le matin même, pour la Roumanie, dresse le bilan des nuits d'émeutes qui, les 10 et 11 mai, ont vu Paris se couvrir de barricades. Après avoir rendu hommage à l'Unef pour son sens des responsabilités qui a permis, pour l'instant, de marginaliser ceux qu'on commence à appeler les « casseurs », le voici qui, soudain, quitte son habituelle bonhomie et fait, depuis la tribune de l'Assemblée nationale, cette étrange déclaration : « Mais il n'y avait pas que les étudiants de l'Unef. Il y avait aussi ces anarchistes, qui ne devraient pas s'étonner que la société et l'Etat qu'ils prétendent détruire cherchent à se défendre. Il y avait encore, et ceci est plus grave, des individus déterminés, munis de moyens financiers importants, d'un matériel adapté au combat de rue, dépendant à l'évidence d'une organisation internationale dont je ne crois pas m'aventurer en pensant qu'elle vise non seulement à semer la subversion dans les pays occidentaux, mais à troubler Paris au moment même où notre capitale est devenue le rendez-vous de la paix en Extrême-Orient^{*13}. »

Intrigué par cette sortie qui ne ressemble guère à Pompidou, rétif, d'ordinaire, à toute dramatisation, Alain Peyrefitte, alors porte-parole du gouvernement, l'attrape par la manche pour avoir des éclaircissements. Réponse du Premier ministre : « Si je l'ai dit du haut de la tribune, c'est que j'ai des sources sûres. » Peyrefitte raconte : « Pompidou aime user de formules dont ses familiers devinent le sens. Il ne parle jamais ni des services spéciaux, ni des écoutes téléphoniques. Mais nous savons qu'il est attentif aux informations apportées par ces sources qu'il ne faut jamais

avouer... Quelques jours plus tard, j'apprends qu'on a la certitude de versements faits aux groupuscules révolutionnaires de Paris par l'ambassade de Chine à Berne, par la CIA et par Cuba, sans compter quelques soupçons motivés du côté d'Israël et de la Bulgarie. "Tandis que les possédants français font porter des valises de billets en Suisse, conclut mon informateur, d'autres valises en apportent autant à nos émeutiers. Un exemple de la circulation universelle du flouze¹⁴." »

Dans le quatrième tome de ses Mémoires, *Trois Républiques pour une France*, paru en 1993, Michel Debré confirme : « Sur cette ébullition a coulé l'argent de l'étranger, notamment chinois, destiné avant tout à faire pièce aux mouvements soutenus par les Russes. Il y avait aussi les constantes intrigues israéliennes habilement montées dans le but d'affaiblir le Général, condamné depuis la conférence de presse où il avait pris parti contre la politique d'Israël¹⁵. »

Dès 1968, les Américains ont été mis au courant des soupçons que nourrissait le gouvernement français sur l'aide apportée par la CIA à certains mouvements contestataires d'obédience trotskiste ou libertaire (hostiles, donc, à l'Union soviétique comme à la Chine), notamment le Mouvement du 22-Mars lancé par Daniel Cohn-Bendit. Le nouvel ambassadeur des Etats-Unis à Paris, Sargent Shriver, successeur de Charles Bohlen et beau-frère de John Kennedy, s'en est même ouvert à Johnson dans un télégramme en date du 11 juin 1968, aux termes duquel ces « allégations » (qu'il ne dément ni ne confirme) prenaient leur source dans l'entourage de Pompidou¹⁶.

Qu'en penser aujourd'hui ? D'abord qu'elles furent sans doute exagérées ; ensuite qu'elles s'expliquent par le contexte très particulier qui était celui de la France gaulliste, après dix ans de pouvoir sans partage du Général ; enfin qu'elles n'auraient pas pris tant d'ampleur sans certaines coïncidences avérées, venant aussitôt après la torpille envoyée au gouvernement français par la CIA à propos du prétendu réseau « Saphir »...

Exagérer l'influence extérieure, américaine en particulier, était assurément un moyen commode, pour les fidèles du Général, d'expliquer une crise que, pas plus que lui et pas davantage que ses contemporains, de droite ou de gauche, français ou étrangers, ils n'avaient vu venir. Rappelons que Mai 1968 fut un phénomène mondial qui n'épargna aucune région de l'hémisphère capitaliste, Etats-Unis compris – Etats-Unis surtout ! Voilà qui relativise la thèse d'une agitation dont Paris, qui s'embrasa d'ailleurs après les autres capitales, aurait été, en quelque sorte, le laboratoire...

Fréquemment cité, l'éditorial « La France s'ennuie », signé par Pierre Vianson-Ponté dans *Le Monde* du 15 mars 1968^{*14} – soit une semaine avant le célèbre 22 mars qui allait mettre le feu aux poudres^{*15} –, correspond bien au sentiment général qui prévalait à la veille des « événements », comme on disait alors. De cet aveuglement, les dirigeants gaullistes n'ont pas été exempts. Et la référence à des comploteurs étrangers est un classique du genre quand la réalité s'impose par surprise à des gouvernants en quête de boucs émissaires.

A leur décharge, la situation internationale de la France est spécialement complexe en cet an X du gaullisme. En recouvrant son indépendance et en défendant partout celle des autres, le Général est certes devenu l'adversaire numéro un des Américains et de ceux qui, en Europe, à commencer par l'Allemagne, considèrent qu'il n'est pas d'autre voie que de suivre Washington. Croit-on qu'il soit devenu pour autant l'ami des Soviétiques ? En vérité, il n'y a guère que l'attitude de De Gaulle envers les Etats-Unis que l'URSS regarde alors d'un bon œil. Les chefs du Kremlin se souviennent que, à Berlin comme à Cuba, l'homme du 18-Juin s'est montré le plus ferme des dirigeants occidentaux ; et ils ont vécu plus difficilement encore que la Maison-Blanche sa décision de reconnaître la Chine populaire, avec laquelle Moscou, depuis la grande rupture de 1962, restera pratiquement en état de guerre jusqu'en 1971, date de la chute de Lin Biao, l'idéologue de la Révolution culturelle. Surtout, le parti pris gaulliste de ne s'adresser qu'à la « nation russe » en ignorant le régime soviétique est presque devenu, à leurs yeux, un acte subversif, dès lors que c'est au nom de leurs indépendances nationales piétinées que, depuis 1956, les satellites de l'URSS commencent à se cabrer ! Quand, le 9 septembre 1968 (trois semaines après l'intervention des chars soviétiques à Prague), de Gaulle saluera l'« élan du peuple tchécoslovaque pour obtenir un début de libération » et lancera aux Russes qu'« il est trop tard pour qu'aucune idéologie, et notamment le communisme, l'emporte sur le sentiment national », l'affaire prendra, dans le bloc soviétique, une importance équivalente à celle qu'avait occupée le « Québec libre ! » dans le monde anglo-saxon.

Autant dire que si la France n'était pas seule à être confrontée à la révolte de la jeunesse, beaucoup de mains avaient intérêt à se mêler de nos affaires intérieures. Financés par l'argent russe, les Cubains soutiennent par principe quiconque s'oppose à l'interventionnisme américain dans le monde (et le mouvement de Mai cristallise aussi, quel qu'en soit le lieu, une

condamnation de la guerre du Vietnam) ; les Chinois alimentent leurs partisans, même ultra-minoritaires, dès lors que ceux-ci peuvent grignoter le monopole que les partis communistes prosoviétiques continuent d'exercer sur la gauche marxiste ; quant aux Israéliens, comment n'en voudraient-ils pas à de Gaulle depuis la leçon qu'il leur a publiquement dispensée l'année précédente ? Versant de l'huile sur le feu, la presse arabe, égyptienne en particulier, n'est pas tendre, au même moment, avec les émeutiers du Quartier latin, qu'elle accuse d'être manipulés par le Mossad pour déstabiliser le seul chef d'Etat occidental favorable à un règlement équitable du conflit israélo-palestinien...

Mais il y a aussi des faits précis qui, dans l'atmosphère obsidionale du printemps 1968, ont attiré l'attention des services de renseignements français. Ainsi de l'intérêt soutenu que l'ambassade des Etats-Unis a, d'emblée, manifesté pour Daniel Cohn-Bendit qui avait l'avantage à ses yeux d'être à la fois antisoviétique et antichinois. S'il est avéré que les services américains ont découvert son existence en même temps que l'opinion française¹⁷, ils n'ont pas moins tenté, immédiatement, de l'attirer dans leurs filets. Comme d'autres meneurs étudiants, de préférence anarchistes ou trotskistes, « Dany le Rouge », comme le surnommaient des médias manifestement peu au fait de son idéologie postmarxiste, fut l'invité régulier du centre culturel américain de la rue du Dragon, alors dirigé par James Rentschler, diplomate de son état, mais aussi correspondant régulier de la CIA.

Interrogé en 1998 par le journaliste Jean-Pierre Farkas, dans le cadre d'une compilation de ses reportages pour RTL sur le mouvement de Mai, l'ancien président du Conseil supérieur de l'audiovisuel Hervé Bourges rapporte cette confidence du « Rouquin » en juin 1968 : « Il semble que la CIA se soit intéressée à nous ces derniers temps : certains journaux et associations américaines, filiales et intermédiaires de la CIA, nous ont proposé des sommes importantes ; inutile de vous dire l'accueil que nous leur avons fait¹⁸... » On peut donc en inférer que cet accueil fut négatif. Il n'en reste pas moins que si Cohn-Bendit avait jugé utile d'en dire plus, il aurait coupé court à la méchante rumeur qui non seulement chez les gaullistes, mais aussi chez certains de ses anciens amis, ne cesse de courir depuis quarante ans sur ses liens privilégiés avec les Etats-Unis – rumeur confirmée, à leurs yeux, par ses votes de député européen, tous favorables à la politique étrangère américaine, en particulier lors de l'intervention américaine en Irak de 2003...

Seule chose certaine qui n'a pas manqué, à l'époque, d'intriguer les Renseignements généraux : c'est bel et bien à bord d'une DS appartenant à *Paris Match*, propriété du très américanophile Jean Prouvost, frappé d'indignité nationale à la Libération, que Cohn-Bendit, interdit de territoire français par un arrêté d'expulsion du 21 mai 1968, a pu s'exfiltrer d'Allemagne, le 28, pour participer à un meeting à la Sorbonne.

Pour l'écrivain Morgan Sportès, Prix Interallié 2001, qui côtoya Cohn-Bendit en 1968, cette proximité entre l'anarchiste franco-allemand et *Paris Match*, qui fit de lui, en l'espace de quelques semaines, une « star révolutionnaire », fut une révélation. Il écrit dans un article publié en janvier 2010 sur le site du Comité Valmy : « Reportage-photos sur Cohn-Bendit dans sa cuisine, se préparant un café ; ou faisant joujou avec les enfants de son frère ; ou bien, comble de l'ironie, cliché en double page le montrant en blouson, portant une valise de “bolchevique errant”, devant la porte de Brandebourg, avec en légende : “Et maintenant, il part prêcher l'anarchie dans toute l'Europe.” Cela, je le dis bien, dans *Match*, feuille de chou “gauchiste” s'il en est¹⁹ ! »

Cette complaisance n'est qu'un symbole parmi d'autres de l'ahurissante complicité de circonstance qui, au printemps 1968, s'est nouée entre les milieux les plus conservateurs et les activistes qui voulaient envoyer « de Gaulle à l'hospice ». Dans la même tribune, Sportès se souvient de ce que lui avaient raconté, alors, des militants « situationnistes » : « Lors de l'occupation de la Sorbonne, des gens “louches”, manifestement issus de l'OAS, leur avaient proposé des armes. Au cours d'une manif, un ancien mao se rappelle que des mains invisibles, par-derrière, distribuaient par centaines barres de fer et manches de pioche. Qui avait intérêt à mettre de l'huile sur le feu ? »

Pour Vincent Nouzille, qui a épluché les rapports de la CIA sur la situation française, mais aussi les dépêches quotidiennes envoyées à Washington par l'ambassade des Etats-Unis à Paris, aucun doute n'est possible : si les Américains sont inquiets de voir la France livrée au chaos, dont ils redoutent qu'il profite à la gauche de la gauche (comprendre : une gauche de Front populaire qui échapperait au contrôle de François Mitterrand), cette crainte est largement compensée par la satisfaction qu'ils éprouvent de voir de Gaulle en difficulté. Et cela les conduit à prendre leurs désirs pour des réalités, comme le démontre cette dépêche de l'ambassadeur Shriver, en date du 29 mai, jour où le Général disparaît, sans prévenir Pompidou, pour prendre le pouls de l'armée à Baden-Baden : qu'il ait fui

ou qu'il revienne, affirme-t-il, de Gaulle est « fini ». Ce qui donne, sous la plume du secrétaire d'Etat Dean Rusk, cette note adressée à Johnson : « Nos informations de ce matin indiquent que le général de Gaulle annoncera demain sa démission de son poste de président. La raison apparente de sa décision est sa profonde désillusion dans sa propre capacité à surmonter les difficultés présentes et à restaurer l'ordre social et politique ainsi qu'à recréer un large consensus en faveur de son leadership²⁰. »

Mauvaise pioche ! Le lendemain 30 mai, à 16 h 30, le Général s'adresse aux Français à la radio, annonce qu'il ne démissionnera pas, qu'il maintient Pompidou à son poste, et qu'il dissout immédiatement l'Assemblée nationale. Réminiscence de la voix sans visage qui, depuis Londres, rendait l'espoir à la France humiliée de 1940 ? Soulagement de voir le vide créé par sa « disparition » de la veille comblé par le retour fracassant d'un chef plus déterminé que jamais ? C'est l'électrochoc : dans la soirée, un million de Français remontent les Champs-Élysées pour dire non à la « chienlit ». Et, trois semaines plus tard, 280 députés gaullistes font leur entrée à l'Assemblée. La majorité absolue. Mieux qu'en 1958.

Certes, de Gaulle sera le premier à comprendre que ce raz de marée électoral, suscité par la « trouille », ne valait pas plébiscite à son endroit, comme le prouvera l'échec de son référendum d'avril 1969... Mais au moins était-il sorti la tête haute de cette tourmente sur laquelle une grande partie de l'élite politique américaine comptait pour le balayer.

^{*1}. Mort en 1987, Angleton n'eut pas le loisir d'entendre les excuses à la nation présentées en 1995 par le président Bill Clinton à propos de ces expériences clandestines... Soit vingt et un ans après que le *New York Times* en eut révélé pour la première fois l'existence, et sept ans après que la CIA y eut officiellement mis un terme.

^{*2}. « *The former chief of French Intelligence in the US. Reveals the fantastic story of Soviet espionage that penetrated de Gaulle's official family.* »

^{*3}. Jack Berry était aussi chargé d'assister aux conférences de presse du parti communiste, ce qui lui avait permis de constater combien le PCF, débordé par l'agitation gauchiste, était aussi désireux que le pouvoir gaulliste d'un retour à l'ordre.

^{*4}. Allusion, sans doute, à l'enlèvement, en Allemagne, du colonel Argoud, recherché par toutes les polices françaises pour ses activités à la tête de l'OAS et « livré », en février 1963, à la préfecture de police de Paris, ligoté dans le coffre d'une

voiture par les soins de « barbouzes » vraisemblablement commandités par Jacques Foccart.

[*5.](#) Outre le témoignage de l'épouse d'Angleton, Mangold cite celui de Clare Petty, l'un de ses anciens collaborateurs : « De Vosjoli restait dans l'ambassade après les heures de travail et faisait entrer Jim Angleton et toute son équipe. Une équipe de “serruriers” du FBI était également là au cas où il serait nécessaire d'ouvrir les coffres de l'ambassade. Ils ont utilisé des caméras Minox pour photographier des documents. Les cambrioleurs ont aussi emporté une grande quantité de bandes magnétiques et d'autres informations sur le chiffre français. » Les faits ont été confirmés par Sam Papich, l'agent de liaison entre le FBI et la CIA, dans l'ouvrage de Mark Riebling, *Wedge, The Secret War between the FBI and CIA*, Simon and Schuster, 1994.

[*6.](#) Assistant de l'attaché naval britannique à Moscou, John William Vassal fut arrêté en 1962 et condamné à dix-huit ans de prison pour intelligence avec une puissance étrangère.

[*7.](#) Attaché de l'Air à l'ambassade de Suède à Washington, Stig Wennerström fut arrêté en 1963 pour avoir transmis aux Soviétiques des documents sur l'aviation de l'Otan. Condamné à la prison à perpétuité, il en sortira dix ans plus tard et publiera ses Mémoires.

[*8.](#) Arrêté en 1961, l'Allemand Heinz Felfe était un ancien agent du SD (le service de renseignements de la SS), « récupéré » en 1945 par le MI6 britannique puis intégré au jeune contre-espionnage de la RFA par son chef, Reinhard Gehlen. Recruté par le KGB, contre lequel il était censé lutter, il passe pour le « Philby » allemand et a fini, comme lui, sa vie en Union soviétique, après avoir été échangé en 1969 contre 21 agents de la CIA arrêtés en RDA.

[*9.](#) Membre de la NSA, Jack Dunlap vendait des documents confidentiels aux Soviétiques. Confondu en 1963, il se suicida pour éviter d'être arrêté.

[*10.](#) Le quartier général de la CIA, près de Washington.

[*11.](#) Pour certains spécialistes de l'espionnage, dont Rémi Kauffer et Roger Faligot, le bilan final d'Angleton plaide pour une thèse qui ne pourra jamais être démontrée mais séduit par sa logique : et si le chef du contre-espionnage de la CIA avait été lui-même manipulé par Philby qui lui aurait occupé les mains en le persuadant de l'existence de « taupes » dont la traque, en mobilisant d'énormes moyens, détournait les services occidentaux de chercher dans sa propre direction ?

[*12.](#) Pour son livre *L'Homme de l'ombre* (Fayard, 1990), Pierre Péan a rencontré un ancien agent américain dont il ne révèle pas l'identité – sans doute l'ex-chef de poste de la CIA à Paris dans les années 1960, Locke Campbell – qui lui a dit son « intime conviction » que Golitsyne ne mentait pas sur Foccart. Ce dernier, insiste l'interlocuteur de Péan, était en effet très lié à un homme d'affaires d'origine

autrichienne, Franz Saar, ancien résistant naturalisé français sous le nom de François Demichel, qui, spécialisé dans l'import-export avec l'URSS, avait dans les années 1950 financé le RPF du général de Gaulle. Si Saar-Demichel a pu jouer, dans certaines circonstances, le rôle d'un agent d'influence dans le cadre de la « détente » voulue par le Général, aucun élément probant ne permet de faire de lui un « espion », encore moins une « taupe » puisque ses activités ne le rendaient détenteur d'aucun secret d'Etat.

[*13](#). Georges Pompidou fait allusion à la conférence de Paris sur la paix au Vietnam qui s'est ouverte le 10 mai 1968, à l'initiative de la France, et qui donne pour la première fois l'occasion à une délégation américaine d'entrer en contact avec des envoyés du gouvernement nord-vietnamien.

[*14](#). Si, *a posteriori*, l'article de Viansson-Ponté apparaît peu clairvoyant, il n'en souligne pas moins une réalité trop oubliée : la France fut l'une des dernières à prendre en marche le train de l'agitation. Son éditorial commence en effet par ces lignes : « La jeunesse s'ennuie. Les étudiants manifestent, bougent, se battent en Espagne, en Italie, en Belgique, en Algérie, au Japon, en Amérique, en Egypte, en Allemagne, en Pologne même. Ils ont l'impression qu'ils ont des conquêtes à entreprendre, une protestation à faire entendre, au moins un sentiment de l'absurde à opposer à l'absurdité. Les étudiants français se préoccupent de savoir si les filles de Nanterre et d'Antony pourront accéder librement aux chambres des garçons, conception malgré tout limitée des droits de l'homme. »

[*15](#). Le 22 mars, les étudiants de Nanterre, sous la direction de Daniel Cohn-Bendit, se constituent en mouvement du même nom et décrètent la grève qui aboutira, une semaine plus tard, à la fermeture de l'université, point de départ d'une agitation qui, dès lors, va se répandre dans toute la France.

11

La symphonie inachevée

Mornes fêtes de Noël ! Bien qu'en ce samedi 21 décembre 1968 les grands magasins parisiens aient débordé d'imagination pour décorer leurs vitrines, les ménages français se montrent inhabituellement économes. En hausse ininterrompue depuis dix ans, leur consommation a brusquement reculé dans les mois qui ont suivi les « événements de Mai ». Et, plutôt que d'accompagner leurs enfants au rayon des jouets, les parents ont préféré les enfermer devant la télévision pour suivre, en direct, l'événement de l'année : le lancement de la capsule Apollo 8 qui, pour la première fois, survolera la face cachée de la Lune d'où elle photographiera le premier « clair de terre »...

Installée à Paris, où, quelques mois plus tôt, elle encourageait les émeutiers du Quartier latin à « résister au fascisme », la journaliste et romancière américaine Mary McCarthy reçoit ce matin-là une lettre envoyée de New York par Hannah Arendt. L'immense philosophe, à laquelle décidément rien n'échappe, même si elle n'a pas remis les pieds en France depuis 1940^{*1}, dispense à son amie une étonnante leçon de choses. D'abord sur la pseudo-révolution qu'a cru soutenir Mary McCarthy, devenue à près de 60 ans une « groupie » de Daniel Cohn-Bendit : « Sans croire au danger du fascisme ou du communisme, je crois que la Loi et l'Ordre sont les dernières choses sur quoi compter... Nous allons vers une sorte de chaos, et plus grand est le pays, pire cela sera... » Ensuite et surtout sur la France du général de Gaulle, dont elle semble avoir saisi, infiniment mieux que son amie, les enjeux profonds : « Si les Français ne dépensent pas, c'est probablement parce qu'ils ont envoyé leur argent à l'étranger et qu'ils sont à sec. De Gaulle a pour opposants, me semble-t-il, les mêmes

gens, haute finance et classe moyenne, qui firent tomber le gouvernement Blum dans les années 1930, en spéculant contre le franc et en plaçant leur argent en Amérique latine (cette fois-ci en Allemagne, à ce qu'il paraît) dès qu'ils pouvaient mettre la main sur quelque chose. Le tout en réaction, probablement, non aux émeutes estudiantines mais aux idées grandioses de De Gaulle sur la participation des travailleurs dans les entreprises¹. »

Peut-on mieux dire ? Quatre décennies plus tard, le recul historique permet de confirmer de manière éclatante l'intuition d'Arendt. Contrairement à ce que le Général lui-même avait avancé, à chaud, pour expliquer la crise monétaire des derniers mois de l'année 1968, celle-ci n'a pas été provoquée seulement par la rencontre conjoncturelle de deux phénomènes : la baisse de la production industrielle liée aux grèves et les hausses de salaires (15 % en moyenne) permises par les accords de Grenelle du mois de juin. Elle trouve ses racines dans un vaste mouvement de spéculation contre le franc – et en faveur du mark – inspiré par la Réserve fédérale et les autorités américaines, match retour, en quelque sorte, du « hold-up » tenté par « Gaullfinger » sur les lingots de Fort Knox.

Sans le coup dur infligé à l'économie française par Mai 1968, les Américains n'auraient pu parvenir à leurs fins car le franc serait resté l'une des monnaies les plus fortes du monde ; grâce à ce trou d'air, ils peuvent enfin convaincre les investisseurs européens – et notamment français – de convertir leurs capitaux en marks. Donc de spéculer sur une dévaluation du franc. La Maison-Blanche ne cherche d'ailleurs même pas à s'en cacher. Le 20 novembre, Henry Fowler, secrétaire au Trésor des Etats-Unis, exige deux choses : une réévaluation du mark de 6,5 % et la levée du veto de la France à l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun, en échange de quoi Washington fera ce qu'il faut pour empêcher la monnaie française de rouler vers l'abîme ! Le jour même, de Gaulle réagit en fermant la Bourse de Paris et, le 23, il annonce contre toute attente que la monnaie ne sera pas amputée. « Ce serait, dit-il, une prime payée à ceux qui ont joué notre déclin. »

Le contrôle des changes est rétabli, une stricte limitation des exportations de devises est instaurée, de même qu'un train de mesures budgétaires visant à donner au Trésor les moyens de soutenir le franc. Pari gagné : quelques jours plus tard, les spéculateurs suspendent leurs attaques et le franc se rétablit. Mais, parmi les mesures arrêtées pour restaurer la confiance, certaines sonnent comme une provocation. Parmi elles, l'augmentation des droits de succession qui achève de braquer la bourgeoisie dont la capacité à composer avec le gaullisme a toujours été

proportionnelle aux profits qu'elle pouvait tirer de la prospérité. Surtout, à peine les rues de Paris repavées et les graffitis de la grande kermesse de mai effacés, de Gaulle est revenu à la charge avec son projet de participation, ce qui n'a pas manqué de déchaîner le CNPF, qui, le 19 novembre, au plus fort de la crise monétaire, a décoché la flèche du Parthe en dénonçant les « projets aberrants » du gouvernement.

Le 17 juillet, Maurice Couve de Murville, qui a remplacé Georges Pompidou à Matignon^{*2}, n'a-t-il pas annoncé qu'une vaste réforme régionale, bientôt soumise à référendum, offrirait le cadre requis pour mettre en œuvre cette participation trop longtemps repoussée ? Parmi les mesures prévues, l'une est spécialement mal perçue par le monde des notables : la suppression du Sénat, qui en est l'émanation, et sa fusion avec le Conseil économique et social, afin d'« associer les forces vives de la nation aux décisions qui les concernent »...

Mais, en dépit des nuages qui s'amoncellent et des indices annonçant que ce référendum sera vécu comme une aubaine par toutes les forces au travail, depuis onze ans, pour en finir avec lui, de Gaulle est étrangement optimiste. Non sur l'issue de la consultation elle-même, à propos de laquelle il n'a jamais nourri d'illusions^{*3}, mais sur la dernière chance qu'il voit poindre de consolider, de son vivant, la position internationale de la France. Une chance qui, pour la première fois depuis 1940, et en dépit des turbulences économiques et monétaires provoquées par le contentieux franco-américain, prend paradoxalement sa source aux Etats-Unis !

De Gaulle vote Nixon

Cette ultime occasion de repartir d'un bon pied entre les deux pays s'appelle Richard (« Dick ») Nixon, élu le 5 novembre 1968 trente-septième président des Etats-Unis et qui, deux mois plus tard, succédera à Lyndon Johnson. Le 20 septembre précédent, de Gaulle a frappé de stupeur le diplomate américain William Scranton qu'il recevait à l'Elysée en lui confiant : « J'ai des relations très amicales avec M. Nixon, que je tiens en très haute estime. S'il était élu président des Etats-Unis, je n'en serais pas fâché, bien au contraire². »

Rarissime chez un personnage réputé pour ne jamais quitter son « armure de glace », cet aveu en dit long sur l'espoir que le Général place dans ce nouveau président qu'il a rencontré pour la première fois aux Etats-Unis en avril 1960, alors qu'il était, depuis sept ans, le vice-président

d'Eisenhower. Dans ses *Mémoires d'espoir*, de Gaulle dit avoir immédiatement reconnu en lui l'« une de ces personnalités franches et fermes sur lesquelles on sent qu'on pourrait compter pour les grandes affaires s'il lui incombait, un jour, d'en répondre au premier rang³ ». Ce qu'il oublie de dire, en revanche, c'est qu'il suivait sa carrière depuis l'aube des années 1950, comme en témoigne cette confiance que Georges Pompidou, devenu président de la République, fit à ce même Nixon en décembre 1971, en marge du sommet économique des Açores : « Vous ai-je rapporté ce que le général de Gaulle m'avait dit, bien avant que vous ne fussiez même vice-président : “Un jour, Nixon sera président” ? » Et l'Américain avait répondu : « C'est que le Général avait plus confiance en moi que moi-même⁴ ! »

Dès son premier contact avec de Gaulle, Nixon avait été, quant à lui, littéralement transporté d'admiration pour celui qu'il décrira dans ses *Mémoires* comme l'« homme le plus clairvoyant de notre siècle ». Avant même de l'accueillir à Washington dans l'ombre d'Eisenhower, et tout en ignorant l'intérêt que, de loin, lui portait le Général, il avait pris le temps, contrairement à la plupart de ses contemporains américains, de lire les *Mémoires de guerre* qu'il plaçait au sommet de son panthéon littéraire personnel, à l'égal de *La Guerre des Gaules*. Une fois à la Maison-Blanche, Nixon demandera qu'on lui traduise *Le Fil de l'épée*, qu'il ne connaissait que de réputation, et en fera son livre de chevet. Surtout, il s'était aperçu que l'intérêt du fondateur de la V^e République pour l'histoire incluait celle des Etats-Unis, qu'il connaissait sur le bout des doigts, à l'égal de celle de l'Allemagne ou de la Grande-Bretagne. Interrogé en 1990 dans le cadre du colloque international organisé par l'Institut Charles-de-Gaulle lors du centenaire du Général, l'ancien président aura ce mot : « Bien qu'étant français et plus français que toute autre personne que je vis jamais, de Gaulle comprenait mieux la politique américaine que beaucoup d'hommes politiques américains⁵. » Alors qu'en avril 1960 Nixon se préparait à porter les couleurs du Parti républicain contre John Kennedy, de Gaulle lui avait ainsi donné ce conseil : « Il me paraît très important que vous fassiez campagne pour une nouvelle Amérique... Pour vous ce n'est pas facile, car vous faites partie de l'administration Eisenhower... Vous devez donc défendre sa politique, mais en même temps, j'ai le sentiment qu'actuellement les Américains désirent de nouvelles orientations. »

Sept mois plus tard, de fait, Nixon sera battu de justesse par Kennedy^{*4} avant d'échouer, en 1962, à se faire élire gouverneur de Californie. Mais

de Gaulle ne perd pas une occasion d'encourager le perdant à retenter sa chance, alors même qu'aux Etats-Unis, beaucoup le tiennent désormais pour un « loser ». Le 25 juillet 1963, ayant appris que l'ancien vice-président effectue un voyage privé en Europe en compagnie de sa femme et de ses deux filles, il l'invite à déjeuner, en famille, à l'Elysée pour lui renouveler son soutien. Seul un interprète est sollicité, comme si de Gaulle voulait conférer un caractère intime à la rencontre. Et que lui dit le Général ? « Mon intention n'est pas de m'immiscer dans la politique américaine, mais je pense que les Etats-Unis devraient envisager de reconnaître la Chine. » Nixon raconte :

A ce moment-là, j'étais opposé à la reconnaissance de la Chine, à cause bien entendu du soutien que Pékin avait fourni au régime de Pyongyang pendant la guerre de Corée. En outre, je considérais que la Chine faisait preuve d'une attitude agressive à notre égard et que nous ne pourrions reconnaître la République populaire tant que Pékin n'aurait pas modifié sa politique envers les Etats-Unis et envers les pays d'Asie. Après avoir écouté mes arguments, de Gaulle me répondit : « Il est préférable de reconnaître la Chine maintenant, alors que c'est un pays faible, plutôt que d'attendre le moment où, du fait de sa puissance, vous serez dans l'obligation de la reconnaître. » En fait, son raisonnement s'inscrivait dans une perspective à long terme. Tout en sachant qu'alors, sur le plan militaire, la Chine ne comptait guère, que ses forces nucléaires étaient peu importantes et qu'elle était un nain économique, il voyait bien qu'à l'avenir, vingt-cinq ans plus tard, la conjonction d'une population gigantesque et de ressources considérables en ferait une superpuissance militaire et économique. C'est pourquoi il pensait qu'il était important que les Etats-Unis – qui étaient, eux, à n'en pas douter, une superpuissance militaire et économique – reconsidèrent, en 1963, la question de la non-reconnaissance de Pékin. Ce fut le conseil qu'il me donna. Pendant ce voyage en Europe, j'ai également rencontré Adenauer, qui, assez curieusement, était exactement du même avis. La teneur des propos que j'avais échangés avec de Gaulle ne fut pas connue d'Adenauer et inversement, mais l'un et l'autre faisaient preuve de clairvoyance, ce qui est une des raisons pour lesquelles leur entente était aussi bonne⁶.

Le lendemain de ce déjeuner, Nixon confie à la presse : « Je ne suis pas de ces Américains qui considèrent le général de Gaulle comme l'un des "mauvais hommes" de l'Europe... Si nous ne sommes pas d'accord avec lui sur toutes les questions, nous ne devons cependant pas oublier que, tout comme nous, le général de Gaulle désire lui aussi la paix. Il est donc grand temps que nous essayions d'arriver avec lui à une solution commune des problèmes occidentaux. Ce n'est pas à nous de juger si le général de Gaulle a tort ou raison sur tel ou tel point relatif à l'avenir de l'Europe. En ce qui me concerne personnellement je suis particulièrement heureux de pouvoir entendre de sa propre bouche ce qu'il pense à ce sujet⁷. »

Trois mois plus tard, le 24 octobre 1963, le futur président des Etats-Unis est de nouveau en France, invité cette fois par l'American Club de Paris à donner son sentiment sur la politique étrangère américaine. Après avoir rencontré de Gaulle dans la matinée et entendu celui-ci réitérer son pronostic de le voir, un jour, entrer à la Maison-Blanche, il proclame l'après-midi même, devant l'ambassadeur des Etats-Unis Charles Bohlen installé au premier rang (et directement visé) : « Je ne suis pas de ceux qui croient qu'une fois que le général de Gaulle aura quitté le pouvoir nos problèmes avec l'Europe seront résolus ni de ceux qui croient que la France serait mieux gouvernée si quelqu'un d'autre était au pouvoir, parce que, de Gaulle parti, la France et l'Europe d'aujourd'hui resteront ce qu'elles sont, c'est-à-dire fondamentalement différentes de ce qu'elles étaient en 1947⁸. »

La France et l'Europe « resteront ce qu'elles sont » : comment ne pas voir dans l'emploi de cette formule typiquement essentialiste, si souvent employée par de Gaulle, une réminiscence de ce que Nixon avait entendu le matin ?

Quatre ans plus tard, résolu à se porter candidat à la présidentielle de 1968, « Dick » revient à Paris à l'occasion d'une grande tournée européenne qui, au printemps 1967, le mène jusqu'en Roumanie. Mais ses chances de sortir vainqueur de la primaire républicaine qui l'oppose au milliardaire Nelson Rockefeller sont jugées si minces par les médias américains que notre ambassadeur à Washington, Hervé Alphand, adresse un télégramme à de Gaulle pour lui déconseiller de le recevoir ! En marge du message, le Général inscrit simplement : « Je le recevrai donc », ce qui advient, le 8 juin, au palais de l'Élysée. Au menu, cette fois, non plus la Chine, mais le Vietnam. « Je pense, lui dit de Gaulle, que l'intérêt profond des Etats-Unis est de se dégager du Vietnam, mais le sentiment profond de

votre opinion est d'aller jusqu'au bout. C'est d'une grande difficulté pour les élections. » Nixon retiendra la leçon en promettant à la fois de reprendre l'offensive militaire sur le terrain et de tout faire pour sortir l'Amérique du borbier. Ni plus ni moins que la stratégie adoptée par de Gaulle en Algérie : ne plier bagage qu'après avoir repris le contrôle de la situation. Par choix politique et non sous la contrainte des armes...

Le 29 juillet 1967, sept semaines, donc, après avoir rencontré de Gaulle, Nixon va encore plus loin en traçant, devant le Bohemian Club de San Francisco, les perspectives à long terme d'une politique étrangère selon ses vœux. Partant de la situation en Asie du Sud-Est, il esquisse ce qu'aucun homme politique américain de premier plan n'avait osé envisager avant lui : un monde multipolaire où le modèle américain ne serait plus la référence suprême. « Il est temps pour nous de réaliser que, quelle que soit la considération que nous portons à notre système politique, la démocratie à l'américaine n'est pas nécessairement la meilleure forme de gouvernement pour les peuples d'Asie, d'Afrique ou d'Amérique latine, aux cultures et histoires entièrement différentes⁹. » On est loin de la doctrine Bush prétendant convertir les populations du Moyen-Orient à la démocratie selon Washington en les noyant sous un déluge de feu... Trois mois plus tard, il écrit à propos de la Chine dans la revue *Foreign Affairs* : « Dans l'avenir, nous ne pouvons simplement pas nous permettre de laisser pour toujours la Chine en dehors du concert des nations, position dans laquelle elle alimentera ses fantasmes, entretiendra ses haines et menacera ses voisins. Il n'est pas possible, sur cette petite planète, de laisser un milliard d'hommes dans une situation d'isolement forcené¹⁰. »

La revanche du mal-aimé

A partir de quels critères objectifs de Gaulle s'était-il forgé si tôt une opinion aussi positive de Nixon ? On ne peut exclure, naturellement, une part de calcul : dès lors que ses rapports avaient été exécrables avec Johnson, il était habile de sa part d'user de séduction auprès de son possible successeur, voire de flatter son ego pour mieux l'influencer une fois celui-ci entré à la Maison-Blanche. Mais cette explication a ses limites : quitte à être machiavélien, et au vu des informations qui étaient les siennes entre 1960 et 1968, années qui correspondent à la « traversée du désert » de l'ancien vice-président d'Eisenhower, il aurait été plus efficace pour le Général d'encourager d'autres candidats apparemment mieux placés que lui pour

succéder à Johnson. En particulier Robert Kennedy, assassiné cinq ans après son frère, le 5 juin 1968, alors qu'il était en bonne voie d'obtenir l'investiture démocrate et s'opposait, comme de Gaulle, à la guerre du Vietnam...

Ce qui est beaucoup plus vraisemblable – et qu'atteste l'intérêt que de Gaulle portait à la personnalité de Nixon depuis son entrée au Sénat en 1950 –, c'est que le Général avait très tôt décelé chez lui cette part foncière d'anticonformisme qui en ferait le président le plus inclassable du ^{xx}e siècle américain en même temps que le plus incompris de ses contemporains. Le plus susceptible donc, aux yeux de cet autre anticonformiste qu'était l'homme du 18-Juin, de casser la dialectique dominant/dominé imposée par Roosevelt à la faveur de l'effondrement français de 1940 et que Truman, Eisenhower, Kennedy et Johnson n'avaient pas cru devoir remettre en cause. Truman et Johnson par adhésion profonde aux principes du messianisme américain, Eisenhower, quoique rétif aux diktats du complexe militaro-industriel¹¹, par crainte de désorganiser la défense de son pays en pleine guerre froide, et Kennedy, on peut le penser, par manque de temps.

Plus encore qu'un incompris, Nixon fut d'ailleurs l'un des hommes politiques américains les moins aimés de l'opinion, avant de devenir le président « maudit » du Watergate, deux ans après sa réélection triomphale de 1972. Et ce, comme le montre bien Antoine Coppolani dans la monumentale biographie qu'il lui a consacrée en 2013, parce qu'il détonnait dans son propre camp.

Par quel miracle, alors, celui dont on moquait la mine renfrognée et la barbe trop noire lors de sa confrontation télévisée de septembre 1960 avec Kennedy, *play-boy* souriant que l'immense fortune familiale immunisait contre le soupçon de corruption, a-t-il pu entrer à la Maison-Blanche ? Grâce, sans doute, à la conscience fugitive qui, l'espace d'une campagne, s'imposa à une majorité d'Américains pour les convaincre que seul un personnage aussi atypique que lui pouvait les extirper du borbier vietnamien.

D'un milieu très simple, comme Truman, il est, contrairement à lui, un politique avide de culture, grand lecteur et musicien éclairé. Farouchement anticomuniste dans les années 1950 – mais qui ne l'était pas, alors, à commencer par de Gaulle, quand l'Armée rouge, disait-il, campait « à quelques étapes du Tour de France de la cathédrale de Strasbourg » ? –, il

n'est pas l'otage de ses amis et sait, après y avoir sacrifié, se libérer des névroses du maccarthysme.

S'il verse, parfois, dans ce qu'on taxe aujourd'hui de populisme – il déteste les « gauchistes de campus », ces fils de la bourgeoisie chez lesquels il croit déceler, à son endroit, un mépris de classe guère différent de celui du patricien Rockefeller qui pensait ne faire qu'une bouchée du fils d'épicier lors des primaires républicaines –, il se démarque du *mainstream* de la droite américaine en matière de protection sociale. Son refus de démanteler l'Etat-providence mais aussi ses réformes pour approfondir le système de sécurité sociale (*Medicare*) promis par Kennedy précipiteront sa rupture avec la frange la plus droitière du Parti républicain qui se reconnaîtra, à la fin des années 1970, en Ronald Reagan^{*5}.

Parce qu'il croit dans les vertus d'une puissance publique garante de l'intérêt général et supérieure en cela à la somme des intérêts privés – conviction que, semble-t-il, il a tirée de sa lecture de Hobbes –, Nixon se méfie des lobbies et – point commun fondamental avec de Gaulle – n'a que mépris pour les intrigues parlementaires qui entravent l'action de l'exécutif. D'où son rêve d'une présidence « impériale » respectant certes la séparation des pouvoirs, mais ôtant aux corps intermédiaires toute possibilité d'avoir le dernier mot quand la Maison-Blanche, détentrice suprême de la légitimité démocratique, a tranché...

Par-dessus tout, Nixon ne jure que par la politique étrangère. Et il estime, contrairement à ses prédécesseurs, que l'Amérique ne sera respectée que si elle commence par respecter les autres. Certes, cet *aggiornamento* n'ira pas, lui à la Maison-Blanche, jusqu'à rompre avec la traditionnelle politique du « gros bâton » en Amérique latine, considérée depuis le XIX^e siècle par Washington comme l'arrière-cour des Etats-Unis^{*6}. Mais, s'agissant de l'Europe, cela débouchera, comme l'avait justement pressenti de Gaulle, sur l'amorce d'une révolution copernicienne : plus question, proclame Nixon pendant sa campagne de 1968, de décider en lieu et place des Européens de ce qui est bon pour eux.

Roosevelt enfin démenti

Nul n'a mieux résumé ce tournant qu'Henry Kissinger, que Nixon a débauché des rangs démocrates pour en faire son principal conseiller en matière internationale, puis, de 1973 à 1974, son secrétaire d'Etat. Voici ce qu'écrit dans ses Souvenirs de la Maison-Blanche celui qu'on appelle

parfois le Clausewitz américain, moins en raison de ses origines allemandes que pour sa connaissance profonde du fondateur de la stratégie moderne :

Il n'était pas possible à de Gaulle d'accepter la conviction qu'avaient les Américains selon laquelle les Etats-nations appartenaient au passé. Le problème n'était pas qu'il souhaitait raviver en Europe les rivalités traditionnelles entre les nations, comme le prétendaient bon nombre de ses critiques américains, au contraire. Il affirmait passionnément que son but était l'unité de l'Europe, mais là où les « intégrationnistes » américains et européens tenaient absolument à ce que l'unité de l'Europe passe par une structure fédérale supranationale coiffant les nations, de Gaulle affirmait que l'identité de l'Europe et, finalement, son unité dépendaient de la vitalité et de la confiance en elles-mêmes des entités nationales européennes traditionnelles. Pour de Gaulle, les Etats étaient la seule source légitime de pouvoir ; eux seuls étaient capables de faire face à leurs engagements [...].

Lorsque de Gaulle rejeta la Grande-Bretagne du Marché commun en 1963, les attaques dont il fut l'objet à Washington prirent une forme carrément personnelle. Quand il se retira du commandement intégré de l'Otan, en 1966, ces attaques prirent un caractère vindicatif, et au cours des années 1960 notre politique européenne consista, en grande partie, à s'efforcer en vain d'isoler la France et de lui faire expier sa conduite – en vain, parce que certains pays européens approuvaient sa politique et que d'autres étaient trop faibles pour s'y opposer.

Comme je l'ai indiqué, je ne me suis jamais associé à la condamnation du général de Gaulle ; je pensais, à vrai dire, que notre politique européenne des années 1960 avait été en général mal conçue. J'avais l'impression que nous nous montrions extraordinairement insensibles aux problèmes psychologiques d'un pays comme la France qui s'était à grand-peine remise de deux guerres mondiales, avait connu l'humiliation en 1940 et qui en 1958, 1960 et 1962 avait frôlé la guerre civile. Le grand mérite de De Gaulle fut de redonner à la France confiance en elle-même. Il suffit de constater que, trois ans après la fin de la guerre d'Algérie (dont, pour la plupart des observateurs, les séquelles allaient affaiblir la France pendant des dizaines d'années), tout le monde se plaignait de voir la France mener une politique étrangère plus vigoureuse et plus hardie que celle qu'elle aurait dû mener en raison de ses possibilités réelles, pour voir qu'il avait réussi au-delà de toute espérance. J'étais persuadé que nous avions plus intérêt

à voir l'Europe chercher à jouer un rôle international, même s'il devait par moments s'affirmer un peu trop, que de la voir jouer un rôle passif et abdiquer ses responsabilités en s'en remettant aux décisions américaines¹².

Contrairement à Roosevelt, qui entendait profiter de l'effacement momentané de la France pour empêcher sa renaissance en tant que grande puissance et assimilait toute tentative de sa part pour retrouver son rang à une offense envers les Etats-Unis, Nixon et Kissinger comprennent qu'une France libre de ses mouvements est le meilleur allié possible des Etats-Unis en Europe... Bref, ils assignent enfin au mot « amitié » – pour autant que celui-ci ait un sens dans l'ordre de la politique internationale – une acception compatible avec le sens commun. Celle de relations d'où la sujétion est absente.

Ainsi donnent-ils raison à de Gaulle, qui, le 6 janvier 1963, déclarait à Alain Peyrefitte : « Les Américains ont toujours la tentation de s'appuyer sur ce qui est mou plutôt que de s'appuyer sur ce qui est ferme. Dans tous les pays sous-développés, ils ont la tentation de s'appuyer sur les planches pourries qui leur sont favorables – et d'autant plus favorables que ce sont eux qui les ont pourries –, plutôt que de s'appuyer sur des régimes durs, issus d'une véritable volonté populaire ; car ces régimes-là, ils les craignent. Pendant la guerre, ils s'appuyaient sur Pétain, ou sur Darlan, ou sur Giraud, contre de Gaulle qui incarnait la volonté de la nation. [...] Les Américains ne pourront jamais s'empêcher de favoriser au maximum la carrière d'un Jean Monnet, car ils reconnaissent en lui leur homme, et de s'opposer à de Gaulle, car ils sentent en lui un homme qui leur résiste. Pourtant, ils devraient comprendre que le meilleur allié des Etats-Unis, ce n'est pas celui qui s'aplatit devant eux, c'est celui qui sait leur dire non¹³. »

Un Américain à Paris

Avec Nixon et Kissinger, ils l'ont enfin compris – mais pour combien de temps ? Et c'est pourquoi de Gaulle réserve au nouveau président américain, entré en fonction le 20 janvier 1969, un accueil dont la chaleur n'a d'égal que celle qui entourait la visite d'Adenauer, à Reims et à Paris, en juillet 1962. A peine élu, en novembre 1968, Nixon a en effet indiqué que son vœu le plus cher serait de se rendre en France pour son premier déplacement à l'étranger. Et, pour donner plus de poids à sa demande, il ne

s'est pas contenté de la faire transiter par l'ambassadeur Shriver, mais il l'a fait appuyer en parallèle par l'ancien président Dwight Eisenhower, hospitalisé, qui vit ses derniers mois.

La réponse de De Gaulle ne se fait pas attendre : c'est « oui », plutôt deux fois qu'une. Quand le 28 février 1969, moins de six semaines après être entré à la Maison-Blanche, Nixon débarque à Orly, de Gaulle l'attend sur le tarmac, au bout du tapis rouge. « Il semblait dominer tout le monde, sans chapeau ni manteau, dans un froid glacial », racontera le président américain, auquel le Général adresse ce message de bienvenue à sa façon : « Vous voilà donc, Monsieur le président ! Comme vous avez bien fait de venir ! Je suis prêt à vous parler de tout ce que vous voudrez ! »

Du 28 février au 2 mars, les deux hommes ne s'en priveront pas, alignant presque dix heures d'entretiens en tête à tête – ce qui est exceptionnel dans le cadre d'une visite d'Etat – sans compter les échanges auxquels seront associés Maurice Couve de Murville et Henry Kissinger, ni bien sûr les déjeuners et dîners officiels...

Dès leur première conversation à l'Élysée, Nixon donne le ton en confiant à de Gaulle qu'il est venu « pendre son conseil » sur la « meilleure politique à suivre » vis-à-vis de l'Union soviétique. Le Général, dans la bouche duquel il avait entendu pour la première fois prononcer, en 1963, le mot de « détente », se lance alors dans un exposé que Nixon qualifiera plus tard de « stupéfiant ».

Il y a la Russie et il y a le communisme ; ce n'est pas nécessairement la même chose. Du communisme, nous n'en voulons pas, c'est clair. Du reste, je crois qu'il n'avance plus. Il n'avance pas en France, il ne le fait plus en Italie et pas du tout en Allemagne. Il me semble avoir fait son plein aussi en Pologne, en Hongrie, en Tchécoslovaquie et même en Russie. [...] Il y a donc la Russie, qui se trouve sous un régime communiste. Elle est quand même la Russie, c'est-à-dire un très grand pays avec beaucoup de ressources, d'orgueil, de la fierté et des ambitions nationales, qui ne sont pas nécessairement celles du communisme. Cela est un fait. C'est un pays qui a beaucoup souffert et qui est convaincu d'avoir gagné la guerre. Cela est d'ailleurs vrai, car c'est lui principalement qui a cassé les reins à l'armée allemande. Ce pays a de grandes ressources et beaucoup de ressort national ; il accomplit durement des progrès et il le sait.

Puis, de la Russie, le Général passe à la Chine, dont il sait combien sa montée en puissance a toujours inquiété Nixon. Si « gouverner c'est prévoir », selon le fameux adage prêté à Richelieu, ce devoir s'applique par essence à l'homme d'Etat.

Si par impossible, vous étiez à la place des dirigeants soviétiques, quel serait votre principal souci ? Ce serait la Chine, l'immense Chine, qui a des milliers de kilomètres de frontières communes avec la Russie, qui hait celle-ci, qui l'a toujours fait et qui la déteste maintenant autant que jamais et qui a aussi des grandes ambitions, presque toutes dirigées contre la Russie, vers la Mandchourie, la Sibérie, l'Asie centrale. Et la Russie le sait. Toute la manière dont, à présent, la Russie, avec un communisme qui n'avance plus, considère l'Occident, et notamment les Etats-Unis, est en fonction de sa situation, demain, avec la Chine. Elle sait, en effet, qu'elle peut avoir demain à faire face à celle-ci et à l'Occident, en particulier les Etats-Unis. Voilà pourquoi dans l'ensemble, avec des précautions, des avances et des reculs, la politique de la Russie consiste à se rapprocher de l'Occident et des Etats-Unis. Je ne veux pas dire par là, néanmoins, qu'elle puisse être avec vous en pleine confiance en toutes choses. Vous êtes son rival. Mais elle désire un arrangement, un *modus vivendi* avec vous, afin d'avoir la garantie, ou le sentiment d'une garantie, dans sa dispute croissante avec la Chine ; elle veut éviter de risquer d'avoir votre action dans le dos.

Conclusion de De Gaulle :

Quand vous direz aux Russes que vous êtes prêts à conclure avec eux des arrangements pratiques, par exemple sur le système antimissile, ils vous feront toutes sortes d'amabilités. Ils le désirent depuis longtemps, depuis Khrouchtchev. [...] Du moment que nous ne faisons pas la guerre, que vous n'avez pas l'intention de briser le mur de Berlin, il reste à faire la paix¹⁴.

Mais, insiste le Général, rassurer les Russes n'implique pas d'ignorer la Chine en la reléguant dans les « ténèbres extérieures ». Ce à quoi Nixon acquiesce en remarquant que les intérêts américains auraient été mieux servis si son prédécesseur Johnson s'était inspiré de l'exemple français de 1964, à savoir la reconnaissance de Mao par Paris.

Sur le Vietnam, l'accord est total et Nixon demande même à de Gaulle si la France accepte de jouer les intermédiaires entre les Etats-Unis et le gouvernement Viêt-cong dans le cadre des pourparlers de paix ouverts l'année précédente à Paris. Vient ensuite la question du Moyen-Orient à propos de laquelle le Général rappelle sa position : Israël s'est mis dans son tort en attaquant l'Egypte en 1967 ; qu'il quitte les positions conquises pendant la guerre des Six-Jours et la France pèsera de tout son poids auprès des Arabes pour qu'ils reconnaissent l'Etat juif, après quoi pourront débiter des négociations sur la fixation définitive des frontières. « On ne peut maintenir la situation actuelle, insiste de Gaulle, sinon les malheurs ne feront que croître. » Suit cet échange étonnant :

« Il y en a qui pensent, dit Nixon, qu'aucun président des Etats-Unis ne peut prendre une décision quelconque au sujet d'Israël sans tenir compte du vote juif. Ce n'est pas mon cas.

— Je le sais », répond de Gaulle.

Et l'autre d'insister : « Les décisions que je prendrai au sujet du Moyen-Orient ne seront pas fondées sur des questions de politique intérieure. »

La dissuasion française enfin légitimée

Reste le sujet épineux par excellence, à l'origine de tous les conflits franco-américains depuis la fondation de la V^e République : la force de frappe nationale et, *a fortiori*, sa doctrine d'emploi « tous azimuts ». Si, sur les autres sujets, de Gaulle n'a pas été complètement surpris de voir Nixon rejoindre ses vues, il l'est franchement, cette fois, de l'entendre non seulement approuver le choix de la France, mais insister sur son « utilité » pour la sécurité du monde : « J'ai des vues différentes, lui dit-il, de celles exprimées par certains auparavant. Je crois en effet qu'il est bon que les Etats-Unis aient à leur côté une autre puissance comme la France, qui détienne une capacité nucléaire. Et il n'est pas bon pour les pays non communistes que les Etats-Unis soient le seul pays à détenir des armes stratégiques. Pour l'avenir, si la coopération européenne devait se développer, il serait utile qu'elle fût fondée sur la position française¹⁵. »

Six ans après l'échec du plan Fouchet, rejeté sous la pression des Etats-Unis, voici qu'un président américain se rallie non seulement à l'idée d'une Europe indépendante, mais aussi d'une Europe sous leadership français ! En ce début de 1969, tandis que les Français, fatigués de la « politique de grandeur », s'éloignent inexorablement de De Gaulle, l'ironie n'est pas

mince de voir le grand dessein du Général reconnu par ceux-là mêmes qui ont consacré tant d'énergie à le combattre ! A entendre Nixon, la bombe atomique n'est pas qu'un instrument légitime de l'indépendance française. Elle est utile à la paix du monde car elle participe à l'équilibre des forces sans lequel les adeptes de Clausewitz que sont Nixon et Kissinger ne croient pas à un ordre international durable.

On comprend, dans ces conditions, l'incroyable échange d'amabilités entre les deux présidents, en marge de leurs discussions. Au dîner officiel offert en son honneur à l'Elysée, Nixon a présenté de Gaulle comme un « géant de l'histoire » sans lequel la France n'aurait jamais retrouvé la place éminente qui lui revient ; en regard, celui-ci a fait le geste inédit de se rendre à la soirée de gala offerte par le président américain à l'ambassade des Etats-Unis puis, le 2 mars, celui de le raccompagner à Orly, ce qui n'était nullement prévu par le protocole. En le quittant, il lui a dit : « Comme j'apprends à mieux vous connaître – et grâce à cette visite, vous m'en avez donné l'occasion que je considère historique –, j'apprécie davantage l'homme d'Etat et l'homme que vous êtes. » Le 4 mars, André Fontaine pourra résumer dans *Le Monde* :

M. Nixon a tout fait pour développer ce climat favorable [par] son refus délibéré de se mêler des querelles intra-européennes et la netteté avec laquelle il a reconnu à la France le droit de concevoir sa défense et sa diplomatie comme elle l'entend. [...] C'est là, par rapport à de fréquentes pratiques du passé, une innovation à laquelle un homme aussi attaché que le général de Gaulle à l'indépendance nationale ne pouvait être évidemment que sensible. De même, les éloges abondamment distribués par le nouveau président au « géant » qui se trouve à la tête de la France devaient être une douce musique aux oreilles d'un chef d'Etat que nombre de journaux d'outre-Atlantique ont décrit au cours de ces derniers mois sous les couleurs les plus sombres, son intelligence et sa bonne foi étant couramment mises en doute. [...]

Mais il faut compter aussi avec la personnalité de M. Nixon, très différente de l'image qui s'était répandue dans les années de guerre froide. Tous ceux qui l'ont approché ont apprécié sa courtoisie, son calme, sa connaissance des affaires dont il parlait, son aptitude à écouter. Sa bonne humeur est si constante qu'on est tenté de l'attribuer non à l'affectation mais à une santé peu commune et au plaisir qu'il éprouve, visiblement, à l'accomplissement de sa tâche. Le contraste

avec M. Johnson, qui paraissait, au contraire, accablé par sa charge, est éclatant [...].

La simplicité de son comportement, une modestie rare à ces hauteurs et qui n'interdit pas la fermeté du propos, une attention extrême à ne pas se contenter de paroles creuses, même en parlant de généralités, tous ces traits en valent bien d'autres. Ils ont certainement contribué largement à transformer le préjugé favorable dont le président des Etats-Unis jouissait à l'Elysée en une sincère bienveillance. On a un peu l'impression que le général de Gaulle a enfin trouvé l'interlocuteur américain qu'il souhaitait depuis longtemps¹⁶.

Un interlocuteur, assurément, mais *quid* des Américains eux-mêmes ? Le 4 mars, Nixon, rentré à Washington, doit affronter les questions des journalistes, littéralement abasourdis du changement de climat constaté à Paris et, pour les plus conservateurs, moyennement satisfaits que le président se soit livré à de tels dithyrambes sur l'homme qui, deux ans plus tôt, avait claqué la porte du commandement intégré de l'Otan. Il répond à l'un d'eux : « Après tout, que l'on soit d'accord ou non avec lui, il est le géant parmi les dirigeants de l'Europe, pas seulement par sa taille physique, mais par son passé et sa grande influence. Je pense qu'il mérite les mots que j'ai employés pour lui. » Et d'ajouter, s'agissant de l'Otan : « Le général de Gaulle croit que l'Europe devrait avoir sa propre position indépendante. Et, franchement, je le crois aussi. Je pense que le temps est passé où cela servait nos intérêts que les Etats-Unis soient le partenaire dominant dans une alliance¹⁷. »

Moins d'un mois plus tard, Nixon mettra ses actes en accord avec ces principes. Retrouvant de Gaulle en tête à tête, le 31 mars, à l'issue des obsèques d'Eisenhower, il lui confirme que si la France souhaite conclure des accords de coopération nucléaire avec les Etats-Unis^{*7}, il ne pose plus comme préalable qu'elle réintègre les structures intégrées de l'Otan ! Mieux : Henry Kissinger recommande une totale discrétion sur ce point à l'égard des Britanniques, qui commencent à craindre pour leur statut d'allié privilégié de Washington !

De cette ultime rencontre, Kissinger a gardé un souvenir indélébile, comme en témoigne, dans ses Mémoires, le portrait du seul homme qui, de son propre aveu, l'ait jamais intimidé : « Il exsudait l'autorité. Sa présence était telle, à la réception offerte par Nixon, qu'il fut le point de mire de toute l'assistance. D'autres chefs de gouvernement et de nombreux sénateurs qui

proclamaient généralement leur antipathie pour les généraux autoritaires se pressaient autour de lui et le regardaient comme une bête curieuse. On avait l'impression que s'il se dirigeait vers une fenêtre, le centre de la pièce se déplacerait et tout le monde basculerait dans le jardin¹⁸. »

En ce printemps 1969, décidément, les lignes ont bougé comme jamais depuis trois décennies. Mais, le 27 avril, la foudre tombe : désavoué par 53 % des électeurs français, l'homme du 18-Juin quitte l'Elysée. Nixon est le premier chef d'Etat à lui adresser un message pour lui dire combien il le regrettera, et surtout pour maintenir l'invitation qu'il lui avait faite de se rendre, en 1970, aux Etats-Unis. De cette lettre, une seule phrase est connue : « Pour le dire tout net, dans cet âge de dirigeants médiocres dans la plupart des régions du globe, l'esprit de l'Amérique a besoin de votre présence¹⁹. » Mais, à lire la réponse que lui fait de Gaulle dès le 5 mai, on devine que l'ensemble du message était à l'avenant :

Cher Monsieur le Président,

Votre noble message officiel et votre émouvante lettre personnelle m'ont profondément touché. Cela, non point seulement en raison de votre haute qualité de président des Etats-Unis, mais aussi parce que c'est vous, Richard Nixon, qui me les avez adressés et que j'ai pour vous, en connaissance de cause, une estime, une confiance et une amitié aussi grandes et sincères que possible.

En attendant d'avoir un jour, peut-être, l'occasion et l'honneur de vous revoir, je vous exprime du fond du cœur tous mes meilleurs vœux dans l'accomplissement de votre immense tâche nationale et internationale. Pour Mme Nixon, s'il vous plaît de les lui transmettre, mes hommages les plus respectueux, auxquels ma femme joint son meilleur souvenir. Pour vous, cher Monsieur le Président, l'assurance de mes sentiments d'amitié fidèle et dévouée.

Charles de Gaulle²⁰.

A la Maison-Blanche, Henry Kissinger n'est pas moins déçu que Nixon. Tandis que les diplomates américains, formés au moule ancien, applaudissent discrètement à l'élimination du gêneur, le conseiller spécial du président adresse à celui-ci une synthèse dans laquelle il redoute un affaiblissement de la position française. Le successeur de De Gaulle, écrit-il, n'aura pas « son immense prestige » et peinera, de ce fait, à se tenir

comme lui « au-dessus des partis en bénéficiant d'appuis de droite comme de gauche ». Qui aurait bien pu imaginer, ne serait-ce qu'un an plus tôt, un tel changement de pied dans la manière d'appréhender la France, celle-là même que la CIA avait jusqu'alors pour mission de pousser dans les bras d'un Pinay, d'un Defferre ou d'un Lecanuet, tous nostalgiques du régime d'Assemblée et adeptes déclarés d'un retour accéléré dans l'Otan ?

L'avenir démontrera que Kissinger était pessimiste à court terme : Georges Pompidou, sur lequel la droite antigaulle et proaméricaine comptait pour s'éloigner progressivement de la route tracée par le Général, tiendra globalement le cap fixé par le fondateur de la V^e République, Nixon retrouvant, de ce fait, un partenaire bien décidé à ne pas compromettre le nouveau départ entrevu lors de sa mémorable visite parisienne... Mais, en 1974, le rêve passera définitivement : en l'espace de quelques mois, la mort de Pompidou (2 avril) et la démission forcée de Nixon (8 août) remettront brusquement à zéro les compteurs de l'amitié franco-américaine. Et même la feront lentement régresser vers cette configuration originelle qu'aux yeux de l'« Etat profond » américain elle n'aurait jamais dû abandonner : celle d'un « partenariat » au sein duquel l'associé minoritaire n'a d'autre choix que d'accepter l'*imperium* de l'actionnaire majoritaire...

*1. Réfugiée en France après la prise du pouvoir par Hitler, la philosophe allemande a vécu à Paris de 1933 à 1940 avant de gagner les Etats-Unis où elle s'est définitivement installée.

*2. Le 1^{er} juillet 1968, lendemain des législatives, Pompidou a présenté, comme il est d'usage, sa démission au président de la République, qui l'a acceptée. Réélu député du Cantal (ce qu'il était depuis 1967, mais sans avoir jamais siégé), il se tient désormais « en réserve de la République ».

*3. Annoncé dès le 24 mai 1968, le référendum sur la participation avait d'abord été conçu par de Gaulle comme un moyen de résoudre la crise étudiante. Puis, devant l'ampleur de la contestation, il l'avait repoussé jusqu'à ce que le retour à l'ordre permette de l'organiser. Dès cette époque, pourtant, beaucoup de proches du Général avaient perçu dans cette volonté de retremper sa légitimité dans la volonté populaire à un moment aussi crucial, et pour tout dire aussi défavorable, un désir de quitter la scène « par le haut ». Ce qui adviendra, de fait, en avril 1969. Après sa mort, Malraux avait même évoqué un « référendum suicide », thèse que certains « pompidoliens » contesteront de crainte qu'elle n'affaiblisse celle d'une continuité absolue entre l'homme du 18-Juin et son successeur. Le doute sera définitivement levé quand

Michel Debré révélera dans ses *Entretiens avec le général de Gaulle* (Albin Michel, 1994) ce que ce dernier lui avait dit, en tête à tête, le 26 mai 1968 : « Je ne souhaite pas que ce référendum réussisse. La France et le monde sont dans une situation où il n'y a plus rien à faire et, en face des appétits, des aspirations, en face du fait que toutes les sociétés se contestent elles-mêmes, rien ne peut être fait... Je n'ai plus rien à faire là-dedans, donc, il faut que je m'en aille. Et, pour m'en aller, je n'ai pas d'autre formule que de faire le peuple français juge de son destin. » Debré ajoute : « Ce qui paraît le frapper le plus, c'est le fait que les sociétés se contestent elles-mêmes et n'acceptent plus de règles, qu'il s'agisse de l'Eglise ou de l'université, et qu'il subsiste uniquement le monde des affaires, dans la mesure où [il] permet de gagner de l'argent. Mais sinon, il n'y a plus rien. »

*4. Convaincu que Kennedy avait triché, Nixon, qui, dit-on, en détenait les preuves, s'abstint cependant de contester le résultat des élections. Ecoutant, pour une fois, ses « communicants », il estima en effet que l'inconvénient de passer son tour était moindre que celui d'être désigné comme un « mauvais perdant ».

*5. En 1971, alors que la bataille pour la réélection de Nixon battait son plein, William Buckley et James Burnham, les deux maîtres à penser de ce qu'on nommerait, à partir des années Reagan, le « néoconservatisme » américain, appelèrent à ne plus soutenir Richard Nixon dont la politique intérieure, accusaient-ils, n'avait plus rien à voir avec ce que pouvait attendre l'électorat républicain. En cause, notamment : l'augmentation assumée des dépenses sociales qui, pour la première – et seule – fois de l'histoire des Etats-Unis, avait dépassé en volume les dépenses militaires. Juste avant d'être emporté dans le maelström du Watergate, Nixon, lâché par une frange importante de sa majorité, était en passe de conclure un accord avec une partie des démocrates, emmenés par Ted Kennedy, pour imposer au Congrès une réforme révolutionnaire de la protection sociale. Celle-ci aurait imposé à chaque employeur de contribuer à la couverture sociale de ses salariés. Une hardiesse qui, en 2009, fit écrire au Prix Nobel d'économie Paul Krugman, engagé à la gauche de la gauche du Parti démocrate au nom de la lutte contre les inégalités, que Nixon lui « manquait » et que son projet avorté de 1974 était meilleur que celui de Barack Obama pour lequel il avait voté (« Missing Richard Nixon », *New York Times*, 30 août 2009). Nixon, résume son dernier biographe, Antoine Coppolani, fut, en matière sociale, le « dernier rempart avant le tournant reaganien des années 1980 ».

*6. C'est sous le second mandat de Richard Nixon que fut préparé par la CIA et un groupe de conseillers militaires américains le coup d'Etat chilien du général Pinochet qui, le 11 septembre 1973, devait renverser le président régulièrement élu, Salvador Allende.

*7. Bien que la France ait réussi sans l'aide américaine – et pour cause ! – à mettre au point sa bombe H, elle manque encore cruellement d'ordinateurs puissants, conformément à l'interdiction faite par l'administration Johnson de vendre des calculateurs *made in USA* à la France.

12

Pompidou, l'héritier qu'on n'attendait pas

Les archives américaines aujourd'hui déclassifiées le démontrent amplement : le tropisme français de Nixon et de Kissinger n'eut guère d'influence sur l'« Etat profond » américain – le fameux complexe militaro-industriel jadis dénoncé par Eisenhower et dont le Département d'Etat et la CIA reflètent ordinairement les intérêts. Selon la définition qu'en donne l'inventeur du concept, l'universitaire canadien Peter Dale Scott, professeur à Berkeley, celui-ci « n'est ni une institution formelle ni une équipe secrète, mais plutôt un cercle de contacts de haut niveau, souvent personnels, où le pouvoir politique est susceptible d'être dirigé par des gens très riches dont la plupart se connaît un minimum sans nécessairement avoir toujours les mêmes intérêts ». Leur influence débouche sur ce qu'il nomme la « politique profonde » qui elle-même peut déclencher des événements « inattendus ou inexplicables comme l'assassinat du Président Kennedy ou le Watergate¹ ».

De Gaulle écarté de la scène mondiale, la priorité des priorités pour les tenants de cet « Etat profond », mais aussi pour la Réserve fédérale, plus que jamais décidée à garantir structurellement le monopole du dollar, consiste donc à revenir aux fondamentaux de la politique américaine, quelque peu bousculés par la courte mais spectaculaire idylle esquissée entre Washington et Paris.

Il n'est, pour le constater, que de prendre connaissance des échanges intervenus entre ses « décideurs » traditionnels au lendemain de la démission du Général. A lire leurs télégrammes et autres mémorandums,

tout se passe comme si Nixon n'était jamais venu à Paris ni n'avait promis de reconsidérer le lien de subordination instauré à partir de 1945 entre l'Europe et les Etats-Unis ! Dans son étude, déjà citée, *Les Dossiers de la CIA sur la France*, Vincent Nouzille résume en trois mots la teneur de la circulaire envoyée le 27 avril 1969 aux diplomates américains en poste à Paris par le secrétaire d'Etat américain William Rogers, nettement moins « gaulliste » que son président : « Cachez votre satisfaction ! » La démission du Général, écrit Rogers, « ne doit pas – je répète – être l'occasion d'exprimer une satisfaction ou un soulagement ». Seule concession à la doctrine Nixon : une vague recommandation à ne pas oublier les « immenses services que de Gaulle a rendus à la France et à l'ensemble du monde libre² ».

Dans un mémorandum adressé le 29 avril à Nixon, le secrétaire d'Etat « assistant » aux Affaires européennes, Martin Hillenbrand, se réjouit lui ouvertement de la situation, preuve s'il en est que le nouveau logiciel international inauguré par le président américain est loin d'avoir été assimilé : « La perspective à long terme est un changement graduel de la politique étrangère française, tant dans les concepts que dans l'approche. La notion d'indépendance totale comme une vertu ou une fin en soi sera progressivement dégonflée de son emphase³. »

Pour en finir avec l'« emphase » de l'indépendance, rien de mieux donc qu'un atlantiste de bonne facture, tant il est vrai, ajoute Hillenbrand, que « le changement serait certainement plus lent en cas d'élection d'un gaulliste classique comme Pompidou⁴ ».

Poher, candidat providentiel

Pour l'ambassadeur Shriver, la question ne se pose même pas : cet homme existe, il l'a rencontré et, voilà qui tombe bien, il vient de se déclarer candidat à la succession du gêneur ! C'est donc lui que les Etats-Unis doivent soutenir. En annonçant sa candidature à l'élection présidentielle de 1969, le président du Sénat Alain Poher, qui n'a pas attendu douze heures pour s'installer, en sa qualité d'intérimaire, dans le bureau du Général, a aussitôt annoncé la couleur : renonciation à la force de frappe, réintégration immédiate dans l'Otan, fin du « domaine réservé » ; unification européenne selon les méthodes léguées par Robert Schuman et Jean Monnet ; adhésion immédiate de la Grande-Bretagne au Marché

commun ; fin de l'embargo contre Israël décrété en 1967... Le moins qu'on puisse dire est que, depuis 1965, aucun homme politique français, en dehors de Jean Lecanuet (qui soutient logiquement Poher), n'était allé aussi loin dans l'alignement inconditionnel sur les intérêts américains.

Bravant la préférence de Nixon et de Kissinger pour Georges Pompidou, Shriver télégraphie à la Maison-Blanche, le 5 mai 1969 : « Si Poher l'emporte, nous pourrions nous réjouir parce qu'il a une longue tradition de soutien à l'Otan, au Conseil de l'Europe, aux Communautés européennes, et qu'il désire des liens forts avec les alliés occidentaux. D'ailleurs, son équipe comporte déjà de nombreux amis des Etats-Unis⁵. » Et aussi, oublie-t-il d'ajouter, deux anciens ministres du maréchal Pétain : Jean Borotra (commissaire général à l'Education et aux Sports de juillet 1940 à avril 1942) et l'avocat de l'OAS Jean-Louis Tixier-Vignancour (secrétaire général adjoint à l'Information de 1940 à 1941)...

Mieux : les premiers sondages donnent Poher élu au second tour (par 56 % des voix selon l'Ifop) face à Pompidou ! Il n'en faut pas plus pour que la presse allemande exulte – spécialement *Die Welt* et *Bild*, propriétés du groupe Springer, soupçonné d'avoir été bâti, après guerre, avec les fonds secrets de la CIA – et consacre au « candidat de l'Europe » des articles élogieux^{*1}.

Quant au personnage, qui cultive la modestie jusqu'à la caricature et dont la rondeur physique évoque les notables de la Monarchie de Juillet croqués par Daumier, il est adéquat en tout point à ce que ses soutiens attendent de lui. Né le 17 avril 1909 à Ablon-sur-Seine (dans l'ex-Seine-et-Oise), ce fils d'ingénieur qui a commencé sa vie professionnelle comme rédacteur au ministère des Finances a pour ambition de diriger la France comme sa bonne ville d'Ablon dont il est maire depuis 1945 : en gestionnaire rigoureux pour qui l'indépendance est une chimère dispendieuse et les grandes querelles synonymes de gros ennuis. Pour le reste, il aime les petits plats mijotés, le bridge, et les meubles bretons.

Devenu en 1948 secrétaire d'Etat au Budget dans le gouvernement de Robert Schuman, il fait la même année ses premiers pas au sein de la Haute Assemblée, comme sénateur de Seine-et-Oise. Poussé par Schuman, il est nommé, en 1954, président de la Commission de la CECA – la Communauté charbon-acier – puis, en 1958, président de l'Assemblée parlementaire européenne (qui deviendra, en 1979, le Parlement européen). Elu en octobre 1968 président du Sénat, à la succession de son ami Gaston Monnerville – l'homme qui, en 1962, accusa de Gaulle de « forfaiture »

parce qu'il avait osé demander aux Français d'élire leur président de la République –, il restera au « perchoir » jusqu'en septembre 1992, au fil de huit reconductions.

D'abord pris d'effroi à l'annonce du départ de De Gaulle, qu'il déteste pourtant (« Mon Dieu ! Quelle histoire ! », s'exclame-t-il à l'annonce des résultats du référendum, avant de demander au secrétaire général de l'Élysée si l'intérimaire a le droit de porter les insignes de grand maître de la Légion d'honneur), il se laisse convaincre par Jean Monnet de tenter sa chance. La fenêtre de tir, lui fait valoir l'« Inspirateur », est étroite mais inespérée. Elle l'est en effet : Mitterrand, prudent, a préféré passer son tour ; les communistes, qui campent alors à leur plus haut niveau historique, font peur ; et Lecanuet n'est plus candidat, ce qui signe la déshérence du centre. Quant à Pompidou, ne le dit-on pas déstabilisé par les calomnies de l'affaire Markovic^{*2} ?

Mais voici qu'à peine entré en campagne Poher révèle sa vraie personnalité à la télévision : d'une vacuité telle qu'au fil des jours l'attrait de la nouveauté fait place au désintérêt. Au premier tour de l'élection présidentielle, le 1^{er} juin, la dynamique du « non » sur laquelle il comptait a fait long feu. Nanti tout de même de 23 % des voix, il en obtient moitié moins que Pompidou et se voit talonné par le communiste Jacques Duclos (21 %) avant d'être largement battu par l'ancien Premier ministre du Général, qui, le 15 juin, devient chef de l'Etat avec 58,2 % des suffrages exprimés... Bon gré mal gré, le Département d'Etat et la CIA doivent changer leur fusil d'épaule.

Comment la droite antigaulliste a « vendu » Pompidou aux Américains...

Pour leurs analystes, Georges Pompidou a toujours été un mystère. Si sa qualité d'ancien Premier ministre du Général l'exclut, *a priori*, de la liste de ses successeurs souhaitables, une large partie de la droite française antigaulliste en a fait son candidat et n'a cessé de vouloir convaincre Washington de parier sur lui. Dès 1965, le best-seller du journaliste Merry Bromberger, *Le Destin secret de Georges Pompidou* (Fayard), paru quelques mois avant l'élection présidentielle, au moment où chacun s'interrogeait sur la volonté du Général de briguer un nouveau mandat, semble même avoir été écrit dans ce but : il y est question d'un homme

capable, par son sens inné du compromis, de rendre le gaullisme compatible avec la « communauté atlantique ». Bref, d'accéder au rêve secret de la bourgeoisie française qui voudrait conserver du régime ce qu'il faut de stabilité institutionnelle et de prospérité pour barrer la route à la gauche tout en rompant avec ce qui commence à lui devenir insupportable – d'où la percée d'un Lecanuet à l'élection présidentielle : la recherche obstinée d'une « troisième voie » entre capitalisme et socialisme, que celle-ci s'exprime, dans l'ordre intérieur, par la volonté du Général d'instaurer la « participation » ou, dans l'ordre international, par le soutien qu'il a apporté à l'émancipation du tiers-monde et aux « non-alignés » refusant d'être pris en otage par les supergrands... Dressant le portrait d'un personnage aussi américano-compatible que possible, Merry Bromberger s'adressait aussi aux écorchés vifs de l'Algérie française en leur envoyant les signaux qui convenaient. Notamment une pseudo-révélation que rien n'est venu corroborer mais qui pourrait bien avoir été soufflée par l'intéressé lui-même : c'est en mettant sa démission de Matignon dans la balance, alors qu'il n'était Premier ministre que depuis huit mois, que Pompidou aurait obtenu de De Gaulle la grâce du général Jouhaud^{*3}... D'ailleurs, écrit l'hagiographe, Pompidou obtient toujours ce qu'il veut : « Il a progressé dans la vie comme sur un coussin d'air, les portes s'ouvrent devant lui. Sa carrière tient de la féerie... »

Dès la parution du livre, dont la complaisance n'a d'égal que la grossièreté de ses ficelles, le gaulliste de gauche Philippe de Saint-Robert dénonçait la manœuvre dans le quotidien *Combat* :

Un journaliste flagorneur vient de faire paraître, sur le destin secret [*sic*] de M. Pompidou, un livre dont les renseignements n'ont pu être puisés qu'à meilleure source. Le style de ce livre, épais et vulgaire, préfigure sans doute assez bien ce que serait le style du règne de M. Pompidou [dont] la gloire serait essentiellement mise en évidence par l'ineptie de son prédécesseur. On admirera la délicatesse du procédé, et une solidarité « gaulliste » dont je m'empresse de rendre aujourd'hui la monnaie à M. Pompidou.

Qu'est M. Pompidou, sinon un Pinay qui aurait été à l'école ? M. Pompidou représente les intérêts d'une bourgeoisie respectable mais déphasée, et dont les privilèges ne correspondent plus aux services qu'elle rend à la nation. Comme l'aristocratie d'Ancien Régime, cette bourgeoisie d'argent ne s'autoperpétue que par les exemptions qu'elle

conserve et la puissance qu'elle a acquise sous la III^e République conservatrice. Dans une France moderne, ce sont les producteurs qui doivent compter, et non les propriétaires juridiques qu'ils ont remplacés dans la fonction sociale essentielle. Le général de Gaulle n'a pas voulu seulement restaurer une certaine idée de la France, mais instaurer une France nouvelle. Le gaullisme serait dévalué, annulé, gommé, si l'aventure commencée à Londres le 18 juin 1940 devait s'achever dans le ridicule du proconsulat d'un Rastignac. M. Pompidou ferait croire en l'Auvergne, mais il ne ferait pas croire en la France⁶.

Exagération ? Quatre ans plus tard, la droite antigauilliste d'origine Algérie française et d'obédience proaméricaine, qui jusqu'alors se reconnaissait dans Antoine Pinay, donne raison à Saint-Robert en se ralliant à Pompidou, l'homme qui a « sauvé » Jouhaud, pris le parti des Etats-Unis quand de Gaulle avait voulu créer une filière informatique qui ne doive rien à l'Amérique^{*4}, et torpillé l'amendement Vallon⁷. C'est ni plus ni moins ce qu'écrit Raymond Bourguine – lequel, en 1965, avait voté Tixier-Vignancour – dans son éditorial du mensuel *Le Spectacle du Monde* daté de juin 1969, paru quelques jours avant le second tour de la présidentielle^{*5} :

De Gaulle avait deux buts : se placer à la tête d'une troisième force atomique ; inventer une troisième voie en économie. L'abandon de l'Algérie répondait à son désir de se rallier le tiers-monde. Pour opérer la mutation qui aurait définitivement séparé notre économie du capitalisme atlantique, il avait choisi un banquier : Georges Pompidou. Ce fut sa déception.

Pendant les six ans deux mois où il fut Premier ministre, Pompidou éluda, gagna du temps, empêcha l'irréparable.

1962 : il empêche, par la menace de sa démission, l'exécution du général Jouhaud.

1964 : l'affaire Bull. Contre de Gaulle et ses flatteurs, Pompidou dit de la prétendue « solution la plus française » : « C'est un rêve. » Ce que la suite confirme.

1965 : Pompidou cherche à attirer Henry Ford en France. Ce dernier refuse à cause, notamment, de l'excès de nos coûts de transports.

1965 : amendement Vallon. Pompidou le noie dans les études d'une commission.

1967 : l'ordonnance d'août évite toute atteinte à la propriété des actionnaires et à l'autorité du responsable de l'entreprise.

Valéry Giscard d'Estaing, qui a rompu avec de Gaulle en 1966 après que celui-ci l'eut fait sortir du gouvernement pour le remplacer, aux Finances, par Michel Debré^{*6}, se montre tout aussi appliqué à convaincre les Américains que, en dépit de son étiquette gaulliste, Georges Pompidou est l'homme de la situation. Dès le 17 janvier 1969, jour où ce même Pompidou, depuis Rome, se déclare prêt à succéder à de Gaulle si celui-ci venait à quitter le pouvoir^{*7}, Giscard envoie son bras droit, Michel Poniatowski, porter un message en forme d'explication de texte à l'ambassadeur Shriver : « De Gaulle va écourter son mandat avant que la situation ne lui échappe. Et puis il y aura des élections et Pompidou, que nous soutenons, sera élu président. » Poniatowski conclut : « Vous verrez, Pompidou est un homme très compétent. Il fera un meilleur boulot (*best job*) que de Gaulle⁸... »

A peine élu, Pompidou rappelle, comme annoncé, Giscard au ministère des Finances, lui qui pourtant avait appelé à voter « non » au référendum et, du coup, entraîné le départ de l'homme du 18-Juin. Puis sa première audience officielle de chef de l'Etat est pour Antoine Pinay, reçu une heure et quart à l'Elysée pour lui permettre de dispenser ses conseils, dont celui-ci : « Il faut revenir dans l'Otan⁹ ! » Et puis n'ouvre-t-il pas largement son gouvernement aux centristes qui avaient condamné la politique étrangère du Général et spécialement l'expulsion des troupes américaines stationnées en France ? Parmi eux, René Pleven, nouveau garde des Sceaux, fait naturellement figure de symbole¹⁰.

Décidé à dire tout haut ce que beaucoup, à droite, pensent encore tout bas, *Le Spectacle du Monde* de novembre 1969 tire à sa manière le bilan des premiers mois de Pompidou à l'Elysée : « Adaptation au monde moderne. » Autrement dit, la fin de l'inutile « politique de grandeur », tournant incarné, aux yeux du mensuel, par la dévaluation du franc de l'été précédent. Celle-là même à laquelle de Gaulle s'était opposé en novembre 1968 et que Pompidou, en « réserve de la République », défendait déjà à l'unisson du patronat français.

... avant de déchanter

Entre la « dégaullisation » dont rêve la droite proaméricaine et la politique que Pompidou va choisir de mener, un fossé va pourtant se creuser. Car si l’Auvergnat, en négociateur averti, soucieux d’élargir les bases de sa majorité, ménage aux centristes une place de choix dans la machine gouvernementale et entreprend de se réconcilier avec les patrons, il n’en veille pas moins à maintenir intact l’héritage du Général en politique étrangère. Seule exception, de taille : l’entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun, condition *sine qua non* posée par Giscard et ses amis en échange de leur ralliement, faute de quoi ils voteraient Poher – qui, dans une telle configuration, aurait sans doute dépassé Pompidou au premier tour.

Pression de Giscard ou non, le nouveau chef de l’Etat était, de toute façon, décidé à lever le veto mis par de Gaulle à l’intégration britannique. Moins par ralliement à l’esprit libre-échangiste qui présidait à leur demande d’adhésion, parrainée de longue date par Washington, qu’en vertu d’un raisonnement qui, à l’usage, se révéla plus naïf que machiavélien : avec le Royaume-Uni en Europe, pensait alors Pompidou, la CEE serait pour toujours à l’abri d’une dérive supranationale. C’était assurément mal connaître les Britanniques, qui, depuis l’affaire de la CED, ont toujours poussé leurs partenaires à accepter les transferts de souveraineté qu’ils refusaient pour eux-mêmes, attitude vérifiée jusqu’au traité de Maastricht inclus qui verra la Grande-Bretagne assortir son adhésion d’exceptions notoires, dont l’appartenance à l’euro... Mais au moins son calcul procédait-il d’un raisonnement qui ne devait rien à une inspiration américaine, et tout au souci de construire, fût-ce par d’autres biais, l’Europe des Etats défendue sans relâche par son prédécesseur...

Dès la fin de 1969, il marque aussi de manière spectaculaire sa fidélité à la politique méditerranéenne de la France en inaugurant une coopération militaire avec la Libye à laquelle il vend une centaine de chasseurs bombardiers Mirage IV. En Israël, que de Gaulle a soumis à un embargo après la guerre des Six-Jours, et dont une cinquantaine de Mirage (commandés et payés) sont bloqués en France, c’est une levée de boucliers. Tel-Aviv tente – en vain – d’enrôler Washington dans une croisade antifrançaise analogue à celle qui avait accueilli la conférence de presse du Général en novembre 1967, mais Nixon et Kissinger s’abstiennent de condamner Paris, malgré les protestations du *Washington Post* et du *New*

York Times (contredits publiquement par le vice-président américain Spiro Agnew) et la convocation de notre ambassadeur, Charles Lucet, par les principales organisations juives américaines. Mieux, Pompidou est invité à se rendre aux Etats-Unis au printemps 1970, comme de Gaulle l'aurait été s'il n'avait pas quitté le pouvoir un an plus tôt. Pressé de questions par la presse française de Washington, l'un des plus proches collaborateurs d'Henry Kissinger, Robert McCloskey, lâche même : « Je ne comprends pas pourquoi on fait tant d'histoires¹¹ ! »

En France, en revanche, la droite proaméricaine ralliée à Pompidou est sens dessus dessous : et si elle avait pris ses désirs pour des réalités ? Député centriste de Paris, le général d'aviation Paul Stehlin, qui en 1974 fera ouvertement campagne pour l'achat par l'Otan de chasseurs F16 américains à la place de Mirage F1 français qu'il juge inférieurs^{*8}, s'écrie à l'Assemblée nationale : « La vente à la Libye des avions Mirage signifie que la France accepte et favorise par ses actes la disparition à terme de l'Etat d'Israël, seul représentant de l'Occident dans cette partie du monde... Elle comble les vœux de la diplomatie soviétique, dont je ne cesse de répéter qu'elle vise à étendre son influence en Méditerranée et, partant, à menacer de façon décisive l'équilibre du monde occidental¹². »

Le 28 février, à Chicago, Georges Pompidou constatera que, contrairement à Nixon, une partie de la communauté juive américaine prend l'affaire très au sérieux. Tandis que le président français et son épouse quittent le dernier étage de l'Hôtel Palmer House où ils avaient été conviés par l'Alliance française locale, le service d'ordre de la mairie, étrangement passif, est incapable d'empêcher un groupe d'activistes sionistes d'investir le rez-de-chaussée et, l'espace de quelques minutes, de bloquer les Pompidou à la sortie de leur ascenseur. « *Shame on you ! Shame on you !* » psalmodie un groupe d'intégristes religieux tandis que d'autres crachent sur le couple présidentiel.

En quittant Chicago le lendemain, Pompidou, impassible, dit aux journalistes : « Ces manifestations mettent une tache sur le front de l'Amérique et nuisent à leur propre cause. » Et à New York, le surlendemain : « Qu'il y ait un certain nombre de jeunes un peu excités, et dont les paroles, je veux bien le croire, dépassent quelquefois la pensée, cela aussi ne me surprend pas tellement. [...] Ce qui est plus fâcheux, c'est quand les autorités d'une ville à qui l'on rend visite, et qui devraient considérer cela, je le dis sans aucune vanité, comme un honneur, se font complices de ces manifestations, et en fin de compte les organisent de telle

manière qu'un nombre dérisoire de manifestants ont la possibilité de pénétrer dans le hall de l'hôtel où se tenait le dîner que je présidais et de venir, au coude à coude, jeter des insultes à ma figure et à celle de ma femme. C'est contre cette attitude de la police municipale de Chicago et de ceux dont elle dépend que j'ai entendu manifester mon mécontentement. »

A la Maison-Blanche, Richard Nixon, qui aussitôt a dit sa honte, s'invite au dîner d'adieu organisé en l'honneur de son homologue par la communauté française de New York, au Waldorf Astoria. Conscient d'être visé, à l'égal de son hôte, par ceux qui refusent que l'Amérique remette tant soit peu en cause les critères traditionnels de sa politique étrangère, il profite de l'incident pour dire à Pompidou qu'il n'a pas oublié la promesse faite un an plus tôt à de Gaulle : si la France a besoin des Etats-Unis pour parachever sa panoplie nucléaire, elle peut compter sur eux, sans la moindre contrepartie. Il lui confirme ainsi que, dans son esprit, la sortie de la France de l'organisation intégrée de l'Otan est un fait acquis et ne saurait, lui *regnante*, être contestée.

Un accord secret est alors conclu entre les deux présidents : la France pourra bénéficier de l'aide américaine pour les systèmes de guidage de ses missiles (encore et toujours la faiblesse française en matière de calculateurs puissants !) et les Etats-Unis, en cas de conflit avec l'Est, pourront utiliser comme ils le souhaitent les bases militaires françaises, notamment en Allemagne. Pourquoi « secret » ? Parce que Nixon n'a pas plus envie de mettre le Congrès au courant de cette coopération avec la France, qui, quatre ans plus tôt, a demandé aux GI de plier bagage, que Pompidou n'est désireux de déclencher un conflit ouvert avec le parti communiste sur un sujet aussi sensible...

L'année 1972 est celle du beau fixe : Michel Debré est le premier ministre de la Défense français à se rendre aux Etats-Unis et à se voir communiquer certaines précisions sur la localisation des systèmes antimissiles soviétiques ; et quand Nixon met la dernière main au voyage en Chine qui stupéfiera le monde, il invite André Malraux à la Maison-Blanche pour l'écouter parler de Mao Zedong... et du général de Gaulle.

De retour de Washington, l'auteur des *Chênes qu'on abat* raconte à Jean Mauriac :

« Lorsque Nixon m'a reconduit à ma voiture, il m'a demandé, sans interprète : “Qu'aurait pensé le Général de ce que je suis en train de tenter ?” »

Réponse de Malraux :

« Le général de Gaulle penserait que lorsqu'un homme politique chargé d'histoire tente le destin, c'est bien. »

Et Nixon s'était exclamé :

« Si de Gaulle avait vécu, s'il avait réalisé cette rencontre avec Mao !...

— La sténographie eût été shakespearienne », avait conclu l'écrivain-ministre¹³.

Celle de la rencontre, bien réelle celle-là, entre Malraux et Nixon ne l'est pas moins. Et, à en croire les archives de la Maison-Blanche, ces dialogues furent plus étranges encore que ceux rapportés à Mauriac.

Mao ? « C'est un colosse face à la mort, avait dit au président américain l'auteur de *La Condition humaine*. Vous pourrez penser qu'il vous parle, mais en réalité, il s'adressera à la mort... Le voyage en vaut la peine ! »

Quant à la question effectivement posée par Nixon sur la manière dont de Gaulle aurait jugé l'initiative, la réponse de Malraux consignée par les interprètes américains est celle d'un oracle grec : « Je ne suis pas de Gaulle, mais je sais ce que de Gaulle vous dirait s'il était présent. Il dirait : "Tous les hommes qui comprennent ce vers quoi vous embarquez vous saluent¹⁴ !" »

Les nuages de l'année 1973

Mais toutes les idylles ont une fin. A peine réélu, en novembre 1972, Richard Nixon voit son action parasitée, puis littéralement phagocytée par les développements tentaculaires de l'affaire du Watergate qui fragilisent sa position face au Congrès et mettent à rude épreuve la fidélité de Kissinger. Quittant la Maison-Blanche pour devenir son secrétaire d'Etat, celui-ci en profite en effet pour jouer sa propre partition et, à mesure que l'autorité de Nixon s'estompe, faire en sorte de se rendre indispensable à celui qui sera mécaniquement désigné comme son successeur en cas d'*impeachment*, le vice-président Gerald Ford. Pari gagné : quand, en juillet 1974, Nixon est poussé à la démission, « *Dear Henry* » conserve son poste et ne le perdra qu'en 1977, avec l'arrivée au pouvoir du démocrate Jimmy Carter.

Pour survivre au cataclysme qui, dès 1973, menace de s'abattre sur Nixon, Kissinger n'a qu'une solution : remettre la politique étrangère des Etats-Unis sur les rails que lui avait fait quitter l'anticonformisme du président, de plus en plus impopulaire au sein même du Parti républicain. De même que de Gaulle s'était aliéné une partie de la droite par sa politique

arabe, de même Nixon était-il alors soupçonné d'être moins israélophile que son prédécesseur Johnson, attitude que ses détracteurs liaient volontiers à son admiration pour le Général et au crédit qu'il faisait à ses analyses. Au reste, si l'administration Nixon avait, contrairement à la France gaulliste, continué à vendre des armes à Israël après la guerre des Six-Jours, elle ne s'en était pas moins efforcée de conditionner cette aide militaire à la recherche d'une solution pacifique au conflit israélo-arabe, ce qui n'était jamais arrivé depuis la création de l'Etat juif, en 1948. Pis : Kissinger lui-même avait été accusé par certaines organisations extrémistes d'être plus allemand que juif (ses parents, juifs tous deux, avaient pourtant quitté l'Allemagne en 1933 pour fuir les persécutions hitlériennes) et même, qui sait, antisémite par « haine de soi »... Son crime ? Avoir déclaré, peu après son arrivée à la Maison-Blanche, que le fait d'être juif n'interférerait jamais dans ses choix de politique étrangère, dictés par l'intérêt national américain et lui seul... Mais aussi, et surtout, avoir prévenu les Israéliens que, s'ils attaquaient l'Egypte comme en 1967, les Etats-Unis ne seraient pas à leur côté. Ni plus ni moins que ce que leur avait fait valoir de Gaulle, en 1967.

Mais, en octobre 1973, ce sont l'Egypte et la Syrie qui passent à l'offensive pour récupérer les territoires conquis en 1967 par Israël. Kissinger est alors confronté à un dilemme. S'il donne raison à ses ennemis en restant fidèle à sa politique d'équilibre originelle – soutenir Israël suffisamment pour éviter sa destruction, mais en évitant d'infliger aux Arabes une défaite humiliante qui susciterait chez eux un désir de revanche –, il s'expose à ne pas survivre politiquement à Nixon. S'il décide de les faire mentir en aidant massivement Israël à écraser les Arabes, il se ménage, en somme, un avenir dans le prochain exécutif. Après une période de flottement, Kissinger convainc donc Nixon – qui, acculé par le Watergate, se résout à lui abandonner le dossier du Proche-Orient – de demander au Congrès une aide d'urgence immédiate de 2 milliards de dollars en faveur d'Israël et d'organiser un gigantesque pont aérien pour l'approvisionner en armes et en munitions. C'est l'opération *Nickel Grass* qui, en quelques jours, permet de livrer à Tsahal quelque 22 000 tonnes de matériel et d'aboutir à l'écrasement total de l'agresseur. On connaît la suite : la décision des pays de l'OPEP, en réaction à cette aide colossale, de réduire leur production de pétrole de 5 % jusqu'à ce qu'Israël se retire sur ses frontières d'avant 1967 et respecte le droit des Palestiniens à vivre dans un cadre légal et reconnu. En quelques jours, la crise de l'énergie est enclenchée qui sonne le glas des « Trente Glorieuses ». Entre la France et les Etats-Unis, les nuages recommencent à s'amonceler.

Le ministre des Affaires étrangères français, Michel Jobert, resté fidèle à l'orthodoxie, refuse en effet de faire peser sur les Arabes toute la responsabilité de la situation, préférant évoquer une sorte de « match retour » de la guerre des Six-Jours rendant plus urgent que jamais un authentique processus de paix : « Est-ce que tenter de remettre les pieds chez soi, demande Jobert, constitue forcément une agression imprévue ? » Kissinger, qui aurait pu tenir ce langage un ou deux ans plus tôt, l'apprécie désormais d'autant moins que les organisations juives américaines redoublent d'agressivité envers la France, à l'unisson du ministre des Affaires étrangères israélien, Menahem Begin : « Que la France soit prête à échanger du sang juif contre du pétrole arabe est la plus grande trahison depuis que le gouvernement Daladier a trahi la Tchécoslovaquie. Mais Israël n'est pas la Tchécoslovaquie et il n'y aura pas de Munich au Proche-Orient ! »

Résultat : alors qu'en mars 1973 encore Nixon donnait pour consigne au nouvel ambassadeur américain à Paris, John Irwin, de bien dire et répéter à Pompidou combien, à ses yeux, il était important pour la paix que la France joue « un grand rôle dans le monde, comme avant la Seconde Guerre mondiale¹⁵ », Kissinger le persuade, début 1974, de « geler » jusqu'à nouvel ordre la coopération nucléaire secrète initiée en 1970.

D'où la question qu'on ne peut, aujourd'hui, manquer de se poser : cette coopération était-elle si secrète que cela, en tout cas pour les services israéliens, rompus à travailler la main dans la main avec la CIA ? Une chose est sûre, l'aide apportée par les Etats-Unis à la mise au point des missiles israéliens est du même ordre que celle fournie aux ingénieurs de la division Armement du Commissariat à l'énergie atomique et à ceux de Dassault : elle porte essentiellement sur les calculs balistiques, que les Français comme les Israéliens maîtrisent alors moins bien que Washington. Les mêmes laboratoires de recherche transférant les mêmes technologies à deux destinataires différents, une totale étanchéité est difficile à imaginer...

Le gouvernement israélien, en conflit ouvert avec la France à propos des ventes d'armes à la Libye, fait-il alors pression sur celui des Etats-Unis pour qu'il mette un terme à sa coopération militaire avec Paris ? Rien ne le prouve, mais tout l'indique, à commencer par l'arrêt au même moment des pressions américaines sur l'Etat hébreu pour qu'il signe le traité de non-prolifération nucléaire – preuve que Washington sait qu'Israël possède sa bombe et que le concours technique apporté au guidage de ses missiles

dépasse désormais le cadre conventionnel pour contribuer à l'élaboration d'une stratégie mondiale^{*9}...

L'« archange Gabriel » entre en scène

Depuis 1967 et l'accueil injurieux réservé à Pompidou par la communauté juive de Chicago, en tout cas, les rapports entre la France et Israël n'ont cessé de se dégrader, Tel-Aviv considérant d'un œil chaque jour plus méfiant le rapprochement américain initié par de Gaulle et approfondi par son successeur. Et c'est dans ce contexte qu'éclate une affaire de chantage hors du commun qui, pour aussi rocambolesque qu'elle soit, va contribuer à ternir l'image de la France et offrir un prétexte supplémentaire aux ennemis de Nixon pour exiger qu'il change de politique.

L'homme par qui le scandale arrive s'appelle Gabriel Aranda. A 30 ans, cet ancien journaliste de télévision, qui, entre 1968 et 1970, a dirigé le service économique de la deuxième chaîne, navigue entre deux sphères. L'une, on ne peut plus officielle, n'est autre que le gouvernement français où, jusqu'en 1972, il fut l'attaché de presse du ministre de l'Équipement Albin Chalandon. L'autre, beaucoup plus incernable car traversée d'influences diverses, donc propice à toutes les manipulations, est le monde imaginaire qu'il s'est créé et au sein duquel il entend jouer un rôle d'exception : celui de sauveur d'Israël et, accessoirement, d'éradicateur de la corruption en France. Comment ? En frappant d'opprobre non les Arabes, qu'il ne peut atteindre, mais la puissance qui les arme : la France de Georges Pompidou. Il est vrai qu'il y a beaucoup à dire, alors, sur la moralité publique, inversement proportionnelle à l'insolente prospérité qui caractérise la première partie des années 1970, mais est-ce une raison pour transformer son pays en « empire du Mal » ? Lui le pense, convaincu (ou persuadé ?) qu'il en va du salut de son âme...

A l'été 1972, il s'estime tout près du but. Alors que Chalandon n'est pas reconduit dans le gouvernement de Pierre Messmer pour cause de méchantes rumeurs sur sa proximité avec les magnats de l'immobilier, Aranda ne quitte pas le ministère les mains vides. Dans ses cartons : 317 photocopies extraites des archives personnelles de son ministre. Autant d'armes de guerre dont il compte se servir pour infléchir la politique de la France à l'égard d'Israël.

L'« archange Gabriel », comme le surnomméra bientôt la presse américaine, est-il directement téléguidé par les services israéliens, ou ceux-

ci se sont-ils contentés d'orienter discrètement une personnalité prompte à céder au fanatisme ? Le moins qu'on puisse dire est que celle-ci présente un profil perturbé : à 22 ans, en 1964, Aranda avait ainsi sollicité un permis de port d'armes au motif qu'il se sentait menacé. Par qui ? Rien de moins que par le communisme international ! Et pourquoi ? Parce qu'il prétendait tout savoir de l'assassinat de Kennedy, dont il était, à son corps défendant, indirectement responsable... Instruit, malgré son jeune âge, des arcanes des relations internationales, il avait, disait-il, prévenu le président américain des tenants et des aboutissants de la stratégie soviétique et, l'ayant fait, avait eu l'imprudence de prévenir Khrouchtchev qu'il connaissait tout de ses intentions ! Kennedy aurait donc été éliminé à cause des informations qu'il détenait *via* Aranda et parce que Khrouchtchev savait qu'il savait...

En attendant de raconter tout cela aux policiers, et bientôt aux psychiatres, Aranda passe donc à l'action. Début septembre, il sépare ses documents en huit grosses enveloppes qu'il va enfouir dans huit trous, au pied de huit arbres : le premier en forêt de Fontainebleau, le deuxième dans un bois près de Rouen, le troisième à Bernay, et ainsi de suite, dans un rayon de 100 kilomètres autour de Paris... Puis il contacte *Le Canard enchaîné*, qui se prête de bonne grâce au jeu de piste et qui, le 16 septembre 1972, tire sa première salve. Il ne publie que trois documents, mais ils sont accablants.

Le premier ravive le souvenir d'un deuil : celui des familles des 39 stagiaires de l'UCPA morts ensevelis sous une avalanche, le 10 février 1970 à Val-d'Isère. Un rapport officiel tenu secret sous la cote IG 70.22 démontre que le chalet où ils résidaient avait été construit dans un couloir d'avalanche dûment répertorié, au mépris des règles les plus élémentaires de sécurité. Le deuxième document n'est autre qu'une lettre envoyée à Chalandon par le secrétaire de l'UDR, René Tomasini, le 29 juillet 1971. Elle demande au « cher Albin » de « donner au groupe de l'Entreprise industrielle, 29, rue de Rome à Paris, le contrat pour l'autoroute Narbonne-Bordeaux ». Quant au troisième, il s'agit d'une note confidentielle du 26 juin 1972 évoquant un racket de 500 millions de francs exercé, pour le compte de l'UDR, sur les promoteurs de la ville nouvelle de Chanteloup-les-Vignes (Yvelines)...

Passe-droits criminels, corruption, racket (et ce ne sont là que trois exemples, le torrent de boue poursuivant sa route, entre autres, dans *Le Monde* et *L'Aurore*) : quel puissant motif, s'interroge-t-on, peut bien pousser un serviteur du régime à « balancer » ainsi ses amis ? Première

certitude, si Aranda joue les sycophantes ce n'est pas pour de l'argent. Il le dit bientôt dans *L'Aurore* : « Si j'avais voulu vendre ces documents, j'aurais pu m'acheter dix beaux châteaux. » Saint-Just, alors ? « Des margoulines de haut vol confondent l'action politique avec [*sic*] s'en mettre plein les poches, écrit l'«archange» dans *Le Canard enchaîné*. Puisqu'il faut bien que quelqu'un le fasse, j'ai décidé de nettoyer les écuries du royaume. S'il le faut, énorme sera le scandale. »

« S'il le faut », dit-il. Mais que faudrait-il, au contraire, pour faire taire Aranda ? Une chose très simple, répond-il : que la France cesse de fournir des pièces de rechange et des munitions aux Arabes auxquels elle a vendu du matériel militaire et spécialement des avions. « Mon but, déclare-t-il, c'est qu'un petit pays, encerclé et passionnément attaché à la France, ne soit pas écrasé sous des bombes françaises... Ma seule motivation, c'est la transparence, la volonté de dire la vérité sur les ventes d'armes et la corruption... »

Comme c'était prévisible, la France ne changera pas de politique pour complaire à l'« archange ». Mais, étrangement, celui-ci cessera ses révélations après sa première salve. Au terme de quelques jours de clandestinité passés sous un faux nom à l'Hôtel George-V, il remettra sagement au juge Galmiche l'ensemble de ses documents et écoperà, pour toute punition, d'une amende de 2 000 euros pour vol de documents – issue en queue de poisson évoquant irrésistiblement l'existence de quelque inavouable négociation... Mais, de l'autre côté de l'Atlantique, quel tollé ! Considéré comme un héros, invité par certains tabloïds à demander l'asile politique aux Etats-Unis, Aranda devient, aux yeux de l'opinion américaine, la preuve vivante que la France est, une fois de plus, du mauvais côté de la barricade. En un mot comme en cent, que la Maison-Blanche, elle-même empêtrée dans le scandale du Watergate, a les alliés qu'elle mérite et qu'il serait bien temps pour l'oncle Sam de retrouver ses vrais amis.

Kissinger prend la main

C'est un fait qu'après la guerre du Kippour les rapports franco-américains se détériorent symétriquement à la mésentente franco-israélienne, même si, paradoxalement, ceux que continuent d'entretenir Pompidou et Nixon restent au beau fixe. A cette différence près que les Etats sont éternels tandis que les hommes passent : au printemps 1974, l'Elysée accueille Valéry Giscard d'Estaing et, l'été de cette même année,

Gerald Ford entre à la Maison-Blanche... Non sans qu'entre-temps Henry Kissinger et Michel Jobert soient devenus les meilleurs ennemis du monde, s'opposant à peu près sur chaque dossier.

Face à la crise du pétrole qui s'annonce, le second propose, au nom de la France, une conférence mondiale sur l'énergie dont l'objectif serait de refonder structurellement les rapports entre producteurs et consommateurs, afin de permettre aux uns de bénéficier de prix garantis et aux autres de ne pas voir leur développement ruiné par des coûts prohibitifs. Las ! Kissinger s'y oppose, préférant organiser un front commun des consommateurs, voué à l'échec, et renonçant *in extremis*, sous l'ultime pression de Nixon, à un plan du Pentagone visant à intervenir militairement au Moyen-Orient pour garantir la liberté d'approvisionnement de l'Occident. Autant dire déclencher une nouvelle guerre mondiale !

Dans ce qui restera comme la politique la plus réactive jamais menée en France au ^{xx}e siècle, à l'exception du plan Rueff de 1958, Georges Pompidou prend, parallèlement, les décisions qui s'imposent pour accroître notre indépendance énergétique. Avant même que, le 23 décembre 1973, les Etats producteurs de pétrole proclament, à l'issue de la conférence de Téhéran, un doublement du prix du pétrole, le chef de l'Etat décide d'accélérer notre programme électronucléaire. Le 6 février 1974, EDF annonce la mise en chantier immédiate de six nouvelles centrales nucléaires, et de sept autres en 1975. Grâce à quoi, le taux d'indépendance énergétique de la France passera, en quarante ans, de 24 % à 51 % !

Dans le même temps, Kissinger profite de l'affaiblissement croissant de Nixon pour renouer avec la politique qu'il reprochait tant à Johnson : tenir l'Europe pour quantité négligeable dans le dialogue Est-Ouest. Dans un discours tenu à New York le 23 avril 1973, devant l'Associated Press, le secrétaire d'Etat américain n'a-t-il pas qualifié l'Europe de « puissance régionale » ? « Les Etats-Unis ont des intérêts et des responsabilités à l'échelle du monde. Nos alliés européens ont des intérêts régionaux. Les uns et les autres ne sont pas nécessairement en conflit, mais dans cette nouvelle ère, ils ne sont pas non plus automatiquement identiques. »

Tenue pour détestable quand de Gaulle la prônait, la « détente » est redevenue, en 1973, l'objectif numéro un du Département d'Etat, au point que Pompidou s'inquiète publiquement du retour, par d'autres moyens, de la « double hégémonie convenue » qui avait caractérisé les années 1960. Au sommet de Reykjavik, en mai, le président français s'en est ouvert sans détour à son homologue américain : « Très franchement, nous sommes profondément inquiets d'une situation où les Etats-Unis et l'URSS seraient

à l'abri, et où l'Europe, tels le Vietnam ou le Proche-Orient, serait un endroit où l'on peut se taper dessus plus ou moins nucléairement sans que les deux grands s'en mêlent, sinon pour fournir leurs armes à leurs partisans¹⁶. »

A quoi Nixon répond tout aussi franchement : « Jusqu'en 1969, la politique américaine à l'égard de la France a été erronée et désastreuse... On avait tendance, à l'époque, à blâmer de Gaulle pour la détérioration de nos relations, mais les dirigeants des Etats-Unis y portent une très grande part de responsabilité... Nous avons fait de très grands progrès depuis quatre ans, et j'entends les continuer pendant quatre ans encore¹⁷. »

Certes, mais qui est désormais à la manœuvre à Washington ? A peine revenu de Reykjavik, Pompidou, épuisé par la maladie qui le mine, apprend avec stupéfaction que Kissinger n'a pas dissuadé la Nouvelle-Zélande et l'Australie de porter plainte devant la Cour internationale de justice contre la France à propos de ses essais nucléaires dans le Pacifique et se répand en propos peu amènes sur la dissémination atomique dont elle serait responsable... Alors que les Etats-Unis et l'URSS, qui détiennent cent fois plus de têtes nucléaires, poursuivent les leurs avec une ampleur et une puissance inégalées !

Au Conseil des ministres du 25 juillet 1973, Pompidou, plus gaullien que jamais, cite Jean Giraudoux : « La destinée de la France est d'être l'embêteuse du monde. Elle a été créée, elle s'est créée pour déjouer dans le monde le complot des rôles établis, des systèmes éternels¹⁸. » Le 3 janvier 1974, dans ce qui sera l'une de ses dernières rencontres avec la presse, à l'issue de la cérémonie des vœux de l'Elysée, il constate la marginalisation résultant du directoire exercé par les deux supergrands : « 1973 a été une année assez agitée pour l'Europe par le fait, je le dis franchement, de l'accord entre l'Union soviétique et les Etats-Unis qui n'est pas dirigé contre l'Europe, bien entendu, mais qui enfin représente un tel poids dans la politique mondiale, une telle tentation de diriger seuls que, en dépit des déclarations et des intentions, il est extrêmement difficile à deux puissances aussi écrasantes de ne pas aller de l'avant en se préoccupant après tout secondairement des réactions des autres, y compris de l'Europe. »

Retour à la case départ ? C'est un fait que, Pompidou disparu, plus aucun chef d'Etat français n'osera, à l'exception de Jacques Chirac – et encore, une seule fois : en 2003 –, tenir ce langage de vérité et y conformer sa politique.

*1. Pendant toute la campagne du premier tour, *Die Welt* publie chaque jour une rubrique intitulée « Poher » et retraçant dans le détail l'activité du candidat centriste. Un traitement unique dans l'histoire de la presse allemande. Dans le premier article de la série, l'ancien correspondant à Paris du journal, Lothar Ruehl, se félicite par exemple qu'émerge ainsi en France une véritable « alternative au gaullisme » et à sa « mythologie politique ».

*2. En octobre 1968, à Elancourt (Yvelines), le corps de Stefan Markovic, ancien garde du corps d'Alain Delon, est retrouvé dans une décharge. La correspondance privée de Markovic semble impliquer Alain et Nathalie Delon de même qu'un truand corse, membre du SAC, François Marcantoni. L'instruction se dirige vers Delon et Marcantoni. Puis un événement fait tout basculer : une lettre anonyme publiée dans *Le Figaro* désigne des hauts fonctionnaires et d'anciens membres du gouvernement qui, en compagnie de Georges Pompidou et son épouse Claude, auraient participé à des soirées douteuses organisées par Marcantoni. Des photomontages grossiers circulent même, visant explicitement Mme Pompidou. L'affaire fera long feu sans que ses initiateurs soient nommément démasqués. Mais Pompidou gardera dans sa poche, jusqu'à sa mort, la liste de ceux qu'il soupçonnait de l'avoir montée. Essentiellement des membres du SAC (le service d'ordre du mouvement gaulliste), pour barrer la route de l'Élysée à un successeur trop hétérodoxe à leurs yeux. Sans oublier Maurice Couve de Murville, Premier ministre en 1968-1969, auquel Pompidou reprochera, pour le moins, sa « passivité ».

*3. Si Georges Pompidou n'a jamais caché son opposition à l'exécution des généraux putschistes et donc plaidé leur grâce, le scénario selon lequel il aurait mis sa démission dans la balance pour obtenir celle de Jouhaud semble avoir été forgé de toutes pièces, *a posteriori*, pour lui attirer le soutien des anciens partisans de l'Algérie française. Sachant ce qu'on sait de De Gaulle, comment l'imaginer, en effet, cédant à un chantage de son Premier ministre ? Et comment imaginer Pompidou, venant à peine de prendre ses marques à Matignon, s'y livrer aussi directement ? Nul doute que, dans ce cas, la confiance entre eux se serait brisée et que le Général n'aurait pas maintenu Pompidou six ans à son poste ! Depuis la publication, en 2012, par Alain Pompidou des écrits intimes de son père, on connaît la version des événements donnée par l'intéressé lui-même et qui semble plus conforme à la réalité : c'est de Gaulle lui-même qui, face aux réticences du chef du gouvernement à signer le décret condamnant Jouhaud à mort, lui signifia brutalement que, dans ce cas, il ne lui resterait plus qu'à démissionner... Avant de se rallier aux raisons de son Premier ministre et de gracier effectivement le général félon. Ce qui, on en conviendra, n'est pas la même chose que d'avoir cédé à une mise en demeure !

*4. Jusqu'alors numéro deux mondial de l'informatique, l'entreprise française Bull, vedette de la Bourse de Paris, est écrasée en 1963 par la concurrence américaine (IBM, General Electric) malgré son produit phare, l'ordinateur Gamma 60, capable d'enregistrer 600 000 chiffres en une seconde. De Gaulle demande alors à Georges Pompidou, Premier ministre, et à Valéry Giscard d'Estaing, ministre des Finances, de

tout faire pour que cette entreprise, dont le CEA a impérativement besoin pour la mise au point de la bombe H, ne tombe pas entre des mains étrangères. Mais le gouvernement ne propose à l'actionnaire principal, Joseph Callies, que la garantie de ses emprunts. Celui-ci décide alors de céder, au prix fort, 49 % de ses parts au géant américain CII, qui, en 1967, prendra la majorité à la faveur d'une recapitalisation de l'entreprise. De Gaulle reprochera à Pompidou et à Giscard d'avoir été « mous du genou » dans ce dossier. De fait, malgré sa sous-capitalisation et son retard en matière de microprocesseurs (dû à un effort insuffisant en recherche-développement), Bull était en avance dans beaucoup d'autres domaines. Son passage avec brevets et bagages dans la sphère américaine allait définitivement handicaper la France dans ce secteur essentiel de l'innovation.

*5. Revue sœur de l'hebdomadaire *Valeurs actuelles*, le mensuel *Le Spectacle du Monde*, qui dépassait les 150 000 lecteurs réguliers dans les années 1960, avait été fondé par le journaliste et homme politique Raymond Bourguin en 1962. Périodique de référence de la bourgeoisie de droite cultivée qui appréciait son éclectisme et son sérieux, mais aussi la qualité de ses chroniqueurs (Alexandre Vialatte, Pierre Gaxotte, Gaston Bonheur), le journal, en même temps qu'un engagement non dissimulé en faveur de l'Algérie française et de l'alliance américaine, avait pris très tôt parti pour Georges Pompidou.

*6. En juin 1966, six mois après avoir quitté le gouvernement, VGE avait créé la Fédération nationale des républicains qu'il avait ainsi présentée dans *L'Express* de son ami Servan-Schreiber : « Modernes, les RI veulent construire l'avenir avec réalisme. Sociaux, ils veulent ouvrir le dialogue avec tous. Européens, ils veulent mettre en marche progressivement une Europe vivante. » Un an plus tard, c'est son « Oui mais » qui, aux législatives de 1967, manque de faire perdre aux gaullistes la majorité absolue. Les RI se contentent toutefois de harceler l'UDR, et s'abstiennent de censurer le gouvernement Pompidou. Quand éclatent les convulsions de Mai 1968, Giscard dénonce l'« exercice solitaire du pouvoir » et « le gouvernement qui n'a su, ni rétablir l'autorité, ni remettre la France au travail ». Et, du même mouvement, appelle à la constitution d'une « nouvelle majorité élargie jusqu'au centre gauche », thème qui resurgira, au mot près, lors de la campagne présidentielle de 1974. *La Nation*, organe de l'UDR, s'insurge : « Par sa tactique, style corrida portugaise, sans mise à mort, M. Giscard d'Estaing fait davantage figure d'opposant que de partenaire. » En 1969, le référendum du Général sur la régionalisation et la réforme du Sénat lui donne l'occasion d'inaugurer la corrida espagnole : le 14 avril, il annonce « avec regret, mais certitude » qu'il votera « non ». Le 28, à minuit, de Gaulle se retire définitivement à Colombey.

*7. Certes, Pompidou avait pris soin, à Rome, de se déclarer candidat à l'élection présidentielle « quand il y en aura une ». Mais cette précaution oratoire n'a pas suffi à masquer l'essentiel : le message envoyé à tous ceux qui souhaitaient se débarrasser de De Gaulle à l'occasion du référendum sans pour autant faire un saut dans l'inconnu... Deux jours après avoir quitté le pouvoir, le Général enverra un court message à

Pompidou pour lui dire qu'il approuvait sa candidature, mais non sans lui faire remarquer : « Sans doute aurait-il mieux valu que vous ne l'ayez pas annoncée plusieurs semaines à l'avance, ce qui a fait perdre certaines voix au "oui", vous en fera perdre quelques-unes à vous-même, et surtout pourra vous gêner enfin dans votre personnage, si vous êtes élu. » Il ajoutait : « Il va de soi qu'au cours de la campagne, tenant compte des dimensions de tout, je ne me manifesterai d'aucune façon. En particulier votre lettre du 28 avril et ma réponse d'aujourd'hui resteront entre nous. » (Charles de Gaulle, *Lettres, notes et carnets*, Plon, 1968.) Pompidou ignorera bien sûr cette recommandation et fera savoir à ses amis que le Général le soutenait... Tout en leur demandant de le faire savoir !

[*8](#). Le général Stehlin, qui ne cesse de publier des articles contre la force de frappe et les avions qui lui servent de vecteur, défend en l'espèce les intérêts de ceux qui l'emploient. Après avoir rejoint le cadre de réserve en 1963, cet ancien chef d'état-major de l'armée de l'air française fut en effet recruté par plusieurs firmes d'aviation américaines... Dont la société Northrop, ce qui lui valut, en 1975, d'être mis à la retraite d'office.

[*9](#). Voir, à ce propos, la thèse de doctorat (université de Toulouse, 2009) de Nicolas Ténèze, *Israël et sa dissuasion non conventionnelle, histoire d'un paradoxe géopolitique, 1948-2008*, éditions de L'Harmattan, 2015. Elle constitue l'étude la plus complète à ce jour jamais réalisée sur l'histoire de l'atome israélien.

ÉPILOGUE

Oublier de Gaulle

Paris, vendredi 20 décembre 1974. Nommé deux mois plus tôt ambassadeur des Etats-Unis à Paris, David Kenneth Rush, 65 ans, peut, l'esprit tranquille, partir dîner au Ritz avec ses collaborateurs. Après avoir suivi, sans en perdre un mot, l'entretien d'une heure accordé aux trois chaînes de télévision par Valéry Giscard d'Estaing sur la nouvelle politique étrangère de la France – le premier entièrement consacré à la question depuis son élection, en mai 1974 –, le diplomate en est certain : sauf crise internationale majeure, les trois ans qu'il doit passer sur les bords de la Seine pour son dernier poste diplomatique avant la retraite ne devraient pas mettre ses nerfs à trop rude épreuve. Il ne rentrera pas aux Etats-Unis avec un ulcère à l'estomac comme son prédécesseur John Irwin, arrivé à Paris en pleine crise franco-américaine sur le Proche-Orient et que Michel Jobert et Henry Kissinger avaient pris l'habitude de confondre avec un punching-ball... Cette fois, aucun doute, la France est rentrée dans le rang. Mieux : elle y a consenti sans même qu'on le lui demande !

Giscard ou la France « 1 % du monde »

Écoutons Valéry Giscard d'Estaing dresser ce soir-là, devant le journaliste Pierre Sabbagh, les grandes lignes de sa vision géopolitique : « Nous passons d'une civilisation de groupe à une civilisation mondialiste. La politique étrangère, c'est d'essayer de trouver des solutions qui permettent réellement de traiter les problèmes de l'espèce, la paix, la pollution, le développement, ainsi de suite... Ce qui fait que,

nécessairement, la politique étrangère de la France sera une politique mondialiste et de conciliation. A l'heure actuelle, la France n'a plus aucune revendication d'aucune sorte. Sa vocation, c'est d'aider à l'apparition d'un certain mondialisme des problèmes... C'est pourquoi on peut dire : "Vous êtes l'ami de tout le monde, vous êtes l'ami des Soviétiques, vous êtes l'ami des Américains..." Effectivement, notre rôle, c'est d'être un facteur de conciliation chaque fois que c'est possible... »

En quelques phrases, voici résumé tout le giscardisme : une méthode en place d'une politique ou, si l'on préfère, une conception exclusivement fonctionnelle de la politique qui, en dernière analyse, équivaut à nier sa fonction première, jamais démentie depuis Athènes : changer le monde. Avec le giscardisme, qui, de ce point de vue, annonce le mitterrandisme, c'est brusquement l'antithèse du gaullisme qui s'affirme et triomphe. Si la France se doit d'être partout présente, ce n'est plus, comme naguère, pour défendre ses intérêts – que de Gaulle, on l'a vu, ne séparait pas de ceux du tiers-monde au sens large – contre la « double hégémonie convenue » des deux supergrands, mais, au contraire, pour aider indistinctement l'URSS et les Etats-Unis à désamorcer les tensions.

Pour la première fois, le refus des rapports de force devient un axiome, et l'angélisme le mode d'expression privilégié de la France. Ainsi, Giscard ne croit pas que le condominium soviéto-américain, que de Gaulle n'avait cessé de briser, soit un danger pour la paix du monde. Mieux : il estime nécessaire d'enrôler la France à son service ! D'où le choix – par contraste avec un Maurice Couve de Murville ou un Michel Jobert – de ministres en phase avec la modestie des buts assignés à la France, qui, rappelle Giscard, ne représente jamais que « 1 % du monde ». Qu'attendre en effet d'un Louis de Guiringaud, ou même d'un Jean François-Poncet, si ce n'est « gérer l'imprévisible » selon la formule mise à la mode par le nouveau président de la République ? Gérer l'imprévisible : au nom de ce principe, quelle direction donner à la politique hors celle que semblent indiquer les événements ? Même *Le Monde*, naguère si prompt à dénoncer la politique de la « France seule » qui fut, à l'en croire, celle des deux précédents septennats, s'inquiète en une de l'absence de lisibilité du dessein giscardien. Avec le nouvel élu, résume André Fontaine le 26 octobre 1974, « l'intendance précède ». Et d'appliquer au chef de l'Etat cette formule tirée des *Faux-Monnayeurs* de Gide : « Il ne s'oublie jamais dans ce qu'il éprouve, de sorte qu'il n'éprouve jamais rien de grand. »

Dans le deuxième tome de ses Mémoires, Henry Kissinger salue, comme il se doit, ce retour à la normale. « La contribution de Giscard, écrit-

il, consista à faire la part du symbolique et du réel. [...] N'ayant participé ni aux désastres des années 1930 et 1940, ni aux déconvenues de la guerre d'Algérie, il se sentait moins tenu que ses prédécesseurs de marquer des points en matière de prestige¹. »

Les conférences sur le désarmement, que ses prédécesseurs refusaient de cautionner parce qu'ils les tenaient pour un moyen de neutraliser le pouvoir d'équilibre des non-alignés ? Giscard promet d'y participer tôt ou tard, et l'annonce à Leonid Brejnev ! La coopération nucléaire franco-américaine interrompue en 1973 sous l'effet de la crise israélo-arabe ? C'est lui qui, d'emblée, se place en position de demandeur en réclamant sa reprise. Du coup, ce qu'obtiennent les Américains en échange de la poursuite de l'aide apportée à la recherche française est exorbitant. Vincent Jauvert, qui, le premier, a eu accès aux documents déclassifiés des présidences Carter (1977-1981), Reagan (1981-1989) et Bush père (1989-1993), a résumé dans *Le Nouvel Observateur* du 22 août 2010 la teneur de ces arrangements ultra-secrets qui, écrit-il, « écornent sérieusement l'héritage gaulliste ». C'est ainsi qu'en contrepartie des accords dits « Apollon » l'armée américaine « peut utiliser des bases militaires françaises pour ses entraînements » et même, dans certains cas, « des soldats français ». Mieux : « Entre l'Otan et Paris existe un “arrangement spécial” sur l'utilisation de l'arme nucléaire tactique en cas de guerre, arrangement peu conforme à la décision du général de Gaulle de retirer la France du commandement intégré de l'Alliance atlantique. »

Pour autant, ce retour incontestable dans l'orbite américaine n'empêche pas Giscard de vouloir jouer les utilités entre les deux grands, quitte, après l'invasion de l'Afghanistan par l'Armée rouge en 1979, à servir objectivement les intérêts soviétiques... au point de passer, peu avant l'élection présidentielle de 1981, pour le candidat du Kremlin ! En cause : son attitude, à tout le moins déconcertante, lors du sommet des pays industrialisés de Venise, en juin 1980, à l'occasion duquel il plaide contre une politique de sanctions à l'encontre de l'URSS. Est-ce cette mansuétude qui, deux mois avant le premier tour de 1981, lui vaut un satisfecit de la *Pravda* ? Le 13 mars, l'organe officiel du PCUS le décrit en effet comme un « homme politique prudent et de sang-froid, en particulier dans l'arène internationale », au contraire de François Mitterrand, sujet à un inquiétant « glissement à droite^{*1} ».

Sautant sur l'occasion, le candidat socialiste transformera ce compliment en arrêt de mort électoral pour VGE en déclarant trois jours

plus tard, lors d'une émission de télévision mémorable^{*2} : « Si je dois un jour négocier avec Moscou, moi je ne passerai pas sous la table. » Et de raconter, devant 10 millions de téléspectateurs, sa version du sommet de Venise de l'année précédente : « Et tout à coup, arrive un petit facteur, un petit télégraphiste : c'est M. Giscard d'Estaing. Il a une dépêche dans sa poche... Il dit : "Il ne faut rien décider parce que M. Brejnev vient de me faire savoir qu'il allait évacuer l'Afghanistan par petits bouts..." »

Ce jour-là, Mitterrand réussit un double investissement : en direction de l'électorat de droite, las de Giscard, qui s'apprête à voter Chirac au premier tour et dont l'abstention sera décisive, au second, pour provoquer la défaite du « petit télégraphiste »^{*3}, et vers les Etats-Unis, où Ronald Reagan s'inquiète infiniment de l'arrivée au pouvoir du gouvernement socialo-communiste promis, tout au long de sa campagne, par l'auteur du *Coup d'Etat permanent*.

Reagan félicite Mitterrand...

Pour rassurer le président républicain, entré à la Maison-Blanche cinq mois avant qu'il ne conquière lui-même l'Elysée, Mitterrand va lui offrir infiniment mieux que des promesses : les clés qui lui manquent pour déchiffrer sa politique intérieure. Au vice-président George Bush, dépêché le 24 juin à Paris pour dire au chef de l'Etat français tout le mal que pense Washington de la présence au gouvernement de quatre ministres issus du PCF, le nouvel élu explique ainsi que son but ultime est d'étouffer ce dernier. « Avoir des ministres communistes leur fait perdre leur originalité, explique Mitterrand à Bush pour qu'il le répète à Reagan. Ils vont rester longtemps, se cramponnant à leurs postes, et leur érosion sera grande². » Mieux : il s'engage à ne leur communiquer aucune information stratégique, comme par exemple le circuit d'approvisionnement des gazoducs de l'Otan ou les plans de mobilisation de la SNCF en cas de guerre^{*4}. Puis le vice-président américain rencontre le nouveau Premier ministre, Pierre Mauroy, qui se lance dans un cours de sociologie politique dont la justesse le dispute au cynisme : « Ici, il reste dans l'esprit de chacun une sédimentation des siècles passés rappelant les différences de condition entre les seigneurs et les serfs, entre ceux du château et ceux d'en bas. Ces souvenirs immémoriaux ont contribué à la défaite de nos prédécesseurs. Si actuellement nous laissons les communistes complètement en dehors du

gouvernement, petit à petit, on nous assimilera à ceux du château et les communistes connaîtront un regain d'influence dans le pays³... » Morale de la fable, reçue cinq sur cinq par l'Américain : pour tuer le PCF, embourgeoisons-le !

En juillet 1981, en marge du sommet d'Ottawa, Mitterrand prouve encore sa bonne volonté en livrant à la CIA les informations qu'un agent du KGB « retourné » par la DGSE – le désormais célèbre « Farewell^{*5} » – livre depuis dix-huit mois aux services français.

Voilà qui fait merveille auprès de Reagan, qui félicite Mitterrand d'avoir élucidé la « plus grande affaire d'espionnage du xx^e siècle »^{*6} et lui accorde ce qui eût paru inimaginable sous de Gaulle et Pompidou : la mise à disposition du centre d'essais nucléaires américains du Nevada pour tester les nouveaux missiles français M4 à têtes thermonucléaires, mis au point dans le cadre du programme Apollon. Illustration du principe « qui paye commande » : quand, fin 1981, François Mitterrand s'avise de vendre des armes au gouvernement sandiniste du Nicaragua, la Maison-Blanche lui fait savoir que s'il poursuit dans cette voie, le programme sera annulé... Et la Défense française bien handicapée ! Pris à la gorge, le chef de l'Etat ne peut que céder. Certes à sa manière, puisqu'il refuse d'annuler le contrat d'armement pour ne pas ruiner la parole de la France... Mais en s'engageant tout de même à avertir le gouvernement américain des lieux et dates des prochaines livraisons, ce qui revient à lui donner toute licence pour les intercepter !

... qui s'engage dans la première guerre du Golfe

Moins de dix ans plus tard, François Mitterrand n'hésitera pas davantage à prêter main-forte aux Etats-Unis contre l'Irak, et à placer l'armée française sous le commandement suprême du chef d'état-major américain, le général Colin Powell, et du commandant en chef de l'opération *Tempête du désert*, Norman Schwarzkopf – situation inédite depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Cette soumission à ce qu'on commence à nommer le « nouvel ordre mondial » – par référence aux mots employés par le président américain George Bush lors de son discours au Congrès du 11 septembre 1990 – est d'autant plus symbolique que, avec cette intervention, les Etats-Unis, profitant de l'effondrement de l'URSS,

s'affirment en effet comme l'unique « hyperpuissance » planétaire, selon le mot imposé depuis par Hubert Védrine.

Relisons ce qu'a dit le président américain à la tribune du Congrès au lendemain de l'invasion du Koweït par l'armée de Saddam Hussein :

De cette période difficile [...] *un nouvel ordre mondial peut voir le jour* [souligné par nous] : une nouvelle ère, moins menacée par la terreur, plus forte dans la recherche de la justice et plus sûre dans la quête de la paix. Une ère où tous les pays du monde, qu'ils soient à l'Est ou à l'Ouest, au Nord ou au Sud, peuvent prospérer et vivre en harmonie. [...] Les autres dirigeants d'Europe, ceux du Golfe et d'autres parties du monde comprennent que la façon dont nous résoudrons cette crise aujourd'hui pourrait façonner l'avenir des générations futures. [...]

Les Etats-Unis et le monde doivent défendre leurs intérêts communs vitaux. Et ils le feront. Les Etats-Unis et le monde doivent soutenir la primauté du droit. Et ils le feront. Les Etats-Unis et le monde doivent se dresser contre l'agression. Et ils le feront [...]. Les récents événements ont montré qu'*il n'existe pas de substitut au leadership américain* [souligné par nous]. Face à la tyrannie, que personne ne doute de la crédibilité et du sérieux des Etats-Unis. Que personne ne doute de notre détermination⁴...

Pourquoi François Mitterrand, qui au printemps 1986 encore avait refusé tout net à Ronald Reagan le survol du territoire français que celui-ci réclamait pour aller frapper la Libye de Kadhafi, accusée d'avoir commandité un attentat contre des soldats américains^{*7}, se laisse-t-il cette fois enrôler si facilement dans une opération ouvertement destinée à remodeler le Moyen-Orient selon une logique aux antipodes de la doctrine française^{*8} ? A cette question, les archives disponibles ne permettent pas de répondre. Seule chose certaine : la France, qui au début du conflit avait tenté de jouer les médiateurs entre l'Irak et les Etats-Unis selon une méthode qui aurait pu être celle de De Gaulle ou de Pompidou, a brusquement rallié le camp américain alors qu'elle était en passe d'arracher un compromis qui eût évité des dizaines de milliers de morts⁵.

Après cet épisode, en tout cas, le président socialiste se gardera de s'opposer tant soit peu aux desseins américains.

... et capitule sur le GATT

En mai 1992, il laisse ainsi le gouvernement de Pierre Bérégovoy négocier avec la Commission de Bruxelles une réforme de la Politique agricole commune qui place l'Europe en position de faiblesse face à la principale exigence américaine : le démantèlement définitif du Tarif extérieur commun, ultime rempart hérité du traité de Rome qui, malgré ses abaissements successifs, faisait encore de la Communauté européenne une zone de libre-échange interne relativement protégée de l'extérieur. Telle est alors la condition *sine qua non* posée par Washington pour signer, l'année suivante, le dernier accord de l'Uruguay Round au terme duquel le GATT (General Agreement on Tariffs and Trade) se transformera en Organisation mondiale du commerce (l'actuelle OMC). Faute de quoi les Etats-Unis frapperont d'une surtaxe de 200 % une liste significative d'importations européennes.

Cette capitulation constitue un tournant décisif puisque, jusqu'alors, la CEE refusait officiellement de céder aux sirènes du libre-échange mondial : l'abaissement puis la disparition (avec l'Acte unique de 1987) des barrières douanières internes étaient en effet toujours présentés par la Commission de Bruxelles comme le prix à payer pour harmoniser l'économie européenne et, par là, élever globalement le niveau de vie des citoyens de l'Union. Cette fois, l'aspect social n'est même plus invoqué par les négociateurs européens qui signent le compromis dit de Blair House avec leurs homologues américains. La machine est enclenchée qui mènera, en 2013, à la négociation du traité de libre-échange transatlantique, pendant économique du concept de « nouvel ordre mondial » pour les relations entre Etats.

Au nom des derniers tenants du gaullisme, Philippe Séguin, qui avait incarné en 1992 le « non » à Maastricht, peut bien comparer la ratification du traité instituant l'OMC à un « Munich social » livrant les salariés européens à l'inextinguible soif de compétitivité salariale des multinationales américaines, rien n'y fait : nommé Premier ministre après la défaite de la gauche aux législatives de mars 1993, Edouard Balladur fait voter sa majorité comme un seul homme (moins Séguin !) en faveur du texte préparé par la Commission de Bruxelles. Son principal initiateur, Leon Brittan, commissaire européen en charge du Commerce, sera bien récompensé : il deviendra, en quittant Bruxelles en 1999, vice-président du géant mondial de l'alimentation Unilever, reconversion en forme d'aveu

préfigurant de quinze ans l'atterrissage chez Goldman Sachs de José Manuel Barroso, l'homme qui, à la tête de la Commission européenne pendant la crise financière de 2008, avait organisé le sauvetage des banques suivant le principe éprouvé : mutualisation des risques, privatisation des profits...

Quant au collègue de Leon Brittan en charge de l'Agriculture, Ray MacSharry, lequel avait négocié la réforme de la Politique agricole commune pour la mettre en phase avec les exigences américaines, son destin sera moins flamboyant : cité dans le scandale de la « vache folle » pour avoir tardé à prendre les mesures d'embargo qui s'imposaient – au nom de la « liberté du commerce » ! –, il devra se contenter de la présidence d'une compagnie de téléphone purement irlandaise, Eircom Limited...

Simple posture ou prise de conscience tardive de ses responsabilités ? Au crépuscule de sa vie, François Mitterrand, qui avait tout cédé aux Américains dans cette phase décisive, aura des mots terribles à leur endroit, infiniment plus violents que ceux jamais prononcés par de Gaulle, qui se contentait lui d'ajuster son action à sa pensée publique. « La France ne le sait pas, expliquait Mitterrand en 1994 à Georges-Marc Benamou, mais nous sommes en guerre avec l'Amérique. Oui, une guerre permanente, une guerre vitale, une guerre économique, une guerre sans mort apparemment. Oui, ils sont très durs les Américains, ils sont voraces, ils veulent un pouvoir sans partage sur le monde. C'est une guerre inconnue, une guerre permanente, sans mort apparemment et pourtant une guerre à mort⁶. »

Pourquoi, alors, s'être laissé enrôler dans cette première guerre du Golfe qui, on le verrait bien en 2003 avec la seconde, était le prodrome de la déstabilisation générale du Moyen-Orient et, pour l'Occident tout entier, d'une confrontation sans précédent avec le terrorisme ? Pourquoi, surtout, n'avoir pas pris, comme de Gaulle avant lui, les Français à témoin des enjeux qui les concernaient ? La réponse réside – qui sait ? – dans les assurances exorbitantes qu'avant d'arriver au pouvoir il s'était laissé aller à donner au gouvernement américain et qu'il craignait peut-être qu'on lui présente comme autant de créances, le jour où il aurait souhaité s'en dégager.

Chirac et la tentation de l'Otan

Avec Jacques Chirac, c'est tout le contraire. En succédant à François Mitterrand en mai 1995, il nourrit assurément moins de préjugés que son

prédécesseur à l'encontre des Américains. Contrairement au président socialiste, il connaît bien les Etats-Unis, où il a étudié, travaillé, et même failli se marier^{*9}. C'est en vain qu'on trouverait trace, chez lui, de ce discret complexe de supériorité qu'une certaine bourgeoisie – celle dont Mitterrand est issu – éprouve parfois en considérant l'« inculture yankee ». Chirac aime le peuple américain, ses qualités comme ses défauts, et c'est sans arrière-pensée qu'en sa qualité de premier président de l'après-guerre froide il estime le moment venu de tenter un rapprochement avec les Etats-Unis sur des bases plus saines que celles acceptées par son prédécesseur. Ceux-ci n'ont-ils pas élu en 1993, en la personne de Bill Clinton, un président plus jeune que lui puisque né après le second conflit mondial ? Mais, alors que Mitterrand s'était résigné à suivre la politique de ceux qu'il accusait de mener une « guerre à mort » contre la France, Chirac va décider de ne pas leur prêter main-forte après s'être efforcé, comme son prédécesseur en 1981, de leur donner tous les gages possibles de bonne volonté.

Et quels gages ! A peine arrivé au pouvoir, en mai 1995, il soutient l'intervention américaine dans les Balkans sous les auspices de l'Otan, et achève, sous le regard satisfait de Berlin^{*10}, d'enterrer l'alliance franco-serbe inaugurée au XIX^e siècle et scellée dans le sang de la Grande Guerre. Plus prudent sur ce point, Mitterrand avait, jusqu'au bout, plaidé pour le maintien de l'unité de la Yougoslavie, prévoyant ce que signifierait une remise en cause des frontières fixées en 1945. On le sait aujourd'hui : 300 000 morts dont deux tiers de civils, 4 millions de personnes déplacées, une exacerbation sans précédent des haines ethniques et religieuses, la naissance d'un État mafieux (le Kosovo) au cœur de l'Europe... Sans compter la transformation de l'Otan, alliance défensive à l'origine, en force d'intervention se substituant à l'ONU pour régler un conflit régional !

Mais Jacques Chirac ne s'arrête pas là. Prenant acte de ce changement de nature de l'Alliance atlantique qu'il juge irréversible (sans qu'on sache très bien s'il l'approuve ou s'il s'y rallie par la force des choses), il surprend tout le monde en annonçant, en décembre 1995, que la France souhaite reprendre sa place dans les institutions de l'Otan qui « respectent sa souveraineté de décision ». En particulier, le Comité militaire de l'Alliance et le Conseil des ministres de la Défense auxquels, depuis 1966, la France ne participait plus puisqu'ils n'étaient qu'une chambre d'enregistrement des volontés américaines. But avoué : construire un « pilier européen » qui pourrait devenir, à terme, l'embryon d'une Défense européenne autonome.

Et Chirac de réclamer, pour la France, un « grand commandement » au sein de l'Alliance ainsi rénovée : par exemple, celui de la zone Méditerranée.

Suprême naïveté ou habileté achevée ? Qu'il ait cru possible d'obtenir des Etats-Unis un vrai partage des responsabilités ou au contraire voulu démontrer par l'absurde que ces derniers ne s'y résoudraient jamais, le président de la République doit se rendre à l'évidence : malgré les ouvertures considérables qu'il a consenties, Washington ne veut rien entendre. Une fin de non-recevoir d'autant plus humiliante pour la France qu'elle n'est pas même formulée, Bill Clinton remettant sans cesse au lendemain une réponse ferme aux propositions de Paris. Comme jadis et comme naguère, la France est une « amie » quand elle obéit, mais devient suspecte quand elle joue sa propre partition...

Entre Clinton et Chirac, les rapports, d'abord excellents, vont d'ailleurs se dégrader rapidement à propos d'un dossier géopolitique majeur qui va se solder par une immense duperie : l'extension de l'Otan aux anciennes démocraties populaires d'Europe de l'Est, alors même que la Russie a dissous son pendant, le Pacte de Varsovie^{*11}. Tandis que Chirac, russophone et bon connaisseur de l'histoire russe, ne cesse d'avertir le président américain du syndrome d'encerclement – en l'espèce, parfaitement justifié – qui a toujours guetté le Kremlin et risque de resurgir dès lors que Boris Eltsine aura quitté la scène, Clinton pousse ses pions vers les pays Baltes, provocation s'il en est puisqu'il s'agit, au même titre que l'Ukraine, d'anciens Etats membres de l'Union soviétique^{*12}. Chirac tente-t-il de l'orienter vers la Roumanie, pays non slave qui n'a jamais joué le jeu de l'URSS ? L'autre prend un malin plaisir à le contredire et, sous l'influence du Polonais Walesa et du Tchèque Havel, annonce qu'il ne voit aucune raison de ne pas déployer les armes de l'Otan dans les Etats qui auront décidé d'y adhérer ! Surtout, il ne cache plus que cette adhésion des anciens « pays de l'Est » à l'Alliance atlantique constitue, aux yeux des Etats-Unis, l'antichambre de l'adhésion des mêmes à l'Union européenne... Le rêve enfin réalisé de Jean Monnet pour qui communauté européenne et communauté « atlantique » devaient se réunir en une seule entité !

Cette fois, la lune de miel entre Chirac et les Américains semble bel et bien terminée. Mais c'est George Bush Jr qui, ayant succédé à Clinton en janvier 2001, va se charger de lever les dernières équivoques.

Le casus belli irakien

Tout a basculé le 17 septembre 2001. En visite depuis la veille aux Etats-Unis, Jacques Chirac a survolé ce jour-là en hélicoptère les ruines encore fumantes du World Trade Center, anéanti une semaine plus tôt par le crash des deux Boeing détournés par al-Qaida. Le président français en profite pour assurer son homologue de son soutien et de sa compassion dans le malheur qui frappe ses concitoyens. Le tout, dans le parfait anglais qui est le sien, à la télévision. Cette émotion non feinte, exprimée par un homme qui connaît et apprécie le peuple américain, va droit au cœur de la population de New York, laquelle, contrairement à celle des capitales européennes martyrisées par la Seconde Guerre mondiale, découvre ce que signifie l'extermination de civils innocents par un ennemi invisible. Et il assure Bush qu'il trouvera la France à ses côtés quand il s'agira de châtier les coupables. Pourtant, un malaise l'étreint quand il s'aperçoit que le président américain lui parle moins de Ben Laden, désigné à juste titre comme le commanditaire direct des attentats, que de Saddam Hussein, qui, jusqu'alors, fut pourtant l'un des meilleurs remparts contre l'intégrisme islamique^{*13}. Ce jour-là, Chirac en acquiert la conviction : Bush tient le prétexte d'une opération sans grand rapport avec le 11-Septembre, mais dont la mainmise sur le pétrole irakien et, au-delà, la restructuration du Moyen-Orient sont le but ultime.

S'il est déterminé à prêter main-forte aux Américains dans une offensive ciblée contre les camps d'al-Qaida en Afghanistan, Chirac n'entend pas céder au messianisme des néoconservateurs de Washington qui réduisent le terrorisme à un « choc des civilisations ». Saisissant l'occasion d'une intervention prévue de longue date à l'Unesco, il met en garde, le 15 octobre 2001, contre un « unilatéralisme » qui conduirait à imposer les valeurs occidentales comme norme absolue et en appelle à la lucidité. « Chaque civilisation, dit-il, peut et doit être fière de ce qu'elle a accompli et donné au monde. Chacune et chacun doit aussi mesurer ses parts d'ombre. Que dire en effet des crimes dont les civilisations sont capables et dont aucune, dans l'Histoire, n'a jamais fait l'économie ? »

On connaît la suite : le combat de Chirac, mené tout au long de l'année 2002, pour démontrer aux Américains qu'ils faisaient fausse route en désignant l'Irak comme le fourrier du terrorisme islamiste, ses efforts (eux, couronnés de succès) pour entraîner l'Allemagne de Gerhard Schröder et la Russie de Vladimir Poutine dans un front du refus au sein de l'ONU et,

dans ce cadre, le discours prophétique de Dominique de Villepin, alors ministre des Affaires étrangères, le 14 février 2003.

Las ! Le 9 avril, Bagdad, cruellement bombardée, tombe aux mains des GI. En une ultime tentative, appuyée par Schröder et Poutine, Chirac peut bien faire valoir à Bush que, l'armée américaine n'ayant pas trouvé les « armes de destruction massive » qu'elle prétendait neutraliser, elle n'a aucune raison d'occuper l'Irak et que la reconstruction du pays doit d'effectuer sous contrôle de l'ONU, la descente aux enfers commence pour la nation irakienne, livrée au pillage de ses richesses économiques et culturelles, mais aussi à la guerre civile et au terrorisme – préfiguration de ce qui se produira en 2011 en Libye, quand Nicolas Sarkozy et David Cameron interviendront pour renverser un certain Kadhafi.

Surtout, la France est la cible d'une campagne de presse plus violente encore que celle ayant visé de Gaulle quand il avait décidé, en 1966, de quitter le commandement intégré de l'Otan. Les tabloïds américains et britanniques sont tellement orduriers que, dans un geste inhabituel, notre ambassadeur à Washington, Jean-David Levitte, publie une lettre ouverte pour dénoncer la « campagne de désinformation » sans précédent déclenchée contre la France « par des responsables gouvernementaux anonymes ». Tout se passe en effet comme si le contentieux accumulé depuis 1944 se déversait soudain. Aux éditorialistes qu'elle contrôle, la secrétaire d'Etat Condoleezza Rice a passé la consigne de la Maison-Blanche : « Pardonner à la Russie, ignorer l'Allemagne, punir la France. » Appel au boycott des produits français (vins et foie gras en particulier), débaptisation des *french fries* (« pommes frites françaises ») devenues *freedom fries* (« frites de la liberté »), pétitions en faveur du rapatriement des corps des soldats américains tombés en France en 1944 : la presse d'outre-Atlantique se déchaîne, que seule sa cousine anglaise supplante en intensité. « Chirac est un ver », titre en caractères géants (et en français) le *Sun* de Londres, qui représente le président français en lombric émergeant d'un hexagone tricolore. « N'a-t-il pas fourni un visa français à Saddam Hussein qui doit couler des jours heureux à Paris puisqu'on ne réussit pas à le retrouver en Irak ? » renchérissent les vedettes des talk-shows américains... Qui popularisent l'expression : « *First Irak, then Chirak !* »

George W. Bush n'aura pas à se donner cette peine puisqu'en 2007 le Corrèzien cède la place à un président conforme aux rêves les plus fous de la Maison-Blanche : Nicolas Sarkozy. Lequel, bien avant d'entrer en campagne en France, était allé déposer sa candidature à l'Elysée non au

Conseil constitutionnel... mais à l'ambassade des Etats-Unis, seize mois avant de l'annoncer au peuple français !

Bush adoube Sarkozy

En ce lundi 1^{er} août 2005, Nicolas Sarkozy, ministre de l'Intérieur du gouvernement de Dominique de Villepin, a, de fait, demandé à rencontrer le nouvel ambassadeur des Etats-Unis, Craig Stapleton, qui six jours plus tôt, le 25 juillet, présentait ses lettres de créance au président Chirac. Homme d'affaires avisé, Stapleton est aussi un très proche de George Bush, au point de s'être associé avec lui pour acheter l'équipe de base-ball des Texas Rangers. Que lui dit Sarkozy ? *Primo*, qu'il est en désaccord profond avec Chirac, donc en accord avec Bush, sur la politique irakienne de ce dernier ; *secundo*, qu'il sera candidat à l'élection présidentielle de 2007 ; *tertio*, qu'avec lui à l'Élysée les rapports franco-américains changeront du tout au tout !

Que penser d'une telle démarche ? S'agissant d'un opposant, elle aurait déjà été choquante, mais guère plus, après tout, que celles d'un Defferre, d'un Lecanuet ou d'un Mitterrand dans les années 1960, adversaires déclarés de la politique gaulliste et ne reculant devant rien pour la saper, fût-ce auprès d'une puissance étrangère. Il n'y a plus guère, après tout, que les Anglo-Saxons pour observer le principe « *Right or wrong, my country !* ». Avec Nicolas Sarkozy, on passe à un degré supérieur de ce qu'il faut bien appeler la félonie puisque l'intéressé est membre d'un gouvernement et, de surcroît, chargé d'un domaine régalien par excellence : la sécurité intérieure de la nation et de l'Etat. Il a, entre autres, sous ses ordres la DGSE, autrement dit le contre-espionnage, dont la mission principale est d'identifier ceux qui, par leurs paroles ou par leurs actes, sont susceptibles de nuire à l'intérêt national. Or que fait d'autre le ministre de l'Intérieur en exercice quand il explique au représentant de la première puissance du monde que la politique suivie par le gouvernement auquel il appartient n'est pas la bonne ? En temps de guerre, cette attitude porterait un nom : la haute trahison. En temps de paix, elle s'apparente, pour le moins, à une faute de première grandeur. Laquelle l'aurait peut-être disqualifié si elle avait été connue au moment des faits. Or elle ne le fut qu'en 2010, quand le site WikiLeaks, fondé quatre ans plus tôt par Julian Assange, a commencé à diffuser, en liaison avec un pool de grands journaux internationaux (*The New York Times*, *The Guardian*, *Le Monde*, *El*

Pais, Der Spiegel), des documents confidentiels destinés à éclairer l'opinion sur la face cachée de certains dossiers, qu'il s'agisse de scandales financiers ou de corruption, d'affaires d'espionnage comme la mise sur écoute de chefs d'Etat étrangers par la NSA, voire d'atteintes aux droits de l'homme – les prisons secrètes de la CIA.

C'est ainsi qu'en novembre 2010 *Le Monde* a publié de larges extraits des conversations de Nicolas Sarkozy, mais aussi de ses proches, tels Brice Hortefeux, François Fillon, Hervé de Charette ou Patrick Devedjian, avec l'ambassadeur américain à Paris. Lesquelles éclairent grandement ce qui suivra, moins de deux ans après son élection : la réintégration de la France dans l'Otan. Un bon exemple de cette « déclaration d'amour aux Américains » (*dixit Le Monde*) est le compte rendu que fait l'ambassadeur de sa rencontre avec Sarkozy le 1^{er} août 2005, laquelle débouchera sur une entrevue avec George Bush lui-même, le 2 mai 2006.

Sarkozy, écrit Stapleton dans le télégramme qu'il adresse aussitôt après à la Maison-Blanche, a exprimé son admiration pour le président Bush. Il a dit que, comme le président, lui aussi mettait un point d'honneur à tenir sa parole et à affronter honnêtement les problèmes réels de son pays. [...] Sarkozy s'est lamenté de l'état troublé des relations entre les Etats-Unis et la France au cours des dernières années. Affirmant que c'est quelque chose que lui ne ferait jamais, il a évoqué l'utilisation, par Chirac et Villepin, du veto de la France au Conseil de sécurité [de l'ONU] contre les Etats-Unis en février 2003, comme étant une réaction injustifiable et excessive.

Il le cite encore : « “Ils m'appellent Sarkozy l'Américain. Eux considèrent que c'est une insulte, mais je le prends comme un compliment.” Sarkozy a souligné à quel point il “se reconnaît” dans les valeurs américaines, écrit le diplomate. Il a raconté que, lorsqu'il était enfant, il a dit à son père qu'il souhaitait devenir président. Son père d'origine hongroise a rétorqué : “Dans ce cas, va en Amérique, parce que avec un nom comme Sarkozy, tu n'y parviendras jamais ici.” Prouver que c'était faux, a dit Sarkozy, est la pierre angulaire de ses efforts à la fois pour réussir à devenir président et à transformer la France⁷. »

Devant le même ambassadeur, les soutiens politiques du maire de Neuilly ne sont pas en reste^{*14}. Le futur Premier ministre François Fillon, qui apparemment n'a pas encore ouvert les yeux sur l'homme contre lequel

il se dressera après avoir fidèlement appliqué sa politique pendant cinq ans, assure ainsi Stapleton que « Sarkozy sera plus apte [que Chirac] à travailler avec les Etats-Unis ». Futur membre du gouvernement Fillon, Patrick Devedjian évoque, lui, « une nouvelle volonté française, sous une administration Sarkozy, de soutenir plus activement les objectifs américains en Irak », et se plaint, rapporte l'ambassadeur, de ce que « les Français ne s'intéressent pas à l'Otan »... Avant de lui annoncer triomphalement la fin des ambitions présidentielles de Villepin, l'ennemi de Washington, lâché par l'Elysée sous la pression de Sarkozy après l'affaire du Contrat première embauche (CPE) qui a jeté lycéens et étudiants dans la rue⁸.

Mais c'est à l'ancien ministre des Affaires étrangères de Chirac de 1995 à 1997, Hervé de Charette, devenu responsable des relations internationales à l'UMP, qu'échoit sans doute la palme de l'abaissement. Six mois avant que Stapleton ne remplace l'ambassadeur Howard Leach, en poste depuis 2001, il avait pris, *dixit* ce dernier, l'« initiative remarquable » de lui téléphoner pour parler « amitié » et « coopération », mais surtout pour dénoncer l'« embarras » causé aux relations franco-américaines par notre politique irakienne et l'assurer que, pour l'UMP, « la relation avec les Etats-Unis [était] la base de la diplomatie de la France ». Howard Leach conclut : « Le geste sans précédent de Charette [*“Charette's gesture, unprecedented in our memory”*] est, à notre connaissance, effectué au nom du président de l'UMP, Nicolas Sarkozy. Les opinions qu'il exprime sont clairement celles de l'homme politique le mieux placé pour mettre un terme à la présidence Chirac⁹. »

Mettre un terme à la présidence Chirac, autrement dit, dans l'esprit des Américains, en finir avec ce qui subsiste encore, bon gré mal gré, du gaullisme ? Aux yeux de l'administration Bush, il est d'autant plus certain que Sarkozy fera le « job » (comme Poniatoski, en 1969, le disait à tort de Pompidou) que le maire de Neuilly semble en quelque sorte programmé pour cela.

Une histoire de famille

Pour le président américain, en effet, le ministre de l'Intérieur et président de l'UMP est loin d'être un inconnu, même si leur première rencontre date de 2006. Un proche parmi ses proches lui en a dressé un portrait flatteur : le diplomate Frank G. Wisner, qui fut l'un des principaux collaborateurs de son père, George Bush, comme secrétaire d'Etat adjoint

au Contrôle des armements et à la Sécurité internationale (1992-1993) avant de reprendre du service sous le démocrate Bill Clinton comme sous-secrétaire à la Politique de défense (1993-1994).

Comment expliquer cette continuité, assez rare aux Etats-Unis, où le système dit « des dépouilles » impose le renouvellement total de l'administration quand la Maison-Blanche change de couleur politique ? Par l'importance structurelle de Frank G. Wisner dans l'appareil de la CIA où l'a introduit son propre père, Frank (1909-1965), qui fut pendant toute la première partie de la guerre froide le directeur de la planification de l'Agence. Autrement dit l'un des architectes de son action clandestine à l'étranger, et, à ce titre, l'un des créateurs des réseaux Stay Behind aux côtés d'Allen Dulles¹⁰. La CIA lui doit, entre autres, l'opération *Mockingbird* (« Oiseau moqueur ») qui consista, dans les années 1950, à recruter, contre rémunération, des journalistes en poste dans les médias influents. Un projet qui, au plus fort de la guerre froide, employa jusqu'à 4 000 personnes^{*15}.

Nanti d'un tel parrainage, Frank a prospéré dans les réseaux de l'« Etat profond » américain : parallèlement à ses fonctions gouvernementales et aux divers postes d'ambassadeur (Zambie, Egypte, Philippines, Inde) qu'il a occupés comme fonctionnaire du Département d'Etat, il a appartenu – et appartenait toujours en 2017 – à de nombreux conseils d'administration : ceux de géants de l'assurance comme American Life ou AIG, de plusieurs banques étrangères telle la Commercial International Bank égyptienne, associée à la Chase Manhattan Bank, mais aussi de cabinets de juristes internationaux ou encore des compagnies pétrolières et gazières AOG Resources et Enron^{*16}.

Comment Frank Wisner a-t-il connu Nicolas Sarkozy ? Tout simplement en épousant, en 1976, son ex-belle-mère, Christine de Ganay. Divorcée, quelques années plus tôt, de Pal Sarkozy, père de Nicolas, avec lequel elle avait eu deux enfants (Caroline et Olivier, demi-sœur et demi-frère de ce même Nicolas), elle les a emmenés vivre aux Etats-Unis, sous le toit de son nouvel époux. Chaque été, à partir de la seconde moitié des années 1970, le futur président de la République est donc allé passer toutes ses vacances chez le couple Wisner, pour y retrouver son demi-frère et sa demi-sœur.

Si Frank a veillé sur la carrière de ces derniers, notamment sur celle d'Olivier, devenu en 2002, après un brillant parcours dans la banque, directeur général des services financiers internationaux du groupe Carlyle,

l'un des principaux fonds d'investissement de la CIA^{*17}, il n'a pas négligé celle de Nicolas. Devenu avocat à Paris, puis député-maire de Neuilly, celui-ci a bénéficié, plusieurs étés de suite, d'une formation spéciale du Département d'Etat réservée à de jeunes pousses prometteuses bien que non américaines.

Peu connu jusqu'à l'arrivée au pouvoir de l'intéressé, ce détail a été publiquement révélé le 1^{er} octobre 2007 par Karen Hughes, secrétaire d'Etat adjointe de George Bush en charge de la diplomatie publique (comprendre : de l'image des Etats-Unis dans le monde). Elle y fit référence dans un discours à l'université de Budapest : « Plus de 130 leaders mondiaux ont participé à notre programme, y compris le nouveau Premier ministre britannique [Gordon Brown], le nouveau président de la France [Nicolas Sarkozy] et le nouveau président de la Turquie [Abdullah Gül]. » Avant d'ajouter, candide ou désireuse d'attirer des candidats hongrois : « Presque chaque participant a dit après coup : “Ça a changé ma vie¹¹.” »

Celle de Nicolas Sarkozy en a-t-elle été bouleversée ? Certes non puisqu'il a été élu président de la République par tous les Français, et en aucun cas par un *pronunciamiento* signé Wisner... Mais comment ne pas faire le rapprochement entre cette proximité à la fois familiale et intellectuelle avec les milieux néoconservateurs les plus actifs^{*18}, et la décision majeure de son quinquennat : la réintégration sans condition des forces armées françaises dans le commandement intégré de l'Otan ?

Acquise le 17 mars 2009, au terme d'un vote de confiance au Parlement, celle-ci marque bien la fin d'une époque. La dernière pelletée lancée, sans oraison funèbre, sur le rêve d'une « France aux mains libres ». Pas un proche du nouveau président, non plus qu'aucun journaliste, n'ignorait alors les diatribes proférées, en privé, par le successeur de Jacques Chirac contre l'homme du 18-Juin, cette « fausse idole sanctifiée à tort ». L'un des confidents de l'ancien maire de Neuilly, l'animateur de radio Eric Brunet, auteur de *L'Obsession gaulliste*¹² – une charge violente censée démontrer que, depuis la Libération, la France vit sous un régime « cryptocommuniste » en raison du « rejet du modèle américain » par les « adorateurs de la croix de Lorraine » –, rapporte cette sortie de Nicolas Sarkozy : « De Gaulle, c'est l'homme qui est allé narguer les autorités canadiennes avec son “Vive le Québec libre !”. Sauf que, vingt ans plus tôt, 45 000 Canadiens étaient tombés sous la mitraille nazie pour libérer la

France. Curieux hommage rendu aux morts de Juno, Sword et Gold Beach¹³ ! »

A gauche, cependant, François Hollande avait donné l'impression de vouloir briser le quasi-consensus de la droite^{*19} en faveur du retour dans l'Otan. Au nom du PS, Laurent Fabius, futur ministre des Affaires étrangères de 2012 à 2016, défendait en ces termes la motion de censure déposée à cette occasion contre le gouvernement de François Fillon : « Que vous le vouliez ou non, au Proche et au Moyen-Orient, en Amérique du Sud, en Russie, en Afrique, si l'on sait demain que la France est rentrée dans le rang, et c'est ainsi que votre décision sera considérée, cela portera tort à son influence. Vous aurez beau le contester, nous le verrons dans les faits ! »

François Hollande, alors premier secrétaire du PS, ajoutait : « En abdiquant son autonomie de décision militaire et stratégique dont tous les présidents de la V^e République ont été les gardiens, en abandonnant son combat pour le multilatéralisme, en oubliant ses ambitions d'un pilier européen de défense, la France perdrait sa liberté de choix dans le monde. Elle se retrouverait liée à une doctrine des blocs qu'elle a toujours récusée. »

Et, comme candidat socialiste à l'élection présidentielle, il précisait, le 26 janvier 2012, que dans l'hypothèse de sa désignation il « renégocierait » la position de la France, quitte, s'il n'obtenait pas les postes clés réclamés en vain par Chirac en 1996, à « quitter l'Organisation¹⁴ ».

Las ! Non seulement le président socialiste ne tirera, trois ans plus tard, aucune conclusion pratique des révélations de WikiLeaks démontrant qu'il avait été placé sur écoutes par la NSA^{*20} au même titre que ses prédécesseurs, mais il parachèvera la réintégration voulue par Nicolas Sarkozy en faisant ratifier par le Parlement, le 7 avril 2016, le protocole de Paris du 28 août 1952 organisant les modalités juridiques – en réalité l'extraterritorialité absolue – des bases de l'Otan implantées en France. Signé par le gouvernement d'Antoine Pinay à la demande des Etats-Unis, ce protocole était devenu caduc quand, en 1967, les troupes américaines avaient dû plier bagage. En le réactivant, François Hollande a donc rendu possible leur retour éventuel et, en attendant, celui, massif, des officiers supérieurs américains à tous les échelons opérationnels de la défense française. Passé au Parlement comme une lettre à la poste – au point qu'un seul député Les Républicains a voté contre le texte du gouvernement : Bernard Debré, fils de l'ancien Premier ministre du général de Gaulle –, ce

retour en catimini dans l'orbite américaine n'a pas davantage secoué l'opinion. Seuls l'hebdomadaire *Marianne* et le mensuel *Causeur* ont cru bon de tirer la sonnette d'alarme. Le premier en dénonçant, sous la plume de Bruno Rieth¹⁵, la procédure presque clandestine choisie par François Hollande^{*21} (un vote d'urgence, organisé de nuit, simultanément à l'Assemblée et au Sénat), le second en révélant que le protocole de Paris s'appliquerait d'emblée à « quatre sites : les quartiers généraux des corps de réaction rapide de Strasbourg, de Lille et de Toulon ainsi que le Centre d'analyse et de simulation pour la préparation aux opérations aériennes (CASPOA) installé à Lyon. Dans chacun de ces états-majors français, ajoutait Hadrien Desuin, des officiers de l'Otan vont pouvoir asseoir leur présence et ainsi s'immiscer un peu plus dans les activités militaires de la France. Sous couvert d'interopérabilité entre alliés, notre pays fusionne toujours un peu plus avec l'Otan. Des états-majors aujourd'hui mais pourquoi pas des bases militaires demain¹⁶ ? ».

En moins de sept ans, Nicolas Sarkozy et François Hollande auront ainsi réduit à néant le dernier legs de l'homme du 18-Juin : une France émancipée de tout lien de sujétion susceptible de paralyser son action ou, au contraire, de l'entraîner là où elle ne souhaiterait pas aller. A tous ceux qui, après lui, estimeront qu'on peut sans dommage aliéner son libre arbitre, le Général avait répondu d'avance : « Les Français sont déjà trop portés à croire qu'ils peuvent dormir tranquilles, qu'ils n'ont qu'à s'en remettre à d'autres du soin de défendre leur indépendance ! Il ne faut pas les encourager dans cette confiance naïve, qu'ils paient ensuite par des ruines et par des massacres ! Il faut les encourager à compter sur eux-mêmes¹⁷ ! » C'était en 1964. Une éternité...

^{*1}. Depuis la rupture du Programme commun, en 1977, la *Pravda* a pris l'habitude de tirer à boulets rouges sur François Mitterrand, dont la stratégie d'étouffement des communistes n'a pas échappé au gouvernement soviétique. De fait, celle-ci commencera à porter ses fruits dès l'année suivante, quand, aux législatives de mars 1978, les socialistes passeront, pour la première fois de leur histoire, devant le PCF.

^{*2}. « Cartes sur table », Antenne 2, 16 mars 1981.

^{*3}. L'analyse des résultats de la présidentielle de 1981 montre clairement que la victoire de François Mitterrand est moins due à une mobilisation de la gauche qu'à une

démobilisation de la droite, séquelle du divorce Giscard-Chirac et de la déception que le président sortant a suscitée chez ses électeurs de 1974. Au premier tour, en effet, le total des voix de droite dépasse de 720 000 celui des voix de gauche. Au second, cette avance s'est transformée, pour Giscard, en 1 million de voix de retard !

*4. Nommés aux Transports (Charles Fiterman), à la Fonction publique (Anicet Le Pors), à la Santé (Jack Ralite) et à la Formation professionnelle (Marcel Rigout), les quatre ministres communistes ne participent à aucun Conseil restreint portant sur la défense ou la politique étrangère.

*5. De son vrai nom Vladimir Vetrov, « Farewell » était un lieutenant-colonel du KGB qui, à partir de 1980, et pour des raisons non encore complètement élucidées, se mit à transmettre à la DST des documents hautement confidentiels sur l'espionnage industriel soviétique en Europe et aux Etats-Unis. Grâce à lui, 170 agents furent identifiés à travers le monde, dont 47 diplomates en poste en France, que Mitterrand fit expulser en avril 1983. Pour l'historien Marc Ferro, cet épisode, particulièrement humiliant pour l'URSS, constitua un signal majeur dans l'annonce de sa chute, huit années plus tard.

*6. En fait, c'est sous Valéry Giscard d'Estaing que l'affaire fut traitée, *via* le patron de la DST de l'époque, Marcel Chalet, même si c'est son successeur, Yves Bonnet, qui eut la charge de la conclure.

*7. Dans la nuit du 5 au 6 avril 1986, une bombe explose dans une discothèque de Berlin-Ouest fréquentée par les GI, dont trois trouvent la mort, tandis qu'une cinquantaine d'autres sont blessés. Aussitôt, les Américains, qui disent avoir intercepté un message en provenance de Libye, ciblent la responsabilité de Kadhafi, qu'ils désignent comme un agent de Moscou. Dix jours plus tard, Tripoli est bombardée par l'aviation américaine, qui tue une soixantaine de personnes et blesse 2 000 civils.

*8. Alors que la France a toujours considéré que la stabilité du Moyen-Orient dépendait de rapports de force équilibrés entre les Etats-nations de la région – Israël compris –, la politique américaine s'est engagée, depuis le second mandat Reagan (1984-1988), et spécialement depuis son successeur George Bush père (1989-1993), en faveur d'une balkanisation des structures politiques existantes, conformément à la doctrine des néoconservateurs Bernard Lewis et Richard Perle, qui inspireront la deuxième guerre du Golfe déclenchée par George Bush Jr (2001-2009).

*9. En août 1953, lors de son premier séjour d'étudiant aux Etats-Unis, Jacques Chirac avait annoncé à sa famille ses fiançailles avec une riche héritière de Caroline du Sud, Florence Herlihy. Mais, les parents des deux jeunes gens s'y étant opposés, le jeune Chirac était rentré en France pour se fiancer avec celle qui deviendrait sa femme, Bernadette Chodron de Courcel.

*10. Dès la négociation des accords de Maastricht, en 1991, l'Allemagne, soutenue par les Etats-Unis, avait fait pression pour que la Communauté européenne

(qui deviendra l'Union après la ratification du traité) reconnaisse l'indépendance de la Croatie et de la Slovénie, jusqu'alors républiques fédérées de Yougoslavie. Principe auquel s'étaient opposées, avant de céder, la France et la Grande-Bretagne, au prétexte (aussitôt vérifié) que cette double sécession déclencherait l'embrasement des Balkans et que l'Allemagne en profiterait pour reconstituer une domination économique quasi exclusive sur ces Etats qui, avant 1914, appartenaient à la sphère d'influence wilhelminienne.

[*11](#). En 1990, le secrétaire d'Etat américain, James Baker, avait solennellement promis à Mikhaïl Gorbatchev que l'Otan ne chercherait pas à s'étendre aux anciens Etats du Pacte de Varsovie. Le reniement de cette promesse fera violemment réagir le père de la doctrine du *Containment*, George Kennan, pourtant peu suspect de russophilie, qui, sortant à 93 ans de la réserve qu'il s'était imposée, écrira dans le *New York Times* du 5 février 1997 : « L'extension de l'Otan ne manquera pas d'enflammer les tendances nationalistes, antioccidentales et militaristes au sein de l'opinion russe, elle contrariera le développement de la démocratie en Russie, elle restaurera l'atmosphère de guerre froide dans les relations Est-Ouest et elle poussera la politique étrangère russe dans des directions qu'à coup sûr nous n'apprécions pas... » Pour toute réponse, Madeleine Albright, la secrétaire d'Etat de Bill Clinton, notera seulement dans ses Mémoires, publiés en 2003, qu'il s'agissait du radotage d'« une icône sans âge de la diplomatie américaine »...

[*12](#). Au sommet de l'Otan, à Madrid, en juin 1997, Bill Clinton ne cache pas qu'après l'adhésion à l'Alliance de la Pologne, de la Hongrie et de la République tchèque, qui sera effective en mars 1999, celle des trois pays Baltes, Estonie, Lituanie et Lettonie, est sa prochaine priorité. Elle aura lieu en 2004, en même temps que celles de la Bulgarie, de la Roumanie, de la Slovaquie et de la Slovénie, rejointes en 2009 par la Croatie et l'Albanie.

[*13](#). Dans les années 1980, l'Irak de Saddam Hussein, que les Etats-Unis et la France soutenaient par des ventes d'armes massives dans sa guerre contre l'Iran, était même présenté par l'administration américaine comme le principal rempart de l'Occident dans la région.

[*14](#). Quand, en février 2017, il fut établi que l'un des principaux collaborateurs de Donald Trump – en l'occurrence Michael Flynn, conseiller à la Sécurité nationale de la Maison-Blanche – n'avait pas attendu l'élection de son patron pour annoncer à l'ambassadeur de Russie à Washington les grandes lignes de sa politique étrangère, il fut contraint à la démission. A juste titre, la CIA, le FBI et le Département d'Etat avaient en effet estimé que pareils bavardages exposaient leur auteur à des pressions ultérieures venues de Moscou. En France, les révélations de WikiLeaks à propos des démarches symétriques, mais à fronts renversés, effectuées auprès de l'ambassadeur des Etats-Unis par Nicolas Sarkozy et ses principaux soutiens avant son élection n'ont suscité que quelques remous... Mais aucune démission.

[*15](#). Selon Carl Bernstein (Prix Pulitzer 1973 et codécouvreur, avec Bob Woodward, des écoutes du Watergate), près de 400 journalistes étaient encore régulièrement appointés par la CIA en 1977, héritage direct de l'opération *Mockingbird* dont l'existence fut révélée au public américain l'année précédente, en marge des investigations de la Commission Church chargée d'enquêter sur le Watergate.

[*16](#). Qualifiée de « *best of the best* » par les analystes de Goldman Sachs (qui, au même moment, aidaient la Grèce à maquiller ses comptes publics avant de lui faire rendre gorge pour déficits excessifs !), la multinationale de l'énergie Enron sera emportée en 2001 par un scandale retentissant jetant à la rue quelque 20 000 salariés et ruinant plusieurs centaines de milliers de retraités qui avaient eu le tort d'adhérer au fonds de pension créé par l'entreprise. En cause : l'endettement massif de la société qui, grâce à la création de 3 000 sociétés off-shore, pratiquait la titrisation à grande échelle en promettant à ses actionnaires des profits de 800 % ! Très proche de George Bush et des néoconservateurs, le président d'Enron, Kenneth Lay, avait déclaré, peu avant la faillite de sa société : « Je crois en Dieu, donc je crois au marché. » Ce qui n'avait pas empêché ce « croyant » de vendre précipitamment pour plusieurs dizaines de millions de dollars de ses propres actions avant le krach fatidique. Emporté par un infarctus, Lay échappera à la prison. Et Frank Wisner, contre toute attente, aux poursuites.

[*17](#). Fondé en 1987, le groupe Carlyle est la troisième plus grande société d'investissement du monde. Outre un ancien président des Etats-Unis (George Bush père), on trouve parmi ses fondateurs actionnaires plusieurs cadres importants de la CIA, dont un ancien directeur (le même George Bush, de 1976 à 1977) et un ancien directeur adjoint, Frank Carlucci (1978-1981)...

[*18](#). Proximité illustrée notamment par le fait que le propre fils de Frank Wisner, David, né en 1981, relayait, aux Etats-Unis, *via* une chronique régulière sur YouTube, la campagne présidentielle de Nicolas Sarkozy en 2007. Il soulignait notamment, en termes flatteurs, la proposition la plus hardie de son candidat préféré : l'instauration d'un crédit hypothécaire généralisé afin que « les Français les plus pauvres puissent devenir propriétaires comme aux Etats-Unis ». Un an plus tard, la crise des subprimes et son cortège d'Américains insolubles jetés à la rue par la saisie de leurs biens fera disparaître – heureusement pour les Français – cette proposition. Mais il est clair qu'elle ne devait rien à la tradition bancaire française qui fait de l'établissement de crédit un conseil autant qu'un prêteur. Quant à Louis Sarkozy, dernier fils de Nicolas, né en 1997, élevé aux Etats-Unis et scolarisé dans une école militaire de Philadelphie, la Valley Forge Academy, il a relayé, sur Twitter et sur Facebook, la campagne présidentielle de Donald Trump en 2016...

[*19](#). Seul François Bayrou, au nom du MoDem, et l'ancien Premier ministre Dominique de Villepin avaient condamné, en 2009, le retour de la France dans le giron de l'Otan.

[*20](#). Le centre d'écoutes du Département d'Etat américain, créé en 1952 par le président Truman et qui, contrairement à la CIA, n'a reconnu sa propre existence qu'en 1957 et n'a commencé à communiquer sur ses activités qu'après le dévoilement de sa principale structure secrète, le réseau Echelon, à la fin des années 1990. Jusqu'alors, les journalistes américains qui l'évoquaient, en se voyant systématiquement opposer des démentis formels, surnommaient la NSA « *No Such Agency* » (« Une telle agence n'existe pas »).

[*21](#). « Dans toute démocratie digne de ce nom, de tels arbitrages auraient été rendus après un vaste débat dans le pays », avait déclaré François Hollande en déposant, le 3 avril 2008, une motion de censure contre le gouvernement Fillon après l'annonce par Nicolas Sarkozy de l'ouverture de négociations en vue du retour de la France dans l'organisation intégrée de l'Otan.

ANNEXES

- I. Lettre adressée par le président Roosevelt au maréchal Pétain, 15 octobre 1942.
- II. Note de la CIA sur les conséquences possibles d'un assassinat du général de Gaulle, 22 mars 1962.
- III. Note des services secrets suisses sur le concours apporté par la CIA à l'OAS, 2 juillet 1962.
- IV. Extrait de la déclaration de Jean-Marie Bastien-Thiry à son procès, 2 février 1963.
- V. Note de la CIA sur les informations confidentielles livrées à l'ambassadeur des Etats-Unis à Paris sur l'avancement du programme nucléaire français, 12 avril 1963.
- VI. Note de la CIA sur les informations transmises par un fonctionnaire du Quai d'Orsay sur la prochaine sortie de la France du système intégré de l'Otan, 15 septembre 1965.
- VII. Clichés pris par l'avion espion américain U2 des sites atomiques de Mururoa (Polynésie française) et de Pierrelatte (Drôme), 26 mai-11 juin 1967.
- VIII. Couverture du magazine *Life* dénonçant la pénétration des services secrets français par le KGB, 26 avril 1968.

Annexe I
Lettre adressée par le président
Roosevelt au maréchal Pétain^{*1}

La Maison-Blanche,
Washington

15 octobre 1942

Mon cher vieil ami,

Je vous adresse ce message *non seulement* comme chef d'Etat des Etats-Unis au chef de l'Etat de la République française, *mais aussi* comme l'un de vos amis et camarades des grands jours de 1918. Puisseions-nous vivre tous deux pour voir de nouveau la France victorieuse contre l'ancien ennemi.

Quand votre gouvernement a conclu la convention d'armistice, en 1940, il était impossible, pour n'importe lequel d'entre nous, de prévoir le programme de pillage systématique que le Reich allemand a infligé au peuple français. Ce programme, servi par le chantage et le vol, a privé la population française de ses moyens de subsistance, de son épargne ; il a paralysé l'industrie française et les communications. Il a mis à sac les usines et les fermes françaises, le tout au bénéfice du Reich nazi et d'une Italie fasciste sous le gouvernement desquels aucune nation éprise de liberté ne pourrait longtemps exister.

Comme ami de longue date de la France et du peuple français, ma colère et ma sympathie vont croissant, avec chaque jour qui passe, quand je considère la misère, le besoin et l'absence du foyer des jeunes

hommes de France. L'Allemagne n'a négligé aucune occasion de démoraliser et de dégrader votre grande nation. Aujourd'hui, les yeux pleins de convoitise, l'Allemagne et l'Italie se proposent d'envahir et d'occuper l'Afrique du Nord française afin de pouvoir exécuter leur plan de domination et de conquête du continent.

Je sais que vous comprendrez qu'une pleine mainmise sur l'Afrique du Nord ne s'arrêtera pas là, mais serait le prélude d'efforts de l'Allemagne et de l'Italie pour tenter la conquête de parties considérables de l'hémisphère américain et s'assurer la domination de vastes territoires du Proche et du Moyen-Orient et pour donner la main en Extrême-Orient à ces dirigeants militaires du Japon qui cherchent à dominer la totalité du Pacifique.

Il est évident naturellement qu'une occupation et qu'une invasion de l'Afrique du Nord et de l'Afrique-Occidentale française constitueraient pour les Etats-Unis et pour toutes les Républiques américaines la plus grande menace pour leur sécurité, de même qu'elle sonnerait le glas de l'Empire français.

A la lumière de toutes les informations relatives aux intentions et plans de notre ennemi, j'ai en conséquence décidé d'envoyer en Afrique du Nord de puissantes armées américaines afin qu'elles coopèrent avec les délégations gouvernementales d'Algérie, de Tunisie et du Maroc pour repousser ce dernier acte de la longue litanie des crimes internationaux de l'Allemagne et de l'Italie.

Ces indomptables forces américaines sont munies d'un armement massif adapté à la guerre moderne, qui sera mis à la disposition de vos compatriotes en Afrique du Nord, dans notre combat commun contre l'ennemi commun.

J'explique tout ceci aux autorités françaises en Afrique du Nord. Je fais appel à leur coopération pour repousser les menaces de l'Axe. Mon dessein bien net est d'assister et d'aider les autorités françaises dans leur administration.

Tel est l'objectif des armées américaines. Je n'ai pas besoin de vous dire que le but ultime et le plus grand est la libération de la France et de son Empire du joug de l'Axe. En agissant ainsi, nous assurons automatiquement la sécurité des Amériques.

Je n'ai pas besoin de vous affirmer, *à vous le héros vénéré de Verdun*, à nouveau que les Etats-Unis d'Amérique n'ambitionnent la conquête d'aucun territoire et se souviennent toujours de l'amitié

historique et de l'aide mutuelle que nous nous sommes si largement données l'un à l'autre.

Je vous adresse, et par vous, j'adresse au peuple de France *mes chaleureux sentiments* et mon espoir et ma conviction que, bientôt, nous entrerons dans des jours meilleurs.

Franklin D. Roosevelt

COMMENTAIRE

Rarement citée *in extenso*, cette lettre de Roosevelt à Pétain est décisive pour comprendre la mentalité du président américain en général et ses projets à l'égard de la France en particulier.

Première curiosité : il parle de Pétain comme du chef de la « République française » alors que, en vertu des « actes constitutionnels » du 10 juillet 1940 lui transférant les pleins pouvoirs, l'« Etat français » a remplacé nommément la République et suspendu les libertés publiques afférentes. Ce parti pris en dit long quant à la conception que se fait Roosevelt de l'Etat de droit, dès lors qu'un régime, quel qu'il soit, peut servir les intérêts des Etats-Unis. Notons d'ailleurs qu'après le débarquement américain en Afrique du Nord il faudra attendre la prise du pouvoir définitive du général de Gaulle au sein du CFLN pour que la législation de Vichy (lois antisémites comprises) soit abolie le 20 octobre 1943, soit onze mois après ledit débarquement !

Deuxième remarque : Roosevelt ose écrire qu'en 1940 « il était impossible [...] de prévoir le programme de pillage systématique que le Reich allemand [allait infliger] au peuple français » alors que la mise en coupe réglée de l'économie française s'est fondée sur les articles 17 et 18 de la Convention d'armistice du 22 juin de cette même année ! Le premier stipule notamment que « le Gouvernement français s'engage à empêcher tout transfert de valeurs à caractère économique et de stocks du territoire à occuper par les troupes allemandes dans les territoires non occupés ou à l'étranger », le second que « les frais d'entretien des troupes d'occupation allemande sur le territoire français seront à la charge du Gouvernement français ».

Enfin, il est à remarquer qu'au moment même où le président américain agite une menace absente (celle que feraient courir l'Allemagne et l'Italie, partout désormais sur la défensive, à un Empire français dont elles n'ont pas voulu ou pu s'emparer quand elles étaient victorieuses, deux ans plus tôt),

les Etats-Unis réfléchissent à une confiscation de ce même Empire, sous les espèces d'un *International trusteeship* sous l'égide la future ONU (*cf.* chapitre 2).

[*1](#). En italiques figurent les passages biffés par Churchill.

Annexe II


*Note de la CIA sur les conséquences
possibles d'un assassinat du général
de Gaulle*[1](#)
22 mars 1962*



SPECIAL
NATIONAL INTELLIGENCE ESTIMATE
NUMBER 22-3-62

Consequences of the Death or
Assassination of De Gaulle





CONSEQUENCES OF THE
DEATH OR ASSASSINATION
OF DE GAULLE

THE PROBLEM

To assess the consequences for the internal political situation in France and the effect on French foreign policies of de Gaulle's death by assassination or natural causes within the next few months.

CONCLUSION

A constant threat of assassination hangs over de Gaulle. But we believe that while some disorders might follow his assassination, the succession would take place normally, as if the President had died of natural causes. We do not believe plotters have extensive military backing and without such backing a coup attempt would almost certainly fail. The most likely successor to de Gaulle would be a "notable" of the Fourth Republic, who would not have de Gaulle's unique authority. Relations with France's allies would probably improve, but many Gaullist foreign policies would continue to have strong support and any basic alterations in foreign and defense policies would probably come slowly.



TRADUCTION

« Le problème. Evaluer les conséquences qu'aurait, pour la politique intérieure et extérieure de la France, un assassinat du général de Gaulle ou sa mort naturelle dans les prochains mois.

Conclusion. Une menace constante d'assassinat plane sur de Gaulle. Mais nous estimons que, quels que soient les désordres qui suivraient, sa succession aurait lieu normalement, de la même manière que s'il disparaissait de mort naturelle. Nous ne pensons pas que les conjurés

disposent de solides soutiens dans l'armée, et sans ces soutiens, tout coup d'Etat serait voué à l'échec. Le successeur le plus probable de De Gaulle serait alors un notable de la IV^e République qui ne disposerait pas de son autorité. Les relations avec les alliés de la France s'amélioreraient certainement, mais beaucoup d'aspects de la politique extérieure gaulliste continueraient à rencontrer un fort soutien dans l'opinion, et ce n'est que progressivement que des évolutions pourraient se faire sentir dans l'ordre de la politique étrangère et de la défense. »

*1. Page de garde et résumé. *Source* :
https://www.cia.gov/library/readingroom/docs/DOC_0000011788

Annexe III
Quand la CIA prêtait main-forte
à l'OAS

Une note des services secrets suisses
2 juillet 1962

Au début de juillet 1962, alors que les accords d'Evian sont signés depuis cinq mois, les ultras de l'Algérie française jouent leur va-tout en proposant un accord à la frange la plus modérée du FLN. Objectif : obtenir un partage du pouvoir entre les pieds-noirs et les nationalistes algériens. L'affaire fera évidemment long feu, trop de sang ayant été répandu de part et d'autre et l'OAS elle-même n'ayant pas jugé utile de suspendre ses attentats, en Algérie comme en métropole... Mais, pendant quelques jours, des pourparlers se sont tenus, sous l'œil intrigué de tous les services secrets occidentaux présents à Alger. Parmi eux, des agents du renseignement suisse, qui, le 2 juillet, sont en mesure de révéler l'identité des négociateurs (Jean-Jacques Susini, le colonel Gardes et l'ancien maire d'Alger Jacques Chevallier, côté OAS ; Abderrahmane Farès et Chawki Mostefaï, côté FLN), mais aussi et surtout grâce à quels intermédiaires ils ont pu entrer en contact.

"T r è s" c o n f i d e n t i e l

Bulletin d'information No. 14/62

L'intervention des services américains en Algérie.

[...]

Quelles sont les raisons de cette intervention américaine ? ... Il faut se rappeler tout d'abord qu'avant le putsch du 21 avril 1961, le général Challe, qui venait de quitter le commandement Centre-Europe dépendant de l'OTAN, avait eu sûrement des contacts avec des agents du C.I.A. et on affirmait même que Washington lui avait promis son appui. En effet, il y eut des faits troublants, comme par exemple la présence à Alger de l'attaché militaire des USA à Paris et de son adjoint quelques heures avant l'arrivée du général Challe; nous avons pu établir que les officiers américains avaient fait une demande spéciale pour effectuer ce voyage à cette date. En outre, il est notoire que le poste émetteur du Consulat général américain à Alger avait été employé pour la liaison Alger-Paris au moment du putsch. Nous n'avions jamais pensé que Washington s'était vraiment engagé à appuyer ce "quarteron de généraux", comme les a appelés le Président de la République, mais il est évident que si l'opération avait tourné au succès, les Yankees étaient alors à pied d'oeuvre et prêts à se précipiter au secours des vainqueurs.

[...]

Nous tenons à souligner que nos renseignements proviennent de sources très sûres et précisons encore une fois que l'initiative de cette intervention qui, pour le moment du moins, a évité le heurt définitif entre les deux communautés et le chaos, est due aux USA avec l'appui de personnalités non officielles de Paris.

C'est donc Susini qui, du côté français, a été à Alger même l'élément capital de l'action. Nous savons qu'il réside depuis plusieurs semaines au Consulat général américain. Le Consul lui avait du reste donné toutes les assurances pour son départ au cas où l'affaire ne réussirait pas. Fortement appuyé financièrement, Susini a eu des premiers contacts au début de juin, s'adressant avant tout aux modérés et à la tendance "bourgeoise" au sein du FLN. Farès, le président de l'Exécutif provisoire, avait en fait tout intérêt à jouer le rôle de pacificateur. En effet, une "nouvelle formule" d'intégration n'étant pas celle du GPRA, Farès pouvait entrevoir la possibilité de rester, lui, dans le futur gouvernement. Je rappelle que Farès n'a jamais été à Tunis, qu'il a passé ces dernières années à Paris où les derniers mois il était emprisonné. Le Dr Mostefaï, lui, représente au sein du FLN une tendance bourgeoise et Fehrat Abbas, évincé l'année passée de la présidence du GPRA, a toujours été pour une entente étroite avec la France. Il est même à tel point francisé qu'il parle très mal l'arabe.

Patronnés par les Américains, appuyés par les milieux financiers et industriels de Paris, il s'est fait une entente entre les modérés de l'OAS, les représentants de la bourgeoisie musulmane et les représentants du capital européen investi en Algérie et on pourrait appeler ce nouveau bloc "le front de la bourgeoisie algérienne", par opposition au "front révolutionnaire".

[...]

SERVICE DE L'ETAT-MAJOR GENERAL
Le chef de la section des renseignements:

Colonel Musy
colonel EMG Musy

Source : Documents diplomatiques suisses, Service de l'Etat-Major général, section des renseignements, Bulletin d'information n° 14/62.

Annexe IV
Bastien-Thiry, soldat perdu ou soldat
de l'Otan ?

Extrait de la déclaration de Jean-
Marie Bastien-Thiry à son procès,
le 2 février 1963

« Un des principes de base de la stratégie mondiale de la pénétration communiste est qu'il faut tourner et investir l'Europe par le Sud et par l'Afrique. C'est ce qui est en train de se réaliser : l'Algérie n'est plus dans l'Alliance atlantique ; c'est pourquoi la trahison du général de Gaulle en Algérie n'est pas seulement une trahison à l'égard des populations françaises de ce pays ; c'est aussi une trahison à l'égard du monde libre tout entier, et je sais pour l'avoir constaté au cours de nombreuses missions officielles, ces dernières années, à l'étranger que nos amis américains et anglais, et en particulier nos camarades de l'armée américaine et de l'armée britannique, se rendent bien compte comme nous que l'actuel chef de l'Etat trahit l'Occident et le monde libre [...].

« Le chef de l'Etat professe lui-même, ainsi qu'on l'a vu à propos des justifications qu'il a essayé de donner à sa politique algérienne, des vues sur l'évolution historique qui sont très proches du marxisme. Si nous en croyons certains amis, il aurait dit en privé qu'il croyait inévitable le triomphe final du communisme ; ce qui veut dire qu'il s'y résigne. Il a, par

son action, porté des coups très sérieux à la solidité de l'Alliance atlantique qui est le principal rempart du monde libre ; il est le promoteur d'une politique d'isolement anachronique et vaniteux de notre pays.

« En tant qu'aviateur et technicien, je me dois de mentionner les graves mécomptes auxquels la nation s'exposerait en se basant sur la force de frappe pour garantir cette politique d'isolement ; mécomptes qui risquent d'être semblables à ceux que l'on a rencontrés en 1940, en se basant sur la ligne Maginot pour assurer la sécurité du pays. J'ai rédigé, il y a deux ans, un rapport sur la force de frappe qui a été diffusé au ministère de l'Air et que je tiens à votre disposition. Les conclusions auxquelles on aboutit facilement, sont que cette force dite de dissuasion sera, en réalité, incapable de dissuader l'adversaire désigné et sera plutôt de nature, par son existence à l'intérieur de nos frontières, à attirer et à justifier, sur le pays, des coups atomiques adverses que nous serions bien incapables de rendre ; je n'ai d'ailleurs jamais entendu un général de l'armée de l'Air assurer que l'on aurait réellement la capacité de dissuasion, sauf un seul qui travaille dans la firme qui construit les bombardiers. J'insiste sur le fait que l'une des raisons de mon opposition à la politique gaulliste réside précisément dans le caractère aberrant de cette attitude d'autonomie nationale basée sur un outil militaire illusoire auquel a été sacrifié l'ensemble de la politique militaire nationale : ceci est totalement irréaliste.

« Les conditions sont donc réunies pour que le peuple français se retrouve un jour sous la férule d'un régime communiste ou cryptocommuniste, sans même s'être bien rendu compte des différentes étapes qui auront été franchies pour en arriver là. »

Annexe V
Les confidences du général Gallois
à la CIA

Extrait d'une note de la CIA datée
du 12 avril 1963^{[*1](#)}

~~SECRET~~

Europe

FRANCE MAY REASSESS NUCLEAR FORCE

Technical difficulties and rising costs, particularly the development of a second-generation nuclear weapons system, may be causing France to take a harder look at its capability to develop an independent deterrent force. Paris, of course, remains firmly committed to having its own force. There are some indications that it now may be looking for ways to ameliorate differences within the Western Alliance in the hope that improved relations would bring technological aid.

Retired Air Force General Pierre Gallois, one of the most ardent advocates of an independent force, told [redacted]

[redacted] on 2 April that the first-generation nuclear force, based on the Mirage IV bomber, is already obsolete, but would have to be maintained until 1973 or 1975. He expects delays of several years beyond the planned operational dates for a missile-firing nuclear submarine, an air-to-surface missile compatible with an advanced aircraft, and thermonuclear bombs or nuclear warheads.

There also are indications of technical difficulties at France's Pierrelatte gaseous diffusion plant, a key instal-

lation in the production of thermonuclear weapons.

(b)(1)
(b)(3)

Heretofore, [redacted]

[redacted] France was about on schedule in the development of missiles, the Polaris-type submarines, and other second-generation delivery systems. These programs are in the early development stages, however, and most of the major technical hurdles still lie ahead. Despite the new spate of claims by the French that their nuclear force is moving ahead as planned, technical manpower and funds have been spread thinly among a number of programs, and the difficulties of holding to original development timetables may now be as apparent to the government as they have been to the technicians involved.

As for the Mirage IV, minor delays have been noted, but delivery of the aircraft to operating units is still expected to begin this year and be completed by 1965. France probably has the capability, and may already have begun, to manufacture fission weapons compatible with this aircraft.

The findings of the extensive reappraisal of the strike-

APPROVED FOR RELEASE
DATE: AUG 2002~~SECRET~~*TRADUCTION*

« Le général en retraite Pierre Gallois, l'un des avocats les plus ardents d'une force nucléaire indépendante, a dit, le 2 avril, que la première génération de cette arme, fondée sur le bombardier Mirage IV, est déjà obsolète, mais devrait cependant rester en service jusqu'en 1973-1975. Il prévoit des retards de plusieurs années pour le lancement de missiles depuis des sous-marins, pour la réalisation de missiles air-sol compatibles avec une

nouvelle génération d'avions, et pour celle de bombes ou de missiles thermonucléaires.

« Il existe aussi des indices démontrant que l'usine de Pierrelatte, une installation clé pour la production de bombes thermonucléaires, connaît des difficultés.

« Jusqu'ici, la France n'en était qu'à programmer le développement de missiles sous-marins, type Polaris, et autres systèmes de deuxième génération. Ces programmes n'en sont qu'à un stade précoce et un grand nombre d'obstacles techniques majeurs s'annoncent. Malgré la nouvelle vague de proclamations selon lesquelles la force nucléaire progresse comme prévu, la main-d'œuvre et les fonds nécessaires font défaut à nombre de programmes, de sorte que les difficultés à tenir les délais commencent à devenir évidentes aux yeux du gouvernement comme à ceux des techniciens concernés.

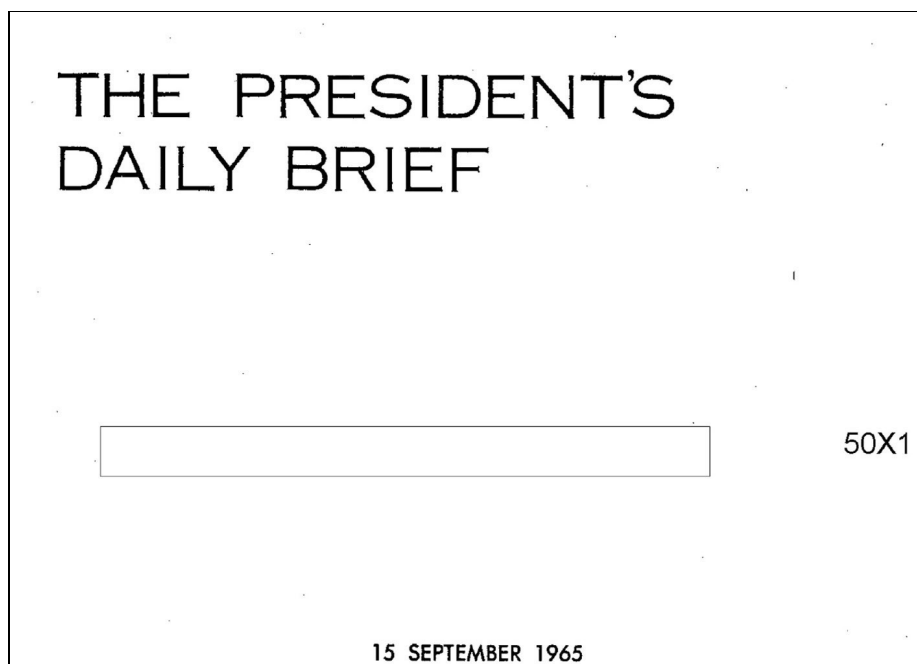
« Quant au Mirage IV, des retards mineurs ont été constatés, mais la livraison de l'appareil à des unités opérationnelles devrait commencer cette année et se poursuivre en 1965. La France a sans doute la capacité, et a peut-être déjà commencé à produire des armes nucléaires compatibles avec cet avion. »

*1. Tenus le 2 avril 1963 lors d'un entretien avec l'ambassadeur des Etats-Unis, les propos du général Gallois ont fait l'objet d'une recension beaucoup plus détaillée dans le *New York Times* du 9 avril 1963 et, la même semaine, dans l'hebdomadaire *Newsweek*, qui présentent Gallois comme un proche conseiller de De Gaulle. Ce qu'il n'a jamais été. Dans *Le Monde* du 10 avril, Gallois démentira avoir jeté le discrédit sur la force de frappe. Il ignorait évidemment l'existence de cette note de la CIA...

Annexe VI

La taupe du Quai d'Orsay

Extrait d'un *President Daily Brief* de la CIA faisant état des informations transmises par un haut fonctionnaire du Quai d'Orsay sur les projets du général de Gaulle concernant l'Otan.



7. France

De Gaulle's first objective in his attack against NATO will likely be the elimination of the US military presence in France.

A French Foreign Ministry official has informed our Paris embassy that the bilateral agreements between France and the US on air bases and communications are being reviewed in the light of De Gaulle's intent to force the removal of US troops. The official remarked that France will insist that any discussion of these agreements must be conducted bilaterally.

The Frenchman also said that no action is planned until after the presidential election in December.

Source : https://www.cia.gov/library/readingroom/docs/DOC_0005967892

TRADUCTION

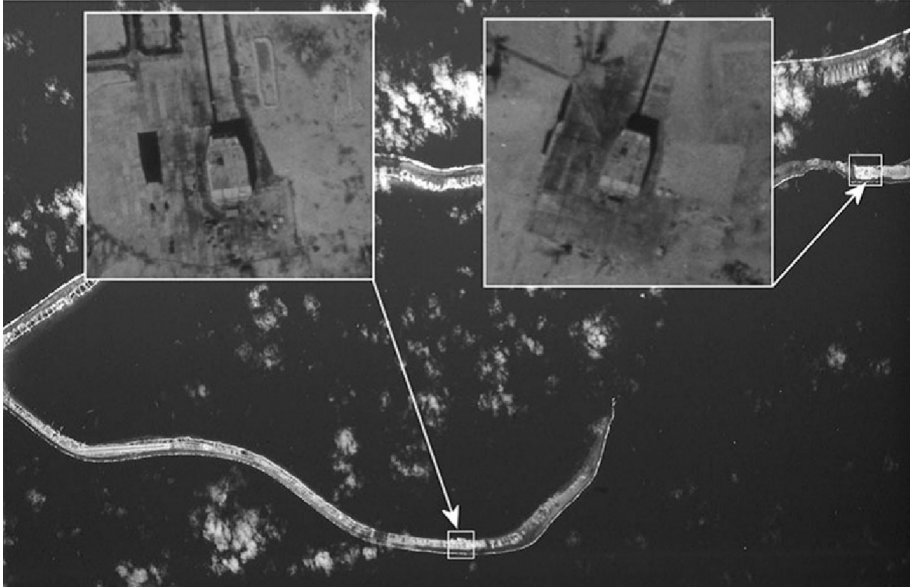
15 septembre 1965

« 7. France. Le premier objectif recherché par de Gaulle en attaquant l'Otan est probablement d'éliminer toute présence militaire américaine en France. Un membre du ministère français des Affaires étrangères a informé notre ambassade à Paris que les accords bilatéraux franco-américains relatifs aux bases aériennes et aux communications seront revus à la lumière des projets de De Gaulle sur le retrait de nos troupes. Ce fonctionnaire a ajouté que la France insisterait pour que les négociations soient strictement bilatérales. Il a dit aussi que rien ne se passera avant l'élection présidentielle de décembre. »

Annexe VII
Les sites nucléaires français sous
haute surveillance

Le centre d'essais atomiques
de Mururoa et l'usine
d'enrichissement de Pierrelatte
photographiés par l'avion espion U2

Mai-juin 1967



Source : NSA.

Mururoa : <http://nsarchive.gwu.edu/NSAEPP/NSAEPP186/image08>

Pierrelatte : <http://nsarchive.gwu.edu/NSAEPP/NSAEPP186/image13>

Annexe VIII


*Quand le premier hebdomadaire
américain accuse l'Elysée d'être
un nid d'espions soviétiques*

LIFE

THE FRENCH SPY SCANDAL

The former chief of French Intelligence in the U.S. reveals the fantastic story of Soviet espionage that penetrated De Gaulle's official family

- ▶ 'Martel,' the key Russian agent
- ▶ Repercussions that caught Kim Philby
- ▶ J.F.K.'s secret letter to De Gaulle



Philippe Thyraud de Vosjoli,
chief of French Intelligence
in the U.S., 1951-1963

PHOTOGRAPH BY
LEONARD LINDSAY
STYLING BY
JANE WOODS
HAIR BY
FRANCOISE B. C. OR
FRANCOISE B. C. OR

APRIL 26 • 1968 • 359

NOTES

INTRODUCTION

L'« amitié » du fort au faible

- [1.](#) Alain Peyrefitte, *C'était de Gaulle*, Fayard, 1994.
- [2.](#) *Ibid.*
- [3.](#) *Ibid.*
- [4.](#) *Ibid.*
- [5.](#) Gilles Perrault, *Le Secret du Jour J*, Fayard, 1964.
- [6.](#) Dwight D. Eisenhower, *Croisade en Europe*, Robert Laffont, 1949.
- [7.](#) Jean-Baptiste Duroselle, *L'Abîme, 1939-1945*, Imprimerie nationale, 1982.
- [8.](#) François Kersaudy, *De Gaulle et Roosevelt*, Perrin, 2004.
- [9.](#) François Kersaudy, *De Gaulle et Churchill, la mésentente cordiale*, Perrin, 2001.
- [10.](#) Alain Peyrefitte, *op. cit.*

PROLOGUE

« Roulant du haut de l'histoire... »

[1.](#) *Foreign Relations of the United States, Diplomatic Papers* (FRUS), 1940, vol. 1 : *Washington, 1957-1959*.

[2.](#) Témoignage de Dominique Leca, in *La Rupture de 1940*, Fayard, 1978.

[3.](#) FRUS, *op. cit.*

[4.](#) *Ibid.*

[5.](#) *Ibid.*

[6.](#) Sténographie du Comité de guerre du 25 mai 1940, citée par Dominique Leca, *op. cit.*, et par Paul Baudouin, *Neuf mois au gouvernement*, La Table ronde, 1948.

[7.](#) Cité par François Bédarida dans son étude « La rupture franco-britannique de 1940. Le Conseil suprême interallié, de l'invasion à la défaite de la France », *Vingtième Siècle*, n° 25, janvier-mars 1990.

[8.](#) Charles de Gaulle, *Mémoires de guerre*, t. 1, Plon, 1954.

[9.](#) Jean-Baptiste Duroselle, *L'Abîme*, *op. cit.*

[10.](#) Claude Quétel, *L'Impardonnable Défaite*, Perrin, « Tempus », 2012.

[11.](#) Dominique Leca, *op. cit.*

[12.](#) *Gringoire*, 3 mai 1941.

[13.](#) Scène rapportée par l'impavide inspecteur de Scotland Yard Walter H. Thompson, son garde du corps pendant dix-huit ans, dans ses Mémoires *I Was Churchill's Shadow*, Londres, Christopher Johnson, 1951. Dans la traduction française très expurgée parue en 1952 aux Editions Correa, le nom d'Hélène de Portes disparaîtra et l'incident sera rapporté comme suit : « Comme il quittait la conférence, une femme se jeta sur lui, tentant de le frapper. »

[14.](#) Paul de Villelume, *Journal d'une défaite*, Fayard, 1976.

[15.](#) Télégramme cité par William Shirer, *La Chute de la III^e République*, Stock, 1970.

16. Charles de Gaulle, *Mémoires de guerre*, t. 1, *op. cit.*

17. Selon l'expression employée par de Gaulle lui-même à Metz, le 31 juillet 1948, dans un discours improvisé dont l'enregistrement subsiste mais qui ne fut jamais publié.

18. Charles de Gaulle, *Mémoires de guerre*, t. 3, Plon, 1959.

19. Cité par Jean-Louis Crémieux-Brilhac, *Les Français de l'an 40*, Gallimard, 1990.

20. Charles de Gaulle, *Mémoires de guerre*, t. 1, *op. cit.*

1

Notre « cher vieil ami »

1. Charles de Gaulle, *Mémoires de guerre*, t. 1, *op. cit.*

2. FRUS, vol. 2, *op. cit.*

3. *Ibid.*

4. Discours radiodiffusé du 22 juin 1942.

5. Robert Murphy, *Un diplomate parmi les guerriers*, Robert Laffont, 1965.

6. Télégramme cité par Gérard Bossuat, *Les Aides américaines économiques et militaires à la France, 1938-1960*, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 2001.

7. Cité par A. Truchet, « L'armistice de 1940 et l'Afrique du Nord », *Revue d'histoire de la Seconde Guerre mondiale*, n° 3, 1950.

8. Marc Ferro, *Pétain*, Fayard, 1987.

9. Gérard Bossuat, *op. cit.*

10. *Ibid.*

2

Vichy, avec ou sans Pétain

- [1.](#) *Newsweek*, 8 juillet 1940.
- [2.](#) François Kersaudy, *De Gaulle et Roosevelt*, *op. cit.*
- [3.](#) William Leahy, *I Was There*, Londres, Gollancz, 1950.
- [4.](#) Annie Lacroix-Riz, *Les Elites françaises entre 1940 et 1944 : de la collaboration avec l'Allemagne à l'alliance américaine*, Armand Colin, 2016.
- [5.](#) Cité par Guy Fritsch-Estrangin, *New York entre de Gaulle et Pétain*, La Table ronde, 1969.
- [6.](#) William Stevenson, *A Man Called Intrepid*, New York, 1976.
- [7.](#) Annie Lacroix-Riz, *op. cit.*
- [8.](#) Charles de Gaulle, *Mémoires de guerre*, *op. cit.*
- [9.](#) Jean Monnet, *Mémoires*, Fayard, 1988.
- [10.](#) *Ibid.*
- [11.](#) William Langer, *Our Vichy Gamble*, New York, Norton Library, 1947.
- [12.](#) Jean-Baptiste Duroselle, *op. cit.*
- [13.](#) *Ibid.*
- [14.](#) Jean-Louis Crémieux-Brilhac, *La France libre*, Gallimard, 1996.
- [15.](#) *Ibid.*
- [16.](#) Alain Peyrefitte, *C'était de Gaulle*, *op. cit.*
- [17.](#) Charles de Gaulle, *Mémoires de guerre*, *op. cit.*
- [18.](#) Eric Roussel, *Jean Monnet*, Fayard, 1996.
- [19.](#) *Cf.* chapitre suivant.

[20](#). Note du général Béthouart au CFLN du 13 mai 1944, citée par Annie Lacroix-Riz, *op. cit.*

[21](#). Charles de Gaulle, *Mémoires de guerre*, *op. cit.*

[22](#). FRUS, 1943, vol. 2, *op. cit.*

3

D'une occupation l'autre ?

[1](#). Télégramme de Rudolf Schleier, cité par Annie Lacroix-Riz, *op. cit.*

[2](#). Rapport du 20 septembre 1943, cité in *ibid.*

[3](#). Cité in *ibid.*

[4](#). Cf. chapitre 2.

[5](#). Entretien avec le correspondant de la *Nacion* à New York, 29 avril 1942.

[6](#). Saint-John Perse, *Œuvres complètes*, Gallimard, 1972.

[7](#). Jean-Louis Crémieux-Brilhac, *op. cit.*

[8](#). Voir à ce sujet l'étude très documentée de Jacques de Saint-Victor, *Un pouvoir invisible. Les mafias et les sociétés démocratiques*, Gallimard, 2012.

[9](#). Charles de Gaulle, *Mémoires de guerre*, *op. cit.*

[10](#). Cité par Llewellyn Woodward, *British Foreign Policy in the Second World War*, Her Majesty's Stationery Office, 1962.

[11](#). Pour approfondir le sujet, voir notamment l'étude de Thierry Grosbois, « Les relations diplomatiques entre le gouvernement belge de Londres et les Etats-Unis, 1940-1944 », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n° 202-203, PUF, 2001.

[12](#). Cf. chapitre 5.

[13](#). André Gillois, *Histoire secrète des Français à Londres*, Tallandier, 1973.

[14](#). Télégramme de l'amiral Thierry d'Argenlieu du 3 avril 1943 cité par Jean-Baptiste Duroselle, *L'Abîme*, *op. cit.*

[15](#). Cité par Jean-Louis Crémieux-Brilhac, *op. cit.*

[16](#). Cité par Elisabeth Barker, *Churchill and Eden at War*, St Martin's Press, 1978.

[17](#). André Malraux, discours pour l'entrée de Jean Moulin au Panthéon, 19 décembre 1964.

[18](#). Charles de Gaulle, *Mémoires de guerre*, *op. cit.*

[19](#). *Ibid.*

[20](#). René Hostache, *De Gaulle, 1944, victoire de la légitimité*, Plon, 1978.

[21](#). *Ibid.*

[22](#). Télégramme cité par Jean-Louis Crémieux-Brilhac, *op. cit.*

[23](#). Charles de Gaulle, *Mémoires de guerre*, *op. cit.*

[24](#). Rapporté par le général Béthouart, témoin de l'entretien, dans ses *Mémoires, Cinq années d'espérance*, Plon, 1968.

[25](#). Charles de Gaulle, *Mémoires de guerre*, *op. cit.*

[26](#). Lord Halifax, *Journal*, 12 mai 1943, cité par David Reynolds, in *Churchill-De Gaulle*, Editions de La Martinière, 2015.

[27](#). *Ibid.*

[28](#). Warren Kimball, *Churchill and Roosevelt. The Complete Correspondence*, Princeton University Press, 1984.

[29](#). André Gillois, *Histoire secrète des Français à Londres*, *op. cit.*

[30](#). Charles de Gaulle, *Mémoires de guerre*, *op. cit.*

4

La bataille de Paris

[1](#). Annie Lacroix-Riz, *op. cit.*

2. Voir à son propos l'étude très détaillée de Johanna Barasz, « Un vichyste en résistance, le général de La Laurencie », *Vingtième Siècle*, n° 94, 2007.

3. Robert Belot et Gilbert Karpman, *L'Affaire Jean Moulin. La Résistance a-t-elle trahi de Gaulle ?*, Armand Colin, 2009.

4. Johanna Barasz, *op. cit.*

5. *Ibid.*

6. Maurice Rajsfus, *La Libération inconnue*, Le Cherche-Midi, 2004.

7. Charles de Gaulle, *Mémoires de guerre, op. cit.*

8. *Ibid.*

9. Jacques Bardoux, *La Délivrance de Paris*, Fayard, 1958.

10. Pierre Taittinger, *Et Paris ne fut pas détruit*, Editions Latines, 1945.

11. Edouard Herriot, *Episodes, 1940-1944*, Flammarion, 1950.

12. Charles Glass, *Les Américains à Paris, vie et mort sous l'occupation nazie*, Editions Saint-Simon, 2010.

13. Charles de Gaulle, *Mémoires de guerre, op. cit.*

14. Général de Boissieu, *De Gaulle et Leclerc*, <http://www.charles-de-gaulle.org>

15. Charles de Gaulle, *Mémoires de guerre, op. cit.*

16. *Ibid.*

5

Les arrières-cuisines de Jean Monnet

1. Cf. chapitre 1.

2. Cf. chapitre 2.

3. Cf. chapitre 1.

4. Charles de Gaulle, *Mémoires de guerre, op. cit.*

[5.](#) *Ibid.*

[6.](#) Voir à ce propos de ce rendez-vous manqué l'étude de René de Lacharrière, « Mendès France et le général de Gaulle, l'impossible rapprochement », *Pouvoirs* n° 27, consacré au mendésisme, mars 1983.

[7.](#) Jean Monnet, *Mémoires*, *op. cit.*

[8.](#) Charles de Gaulle, *Mémoires de guerre*, *op. cit.*

[9.](#) Jean Monnet, *Mémoires*, *op. cit.*

[10.](#) Christophe Réveillard, *Les Premières Tentatives de construction d'une Europe fédérale*, François-Xavier de Guibert, 2001.

[11.](#) Voir, à ce sujet, l'article d'Ambrose Evans-Pritchard dans le *Daily Telegraph*, 19 septembre 2000, et celui de Rémi Kauffer, « Quand la CIA finançait la construction européenne », *Historia* n° 675, mars 2003, qui fait état, notamment, des confidences de l'ancien résistant Henri Frenay, « hameçonné », comme on l'a vu, dès 1942 par Allen Dulles avant de devenir, après guerre, l'une des figures de proue du Mouvement européen. Lire aussi l'étude très détaillée consacrée à l'ACUE par Richard J. Aldrich, de l'université de Nottingham, dans la revue britannique *Diplomacy and Statecraft* de mars 1997 : « OSS, CIA and European Unity : The American Committee on United Europe, 1948-60. »

[12.](#) Robert Schuman, *Pour l'Europe*, Nagel, 1963.

[13.](#) Pascal Fontaine, *L'Inspirateur*, Jacques Grancher, 1988.

[14.](#) Pierre Uri, *Penser l'action*, Odile Jacob, 1991.

[15.](#) Christophe Réveillard, *op. cit.*

[16.](#) Gérard Bossuat, *op. cit.*

[17.](#) *Ibid.*

[18.](#) *Ibid.*

[19.](#) Erling Bjøl, *La France devant l'Europe. La politique européenne de la IV^e République*, université d'Arrhus, Munksgaard, 1966.

[20.](#) Michel Debré, *Mémoires*, Albin Michel, 1988.

[21.](#) Charles de Gaulle, *Lettres, notes et carnets*, Plon, 1988.

22. Pascal Fontaine, *op. cit.*

6

Des fellaghas à l'OAS, tout est bon contre de Gaulle

1. Cité par Frédéric Charpier, *La CIA en France, 60 ans d'ingérence dans les affaires françaises*, Seuil, 2008.

2. André Bergeron, *Mémoires*, Editions du Rocher, 2002.

3. Cf. chapitre 5.

4. Frédéric Charpier, *op. cit.*

5. *Ibid.*

6. *Statement of US Policy on France*, 19 octobre 1957, FRUS, 1955-1957, *op. cit.*

7. Cité par Paul Balta, « Kilian le découvreur », *Le Monde*, 13 février 1983.

8. Gilles Munier, *Les Espions de l'or noir*, Koutoubia, 2009.

9. Frédéric Charpier, *op. cit.*

10. *Le Monde*, 12 septembre 1957.

11. FRUS, 1958-1960, *op. cit.*, vol. VII *France*.

12. *Ibid.*

13. Dissoute en 1990 après que François Mitterrand en eut reconnu l'existence à la suite des confessions, en Italie, de l'ancien président du Conseil Giulio Andreotti, l'organisation Stay Behind a fait l'objet d'une étude exhaustive de l'historien suisse Daniele Ganser, *Les Armées secrètes de l'Otan. Réseaux Stay Behind, Gladio et terrorisme en Europe de l'Ouest*, Editions Résistances, 2011.

14. Maurice Couve de Murville, *Pour une politique étrangère*, Plon, 1971.

15. FRUS, 1958-1960, *op. cit.*, vol. VII *France*.

[16.](#) Version française de l'entretien de Gaulle-Dulles, issue des archives de l'Elysée, produite par Vincent Nouzille, *Les Dossiers de la CIA sur la France*, Fayard, 2009.

[17.](#) Charles de Gaulle, *Mémoires d'espoir*, Plon, 1970.

[18.](#) Témoignage à l'auteur de Pierre Lefranc, chef du cabinet du général de Gaulle en 1958. Celui-ci soupçonnait notamment Wybot d'avoir installé des micros à l'Hôtel La Pérouse, où le Général avait pris l'habitude de loger quand il quittait Colombey-les-Deux-Eglises pour Paris, entre 1946 et 1958.

[19.](#) Frédéric Charpier, *La CIA en France*, *op. cit.*

[20.](#) Archives personnelles de l'auteur.

[21.](#) *Le Procès du Petit-Clamart*, Albin Michel, 1963.

[22.](#) Jean-Raymond Tournoux, *La Tragédie du Général*, Plon, 1967.

[23.](#) Alistair Horne, *Histoire de la guerre d'Algérie*, Albin Michel, 1980.

[24.](#) Jean-Noël Jeanneney, *Un attentat*, Seuil, 2016.

[25.](#) *Ibid.*

[26.](#) Documents diplomatiques suisses, Service de l'Etat-Major général, section des renseignements, Bulletin d'information n° 14/62.

[27.](#) *Ibid.*

[28.](#) Vincent Nouzille, *Les Dossiers de la CIA sur la France*, *op. cit.*

[29.](#) Rapport du 25 janvier 1961 cité par Vincent Jauvert, *L'Amérique contre de Gaulle*, *op. cit.*, et Vincent Nouzille, *Les Dossiers de la CIA sur la France*, *op. cit.*

[30.](#) Rémi Kauffer, *Histoire mondiale des services secrets*, Perrin, 2015.

[31.](#) Vincent Nouzille, *op. cit.*

[32.](#) Vincent Jauvert, *L'Amérique contre de Gaulle*, *op. cit.*

[33.](#) *Ibid.*

[34.](#) Alain Peyrefitte, *C'était de Gaulle*, *op. cit.*

35. Voir à ce sujet l'étude de Thierry Lentz, *L'Assassinat de John F. Kennedy, l'histoire d'un mystère d'Etat*, Nouveau Monde, 2010.

36. Documents diplomatiques suisses, *op. cit.*

37. Cf. chapitre 3.

7

L'impossible ménage à trois

1. François Kersaudy, « De Gaulle et Adenauer, aux origines de la réconciliation franco-allemande », étude rédigée pour le site de la Fondation Charles-de-Gaulle (<http://www.charles-de-gaulle.org>) pour le quarantième anniversaire du traité de l'Elysée.

2. Charles de Gaulle, *Mémoires d'espoir*, *op. cit.*

3. *Ibid.*

4. *Ibid.*

5. *Ibid.*

6. *Ibid.*

7. *Ibid.*

8. Alain Peyrefitte, *C'était de Gaulle*, *op. cit.*

9. François Kersaudy, « De Gaulle et Adenauer, aux origines de la réconciliation franco-allemande », art. cité.

8

***Le casus belli* atomique**

1. *Consequences of the Death or Assassination of De Gaulle*, rapport n° 22-3-62 du 7 septembre 1962, Central Intelligence Agency Library.

2. Cf. chapitre 5.

3. *Historical Archives of the European Union*, Fonds Pierre Uri, 114.

[4.](#) *Consequences Arising from the Possible Assassination of President Charles de Gaulle : Some Precautionary Measures*, JFK National Security Files, Western Europe, 1961-1963.

[5.](#) Vincent Nouzille, *op. cit.*

[6.](#) *Consequences Arising from the Possible Assassination of President Charles de Gaulle*, *op. cit.*

[7.](#) Voir l'analyse détaillée que fait de cette réunion Vincent Jauvert dans *L'Amérique contre de Gaulle*, *op. cit.*

[8.](#) Discours télévisé à la nation américaine, 6 juin 1961.

[9.](#) Charles de Gaulle, *Mémoires d'espoir*, *op. cit.*

[10.](#) Compte rendu des entretiens de Gaulle-Kennedy, JFK Library, National Security Files.

[11.](#) *Ibid.*

[12.](#) *Ibid.*

[13.](#) Cf. chapitre 5.

[14.](#) *Association for Diplomatic Studies and Training*, entretien du 16 octobre 1988 entre Cecil B. Lyon et John Bovey, dans le cadre du *Foreign Affairs Oral History Project*.

[15.](#) Cf. chapitre 7.

[16.](#) Alain Peyrefitte, *C'était de Gaulle*, *op. cit.*

[17.](#) *Ibid.*

[18.](#) FRUS, 1964-1968, *Western Europe*, vol. 12, *op. cit.*

[19.](#) *Ibid.*

[20.](#) *Association for Diplomatic Studies and Training*, entretien du 28 février 1991 entre Wells Stabler et Charles Stuart Kennedy, dans le cadre du *Foreign Affairs Oral History Project*.

[21.](#) Cf. chapitre suivant.

[22.](#) Lettre du général de Gaulle au président Johnson, 7 mars 1966.

23. Télégramme de Charles Bohlen au président Johnson, 10 juin 1966, FRUS, 1964-1968, *Western Europe*, vol. 12, *op. cit.*

24. Mémorandum de la conversation entre le président Johnson et Gaston Defferre, National Security Files, Johnson Library, cité par Vincent Nouzille, *Les Dossiers de la CIA sur la France*, *op. cit.*

25. *The New York Times*, 9 avril 1963.

26. Alain Peyrefitte, *op. cit.*

27. National Security Files, Kennedy Library.

28. Vincent Nouzille, *Les Dossiers de la CIA sur la France*, *op. cit.*

29. *France May Reassess Nuclear Force*, Current Intelligence Weekly Summary, 12 avril 1963, Archives de la CIA, consultables en ligne sur <https://www.cia.gov/library>

30. Alain Peyrefitte, *C'était de Gaulle*, *op. cit.*

31. Pierre-Marie Gallois, *Le Sablier du siècle*, L'Age d'homme, 1999.

32. Vincent Jauvert, *L'Amérique contre de Gaulle*, *op. cit.*

33. Cité par Vincent Nouzille, *Les Dossiers de la CIA sur la France, 1958-1981*, *op. cit.*, qui dresse une synthèse éloquentes des renseignements fournis par Jean de La Grandville aux Américains. On trouve aussi d'intéressantes mentions concernant ce personnage dans les documents diplomatiques américains (FRUS) que nous avons largement utilisés dans cet ouvrage, notamment dans le volume 12, consacré à l'Europe de l'Ouest.

9

René, Antoine, Jean, François, Georges et les autres...

1. Anecdote rapportée par l'amiral Sabbagh qui servait d'interprète aux deux hommes. Source : Colloque de l'Institut Charles-de-Gaulle, *De Gaulle et la dissuasion nucléaire*, 29 septembre 1984.

2. *Ibid.*

[3.](#) Lyndon Johnson, *The Vantage Point, Perspectives of the Presidency, 1963-1969*, Henry Holt and Company, 1971.

[4.](#) Motion votée à l'issue du 17^e Congrès du PCF, 14 au 17 mai 1964.

[5.](#) Débat sur la motion de censure, Assemblée nationale, *Journal officiel*, 15 avril 1966.

[6.](#) *Ibid.*

[7.](#) Alain Peyrefitte, *C'était de Gaulle*, *op. cit.*

[8.](#) *Cf.* chapitre 8.

[9.](#) *Association for Diplomatic Studies and Training*, entretien du 29 juillet 1999 entre William A. Weingarten et Charles Stuart Kennedy, dans le cadre du *Foreign Affairs Oral History Project*.

[10.](#) *Ibid.*

[11.](#) *Cf.* chapitre 5.

[12.](#) *Le Monde*, 25 novembre 1963.

[13.](#) *Le Monde*, 1^{er} décembre 1964.

[14.](#) Vincent Nouzille, *Les Dossiers de la CIA sur la France*, *op. cit.*

[15.](#) *Ibid.*

[16.](#) *Association for Diplomatic Studies and Training*, entretien du 28 février 1991 entre Wells Stabler et Charles Stuart Kennedy, dans le cadre du *Foreign Affairs Oral History Project*.

[17.](#) *Association for Diplomatic Studies and Training*, entretien du 29 juillet 1999 entre William A. Weingarten et Charles Stuart Kennedy, *op. cit.*

[18.](#) Télégramme de Charles Bohlen, 10 juin 1966, FRUS, 1964-1968, *Western Europe*, vol. 12, *op. cit.*

[19.](#) *Cf.* chapitre 12. Voir aussi le livre-confession de Gabriel Aranda, *L'Etat piégé*, Stock, 1972, et Collectif, *Histoire secrète de la corruption sous la V^e République*, Nouveau Monde Editions, 2014.

[20.](#) Mémorandum de Sargent Shriver, *Gaullists Working for de Gaulle's Departure*, cité par Vincent Nouzille, *op. cit.*

[21.](#) Louis Vallon *L'Anti-de Gaulle*, Seuil, 1969.

[22.](#) Déclaration officielle du général de Gaulle transmise à la presse à l'issue du Conseil des ministres du 31 juillet 1967.

[23.](#) *Le Monde*, 1^{er} décembre 1967.

[24.](#) *Le Journal du Combattant*, 18 décembre 1967.

[25.](#) Conférence de presse du 4 février 1965.

[26.](#) *Ibid.*

[27.](#) Cf. chapitre 7.

[28.](#) Leif Backlund, « De Gaulle et le dollar », *Espoir*, revue de l'Institut Charles-de-Gaulle, n° 4, 4^e trimestre 1973.

[29.](#) *Le Monde*, 1^{er} décembre 1967.

10

Le grand règlement de comptes de l'an 1968

[1.](#) Voir, à ce sujet, le portrait d'Angleton dressé par Roger Faligot et Rémi Kauffer, dans leur ouvrage de référence, *Les Maîtres Espions*, Robert Laffont, 1994.

[2.](#) Cf. chapitre 6.

[3.](#) Cf. chapitre 9.

[4.](#) Cf. chapitre 6.

[5.](#) Philippe Thyraud de Vosjoli, *Lamia*, Montréal, Editions de l'Homme, 1970.

[6.](#) Cf. chapitre 3.

[7.](#) Philippe Thyraud de Vosjoli, *op. cit.*

8. *Ibid.*

9. Cf. chapitre 6.

10. Philippe Thyraud de Vosjoli, *op. cit.*

11. Tom Mangold, *Cold Warrior James Jesus Angleton, the CIA Spy Hunter*, Simon and Schuster, 1991. Lire aussi Mark Riebling, *Wedge, The Secret War between the FBI and CIA*, Simon and Schuster, 1994.

12. Rémi Kauffer, *Histoire mondiale des services secrets*, Perrin, 2015.

13. Tom Mangold, *op. cit.*

14. Alain Peyrefitte, *C'était de Gaulle*, *op. cit.*

15. Michel Debré, *Mémoires*, t. III, Albin Michel, 1993.

16. *Specific Allegations of CIA Financing of Student Disturbances*, télégramme du 11 juin 1968, National Security Files, Johnson Library.

17. Voir à ce sujet le témoignage, déjà cité, de William A. Weingarten devant l'Association for Diplomatic Studies and Training, réalisé le 29 juillet 1999 : « Nous avons découvert son nom par *Le Monde*. »

18. Jean-Pierre Farkas, *1968, le pavé*, 2 CD, Phonurgia Nova Editions, 1998.

19. Morgan Sportès, *Le Mai 1968 dont les médias n'ont pas parlé*, <http://www.comite-valmy.org>

20. FRUS, 1964-1968, *Western Europe*, vol. 12, *op. cit.*

11

La symphonie inachevée

1. Hannah Arendt et Mary McCarthy, *Correspondance, 1949-1975*, Stock, 2009.

2. Archives de la présidence de la République, entretien entre le général de Gaulle et William Scranton, 20 septembre 1968.

3. Charles de Gaulle, *Mémoires d'espoir*, *op. cit.*

4. Archives de la présidence de la République, entretien entre Georges Pompidou et Richard Nixon, 14 décembre 1971.

[5.](#) Colloque *De Gaulle en son siècle*, entretien avec Jean Béliard, Fondation Charles-de-Gaulle, 1991.

[6.](#) *Ibid.*

[7.](#) *Le Monde*, 27 juillet 1963.

[8.](#) *Le Monde*, 26 octobre 1963.

[9.](#) Cité par Antoine Coppolani, *Richard Nixon*, Fayard, 2013.

[10.](#) *Foreign Affairs*, octobre 1967.

[11.](#) Cf. chapitre 8.

[12.](#) Henry Kissinger, *A la Maison-Blanche*, t. 1, Fayard, 1979.

[13.](#) Alain Peyrefitte, *C'était de Gaulle*, *op. cit.*

[14.](#) Archives de la présidence de la République, *op. cit.*

[15.](#) *Ibid.*

[16.](#) *Le Monde*, 4 mars 1969.

[17.](#) *Le Monde*, 6 mars 1969.

[18.](#) Henry Kissinger, *op. cit.*

[19.](#) Cité par Yves-Henri Nouailhat, « Nixon-de Gaulle : un épisode original des relations franco-américaines », *Revue française d'études américaines*, n^o 32, avril 1987.

[20.](#) Charles de Gaulle, *Lettres, notes et carnets, mai 1969-novembre 1970*, Plon, 1988.

12

Pompidou, l'héritier qu'on n'attendait pas

[1.](#) Entretien de Peter Dale Scott, in *Diplomatie Magazine*, mai 2013. Voir aussi son dernier ouvrage : *L'Etat profond américain : finance, pétrole et guerre perpétuelle*, Editions Demi-Lune, 2015.

[2.](#) Vincent Nouzille, *op. cit.*

[3.](#) *Wither Post-de Gaulle France ?*, mémorandum de Martin Hillenbrand, National Security Files, Nixon Library.

[4.](#) *Ibid.*

[5.](#) *The Future of French Foreign Policy and United States : Posture Towards Post-de Gaulle France*, 5 mai 1969, FRUS, 1969-1976, *European Security*, vol. 39, *op. cit.*

[6.](#) *Combat*, 17 juillet 1965.

[7.](#) Cf. chapitre 9.

[8.](#) Télégramme du 21 janvier 1969 de l'ambassadeur Sargent Shriver au Département d'Etat, cité par Vincent Nouzille, *op. cit.*

[9.](#) *Le Spectacle du Monde*, n° 89, août 1969.

[10.](#) Cf. chapitre 8.

[11.](#) *Le Monde*, 9 janvier 1970.

[12.](#) *Le Monde*, 13 janvier 1970.

[13.](#) Jean Mauriac, *L'Après-de Gaulle, notes confidentielles, 1969-1989*, Fayard, 2006.

[14.](#) Antoine Coppolani, *op. cit.*

[15.](#) Conversation entre le président Nixon et l'ambassadeur John Irwin, 9 mars 1973, National Security Files, Nixon Library.

[16.](#) Cité par Eric Roussel, *Georges Pompidou*, JC Lattès, 1984.

[17.](#) Entretien entre le président Nixon et le président Pompidou du 1^{er} juin 1973, Archives de la présidence de la République.

[18.](#) Cité par Jean-Pierre Teyssier, « L'année 1973 dans la politique étrangère du président Pompidou », *Politique étrangère*, n° 4-5, 1974.

ÉPILOGUE

Oublier de Gaulle

1. Henry Kissinger, *Mémoires, op. cit.*

2. Rapporté par Jacques Attali, *Verbatim*, t. 1 : 1981-1986, Fayard, 1993.

3. Entretien entre Pierre Mauroy, Jacques Delors et George Bush, Archives de la présidence de la République, cité par Vincent Jauvert, *Les Dossiers de la CIA sur la France*, t. 2 : 1981-2010, Fayard, 2012.

4. Discours au Congrès du 11 septembre 1990.

5. Voir, à ce sujet, le livre témoignage de Marc Boureau d'Argonne, *Irak, guerre ou assassinat programmé ?*, François-Xavier de Guibert, 2002. Postface de Michel Rocard, Premier ministre au moment des faits, qui confirme point par point la thèse de l'auteur. L'ouvrage démontre, documents à l'appui, que la France était à deux doigts d'obtenir le retrait des troupes irakiennes du Koweït – donc de rendre inopérant le prétexte de l'intervention américaine – avant, par son brusque retrait, d'empêcher la conclusion de la négociation.

6. Georges-Marc Benamou, *Le Dernier Mitterrand*, Plon, 2005.

7. *Le Monde*, 30 novembre 2010.

8. Ministre de l'Intérieur, Nicolas Sarkozy a joué un rôle déterminant dans l'abandon du projet de CPE par Dominique de Villepin. D'abord en persuadant Jacques Chirac, affaibli par son AVC d'août 2005, qu'il n'avait pas les moyens de maintenir l'ordre dans la rue si les banlieues se mêlaient à la contestation lycéenne et étudiante. Ensuite, comme l'a révélé Patrick Buisson dans son livre *La Cause du peuple* (Perrin, 2016), en laissant sciemment pénétrer dans la capitale un petit nombre de casseurs ultra-violents pour faire dégénérer les manifestations de jeunes, jusqu'alors pacifiques. Pour en savoir plus sur le rôle joué par Nicolas Sarkozy dans l'élimination politique de Dominique de Villepin, voir aussi Eric Branca, *Histoire secrète de la droite, 1958-2008*, Plon, 2008.

9. *Le Monde*, 30 novembre 2010. Voir l'intégralité du télégramme de l'ambassadeur Leach sur le site de WikiLeaks : <https://wikileaks.org/plusd/cables/05PARIS1306>

10. Cf. chapitre 6.

11. Cité par Pierre Haski dans un article publié le 3 novembre 2007 sur le site du *Nouvel Observateur*, <http://www.rue89.nouvelobs.com>

12. Eric Brunet, *L'Obsession gaulliste*, Albin Michel, 2016. Très proche de l'ancien président de la République, l'auteur avait publié, en janvier 2012, un essai intitulé *Pourquoi Sarkozy sera réélu*. La Légion d'honneur lui ayant été attribuée au même moment, Brunet fera l'objet d'une polémique quant à la possible relation de causalité entre ces deux faits...

13. *Ibid.*

14. « Des paroles et des actes », France 2, 26 janvier 2012.

15. Bruno Rieth, « Ni vu ni connu, Hollande veut réintégrer pleinement la France dans l'Otan », *Marianne*, 20 janvier 2016.

16. Hadrien Desuin, « La France définitivement dans l'Otan », www.Causeur.fr, 12 avril 2016.

17. Alain Peyrefitte, *C'était de Gaulle*, *op. cit.*

BIBLIOGRAPHIE

SOURCES

La collection des papiers diplomatiques américains (*Foreign Relations of the United States*, FRUS) : 450 volumes chronologiques publiés sous le contrôle du Département d'Etat et portant sur la période 1861-1976. L'intégralité est disponible sur le site de l'université du Wisconsin : <https://uwdc.library.wisc.edu/collections/FRUS/>

Les Archives nationales américaines (National Archives) : permet d'accéder à certains documents en ligne des Bibliothèques présidentielles (*Presidential Libraries*) : <https://www.archives.gov/presidential-libraries/visit/websites>

Les documents déclassifiés de la NSA (National Security Agency) : <http://nsarchive.gwu.edu/NSAEBB/NSAEBB24>

Les documents déclassifiés de la CIA (Central Intelligence Agency) : <https://www.cia.gov/library/readingroom>

La collection d'entretiens de l'Association des études diplomatiques (Association for Diplomatic Studies and Training, ADST) : plus de 2 000 interviews originales d'acteurs et de témoins de la politique étrangère américaine contemporaine : <http://adst.org/oral-history/oral-history-interviews>

Et bien sûr, pour la période la plus récente, les documents mis en ligne par le site Wikileaks : <https://wikileaks.org/>

ÉTUDES GÉNÉRALES ET BIOGRAPHIES

Raoul Aglion, *De Gaulle et Roosevelt*, Plon, 1984.

Jacques Attali, *Verbatim*, t. 1, Fayard, 1993.

Jacques Bardoux, *La Délivrance de Paris*, Fayard, 1958.

Elisabeth Barker, *Churchill and Eden at War*, St Martin's Press, 1978.

Diane de Bellescize, *Les Neuf Sages de la Résistance*, Plon, 1979.

Robert Belot et Gilbert Karpman, *L'Affaire Jean Moulin, La Résistance a-t-elle trahi de Gaulle ?*, Armand Colin, 2009.

Georges-Marc Benamou, *Le Dernier Mitterrand*, Plon, 2005.

Erling Bjøl, *La France devant l'Europe. La politique européenne de la IV^e République*, université d'Arrhus, Munksgaard, 1966.

Gérard Bossuat, *Les Aides américaines économiques et militaires à la France, 1938-1960*, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 2001.

Jean Bothorel, *Celui qui voulait tout changer. Les années JJSS*, Robert Laffont, 2005.

Marc Boureau d'Argonne, *Irak, guerre ou assassinat programmé ?*, François-Xavier de Guibert, 2002.

Frédéric Bozo, *Histoire secrète de la crise irakienne : La France, les Etats-Unis et l'Irak (1991-2003)*, Perrin, 2013.

Eric Branca, *Histoire secrète de la droite, 1958-2008*, Plon, 2008.

Merry Bromberger, *Le Destin secret de Georges Pompidou*, Fayard, 1965.

Patrick Buisson, *La Cause du peuple*, Perrin, 2016.

Frédéric Charprier, *La CIA en France, 60 ans d'ingérence dans les affaires françaises*, Seuil, 2008.

Jean-Paul Cointet, *Pierre Laval*, Fayard, 1993.

Hubert Cole, *Laval*, New York, G.P. Putnam's, 1963.

Antoine Coppolani, *Richard Nixon*, Fayard, 2013.

Jean-Louis Crémieux-Brilhac, *Les Français de l'an 40*, Gallimard, 1990.

—, *La France libre*, Gallimard, 1996.

Olivier Dard, *Voyage au cœur de l'OAS*, Perrin, 2005, et « Tempus », 2011.

Jean-Baptiste Duroselle, *L'Abîme, 1939-1945*, Imprimerie nationale, 1982.

Georgette Elgey, *Histoire de la IV^e République*, Fayard, 1993.

Roger Faligot et Rémi Kauffer, *Les Maîtres Espions*, Robert Laffont, 1994.

Jean-Pierre Farkas, *1968, le pavé*, 2 CD, Phonurgia Nova Editions, 1998.

Marc Ferro, *Pétain*, Fayard, 1987.

Pascal Fontaine, *L'Inspirateur*, Jacques Grancher, 1988.

Guy Fritsch-Estrangin, *New York entre de Gaulle et Pétain*, La Table ronde, 1969.

Daniele Ganser, *Les Armées secrètes de l'Otan. Réseaux Stay Behind, Gladio et terrorisme en Europe de l'Ouest*, Editions Résistances, 2011.

Charles Glass, *Les Américains à Paris, vie et mort sous l'occupation nazie*, Editions Saint-Simon, 2010.

André Gillois, *Histoire secrète des Français à Londres*, Tallandier, 1973.

Alistair Horn, *Histoire de la guerre d'Algérie*, Albin Michel, 1980.

René Hostache, *De Gaulle, 1944, victoire de la légitimité*, Plon, 1978.

Vincent Jauvert, *L'Amérique contre de Gaulle, 1961-1969*, Seuil, 2000.

Jean-Noël Jeanneney, *Un attentat*, Seuil, 2016.

André Kaspi, *Roosevelt*, Fayard, 1988.

—, *Kennedy, les 1 000 jours d'un président*, Armand Colin, 1994.

Rémi Kauffer, *Histoire mondiale des services secrets*, Perrin, 2015.

François Kersaudy, *De Gaulle et Roosevelt*, Perrin, 2004.

—, *De Gaulle et Churchill, la mésentente cordiale*, Perrin, 2001.

Warren Kimball, *Churchill and Roosevelt. The Complete Correspondence*, Princeton University Press, 1984.

Jean Lacouture, *De Gaulle*, Seuil, 1984-1986.

Annie Lacroix-Riz, *Les Elites françaises entre 1940 et 1944 : de la collaboration avec l'Allemagne à l'alliance américaine*, Armand Colin, 2016.

—, *Aux origines du carcan européen (1900-1960), la France sous influence allemande et américaine*, Le Temps des cerises-Editions Delga, 2016.

Paul-Marie de La Gorce, *La France contre les Empires*, Grasset, 1968.

—, *De Gaulle*, Perrin, 1999.

Bernard Ledwidge, *De Gaulle et les Américains, Conversations avec Dulles, Eisenhower, Kennedy*, Flammarion, 1984.

Pierre Lefranc, *Gouverner selon de Gaulle*, Fayard, 2008.

Thierry Lentz, *L'Assassinat de John F. Kennedy, l'histoire d'un mystère d'Etat*, Nouveau Monde, 2010.

Christine Levisse-Touzé, *L'Afrique du Nord, recours ou secours*, Albin Michel, 1998.

Tom Mangold, *Cold Warrior James Jesus Angleton, the CIA Spy Hunter*, Simon and Schuster, 1991.

Patrick McGillan, *Alfred Hitchcock, une vie d'ombres et de lumière*, Actes Sud, 2011.

Gilles Munier, *Les Espions de l'or noir*, Koutoubia, 2009.

Robert Murphy, *Un diplomate parmi les guerriers*, Robert Laffont, 1965.

Vincent Nouzille, *Les Dossiers de la CIA sur la France, 1958-1981*, Hachette Littératures, « Pluriel », 2010.

—, *Les Dossiers de la CIA sur la France, 1981-2010*, Hachette Littératures, « Pluriel », 2012.

Pierre Péan, *L'Homme de l'ombre*, Fayard, 1990.

—, *Vies et mort de Jean Moulin*, Fayard, 1998.

Gilles Perrault, *Le Secret du Jour J*, Fayard, 1964.

Alain Prate, *Les Batailles économiques du général de Gaulle*, Plon, 1978.

Claude Quétel, *L'Impardonnable Défaite*, Perrin, « Tempus », 2012.

Maurice Rajsfus, *La Libération inconnue*, Le Cherche-Midi, 2004.

Christophe Réveillard, *Les Premières Tentatives de construction d'une Europe fédérale*, François-Xavier de Guibert, 2001.

David Reynolds, *Churchill-De Gaulle*, Editions de La Martinière, 2015.

Mark Riebling, *Wedge, The Secret War between the FBI and CIA*, Simon and Schuster, 1994.

Christiane Rimbaud, *Pinay*, Perrin, 1990, et « Tempus », 2009.

Charles L. Robertson, *When Roosevelt planned to Govern France*, University of Massachusetts Press, 2011.

Eric Roussel, *Georges Pompidou*, JC Lattès, 1984.

—, *Jean Monnet*, Fayard, 1996.

—, *De Gaulle*, Gallimard, 2002.

—, *Pierre Mendès France*, Gallimard, 2007.

Philippe de Saint-Robert, *Les Septennats interrompus*, Robert Laffont, 1977.

Jacques de Saint-Victor, *Un pouvoir invisible, Les mafias et les sociétés démocratiques*, Gallimard, 2012.

Peter Dale Scott, *L'Etat profond américain : finance, pétrole et guerre perpétuelle*, Editions Demi-Lune, 2015.

Jean-Jacques Servan-Schreiber, *Le Défi américain*, Denoël, 1968.

William Shirer, *La Chute de la III^e République*, Stock, 1970.

William Stevenson, *A Man Called Intrepid*, New York, 1976.

Pierre Taittinger, *Et Paris ne fut pas détruit*, Editions Latines, 1945.

Jean-Raymond Tournoux, *La Tragédie du Général*, Plon, 1967.

Georges Valance, *VGE*, Flammarion, 2011.

Louis Vallon *L'Anti-de Gaulle*, Seuil, 1969.

Llewellyn Woodward, *British Foreign Policy in the Second World War*, Her Majesty's Stationery Office, 1962.

MÉMOIRES ET SOUVENIRS

Konrad Adenauer, *Mémoires*, Hachette, 1967.

Gabriel Aranda, *L'Etat piégé*, Stock, 1972.

Hannah Arendt et Mary McCarthy, *Correspondance, 1949-1975*, Stock, 2009.

André Bergeron, *Mémoires*, Editions du Rocher, 2002.

René Cassin, *Des hommes partis de rien*, Plon, 1975.

Winston Churchill, *Mémoires*, Tallandier, 2011.

Maurice Couve de Murville, *Pour une politique étrangère*, Plon, 1971.

Michel Debré, *Mémoires*, Albin Michel, 1988-1994.

—, *Entretiens avec le général de Gaulle*, Albin Michel, 1994.

Anthony Eden, *Mémoires*, Plon, 1965.

Dwight Eisenhower, *Croisade en Europe*, Robert Laffont, 1949.

Charles de Gaulle, *Mémoires de guerre*, Plon, 1954.

—, *Mémoires d'espoir*, Plon, 1970.

—, *Lettres, notes et carnets*, Plon, 1988.

Valéry Giscard d'Estaing, *Le Pouvoir et la Vie*, Compagnie 12, 1988-2006.

Edouard Herriot, *Episodes, 1940-1944*, Flammarion, 1950.

Pierre-Marie Gallois, *Le Sablier du siècle*, L'Age d'homme, 1999.

Lyndon Johnson, *The Vantage Point, Perspectives of the Presidency, 1963-1969*, Henry Holt and Company, 1971.

Henry Kissinger, *A la Maison-Blanche*, Fayard, 1979.

William Langer, *Our Vichy Gamble*, New York, 1947.

William Leahy, *I Was There*, Londres, Gollancz, 1950.

Dominique Leca, *La Rupture de 1940*, Fayard, 1978.

André Malraux, *Antimémoires*, Gallimard, 1972.

Jean Mauriac, *L'Après-de Gaulle, notes confidentielles, 1969-1989*, Fayard, 2006.

Henry du Moulin de Labarthète, *Le Temps des illusions, A l'enseigne du cheval ailé*, 1947.

Jean Monnet, *Mémoires*, Fayard, 1988.

Richard Nixon, *Mémoires*, Stanke, 1978.

—, *La Vraie Guerre*, Albin Michel, 1980.

—, *Leaders*, Simon and Schuster, 1990.

Alain Peyrefitte, *C'était de Gaulle*, Fayard, 1994.

Robert Schuman, *Pour l'Europe*, Nagel, 1963-2000.

Walter H. Thompson, *I Was Churchill's Shadow*, Christopher Johnson, 1951.

Philippe Thyraud de Vosjoli, *Lamia*, Montréal, Editions de l'Homme, 1970.

Pierre Uri, *Penser l'action*, Odile Jacob, 1991.

Paul de Villelume, *Journal d'une défaite*, Fayard, 1976.

ARTICLES

Richard J. Aldrich, « OSS, CIA and European Unity : The American Committee on United Europe, 1948-60 », *Diplomacy and Statecraft*, mars 1997.

Leif Backlund, « De Gaulle et le dollar », *Espoir*, revue de l'Institut Charles-de-Gaulle, n° 4, 4^e trimestre 1973.

Paul Balta, « Kilian le découvreur », *Le Monde*, 13 février 1983.

Johanna Barasz, « Un vichyste en résistance, le général de La Laurencie », *Vingtième Siècle*, n° 94, 1994.

François Bédarida, « La rupture franco-britannique de 1940. Le Conseil suprême interallié, de l'invasion à la défaite de la France », *Vingtième Siècle*, n° 25, janvier-mars 1990.

Thierry Grosbois, « Les relations diplomatiques entre le gouvernement belge de Londres et les Etats-Unis, 1940-1944 », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n° 202-203, PUF, 2002.

René de Lacharrière, « Mendès-France et le général de Gaulle, l'impossible rapprochement », *Pouvoirs*, n° 27, mars 1983.

Yves-Henri Nouailhat, « Nixon-de Gaulle : un épisode original des relations franco-américaines », *Revue française d'études américaines*, n° 32, avril 1987.

Jean-Pierre Teyssier, « L'année 1973 dans la politique étrangère du président Pompidou », *Politique étrangère*, n° 4-5, 1974.

André Truchet, « L'armistice de 1940 et l'Afrique du Nord », *Revue d'histoire de la Seconde Guerre mondiale*, n° 3, 1950.

INDEX

- Abetz, Otto : [45-46](#), [48](#), [69](#), [96-99](#)
Ached, Ferhat : [145](#)
Acheson, Dean : [124](#), [128](#), [190-191](#), [208](#), [211](#)
Adenauer, Konrad : [119](#), [129](#), [163-180](#), [210](#), [232](#), [236](#), [274](#), [281](#)
Agnew, Spiro : [299](#)
Ailleret, Charles, général : [198](#), [203](#), [208](#)
Alphand, Hervé : [158-159](#), [275](#)
Andrews, Julie : [252](#)
Anfrol, Michel : [242-243](#)
Angleton, James : [241-245](#), [249-260](#)
Aranda, Gabriel : [225](#), [304-307](#)
Arendt, Hannah : [269-270](#)
Argenlieu, Thierry d', amiral : [78](#)
Argoud, Antoine, colonel : [158](#), [203](#), [208](#)
Aron, Raymond : [233](#)
Assange, Julian : [326](#)
Astier de la Vigerie, Emmanuel d' : [82](#)
Auphan, Gabriel, amiral : [97](#)
Auriol, Vincent : [145](#)
- Backlund, Leif : [237](#)
Badoglio, Pietro, maréchal : [68](#), [72](#)
Baldwin, Joseph Clark : [92](#)
Balladur, Edouard : [318](#)
Bardoux, Agénor : [132](#)
Bardoux, Jacques : [98](#), [131-132](#)
Barrès, Maurice : [52](#)
Barroso, José Manuel : [319](#)

Barzel, Rainer : [133](#)
Bastien-Thiry, Gabriel : [154](#)
Bastien-Thiry, Jean-Marie : [153-155](#), [246](#), [346](#)
Bator, Francis : [208](#)
Baudis, Dominique : [218](#)
Baudouin, Paul : [24](#)
Baumel, Jacques : [222](#)
Baumgartner, Wilfrid : [216](#)
Bayet, Albert : [94](#)
Beauffre, André, général : [198](#)
Bech, Joseph : [77](#)
Beck, Józef, colonel : [53](#)
Bedel-Smith, Walter, général : [78](#), [88](#)
Begin, Menahem : [303](#)
Belot, Robert : [94](#)
Benamou, Georges-Marc : [319](#)
Beneš, Edvard : [77](#)
Ben Gourion, David : [235](#)
Ben Laden, Oussama : [323](#)
Bénouville, Pierre de : [94](#)
Bérégovoy, Pierre : [318](#)
Berle, Adolf : [62](#)
Berry, Jack : [245](#)
Bethouart, Antoine, général : [64](#)
Bidault, Georges : [82](#), [95-96](#), [104](#), [120](#), [123](#)
Biddle, Anthony : [23-25](#), [27](#), [37](#)
Bjøl, Erling : [127](#)
Blum, Léon : [16](#), [117](#), [125](#), [140](#), [270](#)
Bohlen, Charles : [195](#), [197](#), [199](#), [203-204](#), [209](#), [211](#), [217-221](#), [223](#), [263](#),
[275](#)
Boissieu, Alain de, capitaine : [102](#)
Boisson, Pierre : [59](#)
Bonnier de la Chapelle, Fernand : [60](#)
Borotra, Jean : [291](#)
Bothereau, Robert : [183](#)
Bourges, Hervé : [265](#)
Bourguine, Raymond : [295](#)
Bourguiba, Habib : [145](#)
Boursicot, Pierre : [249](#)

Bouthillier, Yves : [24](#)
Bradley, Omar, général : [102](#)
Brandt, Willy : [133](#), [179](#), [236](#)
Brejnev, Leonid : [193](#), [313-314](#)
Briand, Aristide : [50](#)
Brittan, Leon : [319](#)
Bromberger, Merry : [293](#)
Brosset, Diego, général : [84](#)
Brossolette, Pierre : [82](#)
Brousse, Charles : [46](#)
Brown, Dean : [147](#)
Brown, Gordon : [330](#)
Brown, Irving : [139-140](#), [145](#), [147](#)
Brunet, Eric : [331](#)
Brusset, Max : [225](#)
Bullitt, William : [20-21](#), [23-24](#), [27](#), [37-38](#), [43](#)
Bürckel, Josef : [122](#)
Bush, George : [313](#), [315-316](#)
Bush, George W. : [172](#), [252](#), [273](#), [322-330](#)
Byrnes, James : [16](#), [125](#), [140](#)

Cameron, David : [324](#)
Cancardel, Henri : [92](#)
Capitant, René : [226](#)
Carol I^{er}, roi de Roumanie : [53](#)
Carter, Jimmy : [302](#), [313](#)
Cassin, René : [111](#)
Castille, Philippe : [159](#)
Chalandon, Albin : [225](#), [304-306](#)
Challe, Maurice, général : [153-157](#)
Chambrun, marquis Charles-Adolphe de : [48](#)
Chambrun, comte René de : [15](#), [49](#), [51](#), [99](#)
Chambrun, comte Jacques-Aldebert de : [47-48](#)
Chambrun, comtesse Josée de, née Laval : [48](#), [99](#)
Charette, Hervé de : [326-327](#)
Charlotte, grande-duchesse du Luxembourg : [77](#), [179](#)
Charpier, Frédéric : [140-141](#), [144](#)
Chautemps, Camille : [24](#), [47](#), [72](#)
Chevènement, Jean-Pierre : [218](#)

Chirac, Jacques : [218](#), [252](#), [309](#), [314](#), [320-325](#), [326-328](#), [331](#)
Choltitz, Dietrich von, général : [98](#), [103](#)
Christmann, Richard : [158](#)
Churchill, Winston : [10](#), [14](#), [20](#), [22](#), [25-26](#), [32-33](#), [37](#), [41-43](#), [51-52](#), [57](#),
[60](#), [62](#), [65](#), [77-79](#), [83](#), [85-88](#), [106-107](#), [111](#), [163](#)
Clarke, Louis : [145](#)
Clarke, Mark Wayne, général : [13](#), [61](#), [66](#), [112](#), [125](#)
Claudel, Paul : [130](#)
Clausewitz, Carl von : [279](#)
Clemenceau, Georges : [24](#)
Clinton, Bill : [320-322](#), [328](#)
Clostermann, Pierre : [84](#)
Cohn-Bendit, Daniel : [261](#), [263](#), [265-266](#), [269](#)
Colin, André : [183](#)
Connally, John : [238](#)
Connery, Sean : [253](#)
Coppolani, Antoine : [277](#)
Corbin, Charles : [51-52](#)
Corrèze, Jacques : [92](#)
Coste-Floret, Alfred : [94](#)
Coty, René : [137](#), [147](#)
Couiteas de Faucamberge, Jean : [71](#)
Couve de Murville, Maurice : [149](#), [158-159](#), [170](#), [174](#), [203-204](#), [210](#),
[235](#), [236](#), [271](#), [281](#), [312](#)
Crémieux-Brilhac, Jean-Louis : [59](#), [87](#)
Crussol d'Uzès, marquise Marie-Louise, de : [26](#)
Curie, Eve : [46](#)

Daladier, Edouard : [19-20](#), [25](#), [95](#), [303](#)
Darlan, François, amiral : [13-14](#), [24-25](#), [32-34](#), [37](#), [40-41](#), [43-44](#), [47](#), [51](#),
[57-61](#), [73](#), [75](#), [112](#), [125](#), [234](#), [280](#)
Davet, Jules, général : [95](#)
Debatisse, Michel : [183](#)
Debré, Bernard : [332](#)
Debré, Michel : [11](#), [82](#), [84](#), [101](#), [128-129](#), [133](#), [149](#), [151](#), [170](#), [174](#), [181](#),
[216](#), [263](#), [296](#), [300](#)
Defferre, Gaston : [133-134](#), [197](#), [212-213](#), [222-223](#), [287](#), [325](#)
Degrelle, Léon : [60](#)
Delestraint, Charles, général : [81](#)

Delors, Jacques : [134](#)
Desuin, Hadrien : [332](#)
Devaux, Gilbert : [26](#)
Devedjian, Patrick : [326](#)
Dewavrin, André (Passy) : [81](#)
Donovan, William : [121](#)
Douglas-Homes, Alex : [133](#)
Drapeau, Jean : [229](#)
Dubinsky, David : [139-140](#)
Duclos, Jacques : [131](#), [293](#)
Duclos, Maurice (Saint-Jacques) : [81](#)
Dulles, Allen : [70](#), [93-98](#), [119-121](#), [139](#), [144](#), [147](#), [149](#), [157](#), [243](#), [249](#),
[328](#)
Dulles, John Foster : [139](#), [149-150](#), [170](#)
Dumas, Roland : [220](#)
Dunlap, Jack : [256](#)
Dupré, François : [48](#)
Duroselle, Jean-Baptiste : [13](#), [58](#)

Eccles, David : [37](#)
Eden, Anthony : [54](#), [60](#), [77](#), [79](#), [87](#), [118-119](#), [125](#)
Eisenhower, Dwight, général : [10](#), [12](#), [57](#), [65](#), [78](#), [84](#), [87-88](#), [102](#), [106-109](#), [146](#), [150](#), [171-173](#), [186](#), [200](#), [247](#), [272-273](#), [276](#), [277](#), [281](#), [286](#), [289](#)
Elbrick, Charles, Burke : [146](#)
Elsine, Boris : [322](#)
Enfière, André : [95-98](#)
Erhard, Ludwig : [163](#), [167-169](#), [173](#), [178-179](#), [236](#)

Fabius, Laurent : [331](#)
Fanfani, Amintore : [133](#)
Fanton, André : [220](#)
Farkas, Jean-Pierre : [265](#)
Faure, Edgar : [133](#)
Faure, Maurice : [133](#), [183](#), [196](#)
Faÿ, Bernard : [69](#)
Felfe, Heinz : [256](#)
Fillon, François : [326](#), [331](#)
Flohic, François, vice-amiral : [229](#)
Foccart, Jacques : [214](#), [244-246](#), [248-251](#), [253](#), [260-261](#)

Fontaine, André : [284](#), [312](#)
Fontaine, Pascal : [123-124](#)
Ford, Gerald : [302](#), [307](#)
Forlani, Arnaldo : [133](#)
Forsythe, Frederick : [254](#)
Fouchet, Christian : [174](#), [177](#), [284](#)
Fowler, Henry : [270](#)
François-Poncet, Jean : [312](#)
Frenay, Henri : [81-82](#), [94](#)
Frey, Roger : [159](#), [213-214](#)
Fuller, Horace : [38](#)

Gaillard, Félix : [120](#), [138](#), [168](#)
Gallois, Pierre-Marie : [198-201](#)
Galmiche, Pierre : [307](#)
Gamelin, Maurice, général : [21](#)
Garrison, Jim : [159](#)
Gasperi, Alcide de : [129](#)
Gaulle, Yvonne de : [166](#)
Gavin, James : [159-160](#)
Gehlen, Reinhard, général : [157-158](#), [216](#)
Georges, Alphonse, général : [63](#)
Gherardi, Blaise : [242-243](#)
Giraud, Henri, général : [14](#), [55-58](#), [60-67](#), [71-73](#), [75](#), [79](#), [86](#), [94](#), [112](#),
[247](#), [280](#)
Giraudoux, Jean : [309](#)
Giroud, Françoise : [255](#)
Giscard d'Estaing, Valéry : [131-135](#), [161](#), [179](#), [215](#), [218](#), [220](#), [226](#), [231](#),
[296-298](#), [310-314](#)
Gittinger, John : [258](#)
Goerdeler, Friedrich : [167](#)
Goering, Hermann, maréchal : [41](#)
Golitsyne, Anatoli (*alias* Martel) : [250-253](#), [258-260](#)
Gomez, Alain : [218](#)
Gouin, Félix : [117](#), [124](#)
Gould, Franck : [44](#)
Gould, Jay : [44](#)
Grailly, Michel de : [211](#)
Griotteray, Alain : [245](#)

Grossin, Paul, général : [151](#)
Guderian, Heinz, général : [18](#), [128](#)
Guérard, Jacques : [70](#)
Guillaumat, Pierre : [126](#)
Guillebon, Jacques de, colonel : [102](#)
Guingouin, Georges : [101](#)
Guiringaud, Louis de : [312](#)
Gül, Abdullah : [330](#)

Harding, Warren : [13](#)
Harispe, Michel : [71](#)
Harrison, George : [140](#)
Havel, Vaclav : [322](#)
Heath, Edward : [133](#)
Heidegger, Martin : [8](#)
Helberg, Hallis : [143](#)
Helms, Richard : [243](#)
Henry-Haye, Gaston : [45-48](#)
Héring, Pierre, général : [27](#)
Hernu, Charles : [218-219](#)
Herriot, Edouard : [92-93](#), [95-100](#), [129-130](#)
Hillenbrand, Martin : [290](#)
Hillenkoetter, Roscoe : [38](#)
Hirsch, Etienne : [127](#)
Hitchcock, Alfred : [252-255](#)
Hitler, Adolf : [9](#), [13](#), [32](#), [35-36](#), [38](#), [40](#), [43](#), [49](#), [68-69](#), [71](#), [99](#), [109](#), [118](#),
[166](#), [168](#), [175](#)
Hobbes, Thomas : [278](#)
Hoffman, Johannes : [166](#)
Hollande, François : [331-333](#)
Hoover, Edgar : [46](#), [251](#)
Hopkins, Harry : [11](#), [63-64](#)
Horne, Alister : [155](#)
Hortefeux, Brice : [326](#)
Hostache, René : [83](#)
Houghton, Amory : [139](#)
Hughes, Karen : [330](#)
Hull, Cordell : [15](#), [42](#), [44](#), [49](#), [59](#)
Hussein, Saddam : [316](#), [323](#), [325](#)

Irwin, John : [303](#)
Ismay, Lionel, général : [86](#)
Isorni, Jacques : [213](#)

Jardin, Jean : [70](#)
Jarre, Maurice : [254](#)
Jauvert, Vincent : [158](#), [202](#), [313](#)
Jeanneney, Jean-Noël : [155](#)
Jeanneney, Jules : [92-93](#)
Jeantet, Gabriel : [71](#)
Jenkins, Roy : [133](#)
Jobert, Michel : [303](#), [307](#), [311-312](#)
Johnson, Daniel : [229](#)
Johnson, Lyndon : [13](#), [191-197](#), [203-204](#), [208](#), [210-211](#), [229](#), [230](#), [237-238](#), [243](#), [251](#), [263](#), [267](#), [272](#), [276](#), [277](#), [283](#), [285](#), [302](#), [308](#)
Jouhaud, Edmond, général : [155-156](#), [294-296](#)
Joxe, Louis : [244-245](#)
Juin, Alphonse, général : [14](#), [83](#), [102](#)
Juquin, Pierre : [220](#)

Kadhafi, Mouammar : [317](#), [324](#)
Karpman, Gilbert : [94](#)
Kauffer, Rémy : [122](#), [258](#)
Kennedy, John : [17](#), [134](#), [156-160](#), [172-173](#), [178](#), [182](#), [184-192](#), [194](#), [199-200](#), [220](#), [223](#), [243](#), [250-251](#), [256](#), [259](#), [263](#), [273](#), [277-278](#), [289](#), [305](#)
Kennedy, Robert : [191](#), [277](#)
Kent, Sherman : [190](#)
Kersaudy, François : [14](#), [43-44](#), [179](#)
Keynes, John Maynard : [114-115](#)
Khrouchtchev, Nikita : [17](#), [166](#), [170-171](#), [173](#), [187](#), [191](#), [193](#), [241](#), [283](#), [305](#)
Kiesinger, Kurt-Georg : [133](#), [179](#), [236](#)
Kilian, Conrad : [143-144](#)
Kimball, Warren : [86](#)
Kissinger, Henry : [17](#), [279-281](#), [284](#), [286-287](#), [289](#), [291](#), [298-299](#), [301-303](#), [307-308](#), [311](#), [313](#)
Knochen, Helmut : [70-71](#)
Koenig, Marie-Pierre, général : [84](#)

Kohl, Helmut : [180](#)
Komer, Robert : [208](#)
Krug von Nidda, Roland : [68](#)
Küchler, Georg von, général : [27-28](#)

Lacharrière, René de : [117](#)
Lacheroy, Charles, colonel : [153-154](#), [157](#)
Lacoste, Robert : [94](#)
Lacroix-Ruiz, Annie : [49](#), [70](#), [93](#)
La Fayette, Gilbert du Motier de, général : [15](#), [47](#), [202](#)
La Malfa, Ugo : [133](#)
Lambert, Pierre : [140](#)
Lamia (voir [Thyraud de Vosjoli](#)) : [244-261](#)
Langer, William : [28](#), [56](#)
Langeron, Roger : [27](#)
Lansdale, Edward, colonel : [241](#)
Larminat, Edgard de : [84](#)
Lattre, Jean de, général : [84](#), [105-106](#), [108-109](#)
Laurencie, Benoît-Léon de la, général : [94](#)
Laurent-Eynac, Victor : [24](#)
Laval, Pierre : [14-15](#), [22](#), [34](#), [38](#), [43](#), [45](#), [47-49](#), [56-60](#), [67-70](#), [93](#), [95-100](#), [122](#)
Leach, Edward : [327-328](#)
Leahy, Robert, amiral : [43-44](#), [78](#), [97](#)
Lebrun, Albert : [28](#), [52](#)
Leburton, Edmond : [134](#)
Leca, Dominique : [22-23](#)
Lecanuet, Jean : [133](#), [134](#), [196](#), [209](#), [220-221](#), [223](#), [224](#), [231](#), [238](#), [287](#), [291](#), [292](#), [293](#), [325](#)
Le Carré, John : [203](#)
Leclerc, Philippe de Hauteclouque, dit : [84](#), [98](#), [102-104](#), [106](#), [109](#), [143](#)
Lecourt, Robert : [133](#)
Legentilhomme, Paul-Louis : [84](#)
Léger, Alexis (*alias* Saint John Perse) : [14-15](#), [49-51](#), [72-74](#), [195](#)
Lemaigre-Dubreuil, Jacques : [55-56](#), [58](#), [70](#), [92-93](#)
Lemarchand, Pierre : [249](#)
Lemnitzer, Lyman, général : [156](#), [207-208](#), [228](#)
Le Pen, Jean-Marie : [233](#)
Le Theule, Joël : [220](#)

Le Troquer, André : [215](#)
Levard, Georges : [183](#)
Levitte, Jean-David : [324](#)
Lin Biao : [264](#)
Lincoln, Abraham : [48](#)
Loichot, Marcel : [226](#)
Longworth, Clara : [47](#)
Lovestone, Jay (Jacob Liebstein) : [140](#), [145](#)
Lübke, Heinrich : [179](#)
Lucet, Charles : [299](#)
Luizet, Charles : [103](#)
Luns, Joseph : [174](#)
Lyon, Cecil : [183](#), [190](#)
Lyttelton, Oliver : [77](#)

MacArthur, Douglas, général : [78-79](#)
Macmillan, Harold : [79](#), [171](#), [173](#), [184](#), [210](#)
MacSharry, Ray : [319](#)
Maillard, Pierre : [176](#)
Malliavin, René : [154](#)
Malraux, André : [128](#), [197](#), [301](#)
Mangold, Tom : [254](#), [258](#)
Mao Zedong : [91](#), [283](#), [301](#)
Marchal, Léon : [37](#)
Maridor, Jean : [84](#)
Marin la Meslée, Edmond : [84](#)
Markovic, Stefan : [214](#), [215](#), [292](#)
Marshall, George, général : [78](#), [119](#)
Marty, André : [105](#)
Massigli, René : [77-78](#)
Mathey, Raymond : [226](#)
Matthews, Freeman : [26-27](#), [34](#)
Maudling, Reginald : [170](#)
Mauriac, François : [117](#), [137](#)
Mauriac, Jean : [301](#)
Maurras, Charles : [11](#)
Mayer, Daniel : [140](#)
McCarthy, Joseph : [260](#)
McCarthy, Mary : [269](#)

McCloskey, Robert : [299](#)
McCone, John : [243](#), [250](#)
McKinley, William : [36](#)
McNamara, Robert : [187-188](#), [238](#)
Meany, George : [140](#)
Mendès France, Pierre : [16](#), [114-117](#)
Mercier, Marcel, *alias* Mareuil, colonel : [250](#)
Messmer, Pierre : [199](#), [203](#), [305](#)
Middleton, Drew : [199](#)
Mitterrand, François : [134](#), [135](#), [147](#), [180](#), [196-197](#), [210](#), [213](#), [215](#), [217](#),
[220](#), [223-225](#), [267](#), [292](#), [314-320](#), [325](#)
Mitterrand, Robert : [223-224](#)
Mollet, Guy : [133](#), [147](#), [183](#), [196](#), [209](#), [213](#)
Monnerville, Gaston : [292](#)
Monnet, Jean : [11](#), [15-16](#), [51-53](#), [63-64](#), [71](#), [74](#), [77](#), [111-135](#), [137](#), [164](#),
[174](#), [177-179](#), [183](#), [220](#), [281](#), [290](#), [292](#), [322](#)
Monsabert, Joseph de Goislard de, général : [84](#)
Morgenthau, Henry : [118-120](#)
Moro, Aldo : [133](#)
Morris, Louise Page : [145](#)
Morton, Desmond : [79](#)
Mosley, Oswald : [22](#)
Moulin, Jean : [80-83](#), [94-95](#), [100](#)
Murphy, Robert : [13](#), [37-38](#), [40-42](#), [55-57](#), [78](#)
Musa, Louis : [46](#)
Mussolini, Benito : [68](#)
Musy, Pierre, colonel : [156](#), [160](#)

Nasser, Gamal Abdel : [233](#)
Nenni, Pietro : [133](#)
Newman, Paul : [252](#)
Nietzsche, Friedrich : [52](#)
Nitze, Paul : [191](#)
Nixon, Richard : [12](#), [17](#), [193](#), [223](#), [229](#), [238](#), [272-287](#), [289-291](#), [298-304](#),
[307-308](#)
Noiret, Philippe : [253](#)
Norstad, Lauris, général : [156-157](#), [200](#)
Nosek, Roland : [70-71](#)
Nouzille, Vincent : [222](#), [223](#), [266](#), [290](#)

Oberg, Karl, général : [71](#)
Ohlendorf, Otto, général : [167](#)
Oswald, Lee Harvey : [251](#)

Pâques, Georges : [201-202](#), [253](#), [256](#), [259](#)
Parodi, Alexandre : [82](#), [103-104](#), [123](#)
Patton, George, général : [106-107](#), [119](#)
Peake, Charles : [60](#)
Péan, Pierre : [260](#)
Péguy, Charles : [52](#)
Perrault, Gilles : [10-11](#)
Pershing, John, général : [45](#)
Pétain, Philippe, maréchal : [11](#), [13-15](#), [21-26](#), [32-33](#), [35-36](#), [38](#), [41](#), [43-49](#), [52](#), [56-59](#), [67-69](#), [71](#), [73](#), [93](#), [96-99](#), [122](#), [123](#), [130](#), [185](#), [213](#), [280](#), [291](#), [337-339](#)
Peuch, Louis : [27](#)
Peyrefitte, Alain : [7-9](#), [17](#), [60](#), [159](#), [173](#), [192](#), [195](#), [199](#), [200](#), [212](#), [262](#), [280](#)
Peyrouton, Marcel : [61](#)
Pflimlin, Pierre : [120](#), [134](#), [164](#), [182](#)
Philip, André : [59](#)
Piccoli, Michel : [253](#)
Pierpont Morgan, John : [53](#)
Piétri, François : [92](#)
Pinay, Antoine : [133](#), [147-149](#), [151](#), [169](#), [181-183](#), [196](#), [209](#), [212-217](#), [287](#), [294-295](#), [332](#)
Pineau, Christian : [81](#)
Pleven, René : [16](#), [112-117](#), [133](#), [138](#), [201](#), [210-211](#), [231](#), [297](#)
Poher, Alain : [134](#), [217](#), [290-293](#)
Poirier, Lucien, général : [198](#)
Pompidou, Georges : [7-8](#), [133](#), [175](#), [179](#), [204](#), [209-211](#), [214-215](#), [217](#), [225-227](#), [261-263](#), [267](#), [271](#), [273](#), [287](#), [289-309](#), [316](#), [317](#), [328](#)
Poniatowski, Michel : [218](#), [296](#), [328](#)
Pontillon, Robert : [220](#)
Portes, comtesse Hélène de : [25-27](#)
Portes, comte Henri de : [25](#)
Poutine, Vladimir : [324](#)
Powell, Colin : [316](#)

Preminger, Otto : [252](#)
Prouvost, Jean : [24](#), [266](#)
Pucheu, Pierre : [67](#)

Quétel, Claude : [23](#)
Queuille, Henri : [95](#)
Quisling, Vidkun : [60](#)

Raborn, William : [243](#)
Reagan, Ronald : [278](#), [313-315](#), [317](#)
Reile, Oscar : [71](#)
Renault, Gilbert (Rémy) : [81](#)
Rentschler, James : [265](#)
Reynaud, Paul : [19-27](#), [38](#), [46-49](#), [51-52](#), [86](#), [104](#), [122](#), [126](#)
Ribbentrop, Joachim von : [69](#)
Rivière, Henri : [249](#), [261](#)
Riboud, Antoine : [222](#)
Riboud, Jean : [222](#)
Rice, Condoleezza : [324](#)
Rieth, Bruno : [332](#)
Rocard, Michel : [218](#)
Rockefeller, John D. : [45](#)
Rockefeller, Nelson : [275](#), [278](#)
Rogers, William : [290](#)
Rol-Tanguy, Henri : [100](#), [103](#)
Rommel, Erwin, général puis maréchal : [19](#), [41](#), [88](#)
Roosevelt, Franklin : [8](#), [11-15](#), [17](#), [20](#), [23-24](#), [27-28](#), [31-38](#), [41-49](#), [51](#),
[53](#), [57](#), [59-66](#), [68](#), [71-79](#), [84-89](#), [91-92](#), [96](#), [102](#), [105-106](#), [109](#), [112-114](#),
[118-120](#), [144](#), [184-185](#), [191](#), [193](#), [247](#), [277](#), [279](#), [280](#), [335-339](#)
Roosevelt, Kermit : [144-145](#)
Roosevelt, Theodore : [15](#), [48](#), [144](#)
Rougemont, Jean-Louis du Temple de, général : [259](#)
Roy, Henri : [24](#)
Rueff, Jacques : [169](#), [235](#), [307](#)
Rumor, Mariano : [133](#)
Rush, David Kenneth : [311](#)
Rusk, Dean : [158](#), [190](#), [191](#), [197](#), [210](#), [267](#)

Sabbagh, Pierre : [311](#)

Sainteny, Jean : [7](#), [10](#)
Saint John Perse (voir [Alexis Léger](#)) : [15](#)
Saint-Quentin, René de : [45](#)
Saint-Robert, Philippe de : [294-295](#)
Salan, Raoul, général : [138](#), [152-153](#), [155](#), [156](#), [160](#)
Sanguinetti, Alexandre : [211](#), [249](#)
Saragat, Giuseppe : [133](#)
Sarkozy, Caroline : [329](#)
Sarkozy, Nicolas : [224-333](#)
Sarkozy, Olivier : [329](#)
Sarkozy, Pal : [329](#)
Sauvy, Alfred : [114](#)
Schaefer, Carl : [49](#)
Scheel, Walter : [133](#)
Schiff, Jacob : [53](#)
Schleier, Rudolf : [69](#)
Schmidt, Helmut : [133](#)
Schröder, Gerhard : [324](#)
Schuman, Robert : [77](#), [121-123](#), [128-130](#), [144](#), [165](#), [177](#), [290](#), [292](#)
Schumann, Maurice : [87](#)
Schwarzkopf, Norman : [316](#)
Scott, Peter Dale : [289](#)
Scranton, William : [272](#)
Séguin, Philippe : [318](#)
Servan-Schreiber, Jean-Jacques : [131](#), [134](#), [210](#), [221-223](#), [255](#)
Shriver, Sargent : [263](#), [267](#), [281](#), [290-291](#)
Sihanouk, prince Norodom : [228](#)
Soustelle, Jacques : [145](#), [152](#), [261](#)
Spaak, Charles-Henri : [174-175](#)
Sportès, Morgan : [266](#)
Stabler, Welles : [196-198](#), [202](#), [218](#), [223](#)
Stafford, Frederick : [253](#)
Staline, Josef : [71](#), [105](#), [140](#), [148](#), [241](#)
Stapleton, Craig : [325-327](#)
Stimson, Henry : [119](#)
Strauss, Franz-Josef : [176](#)
Strauss-Kahn, Dominique : [215](#)
Studnitz, Hans-Georg von, général : [38](#)
Susini, Jean-Jacques : [153](#), [160](#), [344](#)

Taft, William : [48](#)
Taittinger, Pierre : [98](#)
Taylor, Maxwell, général : [187](#), [189](#)
Taylor, Samuel : [253](#)
Tchang Kai-chek, général puis maréchal : [53](#), [91](#)
Teitgen, Pierre-Henri : [94](#)
Thorez, Maurice : [22](#), [100](#), [115](#)
Tindemans, Leo : [134](#)
Tite-Live : [23](#)
Tixier-Vignancour, Jean-Louis : [154](#), [213](#), [234](#), [291](#), [295](#)
Tomasini, René : [306](#)
Tournoux, Jean-Raymond : [154](#)
Tricot, Bernard : [245](#)
Truman, Harry : [12](#), [109](#), [114](#), [118](#), [120](#), [185](#), [277](#)

Ulmer, Alfred : [151](#)
Uri, Pierre : [124](#), [183](#)
Uris, Leon : [252-256](#)

Valensi, Christian : [117](#)
Vallon, Louis : [222](#), [226-227](#), [295-296](#)
Vassal, John William : [256](#)
Védrine, Hubert : [316](#)
Verdier, Robert : [140](#)
Viansson-Ponté, Pierre : [263](#)
Victor-Emmanuel III, roi d'Italie : [68](#)
Viénot, Pierre : [76](#)
Vigne, Bertrand, colonel : [46](#)
Villélume, Paul de : [26](#)
Villepin, Dominique de : [324-327](#)
Vogüe, Arnaud de : [227](#)
Vosjoli, Philippe Thyraud de : [244-261](#)

Walesa, Lech : [322](#)
Warburg, Paul : [53](#)
Weingarten, William : [217-220](#), [223](#), [245](#)
Weller, Seymour : [99](#)
Welles, Sumner : [59](#)

Wennerström, Stig : [256](#)

Werner, Pierre : [134](#)

Weygand, Maxime, général : [13](#), [21-24](#), [26](#), [31](#), [37-41](#), [55](#), [129](#)

Wilbur, William, général : [62](#)

Wilson, Edwin : [73](#)

Wilson, Woodrow : [13](#), [59](#)

Wisner, Frank : [151](#)

Wisner, Frank Jr. : [328-329](#)

Woll, Matthew : [140](#)

Wybot, Roger : [151](#)

Ybarnégaray, Jean : [24](#)

Zeller, André, général : [154-155](#)

Suivez toute l'actualité des Éditions Perrin sur
www.editions-perrin.fr

PERRIN

Nous suivre sur

